



---

# RAPPORT ANNUEL 2025

---

## Table des Matières

<b>I</b>	<b>Rapport sur le gouvernement d'entreprise</b>	<b>9</b>
<b>1.1.</b>	<b>Présentation de l'établissement</b>	<b>9</b>
1.1.1.	Dénomination, siège social et administratif	9
1.1.2.	Forme juridique	9
1.1.3.	Objet social	9
1.1.4.	Date de constitution, durée de vie	9
1.1.5.	Exercice social	10
1.1.6.	Description du Groupe BPCE et de la place de l'établissement au sein du Groupe	10
<b>1.2.</b>	<b>Capital social de l'établissement</b>	<b>11</b>
1.2.1.	Parts sociales	11
1.2.2.	Politique d'émission et de rémunération des parts sociales	12
1.2.3.	Sociétés locales d'épargne	13
<b>1.3.</b>	<b>Organes d'administration, de direction et de surveillance</b>	<b>13</b>
1.3.1.	Directoire	13
1.3.2.	Conseil d'orientation et de surveillance	16
1.3.3.	Commissaires aux comptes	26
<b>1.4.</b>	<b>Éléments complémentaires</b>	<b>26</b>
1.4.1.	Tableau des délégations accordées pour les augmentations de capital et leur utilisation	26
1.4.2.	Tableau des mandats exercés par les mandataires sociaux	27
1.4.3.	Conventions significatives (article L.225-37-4 du code de commerce)	36
1.4.4.	Observations du Conseil d'orientation et de surveillance sur le rapport de gestion du Directoire	37
<b>2</b>	<b>Rapport de gestion</b>	<b>39</b>
<b>2.1.</b>	<b>Contexte de l'activité</b>	<b>39</b>
2.1.1.	Environnement économique et financier	39
2.1.2.	Faits majeurs de l'exercice	44
<b>2.2.</b>	<b>Informations sociales, environnementales et sociétales</b>	<b>55</b>
2.2.1.	La Caisse d'Epargne est une banque coopérative, 100 % régionale, pionnière dans les transitions de la société et qui appartient à ses clients sociétaires	55
2.2.2.	Un engagement : rendre l'impact accessible à tous	57
2.2.3.	Le dialogue avec les parties prenantes au cœur de notre stratégie d'impact	60
<b>2.3.</b>	<b>Activités et résultats consolidés de l'entité</b>	<b>63</b>
2.3.1.	Résultats financiers consolidés	63
2.3.2.	Présentation des secteurs opérationnels	66
2.3.3.	Activités et résultats par secteur opérationnel	66
2.3.4.	Bilan consolidé et variation des capitaux propres	66
<b>2.4.</b>	<b>Activités et résultats de l'entité sur base individuelle</b>	<b>66</b>
2.4.1.	Résultats financiers de l'entité sur base individuelle	67
2.4.2.	Analyse du bilan de l'entité	69
<b>2.5.</b>	<b>Fonds propres et solvabilité</b>	<b>69</b>
2.5.1.	Gestion des fonds propres	69
2.5.2.	La composition des fonds propres	70
2.5.3.	Exigences de fonds propres	72
2.5.4.	Ratio de levier	73
<b>2.6.</b>	<b>Organisation et activité du Contrôle Interne</b>	<b>74</b>
2.6.1.	Présentation du dispositif de contrôle permanent	75
2.6.2.	Présentation du dispositif de contrôle périodique	76

2.6.3. Gouvernance .....	79
<b>2.7. Gestion des risques .....</b>	<b>80</b>
2.7.1. Présentation de la politique et de la stratégie en matière de risques .....	80
2.7.2. Risques de crédit et de contrepartie .....	93
2.7.3. Risques Financiers .....	108
2.7.4. Risques opérationnels .....	114
2.7.5. Risques environnementaux, sociaux et de gouvernance .....	117
2.7.6. Risques de réputation .....	134
2.7.7. Risques de modèles .....	137
2.7.8. Risques de non-conformité .....	139
2.7.9. Risques de sécurité et résilience opérationnelle .....	148
2.7.10. Faits exceptionnels et litiges .....	153
<b>2.8. Événements postérieurs à la clôture et perspectives .....</b>	<b>154</b>
2.8.1. Les événements postérieurs à la clôture .....	154
2.8.2. Les perspectives et évolutions prévisibles .....	154
<b>2.9. Eléments complémentaires .....</b>	<b>156</b>
2.9.1. Information sur les participations, liste des filiales importantes, liste des succursales .....	156
2.9.2. Activités et résultats des principales filiales .....	158
2.9.3. Tableau des cinq derniers exercices .....	158
2.9.4. Délais de règlement des clients et des fournisseurs .....	159
2.9.5. Informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération (article L. 511-102 du code monétaire et financier) .....	160
2.9.6. Informations relatives aux comptes inactifs (articles L312-19, L312-20 et R312-21 du code monétaire et financier) .....	167
2.9.7. Informations relatives aux ressources incorporelles essentielles .....	168
<b>3 Etats financiers .....</b>	<b>169</b>
<b>3.1. Comptes consolidés .....</b>	<b>169</b>
3.1.1. Comptes consolidés au 31 décembre 2025 (avec comparatif au 31 décembre 2024) .....	169
3.1.2. Annexe aux comptes consolidés .....	175
<b>Note 1. Cadre général .....</b>	<b>175</b>
1.1 Le Groupe BPCE .....	175
1.2 Mécanisme de garantie .....	176
1.3 Événements significatifs .....	177
1.4 Événements postérieurs à la clôture .....	177
<b>Note 2. Normes comptables applicables et comparabilité .....</b>	<b>177</b>
2.1 Cadre réglementaire .....	177
2.2 Référentiel .....	177
2.3 Recours à des estimations et jugements .....	178
2.4 Présentation des états financiers consolidés et date de clôture .....	179
2.5 Principes comptables généraux et méthodes d'évaluation .....	180
2.5.1. Classement et évaluation des actifs et passifs financiers .....	180
2.5.2. Opérations en devises .....	184
<b>Note 3. Consolidation .....</b>	<b>184</b>
3.1 Entité consolidante .....	184
3.2 Périmètre de consolidation - méthodes de consolidation et de valorisation .....	184
3.2.1. Entités contrôlées par le Groupe .....	185
3.2.2. Participations dans des entreprises associées et des coentreprises .....	186
3.2.3. Participations dans des activités conjointes .....	187

<b>3.3 Règles de consolidation .....</b>	<b>187</b>
3.3.1. Conversion des comptes des entités étrangères.....	187
3.3.2. Élimination des opérations réciproques.....	188
3.3.3. Regroupements d'entreprises.....	188
3.3.4. Engagements de rachat accordés à des actionnaires minoritaires de filiales consolidées par intégration globale.....	188
3.3.5. Date de clôture de l'exercice des entités consolidées.....	189
<b>3.4 Évolution du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2025.....</b>	<b>189</b>
<b>Note 4. Notes relatives au compte de résultat.....</b>	<b>190</b>
4.1 Intérêts, produits et charges assimilés.....	190
4.2 Produits et charges de commissions.....	191
4.3 Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat .....	193
4.4 Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres.....	194
4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'INSTRUMENTS financiers au coût amorti .....	194
4.6 Produits et charges des autres activités.....	195
4.7 Charges générales d'exploitation .....	195
4.8 Gains ou pertes sur autres actifs .....	197
<b>Note 5. Notes relatives au bilan .....</b>	<b>197</b>
5.1 Caisse, banques centrales .....	197
5.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat .....	197
5.2.1. Actifs financiers à la juste valeur par résultat .....	198
5.2.2. Passifs financiers à la juste valeur par résultat .....	200
5.2.3. Instruments dérivés de transaction .....	201
5.3 Instruments dérivés de couverture.....	202
5.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres .....	212
5.5 Actifs au coût amorti.....	214
5.5.1. Titres au coût amorti.....	218
5.5.2. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti .....	218
5.5.3. Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti .....	218
5.6 Reclassements d'actifs financiers .....	219
5.7 Comptes de régularisation et actifs divers .....	219
5.8 Immeubles de placement.....	219
5.9 Immobilisations .....	220
5.10 Dettes représentées par un titre .....	222
5.11 Dettes envers les établissements de crédit et assimilés et envers la clientèle.....	223
5.11.1. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés .....	223
5.11.2. Dettes envers la clientèle .....	224
5.12 Comptes de régularisation et passifs divers .....	224
5.13 Provisions.....	225
5.13.1. Synthèse des provisions .....	226
5.13.2. Engagements sur les contrats d'épargne-logement.....	226
5.14 Dettes subordonnées.....	227
5.15 Actions ordinaires et instruments de capitaux propres émis.....	227
5.15.1. Parts sociales.....	228
5.15.2. Titres supersubordonnés à durée indéterminée classés en capitaux propres.....	228

<b>5.16 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....</b>	<b>229</b>
<b>5.17 Compensation d'actifs et de passifs financiers.....</b>	<b>229</b>
5.17.1. Actifs financiers .....	230
5.17.2. Passifs financiers .....	231
<b>5.18 actifs financiers donnés en garantie de passifs, Actifs financiers transférés et actifs reçus en garantie dont l'entité peut disposer .....</b>	<b>232</b>
5.18.1. Actifs financiers donnés en garantie de passifs.....	234
5.18.1. Actifs financiers transférés .....	235
<b>Note 6. Engagements .....</b>	<b>239</b>
<b>6.1 Engagements de financement .....</b>	<b>240</b>
<b>6.2 Engagements de garantie .....</b>	<b>240</b>
<b>Note 7. Expositions aux risques .....</b>	<b>240</b>
<b>7.1 Risque de crédit .....</b>	<b>241</b>
7.1.1. Coût du risque de crédit.....	241
7.1.2. Variation des valeurs brutes comptables et des pertes de crédit attendues des actifs financiers et des engagements.....	242
7.1.3. Mesure et gestion du risque de crédit.....	261
7.1.4. Garanties reçues sur des instruments dépréciés sous IFRS 9 .....	261
7.1.5. Mécanismes de réduction du risque de crédit : actifs obtenus par prise de possession de garantie .....	261
7.1.6. Actifs financiers modifiés depuis le début de l'exercice, dont la dépréciation était calculée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité au début de l'exercice .....	262
7.1.7. Actifs financiers modifiés depuis leur comptabilisation initiale, dont la dépréciation avait été calculée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité, et dont la dépréciation a été réévaluée sur la base des pertes de crédit attendues à un an depuis le début de l'exercice .....	262
7.1.8. Encours restructurés.....	262
<b>7.2 Risque de marché .....</b>	<b>263</b>
<b>7.3 Risque de taux d'intérêt global et risque de change.....</b>	<b>264</b>
<b>7.4 Risque de liquidité .....</b>	<b>264</b>
<b>Note 8. Avantages du personnel.....</b>	<b>265</b>
<b>8.1 Charges de personnel.....</b>	<b>266</b>
<b>8.2 Engagements sociaux.....</b>	<b>266</b>
8.2.1. Analyse des actifs et passifs sociaux inscrits au bilan .....	267
8.2.2. Variation des montants comptabilisés au bilan .....	268
8.2.3. Coûts des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme .....	269
8.2.4. Autres informations.....	270
<b>Note 9. Juste valeur des actifs et passifs financiers .....</b>	<b>271</b>
<b>9.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers .....</b>	<b>277</b>
9.1.1. Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers .....	277
9.1.2. Analyse des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur .....	281
9.1.1. Sensibilité de la juste valeur de niveau 3 aux variations des principales hypothèses .....	289
<b>9.2 Juste valeur des actifs et passifs financiers au coût amorti.....</b>	<b>289</b>
<b>Note 10. Impôts .....</b>	<b>291</b>
<b>10.1 Impôts sur le résultat .....</b>	<b>291</b>
<b>10.2 Impôts différés .....</b>	<b>293</b>
<b>Note 11. Autres informations .....</b>	<b>296</b>
<b>11.1 Information sectorielle .....</b>	<b>296</b>
<b>11.2 Informations sur les opérations de location.....</b>	<b>296</b>

11.2.1. Opérations de location en tant que bailleur .....	296
11.2.2. Opérations de location en tant que preneur.....	298
<b>11.3 Transactions avec les parties liées .....</b>	<b>300</b>
11.3.1. Transactions avec les sociétés consolidées.....	300
11.3.2. Transactions avec les dirigeants .....	301
<b>11.4 Intérêts dans les entités structurées non consolidées .....</b>	<b>302</b>
11.4.1. Nature des intérêts dans les entités structurées non consolidées.....	302
11.4.2. Nature des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées .....	304
11.4.3. Revenus et valeur comptable des actifs transférés dans les entités structurées non consolidées sponsorisées .....	305
<b>11.5 Honoraires des commissaires aux comptes.....</b>	<b>306</b>
<b>Note 12. Détail du périmètre de consolidation .....</b>	<b>307</b>
<b>12.1 Opérations de titrisation.....</b>	<b>307</b>
<b>12.2 Autres intérêts dans les filiales et entités structurées consolidées .....</b>	<b>307</b>
<b>12.3 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025 .....</b>	<b>307</b>
<b>12.4 Entreprises non consolidées au 31 décembre 2025 .....</b>	<b>308</b>
3.1.3. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés .....	310
<b>3.2. Comptes individuels.....</b>	<b>319</b>
3.2.1. Comptes individuels au 31/12/2025 (avec comparatif au 31 décembre 2024).....	319
3.2.2. Notes annexes aux comptes individuels .....	322
<b>Note 1. Cadre général .....</b>	<b>322</b>
<b>1.1 Le Groupe BPCE .....</b>	<b>322</b>
<b>1.2 Mécanisme de garantie.....</b>	<b>323</b>
<b>1.3 Événements significatifs.....</b>	<b>324</b>
<b>1.4 Événements postérieurs à la clôture .....</b>	<b>324</b>
<b>Note 2. Principes et méthodes comptables généraux .....</b>	<b>324</b>
<b>2.1 Méthodes d'évaluation, présentation des comptes individuels et date de clôture .....</b>	<b>324</b>
<b>2.2 Changements de méthodes comptables .....</b>	<b>325</b>
<b>2.3 Principes comptables généraux.....</b>	<b>325</b>
<b>2.4 Principes applicables aux mécanismes de résolution bancaire .....</b>	<b>325</b>
<b>Note 3. Informations sur le compte de résultat .....</b>	<b>326</b>
<b>3.1 Intérêts, produits et charges assimilés.....</b>	<b>326</b>
<b>3.2 Revenus des titres à revenu variable .....</b>	<b>327</b>
<b>3.3 Commissions .....</b>	<b>328</b>
<b>3.4 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation .....</b>	<b>328</b>
<b>3.5 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.....</b>	<b>329</b>
<b>3.6 Autres produits et charges d'exploitation bancaire.....</b>	<b>329</b>
<b>3.7 Charges générales d'exploitation .....</b>	<b>330</b>
<b>3.8 Coût du risque .....</b>	<b>331</b>
<b>3.9 Gains ou pertes sur actifs immobilisés.....</b>	<b>333</b>
<b>3.10 Résultat exceptionnel .....</b>	<b>333</b>
<b>3.11 Impôt sur les bénéfices .....</b>	<b>333</b>
<b>3.12 Répartition de l'activité.....</b>	<b>335</b>
<b>Note 4. Informations sur le bilan .....</b>	<b>335</b>

<b>4.1 Opérations interbancaires.....</b>	<b>335</b>
<b>4.2 Opérations avec la clientèle .....</b>	<b>338</b>
4.2.1. Opérations avec la clientèle .....	338
4.2.2. Répartition des encours de crédit par agent économique.....	344
<b>4.3 Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable .....</b>	<b>344</b>
4.3.1. Portefeuille titres.....	344
4.3.2. Evolution des titres d'investissement.....	349
4.3.3. Reclassements d'actifs .....	349
<b>4.4 Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme ....</b>	<b>350</b>
4.4.1. Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.....	351
4.4.2. Tableau des filiales et participations .....	352
4.4.3. Entreprises dont l'établissement est associé indéfiniment responsable.....	353
4.4.4. Opérations avec les entreprises liées .....	353
<b>4.5 Immobilisations incorporelles et corporelles .....</b>	<b>354</b>
4.5.1. Immobilisations incorporelles .....	354
4.5.2. Immobilisations corporelles.....	355
<b>4.6 Dettes représentées par un titre .....</b>	<b>356</b>
<b>4.7 Autres actifs et autres passifs.....</b>	<b>356</b>
<b>4.8 Comptes de régularisation .....</b>	<b>357</b>
<b>4.9 Provisions.....</b>	<b>357</b>
4.9.1. Tableau de variations des provisions .....	359
4.9.2. Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie.....	360
4.9.3. Provisions pour engagements sociaux .....	360
4.9.4. Provisions PEL / CEL .....	364
<b>4.10 Dettes subordonnées .....</b>	<b>365</b>
<b>4.11 Fonds pour risques bancaires généraux.....</b>	<b>365</b>
<b>4.12 Capitaux propres .....</b>	<b>365</b>
<b>4.13 Durée résiduelle des emplois et ressources .....</b>	<b>367</b>
<b>Note 5. Informations sur le hors bilan et opérations assimilées .....</b>	<b>368</b>
<b>5.1 Engagements reçus et donnés.....</b>	<b>368</b>
5.1.1. Engagements de financement .....	368
5.1.2. Engagements de garantie.....	369
5.1.3. Autres engagements ne figurant pas au hors bilan .....	369
<b>5.2 Opérations sur instruments financiers à terme.....</b>	<b>370</b>
5.2.1. Instruments financiers et opérations de change à terme.....	372
5.2.1. Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt et swaps financiers de devises négociés sur un marché de gré à gré.....	373
5.2.2. Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme .....	374
5.2.3. Opérations en devises .....	374
<b>Note 6. Autres informations .....</b>	<b>374</b>
<b>6.1 Consolidation .....</b>	<b>374</b>
<b>6.2 Rémunérations, avances, crédits et engagements .....</b>	<b>374</b>
<b>6.3 Honoraires des commissaires aux comptes.....</b>	<b>375</b>
<b>6.4 Implantations dans les pays non coopératifs .....</b>	<b>375</b>
3.2.3. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes individuels .....	376
3.2.4. Conventions réglementées et rapport spécial des Commissaires aux comptes .....	385
<b>4 Déclaration des personnes responsables.....</b>	<b>392</b>



<b>4.1. Personne responsable des informations contenues dans le rapport.....</b>	<b>392</b>
<b>4.2. Attestation du responsable .....</b>	<b>392</b>



## **I** Rapport sur le gouvernement d'entreprise

### **I.1. Présentation de l'établissement**

#### **I.1.1. Dénomination, siège social et administratif**

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur

Siège social : 455, promenade des Anglais, 06200 Nice

#### **I.1.2. Forme juridique**

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur, au capital de 515.033.520 euros, enregistré au registre du commerce et des sociétés de NICE sous le numéro 384 402 871 et dont le siège social est situé 455 promenade des Anglais, est une banque coopérative, société anonyme à directoire et conseil de surveillance dénommé Conseil d'Orientation et de Surveillance (COS) régie par le code monétaire et financier, et en particulier par les articles L.512-85 et suivants, la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les dispositions du code de commerce relatives aux sociétés commerciales et par ses statuts.

#### **I.1.3. Objet social**

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur a pour objet toutes opérations de banque, de services d'investissement et d'intermédiation d'assurance effectuées avec ses sociétaires, les sociétaires des Sociétés Locales d'Epargne qui lui sont affiliées et avec les tiers. Elle peut également effectuer toutes opérations connexes aux opérations de banque et de services d'investissement, exercer l'activité d'intermédiaire ou d'entremise dans le domaine immobilier, prendre toutes participations et, généralement, effectuer toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus de nature à favoriser son développement.

Dans le cadre de l'article L. 512-85 du code monétaire et financier, la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur participe à la mise en œuvre des principes de solidarité et de lutte contre les exclusions. Elle a en particulier pour objet la promotion et la collecte de l'épargne ainsi que le développement de la prévoyance, pour satisfaire notamment les besoins collectifs et familiaux. Elle contribue à la protection de l'épargne populaire, au financement du logement social, à l'amélioration du développement économique local et régional et à la lutte contre l'exclusion bancaire et financière de tous les acteurs de la vie économique, sociale et environnementale.

#### **I.1.4. Date de constitution, durée de vie**

Immatriculée en date du 27 avril 1992, la durée de la société est fixée à 99 ans, à compter de sa transformation en banque coopérative, société anonyme à directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance le 29 juillet 2000, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nice sous le numéro 384 402 871.

### **I.1.5. Exercice social**

L'exercice social a une durée de 12 mois du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. Les documents juridiques relatifs à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur (statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, rapports des contrôleurs légaux) peuvent être consultés au greffe du tribunal de commerce de Nice.

### **I.1.6. Description du Groupe BPCE et de la place de l'établissement au sein du Groupe**

Le Groupe BPCE, deuxième groupe bancaire en France, exerce tous les métiers de la banque et de l'assurance, au plus près des besoins des personnes et des territoires. Il s'appuie sur deux réseaux de banques commerciales coopératives et autonomes, celui des 14 Banques Populaires et celui des 15 Caisses d'Épargne, détenus par 9,6 millions de sociétaires.

Acteur majeur en France dans la banque de proximité et l'assurance avec ses deux grands réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne ainsi qu'avec la Banque Palatine et Oney, le Groupe déploie également au niveau mondial les métiers de banque de financement et d'investissement, avec Natixis Corporate & Investment Banking, et de gestion d'actifs et de fortune, avec Natixis Investment Managers.

Le Groupe BPCE compte 35 millions de clients et plus de 100 000 collaborateurs.

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur est affiliée à BPCE. Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE est constitué sous forme de SA à Directoire et Conseil de Surveillance dont le capital est détenu à hauteur de 50 % par les Caisses d'Épargne. La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur en détient 2,01 %.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe. Il détermine aussi les orientations stratégiques et coordonne la politique commerciale du Groupe dont il garantit la liquidité et la solvabilité. En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe. Il détient et gère les participations dans les filiales.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources des Caisses d'Épargne et de réaliser toutes opérations financières utiles au développement et au refinancement du Groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du Groupe.

### **Chiffres clés au 31 décembre 2025 du Groupe BPCE**

- **35** millions de clients
- **9,6** millions de sociétaires
- Plus de **100 000** collaborateurs
- 2<sup>ème</sup> groupe bancaire en France <sup>(1)</sup>
- 2<sup>ème</sup> banque de particuliers <sup>(2)</sup>
- 1<sup>ère</sup> banque des entreprises <sup>(3)</sup>

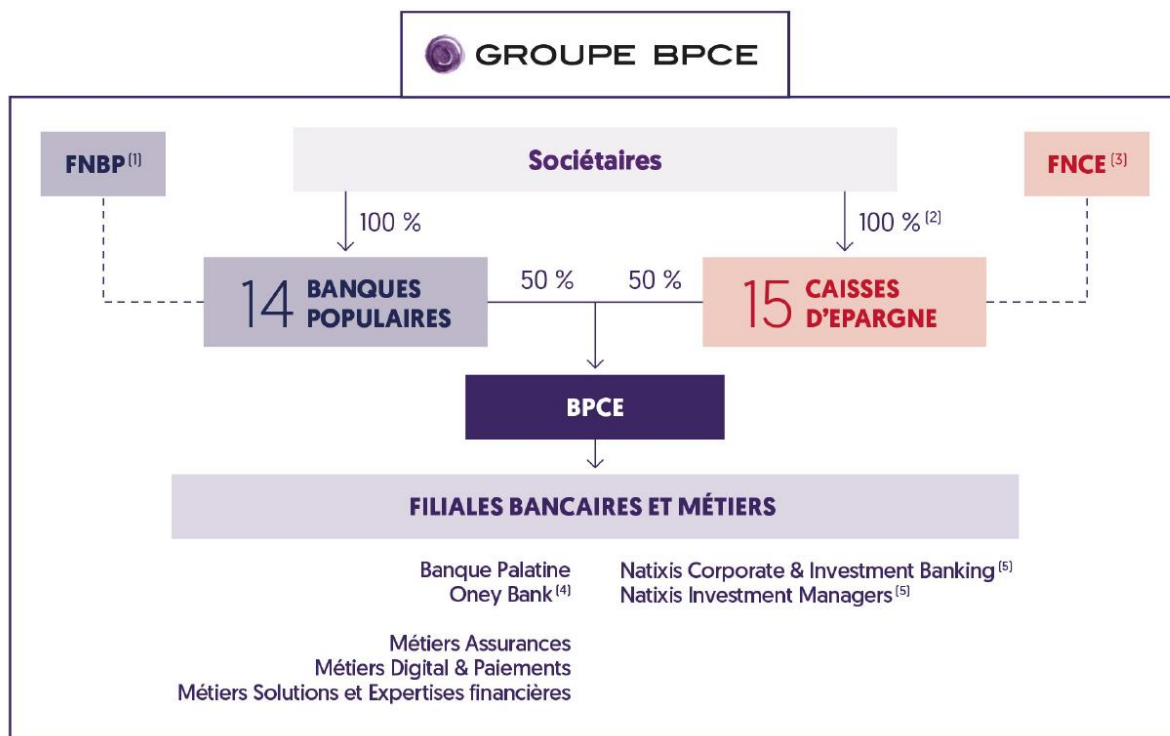
---

<sup>1</sup> Parts de marché : 22,06 % en épargne clientèle et 21,19 % en crédit clientèle (Groupe BPCE, Banque de France T3-2025 / toutes clientèles non financières).

<sup>2</sup> Parts de marché : 21,77 % en épargne des ménages et 26,20 % en crédit immobilier aux ménages (Groupe BPCE, Banque de France T3-2025). Taux de pénétration global de 23,9 % auprès des particuliers (Étude SOFIA Kantar, 2025).

<sup>3</sup> 54 % de taux de pénétration total (enquête PME PMI Kantar 2025).

- 2<sup>ème</sup> banque des professionnels et des entrepreneurs individuels <sup>(4)</sup>
- Le Groupe BPCE finance plus de 21 % de l'économie française <sup>(5)</sup>
- Parmi les plus importants gestionnaires d'actifs à l'échelle mondiale <sup>(6)</sup>



<sup>(1)</sup> Fédération nationale des Banques Populaires.

<sup>(2)</sup> Via les sociétés locales d'épargne (SLE).

<sup>(3)</sup> Fédération nationale des Caisses d'Épargne.

<sup>(4)</sup> Détenue à 50,1 %.

<sup>(5)</sup> Via Natixis SA.

## I.2. Capital social de l'établissement

### I.2.1. Parts sociales

Le capital social est composé exclusivement de parts sociales d'une valeur nominale de 20 euros, entièrement libérées et toutes de même catégorie, entièrement souscrites par les Sociétés Locales d'Épargne.

Au 31 décembre 2025, le capital social de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur s'élève à 515 033 520 euros, soit 25 751 676 parts sociales de 20 euros de valeur nominale.

#### Evolution et détail du capital social de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur

	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
Au 31 décembre 2025	515 033	100	100
Au 31 décembre 2024	515 033	100	100
Au 31 décembre 2023	515 033	100	100
Au 31 décembre 2022	515 033	100	100

<sup>4</sup> 37,9 % de taux de pénétration auprès des professionnels et des entrepreneurs individuels (Enquête Pépites 2023-2024, CSA).

<sup>5</sup> 21,19 % de parts de marché sur encours en crédits toutes clientèles non financières (Groupe BPCE, Banque de France T3-2025).

<sup>6</sup> IPE Top 500 Asset Managers 2025 Report – Actifs sous gestion de Natixis IM au 31/12/2025 : 1 323 Md€.

### 1.2.2. Politique d'émission et de rémunération des parts sociales

#### S'agissant des parts sociales de la Caisse d'Épargne

Les parts sociales de la Caisse d'Épargne sont obligatoirement nominatives. Elles ne peuvent être détenues et cédées qu'à des Sociétés Locales d'Épargne affiliées à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur. Leur cession s'effectue au moyen d'un ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire.

Les parts sociales donnent droit à un intérêt annuel dont le taux est fixé par l'assemblée générale annuelle de la Caisse d'Épargne sans qu'il puisse dépasser la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (TMO), majorée de deux points, tel que défini à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Elles donnent également droit à l'attribution de parts gratuites en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves. Elle donne le droit de participer dans les conditions fixées par la loi et les statuts aux assemblées générales et au vote des résolutions.

Exercice	Taux versé par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur aux SLE	Montant
2024	2,15 %	11 073 221
2023	2,75 %	14 163 422
2022	2,75 %	14 163 422

#### S'agissant des parts sociales de SLE

Les parts sociales émises par les SLE affiliées à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur sont des parts de sociétaires au sens de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Elles sont représentatives d'une quote-part du capital de la SLE.

Les parts sociales sont émises dans le cadre de la législation française, en euros et sous forme nominative.

La propriété de ces parts est établie par inscription en compte ou sur un registre spécial tenu par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur pour le compte des SLE. Les parts sociales des SLE affiliées à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur ne peuvent être détenues que sur des comptes ouverts à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

L'offre au public de parts sociales émises par les SLE affiliées à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients, de rajeunir le sociétariat et de le diversifier. Cette démarche contribue, par ailleurs, à assurer la pérennité du capital social des SLE et, a fortiori, de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

Il peut être servi un intérêt aux parts dont le niveau est fixé annuellement par l'Assemblée Générale de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance à laquelle la Société Locale d'Épargne est affiliée. Le taux ne peut être supérieur à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (TMO), majorée de deux points, tel que défini à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

L'intérêt est calculé, *pro rata temporis*, par mois civil entier de détention à compter du premier jour du mois suivant l'agrément du sociétaire, ou de la date de réception de la souscription et la libération des parts pour les sociétaires déjà agréés.

Seules les parts détenues au moment de la clôture de l'exercice (31 mai de l'année civile) donnent lieu au paiement effectif de l'intérêt, selon la règle prévue ci-dessus.

Exercice	Taux	Montant versé par les SLE aux sociétaires
2024	2,15 %	16 515 455
2023	2,75 %	21 141 525
2022	2,75 %	21 211 695

L'intérêt à verser aux parts sociales de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur détenues par les sociétés locales d'épargne, au titre de l'exercice 2025, proposé à l'approbation de l'assemblée générale, est estimé à 11 073 220,68 M€, ce qui permet une rémunération des parts sociales détenues par les sociétaires des sociétés locales d'épargne à un taux de 2,15 %..

### **I.2.3. Sociétés locales d'épargne**

#### **I.2.3.1. Objet**

Les sociétés locales d'épargne sont des sociétés coopératives locales sans activité bancaire. Au 31 décembre 2025, le nombre de SLE sociétaires était de quatre (4).

#### **I.2.3.2. Dénomination, Sièges et Capital Social**

Les 4 SLE ont leur siège social au 455 Promenade des Anglais. La répartition du capital social détenu par chacune des SLE est fixée comme suit au 31 décembre 2025 :

Société Locale d'Épargne	Montant du capital détenu dans Caisse d'Épargne Côte d'Azur	% de détention du capital	% de droit de vote	Nombre de parts sociales détenu dans Caisse d'Épargne Côte d'Azur	Nombre de sociétaires
SLE VAR CENTRE ET EST	142 404 600	27,65	27,65	7 120 230	52 435
SLE OUEST DES ALPES MARITIMES	138 436 300	26,88	26,88	6 921 815	44 829
SLE EST DES ALPES MARITIMES VILLE DE NICE	130 213 160	25,28	25,28	6 510 658	44 656
SLE TOULON VAR OUEST	103 979 460	20,19	20,19	5 198 973	29 930
<b>Total SLE</b>	<b>515 033 520</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>25 751 676</b>	<b>171 850</b>

### **I.3. Organes d'administration, de direction et de surveillance**

#### **I.3.1. Directoire**

##### **I.3.1.1. Pouvoirs**

Le Directoire dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au Conseil d'Orientation et de Surveillance

et aux assemblées de sociétaires. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du directoire qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Le Directoire gère la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur dans son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.

Les membres du Directoire peuvent, sur proposition du Président du Directoire, répartir entre eux les tâches de direction après avoir obtenu l'autorisation de principe du Conseil d'Orientation et de Surveillance. Le directoire informe le Conseil d'Orientation et de Surveillance de la répartition retenue. En aucun cas cependant, cette répartition ne peut avoir pour effet de retirer au Directoire son caractère d'organe assurant collectivement la direction de la société.

### **1.3.1.2. Composition**

Au 31 décembre 2025, le Directoire est composé de cinq (5) membres, nommés par le Conseil d'Orientation et de Surveillance, et dont le mandat vient à échéance au 5ème anniversaire de sa nomination, soit jusqu'au 31 décembre 2029. Le Directoire dont le mandat est échu reste en fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Directoire.

En application de l'article L.512-90 du code monétaire et financier, le Directoire de BPCE s'assure qu'ils disposent de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience nécessaires à l'exercice de cette fonction et propose leur agrément au Conseil de Surveillance de BPCE.

➤ **Claude VALADE, 64 ans, est Membre et Président du Directoire de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur depuis le 22 février 2021.**

Diplômé de l'Institut technique de banque (ITB), il a débuté sa carrière en 1980 à la BRED-Banque Populaire dans le réseau commercial, puis il a évolué dans diverses fonctions de management commercial à la Banque Palatine et à la Banque Populaire de Bourgogne Franche Comté avant sa nomination en tant que Directeur Général Adjoint en charge de l'Exploitation à la Banque Populaire du Nord de 2006 à 2013. Il entre dans le réseau des Caisses d'Épargne en tant que membre du directoire de la Caisse d'Épargne Bretagne Pays de Loire en charge du pôle Banque des Décideurs en Région de 2013 à 2017.

Avant de rejoindre la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, il a été nommé Directeur Général de BPCE Factor en mars 2017.

➤ **Frédéric LE BEUZIT, 61 ans, est Membre du Directoire en charge du Pôle Banque des Décideurs en Région de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur depuis le 04 juillet 2023 .**

Diplômé d'une Maîtrise en sciences économiques à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et de l'ITB, il a débuté sa carrière en 1989 dans le groupe Banque Populaire à la BRED, où il exerce plusieurs métiers dans le réseau commercial, puis intègre en 2001 la Banque Fédérale des Banques Populaire pour une mission de 3 ans d'audit commercial, avant de rejoindre de 2004 à 2006, Natixis Factor comme Directeur de la Région Est. Il rejoint ensuite la Banque Populaire Nord en tant Directeur de Région en 2006, puis Directeur du Développement en 2010 et enfin Directeur de Réseau de la Banque Populaire Rives de Paris en 2014.

Avant de rejoindre la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur en juillet 2023, il a été nommé Directeur commercial et membre du COMEX de BPCE Factor.

- **Isabelle MENGIN, 64 ans, est Membre du Directoire en charge du Pôle Ressources de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2021.**

Diplômée d'études supérieures spécialisées (DESS) administration des entreprises (CAAE) à l'Institut d'Administration des Entreprises de Nancy, elle a débuté sa carrière en 1988 dans les domaines de l'informatique de gestion et de la banque en tant que Responsable des Ressources Humaines du CCMC Informatique de Gestion à Orléans puis à Paris.

Elle rejoint en 1992 le GIE des Caisses d'Épargne puis la Caisse d'Épargne d'Ile de France Ouest en 1999 où elle a successivement occupé les postes de Directrice des Affaires Sociales, Directrice de l'Organisation et de la Qualité, puis Directrice de l'Exploitation Bancaire. Elle exerce ensuite des fonctions dans le domaine des Ressources Humaines dans trois Caisses d'Épargne régionales. Elle rejoint la Caisse d'Épargne de Lorraine Champagne Ardenne en 2008 en tant que Directrice du Développement des Ressources Humaines, la Caisse d'Alsace, en 2010, en tant que Directrice des Ressources Humaines puis la Caisse d'Épargne de Bourgogne Franche Comté, en 2013, en tant que Directrice des Ressources Humaines. Depuis 2019 et avant de rejoindre la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, elle pilote et anime la filière Ressources Humaines en tant que Directrice des Ressources Humaines de BPCE Solutions Expertises Financières (SEF).

- **Jean Yves MORIN, 61 ans, est Membre du Directoire en charge du Pôle Finances et Expertises de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021.**

Diplômé de l'Institut Technique de Banque (ITB) en 1992 et d'un Master spécialisé en Organisation et Audit des Opérations de Marchés en 1998, il débute sa carrière à la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan, en 1987, en tant que Chargé de Clientèle, Responsable Back-Office et Trésorier Adjoint, avant de rejoindre la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur en 2002, en tant que Trésorier puis Responsable de la Gestion Financière. En 2012, il est nommé Directeur des Activités Financières, après avoir suivi le Programme Management Spécialisé de l'ESSEC, puis Directeur Financier en 2014, encadrant progressivement les activités financières, la gestion globale de bilan, le contrôle de gestion, la comptabilité et la fiscalité. En 2014, il crée et encadre l'ingénierie clientèle afin d'accompagner la croissance de la BDR sur le segment des opérations d'arrangement de crédits complexes, de syndication et de haut de bilan ainsi que celle de la BDD avec l'expertise patrimoniale.

- **Céline GARROT, 53 ans, est Membre du Directoire en charge du Pôle Banque de Détail de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2025**

Diplômée de l'École Polytechnique Féminine et titulaire d'un DESS MBA d'Aptitude à l'Administration des Entreprises de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, elle débute sa carrière en 1995 en tant qu'Ingénieur d'Étude. Elle rejoint le LCL en 2000 où elle évolue au sein de la Direction des Systèmes d'Information avant d'intégrer le réseau commercial. Elle y occupe successivement les fonctions de Directrice d'agence, puis Directrice de Groupe d'Agences à Strasbourg, et enfin Directrice Régionale à Paris.

En 2017, elle prend la responsabilité du Marché des Professionnels et Petites Entreprises de LCL, avant de rejoindre en 2019 la Caisse d'Épargne Île-de-France en qualité de Directrice des Fonctions Supports (Services Bancaires, Recouvrement et Affaires Spéciales). En 2022, elle est nommée Directrice du Développement, pilotant l'ensemble des leviers commerciaux de la Banque de Détail, avant d'intégrer le Directoire de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur en juillet 2025.

[.Tableau des mandats exercés par les Mandataires Sociaux](#)

### **1.3.1.3. Fonctionnement**

Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur l'exige.

En 2025, le Directoire s'est réuni à quarante-six (46) reprises.

Au cours de ces réunions, les principales décisions ont concerné les orientations générales de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur, le plan de développement pluriannuel, le budget annuel de fonctionnement et le budget d'investissements, les arrêtés des documents comptables accompagnés du rapport annuel de gestion, le rapport d'activité trimestriel présenté au Conseil d'Orientation et de Surveillance, la mise en œuvre des décisions de BPCE, l'information du Conseil d'Orientation et de Surveillance et les négociations sociales.

De plus, le Directoire a validé les décisions des principaux comités de l'Etablissement, a statué sur les propositions des différents pôles dans la gestion opérationnelle de leurs domaines d'intervention respectifs et a été amené à se prononcer sur les dossiers de crédits ou prises de participations relevant de sa délégation et présentés notamment par le Comité des Engagements.

Enfin, le Directoire a délibéré sur les dossiers présentés au Conseil d'Orientation et de Surveillance, à l'Assemblée Générale, ainsi qu'aux différents comités spécialisés du Conseil d'Orientation et de Surveillance (Comité d'Audit, Comité des Risques, Comité des Rémunérations, Comité des Nominations et Comité RSE).

#### **1.3.1.4. Gestion des conflits d'intérêts**

Conformément aux statuts types de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur, toute convention intervenant entre la société et l'un des membres du directoire ou du Conseil d'Orientation et de Surveillance, directement, indirectement ou par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des membres du Directoire ou du Conseil d'Orientation et de Surveillance est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du conseil de surveillance de ladite entreprise.

Ces conventions sont soumises à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Pendant l'exercice de l'année 2025, une catégorie de convention a été soumise à autorisation du Conseil d'Orientation et de Surveillance au titre de la procédure des conventions réglementées portant sur la conclusion du contrat de travail du membre du Directoire en charge du pôle Banque de détail.

Par ailleurs, en application des orientations European Banking Authority (EBA) sur la gouvernance interne et des orientations European Securities and Market Authority (EBA/ESMA) sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes clés, le Conseil d'Orientation et de Surveillance a adopté une politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts visant à identifier et encadrer les situations pouvant potentiellement entraver la capacité des membres du directoire à adopter des décisions objectives et impartiales visant à répondre au mieux aux intérêts de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur et à exercer leurs fonctions de manière indépendante et objective.

### **1.3.2. Conseil d'orientation et de surveillance**

#### **1.3.2.1. Pouvoirs**

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par les statuts de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur et par les dispositions légales et réglementaires. Il exerce notamment le contrôle permanent de la gestion de la société assurée par le directoire.



### **1.3.2.2. Composition**

La composition du Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur est encadrée par la loi : ainsi, et conformément aux principes posés par l'article L.512-90 du code monétaire et financier, celui-ci doit être composé de membres élus directement par les salariés sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur, de membres élus directement par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, sociétaires des SLE affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur et de membres élus par l'assemblée générale des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

Le mode de désignation des membres de Conseil d'Orientation et de Surveillance décrit ci-dessus est à lui seul un critère de leur indépendance. De même, sauf disposition légale particulière, il faut avoir un crédit incontesté et posséder au moins vingt parts sociales d'une SLE affiliée à la Caisse d'Epargne pour être ou rester membre de Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Par ailleurs, le rapport « Coopératives et mutuelles : un gouvernement d'entreprise original », rédigé dans le cadre de l'Institut français des administrateurs en janvier 2006, développe les raisons pour lesquelles les administrateurs élus des entreprises coopératives, et donc des Caisses d'Epargne, correspondent pleinement à la notion d'« administrateurs indépendants » :

- « La légitimité et le contrôle d'un dirigeant mutualiste, donc son indépendance, tiennent bien au mandat qu'il exerce par le biais de son élection. Soustraire un administrateur au processus électoral le désolidariserait des intérêts de l'organisation et des sociétaires ;
- les administrateurs de coopératives et de mutuelles s'engagent par conviction et non pas par intérêt financier. Ils mobilisent une part importante de leur temps et de leur énergie dans leur responsabilité d'administrateur. Ils sont largement ouverts sur le monde local, associatif et/ou politique.
- Ces caractéristiques font d'eux des administrateurs véritablement indépendants, une indépendance qui n'a pas à être remise en cause, mais continuellement confortée par un processus démocratique authentique ».

De plus, il n'y a aucun lien capitalistique direct entre les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance et la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur, les membres étant des représentants désignés par leurs pairs de la catégorie de membre qu'ils représentent.

Par ailleurs, chaque membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance a adhéré, lors de sa nomination, à une charte de déontologie dont l'article 3 lui impose d'informer le Président du Conseil d'Orientation et de Surveillance de tout conflit d'intérêts dans lequel il peut être impliqué mais également de tout souhait d'exercer de nouvelles responsabilités au sein d'entités extérieures au réseau des Caisses d'Epargne. Cette procédure garantit la préservation de l'intérêt social qu'il a pour mission de défendre et par là même, son indépendance de jugement, de décision et d'action.

Enfin, l'application des critères suivants garantit l'indépendance des membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance:

- Application de la notion de crédit incontesté : pour demeurer membre de Conseil d'Orientation et de Surveillance, il ne faut pas avoir une note dégradée selon la notation interne baloise en vigueur au sein du Groupe BPCE. Cette exigence est contrôlée au moins une fois par an pour l'ensemble des personnes assujetties, son non-respect pouvant amener le membre concerné à présenter sa démission au Conseil d'Orientation et de Surveillance ;
- Les membres de Conseil d'Orientation et de Surveillance n'ont aucun lien familial proche (ascendant-descendant-conjoint) avec les membres du directoire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur ;
- Les fonctions de membres de Conseil d'Orientation et de Surveillance sont gratuites (non rémunérées) et n'ouvrent droit qu'au paiement d'indemnités compensatrices du temps consacré à l'administration

de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur (et non à l'activité professionnelle principale) dont le montant global est déterminé annuellement en Assemblée Générale ;

- Le contrôle annuel par les commissaires aux comptes, en lien avec la direction de la conformité, de l'ensemble des relations financières entre les membres de Conseil d'Orientation et de Surveillance et la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur ;
- L'incompatibilité du mandat de membre de Conseil d'Orientation et de Surveillance avec une fonction d'administrateur ou de membre de Conseil d'Orientation et de surveillance ainsi que les fonctions de mandataire social exécutif ou salariée exercées au cours des six années précédentes (sauf dérogation), au sein d'un autre établissement de crédit ou d'assurance concurrençant les activités de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur et ne faisant pas partie du Groupe BPCE;
- Sauf dérogation, l'incompatibilité du mandat de membre de Conseil d'Orientation et de Surveillance avec une fonction salariée ou de mandataire social exécutif exercée au cours des six années précédentes au sein du Groupe BPCE (y compris la Caisse d'Epargne)
- La sanction en cas de non-respect des engagements souscrits peut amener le membre de Conseil d'Orientation et de Surveillance à présenter sa démission.

Au 31 décembre 2025, avec 8 femmes au sein de son Conseil d'Orientation et de Surveillance sur un total de 17 membres, la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur atteint une proportion de 47,1 % étant précisé que, conformément à l'article L. 225-79-2 du Code de commerce, les membres représentant les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur et de ses filiales, directes ou indirectes, ayant leur siège sur le territoire français, ne sont pas pris en compte dans ce calcul. Au 31 décembre 2025, la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur respecte donc la proportion minimum de 40 % de membre de chaque sexe au sein de son Conseil d'Orientation et de Surveillance et est ainsi conforme aux dispositions de l'article L.225-69-1 du Code de commerce.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 23 avril 2021 a procédé au renouvellement des mandats des membres du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur pour une durée de six ans venant à échéance à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Au 31 décembre 2025, le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur est composé de 19 membres, dont deux membres élus par les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur, dans les conditions prévues par l'article L.225-79-2 du code de commerce et par les statuts de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur. Les mandats des membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance viendront à expiration lors de l'AG statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2026.

- **Mme Françoise LEMALLE** née le 15 janvier 1965, expert-comptable, est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance élue par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur le 23 avril 2021.
- **M. Jean-Yves LASFARGUE** né le 14 septembre 1953, notaire à la retraite, est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance élu par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur le 23 avril 2021.
- **M. Roland de BARNIER** né le 16 avril 1958, officier sapeur-pompier à la retraite, est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance élu par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur le 23 avril 2021
- **M. Jean-Michel MOUTOUFIS** né le 14 juillet 1961, viticulteur, est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance élu par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur le 23 avril
- **M. Patrick DEBIEUVRE** né le 8 octobre 1962, est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance élu par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur le 23 avril 2021.

- **M. Jean-Philippe GIOANNI**, né le 21 juillet 1968, expert-comptable, est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance élu par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur le 29 avril 2022,
- **Mme Sylvie PANARELLO**, née le 15 mai 1969, employée de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance désignée par le Comité Social et Economique (CSE) le 18 mars 2021 parmi les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur.
- **Mme Karine DALBY-PIGOT**, née le 18 janvier 1975, Responsable d'exploitation du Campus sud des Métiers – Carabacel Patrimoine (Filiale Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Cote d'Azur), est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance élue par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur le 23 avril 2021.
- **Mme Hélène WYNOLL**, née le 27 juin 1964, agent de maitrise territorial au sein de la ville de Nice, est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance élue par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur le 23 avril 2021.
- **Mme Valérie VERCELLONE**, née le 5 octobre 1971, Responsable Gestion Comptabilité dans l'étude Huissier de Me VERCELLONE, est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance élue par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur le 23 avril 2021.
- **Mme Amaria RAHOU**, née le 28 décembre 1968, Chargée de mission auprès de la Direction des Services Techniques et Généraux, Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance élue par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur le 23 avril 2021.
- **M. Stéphane MARTINEZ**, né le 20 août 1967, directeur général Adjoint de l'Adapei des Alpes Maritimes, est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance élu par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur le 23 avril 2021.
- **Mme Isabelle FAYOLLE** née le 26 décembre 1968, employé de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance élue par le collège des salariés sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur en qualité de suppléante le 10 mars 2021 et membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance en remplacement de Gérard OLIVIERI démissionnaire d'office le 31 janvier 2024.
- **M. Jean-Pierre PANSIER**, né le 12 août 1959, adjoint à la mairie de Cannes, est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance élu par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur le 17 mars 2021.
- **Mme Isabelle BOUIS** née le 20 avril 1970, Viticultrice est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance cooptée par le Conseil d'Orientation et de Surveillance le 9 juillet 2024 et ratifiée par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur le 30 avril 2025, en remplacement de Bernard MAZADE démissionnaire d'office le 30 avril 2024.
- **M. Robert DELEDDA** né le 25 juillet 1955, Premier adjoint au Maire de la Cadiere d'Azur est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance coopté par le Conseil d'Orientation et de Surveillance le 9 juillet 2024 et ratifié par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur le 30 avril 2025, en remplacement de Jean- Yves THIBULT démissionnaire d'office le 30 avril 2024
- **M. Julien GRIL** né le 05 juin 1983 , Notaire, est Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance élu par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance

Côte d'Azur le 30 avril 2025, en remplacement de Mme Liliane CIANCHI démissionnaire d'office le 30 avril 2025

- **Mme Marie-Hélène BELLOCHIO** née le 12 février 1965, Notaire est Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance élue par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur le 30 avril 2025 en remplacement de Mme Martine ANDRE démissionnaire d'office le 30 avril 2025
- **M. Fabien DIEBOLD** né le 12 décembre 1972, Employé de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur est membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance désigné par le Comité Social et Economique (CSE) le 25 novembre 2025 parmi les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur, en remplacement de Jérôme ALBENTOSA démissionnaire le 24 novembre 2025.

#### Tableau des mandats des Membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance

En conformité avec le code monétaire et financier et les orientations EBA/ESMA sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes clés, une évaluation formalisée du fonctionnement et de l'organisation du Conseil d'Orientation et de Surveillance a été réalisée en 2025 par le comité des nominations.

Cette évaluation a été réalisée en interne, sans intervention d'un cabinet, sur la base d'un questionnaire auquel les membres du conseil d'orientation et de surveillance ont été invités à répondre. La synthèse des réponses au questionnaire a été restituée en conseil d'orientation et de surveillance réuni le 11 juin 2025 en présence du Directoire. L'évaluation réalisée a permis de relever des éléments de satisfaction dont notamment la qualité des relations de travail du Conseil d'Orientation et de Surveillance avec le Directoire, la qualité des délibérations et de l'animation des réunions et le bon fonctionnement des comités spécialisés du Conseil d'Orientation et de Surveillance. Par ailleurs le Conseil d'Orientation et de Surveillance a estimé agir de façon libre et indépendante, dans l'intérêt de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur et qu'il dispose des indicateurs lui permettant d'assurer un suivi régulier de l'activité et de la situation financière de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur. D'autres thèmes ressortent comme étant des priorités à traiter tels que la l'approfondissement des thèmes de travail du Conseil d'Orientation et de Surveillance portant sur la transition digitale, la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et critères ESG (Environnemental, Social et Gouvernance) et les risques climatiques et environnementaux.

### **1.3.2.3. Fonctionnement**

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance se réunit sur convocation de la Présidente du Conseil d'Orientation et de Surveillance aussi souvent que l'intérêt de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur l'exige.

Au cours de l'année 2025, le Conseil d'Orientation et de Surveillance s'est réuni à 5 (cinq) reprises.

Au cours de ces réunions, outre les décisions concernant le respect des recommandations formulées par l'inspection générale de BPCE et des décisions de BPCE, le Conseil d'Orientation et de Surveillance a :

- Examiné le bilan social ;
- Donné autorisation au Directoire de céder des immeubles par nature de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur ;
- Délibéré sur les propositions du Directoire sur les orientations générales de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur, sur le budget annuel de fonctionnement et le budget d'investissements, sur le programme annuel des actions de responsabilité sociétale et son plan de financement dans le cadre des orientations définies par la FNCEP (Fédération Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance) ;
- Délibéré sur la nomination de nouveaux membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance et d'un nouveau membre du Directoire.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance a pris connaissance des observations formulées par les différents comités techniques et a aussi examiné les dossiers soumis à l'Assemblée Générale.

#### **1.3.2.4. Comités**

Pour l'exercice de leurs fonctions par les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance, des comités spécialisés composés de quatre membres au moins et de six au plus ayant voix délibérative sont constitués au sein du Conseil d'Orientation et de Surveillance. Les membres émettent des avis destinés au Conseil d'Orientation et de Surveillance et sont choisis par celui-ci au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles et sur proposition du Président du Conseil d'Orientation et de Surveillance pour la durée fixée lors de leur nomination. Les membres sont indépendants au sens des critères définis au sein de la politique en matière d'évaluation de l'aptitude des membres du Directoire et du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

##### **1.3.2.4.1. Le Comité d'Audit**

Le comité d'audit est notamment chargé du suivi du processus d'élaboration de l'information financière et du contrôle légal des comptes annuels et consolidés par les commissaires aux comptes. A ce titre, il est chargé d'émettre des avis à l'attention du conseil d'orientation et de surveillance :

- sur la clarté des informations fournies et sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes individuels et consolidés ;
- sur l'indépendance des commissaires aux comptes.

Le comité d'audit prend également connaissance, pour la partie ayant des conséquences directes sur les comptes de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, des rapports d'inspection de BPCE ainsi que ceux de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACPR) et de la Banque Centrale Européenne (BCE).

Le comité d'audit est composé 6 (six) membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du conseil d'orientation et de surveillance, au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles. Plusieurs membres du comité d'audit présentent des compétences particulières en matière financière ou comptable. La Présidente du Conseil d'Orientation et de Surveillance est, en outre, membre de droit du comité d'audit.

Le comité d'audit est présidé par M. Jean-Yves LASFARGUE, et il est composé de Mme Françoise LEMALLE, Présidente du Conseil d'Orientation et de Surveillance, M. Robert DELEDDA, Mme Karine DALBY-PIGOT, M. Jean-Philippe GIOANNI et M. Julien GRIL qui disposent chacun d'une voix délibérative.

Au cours de l'année 2025, le Comité d'Audit s'est réuni à 4 (quatre) reprises.

Il a examiné les dossiers relevant de son périmètre d'intervention, notamment l'arrêté des comptes trimestriels (individuels et consolidés) et annuels, l'examen du Rapport Annuel du Directoire, la synthèse des Commissaires aux Comptes et analyse au regard du budget, le suivi des investissements par projet, le point sur les cessions immobilières, le suivi des participations, l'autorisation des cessions de participations et de biens immobiliers hors délégation du Directoire, l'examen du projet de budget annuel et pluriannuel, l'examen annuel des conventions réglementées.

##### **1.3.2.4.2. Le Comité des Risques**

Le comité des risques est chargé d'évaluer et d'émettre des avis à l'attention du Conseil d'Orientation et de Surveillance :

- sur la qualité du contrôle interne, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques et proposer, en tant que de besoin des actions complémentaires à ce titre ;

- sur les conclusions des missions d'audit d'interne.

A ce titre, le comité des risques a notamment pour mission :

- de procéder à un examen régulier des stratégies, politiques, procédures, systèmes, outils et limites mentionnés à l'Arrêté du 3 novembre 2014 modifié relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque ;
- de conseiller le Conseil d'Orientation et de Surveillance sur la stratégie globale de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur et l'appétence en matière de risques, tant actuels que futurs ;
- d'assister le conseil d'orientation et de surveillance lorsque celui-ci contrôle la mise en œuvre de cette stratégie par les membres du directoire et par le responsable de la fonction de gestion des risques ;
- d'assister le conseil d'orientation et de surveillance dans l'examen régulier des politiques mises en place pour se conformer aux dispositions de l'Arrêté, d'en évaluer l'efficacité ainsi que celle des dispositifs et procédures mis en œuvre aux mêmes fins ainsi que des mesures correctrices apportées en cas de défaillances ;
- d'évaluer et d'examiner la mise en œuvre de la stratégie opérationnelle en matière de gestion des risques climatiques et environnementaux de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

Le comité des risques est composé de 6 (six) membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du conseil d'orientation et de surveillance, au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles. Plus généralement, les membres du comité des risques disposent de connaissances, de compétences et d'une expertise qui leur permettent de comprendre et de suivre la stratégie et l'appétence en matière de risques de la Caisse d'Epargne. Le Président du conseil d'orientation et de surveillance est, en outre, membre de droit du comité des risques.

Le comité des risques est présidé par M. Jean-Philippe GIOANNI et il est composé de Mme Françoise LEMALLE, Présidente du Conseil d'Orientation et de Surveillance, M. Jean-Yves LASFARGUE, M. Roland DE BARNIER, Mme Valérie VERCELLONE et Mme Karine DALBY-PIGOT qui disposent chacun d'une voix délibérative.

Au cours de l'année 2025, le Comité des Risques s'est réuni à 4 (quatre) reprises.

Il a examiné les dossiers relevant de son périmètre d'intervention, notamment les rapports de contrôle interne (arrêté du 3 novembre 2014), les états de risques, les contrôles de conformité, la revue annuelle de la macro-cartographie des risques, la revue annuelle du dispositif global de limites et plafonds internes de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur, la revue annuelle du dispositif d'appétit au risque sur la base des normes du Groupe BPCE, le rapport annuel sur le Contrôle Interne et la mesure des risques, les comptes rendus du Comité de Coordination du Contrôle Interne, la rentabilité des opérations de crédit et de l'Epargne et de l'épargne bancaire, les synthèses des missions de la Direction de l'Audit Interne et de l'inspection générale Groupe réalisées, le suivi des recommandations et l'examen du plan d'audit annuel et pluriannuel.

#### **1.3.2.4.3. Le Comité des Rémunérations**

Le comité des rémunérations est chargé de formuler des propositions au conseil d'orientation et de surveillance concernant notamment :

- le niveau et les modalités de rémunération des membres du directoire,
- les modalités de répartition des indemnités compensatrices à allouer aux membres du conseil et, le cas échéant, aux membres des comités du conseil, ainsi que le montant total soumis à la décision de l'assemblée générale de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

Le comité des rémunérations se compose de 4 (quatre) membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du conseil d'orientation et de surveillance, au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles.

Le comité des rémunérations est présidé par Mme Françoise LEMALLE, Présidente du Conseil d'Orientation et de Surveillance, et il est composé, Mme Karine DALBY PIGOT, M. Stéphane MARTINEZ et M. Fabien DIEBOLD, qui disposent chacun d'une voix délibérative.

Au cours de l'année 2025, le Comité des rémunérations s'est réuni à 2 (deux) reprises pour examiner les points relevant de son périmètre d'intervention et notamment la part variable des membres du Directoire pour l'exercice écoulé, la rémunération des membres du Directoire, la définition des critères de part variable du Directoire pour 2025, le rapport prévu à l'article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumis au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, la politique de rémunération de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

#### **1.3.2.4.4. Le Comité des Nominations**

Le comité des nominations formule des propositions et des recommandations au Conseil d'Orientation et de Surveillance aux fins de l'élaboration d'une politique en matière d'évaluation de l'aptitude des membres du directoire et du conseil d'orientation et de surveillance ainsi qu'une politique de nomination et de succession qu'il examine périodiquement.

Par ailleurs, le comité des nominations vérifie l'aptitude des candidats au mandat de membre du Directoire et celle des membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance élus par les différents collèges électeurs en conformité avec la politique de nomination et la politique d'aptitude élaborées par le Conseil d'Orientation et de Surveillance.

A cette fin, le comité des nominations précise notamment :

- les missions et les qualifications nécessaires aux fonctions exercées au sein du Directoire et au sein du Conseil d'Orientation et de Surveillance ;
- l'évaluation du temps à consacrer à ces fonctions ;
- l'objectif à atteindre en ce qui concerne la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Enfin, en conformité avec la politique de nomination et de succession des dirigeants effectifs et des membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance et la politique d'évaluation de l'aptitude élaborées par le Conseil d'Orientation et de Surveillance, le comité des nominations évalue l'équilibre et la diversité des connaissances, des compétences et des expériences dont disposent individuellement et collectivement les candidats au mandat de membre du Directoire et au mandat de membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

À cette fin, et s'agissant du Conseil d'Orientation et de Surveillance en particulier, le comité des nominations vérifie l'aptitude des candidats au Conseil d'Orientation et de Surveillance au regard de leur honorabilité, de leurs compétences et de leur indépendance tout en poursuivant un objectif de diversité au sein du conseil, c'est-à-dire une situation où les caractéristiques des membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance diffèrent à un degré assurant une variété de points de vue, étant rappelé que le caractère coopératif de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur contribue largement à favoriser la diversité.

Ainsi, le comité des nominations s'assure notamment que les aspects suivants de diversité sont bien observés : formation, parcours professionnel, âge, représentation géographique équilibrée, représentation des différents types de marché, représentation des catégories socioprofessionnelles du salariat, objectif quantitatif minimum de 40 % relatif à la représentation du sexe sous-représenté. Au regard de ces critères, le comité des nominations veille, lors de tout examen de candidature au mandat de membre de Conseil d'Orientation et de Surveillance, à maintenir ou atteindre un équilibre et à disposer d'un ensemble de compétences en adéquation



avec les activités et le plan stratégique du Groupe mais également avec les missions techniques dévolues aux différents comités du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Aucun de ces critères ne suffit toutefois, seul, à constater la présence ou l'absence de diversité qui est appréciée collectivement au sein du Conseil d'Orientation et de Surveillance. En effet, le comité des nominations privilégie la complémentarité des compétences techniques et la diversité des cultures et des expériences dans le but de disposer de profils de nature à enrichir les angles d'analyse et d'opinions sur lesquels le Conseil d'Orientation et de Surveillance peut s'appuyer pour mener ses discussions et prendre ses décisions, favorisant ainsi une bonne gouvernance.

Enfin, le comité des nominations rend compte au Conseil d'Orientation et de Surveillance des changements éventuels qu'il recommande d'apporter à la composition du Conseil d'Orientation et de Surveillance en vue d'atteindre les objectifs susmentionnés.

- évalue périodiquement et au moins une fois par an :
  - la structure, la taille, la composition et l'efficacité du Conseil d'Orientation et de Surveillance au regard des missions qui lui sont assignées et soumet au Conseil d'Orientation et de Surveillance toutes recommandations utiles ;
  - les connaissances, les compétences et l'expérience des membres du directoire et des membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance, tant individuellement que collectivement, et en rend compte ;
- recommande, lorsque cela est nécessaire, des formations visant à garantir l'aptitude individuelle et collective des membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance et des membres du Directoire.

Le comité des nominations se compose de (quatre) membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance, au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles.

Le comité des nominations est présidé par Mme Françoise LEMALLE, Présidente du Conseil d'Orientation et de Surveillance, et il est composé de M. Jean-Michel MOUTOUFIS, M. Stéphane MARTINEZ et Mme Amaria RAHOU, qui disposent chacun d'une voix délibérative.

Au cours de l'année 2025, le Comité des nominations s'est réuni à 4 (quatre) reprises pour examiner les points relevant de son périmètre d'intervention, dont notamment :

- l'évaluation de la taille, la composition et la compétence individuelle et collective des membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance;
- la préparation de l'évaluation annuelle de l'aptitude individuelle et collective des membres du Directoire et des membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance ;
- l'évaluation de l'aptitude individuelle de nouveaux membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance ;
- la nomination d'un nouveau membre du Directoire.

#### **1.3.2.4.5. Le Comité Responsabilité Sociale de l'Entreprise (CoRSE)**

Le Comité Responsabilité Sociale de l'Entreprise est chargé de :

- examiner le programme annuel des actions de responsabilité sociale et environnementale et le plan de financement proposés par le Directoire, dans le cadre des orientations définies par la FNCE (Art. 32 des statuts) et d'émettre un avis à destination du Conseil d'Orientation et de Surveillance,
- veiller au respect des orientations nationales de la FNCE et d'émettre un avis sur leur déclinaison à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur (thèmes, intervenants, priorités, ...),



- examiner, avant qu'il ne soit présenté au Conseil d'Orientation et de Surveillance puis approuvé par l'Assemblée Générale, le volet RSE du rapport annuel de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur,
- examiner le bilan annuel des actions de responsabilité sociale et émettre un avis avant transmission au Conseil d'Orientation et de Surveillance (montant, nombre, ventilation, domaines couverts, ...),
- - donner un avis sur les critères d'éligibilité décidés par le Directoire en matière de philanthropie,
- - arbitrer, le cas échéant, les demandes dérogeant aux critères ainsi fixés,
- - examiner et émettre un avis avant transmission au Conseil d'Orientation et de Surveillance sur le rapport établi par le réviseur agréé dans le cadre de la procédure quinquennale de révision coopérative (art 25 à 25-5 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération), et sur les éventuels plans d'action proposés par le Directoire pour remédier aux carences constatées.

Le Comité se compose de sept (7) membres choisis notamment parmi les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance, au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles.

Le Comité Responsabilité Sociale de l'Entreprise est présidé par M. Patrick DEBIEUVRE et il est composé de Mme Françoise LEMALLE, Mme Hélène WINCOLL, M. Stéphane Martinez, M. Roland de BARNIER, Mme Isabelle BOUIS, et Mme Sylvie PANARELLO qui disposent chacun d'une voix délibérative.

Au cours de l'année 2025, le Comité Responsabilité Sociale de l'Entreprise s'est réuni à 3 (trois) reprises, pour examiner les points relevant de son périmètre d'intervention.

### **1.3.2.5. Gestion des conflits d'intérêts**

Le membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance fait part au conseil de toute situation de conflit d'intérêts même potentiel et s'abstient de participer au vote de la délibération correspondante.

Ainsi, les statuts de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur prévoient que toute convention intervenant entre la société et l'un des membres du Directoire ou du Conseil d'Orientation et de Surveillance, directement, indirectement ou par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des membres du directoire ou du Conseil d'Orientation et de Surveillance est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du Conseil de ladite entreprise.

Ces conventions sont soumises à l'approbation la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Pendant l'exercice de l'année 2025, une convention a été soumise à autorisation du Conseil d'Orientation et de Surveillance au titre de la procédure des conventions réglementées portant sur la conclusion d'un contrat de travail avec le membre du Directoire en charge du pôle Banque de Détail.

Par ailleurs, en application des orientations European Banking Authority (EBA) sur la gouvernance interne et des orientations European Securities and Market Authority (EBA/ESMA) sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes clés, le Conseil d'Orientation et de Surveillance a adopté une politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts visant à identifier et encadrer les situations pouvant potentiellement entraver la capacité des membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance à adopter des décisions objectives et impartiales visant à répondre au mieux aux intérêts de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur et à exercer leurs fonctions de manière indépendante et objective.

### **I.3.3. Commissaires aux comptes**

Le contrôle des comptes de la société est exercé dans les conditions fixées par la loi, par deux commissaires aux comptes titulaires remplissant les conditions légales d'éligibilités.

Les commissaires aux comptes ont été nommés pour six exercices par l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 avril 2021. Ils peuvent être reconduits dans leurs fonctions.

Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les dispositions légales et réglementaires.

Les commissaires aux comptes sont convoqués à toute assemblée de sociétaires au plus tard lors de la convocation des sociétaires.

Les commissaires aux comptes doivent être convoqués à la réunion du directoire au cours de laquelle sont arrêtés les comptes de l'exercice. Ils peuvent être convoqués à toute autre réunion du directoire. Le délai de convocation est de trois jours au moins avant la réunion.

Les commissaires aux comptes peuvent être également convoqués à toute réunion du Conseil d'Orientation et de Surveillance où leur présence paraît opportune en même temps que les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Commissaire aux comptes titulaire	Cabinet FORVIS MAZARS représenté par M. LATRACE Arnaud	109 Rue Tête d'Or 69006 Lyon	Nomination par l'AG du 23 avril 2021
Commissaire aux comptes titulaire	Cabinet DELOITTE - & ASSOCIES, représenté par M. PINTO Stéphane	6 place de la Pyramide 92900 PARIS LA DEFENSE	Nomination par l'AG du 23 avril 2021

## **I.4. Éléments complémentaires**

### **I.4.1. Tableau des délégations accordées pour les augmentations de capital et leur utilisation**

Délégation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 avril 2022 au Directoire pour une durée de 56 mois et pour un montant nominal maximum de deux cent cinquante millions d'euros (250 000 000 €) non utilisés.

**I.4.2. Tableau des mandats exercés par les mandataires sociaux**
**➤ Membres du Directoire**

NOM	PRENOM	MANDAT	DENOMINATION SOCIALE	FORME SOCIALE	SIEGE SOCIAL
VALADE	Claude	Président du Directoire	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur	SA à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance	455 Promenade des Anglais 06200 NICE
		Administrateur et Président du Comité d'Audit et des Risques	BPCE ASSURANCES IARD	GIE	88 Avenue de France 75013 PARIS
		Représentant permanent de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur au Conseil d'Administration / membre du comité d'audit	GROUPE HABITAT EN REGION	GIE	7 Promenade Germaine Sablon 75013 PARIS
		Membre du conseil d'Administration	Fédération Nationale des Caisses d'Épargne	Association	5 rue Masseran 75007 PARIS
		Membre du Conseil de surveillance	NAXICAP PARTNERS	SA	5/7 Rue De Monttessuy 75007 Paris
LE BEUZIT	Frédéric	Membre du Directoire	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur	SA à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance	455 Promenade des Anglais 06200 NICE
		Représentant permanent de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur au Conseil de Surveillance	SOCIETE CENTRALE POUR LE FINANCEMENT DE L'IMMOBILIER (SOCFIM)	SA à Directoire et Conseil de Surveillance	115 rue Montmartre, 75002 PARIS
		Représentant permanent de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, Présidente de la SAS	CAZ FONCIERE 2	SAS	455 Promenade des Anglais 06200 NICE



NOM	PRENOM	MANDAT	DENOMINATION SOCIALE	FORME SOCIALE	SIEGE SOCIAL
		Représentant permanent de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, Présidente de la SAS	CAZ PARTICIPATIONS ET INVESTISSEMENTS	SAS	455 Promenade des Anglais 06200 NICE
		Représentant permanent de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur au Conseil d'Administration	FONDS DE DOTATION CANNES	Fonds de dotation	13 rue Félix Faure 06400 CANNES
		Représentant permanent de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur au Conseil d'Administration, membre du comité exécutif et trésorier	Fondation CANNES	Fondation	13 rue Félix Faure 06400 CANNES
		Représentant permanent de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, Membre du Comité Stratégique	VAUBAN 21	SAS	Port Vauban Avenue de Verdun 06600 ANTIBES
		Représentant permanent de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, Membre du Comité Stratégique	GALLICE 21	SAS	Boulevard Baudoin 06160 JUAN-LES-PINS
		Représentant permanent de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur au Conseil de Surveillance	GIE CAISSE D'EPARGNE SYNDICATION RISQUE ET DISTRIBUTION	GIE	7 Promenade Germaine Sablon 75013 PARIS
		Représentant Permanent de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur au Conseil d'Administration, membre du comité d'audit et du comité des rémunérations	ERILIA	SA	72 bis rue Perrin Solliers 13006 MARSEILLE



NOM	PRENOM	MANDAT	DENOMINATION SOCIALE	FORME SOCIALE	SIEGE SOCIAL
MENGIN	Isabelle	Membre du Directoire	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur	SA à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance	455 Promenade des Anglais 06200 NICE
		Gérante	EID (Europ Invest Développement)	SARL	455 Promenade des Anglais 06200 NICE
		Administratrice	Société de Groupe Assurantiel de Protection Sociale (SGAPS) Ensemble Protection Sociale (EPS)	SGAPS (Société de Groupe Assurantiel de Protection Sociale)	4/14 rue Ferrus - CS 80042 - 75683 Paris Cedex 14
		Administratrice	Caisse Générale de Prévoyance	Ensemble Protection Sociale (EPS), association à but non lucratif	4/14, rue Ferrus CS 80042 75683 PARIS CEDEX 14
		Administratrice	BPCE MUTUELLE	Société mutualiste	7 Rue Léon Patoux, CS 51032 - 51686 REIMS Cedex 2
GARROT	Céline	Membre du Directoire	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur	SA à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance	455 Promenade des Anglais 06200 NICE
		Gérante	EID (Europ Invest Développement)	SARL	455 Promenade des Anglais 06200 NICE
MORIN	Jean-Yves	Membre du Directoire	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur	SA à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance	455 Promenade des Anglais 06200 NICE

NOM	PRENOM	MANDAT	DENOMINATION SOCIALE	FORME SOCIALE	SIEGE SOCIAL
		Représentant permanent de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur au Conseil d'Administration	AEW FONCIERE ECUREUIL	SAS	43 Avenue Pierre Mendès France 75013 PARIS
		Président du Conseil d'Administration	MURACEF	Société d'Assurance Mutuelle à cotisation variable	5, rue Masseran 75007 PARIS
		Représentant permanent de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur Présidente de la SAS	CAZ 2I	SAS	455 Promenade des Anglais 06200 NICE
		Gérant	GLLP	SARL	455 Promenade des Anglais 06200 NICE
		Représentant permanent de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, Présidente de la SAS	CAZ PI SPACE LA PLAINE	SAS	455 Promenade des Anglais 06200 NICE

➤ **Membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance**

NOM	PRENOM	MANDAT	SOCIETE
LEMALLE	Françoise	Présidente du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Présidente du Comité des Rémunérations	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Présidente du Comité des Nominations	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Comité d'Audit	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Comité des Risques	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Comité RSE	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur

NOM	PRENOM	MANDAT	SOCIETE
		Présidente du Conseil d'Administration	SLE OUEST DES ALPES-MARITIMES
		Membre du Conseil de Surveillance	BPCE
		Membre du Comité des nominations, Membre du Comité des rémunérations	BPCE
		Administratrice et membre du bureau	Fédération Nationale des Caisse d'Epargne (FNCE)
		Trésorière	Association Benjamin Delessert
		Gérante	SCI RIGHI
		Gérante	LEMALLE EXPERTS ASSOCIES (SARL)
		Gérante	SARL MOUGINS AUDIT EXPERT COMPTABLE (MAEC)
LASFARGUE	Jean-Yves	Vice Président du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Président du Comité d'Audit	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Comité des Risques	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Président du Conseil d'Administration	SLE EST DES ALPES-MARITIMES VILLE DE NICE
		Gérant	SCI LORD SALISBURY
DE BARNIER	Roland	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Comité des Risques	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Comité RSE	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Trésorier	Association ULIS (Unité Légère d'Intervention et de Secours)

NOM	PRENOM	MANDAT	SOCIETE
		Président	Association Recherches appliquées au marketing et sciences ES
		Membre du Conseil d'administration	SLE EST DES ALPES-MARITIMES VILLE DE NICE
MOUTOUFIS	Jean-Michel	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Comité des Nominations	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Président du Conseil d'Administration	SLE VAR CENTRE ET EST
		Gérant	SCI LES NEFLES
		Gérant	SCI NA.SA.LA
		Gérant	SCI LES ROSES
		Gérant	SCI LES CAROUBES
		Gérant	SCI NOTRE DAME DES SELVES
		Président	Fédération Française de ball trap
		Vice-Président	Association départementale des lieutenants de louverie du Var
DEBIEUVRE	Patrick	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Président du Comité RSE	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Conseil d'administration	SLE TOULON VAR OUEST
		Gérant	SCI METISSE
		Gérant	SCI DPMC
		Gérant	SASU ALTERNATIV CONSEIL
GIOANNI	Jean-Philippe	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur



NOM	PRENOM	MANDAT	SOCIETE
		Membre du Comité d'Audit	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Président du Comité des Risques	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Conseil d'administration	SLE OUEST DES ALPES-MARITIMES
		Gérant	SCI JPC EDEN SQUARE
		Gérant	SCI Angèle
		Gérant	SCI Marnic
		Gérant	SARL RELIANCE CAC
		Gérant	SCI JPC WEST PARC
		Président	SELAS GIOANNI INTERNATIONAL
		Directeur général	SELAS FIDAUDIT-FRANCE
		Membre du Board /Conseil d'Administration	INPACT INTERNATIONAL LIMITED
		Directeur général	SAS CONCERTAE
		Gérant	SCM CONCERTAE
		Administrateur	A.R.A.P.L Côte d'Azur
MARTINEZ	Stéphane	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Vice Président du Conseil d'Administration	SLE OUEST DES ALPES MARITIMES
		Membre du Comité des nominations	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Comité des Rémunérations	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Comité RSE	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Directeur Général adjoint	ADAPEI des Alpes maritimes
RAHOU	AMARIA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur

NOM	PRENOM	MANDAT	SOCIETE
		Vice-présidente du Conseil d'Administration	SLE TOULON VAR OUEST
		Membre du Comité des nominations	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
VERCELLONE	VALERIE	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Comité des risques	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Conseil d'administration	SLE OUEST DES ALPES-MARITIMES
		Gérante	SCI RE- GAU
WYNOLL	HELENE	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Comité RSE	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Conseil d'administration	SLE EST ALPES-MARITIMES VILLE DE NICE
		Membre du Conseil Syndical	UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CFTC DES ALPES MARITIMES
PANARELLO	SYLVIE	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Comité RSE	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
PANSIER	Jean-Pierre	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Gérant	SCI LA PALME
		Gérant	SCI LES CYCLAMENS
		Trésorier	Nouvelle Energie
DALBY-PIGOT	KARINE	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Vice-présidente du Conseil d'Administration	SLE EST ALPES MARITIMES VILLE DE NICE

NOM	PRENOM	MANDAT	SOCIETE
		Membre du Comité des Rémunérations	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Comité d'Audit	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Comité des risques	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
FAYOLLE	ISABELLE	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
BOUIS	ISABELLE	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Comité RSE	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Vice-présidente du Conseil d'Administration	SLE VAR CENTRE ET EST
		Membre du Conseil d'administration	MSA PROVENCE AZUR
		Présidente	ASSOCIATION PESCALUNE
		Gérante	SCEA PRIGNOUNÈDE
DELEDDA	ROBERT	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du Comité d'audit	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Président du Conseil d'administration	SLE TOULON VAR OUEST
GRIL	Julien	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du comité d'audit	Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du conseil d'administration	SLE VAR CENTRE ET EST
		Gérant	SCI Pierre Brute
		Gérant	SCP Vallée du Gapeau
		Gérant	SCI Cinabre Dev.
		Président Fondateur	Institut Européen des Arts Contemporains (IEDAC)

NOM	PRENOM	MANDAT	SOCIETE
BELLOCHIO	Marie-Hélène	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du conseil d'administration	SLE VAR CENTRE ET EST
DIELBOLD	Fabien	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
		Membre du comité des rémunérations	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur

#### **I.4.3. Conventions significatives (article L.225-37-4 du code de commerce)**

Aucun mandataire social et aucun actionnaire disposant plus de 10 % des droits de vote n'a signé, en 2025, de convention avec une autre société contrôlée au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur.



#### **I.4.4. Observations du Conseil d'orientation et de surveillance sur le rapport de gestion du Directoire**



**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE  
30 AVRIL 2026**

**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DE LA CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE COTE D'AZUR  
JEUDI 30 AVRIL 2026**

**Observations formulées par le Conseil d'Orientation et de Surveillance  
sur le rapport annuel du Directoire, l'arrêté des comptes 2025,  
le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques**

Conformément à l'article L.225-68 du Code de commerce votre Conseil d'Orientation et de Surveillance est appelé à vous présenter ses observations sur le rapport annuel du Directoire, sur les comptes de l'exercice et sur le contrôle interne, la mesure et la surveillance des risques. Mme la Présidente donnera lecture en Assemblée Générale le 30 avril 2026, du texte ci-dessous reprenant le relevé de conclusions du Comité d'Audit et du Comité des Risques ainsi que les observations formulées au cours de la réunion du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

*Le Comité d'Audit et le Comité des Risques du Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur se sont réunis pour examiner, conformément aux textes en vigueur, les comptes annuels 2025, le projet de rapport annuel, ainsi que le rapport sur le contrôle interne.*

##### **COMITE D'AUDIT : ARRETE DES COMPTES 2025**

*Le Comité d'Audit du Conseil d'Orientation et de Surveillance a opéré les vérifications nécessaires, examiné les états financiers, les options comptables retenues par le Directoire, ainsi que le rapport annuel du Directoire.*

*Il a entendu le Membre du Directoire en charge du Pôle Finances, la Directrice Comptable et Fiscale ainsi que le Directeur Financier.*

*Puis, les Commissaires aux Comptes ont confirmé attester que les comptes de l'année 2025, présentés sous la forme individuel (comptes sociaux) et IFRS (comptes consolidés intégrant le silo FCT True Sale), ainsi que les rapports du Directoire, étaient conformes aux normes comptables applicables en Caisse d'Epargne Côte d'Azur, comme aux exigences légales et aux recommandations des Autorités de régulation et aux instructions du groupe BPCE.*

*A l'issue de ces présentations et des échanges qui ont suivis, le Comité d'Audit a proposé que le Conseil d'Orientation et de Surveillance soumette à l'Assemblée Générale un taux de rémunération pour les parts sociales à hauteur de 2,15 %, la répartition des résultats qui lui a été soumise avec report à nouveau à 30,24 M€ et a émis un avis favorable unanime sur l'arrêté des comptes annuels au 31/12/2025, ainsi que sur le Rapport Annuel 2025.*

##### **COMITE DES RISQUES : EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL SUR LE CONTROLE INTERNE ET LE CONTROLE INTERNE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET FINANCEMENT DU TERRORISME (LCB-FT) (ARTICLES 258 à 264 de l'arrêté A-2014-11-03)**

*Après avoir examiné le rapport annuel sur le contrôle interne et la mesure des Risques 2025 ainsi que le rapport annuel sur le contrôle interne en matière de Lutte contre le blanchiment et financement du terrorisme (LCB-FT) et opéré les vérifications nécessaires, le Comité des Risques a interrogé le Directeur de l'Audit Interne et la Directrice des Risques, de la Conformité et du Contrôle Permanent. Ainsi, le Comité des Risques s'est assuré que la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur se conformait à ses obligations /*



au titre des articles 258 à 264 de l'arrêté A-2014-11-03 et constaté que ce rapport donne une idée claire et rassurante de la situation de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur, notamment en ce qui concerne l'efficacité des politiques, des dispositifs et des procédures mis en place pour se conformer à ses obligations.

Le Comité des Risques a ainsi considéré que le rapport annuel sur le contrôle interne 2025 ainsi que le rapport annuel sur le contrôle interne 2025 en matière de LCB-FT n'appellent pas d'observations particulières de sa part.

Au cours de la séance du 31 mars 2026, les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance, ont décidé de suivre à l'unanimité les conclusions du Comité d'Audit et du Comité des Risques, considérant que les documents présentés, les chiffres et les commentaires associés, étaient suffisamment clairs et explicites. Concernant le taux de rémunération des parts sociales, la résolution proposée par le Directoire et retenue par le Comité d'Audit a été adoptée à l'unanimité des membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance ont estimé ainsi, disposer d'une bonne vision de l'activité de l'établissement, de l'évolution de ses risques et de sa situation financière.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur n'a donc pas d'observation particulière à formuler à l'Assemblée Générale et invite les Sociétaires-actionnaires à adopter les résolutions qui leur sont présentées.

## **2** Rapport de gestion

### **2.1.** Contexte de l'activité

#### **2.1.1.** Environnement économique et financier

##### **2025 : Une économie française résiliente**

En 2025, l'activité mondiale est demeurée sur une tendance à l'apparence inébranlable avec une croissance d'un peu plus de 3,0 % l'an, en léger ralentissement par rapport à 2024. Elle a bénéficié d'une maîtrise générale de l'inflation, surtout en zone euro, de l'accélération de l'investissement technologique (IA), de la reconstitution de stocks au premier semestre, anticipant le renchérissement des importations américaines (hausse des barrières tarifaires), et de politiques budgétaires et monétaires plutôt expansionnistes. Pourtant, l'année a été profondément marquée par une récurrence de secousses souvent dangereuses, phénomène nourri par le renforcement des enjeux de souveraineté. Outre les risques géopolitiques (Ukraine, Moyen-Orient, Taïwan, etc.), la principale incertitude est d'abord venue de l'imprévisibilité de la politique de Donald Trump aux États-Unis. Les relèvements vifs et successifs des droits américains de douane dès le 2 avril (le « liberation day »), suivis de pauses et de revirements à la baisse, puis d'une relative accalmie, ont cependant conduit à une véritable remise en cause du libre-échange. Leurs niveaux inédits depuis la Seconde Guerre mondiale ont accru la fragmentation du commerce mondial, des approvisionnements et des chaînes de production. La dérive de l'endettement public et privé, singulièrement la « fuite en avant » des dépenses publiques, a aussi été une source importante d'inquiétudes politiques et économiques, spécifiquement en France.

L'inflation s'est nettement modérée presque partout dans le monde, malgré le choc provoqué par la hausse des droits de douane, choc néanmoins moins fort que prévu à l'origine. En dépit des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, les cours du pétrole se sont en effet repliés de 14,2 % (69,1 dollars le baril de Brent, après 80,5 dollar/baril en 2024), du fait de l'anticipation d'une demande pétrolière affaiblie, spécialement en Chine, de la guerre commerciale, de l'augmentation de la production de l'OPEP+ et de l'absence de problèmes d'approvisionnement. Cette « désinflation » a donc soutenu l'activité, en raffermissant le pouvoir d'achat des agents privés et en permettant à la plupart des Banques centrales d'assouplir leur politique monétaire, hormis au Japon.

Ces tensions commerciales, tout en créant un climat prolongé d'incertitude, ont engendré une volatilité de la conjoncture et des stratégies de contournement des tarifs douaniers ou de diversification des débouchés. Le commerce mondial s'est même envolé en début d'année, ce retour du protectionnisme ayant été anticipé, notamment par la Chine. Les États-Unis, au-delà des fluctuations trimestrielles, ont vu leur croissance ralentir (bien qu'à + 2,2 %) et l'emploi se refroidir, après le dynamisme remarquable de l'économie en 2024 (+ 2,8 %). Paradoxalement, la croissance chinoise, pâtissant toujours de pressions déflationnistes et en ralentissement au second semestre, a atteint la cible officielle de + 5,0 % sur l'ensemble de 2025. La croissance de la zone euro (+ 1,4 %), bien que modérée et disparate selon les pays, a été résiliente, en dépit d'une vulnérabilité technologique plus prégnante, de l'appréciation de l'euro, de la rude concurrence des industriels chinois, du recul de la compétitivité-prix et, au second semestre, de l'obstacle aux exportations européennes qu'a pu constituer l'accord commercial entre l'Union Européenne et les États-Unis. La signature d'un accord commercial avec la Commission européenne le 27 juillet a toutefois réduit l'incertitude des deux côtés de l'Atlantique, en décidant l'imposition de droits de douane de 15 % sur la majorité des importations américaines de biens issues

de l'UE. Les pays européens ont affiché des performances variées en 2025. L'Espagne, devenue la locomotive de l'Europe, a enregistré une croissance durablement solide (+ 2,9 %), principalement soutenue par des facteurs de demande interne, liés au dynamisme de l'emploi et aux fonds européens. L'Italie (+ 0,6 %) et l'Allemagne (+ 0,2 %), plus dépendantes des échanges avec les États-Unis, ont vu leur activité accélérer au 1<sup>er</sup> trimestre, se replier nettement ensuite au 2<sup>e</sup> trimestre, puis faire du quasi-surplace au second semestre.

En France, l'année a été marquée par la démission de deux Premiers ministres. Pourtant, l'activité a paradoxalement plutôt bien résisté à l'accroissement de l'incertitude, venant des tensions douanières, de la fragmentation géopolitique des échanges ou encore de la paralysie politique et budgétaire, surtout après la chute du gouvernement le 8 septembre. L'incertitude, qui nourrit l'inquiétude puis l'attentisme, souvent perçue comme un puissant frein au développement de la demande interne, a finalement exercé un impact plus limité que redouté. La croissance, qui a certes évolué à rebours de la conjoncture européenne au 1<sup>er</sup> semestre, a atteint + 0,9 % en 2025, après + 1,1 % en 2024. L'inflation n'a pas cessé de diminuer, atteignant en moyenne annuelle + 0,9 %, après + 2,0 % en 2024, sous l'effet de la baisse des prix réglementés de l'énergie, du ralentissement de la croissance des salaires et de l'intensification de la concurrence dans le secteur des télécommunications. En conséquence, le taux de chômage a légèrement augmenté, atteignant 7,7 % au 4<sup>e</sup> trimestre, après 7,3 % à fin 2024.

L'économie française n'a pas su profiter de la ruée commerciale temporaire vers les États-Unis au 1<sup>er</sup> trimestre, à l'instar de ses voisins européens, d'où un acquis de croissance sur l'année beaucoup plus faible. Surtout, elle n'est pas arrivée à s'extraire d'une dynamique morose, la progression des dépenses des agents privés demeurant atone depuis 2022. En particulier, avant de diminuer un peu, le taux d'épargne des ménages a atteint un sommet (hors Covid) inédit depuis 45 ans de 18,7 % au 2<sup>e</sup> trimestre. Pourtant, le pouvoir d'achat a été mieux préservé qu'ailleurs en Europe, du fait d'une plus forte désinflation. La consommation des ménages n'a ainsi pas redémarré. De même, l'investissement des ménages a faiblement rebondi, après deux années de forte contraction, illustrant une prudence accrue face à l'incertitude et à la pression fiscale croissante. L'investissement des entreprises non financières a stagné, en grande partie en raison de l'endettement des entreprises, de la fragilité des trésoreries, de la perte de parts de marché et de la remontée passée des coûts de financement. La croissance a donc été essentiellement soutenue par un important mouvement de reconstitution des stocks, après deux années de recul, et par quelques branches, qui ont su maintenir l'activité à flot, à l'exemple de la reprise progressive du secteur aéronautique, exempté des nouveaux droits de douane américains.

### **Une dégradation des taux d'intérêt français dans la hiérarchie européenne**

En 2025, les politiques monétaires de part et d'autre de l'Atlantique ont alternativement divergé de manière inhabituelle entre le premier et le second semestre. Avant un premier mouvement d'assouplissement monétaire en septembre, la Fed a maintenu un *statu quo*, ses taux directeurs restant au dernier niveau établi le 18 décembre 2024, en dépit d'une forme d'intimidation exercée par le président Trump sur Jerome Powell. La résilience du marché du travail américain et l'absence de décision pérenne sur le niveau des tarifs douaniers, leur augmentation induisant *a priori* des effets inflationnistes, ont expliqué cet attentisme jusqu'à l'été. La Fed a ensuite réitéré sa réduction de 25 points de base de septembre à deux reprises en octobre et en décembre (fourchette comprise entre 3,5 % et 3,75 %), du fait du coup de frein sur le marché du travail, de la révision à la baisse du risque inflationniste, voire de la pression politique de la Maison Blanche. La BCE, à l'inverse de la Fed, a poursuivi son processus de détente monétaire jusqu'en juin, avant d'adopter une posture prudente d'attentisme. Elle a donc abaissé à quatre reprises de 25 points de base le taux de la facilité de dépôt, le portant de 3,0 % le 18 décembre 2024 à 2,0 % le 11 juin, du fait d'une oscillation de l'inflation autour de la cible de 2,0 % depuis l'été 2024, du recul progressif de l'inflation sous-jacente, du net ralentissement des indicateurs avancés de salaires, du repli des prix du pétrole et de l'appréciation de l'euro.

Les taux à 10 ans sont demeurés à des niveaux plutôt élevés de part et d'autre de l'Atlantique, malgré la tendance au reflux de l'inflation, favorisée par des cours pétroliers atones, et le processus de détente monétaire, certes



inversé dans le temps entre la Fed et la BCE. La réduction de la taille du bilan des banques centrales et l'abondance de dette publique ont aussi limité la transmission des assouplissements monétaires aux taux longs. Ceux-ci ont même marqué des pointes à la hausse lors d'épisodes d'inquiétudes comme celle de l'annonce du méga-plan de relance allemand début mars. Malgré deux pics autour de 3,60 %, l'OAT à 10 ans a atteint une moyenne annuelle de 3,37 % en 2025, après 2,97 % en 2024. Son écart avec le taux à 10 ans allemand s'est élevé en moyenne à 74 points de base, contre un spread moyen de 35 points de base sur la période 2015-2019. Un autre fait remarquable a été la tendance à la réduction de l'écart entre le taux à 10 ans de la France et celui de l'Italie. Ce phénomène peut implicitement être attribué à une forme de déclassement progressif des rendements souverains au détriment de la France dans la hiérarchie des taux d'intérêt européens, du fait d'un risque d'insoutenabilité budgétaire. En effet, la note souveraine de la France a été dégradée par Fitch le 12 septembre à A+, suivie par Standard & Poor's dès le 17 octobre, après l'annonce de la suspension de la réforme des retraites jusqu'à la présidentielle de 2027. D'ailleurs, les efforts d'assainissement budgétaire engagés ont encore été très limités, puisque le déficit public français atteindrait 5,4 % du PIB en 2025, après 5,8 % du PIB en 2024. Autre fait saillant, on a assisté à une accentuation de la pentification de la courbe des taux d'intérêt au cours de l'année.

L'or a progressé de + 66,1 % à 4 386 dollars l'once au 31 décembre. Il n'a pas cessé de dépasser des records historiques, parallèlement à la dépréciation continue du dollar, au contexte géopolitique instable et à des craintes sur la valorisation des marchés boursiers, surtout des valeurs de la tech. La hausse spectaculaire du Bitcoin jusqu'au 7 octobre, avant un recul le portant en deçà du niveau de début d'année, a également été un des mouvements marquants de l'année. L'euro s'est apprécié de près de 13 % sur l'année, atteignant 1,17 dollar le 31 décembre. Enfin, grâce à la résilience des indicateurs économiques, le CAC 40 a progressé de 10,4 % à 8 149,5 points en 2025, malgré le krach temporaire né de la surprise des annonces du « *liberation day* », avec un point bas à 6 863 points le 9 avril.

## **Perspectives économiques de 2026**

### **Une croissance encore limitée en France**

L'année 2026 a débuté sur une rupture géopolitique radicale avec l'intervention militaire américaine au Venezuela. Cette intervention militaire apparaît comme la manifestation affichée des États-Unis de leur volonté de sanctuarisation stratégique de l'hémisphère occidental sous leur tutelle, en regard des zones d'influence de la Chine et de la Russie. L'incertitude géopolitique est ainsi loin de se dissiper, qu'il s'agisse de la guerre en Ukraine, du risque d'annexion de Taïwan par la Chine, des tensions sino-japonaises ou des visées expansionnistes américaines sur le Groenland.

Plus encore, l'instabilité croissante de la situation au Proche et Moyen-Orient s'est muée en opération militaire américano-israélienne en Iran à partir du 28 février. Cette opération a déjà eu des impacts significatifs, notamment sur les prix du baril de Brent et du gaz. Une semaine après le début du conflit, ces derniers affichent des hausses de près de 15 \$ et de plus de 50 % respectivement. Les marchés intègrent surtout une incertitude brutalement accrue, avec une chute des indices boursiers (-5 % pour le Stoxx600, -6 % pour le CAC 40 et -2 % pour le DJ). Il est toutefois trop tôt pour évoquer un éventuel choc d'offre en raison des productions alternatives et du niveau des stocks. L'impact économique sera fonction de la durée et de l'intensité du conflit. Le risque macroéconomique est bien réel avec les germes d'un scénario stagflationniste qui cumulerait hausse des prix et baisse de l'activité. À titre d'illustration, une hausse du prix du pétrole de 10 \$ occasionne une inflation supérieure de 0,3 point et un recul du PIB de 0,1 point en France la première année. La forme et l'issue que pourrait prendre le conflit laisse un univers des possibles larges. Ce dernier est fonction, d'une part, de la capacité du régime iranien à poursuivre les frappes de façon significative sur les infrastructures pétrolières et gazières des pays riverains du Golfe arabo-persique et à rendre impraticable dans la durée le détroit d'Ormuz et, d'autre part, de la capacité d'Israël et des États-Unis à neutraliser rapidement les capacités de frappe à distance iranienne et à faire tomber le régime en place. À date, la stratégie de l'Iran de régionaliser le conflit n'a pas obtenu les effets escomptés.

En revanche, les tensions commerciales liées au renforcement du protectionnisme s'apaisent progressivement depuis le second semestre 2025, entraînant une normalisation des chaînes d'approvisionnement. La croissance mondiale resterait résiliente bien qu'en ralentissement, elle passerait de 3,2 % en 2025 à 2,9 % en 2026 selon l'OCDE, du fait notamment de la dynamique conjoncturelle d'ores et déjà installée.

Sous réserve d'un conflit court au Proche et Moyen-Orient, d'au plus quelques semaines, les perspectives économiques de 2026 retiennent comme soutien, le maintien de conditions monétaires plutôt favorables de part et d'autre de l'Atlantique. Une moindre désinflation que celle attendue en raison de la hausse du prix du pétrole s'accompagnerait d'une activité à soutenir. Autre facteur de soutien, le recours généralisé à l'endettement, notamment public, devrait répondre aux efforts accrus en matière de défense, à l'exemple pour l'Europe de l'impact de la relance allemande dans les investissements de défense et d'infrastructure.

Plus précisément, les États-Unis verraient leur rythme d'activité ralentir (à +1,8 %). L'activité ralentirait également en Chine (+4,8 %, après +5,0 %) et dans la zone euro (+1,2 %, après +1,5 %), celle-ci étant cependant en proportion davantage tirée par l'Allemagne (+1,3 %, après +0,3 %) que par l'Espagne (+2,2 %, après 2,9 %) et, *a fortiori*, par l'Irlande. Les pays émergents demeureraient sur la même dynamique qu'en 2025 (+ 4,2 %). La croissance américaine bénéficierait toujours de l'envolée de l'investissement dans l'IA et du soutien apporté par la consommation prépondérante des ménages les plus aisés, en dépit du net freinage de l'emploi. La Chine continuerait d'inscrire sa trajectoire économique dans le cadre défini par le 15<sup>ème</sup> plan quinquennal (2026-2030), ce dernier réaffirmant les objectifs d'autonomie stratégique, de renforcement du marché intérieur et de modernisation industrielle, surtout via l'innovation et l'IA. Cependant, elle bénéficierait un peu moins de sa volonté de substitution croissante des importations et de l'hyper-compétitivité de ses exportations, du fait la difficulté grandissante à contourner les tarifs douaniers, pourtant en moindre hausse qu'annoncé. Hors effet de la performance spécifique de l'Irlande, l'activité de la zone euro s'améliorerait en 2026, pour progresser à un niveau proche de la croissance potentielle (+ 1,2 %), dans un contexte où l'inflation resterait ancrée légèrement en deçà de la cible des 2,0 %. La croissance devrait être davantage soutenue par la réanimation progressive de la demande interne et par une impulsion budgétaire légèrement positive, la contribution du commerce extérieur demeurant négative, comme en 2025.

En 2026, la France devrait résister, comme l'année précédente, au maintien de l'incertitude politique et budgétaire. Le PIB progresserait modérément de + 1,0 %, après + 0,9 % en 2025. L'inflation, qui a été vaincue par les Banques centrales sans provoquer de récession, serait inférieure à la moyenne de la zone euro tout au long de l'année. Elle remonterait faiblement en moyenne annuelle de + 1,3 % après + 0,9 % en 2025, du fait du modeste redressement conjoncturel et de revalorisations salariales désormais beaucoup plus limitées. La croissance bénéficierait de l'élan économique mondial et européen, de la faiblesse de l'inflation et des prix de l'énergie, de l'impact de la relance allemande dans les investissements de défense et d'infrastructure et des effets retardés de l'assouplissement monétaire. Cependant, la demande intérieure serait toujours structurellement freinée par la nécessité de mieux maîtriser la dérive de comptes publics de plus en plus contraints par la montée de la charge de la dette et par la mise en place d'une procédure européenne pour déficit excessif, même si cet ajustement apparaissait très incomplet. En effet, le déficit public devrait toujours être très élevé en 2026, autour de 5,2 % du PIB. En outre, un choc fiscal, dont les prémices ont été engagées en 2025, pourrait ébranler l'activité et l'emploi.

Le taux d'épargne des ménages français se réduirait cependant très graduellement, partant pourtant d'un niveau extrêmement élevé en 2025. Après 18,3 %, il baisserait modérément à 18,1 % en 2026. Cette trajectoire serait motivée par les craintes de hausse prévisible du chômage et des impôts. En effet, la remontée d'inquiétudes spécifiques telles que l'incertitude politique ou la préoccupation pour les déséquilibres budgétaires, s'est substituée en partie au sentiment de dégradation du pouvoir d'achat, notamment des actifs financiers avec l'envolée passée de l'inflation. La reprise de la consommation des ménages serait ainsi limitée, en progression légèrement plus forte qu'en 2025, en l'absence de hausse importante des revenus salariaux. En particulier, le

pouvoir d'achat des ménages augmenterait légèrement moins qu'en 2025, en raison de la reconstitution de productivité et de marges par les entreprises et d'un dynamisme des impôts supérieur à celui des revenus. De la même manière, l'attentisme lié au regain d'incertitude à propos de l'action publique, le maintien de taux longs élevés et l'absence de vigueur de la demande pousseraient les entreprises non financières à ralentir le rebond attendu de l'investissement en 2026, après sa quasi-stagnation de l'année antérieure. Par effet d'acquis et de la moindre progression des importations, le commerce extérieur contribuerait encore à la progression de l'activité. Le taux de chômage pourrait atteindre 7,9 %, après 7,7 % en 2025, du fait du redressement mécanique de la productivité dans les branches marchandes.

### **Des taux longs français toujours en risque**

La tendance mondiale au regard des prix et de l'activité, aussi bien dans de nombreuses économies émergentes que dans la plupart des pays avancés, devrait pérenniser l'instauration de politiques d'assouplissement monétaire, hormis au Japon. L'impact inflationniste moins intense que prévu de la guerre tarifaire et les inquiétudes sur l'activité en raison du conflit au Proche et Moyen-Orient en seraient les raisons principales. La Fed choisirait de résoudre le dilemme de son double mandat (inflation et emploi) en réduisant, par palier de 25 points de base, ses taux directeurs de 75 points de base, face à l'atonie de l'emploi et à la remontée du taux de chômage. Considérant comme temporaire la hausse des prix venant des tarifs douaniers, elle chercherait à diriger les taux directeurs vers un plancher de neutralité monétaire, à savoir la fourchette de 2,75 %- 3,00 %, en dépit d'un pic prévisible d'inflation vers la mi-2026, au moment même du changement de président de la banque centrale. Sauf en cas de forte nouvelle dépréciation du dollar par rapport à l'euro, la BCE, quant-à-elle, maintiendrait probablement ancré son taux de la facilité de dépôt à 2,0 %, situé au niveau moyen de la fourchette de neutralité monétaire (1,75 %-2,25 %), proche de la cible d'inflation.

La pente de la courbe des taux d'intérêt continuerait à se reformer. Les taux longs manifesteraient une plus grande inertie à la baisse, spécialement en France, du fait d'une hausse de la prime de risque liée à la dérive des dépenses publiques, à l'ampleur de l'endettement et à la difficulté politique de mener des réformes structurelles. En effet, la demande générale de capitaux publics et privés devrait s'accroître, du fait d'une période à venir de fortes émissions de dettes (concurrence accrue des débiteurs) et, plus spécifiquement en Europe, d'un besoin accru de financement allemand. Ainsi, aux États-Unis, les taux à 10 ans pourraient se situer en moyenne annuelle à 4,32 %, en raison de la poursuite de l'assouplissement monétaire de la Fed. *A contrario*, l'OAT à 10 ans devrait augmenter, du fait du statu quo de la BCE et d'un risque de dégradation supplémentaire de la dette publique française. L'OAT à 10 ans se situerait autour d'une moyenne annuelle de 3,73 %, après 3,37 % en 2025, avec un spread de plus de 76 points de base avec le Bund allemand.

Comme à l'accoutumée, ces perspectives économiques et financières sont soumises à des aléas. En ce début d'année 2026 et en raison des événements récents, elles le sont en premier lieu à l'évolution du conflit au Proche et au Moyen-Orient. Arrêtées avec les informations disponibles le 6 mars, elles s'appuient sur l'hypothèse d'un conflit d'une durée courte, d'au plus quelques semaines, sans escalade par enchaînement des alliances. Sous cette hypothèse, les prévisions d'inflation ne seraient revues que légèrement à la hausse et, en corollaire, celles sur la croissance très légèrement à la baisse.

### **Perspective du Groupe et de ses métiers**

En 2026, le Groupe poursuivra l'exécution de la première séquence de son projet stratégique VISION 2030, lancé en juin 2024 et assorti d'objectifs commerciaux, financiers et extra-financiers à fin 2026 [Document complet disponible sur le site [Projet stratégique du Groupe BPCE : VISION 2030](#)]. Ce projet est résolument tourné vers la croissance et la diversification de nos activités sur trois grands cercles en France, en Europe et dans le monde. Dans un contexte d'accélération des transitions environnementales, technologiques, démographiques et géopolitiques qui transforment la société, il trace ainsi les grandes priorités stratégiques du groupe et de ses métiers à travers trois piliers :

- Forger notre croissance pour le temps long ;
- Donner à nos clients confiance dans leur avenir ;
- Exprimer notre nature coopérative sur tous les territoires.

L'annonce en 2025 de projets transformants pour le Groupe est une illustration du mouvement initié :

- Lancement d'un projet de plateforme technologique commune aux Banques Populaires et aux Caisses d'Épargne. Ce projet apporte une réponse ambitieuse aux nouveaux enjeux technologiques et permet de pleinement tirer parti d'économies d'échelle. Il accélérera les investissements, optimisant le service offert à 35 millions de clients, et enrichira le quotidien des collaborateurs du groupe, soutenant ainsi le développement de la banque de proximité en France. Ce projet respectera l'identité des deux réseaux bancaires Banque Populaire et Caisse d'Épargne.
- Après avoir annoncé en juin 2024 leur projet de partenariat stratégique dans le domaine des paiements, BNP Paribas et BPCE ont finalisé en février 2025, dans le respect du calendrier prévu, leur accord donnant naissance à Estreem, nouveau leader français du processing de paiements. L'ambition est de placer Estreem dans le Top 3 des processeurs en Europe.
- Avec la création en mars 2025 de BPCE Equipment Solutions, issue de l'acquisition de Société Générale Equipment Finance (SGEF), BPCE devient le leader européen du leasing de biens d'équipement et un acteur mondial de premier plan avec une présence dans 24 pays.
- Le lancement en mars 2025 d'une nouvelle ligne métier Logement & Immobilier. Cette initiative vise à faire de BPCE le groupe bancaire leader sur toute la chaîne de valeur de l'immobilier, pour tous et sur tous les besoins. La ligne métier développera trois priorités stratégiques : « Proposer plus de logements dans l'ensemble des territoires » ; « Favoriser l'accès au logement des Français et la valorisation de leur patrimoine » et « Accompagner les ménages dans la rénovation et l'adaptation de leur logement ».
- Le projet d'acquisition de novobanco avec la signature le 1er août 2025 d'un Sale and Purchase Agreement pour de l'acquisition de 75 % du capital de novobanco auprès de Lone Star Funds, et le 29 octobre 2025 d'un accord avec l'Etat portugais et le Fonds de résolution des banques portugaises afin d'acquérir leurs participations minoritaires (respectivement 11,5% et 13,5 %). Avec ce projet, BPCE deviendrait l'unique actionnaire de la 4<sup>e</sup> banque privée portugaise et ferait du Portugal le 2<sup>e</sup> marché domestique du Groupe en banque de détail.

Ces projets, associés à une dynamique globale de développement, contribueront en 2026 à la croissance du Groupe et de ses métiers ainsi qu'à la réalisation de sa trajectoire financière et extra-financière.

## **2.1.2. Faits majeurs de l'exercice**

### **2.1.2.1. Faits majeurs du Groupe BPCE**

En 2025, le déploiement du plan stratégique VISION 2030 s'est poursuivi avec le franchissement de plusieurs étapes clés.

BPCE et BNP Paribas ont créé Estreem, nouveau leader français et acteur majeur européen du processing de paiements. Amenée à traiter l'ensemble des paiements par carte en Europe du Groupe BPCE et de BNP Paribas, soit 17 milliards de transactions par an, la société gèrera 30 % du volume des paiements par carte en France. L'ambition de la société est également de se placer au top 3 des processeurs en Europe.

Avec l'acquisition de Société Générale Equipment Finance rebaptisée BPCE Equipment Solutions, BPCE s'est positionné comme le leader européen du leasing de biens d'équipement. Présent dans 24 pays, BPCE Equipment Solutions gère aujourd'hui un portefeuille de 15 milliards d'euros d'encours.

Le Groupe BPCE a signé, en juin, un Memorandum of Understanding en vue d'acquérir novobanco, quatrième banque du Portugal. Cette transaction est la plus importante acquisition transfrontalière bancaire en zone euro depuis plus de dix ans. À l'issue de l'opération, le Portugal deviendrait le deuxième marché domestique retail du Groupe.

Le Groupe a fait du logement l'une de ses priorités d'action. Dans ce sens, il a créé une nouvelle ligne métier dédiée autour de trois priorités stratégiques : « Proposer plus de logements dans l'ensemble des territoires » ; « favoriser l'accès au logement des Français et la valorisation de leur patrimoine » ; « accompagner les ménages dans la rénovation et l'adaptation de leur logement ».

Sur le plan international, l'année 2025 a été marquée par une instabilité et des tensions inédites. Face aux enjeux de la nouvelle donne géopolitique, le Groupe BPCE a intensifié son engagement dans le financement des entreprises de la Défense et son soutien à la base industrielle et technologique de défense (BITD). D'abord, par une actualisation de la politique d'accompagnement du financement de la Défense. Ensuite, par une gamme de solutions de financement adaptées aux besoins du secteur. Enfin via la finalisation du premier « European Defence bond » réalisé par une institution financière en Europe. Le placement de cette émission de titre senior préféré d'un montant de 750 millions d'euros, à échéance cinq ans, a été assuré par Natixis Corporate & Investment Banking. Les fonds levés permettent de financer et refinancer des actifs du secteur de la défense.

En 2025, le Groupe BPCE a réaffirmé son ambition de rendre l'impact accessible à tous, grâce à la force de solutions locales, au plus près des besoins de ses clients et des territoires. Le contrat d'achat d'électricité signé avec Opale, une PME régionale pionnière dans le développement de projets d'énergies vertes, lui permettra ainsi de couvrir environ 11 % de la consommation annuelle du Groupe. De même, il s'est ainsi associé à H2air, producteur français indépendant d'électricité renouvelable, pour son propre approvisionnement. Avec la signature de ce contrat majeur, près de 30 % des besoins énergétiques pour le fonctionnement du Groupe BPCE seront ainsi couverts.

Parallèlement, plusieurs chantiers d'envergure ont été menés.

Le Groupe BPCE investit dans une plateforme technologique commune aux Banques Populaires et aux Caisses d'Epargne. Dans un délai de quatre ans, un système d'information commun serait utilisé au lieu de deux systèmes actuellement. Ce projet, qui respectera l'identité des deux réseaux, apporte une réponse ambitieuse aux nouveaux enjeux technologiques et permettra de pleinement tirer parti d'économies d'échelle.

Enfin, le Groupe BPCE a accéléré l'adoption de l'Intelligence Artificielle (IA) générative au service des clients, des conseillers, de tous les collaborateurs, et a franchi le seuil d'un collaborateur sur deux utilisant l'IA au quotidien. Dans ce sens, le premier accord de gestion des emplois et des parcours professionnels intégrant un volet sur l'IA a été signé au cours de l'été 2025. L'utilisation de l'IA s'est également généralisée dans tous les métiers, aussi bien dans les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne, que dans les métiers au service du retail ou les métiers mondiaux de Natixis. Conformément à son projet stratégique VISION 2030, le Groupe BPCE concentre ses efforts sur quelques domaines prioritaires :

- Assistance des conseillers en agence, qui étaient 80 % à utiliser l'IA fin décembre 2025,
- Amélioration de l'expérience digitale des clients utilisant les apps bancaires du Groupe,
- Transformation des centres de relation client spécialisés,
- Soutien aux métiers de l'informatique.

La révolution technologique de l'IA compte parmi les changements les plus significatifs du monde contemporain et c'est désormais une réalité bien tangible au sein du Groupe BPCE. Toutes ces avancées ont permis au Groupe de progresser de 15 places dans le classement Evident AI Index 2025 pour se situer à la 25<sup>ème</sup> place sur 50 des plus grandes banques mondiales en termes d'adoption de l'IA.

L'activité des deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne a été soutenue. Afin de répondre aux besoins et préoccupations de leurs clientèles, les deux réseaux ont lancé de nouvelles offres et services dans des domaines identifiés comme prioritaires dans VISION 2030. Ils ont également innové pour répondre aux enjeux de société et aux défis géopolitiques.

Banque Populaire et Caisse d'Épargne sont ainsi les premières banques en France à mettre en place 200 millions d'euros de crédits avec la Banque européenne d'investissement en faveur du monde agricole. L'opération soutient l'acquisition et la modernisation des exploitations agricoles, ainsi que l'investissement dans des technologies durables. En outre, 30 % des fonds sont consacrés à des projets qui contribuent à promouvoir l'action en faveur du climat, l'utilisation efficace des ressources en eau et la protection de la biodiversité.

Les deux réseaux sont également les premières banques françaises à signer un accord avec la Banque européenne d'investissement pour soutenir les PME de la défense. Via cette enveloppe de financements de 300 millions d'euros, le Groupe BPCE jouera un rôle clé dans le renforcement de la compétitivité et de l'innovation des entreprises françaises, tout en répondant aux enjeux de souveraineté du pays.

Dans le même temps, les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne ont encouragé l'amélioration de la performance énergétique des logements en intégrant l'impact dans leurs crédits immobiliers. Cette offre propose une réduction du taux d'intérêt aux propriétaires de logements avec un Diagnostic de Performance Énergétique compris entre E et G qui engageraient des travaux pour l'améliorer de deux lettres.

Parmi les offres lancées en 2025 dans les deux réseaux, citons :

- Pour les étudiants, un prêt sans caution personnelle, ni conditions de ressources. L'objectif est d'accompagner plus de 50 000 étudiants en France en 2025 dans un contexte de hausse du coût de la vie.
- Pour les clients propriétaires de plus de 60 ans, le Prêt Viager Hypothécaire. Celui-ci est garanti par une hypothèque prise sur un bien immobilier appartenant à l'emprunteur. Le montant du prêt viager hypothécaire est déterminé en fonction de la valeur du bien évalué et de la situation personnelle de l'emprunteur.
- Pour les clients professionnels et entreprises, le service « Gestion de factures » opéré par iPaidThat, plateforme française agréée par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) et filiale du Groupe BPCE. Ils peuvent désormais, via ce service, mieux gérer leur comptabilité, piloter leur trésorerie et collaborer avec leur expert-comptable.

#### Concernant l'activité des Banques Populaires :

Banque Populaire a maintenu un rythme soutenu d'activité auprès de toutes ses clientèles en 2025. Un engagement salué notamment par une belle reconnaissance : Banque Populaire est désignée, pour la 16<sup>e</sup> année consécutive, comme étant la 1<sup>re</sup> banque des Entreprises (source : Kantar).

Parmi les initiatives menées, plusieurs ont concerné deux segments de clientèles clés pour les Banques Populaires.

Les agriculteurs : Banque Populaire a lancé le prêt « Nouvel Installé en Agriculture », à taux préférentiel et doté d'une enveloppe de 100 millions d'euros, afin de soutenir l'installation des agriculteurs et viticulteurs et répondre aux besoins croissants du secteur agricole. Déjà disponible pour ses clients entreprises, Banque Populaire a élargi son Prêt à Impact aux professionnels et agriculteurs afin de valoriser leur engagement en matière de responsabilité sociétale et environnementale, tout en leur offrant des conditions de financement avantageuses.

Les jeunes : à la suite du déploiement de leur nouvelle stratégie présentée en 2024, les Banques Populaires ont renforcé leur présence aux côtés des jeunes. En plus du prêt étudiant sans caution personnelle, ni conditions de ressources, de nombreuses initiatives ont été menées à leur attention, qu'il s'agisse d'éducation, d'entrepreneuriat ou d'accessibilité financière. Ainsi, dans le cadre de son partenariat avec le Cnam, Banque Populaire a développé un programme spécifiquement conçu pour accompagner les jeunes entrepreneurs. Elle a également réinventé son application mobile pour adolescents, permettant aux jeunes de gérer leur argent de manière autonome tout en rassurant leurs parents grâce à une interface de supervision. Enfin, en novembre,



Banque Populaire a lancé une offre bancaire complète et attractive destinée aux 18-25 ans pour seulement 2€ par mois.

Enfin, temps fort de l'année, Banque Populaire a lancé EXTRA +X, son nouveau programme de fidélité exclusif pour ses clients-sociétaires, qui contribuent localement à sa réussite collective.

Concernant l'activité des Caisses d'Épargne :

En matière de crédit immobilier, la production a été dynamisée par une reprise du marché en 2025. Même dynamique sur la collecte grâce notamment à la commercialisation des emprunts Natixis, l'accompagnement des clients sur la retraite et le lancement d'offres innovantes comme Vegactive Protégée, combinant les avantages d'un fonds structuré et ceux d'une gestion active.

Sur le marché des professionnels, l'année a été marquée par la généralisation de l'offre Multirisque Pro risques complexes qui permet de couvrir la complétude des besoins des clients en matière d'assurances.

Les Caisses d'Épargne ont poursuivi, en 2025, leur engagement en faveur du développement des entreprises. Elles ont continué à les accompagner dans leurs grandes mutations comme la décarbonation de leur activité (à travers le déploiement du dialogue stratégique ESG, l'augmentation de la production de financements durables, la gamme de Prêts à Impact dédiée aux PME et ETI...) ou leur mise en conformité réglementaire (à travers notamment des dispositifs dédiés à l'e-facturation).

Temps fort de l'année, la Caisse d'Épargne Hauts de France (CEHDF) a finalisé l'acquisition de Nagelmackers, institution bancaire belge née au 18<sup>ème</sup> siècle et référence sur le marché du Personal et Private Banking. Cette opération accélère l'expansion de la CEHDF en Belgique, où elle est active depuis dix ans via sa succursale Caisse d'Épargne Belgium, dédiée aux grandes entreprises et aux opérateurs immobiliers.

Parallèlement, Caisse d'Épargne a renforcé son engagement dans le sport, en signant un partenariat avec Piscine de Demain. Ce partenariat vise à moderniser les équipements aquatiques gérés par les collectivités locales, à promouvoir la transition environnementale et à rendre accessibles au plus grand nombre des infrastructures sportives de qualité.

Enfin, avec le Club des sociétaires, les 15 Caisses d'Épargne régionales proposent un nouvel espace communautaire et de nouveaux avantages à leurs millions de clients sociétaires, en rendant encore plus tangible leur engagement dans les territoires.

Le pôle Assurances réunit les activités d'assurances de personnes, d'assurances non vie, à travers BPCE Assurances, et, depuis 2025, de cautions et garanties financières, à travers la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (CEGC).

Concernant l'activité d'assurance de personnes, l'année a été marquée par le lancement de nombreuses offres et évolutions de parcours pour répondre davantage aux besoins des assurés : mise en marché du Plan d'Épargne Avenir Climat (PEAC), que le Groupe BPCE est le premier acteur majeur français à avoir lancé ; possibilité pour les clients Banque Populaire et Caisse d'Épargne ayant surmonté un cancer masculin de souscrire un contrat d'assurance emprunteur pour un projet immobilier personnel ou professionnel co-assuré par BPCE Assurances et CNP Assurances, sans surprime ni exclusion, même partielle ; mise à disposition de la nouvelle offre d'assurance des emprunteurs (ADE) à destination des professionnels et des entreprises ; mise en place de la souscription en selfcare du Plan Épargne Retraite Individuel ; ouverture de l'offre de BPCE Life, compagnie de droit luxembourgeois du pôle Assurances, aux clients de la Banque Palatine.

Concernant l'activité d'assurances IARD, plusieurs temps forts ont marqué l'année : lancement de l'assurance habitation à impact, pour inciter et récompenser l'engagement éco-responsable des assurés face aux défis

environnementaux ; mise en production d'un premier cas d'usage basé sur l'exploitation de l'IA générative, pour accélérer le traitement des réclamations clients ; réalisation d'un pilote avec l'entreprise FlowStop pour proposer aux clients des batardeaux à une tarification spéciale. Enfin, BPCE Assurances IARD a obtenu le label « Great Place to Work for Women », traduisant son engagement à construire un environnement de travail respectueux, inclusif et bienveillant. Enfin, pour BPCE Assurances, l'année 2025 restera marquée par le succès de sa première émission publique de dettes subordonnées, avec près de 58 % d'investisseurs internationaux et un carnet d'ordres sursouscrit 14 fois pour un total de 9,5 milliards d'euros. Cette opération constitue une étape majeure dans le développement de BPCE Assurances, marquant son accès inaugural aux marchés de capitaux.

Concernant l'activité de cautions et garanties financières, l'année a été marquée par le déploiement de la Garantie de Paiement des Sous-Traitants (GPST) qui permet aux clients constructeurs de maisons individuelles de renforcer la confiance avec leurs sous-traitants et de répondre aux obligations réglementaires. DBRS et Moody's ont renouvelé les notations de CEGC, respectivement A High et A1, ce qui témoigne de la qualité de sa signature. Dans le même temps, CEGC a obtenu le score de 80/100 lors de l'évaluation EcoVadis, ce qui la place au top 2 des entreprises françaises, tous secteurs confondus.

Plusieurs temps forts ont ponctué l'activité du pôle Digital & Paiements en 2025.

L'année 2025 a été marquée par la naissance d'Estreem, nouveau leader français et acteur majeur européen du processing de paiements. Cette nouvelle société, joint-venture entre BPCE et BNP Paribas, combine les expertises et les meilleures technologies des deux groupes en matière de processing de paiements, au bénéfice de leurs clients particuliers et professionnels porteurs de cartes physiques et digitales, et des commerçants. Amenée à traiter l'ensemble des paiements par carte en Europe de BNP Paribas et du Groupe BPCE, soit 17 milliards de transactions par an, Estreem vise le leadership français du processing avec 30 % du volume des paiements carte en France et ambitionne d'atteindre le Top 3 des processeurs en Europe.

En 2025, le service Wero a connu une adoption croissante auprès des clients des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne avec un record de 7,5 millions d'opérations pour le mois de décembre 2025, 4,2 millions d'utilisateurs et une augmentation continue avec 200 000 nouveaux clients utilisateurs chaque mois. Le Groupe BPCE se prépare désormais au déploiement de la fonctionnalité e-commerce pour 2026 pour ses clients consommateurs et commerçants, en s'appuyant sur le savoir-faire de sa fintech Payplug.

Parallèlement, les équipes digitales ont intégré le nouveau service « Gestion de factures » opéré par iPaidThat, plateforme française agréée par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) et filiale du Groupe BPCE, dans les espaces bancaires des clients professionnels.

En 2025, les équipes digitales client ont également refondu l'application bancaire pour les adolescents, clients des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne afin de répondre à leurs usages et attentes spécifiques.

Enfin, Oney a poursuivi sa transformation et atteint sa trajectoire financière en combinant modernisation digitale, évolution de l'offre et intégration accrue de l'IA. Le recrutement et la fidélisation des clients restent au cœur de la stratégie "Carte First", levier clé pour renforcer la relation de Oney avec les enseignes. Deux nouvelles solutions majeures sont finalisées : le financement dédié à la rénovation énergétique et l'offre Forward Trade In, permettant une reprise du produit à prix garanti. Ces avancées, soutenues par la modernisation des parcours, l'usage intensif de la data et un socle technologique renouvelé, renforcent la performance opérationnelle et permettent à Oney de se positionner comme un acteur majeur du financement de la consommation en Europe.

Le pôle Solutions et Expertises financières (SEF) réunit, au sein de BPCE, les expertises de 8 entités dans les métiers du financement, du conseil et des services à destination des clients des entreprises du Groupe.



Parmi les temps forts 2025 :

BPCE Financement confirme et renforce sa position de premier acteur bancaire du crédit consommation en France avec une part de marché de 18 % au 3e trimestre 2025 dans un marché hors LOA en progression de + 1 % (source : ASF à fin septembre 2025). Autre fait marquant pour l'entreprise : l'obtention, dès la première année, de la médaille d'or EcoVadis, qui salue l'ensemble des investissements et des résultats obtenus sur les sujets ESG.

BPCE Lease atteint une part de marché record de 18 % en France en crédit-bail mobilier (source : ASF) et enregistre un niveau record en matière de financement de projet d'énergies renouvelables en France et à l'international (Italie et Espagne) avec plus d'un milliard d'euros de nouveaux financements de projets arrangés pour la seconde année consécutive.

BPCE Equipment Solutions, créée en mars 2025 à la suite de l'acquisition de cette activité auprès du Groupe Société Générale, a enregistré une année record avec des volumes d'origination en croissance de 11% par rapport à 2024. L'intégration se déroule conformément au calendrier.

EuroTitres, qui assure la conservation de plus de 2 millions de comptes titres, a enregistré une hausse significative des ouvertures de comptes titres auprès des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne. Cette évolution témoigne de l'engouement des particuliers pour explorer les opportunités d'investissement dans un contexte politique et économique instable.

BPCE Factor s'affirme comme un des leaders du marché de l'affacturage en nombre de contrats avec 25% de part de marché en France. Le Net Promoteur Score client atteint 38, en hausse de 9 points sur un an.

Concernant les métiers mondiaux de Natixis :

Natixis Corporate & Investment Banking (CIB) a de nouveau réalisé en 2025 une excellente performance commerciale et affiche un niveau de revenus record, porté par l'ensemble de ses métiers.

Sur l'activité Global Markets, Natixis CIB a poursuivi l'expansion de ses activités dans un contexte où toutes ses classes d'actifs ont enregistré des performances solides d'une année sur l'autre. Cette progression a été réalisée sur l'ensemble des plateformes, accompagnée d'une augmentation de la base de clients et des volumes traités.

En Investment Banking, Natixis CIB a annoncé le 1er closing du fonds Universe Direct Lending Partners I dédié aux entreprises de taille intermédiaire soutenues par des sponsors financiers, principalement en Europe.

La banque a assuré la structuration et le placement, pour le Groupe BPCE, de la 1<sup>ère</sup> obligation de défense européenne émise par une institution financière en Europe. Les fonds levés grâce à cette émission d'un montant de 750 millions d'euros, à échéance cinq ans, permettront de financer et refinancer des actifs du secteur de la défense. Natixis CIB a aussi accompagné Bpifrance dans l'émission de son 1<sup>er</sup> « European Defence Bond » d'un montant d'un milliard d'euros. Par ailleurs, Natixis CIB a continué d'étendre son expertise d'Equity Capital Markets en Europe et se positionne désormais comme le 4e acteur européen sur le marché Equity Linked.

Dans l'activité Real Assets, Natixis CIB a lancé sa nouvelle ligne métier « Transportation Finance » afin de fournir à ses clients des solutions de financement sur mesure et d'étendre son offre de financement « asset-based ». Natixis CIB a arrangé plusieurs transactions notables dans le secteur de l'aviation, notamment le premier French Optimized Lease en Amérique Latine réalisé avec Viva Aerobus.

De son côté, l'activité Global Trade a élargi sa gamme de solutions de placement pour répondre aux besoins de ses clients au travers de nouvelles devises et de nouvelles géographies, notamment au Japon.

Dans le M&A, Natixis Partners a annoncé un rapprochement stratégique avec Financière de Courcelles, renforçant son expertise sur les segments small et mid-cap et permettant de mieux servir les clients des Banques Populaires et Caisses d'Épargne.

Natixis CIB a également poursuivi ses objectifs stratégiques et continué à innover en matière de finance durable. La banque a été particulièrement active dans le financement de projets de carbon capture. Natixis CIB a aussi participé au développement de la Blue Finance au travers notamment de l'émission du premier « Blue Repo » de Banco do Brasil.

Enfin, Natixis CIB a poursuivi le renforcement de sa présence internationale. Pour mieux servir ses clients et s'adapter aux dynamiques mondiales, la banque a fait évoluer son organisation et sa gouvernance. Depuis janvier 2026, les régions du Moyen-Orient et d'Asie-Pacifique sont réunies sous une même plateforme. En juillet 2025, Natixis CIB a obtenu une licence bancaire au Japon, permettant à sa succursale de Tokyo de proposer un plus large éventail de services financiers aux clients. La plateforme Amériques a également poursuivi son développement.

Grâce à l'engagement de toutes ses équipes, Natixis Investment Managers (IM) a enregistré une forte dynamique commerciale en 2025, avec une collecte nette de 40 milliards d'euros pour la deuxième année consécutive, principalement en produits obligataires portés par Loomis Sayles et DNCA et en produits diversifiés (Solutions).

77 % des fonds classés par Morningstar figurent dans les 1er et 2e quartiles pour leur performance sur trois ans à fin décembre 2025, contre 68 % un an plus tôt.

L'entreprise a continué à optimiser son modèle opérationnel et de gérer de façon active ses participations, avec le rapprochement de Thematics et Mirova qui a créé un acteur de référence de la gestion actions thématique associant innovation et impact positif, et l'acquisition des activités de Belmont Capital pour capitaliser sur l'expertise de Gateway dans les stratégies d'investissement basées sur des options et encore mieux répondre aux besoins des clients.

Aux États-Unis, Natixis IM a formé un partenariat stratégique avec Edward Jones, l'un des plus grands acteurs du marché avec plus de 2 000 milliards de dollars d'actifs sous gestion, qui ouvre des perspectives de développement prometteuses sur ce marché clé.

Aux côtés de ses affiliés, Natixis IM a poursuivi ses efforts pour développer l'investissement responsable et à impact, et les actifs ESG (SFDR Art. 8/9) représentent plus de 540 milliards d'euros à fin 2025. Ils ont également continué à faire entendre leurs voix au travers d'actions d'engagement individuel ou collectif, de politiques de vote actives et grâce à leur participation à des initiatives de Place clés pour faire progresser l'investissement responsable.

Natixis Interépargne a finalisé l'acquisition d'HSBC Epargne Entreprise (HEE), intégrant ainsi 3 300 entreprises et 193 000 nouveaux épargnants sur sa plateforme.

Pleinement engagée dans le développement d'une épargne utile, Natixis Interépargne s'est dotée d'une raison d'être et d'une stratégie d'impact intégrée à sa stratégie, pour favoriser la démocratisation de l'épargne salariale.

Elle a lancé en association avec VEGA Investment Solutions (VEGA IS) et le Collectif Reconstruire le FCPE « Sélection VEGA Industrie France », fonds investi dans des entreprises du secteur de l'industrie manufacturière en France.

Natixis Interépargne a obtenu des succès significatifs auprès de grands clients corporates, notamment du CAC40. La collecte brute est en hausse de 15 % en 2025 par rapport à l'année précédente. L'ensemble des réseaux de distribution est en forte progression avec une croissance des ventes de nouveaux contrats sur l'année de +31 %.

Natixis Wealth Management et ses filiales ont poursuivi leur dynamique de développement et d'innovation. À fin décembre 2025, Natixis Wealth Management gère 26 milliards d'euros d'actifs. L'acquisition de Dorval Asset Management, finalisée le 1<sup>er</sup> juillet 2025, vient renforcer l'expertise du Groupe en gestion d'actifs flexibles et responsables, enrichissant ainsi l'offre de solutions d'investissements proposées à ses clients.

Par ailleurs, Natixis Wealth Management a consolidé sa réputation d'excellence en recevant le prix de la « Meilleure Banque Privée Affiliée » lors de la 7<sup>ème</sup> édition du Sommet du Patrimoine et de la Performance, organisé par Décideurs Patrimoine.

Ces avancées témoignent de l'engagement constant de la banque à accompagner ses clients avec une qualité de service exemplaire, tout en affirmant sa position de référence sur le marché de la gestion de fortune.

L'année 2025 a également été marquée par une intensification de la collaboration avec les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne, permettant de renforcer les synergies de développement et d'élargir la portée des solutions proposées à une clientèle toujours plus diversifiée.

### **2.1.2.2. Faits majeurs de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur (et de ses filiales)**

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur poursuit son engagement au service du territoire. Elle maintient un soutien actif aux projets des ménages, entreprises et acteurs publics, tout en renforçant ses actions en matière de responsabilité sociétale, de performance durable et d'ancrage mutualiste.

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a choisi de poursuivre le financement des projets de ses clients avec 2,69 Mds € de crédits accordés.

Soutenu par l'activité commerciale et un contexte de taux favorable (Baisse des taux à court terme et de l'inflation), les résultats financiers 2025 poursuivent l'amélioration constatée en 2024 pour atteindre un niveau record. Le coefficient d'exploitation s'améliore à 55,4 % (62,5 % en 2024) porté par le Produit Net Bancaire (PNB) en progression à 395,7 M€ (333,1 M€ en 2024). Cette croissance historique des revenus permet à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur de réaliser les investissements visant à poursuivre son développement avec deux projets porteurs de croissance en Italie et à Monaco et deux projets immobiliers majeurs afin de respecter le décret tertiaire (Réduction des émissions de CO<sub>2</sub> de 40 % en 2030, de 50 % en 2040 et de 60 % en 2050).

Sous l'effet de ces dépenses d'investissements, les frais de gestion progressent à 219,2 M€ (208,1 M€ en 2024). Ces résultats montrent la résilience de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

#### **Plan D'orientation Stratégique : une banque leader, efficace et engagée pour ses clients.**

Le plan s'inscrit dans un projet de croissance au service de nos clients marqué par de grandes transitions : digitales, environnementales et démographiques. Le plan de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, repose sur 3 axes majeurs :

- Poursuivre le développement ;
- Renforcer l'efficacité au service de nos clients ;
- Affirmer notre engagement au service du territoire.

L'exercice 2025 a été marqué par le lancement de deux projets majeurs :

- L'extension de la couverture du territoire monégasque à la clientèle premium de la banque privée, dans la continuité du succès rencontré auprès des PME et des professionnels de l'immobilier ;

- l'ouverture, prévue début 2026, d'un bureau de représentation en Italie, avec pour objectif la création d'une banque de plein exercice italienne, détenue à parité (50/50) par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Rhône Alpes et la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

➤ **Immobilier et sécurité**

Programme rénovation agences :

Au cours de l'exercice 2025, l'agence de Toulon la Serinette (surélévation), l'agence de Fréjus Mitau (surélévation) et l'agence de Pierrefeu du Var (transfert) ont été entièrement rénovées. Le plan de rénovation énergétique des locaux commerciaux de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur s'est poursuivi. Le transfert de l'agence de Saint-Tropez a été initié en 2025 suite à la cession de l'immeuble. La réouverture de l'agence sur St Tropez est prévue au second semestre 2026.

Optimisation du parc immobilier :

Le programme d'optimisation du parc immobilier de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur s'est poursuivi en 2025 avec la livraison au mois de juin de « l'Avant-Garde », un immeuble neuf à l'est de Toulon, d'une surface de plancher de 3000 m<sup>2</sup>. Ce projet a permis de rassembler l'ensemble des équipes administratives sur un seul site et ainsi de réduire de 1700 m<sup>2</sup> la surface des locaux sur ce secteur géographique.

Le projet de rénovation du siège social de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur de Nice Arénas a été engagé. La livraison de ce projet, dénommé « Lumia », est prévue au second semestre 2027.

➤ **Instances Dirigeantes**

En 2025, une Assemblée Générale Ordinaire annuelle de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, des réunions du Conseil d'Orientation et de Surveillance et des Comités constitués en son sein ainsi que des réunions du Directoire ont pu se tenir en présentiel ou dans certains cas exceptionnels en distanciel. Il en a été de même pour les conseils d'administration et les Assemblées Générales annuelles des 4 Sociétés Locales d'Épargne de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance a nommé Madame CELINE GARROT, avec effet du premier juillet 2025, en qualité de Membre du Directoire en charge du Pôle Banque de Détail, en remplacement de Monsieur Sylvain VIAL.

L'Assemblée Générale de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a procédé en avril 2025 à la nomination de deux nouveaux membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance, Madame Marie-Hélène BELLOCHIO et Monsieur Juén GRIL en remplacement de Madame Martine ANDRE et de Madame Liliane CIANCHI démissionnaires d'office pour atteinte de la limite d'âge.

Le CSE a désigné, en décembre 2025, Monsieur Fabien DIEBOLD en qualité de membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance représentant les salariés, en remplacement de Monsieur Jérôme ALBENTOSA démissionnaire.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur est composé d'un représentant des Collectivités Territoriales et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propres sociétaires, d'un représentant des salariés sociétaires, de 15 représentants des Sociétés Locales d'Épargne de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, auxquels s'ajoutent deux représentants de l'ensemble des salariés de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

➤ **Ressources humaines**

Avec un effectif de 1 554 salariés au 31 décembre 2025, réparti sur les départements des Alpes-Maritimes et du Var, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur est un employeur de référence au niveau de son

territoire. En 2025, elle totalise 187 embauches en CDI, CDD et contrats en alternance. Elle est également fortement impliquée dans la formation des jeunes ce qui se traduit en 2025 par l'accueil de 111 stagiaires et de 41 alternants.

Dans cette période de transformation profonde et rapide de l'ensemble des métiers de la banque, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur se mobilise pour favoriser la montée en compétence de ses collaborateurs, les accompagner dans l'évolution de leur métier et concourir ainsi au développement de leur employabilité. En 2025, environ 90,40 % de l'effectif a été formé ce qui représente plus de 58 711 heures de formation. L'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes fait aussi l'objet d'une attention particulière depuis de nombreuses années. Ainsi la représentation des femmes dans l'encadrement s'élève à 52,4 % au 31 décembre 2025.

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a de nouveau signé la charte de la diversité le 14 octobre 2025. Elle s'engage ainsi à lutter contre toute forme de discriminations et à mettre en place une démarche en faveur de la diversité. Elle a déjà obtenu le prix de la « Politique Globale Diversité » à l'occasion du Tour de France de la Charte Diversité du 21 janvier 2021 à Nice.

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur fait également de l'intégration des travailleurs handicapés un des axes forts de sa lutte contre toutes les discriminations. Son taux d'emploi global prévisionnel de travailleurs handicapés est de 10,8 % au 31 décembre 2025. Ce taux est supérieur à celui fixé par la loi du 11 février 2005 (taux fixé à 6 %).

Les négociations engagées avec les partenaires sociaux au sein de l'entreprise ont pour ambition d'accompagner la transformation de celle-ci dans un secteur en pleine mutation, tout en maintenant et en renforçant sa compétitivité. Ces discussions visent également à instaurer et à encadrer la mise en place de nouvelles modalités de travail, telles que le télétravail, tout en garantissant des conditions de travail favorables et propices à un climat de travail sain et productif.

Nous avons ainsi abouti à la signature d'un nombre significatif d'accords et d'avenants collectifs ces dernières années, témoignant d'un dialogue social particulièrement riche et constructif, avec une quasi-totalité de ces accords ratifiée par l'ensemble des organisations syndicales représentatives (SNP-FO, SU-UNSA, SNE-CGC).

En 2025, sept accords d'entreprise ont été signés, abordant des thématiques essentielles telles que la Négociation Annuelle Obligatoire, l'Égalité Professionnelle et la Promotion de la Mixité, l'Intéressement et la Participation pour la période 2025-2027, la Qualité de Vie et les Conditions de Travail, ainsi que le Plan Épargne Entreprise pour 2026-2028.

À travers ces accords, nous souhaitons offrir aux salariés des compléments de rémunération directement liés à la performance de l'entreprise. La Négociation Annuelle Obligatoire, par ses mesures salariales, ainsi que l'accord d'intéressement, établissent des critères d'attribution de ces éléments variables, ancrés dans la performance de l'entreprise et la pérennité de ses résultats.

De surcroît, grâce au Plan d'Épargne Entreprise, au Compte Épargne Temps et à l'adhésion au PERCO-I, nos collaborateurs disposent d'une offre variée pour se constituer une épargne, tout en ayant la possibilité, sous certaines conditions, de bénéficier d'un abondement de l'entreprise. Ces dispositions favorables contribuent à la fois à la motivation de nos collaborateurs et à un climat de confiance face à l'avenir, des éléments d'autant plus cruciaux en cette période d'incertitude.

➤ **Réseau**

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Côte d'Azur maintient une présence importante sur le territoire, avec 123 points de contacts sur le territoire (dont 12 centres d'affaires), très majoritairement adaptés aux personnes handicapées.

**Le Pôle Banque de Détail (BDD).**

Il comprend 111 points de ventes qui se consacrent aux clients particuliers, professionnels et associations de proximité dont 2 agences spécifiques dédiées à la clientèle des personnes protégées.

Ces agences sont regroupées dans 6 directions de Groupe (3 dans le Var et 3 dans les Alpes Maritimes) rattachées à une Direction du Réseau.

Ce pôle comprend aussi la Direction Premium regroupant 4 Centres de Gestion Privée et la Banque Privée du Dirigeant.

Il est également composé d'une Banque en Ligne composée d'un Centre de relation Clients, de l'agence du personnel et d'E-agences.

**Le Pôle Banque des Décideurs en Région (BDR)** s'appuie sur un réseau de 12 centres d'affaires dédiés à l'accompagnement et au financement de l'économie locale sur les marchés PME PMI TPE, collectivités territoriales, organismes de logement social, associations gestionnaires, établissements publics ainsi que des professionnels de l'immobilier.

**Au sein de la Direction du Développement, une Filière Ingénierie Flux et Paiements** intervient de manière transverse auprès de l'ensemble des clients des marchés BDD et BDR. Elle a pour mission de contribuer au développement du fonds de commerce et à la satisfaction client, d'accompagner le réseau commercial dans la commercialisation des solutions de flux, d'assurer la gestion des opérations quotidiennes – de masse comme unitaires – liées aux moyens de paiement, de suivre les évolutions réglementaires et les nouvelles offres, ainsi que d'accompagner les clients professionnels et BDR dans l'ouverture de leurs comptes et la gestion courante.

Le Centre d'Affaires de Monaco, succursale créée début 2015 est quant à lui dédié au financement des entreprises, des artisans et des professionnels de l'immobilier.

Enfin, l'année 2025 a été marquée par la mise en place d'une Direction Entreprises & Institutionnels et d'une Direction des Relais de Croissance, la Direction de l'Immobilier conservant son périmètre d'intervention inchangé.

**La Directions Entreprises & Institutionnels :**

Elle regroupe quatre Centres d'Affaires répartis sur les territoires du Var et des Alpes-Maritimes :

- les Centres d'Affaires de Nice Arénas et de Sophia Antipolis pour les Alpes-Maritimes ;
- les Centres d'Affaires de Toulon Ouest Var et de l'Estérel pour le département du Var.

**La Direction des Relais de Croissance :**

Elle est structurée autour de filières affinitaires spécialisées, destinées à accompagner des secteurs à fort potentiel :

- **Vitibanque**, créée en 2017, dédiée à l'accompagnement de l'ensemble de la filière agri-viticole ;
- **Nautibanque**, créée en 2019, spécialisée dans le nautisme et les activités liées au monde de la mer ;
- **Territoire Santé**, créé en 2023, centre d'affaires regroupant l'expertise santé sur les secteurs privé, public et associatif ;

- **Territoire Tourisme**, créé en 2023, destiné à accompagner les acteurs du secteur touristique.

## **2.2. Informations sociales, environnementales et sociétales**

### **2.2.1. La Caisse d'Épargne est une banque coopérative, 100 % régionale, pionnière dans les transitions de la société et qui appartient à ses clients sociétaires**

#### **2.2.1.1. La différence coopérative de Caisse d'Épargne**

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur est une banque-assurance coopérative 100 % régionale, ancrée dans son territoire et appartenant à ses clients-sociétaires. Forte d'un large réseau d'agences, elle est présente dans la majorité des bassins de vie et n'est pas délocalisable. Première banque des collectivités locales, elle joue un rôle crucial dans l'élaboration de solutions pour des besoins sociaux émergents.

Son capital social est détenu par des sociétés locales d'épargne (SLE), dont le capital est lui-même détenu par les clients sociétaires, particuliers et personnes morales, collectivités territoriales et de salariés du territoire. Ils sont invités chaque année à participer aux assemblées générales de leurs SLE, dont les Conseils d'Administration sont composés d'administrateurs élus et dont les Présidents élisent leurs représentants au Conseil d'Orientation et de Surveillance. Le conseil valide et assure le suivi des décisions prises par le Directoire, composé de mandataires sociaux.

Ce modèle coopératif avec sa gouvernance duale permet à l'ensemble de ses clients de participer aux décisions, quel que soit le nombre de parts sociales qu'ils détiennent, garantissant ainsi une autonomie régionale et une adaptation aux besoins locaux. La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur s'engage à inscrire son action dans le temps long en réservant au moins 15 % de ses résultats pour répondre aux attentes de son territoire, tout en s'adressant à tous types de clients, y compris les plus modestes.

Ces pratiques coopératives, dont l'origine remonte à 1999, année d'adoption du statut coopératif, s'inscrivent dans une longue histoire de l'engagement au service de l'épargne et de la prévoyance. Les Caisses d'Épargne partagent les 7 grandes valeurs coopératives de l'Alliance Coopérative Internationale (ACI) que sont l'autonomie, la démocratie, la responsabilité, l'équité, l'égalité et la solidarité. En effet, l'adhésion est volontaire et libre, un contrôle démocratique est exercé par les membres et ces derniers contribuent de manière équitable au capital. Les Caisses d'Épargnes sont des entités autonomes qui proposent des formations à leurs membres, représentants et salariés. Enfin, elles œuvrent au développement durable de leur collectivité en appliquant des politiques approuvées par leurs membres. Ce rôle sociétal a d'ailleurs été inscrit dans le Code monétaire et financier, dans lequel il est écrit que les Caisses d'Épargne remplissent une mission de « protection de l'épargne populaire et de contribution à la lutte contre l'exclusion bancaire et financière de tous les acteurs de la vie économique, sociale et environnementale ».

En 2022, les Caisses d'Épargne et la Fédération nationale des Caisses d'Épargne ont conduit une réflexion visant à donner au modèle coopératif une définition simple, unique et différenciante. A ce titre, une Caisse d'Épargne est « une banque-assurance 100 % régionale, pionnière dans les transitions de la société et qui appartient à ses clients-sociétaires. »

En 2025, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a poursuivi de manière particulièrement volontariste la mise en œuvre du plan stratégique « CEEAZ 2030, Leader, Efficace, Engagée », dont l'axe 3 vise spécifiquement à affirmer l'engagement de la Caisse au service du territoire. La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur se positionne ainsi comme une banque-assurance 100 % régionale, pionnière dans les transitions sociétales et



appartenant pleinement à ses clients sociétaires. Tout au long de l'année, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a activement valorisé sa proposition de valeur à destination de ses sociétaires actuels comme des nouveaux clients, multipliant les campagnes de communication, les rencontres et événements réunissant sociétaires, administrateurs et collaborateurs, tandis que les réseaux Banque de Détail et Banque des Décideurs en région se sont fortement mobilisés pour accélérer la dynamique de conquête et augmenter le nombre de clients sociétaires.

Cette dynamique s'est appuyée sur un investissement significatif des collaborateurs et des administrateurs. Le maintien d'un fonds « Parts Sociales » dans le Plan Épargne Entreprise contribue à un taux de collaborateurs sociétaires particulièrement élevé : 93,08 % à fin septembre 2025. Les interventions mensuelles du Secrétaire Général lors des intégrations ont renforcé la connaissance des valeurs coopératives, grâce à une présentation concrète des trois piliers du modèle et de l'organisation de la Gouvernance. Au total, 55 interventions de sensibilisation ont été réalisées (+20 % vs 2024) auprès des agences, Centres d'Affaires, Gestion Privée et Fonctions Support, afin d'ancrer une parfaite maîtrise du modèle coopératif et de permettre aux collaborateurs d'en promouvoir efficacement les atouts. Les nouveaux formats des Conseils d'Administration, intégrant interventions d'administrateurs, témoignages et consultations, atteignent un TS-I global de 63. Sur le plan de la formation, 86 % des membres du COS ont suivi au moins une formation, tandis que 47 % des administrateurs CECAZ ont été formés en 2025 contre 22 % en 2024, pour 14,2 heures de formation en moyenne.

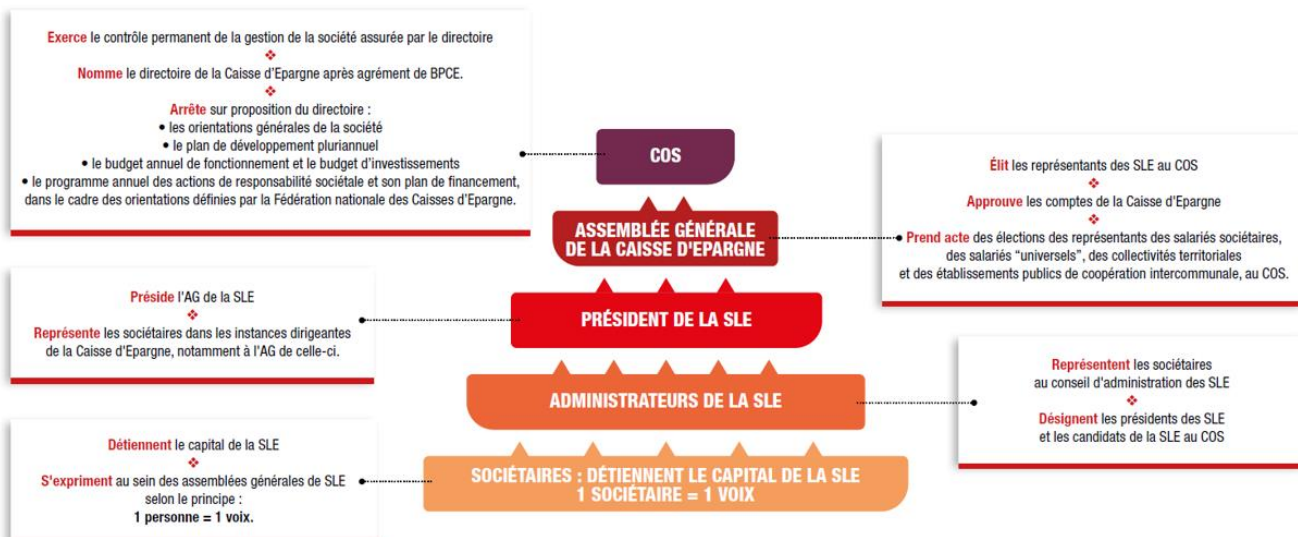
Les actions de communication ont été amplifiées en 2025. La mise en place d'un Comité de rédaction pour la newsletter bimestrielle des administrateurs, l'actualisation régulière du site administrateurs, la poursuite des lettres de bienvenue aux nouveaux sociétaires et la valorisation des événements sportifs, culturels et solidaires participent à une meilleure visibilité du modèle coopératif. Des vidéos « mécène du territoire » ont été produites et diffusées, portant notamment sur les job datings RH et sur le fonds de dotation « Le Sens du Sauvage ».

Les travaux du Groupe BPCE ont permis l'intégration du fonds de dotation dans le dispositif national TREFLE, dédié à la préservation des forêts. L'année 2025 a également marqué le lancement de l'activité de microcrédit, tant pour les particuliers que pour les professionnels, en partenariat avec Parcours Confiance : 125 dossiers particuliers étudiés, 80 instruits, 48 accordés, représentant 316,6 k€ débloqués en équivalent année pleine, et 43 dossiers professionnels étudiés dont 3 décaissés.

L'animation du sociétariat a connu un développement remarquable avec 41 événements organisés en collaboration avec les équipes des Ressources Humaines et Développement, en présence d'administrateurs et d'associations partenaires. Les nouveaux formats des Assemblées Générales des sociétaires, intégrant ateliers et conférence thématique, ont obtenu un TS-I sociétaires de 85 malgré une base de répondants encore à développer. Le lancement du nouveau Club Sociétaires, construit avec la FNCE, comprenant un site internet et la plateforme Qwertys, totalise 10 253 membres au 1<sup>er</sup> février 2026, soit +971 par rapport à l'ancien Club. L'année a été marquée par la reconduction de l'action de solidarité pour les Banques Alimentaires, par l'organisation de l'appel à projet fédéral « #PlusProchePlusUtile pour la biodiversité » et par un grand jeu récompensant 120 sociétaires.

Enfin, les résultats 2025 du sociétariat témoignent de la solidité de la trajectoire engagée. La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur compte 171 850 sociétaires à fin décembre 2025, soit +7 308 en un an et +23 280 par rapport à 2022. Les indicateurs de satisfaction sont eux aussi en hausse : le NPS Sociétaires atteint 41, et le NPS Clients 32. L'ensemble de ces éléments confirme la singularité de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur : une banque régionale engagée, utile, coopérative, proche de ses sociétaires et fidèle à son rôle d'acteur majeur de la vie économique et sociale de son territoire.





## 2.2.2. Un engagement : rendre l'impact accessible à tous

### 2.2.2.1. Un groupe « à impact positif »<sup>(7)</sup>

VISION 2030 – le projet stratégique du Groupe BPCE - trace les grandes priorités qu'il se fixe afin de construire un projet de croissance au service de ses clients, dans une société marquée par quatre grandes transitions : environnementale, démographique, technologique et géopolitique.

Pour accompagner ces transitions, le groupe mobilise sa présence territoriale, ses métiers et ses expertises pour permettre à ses clients, ses sociétaires et ses collaborateurs d'affirmer leur pouvoir d'agir et d'aborder leur avenir en confiance.

#### Impact environnemental

Face à l'urgence climatique, la démarche du Groupe vise à mettre œuvre et déployer rapidement des mesures d'atténuation et d'adaptation aux impacts environnementaux et socio-économiques déjà tangibles. Rendre « l'impact accessible à tous »<sup>(8)</sup>, c'est sensibiliser et accompagner massivement tous ses clients dans la transition environnementale via des expertises, des offres de conseil et des solutions globales.

En prenant appui sur les scénarios définis par la science, le Groupe BPCE et ses métiers se positionnent en facilitateurs des efforts de transition. Les mesures mises en œuvre se déploient autour des axes suivants :

- Des solutions à impact :
  - **Pour les clients particuliers** : accompagner la rénovation énergétique et l'adaptation du logement au vieillissement et à la perte d'autonomie en proposant des solutions de financement et en mobilisant notre rôle d'opérateur, de tiers de confiance ainsi que nos partenariats,
  - **Pour les clients BtoB** : accompagner la transition des modèles d'affaires ;
- **Le soutien à l'évolution du mix énergétique**, particulièrement dans le développement des énergies renouvelables et bas-carbone ;
- **L'alignement de ses portefeuilles de financement** sur des trajectoires basées sur des scénarios scientifiques compatibles avec les objectifs de l'Accord de Paris ;

<sup>7</sup> Terminologie projet stratégique VISION 2030 : <https://www.groupebpce.com/le-groupe/plan-strategique/>

<sup>8</sup> Terminologie projet stratégique VISION 2030 : <https://www.groupebpce.com/le-groupe/plan-strategique/>

- **Une démarche innovante en finance durable**, avec pour objectif de réaliser plus de cinq émissions d'instruments de financement verts, sociaux ou de santé par an.

### **Impact sociétal**

Profondément ancrées au plus près des territoires, et sensible aux besoins de la société et des clients, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur joue un rôle sociétal clé, en finançant notamment le secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS), les collectivités locales ou l'habitat social. Elle agit dans son écosystème local, soutenant de nombreuses initiatives en faveur de l'inclusion sociale et de réduction des inégalités. Elle est un acteur incontournable de la dynamique des territoires, en finançant notamment la construction ou la rénovation d'infrastructures et d'équipements nécessaires à l'éducation, la santé ou encore la mobilité.

Les 15 Caisses d'Épargne déploient, dans toutes les régions de France, le Contrat d'Utilité : « 100 % coopératives, 100 % régionales et 100 % utiles au développement économique, social et environnemental des territoires ».

### **« Impact Inside » : une transformation interne de toutes les entreprises du groupe, à tous les niveaux**

Pour élargir ses solutions à impact auprès de ses clients et accélérer sur chacune des dimensions de l'ESG, le Groupe a engagé une transformation de toutes ses entreprises à tous les niveaux. Il mobilise sa gouvernance et ses collaborateurs qu'il s'engage à former aux enjeux ESG, et agit sur ses propres activités en réduisant son bilan carbone.

## **2.2.2.2. L'engagement coopératif & RSE de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur**

### **Des orientations nationales en matière de durabilité**

Après « Cap 2024 », la Fédération Nationale des Caisses d'Épargne ouvre un nouveau cycle avec le lancement de « Coop 2030 » en 2025. Ce nouveau plan stratégique à horizon 2030 vise à développer et renforcer le modèle des Caisses d'Épargne, tout en consolidant leur rôle de banques assurances coopératives, ancrées dans leurs territoires, pionnières dans les transitions et appartenant à leurs clients-sociétaires. Il se positionne par ailleurs en cohérence avec le projet stratégique du Groupe BPCE « VISION 2030 », dont il partage les grandes orientations. Il repose sur trois piliers :

- garantir et renforcer la compétence et l'efficacité de la gouvernance ;
- accompagner les Caisses d'Épargne dans la promotion de leur sociétariat ;
- fédérer la vision du Groupe et renforcer l'influence des Caisses d'Épargne dans leur écosystème.

L'habitat constitue un domaine d'impact majeur de ce plan stratégique et est placé au cœur de la démarche coopérative par les Caisses d'Épargne. En soutenant des initiatives concrètes et des partenariats stratégiques, les Caisses d'Épargne font de l'accès au logement un levier d'impact sociétal et territorial, contribuant à l'émancipation de chacun.

Ce plan stratégique est le fruit d'un travail collectif qui sera suivi au travers de quatre groupes de travail thématiques composés de présidents/es de Directoire et de COS des 15 Caisses d'Épargne. Ces groupes de travail thématiques permettent une exploration des axes clés tels que la stratégie, le sociétariat, la gouvernance et la formation, les transitions et la philanthropie.

## La stratégie coopérative & RSE de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur accompagne les évolutions de la société, fondement de son identité. Ancrage territorial, réponses concrètes aux besoins de l'économie réelle et des clientèles locales, soutien aux acteurs de la vie sociale, le modèle Caisse d'Épargne a fait la preuve de sa pertinence et de sa solidité depuis deux siècles.

La politique RSE de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur s'inscrit dans cet héritage tout en cherchant à adresser les enjeux de notre époque. Elle s'appuie sur 5 axes ;

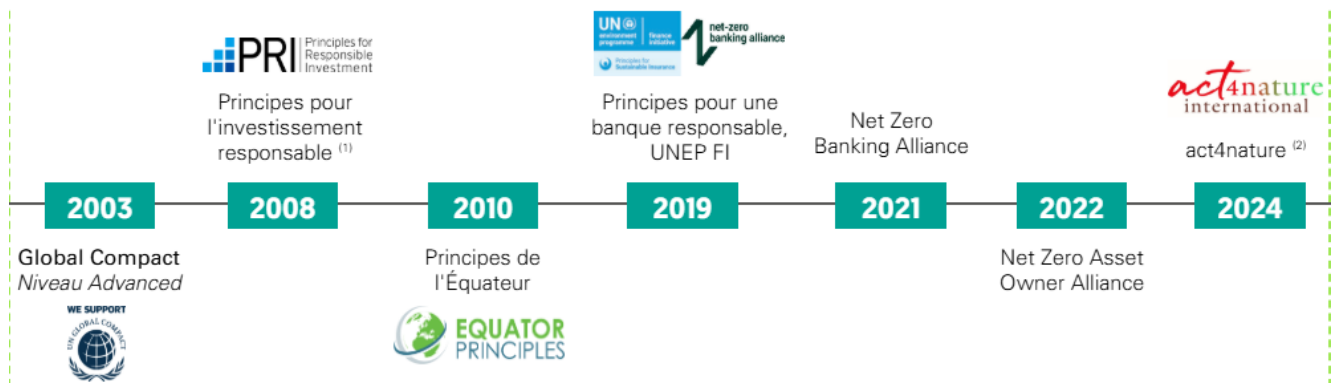
- Appuyer nos décisions dans la coopération et la gouvernance responsable ;
- Soutenir la vitalité économique et sociale de la Côte d'Azur ;
- Diminuer notre empreinte, amplifier notre impact ;
- Accélérer la transition énergétique du territoire ;
- Être un employeur de référence en Côte d'Azur.

Cette stratégie est aujourd'hui servie par plusieurs chantiers du plan stratégique ; « Densifier notre dispositif d'accompagnement à la transition », « Trajectoire Impact », « Accompagner les besoins immobiliers et collectifs » ou encore « Ambition sociétariat ».

### 2.2.2.3. Labels et engagements

#### Engagements du Groupe BPCE

Le Groupe BPCE a pris de longue date plusieurs engagements pour amplifier ses actions et accélérer les transformations positives auxquelles il contribue<sup>(9)</sup>.



<sup>(1)</sup> Périmètre certains affiliés Natixis Investment Managers (Natixis IM), BPCE Assurances rejoignant les PRI en 2016.

<sup>(2)</sup> Engagement pris par Natixis en 2018, élargi au Groupe BPCE en 2024.

Il y a l'arrêt « officiel » de la NZBA (Net Zero Banking Alliance), sous sa forme actuelle. Le NZBA évolue, en changeant de nom et de mode de fonctionnement. Les guides développés par la NZBA existent toujours, et selon la FBF, « ces évolutions n'entraînent aucune modification dans l'approche des banques françaises de la transition climatique, qui ont engagé des démarches ambitieuses, ont pris des engagements et continuent leurs actions sans modification ».

<sup>9</sup> Pour lire les adhésions du Groupe BPCE à des standards internationaux exigeants : <https://www.groupebpce.com/rse/ratings-standards-internationaux/#:~:text=Global%20Compact,la%20lutte%20contre%20la%20corruption.>

**Notations extra-financières du Groupe BPCE**

Les notations extra-financières du Groupe BPCE sont accessibles à l'adresse suivante :

<https://www.groupebpce.com/rse/ratings-standards-internationaux/>

**Labels et certifications de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur**





La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur est labellisée « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR). Il vise à distinguer les entreprises et administrations françaises ayant fait la preuve de relations durables et équilibrées avec leurs fournisseurs. Porté par le Médiateur des entreprises et le Conseil National des Achats, c'est un label public.





**2.2.3. Le dialogue avec les parties prenantes au cœur de notre stratégie d'impact**

Le modèle coopératif Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur place le dialogue avec les parties prenantes au cœur de ses actions. Son ancrage territorial lui permet d'être à l'écoute de tous et de saisir les attentes de la société, en favorisant les écosystèmes locaux et le dialogue avec ses parties prenantes, comme les chambres de commerce et d'industrie, les associations professionnelles, les écosystèmes entrepreneuriaux, les structures éducatives, les associations, fondations, mutuelles que la Caisse accompagne historiquement.

En détenant le capital de l'entreprise au travers de parts sociales, les clients deviennent sociétaires et participent activement à la vie, aux orientations, notamment sur le développement durable de leur banque. Les membres de Conseil d'Orientation et de Surveillance, représentants des clients sociétaires, des territoires et de la société civile sont au cœur de la gouvernance de leur banque.

Les attentes des parties prenantes sont également identifiées et prises en compte au travers des relations régulières avec les dirigeants des Caisses d'Épargne, la Fédération Nationale des Caisses d'Épargne, les instances représentatives du personnel et les associations. Enfin, les enquêtes d'image ou de perspectives sont autant de sources d'identification de l'évolution des attentes des parties prenantes.

Parties prenantes	Modalités de dialogue	Finalité
 <b>Sociétaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation aux assemblées générales</li> <li>• Election des représentants</li> <li>• Réunions dédiées et lettres d'information</li> <li>• Club de sociétaires</li> <li>• Animation par la Fédération nationale des Caisses d'Épargne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valorisation et promotion du modèle coopératif</li> <li>• Participation à la vie de la banque</li> <li>• Accès à une information privilégiée de la vie de la banque et son impact dans la région</li> <li>• Mesure de la satisfaction</li> </ul>
 <b>Administrateurs de sociétés locales d'épargne</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation aux conseils d'administration des SLE</li> <li>• Participation à des séminaires et/ou conventions</li> <li>• Parcours de formation</li> <li>• Participation possible aux comités RSE</li> <li>• Revue de presse mensuelle, note de veille « Focus »</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Représentation des intérêts des sociétaires dans la gouvernance</li> <li>• Attribution de l'agrément aux nouveaux sociétaires</li> <li>• Détention des parts de capital</li> <li>• Contribution à l'élaboration des orientations générales</li> <li>• Animation du sociétariat</li> </ul>
 <b>Membres du conseil d'orientation et de surveillance (sociétaires)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation aux conseils d'orientation et de surveillance (Caisse d'Épargne)</li> <li>• Participation aux comités spécialisés</li> <li>• Groupes de réflexion</li> <li>• Formations réglementaires obligatoires et séminaires</li> <li>• Site administrateurs dédié</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Représentation des intérêts des sociétaires dans la gouvernance</li> <li>• Participation à la définition des orientations stratégiques</li> <li>• Fonction de surveillance, notamment maîtrise des risques et fiabilité du contrôle interne</li> </ul>
 <b>Collaborateurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baromètre social (enquête interne mesurant le climat social dans les entreprises du groupe) et baromètre satisfaction métiers</li> <li>• Entretiens annuels</li> <li>• Formations</li> <li>• Communication interne</li> <li>• Réseaux associatifs (féminins, intergénérationnels, LGBT+)</li> <li>• Droit d'alerte des collaborateurs</li> <li>• Consultation des représentants du personnel et des organisations syndicales représentatives</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration de la qualité de vie au travail, de la santé et sécurité au travail</li> <li>• Fidélisation et engagement des collaborateurs (gestion des carrières et des talents, développement des compétences et expertises)</li> <li>• Participation des représentants du personnel aux grandes thématiques stratégiques et de transformations et négociations d'accords</li> </ul>

 <b>Clients</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Entretiens</li> <li>• Dialogue dédié pour intégrer les enjeux ESG</li> <li>• Événements clients</li> <li>• Enquêtes de satisfaction NPS</li> <li>• Partenariats institutionnels et commerciaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Définition des offres et accompagnement des clients</li> <li>• Dialogue ESG : acculturation des clients, accompagnement des démarches de transformation, évaluation des risques pour une meilleure prévention et gestion par le client et pour intégration des critères ESG à l'octroi des crédits</li> <li>• Amélioration de la satisfaction client</li> <li>• Contrôle du respect des règles de conformité et déontologiques dans les politiques commerciales, procédures et parcours de vente</li> <li>• Gestion des réclamations</li> <li>• Médiation</li> </ul>
 <b>Fournisseurs et sous-traitants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Politique d'achats responsables</li> <li>• Engagement dans des initiatives gouvernementales (ex : « Je choisis la French Tech »)</li> <li>• Rencontres régulières avec les fournisseurs stratégiques</li> <li>• Enquête « Voix des fournisseurs »</li> <li>• Préparation des certifications</li> <li>• Dispositif d'écoute et enquêtes de satisfaction</li> <li>• Droit d'alerte des fournisseurs et mise en place d'un médiateur indépendant</li> <li>• Audit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Charte relations fournisseurs responsables, associant les fournisseurs à la mise en place de mesures de vigilance</li> <li>• Respect des clauses ESG intégrées dans les contrats</li> <li>• Identification de plans de progrès pour mieux connaître les attentes des fournisseurs</li> <li>• Améliorer le niveau de satisfaction et la relation</li> <li>• Consultation et appels d'offres</li> <li>• Mesure de satisfaction</li> </ul>
 <b>Acteurs institutionnels, fédérations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rencontres régulières (autorités publiques, chambres consulaires, ...)</li> <li>• Participation à des groupes de travail sectoriels à l'échelle locale</li> <li>• Réponses aux consultations publiques</li> <li>• Transmissions d'informations et de documents</li> <li>• Sièges dans les conseils (EPL, LS, ...)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contribution de manière constructive au débat public et participation à une prise de décision collective, juste et éclairée</li> <li>• Prise en compte des spécificités sectorielles</li> <li>• Conformité réglementaire</li> </ul>
 <b>Associations et ONG</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appels à projets</li> <li>• Mécénat (financier ou en nature)</li> <li>• Bénévolat de collaborateurs, mécénat de compétences</li> <li>• Echanges réguliers</li> <li>• Sièges dans les conseils de fondations ou d'associations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Impacts positifs au travers de nombreuses initiatives culturelles et solidaires dans différents domaines : création d'entreprises, insertion, solidarité, jeunes, sport, protection de l'environnement, ...</li> <li>• Amélioration de la transparence</li> <li>• Apport d'expertises croisées : bancaire / financière et meilleure appréhension des acteurs locaux</li> </ul>

## 2.3. Activités et résultats consolidés de l'entité

Le périmètre de consolidation du Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur comprend :

- Les quatre Sociétés locales d'Épargne (SLE) qui portent 779,6 Millions d'euros de parts sociales ;
- Les Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Master Home Loans et FCT BPCE Master Home Loans DEMUT) qui portent 2 668,5 Millions d'euros de crédits immobiliers ;
- Les Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Consumers Loans 2016\_5 et FCT BPCE Consumers Loans 2016\_5 DEMUT) qui portent 129,6 Millions d'euros de crédits consommation ;
- Les Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Master Home Loans 2017\_5 et FCT BPCE Master Home Loans 2017\_5 DEMUT) qui portent 80,1 Millions d'euros de crédits immobiliers ;
- Les Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Master Home Loans 2025\_5 et FCT BPCE Master Home Loans 2025\_5 DEMUT) qui portent 19,5 Millions d'euros de crédits immobiliers ;
- Les Fonds Communs de Titrisation (BPCE Demeter 2023 FCT) qui portent 283 Millions d'euros de prêts personnels ;
- Les Fonds Communs de Titrisation (nouvelle opération de titrisation des crédits à l'habitat réalisée en octobre 2021) qui portent sur 25,5 M€ de crédits immobiliers ;
- Les Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Consumers Loans 2022) qui portent 36,6 Millions d'euros de crédits consommation ;
- Les Fonds Communs de Titrisation (BPCE Home Loans FCT 2023) qui portent 22,8 Millions d'euros de crédits immobiliers ;
- Les Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE SME 2023) qui portent 385,1 M€ Millions d'euros de crédits équipements ;
- Les Fonds Communs de Titrisation (BPCE Home Loans FCT 2024) qui portent 21,6 Millions d'euros de crédits immobiliers ;
- Les Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE SME 2024) qui portent 59,9 M€ Millions d'euros de crédits équipements ;
- La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

Les comptes consolidés du Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur sont établis en normes IFRS.

### 2.3.1. Résultats financiers consolidés

Le compte de résultat simplifié, ci-dessous, rend compte de l'évolution des principaux soldes intermédiaires de gestion du Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

Montants en M€ (consolidé IFRS)	déc-24	ECARTS		déc-25
PNB	333,1	62,5	18,8 %	395,7
FRAIS DE GESTION	-208,1	-11,1	5,3 %	-219,2
COÛT DU RISQUE	-28,7	-3,2	11,0 %	-31,9
RESULTAT NET D'EXPLOITATION	96,3	48,3	50,1 %	144,5
RNC	78,2	33,4	42,74 %	111,6

#### ➤ Le Produit Net Bancaire

Le produit net bancaire consolidé s'établit à 395,7 M€ en hausse de +62,5 M€ par rapport au 31 décembre 2024. La marge d'intermédiation atteint 210,3 M€, en progression de +47,9 M€ par rapport au 31 décembre 2024. Cette évolution résulte d'un effet volume légèrement défavorable (-0,7 M€) et d'un effet taux fortement positif (+48,6 M€).



➤ **Crédits**

La Marge d'Intermédiation est soutenue par une production de crédits de **2 692,9 M€**, portée principalement par :

- **Une production de crédit immobilier de 1 137,5 M€**, bénéficiant toujours de l'expertise de l'unité dédiée, du partenariat avec les prescripteurs et du dynamisme du marché immobilier régional. Avec des parts de marché s'établissant à 18,01 %, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur confirme la reconnaissance de son savoir-faire auprès de la clientèle.
- **Une production de prêts d'équipement de 1 063,1 M€** à destination des entreprises et des professionnels.

➤ **Portefeuille**

La gestion du portefeuille demeure axée sur la constitution d'un portefeuille de titres obligataires de haute qualité, exclusivement éligibles à la réserve de liquidité dans le cadre du ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio). L'encours du portefeuille s'élève à 853,9 M€ au 31 décembre 2025, en hausse de +57,4 M€.

➤ **Participations**

On notera également la perception de dividendes BPCE, en hausse de 3,9 M€ pour atteindre **22,1 M€** au 31 décembre 2025.

➤ **La Collecte**

L'épargne de bilan en légère baisse de 27,9 M€. Cette évolution résulte principalement d'une diminution des dépôts à vue de 190,5 M€ et une baisse de l'épargne logement de 132,7 M€ et un repli des livrets B de 36,5 M€. Ces diminutions sont toutefois atténuées par une forte progression des comptes à terme +333,3 M€.

➤ **La marge de centralisation ressort à 9,2 M€ (+0,3 M€).**

La légère hausse s'explique par la hausse de l'encours d'épargne réglementée centralisé (+29,9 M€).

➤ **Les commissions sont en hausse de +14,4 M€ à 176,1 M€.**

Montants en M€	déc-24	Écarts		Budget	déc-25	Écarts	
(Consolidé IFRS)		/N-1	/N-1	déc.-25		/budget	/budget
		Montant	%			Montant	%
Comm. sur Ép. Financière	40,1	2,7	6,7 %	40,8	42,8	2,0	4,9 %
Comm. / services et divers	121,6	11,7	9,6 %	117,4	133,3	15,9	13,5 %
<b>Sous-total Commissions</b>	<b>161,7</b>	<b>14,4</b>	<b>8,9 %</b>	<b>158,3</b>	<b>176,1</b>	<b>17,9</b>	<b>11,3 %</b>

**Les commissions sur l'épargne financière (assurance vie et OPCVM) augmentent à 42,8 M€ (+2,7 M€)**

Les résultats enregistrés sont en nette progression et témoignent de l'attractivité de l'offre de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, portée à la fois par une fiscalité avantageuse et par des taux de rémunération compétitifs.

Les commissions de services atteignent désormais 133,3 M€, en hausse de 11,7 M€. Cette croissance est soutenue par l'essor des paiements en ligne, qui stimule les commissions liées aux moyens de paiement, ainsi que par le développement continu de l'assurance non-vie. Les commissions de crédit suivent la même dynamique, en lien avec une activité soutenue et de la progression des commissions d'assurance emprunteur, en hausse de 1,0 M€. Cette hausse intègre aussi une progressions des plus values immobilières de 6,4 M€.



➤ **Les frais de gestion**

Les frais de gestion augmentent de -11,1 M€ à -219,2 M€ en 2025.

	2024	Ecart	2025
<b>FRAIS DE GESTION</b>	<b>208,1</b>	<b>11,1</b>	<b>219,2</b>
FRAIS DE PERSONNEL	130,0	2,0	132,1
FRAIS INFORMATIQUES (hors amortissements)	22,0	3,4	25,5
AUTRES FDG (hors amortissements)	44,1	2,9	47,0
AMORTISSEMENTS	12,0	2,7	14,7

- **Les frais de personnel augmentent de 2 M€ à 132,1 M€.**
- **Les frais informatiques (hors amortissements) augmentent de 3,4 M€ à 25,5 M€.**

Augmentation en lien avec les projets informatiques du plan d'orientation stratégique du Groupe BPCE « horizon 2030 » et le projet « Orion » traitant de la fusion des plates-formes informatiques Caisse d'Épargne et Banque Populaire.

- **Les dotations aux amortissements augmentent de 2,7 M€ à 14,7 M€.**

Une hausse qui s'explique par des mises au rebut dans le cadre des travaux immobiliers de réaménagement des sites administratifs.

- **Les autres frais de gestion (hors amortissements) augmentent de 2,9 M€ à 47 M€.**

DETAIL DES AUTRES FRAIS DE GESTION (hors amortissements)	2024	Ecart	2025
<b>TOTAL</b>	<b>44,1</b>	<b>-2,9</b>	<b>47,0</b>
Immobilier	4,8	-2,0	6,7
Consommables	4,5	-0,1	4,6
Autres activités	30,7	-0,6	31,2
Impôts & taxes	4,2	-0,2	4,4

- Les charges sur l'immobilier augmentent de 2 M€ du fait des coûts transitoires liés aux travaux de réaménagement des sites administratifs (sites de repli) ;
- Le coût des consommables reste stable par rapport à 2024 ;
- Les autres activités augmentent du fait de la hausse des cotisations du Groupe liée au plan d'orientation stratégique est atténuée par la baisse des dépenses de sponsoring (fin des JO 2024) ;
- Les impôts et taxes restent stables.

➤ **Le coût du risque**

Le coût du risque s'établit à **31,9 M€** au 31 décembre 2025, en hausse de **3,2 M€** par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution résulte d'une baisse des provisions sur encours sains de -1,1 M€ et d'une augmentation des provisions du risque avéré, qui progressent de 4,3 M€.

➤ **Impôts**

La charge d'impôt ressort à **34,6 M€**, soit une progression de **17,0 M€**, reflétant la hausse du résultat avant impôt. La charge d'impôt comptabilisée inclut à la fois l'impôt courant, calculé à 25,83 %, mais également les impôts différés au taux en vigueur et une surtaxe exceptionnelle de 3,9M€.

➤ **Le Résultat Net**

Au 31 décembre 2025, le résultat net atteint **111,6 M€**, en progression significative de **+33,4 M€**, illustrant la solidité du modèle économique et la bonne dynamique commerciale de l'exercice.

### **2.3.2. Présentation des secteurs opérationnels**

Les activités du Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur s'inscrivent pleinement dans le secteur Banque commerciale et Assurance du Groupe BPCE.

### **2.3.3. Activités et résultats par secteur opérationnel**

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur exerce l'essentiel de ses activités dans un seul secteur opérationnel dont l'analyse a été présentée au paragraphe 1.6.1.

### **2.3.4. Bilan consolidé et variation des capitaux propres**

Le total du bilan de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur s'établit à **26 534,4 M€ au 31/12/2025**, , soit une progression de **+62,4 M€ (≈ +0,2 %)**. Les principales évolutions sont :

➤ **A l'Actif**

- **Prêts et créances sur les établissements de crédit** : Ils atteignent **7 217,0 M€ en 2025** soit une **baisse de -268,9 M€ (-3,6 %)**. Cette diminution provient principalement du repli des encours comptes débiteurs ordinaires -222 M€.
- **Prêts et créances sur la clientèle** : Les encours s'élèvent à **17 081,7 M€ en 2025**, soit une hausse de **+164,3 M€ (+1,0 %)**.

Cette progression est principalement portée par la dynamique des crédits d'équipement +216M€ et les immobiliers 126 M€, qui restent le principal moteur de croissance des encours clientèle.

➤ **Au Passif**

- **Dettes envers la clientèle** : s'établissent à 15 483,7 M€ au 31/12/2025, soit une baisse de 267,4 M€ (≈ -1,7 %), principalement sur les comptes créditeurs à vue (- 418 M€), et les LA (-92 M€), ainsi que les plans et comptes épargne logement (-138 M€), compensés par les comptes et emprunts à terme (+387 M€)
- **Dettes envers les établissements de crédits** : Elles atteignent 7 921,2 M€ en 2025, soit une hausse de +60,4 M€ (+0,8 %). L'évolution provient principalement de l'augmentation des encours Comptes et emprunts à terme, mobilisés pour accompagner la croissance des besoins de financement
- **Capitaux propres s'élèvent à 2104 M€**, soit une progression de +142,3 M€ (+7,3 %). Cette augmentation est essentiellement portée par le résultat net et sur les réserves statutaires et contractuelles.

## **2.4. Activités et résultats de l'entité sur base individuelle**

Au niveau du bilan individuel, comptes en normes françaises, la taille du bilan global est quasiment identique à celui des comptes consolidés en normes IFRS, mais la répartition diffère :

- Les créances sur la clientèle diminuent des encours de crédits apportés aux Fonds Communs de Titrisation ;

- Les titres d'investissement, avec la souscription des obligations émises par les Fonds Communs de Titrisation, augmentent du même montant. Ces obligations sont classées dans la catégorie « titres d'investissement » puisqu'elles ne seront pas cédées avant échéance.

Sur le compte de résultat individuel, le PNB est quasiment identique à celui des comptes consolidés en normes IFRS puisque la perte de revenu résultant de la cession des crédits à l'habitat est compensée par le rendement des titres souscrits ainsi que par la commission de recouvreur perçue. On note cependant un effet impactant le PNB : l'arrêt de l'étalement des frais des dossiers et des commissions d'apporteurs d'affaires relatifs au portefeuille cédé. La partie restant à courir de ces frais et commissions est constatée en résultat au moment de la cession, venant augmenter le résultat de l'exercice au cours duquel l'opération est réalisée. En corollaire, les années suivantes ne comporteront plus l'étalement.

Les autres écarts entre les comptes consolidés en normes IFRS et les comptes individuels en normes Françaises résultent des écarts de normes, et à l'intégration dans les comptes consolidés des sociétés du périmètre de consolidation.

### 2.4.1. Résultats financiers de l'entité sur base individuelle

#### ➤ Les soldes intermédiaires de gestion

Montants en M€ (consolidé French)	déc-24	ECARTS		déc-25
PNB	317,1	69,8	22,0 %	387,0
FRAIS DE GESTION	-206,7	-11,1	5,4 %	-217,8
COÛT DU RISQUE	-23,2	-1,2	5,2 %	-24,4
RESULTAT NET D'EXPLOITATION	87,3	57,5	65,9 %	144,7
RNC	66,6	46,1	69,3 %	112,7

#### ➤ Le Produit Net Bancaire

Le PNB s'établit à 387 M€ en hausse de +69,8 M€ par rapport à 2024. Cette hausse est due à l'augmentation des commissions de 14,2 M€ et surtout de la hausse de la marge d'intermédiation de 56,7 M€.

#### ➤ La marge d'intermédiation :

La marge d'intermédiation s'établit 202,6 M€ en hausse de 55,7 M€ par rapport au 31 décembre en 2024. Cette évolution résulte d'un effet volume légèrement favorable (+0,2M€) et d'un effet taux fortement positif (+55,5 M€). La Marge d'Intermédiation est soutenue par une production de crédits de 2 692,9 M€, portée principalement par :

- Une production de crédit immobilier de 1 137,5 M€, en hausse de 30.4% par rapport à 2024. Avec des parts de marché s'établissant à 18,01 %, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur confirme la reconnaissance de son savoir-faire auprès de la clientèle.
- Une production de prêts d'équipement de 1 063,1 M€ à destination des entreprises et des professionnels
- En parallèle, par une baisse du coût de la ressource commerciale.

#### ➤ Les commissions :

Les commissions poursuivent leur progression et atteignent **184,3 M€**. Cette dynamique est portée par l'attractivité des forfaits et par l'évolution des usages, les Français ayant de plus en plus recours aux paiements en ligne, ce qui stimule fortement les commissions liées aux moyens de paiement. L'assurance nonvie continue

également de croître. Les commissions de crédit suivent la même tendance, soutenues par une activité toujours élevée, tout comme les commissions d'assurance emprunteur, en hausse de 1,0 M€.

➤ **Les Frais de Gestion**

	2024	Ecart	2025
<b>FRAIS DE GESTION</b>	<b>206,7</b>	<b>11,1</b>	<b>-217,8</b>
FRAIS DE PERSONNEL	129,7	2,1	-131,8
<b>AUTRES FRAIS DE GESTION (Hors amortissements)</b>	<b>66,9</b>	<b>7,9</b>	<b>-74,8</b>
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	62,7	7,7	-70,4
IMPOTS & TAXES	4,2	0,2	-4,4
<b>AMORTISSEMENTS</b>	<b>10,1</b>	<b>1,1</b>	<b>-11,2</b>

Les frais de gestion augmentent de 11,1 M€ à 217,8 M€ en 2025.

- Les frais de personnel augmentent de 2,1 M€ à 131,8 M€.

Une hausse qui s'explique principalement par des reprises de provision RH en 2024 ayant bonifié l'exercice précédent et les augmentations générales et individuelles.

- Les frais autres frais de gestion (hors amortissements) augmentent de 7,9 M€ à 74,8 M€.

La hausse des charges de fonctionnement s'explique par :

- Les coûts informatiques liés au plan d'orientation stratégique 2030, les développements privatifs locaux (succursale clientèle Premium sur Monaco) ;
- Les charges immobilières liées aux travaux de réaménagement des sites administratifs ;
- Les cotisations nationales.

Les dotations aux amortissements augmentent de 1,1 M€ à 11,2 M€.

➤ **Le coût du risque**

Le coût du risque s'établit à **24,4 M€ en 2025**, en légère hausse de 1,2 M€ liée principalement à la forte augmentation des pertes sur créances irrécouvrables, couvertes et non couvertes.

Cette évolution est toutefois atténuée par un net rebond des reprises de provisions (+18,1 M€), qui compensent en grande partie les dotations supplémentaires.

Globalement, la hausse du risque reflète une cristallisation de dossiers sensibles, dans un portefeuille dont le niveau de provisionnement reste maîtrisé.

➤ **Le Résultat Net**

Le résultat net consolidé s'établit à **112,7 M€** en 2025, en progression significative de +46,1 M€, soit +69,3 % par rapport à 2024. Cette forte amélioration reflète principalement la dynamique du PNB (+22 %), combinée à une maîtrise du coût du risque, dont la hausse demeure contenue au regard de la croissance de l'activité. Ainsi, l'exercice 2025 se distingue par un renforcement marqué de la rentabilité, ce qui renforce la solidité financière de la caisse d'épargne côte d'azur.

## **2.4.2. Analyse du bilan de l'entité**

Le total du bilan de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur s'élève à **23 723,4 M€ au 31 décembre 2025**, en légère progression par rapport à 2024. Les principales évolutions sont détaillées ci-après :

### ➤ **Actif**

- Créances sur les établissements de crédit : les encours reculent à 4 232,8 M€, en diminution de 230,4 M€ par rapport à 2024. Cette évolution provient essentiellement du repli des comptes à vue, partiellement compensé par la progression des prêts à terme.
- Opérations avec la clientèle : l'encours progresse à 13 721 M€, soit une hausse de +150,1 M€, portée par la dynamique des financements, notamment sur les crédits d'équipement.
- Obligations et autres titres à revenu fixe : l'encours augmente à 3 980,2 M€, en hausse de +168,9 M€, reflétant le renforcement du portefeuille obligataire à haute qualité, mobilisé au titre de la réserve de liquidité.
- Actions et titres à revenu variable : les encours restent globalement stables à 104,3 M€.
- Participations et autres titres détenus à long terme : les encours s'élèvent à 127,3 M€, en léger retrait par rapport à 2024.

### ➤ **Passif**

- Opérations avec la clientèle : les encours s'établissent à 12 863,2 M€, en baisse de -124,0 M€, du fait d'un recul des dépôts à vue, compensé en partie par la hausse des comptes à terme, toujours attractifs dans un contexte de taux élevés.
- Dettes envers les établissements de crédit : elles progressent à 8 002,1 M€, en hausse de +62,8 M€, principalement sous l'effet de l'augmentation des financements à terme nécessaires au soutien du développement de l'activité.
- Capitaux propres part du Groupe : ils s'élèvent à 1 766,6 M€, en hausse de +101,7 M€, une progression portée par la très bonne performance de l'exercice 2025, avec un résultat net de 112,7 M€.

## **2.5. Fonds propres et solvabilité**

### **2.5.1. Gestion des fonds propres**

#### **2.5.1.1. Définition du ratio de solvabilité**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la réglementation Bâle 3 est entrée en vigueur. Les ratios de solvabilité sont ainsi présentés selon cette réglementation pour les exercices 2024 et 2025.

Les définitions ci-après sont issues de la réglementation Bâle 3 dont les dispositions ont été reprises dans la directive européenne 2013/36/EU (CRDIV) et le règlement n°575/2013 (CRR) du Parlement européen et du Conseil, amendé par le règlement (UE) 2019/876 (le "CRR2"). Tous les établissements de crédit de l'Union Européenne sont soumis au respect des exigences prudentielles définies dans ces textes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Les établissements de crédit assujettis sont tenus de respecter en permanence :

- un ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (ratio CET1),
- un ratio de fonds propres de catégorie 1 (ratio T1), correspondant au CET1 complété des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1),
- un ratio de fonds propres globaux, correspondant au Tier 1 complété des fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

Auxquels viennent s'ajouter les coussins de capital soumis à discrétion nationale du régulateur. Ils comprennent :

- un coussin de conservation,
- un coussin contra cyclique,
- un coussin pour les établissements d'importance systémique,

A noter, les deux premiers coussins cités concernent tous les établissements sur base individuelle ou consolidée.

Les ratios sont égaux au rapport entre les fonds propres et la somme :

- du montant des expositions pondérées au titre du risque de crédit et de dilution ;
- des exigences en fonds propres au titre de la surveillance prudentielle des risques de marché et du risque opérationnel multipliées par 12,5.

Jusqu'au 31 décembre 2019, ces ratios ont fait l'objet d'un calcul transitoire, dans le but de gérer progressivement le passage de Bâle 2,5 à Bâle III.

Les établissements de crédit sont tenus de respecter les niveaux minimums de ratio suivants :

- Ratios de fonds propres avant coussins : depuis 2015, le ratio minimum de fonds propres de base de catégorie 1 (ratio CET1) est de 4,5 %. De même, le ratio minimum de fonds propres de catégorie 1 (ratio T1) est de 6 %. Enfin, le ratio minimum de fonds propres globaux (ratio global) est de 8 %.
- Coussins de fonds propres : leur mise en application fut progressive depuis 2016 pour être finalisée en 2019 :
  - Le coussin de conservation de fonds propres de base de catégorie 1 est désormais égal à 2,5 % du montant total des expositions au risque
  - Le coussin contra cyclique est égal à une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD) des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation de l'établissement. Le taux du coussin contra cyclique de la France, fixé par le Haut Conseil de stabilité financière, est de 1 % pour l'année 2025.
- Pour l'année 2025, les ratios minimums de fonds propres à respecter sont ainsi de 7,00 % pour le ratio CET1, 8,50 % pour le ratio Tier 1 et 11,5 % pour le ratio global l'établissement.

### **2.5.1.2. Responsabilité en matière de solvabilité**

En premier lieu, en tant qu'établissement de crédit, chaque entité est responsable de son niveau de solvabilité, qu'elle doit maintenir au-delà de la norme minimale réglementaire. Chaque établissement dispose à cette fin de différents leviers : émission de parts sociales, mises en réserves lors de l'affectation du résultat annuel, emprunts subordonnés, gestion des risques pondérés.

En second lieu, du fait de son affiliation à l'organe central du groupe, sa solvabilité est également garantie par BPCE SA (*cf. code monétaire et financier, art. L511-31*). Ainsi, le cas échéant, l'établissement peut bénéficier de la mise en œuvre du système de garantie et de solidarité propre au Groupe BPCE (*cf. code monétaire et financier, art. L512-107 al. 6*), lequel fédère les fonds propres de l'ensemble des établissements des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

### **2.5.2. La composition des fonds propres**

Les fonds propres globaux de l'établissement sont, selon leur définition réglementaire, ordonnancés en trois catégories : des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1), des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) et des fonds propres de catégorie 2 (T2) ; catégories desquelles sont déduites des participations dans d'autres

établissements bancaire (pour l'essentiel, sa participation au capital de BPCE SA). Au 31 décembre 2025, les fonds propres globaux de l'établissement s'établissent à 1 632 millions d'euros.

#### **2.5.2.1. Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)**

Les fonds propres de base de catégorie 1 « Common Equity Tier 1, CET1 » de l'établissement correspondent pour l'essentiel au capital social et aux primes d'émission associées, aux réserves et aux résultats non distribués. Ils tiennent compte des déductions liées notamment aux actifs incorporels, aux impôts différés dépendant de bénéfices futurs, aux filtres prudentiels, aux montants négatifs résultant d'un déficit de provisions par rapport aux pertes attendues et aux participations sur les institutions bancaires, financières et assurances éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire.

Au 31 décembre 2025, les fonds propres CET1 de l'établissement sont de 1 624 millions d'euros :

- Les capitaux propres de l'établissement s'élèvent à 2 104 millions d'euros au 31 décembre 2025 avec une progression de 142 millions d'euros sur l'année liée au résultat mis en réserve et à la collecte nette de parts sociales
- Les déductions s'élèvent à 480 millions d'euros au 31 décembre 2025. Notamment, l'établissement étant actionnaire de BPCE SA, le montant des titres détenus vient en déduction de ses fonds propres au motif qu'un même euro de fonds propres ne peut couvrir des risques dans deux établissements différents.

#### **2.5.2.2. Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)**

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 « Additional Tier 1, AT1 » sont composés des instruments subordonnés émis respectant les critères restrictifs d'éligibilité, les primes d'émission relatives aux éléments de l'AT1 et les déductions des participations sur les institutions bancaires, financières et assurance éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire.

Au 31 décembre 2025, l'établissement ne dispose pas de fonds propres AT1.

#### **2.5.2.3. Fonds propres de catégorie 2 (T2)**

Les fonds propres de catégorie 2 correspondent aux instruments de dette subordonnée d'une durée minimale de 5 ans. Au 31 décembre 2025, l'établissement dispose de 7,6 M€ de fonds propres Tier 2.

#### **2.5.2.4. Circulation des Fonds Propres**

Le cas échéant, l'établissement a la possibilité de solliciter BPCE SA pour renforcer ses fonds propres complémentaires (Tier 2), par la mise en place de prêts subordonnés, remboursables (PSR) ou à durée indéterminée (PSDI).

#### **2.5.2.5. Gestion du ratio de l'établissement**

Au 31 décembre 2025, le ratio de solvabilité s'établit à 23,14 % sur base consolidée en référentiel IFRS, contre 20,72 % au 31 décembre 2024.

### 2.5.2.6. Tableau de composition des fonds propres

<b><i>FONDS PROPRES PRUDENTIELS DU GROUPE CCAZ</i></b>		
<b>(en milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Capitaux propres part du groupe	2 104 142	1 961 772
Intérêts minoritaires	-	-
Déductions	- 119 986	- 130 424
CORE TIER ONE	1 984 156	1 831 348
Déductions	- 359 790	- 313 395
COMMON EQUITY TIER ONE	1 624 366	1 517 953
Additional tier 1 et tier 2 après déduction	7 595	7 261
<b>FONDS PROPRES PRUDENTIELS TOTAUX</b>	<b>1 631 961</b>	<b>1 525 214</b>

### 2.5.3. Exigences de fonds propres

#### 2.5.3.1. Définition des différents types de risques

Pour les besoins du calcul réglementaire de solvabilité, trois types de risques doivent être mesurés : les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels. Ces risques sont calculés respectivement à partir des encours de crédit, du portefeuille de négociation et du produit net bancaire de l'établissement.

En appliquant à ces données des méthodes de calcul réglementaires, on obtient des montants de risques dits « pondérés ». Les exigences en fonds propres sont égales à 8% du total de ces risques pondérés.

Au 31 décembre 2025, les risques pondérés de l'établissement étaient de 7 051 millions d'euros selon la réglementation Bâle 3 (soit 564 millions d'euros d'exigences de fonds propres).

A noter, la réglementation Bâle 3 a introduit un montant d'exigences en fonds propres supplémentaire :

- Au titre de la Crédit Value Adjustment (CVA) : la CVA est une correction comptable du Mark to Market des dérivés pour intégrer le coût du risque de contrepartie qui varie avec l'évolution de la qualité de crédit de la contrepartie (changement de spreads ou de ratings). La réglementation Bâle 3 prévoit une exigence supplémentaire de fonds propres destinée à couvrir le risque de volatilité de l'évaluation de crédit.
- Au titre des Chambres de Compensation Centralisées (CCP) : afin de réduire les risques systémiques, le régulateur souhaite généraliser l'utilisation des CCP sur le marché des dérivés de gré à gré tout en encadrant la gestion des risques de ces CCP avec des pondérations relativement peu élevées.
- Les établissements sont exposés aux CCP de deux manières :
  - Pondération de 2% pour les opérations qui passent par les CCP (pour les produits dérivés et IFT)
  - Pour les entités membres compensateurs de CCP, exigences en fonds propres pour couvrir l'exposition sur le fonds de défaillance de chaque CCP.
- Au titre des franchises relatives aux IDA correspondant aux bénéfices futurs liés à des différences temporelles et aux participations financières supérieures à 10%.

Le détail figure dans le tableau ci-après.



### 2.5.3.2. Tableau des exigences en fonds propres et risques pondérés

en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Exigences crédit	468 280	474 892
Exigences additionnelle	48 637	69 984
Exigences marché	-	-
Exigences Risque Opérationnel	47 170	43 977
<b>Exigences</b>	<b>564 087</b>	<b>588 854</b>

### 2.5.4. Ratio de levier

#### 2.5.4.1. Définition du ratio de levier

Le ratio de levier a pour objectif principal de servir de mesure de risque complémentaire aux exigences en fonds propres. L'article 429 du règlement CRR, précisant les modalités de calcul relatives au ratio de levier, a été modifié par le règlement délégué (UE) 2015/62 de la commission du 10 octobre 2014.

L'entrée en vigueur du Règlement sur les exigences en capital, appelé « CRR2 », fait du ratio de levier une exigence contraignante applicable depuis le 28 juin 2021. L'exigence minimale de ce ratio à respecter à tout moment est de 3 %.

Ce règlement autorise certaines exemptions dans le calcul des expositions, notamment concernant :

- L'épargne réglementée transférée à la Caisse des Dépôts et Consignation pour la totalité de l'encours centralisé
- Les opérations réalisées avec d'autres établissements du Groupe BPCE bénéficiant d'une pondération de 0% dans le calcul des risques pondérés.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et les expositions, qui correspondent aux éléments d'actifs et de hors bilan, après retraitements sur les instruments dérivés, les opérations de financement sur titres et les éléments déduits des fonds propres.

Au 31 décembre 2025, le ratio de levier sur la base des fonds propres de catégorie 1 tenant compte des dispositions transitoires est de 8,54%

Le détail figure dans le tableau ci-après :

#### 2.5.4.2. Tableau de composition du ratio de levier

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
<b>FONDS PROPRES TIER 1 CET 1</b>	<b>1 624 366</b>	<b>1 517 953</b>
<b>Total Bilan</b>	<b>26 534 404</b>	<b>26 471 960</b>
Retraitements prudentiels	- 151 431	- 145 539
<b>TOTAL BILAN PRUDENTIEL</b>	<b>26 382 973</b>	<b>26 326 421</b>
Ajustements au titre des expositions sur dérivés	32 668	- 12 820
Ajustements expositions exemptées conformément à l'article 429 du CRR	- 8 587 071	- 8 758 685
Hors bilan (engagements de financement et de garantie)	1 024 169	985 021
Autres ajustements	171 960	265 706
<b>TOTAL EXPOSITION LEVIER</b>	<b>19 024 699</b>	<b>18 805 643</b>

## **2.6. Organisation et activité du Contrôle Interne**

### **Trois niveaux de contrôle**

Conformément à la réglementation bancaire, aux saines pratiques de gestion et aux normes du Groupe BPCE, le dispositif de contrôle de l'établissement repose sur trois niveaux de contrôle : deux niveaux de contrôle permanent et un niveau de contrôle périodique.

Ce dispositif fonctionne en filières, intégrées à l'établissement. Ces filières sont principalement animées par trois directions de l'organe central :

- la direction des Risques,
- le Secrétariat Général, en charge de la Conformité et des Contrôles Permanents
- la direction de l'Inspection générale Groupe, en charge du contrôle périodique.

### **Un lien fonctionnel fort entre l'établissement et l'organe central**

Les fonctions de contrôle permanent et périodique localisées au sein de l'établissement (et de ses filiales) sont rattachées, dans le cadre de filières de contrôle intégrées par un lien fonctionnel fort, aux directions centrales de contrôle de BPCE correspondantes. Ce lien recouvre en particulier :

- un avis conforme sur les nominations et retraits des responsables des fonctions de contrôle permanent ou périodique dans l'établissement,
- des obligations de reporting, d'information et d'alerte,
- l'édiction de normes par l'organe central consignées dans des chartes,
- la définition ou l'approbation de plans de contrôle.

L'ensemble de ce dispositif a été approuvé par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009 et présenté au comité d'audit du 16 décembre 2009 et au conseil de surveillance de BPCE. La charte du Contrôle interne Groupe a été revue et validée le 30 juillet 2020 ; le corpus normatif est composé de trois chartes groupe couvrant l'ensemble des activités :

- la charte du contrôle interne Groupe : charte faîtière s'appuyant sur deux chartes spécifiques qui sont :
  - la charte de la filière d'audit interne,
  - et la charte de la seconde ligne de défense (revue en 2025).

### **Une organisation adaptée aux spécificités locales**

Au niveau de l'établissement, le Président du Directoire, définit la structure organisationnelle. Il répartit les responsabilités et les moyens de manière optimale pour assurer, conformément aux orientations définies par le conseil d'Orientations et de surveillance, la couverture des risques, leur évaluation et leur gestion.

La responsabilité du contrôle permanent de premier niveau incombe au premier chef aux Directions opérationnelles ou fonctionnelles ; les contrôles permanents de deuxième niveau et l'audit interne sont assurés par des Directions fonctionnelles centrales indépendantes dont les responsables au sens des articles 16 à 20 et 28 à 34 de l'arrêté A 2014-11-03 sur le contrôle interne, modifié le 25 février 2021, sont directement rattachés aux dirigeants effectifs au sens de l'article 10 du même arrêté.

Conformément à l'article 30 de cet arrêté, il est admis que le responsable du contrôle de la conformité puisse être rattaché au Directeur des Risques, dénommé alors Directeur Risques et Conformité. Ce principe a été retenu au sein de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

### **2.6.1. Présentation du dispositif de contrôle permanent**

#### **Contrôle permanent hiérarchique (1<sup>er</sup> niveau de contrôle)**

Le contrôle permanent dit hiérarchique (niveau 1), premier maillon du contrôle interne est assuré par les services opérationnels ou fonctionnels sous le contrôle de leur hiérarchie. Ces services sont responsables des risques qu'ils génèrent à travers les opérations qu'ils réalisent.

Ceux-ci sont notamment responsables :

- de la mise en œuvre des autocontrôles formalisés, tracés et reportables ;
- de la formalisation et de la vérification du respect des procédures de traitement des opérations, détaillant la responsabilité des acteurs et les types de contrôle effectués ;
- de la vérification de la conformité des opérations ;
- de la mise en œuvre des préconisations rédigées par les fonctions de contrôle de niveau 2 sur le dispositif de contrôles de niveau 1 ;
- de rendre compte et d'alerter les fonctions de contrôle de niveau 2.

En fonction des situations et activités et, le cas échéant, conjointement, ces contrôles de niveau 1 sont réalisés soit de préférence par une unité de contrôle ad hoc de type middle office ou entité de contrôle comptable, soit par les opérateurs eux-mêmes.

Les résultats des contrôles de niveau 1 font l'objet d'un reporting formalisé aux directions ou fonctions de contrôle permanent dédiées concernées. Des plans d'action sont définis et suivis dans leur avancement lorsque les résultats de contrôles sont insuffisants ou dégradés (en référence aux normes BPCE).

#### **Contrôle permanent par des entités dédiées (2<sup>ème</sup> niveau de contrôle)**

Les contrôles de second niveau sont du ressort de la seconde ligne de défense et sont assurés par des fonctions indépendantes des activités opérationnelles. Les contrôles de second niveau ne peuvent pas se substituer aux contrôles de premier niveau. Au sein de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, ils sont placés sous la responsabilité de la Direction des Risques, de la Conformité & Contrôle Permanent.

Les fonctions de contrôle permanent de second niveau sont notamment responsables :

- de la documentation du plan annuel de contrôles de l'entité et du pilotage de sa mise en œuvre ;
- de l'exhaustivité et de la mise à jour des référentiels de contrôles sur le périmètre dans le cadre des risques à piloter et des nécessités réglementaires ;
- de la réalisation des contrôles permanents du socle commun Groupe ou des contrôles spécifiques selon l'entité ;
- de la fiabilisation des contrôles de niveau 1 ;
- de l'existence, de l'analyse des résultats et du reporting notamment en lien avec les résultats des contrôles de premier niveau et des risques prioritaires de l'entité ;
- de la sollicitation du contrôle permanent de niveau 1 sur la mise en œuvre des préconisations ;
- du suivi de la mise en œuvre des plans d'actions correctifs notamment ceux définis au niveau du Groupe et ceux prioritaires par l'Établissement au niveau 2.

#### **Comité de coordination du contrôle interne**

Le Président du Directoire est chargé d'assurer la cohérence et l'efficacité du contrôle permanent. Le Comité de Coordination du Contrôle Interne se réunit périodiquement, a minima une fois par trimestre ainsi qu'une fois l'an aux fins de validation du Plan Annuel de Contrôle (PAC) sous la présidence du Président du Directoire.

Ce comité a vocation à traiter l'ensemble des questions relatives à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne de l'établissement, ainsi que les résultats issus des travaux de maîtrise des risques et de contrôle interne et des suites qui leur sont données.

Il a notamment pour objet :

- d'informer régulièrement l'exécutif sur l'évolution du dispositif de contrôle de l'établissement ;
- de mettre en évidence les zones de risques émergents ou récurrents, qu'elles aient pour origine l'évolution de l'activité, les mutations de l'environnement ou l'état des dispositifs de contrôle ;
- de remonter au niveau de l'exécutif les dysfonctionnements significatifs observés ;
- d'examiner les modalités de mise en œuvre des principales évolutions réglementaires, et leurs éventuelles implications sur le dispositif et les outils de contrôle ;
- de s'assurer de la bonne prise en compte des conclusions des travaux de contrôle, d'examiner les mesures correctrices décidées, de les prioriser et de suivre leur réalisation ;
- de décider des mesures à mettre en place afin de renforcer le niveau de sécurité de l'établissement et d'assurer, en tant que de besoin, la coordination des actions développées par les fonctions de contrôle permanent.

A la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, participent à ce comité :

- Le Président du Directoire, qui en assure la présidence.
- Le cas échéant, la suppléance est assurée par le Membre du Directoire en charge du Pôle Finances & Expertises (ou tout autre membre du Directoire si nécessaire).
- En tant que Membres :
  - Membre du Directoire Pôle Finances & Expertises
  - Membre du Directoire Pôle BDR
  - Membre du Directoire Pôle BDD
  - Membre du Directoire Pôle Ressources
  - Directeur de l'Audit Interne
  - Directeur des Risques, Conformité & Contrôle Permanent
- En tant que Participants :
  - Directeur des Prestations Clients
  - Directeur Comptable & fiscal
  - Directeur Contrôle de gestion & Gestion financière
  - Responsable Fonction de vérification de la conformité
  - Responsable Conformité & Contrôle permanent
  - Responsable de la Sécurité Financière
  - Responsable Risques de crédit
  - Responsable Risques financiers & opérationnels
  - Responsable SSI
  - Délégué à la Protection des Données
  - Responsable Suivi Contrôles Permanent des Risques
  - Compliance Officer de la Succursale de Monaco
  - Responsable du Contrôle financier
- Toute personne en charge de la mise en œuvre d'un plan d'actions ou action de remédiation amenée à en présenter l'avancement au Comité

## **2.6.2. Présentation du dispositif de contrôle périodique**

### **Organisation générale**

Dans le cadre des responsabilités définies par l'article 17 de l'arrêté A-2014-11-03 modifié le 25 février 2021 sur le contrôle interne, la troisième ligne de défense, l'Inspection générale Groupe ou la fonction Audit interne,

réalise le contrôle périodique de toutes les activités, en s'assurant de la qualité, l'efficacité, la cohérence et le bon fonctionnement du dispositif de contrôle permanent et de la maîtrise des risques. Son périmètre d'intervention couvre tous les risques et toutes les activités de l'établissement, y compris celles qui sont externalisées. L'audit interne s'étend également à ses filiales et aux entités consolidées prudemment.

Pour l'exercice de cette responsabilité, elle s'appuie sur les résultats des investigations de sa direction, ainsi que sur les travaux des autres corps de contrôle, tels que l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ou l'Inspection générale Groupe.

Conformément aux responsabilités qui incombent à l'organe central et en raison des règles de solidarité collective, l'Inspection générale Groupe est chargée de vérifier périodiquement le bon fonctionnement de tous les établissements du Groupe et fournit à leurs dirigeants une assurance raisonnable de leur solidité financière.

Il ne définit ni ne gère ces dispositifs. Il en évalue la qualité et contribue à son amélioration par les constats et les recommandations qu'il formule. Il rend compte de ses travaux aux dirigeants effectifs et à l'organe de surveillance de l'établissement. Au sein de notre établissement, le responsable de la fonction d'Audit interne en charge du troisième niveau de contrôle tel que défini à l'article 12 de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié est Monsieur Sébastien RIVET, Directeur de l'Audit Interne depuis le 1er mai 2023 ; le dirigeant effectif en charge de cohérence et de l'efficacité du contrôle périodique est Monsieur Claude VALADE, Président du Directoire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur depuis le 2 février 2021 et renouvelé en date du 20 décembre 2024.

### **Missions & objectifs**

Les objectifs prioritaires de la troisième ligne de défense sont d'évaluer et de rendre compte aux dirigeants effectifs et à l'organe de surveillance de l'établissement :

- de l'adéquation de son cadre de gouvernance ;
- du respect des lois, des règlements et des règles ;
- de l'adéquation et du respect des politiques et des procédures au regard de l'appétit aux risques ;
- de l'efficacité de l'organisation, notamment de celle des première et deuxième ligne de défense ;
- de la qualité de sa situation financière ;
- de la fiabilité ainsi que de l'intégrité des informations comptables et des informations de gestion ;
- de la cohérence, de l'adéquation et du bon fonctionnement des dispositifs d'évaluation et de maîtrise des risques ;
- de l'intégrité des processus garantissant la fiabilité de ses méthodes et techniques, ainsi que des hypothèses et des sources d'information utilisées pour ses modèles internes ;
- de la qualité et de l'utilisation des outils de détection et d'évaluation des risques et les mesures prises pour les atténuer ;
- de la sécurité des systèmes d'information et de leur adéquation au regard des exigences réglementaires
- du contrôle de ses prestations essentielles critiques ou importantes (PECI) ;
- du niveau des risques effectivement encourus ;
- de la qualité de son dispositif de continuité d'activité ;
- de la mise en œuvre effective des recommandations adressées.

### **Organisation de la filière Audit**

La direction de l'Inspection générale Groupe exerce ses responsabilités dans le cadre d'un fonctionnement en filière métier. Ses modalités de fonctionnement – à des fins de surveillance consolidée et d'utilisation optimale des moyens –, sont précisées dans une charte approuvée par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009 ; cette dernière a fait l'objet d'une actualisation validée le 12 décembre 2022.

La charte Filière Audit interne Groupe, unique au sein du Groupe, définit la finalité, les pouvoirs, les responsabilités et l'organisation générale de la filière Audit interne dans le dispositif global de contrôle interne et s'applique à toutes les entreprises du Groupe surveillées sur base consolidée ; elle énonce également les

principes et valeurs qui prévalent dans la filière tels que l'indépendance, l'intégrité, la déontologie, l'objectivité, la confidentialité, le professionnalisme mais également la prise en compte des enjeux environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance dans l'organisation de son activité ; cette charte est déclinée en normes thématiques (ressources d'audit, missions, recommandations, évaluation par les risques...).

Les directions d'Audit interne des Banques Populaires, des Caisses d'Épargne et de certaines filiales directes de BPCE SA sont rattachées à l'Inspection générale Groupe par un lien fonctionnel fort et, de manière hiérarchique, à l'exécutif de leur entité. Des filiales et activités ont choisi d'externaliser leur fonction d'audit interne directement à l'Inspection générale Groupe qui définit les plans d'audit annuels, les programmes de travail, détermine et évalue les moyens affectés.

Au sein de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, l'Audit interne est rattaché directement au Président du Directoire et exerce ses missions de manière indépendante des directions opérationnelles et de contrôle permanent.

### **Gouvernance & reporting**

Afin de pouvoir exercer sa mission et contribuer efficacement à la promotion d'une culture du contrôle, l'Inspecteur général Groupe participe, sans voix délibérative, aux comités clefs de l'organe central relatifs à la maîtrise des risques. L'Inspecteur général est membre du Comité de coordination du contrôle interne Groupe et est invité permanent du Comité des risques du conseil de surveillance et du Comité d'audit de BPCE, du Comité des risques et du Comité d'audit des principales filiales du groupe (Natixis, entités du pôle SEF, Banque Palatine, Oney, Crédit Foncier de France, BPCE International).

La troisième ligne de défense rend compte des conclusions de ses travaux aux dirigeants exécutifs des entreprises auditées et à leurs organes de surveillance. L'Inspection générale Groupe rend aussi compte au Président du Directoire, au Comité des risques du conseil d'orientation et de surveillance et au Conseil de surveillance de BPCE. Elle fournit à ces derniers un reporting sur la mise en œuvre de ses recommandations majeures, de celles de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ainsi que de celles du Mécanisme de surveillance unique (MSU). Elle veille à l'exécution dans des délais raisonnables des mesures correctrices décidées dans le cadre du dispositif de contrôle interne conformément à l'article 26 de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié sur le contrôle interne et peut saisir le Comité des risques du Conseil de surveillance en l'absence d'exécution de ces mesures.

Au niveau de l'Etablissement, un fonctionnement équivalent a été déployé, le Directeur de l'Audit interne participant, sans voix délibérative, à différents comités relatifs à la maîtrise des risques et est membre du Comité de Coordination du Contrôle Interne et invité permanent du Comité des Risques et du Comité d'Audit du Conseil d'Orientation & de Surveillance. L'Audit interne rend compte aux dirigeants exécutifs de l'Etablissement ainsi qu'au Comité des Risques du Conseil d'Orientation & de Surveillance des conclusions de ses travaux et du suivi de ses activités

### **Travaux**

Les programmes pluriannuel et annuel de la direction de l'Audit interne sont arrêtés en accord avec l'Inspection générale Groupe ; celle-ci est tenue régulièrement informée de leur réalisation ou de toute modification de périmètre et du risk assessment afférent. L'Inspection générale Groupe s'assure que la direction de l'Audit interne des entreprises dispose des moyens nécessaires à l'exercice de sa mission et la bonne couverture du plan pluriannuel d'audit. L'Inspection générale Groupe s'assure de la diversité des compétences, de la bonne réalisation des parcours de formation et de l'équilibre entre les auditeurs senior et junior au sein des équipes d'Audit interne des établissements. Enfin, l'Inspection générale Groupe émet un avis formalisé dans un courrier et éventuellement des réserves, sur le plan pluriannuel d'audit, la qualité des travaux et rapports d'audit qui lui ont été communiqués, sur les moyens alloués tant en nombre que sur les compétences, sur la communication faite aux instances dirigeantes ainsi que sur le suivi des recommandations de l'Audit interne. Le courrier de

L'Inspecteur générale Groupe est adressé au Président du Directoire de l'établissement avec copie au Président de l'organe de surveillance et doit être communiqué au Comité des risques et Conseil de surveillance.

À l'issue de ses investigations, la mission d'audit émet un pré-rapport qui contient notamment ses recommandations et auquel l'unité auditée doit répondre. Chaque recommandation est hiérarchisée en fonction de son importance. Le rapport définitif intègre la réponse des audités à chaque recommandation ; celle-ci inclut des plans d'action et des engagements sur des dates de mise en œuvre. Ce rapport est transmis, outre les responsables de l'unité auditée, aux dirigeants de l'établissement.

Le management opérationnel est responsable de la mise en œuvre des recommandations. Il met en place des plans d'action adaptés et informe de leur taux d'avancement au fil de l'eau et au moins trimestriellement/semestriellement à l'Audit interne. Celui-ci en assure un reporting régulier au Comité de coordination du contrôle interne et au Comité des risques.

L'Audit interne, en vertu de son devoir d'alerte, saisit le dirigeant, le Comité des risques et le Conseil de surveillance en cas de non mise en place des actions correctrices dans les délais prévus.

### **2.6.3. Gouvernance**

La gouvernance du dispositif de contrôle interne repose sur :

- Le **Directoire** qui définit et met en œuvre les organisations et moyens permettant d'assurer de manière exhaustive, optimale et saine la correcte évaluation et gestion des risques, et de disposer d'un pilotage adapté à la situation financière, à la stratégie et à l'appétit au risque de l'établissement et du Groupe BPCE. Il est responsable de la maîtrise au quotidien des risques et en répond devant l'organe de surveillance. Il définit la tolérance aux risques au travers d'objectifs généraux en matière de surveillance et gestion des risques, dont la pertinence est régulièrement évaluée ; il assure un suivi régulier de la mise en œuvre des politiques et stratégies définies. Il informe régulièrement le Comité des risques et le Conseil d'orientation et de surveillance des éléments essentiels et principaux enseignements tirés de l'analyse et du suivi des risques associés à l'activité et aux résultats de l'établissement.
- Le **Conseil d'Orientation et de Surveillance** qui approuve le dispositif dédié à l'appétit aux risques proposé par le Comité exécutif. Il veille à la maîtrise des principaux risques encourus, approuve les limites globales (plafonds), arrête les principes de la politique de rémunération et évalue le dispositif de contrôle interne. A cette fin le conseil prend appui sur les comités suivants :
- Le **Comité des risques** qui assiste l'organe de surveillance et, dans ce cadre, veille à la qualité de l'information délivrée et, plus généralement, assure les missions prévues par l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne, modifié le 25 février 2021. Son rôle est ainsi de :
  - examiner l'exposition globale des activités aux risques et donner un avis sur les limites de risques présentées au Conseil de surveillance,
  - assurer l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques,
  - porter une appréciation sur la qualité du contrôle interne, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques, et proposer, si nécessaire, des actions complémentaires à ce titre,
  - examiner les rapports prévus par les articles 258 à 265 de l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne, modifié le 25 février 2021,
  - veiller au suivi des conclusions des missions de l'Audit interne, de l'Inspection Générale Groupe et des régulateurs, et examiner le programme annuel de l'audit.
- En application des dispositions de l'article L.823-19 du Code de commerce, l'organe de surveillance est également doté d'un **Comité d'audit** pour assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières. Son rôle est ainsi de :
  - vérifier la clarté des informations fournies et porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes individuels et consolidés,

- émettre un avis sur le choix ou le renouvellement des commissaires aux comptes de l'établissement et examiner leur programme d'intervention, les résultats de leurs vérifications et leurs recommandations ainsi que toutes les suites données à ces dernières.
- Le **Comité des rémunérations** assiste par ailleurs l'organe de surveillance dans la définition des principes de la politique de rémunération au sein de l'établissement dans le respect des dispositions du chapitre VIII du titre IV de l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne, modifié le 25 février 2021. A ce titre, en application de l'article 266 de ce même arrêté, il procède notamment chaque année à un examen :
  - des principes de la politique de rémunération de l'entreprise,
  - des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de l'entreprise,
  - de la politique de rémunération de la population régulée.
- Enfin, l'organe de surveillance a également créé un **Comité des nominations** chargé, en application des dispositions des articles L.511-98 à 101 du Code monétaire et financier, de s'assurer des bonnes conditions de direction et de surveillance de l'établissement. Dans ce cadre, son rôle est notamment de :
  - s'assurer de l'adéquation des personnes nommées au sein de l'organe de surveillance,
  - et d'examiner la politique de recrutement des dirigeants effectifs et des responsables en charge du contrôle et de la gestion des risques.

## **2.7. Gestion des risques**

### **2.7.1. Présentation de la politique et de la stratégie en matière de risques**

#### **Gouvernance de la gestion des risques**

La fonction de gestion des risques et celle de certification de la conformité assurent, entre autres missions, le contrôle permanent des risques et de la conformité.

Les Directions des Risques et / ou de la Conformité veillent à l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques. Elles assurent l'évaluation et la prévention des risques, l'élaboration de la politique risque intégrée aux politiques de gestion des activités opérationnelles et la surveillance permanente des risques.

Au sein de l'organe central BPCE, la Direction des Risques (Direction des Risques Groupe - DRG) et le Secrétariat Général (Secrétariat Général Groupe – SGG) en charge de la conformité, de la sécurité et des contrôles permanents assurent la cohérence, l'homogénéité, l'efficacité, et l'exhaustivité de la mesure, de la surveillance et de la maîtrise des risques. Ces Directions sont en charge du pilotage consolidé des risques du Groupe.

Les missions de ces dernières sont conduites de manière indépendante des directions opérationnelles. Ses modalités de fonctionnement, notamment en filières, sont précisées entre autres dans la Charte de la 2<sup>ème</sup> ligne de défense mise à jour en mars 2025, en lien avec l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, dédié au contrôle interne.

La Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents de notre établissement lui est rattachée par un lien fonctionnel fort.



**Gouvernance des risques dans les établissements du Groupe**

La Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents (DRCCP) de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, est rattachée hiérarchiquement au Président du Directoire et fonctionnellement à la Direction des Risques Groupe, et du Secrétariat Général Groupe en charge de la conformité et de la coordination des contrôles permanents.

La Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents (DRCCP) couvre l'ensemble des risques : risques de crédit, risques financiers, risques opérationnels, risques climatiques, risques des participations non bancaires (asset management, assurance, logement social) risques de non-conformité ainsi que des activités transverses de pilotage et de contrôle permanent des risques. Elle assure conformément à l'article 75 de l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, relatif au contrôle interne, la mesure, la surveillance et la maîtrise des risques.

Pour assurer son indépendance, les fonctions risques et conformité, distinctes des autres filières de contrôle interne, sont des fonctions indépendantes de toutes les fonctions effectuant des opérations commerciales, financières ou comptables.

Dans le cadre de la fonction de gestion des risques, les principes définis dans la Charte de la 2<sup>ème</sup> ligne de défense sont tous déclinés au sein de l'établissement. Ainsi de manière indépendante, la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents contrôle la bonne application des normes et des méthodes de mesure des risques, notamment les dispositifs de limites et les schémas délégataires. Elle s'assure que les principes de la politique des risques sont respectés dans le cadre de ses contrôles permanents de deuxième niveau.

Les Dirigeants Effectifs veillent à ce que les systèmes de gestion des risques mis en place soient appropriés au profil de risque et à la stratégie commerciale de l'établissement, conformément à la réglementation concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (directives européennes CRR2 et CRD4).

**Périmètre couvert par la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents (filiales consolidées...)**

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur n'a pas de filiale bancaire, d'assurance ou de services d'investissement. Elle dispose d'une succursale implantée en Principauté de Monaco qui est intégrée à son dispositif de gestion des risques.

**Principales attributions de la fonction de gestion des risques et de la fonction de certification de la conformité de notre établissement**

La **Direction des Risques, de la Conformité et du Contrôle Permanent de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur** :

- est force de proposition de la politique des risques de l'établissement, dans le respect des politiques des risques du Groupe (limites, plafonds...) ;
- identifie les risques, en établissant la macro-cartographie en lien avec le référentiel interne des risques du Groupe et en liste les risques prioritaires et pilote le process annuel de révision du dispositif d'appétit au risque ainsi que le plan annuel de contrôle en lien avec la Direction du Risque Groupe et le Secrétariat Général du Groupe ;
- contribue à l'élaboration des dispositifs de maîtrise des risques, des politiques de gestion des activités opérationnelles (limites quantitatives, schéma délégataire, analyse a priori des nouveaux produits ou des nouvelles activités) ;
- valide et assure le contrôle de second niveau du périmètre (normes de valorisation des opérations, provisionnement, dispositifs de maîtrise des risques) ;
- contribue à la définition des normes de contrôle permanent de premier niveau des risques et de la conformité et veille à leur bonne application (la définition des normes et méthodes Groupe étant une

- mission de l'organe central) ;
- assure la surveillance de tous les risques, y compris de non-conformité, notamment la fiabilité du système de détection des dépassements de limites et le suivi et contrôle de leur résolution ;
  - évalue et contrôle le niveau des risques (stress scenarii...) ;
  - élabore les reportings risques à destination des instances dirigeantes (les Dirigeants Effectifs et l'Organe de Surveillance), contribue aux rapports légaux ou réglementaires et alerte les Dirigeants Effectifs et l'Organe de Surveillance en cas d'incident significatif (art. 98 de l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, relatif au contrôle interne) ;
  - contribue à la diffusion de la culture du risque et de la conformité au sein de l'établissement ;
  - définit les activités et travaux spécifiques au titre de la LoD 2 (risques, conformité, sécurité informatique, contrôle financier).

### **Organisation et moyens dédiés**

La **Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents** comprend 35,5 collaborateurs répartis en 4 pôles animés par un manager dédié :

- risques de crédit ;
- risques transverses et contrôles permanents ;
- risques de non-conformité regroupés au sein de la fonction de vérification de la conformité qui comporte :
  - l'unité Conformité
  - l'unité Sécurité financière
  - la fraude interne
- risques Cyber IT regroupant le Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Informations, le Data Protection Officer et le Responsable de Plan d'Urgence et de Poursuite d'Activité

Les décisions structurantes en matière de risque et de conformité sont prises par le comité exécutif des risques en charge de la gestion de l'ensemble des risques suivant l'organisation de l'établissement.

Cette gouvernance est responsable de la définition des grandes orientations risques de l'établissement (limites, politiques de risques, chartes délégataires...). Il examine régulièrement les principaux risques de crédit, opérationnels et financiers de notre établissement.

### **Les évolutions intervenues en 2025**

Il n'y a pas eu d'évolutions significatives survenues au cours de l'exercice 2025 en matière de surveillance et de mesure des risques et de conformité.

## **2.7.1.1. Les mécanismes financiers internes du Groupe BPCE**

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du Groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du Groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du Groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du Groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

Le Groupe BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

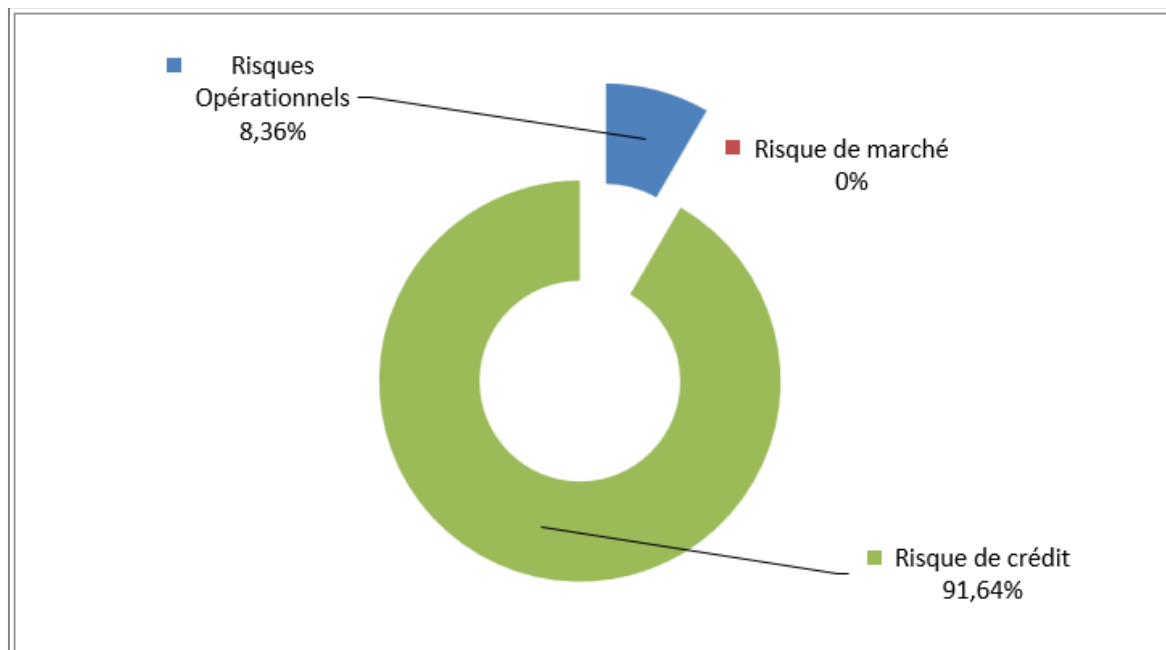
Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central. La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Épargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

### 2.7.1.2. Synthèse des risques au cours de l'exercice écoulé

Le profil global de risque de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur correspond à celui d'une banque de détail. Les risques sont concentrés essentiellement sur l'activité de crédit, afin de soutenir et de financer l'économie.

La répartition des risques pondérés de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur au 31/12/2025 est la suivante (source COREP).



### 2.7.1.3. Présentation de la stratégie et de la politique en matière de risques

#### 2.7.1.3.1. Typologie des risques

Macro-familles de risques	Définitions
<b>Risques de crédit et de contrepartie</b>	
• Risque de crédit	Risque de pertes résultant de l'incapacité des clients, d'émetteurs ou d'autres contreparties à faire face à leurs engagements financiers. Il inclut le risque de contrepartie afférant aux activités de titrisation. Il peut être aggravé par le risque de concentration.
• Risque de titrisation	Opérations pour lesquelles le risque de crédit inhérent à un ensemble d'expositions est logé dans une structure dédiée (en général un fonds commun de créances ou « conduit ») puis divisé en tranches en vue le plus souvent de leur acquisition par des investisseurs.
<b>Risques financiers</b>	
• Risque de marché	Risque de perte de valeur d'instruments financiers résultants des variations de paramètres de marché, de la volatilité de ces paramètres et des corrélations entre ces paramètres. Les paramètres concernés sont notamment les taux de change, les taux d'intérêt ainsi que les prix des titres (actions, obligations) et des matières premières, des dérivés et de tout autre actif tels que les actifs immobiliers.
• Risque de liquidité	Risque que le Groupe ne puisse faire face à ses besoins de trésorerie ou à ses besoins de collatéral au moment où ils sont dus et à un coût raisonnable.
• Risque structurel de taux d'intérêt	Risques de pertes de marge d'intérêt ou de valeur de la position structurelle à taux fixe en cas de variation sur les taux d'intérêt. Les risques structurels de taux d'intérêt sont liés aux activités commerciales et aux opérations de gestion propre.
• Risque de spread de crédit	Risque lié à la dégradation de la qualité de la signature d'un émetteur particulier ou d'une catégorie particulière d'émetteurs.
• Risque de change	Risque de pertes de marge d'intérêt ou de valeur de la position structurelle à taux fixe en cas de variation sur le taux d'intérêt de change. Les risques structurels de taux et de change sont liés aux activités commerciales et aux opérations de gestion propre.
<b>Risques non-financiers</b>	
• Risque de non-conformité	Risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, nationales ou européennes directement applicables, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions des dirigeants effectifs prises notamment en application des orientations de l'organe de surveillance.
• Risque opérationnel	Risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs, y compris le risque juridique. Le risque opérationnel inclut notamment les risques liés à des événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort impact, les risques de fraude interne et externe définis par la réglementation, et les risques liés au modèle.

Macro-familles de risques	Définitions
• Risque de souscription d'assurance	Risque, au-delà de la gestion des risques actifs/passifs (risques de taux, de valorisation, de contrepartie et de change, de tarification des primes du risque de mortalité et des risques structurels liés aux activités d'assurance vie et dommage y compris les pandémies, les accidents et les catastrophes (séismes, ouragans, catastrophes industrielles, actes de terrorismes et conflits militaires).
• Risque de modèle	Risque de modèle est défini comme le risque de conséquences défavorables – perte financière et/ou éventuelle atteinte à la réputation du Groupe – résultant de décisions basées sur des modèles dues à des erreurs dans la conception, la mise en œuvre ou l'utilisation de ces modèles.
• Risque juridique	Risque juridique défini dans la réglementation française comme le risque de tout litige avec une contrepartie, résultant de toute imprécision, lacune ou insuffisance susceptible d'être imputable à l'entreprise au titre de ses opérations.
• Risque de réputation	Risque de réputation est défini comme le risque d'atteinte à la confiance que portent à l'entreprise, ses clients, ses contreparties, ses fournisseurs, ses collaborateurs, ses actionnaires ou tout autre tiers dont la confiance, à quelque titre que ce soit, est une condition nécessaire à la poursuite normale de l'activité.
<b>Risques stratégiques d'activité et d'écosystème</b>	
• Risque de solvabilité	Risque d'incapacité de la société à faire face à ses engagements à long terme et/ou à assurer la continuité des activités ordinaires dans le futur.
• Risque ESG	Risques environnementaux, sociaux et de gouvernance : risques directs et indirects (i.e. via les actifs / passifs détenus) découlant des événements de risques physiques extrêmes ou chroniques liés au climat et à l'environnement (perte de biodiversité, pollution, etc.), de risques liés à la transition vers une économie bas-carbone et à moindre impact environnemental (évolutions réglementaires, technologiques, ou liées au comportement des parties prenantes), de risques liés aux enjeux sociaux (droits, bien-être, intérêts des personnes et des parties prenantes) ou aux enjeux de gouvernance des entreprises (éthique et culture, relations fournisseurs, conduite des affaires). Ces risques s'expriment au travers des principales familles de risque auxquelles le Groupe BPCE est exposé.

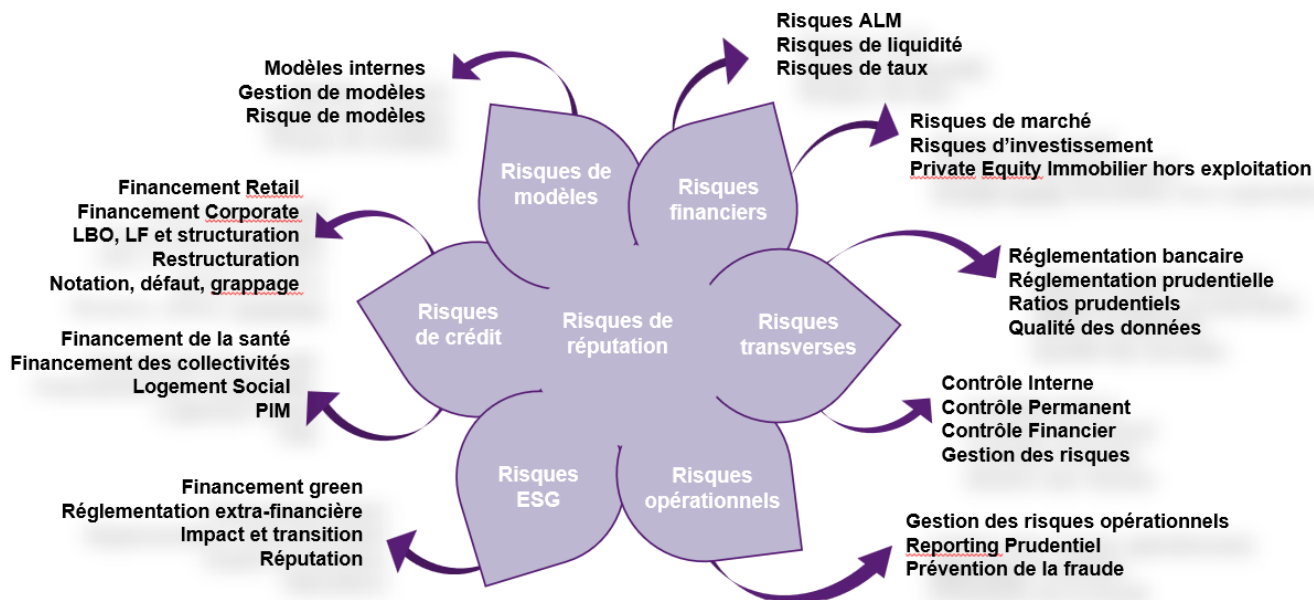
### 2.7.1.3.2. Culture risques

La gestion rigoureuse des risques est inscrite dans les principes de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, qui a toujours placé au premier rang de ses priorités une culture de maîtrise et de contrôles des risques. Afin d'accompagner le développement de ses activités, dans le cadre de son appétit au risque, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur s'attache à promouvoir et renforcer la culture du risque et de la conformité à tous les niveaux.

#### Le dispositif de formation de la filière risques

Tout d'abord, la formation et l'acculturation au risque constituent un des enjeux majeurs du développement de la culture risques. Tous les collaborateurs et managers sont concernés, quel que soit leur niveau, y compris les administrateurs. C'est pourquoi, la Direction des Risques Groupe a développé la Risk Academy, qui propose des modules de formations visant à accompagner le développement et le perfectionnement des compétences des

collaborateurs de la filière Risques sur leurs différents métiers, ceci en complément des formations réglementaires obligatoires : contrôles permanents et risques transverses, risques de crédit, risques financiers (ALM, de marché), risques opérationnels, risques de modèles, risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), risque de réputation.



La **Risk Academy** met à disposition un ensemble de certifications (contrôle interne et contrôle permanent à Paris Dauphine) et formations dont les nouveautés 2025 sont les suivantes :

- Plusieurs formations ont été livrées concernant les risques ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) :
  - Module E-learning sur les Fondamentaux des Risques ESG : comprendre ce que sont les risques ESG, le lien entre les risques ESG et les risques traditionnels bancaires et connaître le contexte réglementaire et le dispositif de maîtrise des risques mis en place par BPCE pour encadrer les risques ESG.
  - Module E-learning sur les Fondamentaux de l'Impact : sensibiliser et mobiliser les collaborateurs aux enjeux ESG et comprendre les principaux cadres et concepts de références clés, montrer comment chaque métier et chaque entreprise du Groupe est un acteur de la transition.
  - Classe virtuelle MÉTAMORPH'OSE sur l'analyse des enjeux ESG dans l'octroi de crédit Corporate pour les risques et engagements.
  - Le catalogue du Campus Impact a également été mis à disposition.
- Module E-learning Risque de réputation : identifier, définir, qualifier et gérer le risque de réputation et ses enjeux
- Formation Valorisation immobilière : pilote mis en place en juin co-réalisé avec BPCE LEASE
- Modules de formation à PASS'ALM mis à disposition par le GAP Groupe.
- Tutoriel sur l'appétit au risque pour découvrir les fondamentaux de l'appétit au risque à travers une analyse détaillée des risques et de la gouvernance associée et comprendre l'articulation avec le RAF Groupe.
- A noter : le contenu du Certificat Contrôle interne et risques banque assurance de Paris Dauphine a été revu.

Nous sommes particulièrement vigilants à la formation des nouveaux entrants au sein de la DRCCP, en lien avec les métiers des collaborateurs, et notamment sur les certifications (sécurité financière, contrôle permanent, compliance Monaco).

Plus largement, les collaborateurs de la DRCCP ont été formés à la lutte contre la cybermalveillance, à la conduite et éthique, à la lutte contre le blanchiment.

### **Le kiosk**

Le Kiosk est une base documentaire qui constitue le référentiel des filières Risques, Conformité, Contrôles permanent, Contrôle financier et Sécurité du Groupe BPCE et qui centralise la documentation normative et réglementaire. Le Kiosk contribue également à la culture risques.

De nouveaux sites métier ont été créés comme la Conduite et Ethique, Risques Participation Non Bancaire, les Contrôles Permanents Risques, la Veille réglementaire, la Formation, les dossiers du Comité Nouveaux Produits Nouvelles Activités Groupe, les risques ESG, la présentation de la DRG.

De nouveaux sharepoints ont été mis à disposition : Biblirisk pour la mise à disposition de la documentation Cyber risques et celui de la mission OSI CRE.

### **La mesure du niveau de culture risques**

- **L'Eval' CultuRisques** vise à évaluer le niveau de culture Risques des établissements du Groupe BPCE via un questionnaire s'appuyant sur les normes Groupe en lien avec les exigences réglementaires et les meilleures pratiques en termes de culture des risques, notamment décrites par l'EBA dans son texte internal governance.
- La réponse aux 100 questions via 8 thèmes permet un self-assessment et la mise en place de plans d'action.

Au cours de l'année, les membres du Conseil d'Orientation et de surveillance ont été formés sur les sujets suivants :

- 02/01/2025 : Site administrateurs – Mise en ligne d'une capsule e-learning sur DORA (25mn)
- 30/01/2025 : Plénière des membres de comité d'audit et des risques :
  - Cartographie des risques et appétit aux risques (1h)
  - Les impacts de Bâle IV (1h15)
  - La compréhension des états financiers des Caisses d'épargne en IFRS (2h30)
- 08/04/2025 et 07/10/2025 : Formation réglementaire des membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance : la gestion des risques et le contrôle interne
- 15/05/2025 : Formation CECAZ Risques cyber et DORA
- 01/10/2025 : Site administrateurs – Mise en ligne d'une nouvelle série e-learning sur les risques climatiques (1h)
- 01/10/2025 : Formation continue des membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance
  - Les risques IT et cyber (2h15)
  - International : le contexte géopolitique
- 29/10/2025 : Formation CECAZ Risques climatiques

En 2025, la Direction des risques, de la conformité et des contrôles permanents de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur et la Direction Juridique ont conjointement animé une formation d'une demi-journée à destination du Conseil d'Orientation et de Surveillance intitulée «Les risques climatiques – greenwashing et responsabilité des dirigeants »

## 2.7.1.4. Dispositif du Groupe pour la gestion des risques

### 2.7.1.4.1. Profil de risque

L'appétit pour le risque du Groupe BPCE est défini par le niveau de risques que le Groupe accepte, dans un contexte donné, pour dégager un résultat récurrent et résilient en offrant le meilleur service à ses clients et en préservant sa solvabilité, sa liquidité et sa réputation.

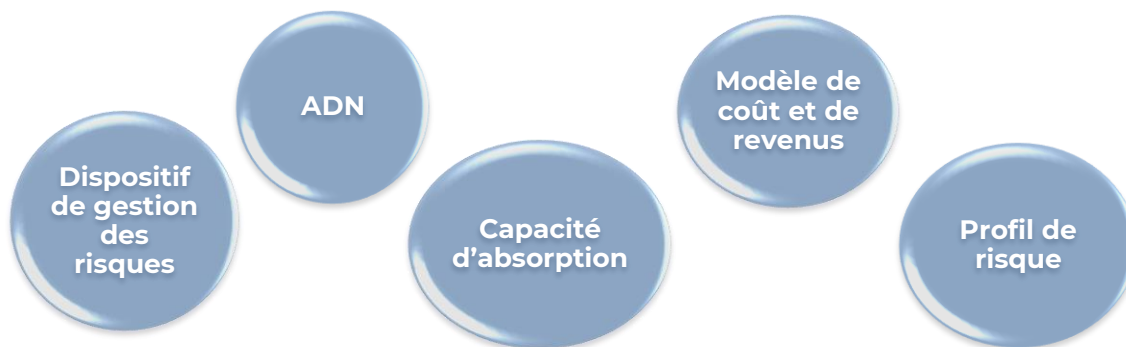
Le dispositif s'articule autour :

- de la définition du profil de risque du Groupe (ou Risk Appetit Statement) qui assure la cohérence entre l'ADN du Groupe, son modèle de coût et de revenus, son profil de risque et sa capacité d'absorption des pertes ainsi que son dispositif de gestion des risques ;
- d'indicateurs couvrant l'ensemble des risques majeurs auxquels le Groupe est exposé et complété de limites ou seuils déclenchant des actions et une gouvernance spécifique en cas de dépassement ;
- d'une gouvernance intégrée aux instances de gouvernance du Groupe pour sa constitution et revue ainsi qu'en cas de survenance d'un incident majeur ; ainsi qu'une déclinaison de l'ensemble des principes à chaque établissement concerné du Groupe ;
- d'une pleine insertion opérationnelle avec les dispositifs transverses de planification financière et commerciale en lien avec le plan stratégique.

Le dispositif d'appétit pour le risque du Groupe est à décliner par les affiliés maisons mères et les filiales significatives de BPCE en lien avec la liste des entités matérielles retenues et en approche consolidée (tête de groupe).

La Direction des Risques Groupe met à jour annuellement la liste des établissements devant mettre en place un dispositif d'appétit au risque avec un suivi trimestriel. Le présent document constitue la revue annuelle pour 2026 de l'appétit au risque des Etablissements / maisons mères et filiales principales du Groupe BPCE.

L'appétit au risque se définit selon 5 critères propres au Groupe BPCE :



*Ces critères sont déclinés au niveau de chaque Etablissement du Groupe affilié maison mère, et au sein de chaque filiale principale de BPCE SA.*

#### **ADN respectif du Groupe et de l'Etablissement**

Groupe coopératif décentralisé et solidaire, le Groupe BPCE organise son activité autour d'un capital logé majoritairement au niveau local, dans ses entités régionales, et d'un refinancement de marché centralisé. De par sa nature mutualiste, le Groupe a pour objectif d'apporter le meilleur service à ses clients, tout en dégagant un résultat pérenne.



Le Groupe BPCE :

- est constitué d'entités légalement indépendantes, banques de plein exercice, ancrées au niveau local, détenant la propriété du Groupe et de ses filiales. Au-delà de la gestion normale, en cas de crise, des mécanismes de solidarité entre les entités et le Groupe assurent la circulation du capital et permettent d'éviter le défaut d'une entité ou de l'organe central ;
- est un groupe coopératif dans lequel les sociétaires, également clients cœurs de la banque, peuvent être amenés à des pertes à hauteur des parts sociales souscrites ;
- dispose d'un refinancement de marché centralisé, permettant ainsi son allocation aux entités à raison de leurs besoins liés à leur activité commerciale. La préservation de l'image du Groupe auprès des investisseurs et de leur confiance est donc cruciale ;
- Est doté d'un organe central qui doit piloter, surveiller et contrôler les risques issus des métiers, des périmètres et des géographies.

De par notre nature mutualiste, nous avons pour objectif d'apporter le meilleur service à nos clients, dans la durée, tout en dégagant un résultat pérenne. Ainsi :

- La **Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Côte d'Azur**, se considère engagée auprès de ses sociétaires et des investisseurs du Groupe à dégager un résultat récurrent et résilient en offrant le meilleur service à ses clients ;
- Le Groupe se considère engagé à préserver en lien étroit avec la **Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Côte d'Azur**, la solvabilité, la liquidité et la réputation de chacun des établissements du Groupe dans son ensemble, mission dont l'Organe Central est en charge à travers un pilotage des risques consolidés, des politiques des risques et des outils communs.
- La **Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Côte d'Azur**, est maison mère du Groupe BPCE et intervient sur les départements du Var, des Alpes Maritimes et de Monaco. Elle est indépendante et effectue son activité de banque de plein exercice. Au-delà de la gestion normale, en cas de crise, des mécanismes de solidarité entre les établissements du réseau Caisse d'Epargne et entre réseaux et entités du Groupe assurent la circulation du capital et permettent d'éviter le défaut d'une entité ou de l'Organe Central.
- La **Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Côte d'Azur**, est un établissement coopératif dans lequel les sociétaires (**171 850 au 31/12/2025**), également clients cœurs de la banque, sont les détenteurs de parts sociales. Notre responsabilité et notre succès dépendent donc de notre capacité structurelle à maintenir une réputation de **Caisse** responsable auprès de nos clients et sociétaires.
- La **Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Côte d'Azur** est un établissement bancaire universel c'est-à-dire effectuant des opérations de banque classiques et proposant des produits et services bancaires et d'assurance dédiés à des clientèles essentiellement de détail et PME locales. À ce titre la **Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Côte d'Azur**, déploie l'ensemble du dispositif lié à la protection de la clientèle ou aux lois, règlements, arrêtés et bonnes pratiques qui s'appliquent aux banques françaises.
- Le refinancement de marché de la **Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Côte d'Azur**, est effectué de manière centralisée au niveau du Groupe, permettant ainsi une allocation à notre établissement à hauteur de son besoin lié à notre activité commerciale et à notre développement. La préservation de l'image du Groupe auprès des investisseurs et de leur confiance est donc cruciale, le Groupe étant parmi les plus gros émetteurs de dette au niveau européen et international. De ce fait, la qualité de la signature et de la réputation de BPCE, la relation avec les investisseurs du Groupe et leur perception de notre profil de risque ainsi que notre notation sont des priorités.

**L'ADN de l'établissement :**

- L'ADN de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur est celui d'une banque-assureur Coopérative, 100 % régionale, pionnière sur les transitions de la société, qui appartient à ses clients-sociétaires
- Elle exerce les activités d'assurance, de collecte et gestion de l'épargne, de versement des crédits, d'équipement en moyens de paiement, de gestion de patrimoine et de projets immobiliers et soutient les filières porteuses des départements du Var et des Alpes-Maritimes et de la Principauté de Monaco, grâce à ses centres d'affaires dédiées au nautisme, à l'immobilier d'exception, à la viticulture, au tourisme et à l'économie du sport et de la santé.

**Modèle d'affaires****Modèle Bancassureur, doté d'une forte composante de banque de détail :**

- la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur se focalise sur les risques structurants de son modèle d'affaires de bancassureur en étant essentiellement une banque de détail en France, tout en intégrant d'autres métiers nécessaires à l'ensemble des clients sur lesquels nous intervenons.
- la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur est fondamentalement un bancassureur, disposant d'une forte composante de banque de détail sur son territoire et recouvre les segments de clientèle et les marchés des particuliers, professionnels, entreprises et économie sociale. Afin d'étendre et d'offrir une palette complète de services à nos clients, nous développons notre activité de financement de l'économie, en particulier à destination des PME et des professionnels, ainsi qu'aux particuliers (crédit immobilier et crédit à la consommation).

Certaines activités (notamment services financiers spécialisés, banque de grande clientèle, gestion d'actifs, assurance) sont logées au niveau du Groupe dans des filiales spécialisées, et interviennent, au profit de nos clients, pour trois raisons principales :

- Bénéficier d'un effet d'échelle ;
- Faciliter la maîtrise globale de ces activités et des risques associés ;
- Couvrir les activités dont le périmètre national ou international dépasse le périmètre de notre établissement régional.

**Profil de risque**

L'équilibre entre la recherche de rentabilité et le niveau de risque accepté se traduit dans le profil de risque de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur et se décline dans les politiques de gestion des risques dans le respect des règles du Groupe.

- La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur assume des risques intrinsèquement liés à ses métiers de banque de détail et aux activités mises en œuvre

Du fait de notre modèle d'affaires, **la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur** porte les principaux risques suivants :

**Risque de crédit et de contrepartie** : induit par notre activité prépondérante de crédit aux particuliers, aux professionnels et aux Corporates, il est encadré via des politiques de risques Groupe, reprises dans notre politique de risques, des limites de concentration par contrepartie, par pays et par secteur et un système délégataire adéquat complété de suivis des portefeuilles et d'un dispositif de surveillance.

**Risque de taux structurel** : il est notamment lié à notre activité d'intermédiation et de transformation en lien fort avec notre activité de crédits immobiliers à taux fixes et aux ressources réglementées. Il est encadré par des normes Groupe communes et des limites au niveau de notre **Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur**.

**Risques stratégiques, d'activité et d'écosystème** : ils comprennent notamment le risque de capital (mesuré par les ratios de solvabilité et de levier), et les risques ESG, dont les risques climatiques, tant physique que de transition.

**Risque de liquidité** : il est piloté au niveau du Groupe qui alloue à la **Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Côte d'Azur** la liquidité complétant les ressources clientèle levées localement. L'Etablissement est responsable de la gestion de sa réserve de liquidité dans le cadre des règles Groupe.

**Risques non financiers** : sont encadrés par des normes qui couvrent les risques de non-conformité, de fraude, de sécurité des systèmes d'information, les risques de conduite (conduct risk), ainsi que d'autres risques opérationnels. Pour ce faire, il est mis en œuvre :

- un référentiel commun de collecte des données pour l'ensemble des établissements du Groupe et d'outils permettant la cartographie annuelle et la remontée des pertes et des incidents au fil de l'eau ;
- un suivi des risques majeurs et des risques à piloter retenus par la **Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Côte d'Azur**;
- des plans d'actions sur des risques spécifiques et un suivi renforcé des risques naissants.

**Risques de marché** : notamment sur le portefeuille d'investissement avec la prise de participations directe ou indirecte dans des entreprises clientes au titre du « private equity », ainsi que des portefeuilles d'investissement qui ne relèvent ni des activités commerciales de la banque, ni de ses besoins d'exploitation, ni de la réserve de liquidité, comme le portefeuille d'actifs immobiliers hors exploitation.

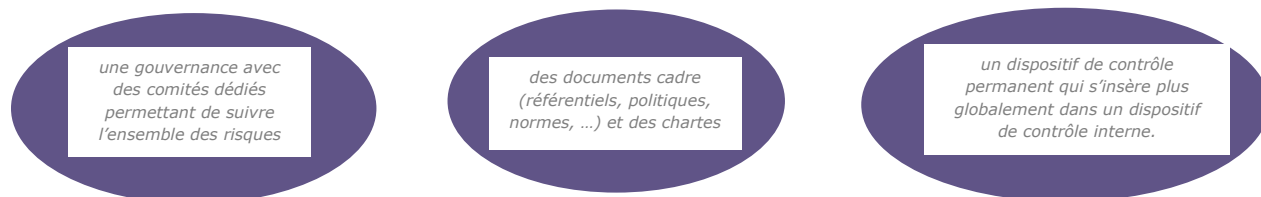
### Mission

L'alignement des exigences de nos clients particuliers (porteurs de parts sociales constitutifs de nos fonds propres) et de nos investisseurs crédit impose une aversion très forte au risque de réputation.

Nous nous interdisons de nous engager sur des activités que nous ne maîtrisons pas ou de trading pour compte propre. Les activités aux profils de risque et rentabilité élevés sont strictement encadrées.

Nous avons vocation à fonctionner au plus haut niveau d'éthique, de conduite et selon les meilleurs standards d'exécution et de sécurité des opérations.

### La gestion des risques est encadrée par :



### Dispositif de gestion des risques

- La mise en œuvre du dispositif Groupe de l'appétit pour le risque dans lequel s'insère la **Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Côte d'Azur**, s'articule autour de cinq composantes essentielles :
  - la définition de référentiels communs, notamment d'identification des risques et d'évaluation de leur matérialité (objet du présent document) ;
  - l'existence d'un dispositif d'encadrement des prises de risques (politiques, plafonds, limites) en ligne avec celles définies par la réglementation, en lien avec l'activité de notre établissement et son plan stratégique et budgétaire ;
  - la répartition des expertises et responsabilités entre local et central ;
  - la réalisation d'une macro-cartographie des risques en lien avec le référentiel interne des risques du Groupe BPCE ainsi qu'avec les indicateurs d'appétit au risque et le plan annuel de contrôle interne
  - le fonctionnement de la gouvernance au sein du Groupe et des différentes entités, permettant une application efficace et résiliente du RAF ;
- La **Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Côte d'Azur** est responsable en premier niveau de la gestion de ses risques (crédit, liquidité, marché taux, non financiers) dans son périmètre et dispose, à ce titre, de responsable(s) de contrôles permanents dédié(s) (directeur des risques, directeur de la conformité ou directeur des risques et de la conformité) suivant le mode organisationnel retenu ;
- Le Groupe décline la gestion des composantes de l'appétit au risque via un ensemble de normes et référentiels issus de chartes dédiées au contrôle interne qui sont déclinés dans notre **Caisse** ;

- Le Groupe définit un ensemble de politiques, plafonds, limites applicables aux différents risques qui sont déclinés dans notre **Caisse** ;
- Le dispositif de maîtrise des risques Groupe, dans son ensemble (chartes, documents cadre, référentiels, politiques, limites, encadrements, normes, ...) participe à la limitation du risque de conduite avec un code de conduite et d'éthique déployé dans les Etablissements du Groupe dès 2019.

La gouvernance de notre **Caisse** et celle du Groupe BPCE permettent de s'approprier la maîtrise du risque tant local que Groupe. Cette gouvernance permet d'aligner les intérêts entre les différentes parties à trois niveaux :

- nous sommes responsables de la maîtrise du risque de notre périmètre d'activités qui affecte la résilience de nos résultats en tant qu'actionnaire de BPCE, liés par un mécanisme de solidarité, il y a un alignement direct des intérêts de notre **Caisse** sur ceux du Groupe ;
- nous défendons et alignons les intérêts de nos sociétaires du fait de notre structure coopérative. Le dispositif d'appétit au risque de la **Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Côte d'Azur** est mis à jour régulièrement, à minima annuellement, permettant d'identifier les priorités et leur mise en œuvre.

L'établissement n'a pas eu de seuils de résilience en dépassement en 2025

#### 2.7.1.4.2. Risques émergents

Le Groupe BPCE porte une attention particulière à l'anticipation et à la maîtrise des risques émergents compte tenu de l'évolution permanente de l'environnement. À ce titre, une analyse prospective identifiant les risques pouvant impacter le Groupe à court terme est réalisée chaque semestre et présentée en comité des risques et de la conformité, puis en comité des risques du conseil. Cette analyse prospective est complétée par une étude élargie des risques émergents et d'importance croissante, recouvrant les risques naissants ou en fortes évolutions et dont l'impact pourrait être significatif à moyen ou long terme.

Depuis la précédente étude, le contexte macro-économique a évolué. **Bien que l'inflation semble en voie de stabilisation, des incertitudes subsistent**, en particulier en ce qui concerne la situation politique en France, les impacts des décisions politiques de l'administration américaine, et **l'accroissement global des risques géopolitiques** qui pourraient affecter la stabilité économique à court terme.

Le **risque de crédit, le risque cyber, et le risque de liquidité** sont toujours les trois principaux risques pesant sur les activités.

Concernant **le risque de crédit, le contexte demeure dégradé, le niveau de défaillance des entreprises se poursuivant**. Les perspectives pour les entreprises, notamment de petite taille, et pour le secteur de l'immobilier commercial demeurent peu favorables, tandis que la sinistralité des particuliers pourrait être accentuée par une remontée du chômage.

Le **risque cyber reste également significatif**. La poursuite de la digitalisation de l'économie et des services financiers s'accompagne d'une vigilance constante des banques face aux cyberrisques. La sophistication des attaques et les éventuelles vulnérabilités des systèmes IT des banques sont deux enjeux majeurs pour le Groupe BPCE, en lien avec les attentes du régulateur.

Les **changements climatiques font partie intégrante de la politique de gestion des risques**, avec un dispositif de maîtrise des risques en cours de renforcement.

Enfin, face à un monde plus instable et conflictuel, **la vigilance des banques face aux risques géopolitiques s'accroît**, et s'accompagne également d'un renforcement des dispositifs de maîtrise des risques.

## 2.7.2. Risques de crédit et de contrepartie

### Définition

**Le risque de crédit** est le risque encouru en cas de défaillance d'un débiteur ou d'une contrepartie, ou de débiteurs ou de contreparties considérés comme un même groupe de clients liés conformément à la réglementation ; ce risque peut également se traduire par la perte de valeur de titres émis par la contrepartie défaillante.

**Le risque de contrepartie** se définit comme le risque que la contrepartie d'une opération fasse défaut avant le règlement définitif de l'ensemble des flux de trésorerie liés à l'opération.

La fonction de gestion des risques de crédit répond à des besoins de pilotage, de surveillance et de contrôle décrits ci-après :

Pilotage	Surveillance	Contrôle
<ul style="list-style-type: none"> <li>propose au directoire et au conseil de surveillance un dispositif d'appétit au risque pour l'établissement, en assurant la mise en œuvre et le déploiement dans chaque entité significative de son périmètre ;</li> <li>Décline les politiques des risques de crédit du Groupe sur son périmètre ;</li> <li>Met en œuvre les normes et méthodes permettant, sur base consolidée, la mesure des risques, l'approbation de la prise de risques, le contrôle et le reporting des risques, ainsi que la conformité aux textes réglementaires relatifs aux risques ;</li> <li>pilote le système d'information risques, en coordination étroite avec les directions informatiques, en définissant les normes à appliquer pour la mesure, le contrôle, le reporting et la maîtrise des risques ;</li> <li>Contribue à la diffusion de la culture du risque et de la conformité ainsi qu'au partage des bonnes pratiques au sein de l'établissement ;</li> <li>Propose un système de schéma délégataire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>réalise la macro-cartographie des risques en lien avec la politique globale des risques, l'appétit au risque et le plan annuel de contrôle permanent, faisant partie du dispositif de contrôle interne ;</li> <li>procède à une surveillance permanente des portefeuilles, et des activités, des limites et des éventuels dépassements, et du suivi de leurs résolutions, et ainsi qu'à la centralisation et au reporting prospectif des risques sur base consolidée ;</li> <li>Accompagne le directoire et le conseil d'Orientation &amp; de surveillance dans l'identification des risques émergents, des concentrations et des développements divergents, ainsi que dans l'élaboration de la stratégie ou de la révision de l'appétit au risque ;</li> <li>S'assure de l'inscription en Watch List des clients sensibles ;</li> <li>Alerte les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Evalue et contrôle le niveau du risque à l'échelle de l'établissement ;</li> <li>Assure le contrôle de la conformité des opérations et des procédures internes des entreprises de l'établissement aux normes légales, professionnelles ou internes applicables aux activités bancaires, financières et d'assurance ;</li> <li>Met en œuvre un dispositif de contrôle permanent de second niveau, sur les risques des établissements.</li> </ul>

Le Comité Exécutif des Risques de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Côte d'Azur, en lien avec la définition de son appétit au risque, valide la politique de l'établissement en matière de risque de crédit en lien avec les politiques Groupe, statue sur les plafonds internes et les limites de crédit, valide le cadre délégataire de l'établissement, examine les expositions importantes et les résultats de la mesure des risques.

### **2.7.2.1. Dispositif de sélection des opérations**

#### **2.7.2.1.1. Modalités et périodicité de révision des limites fixées en matière de risque de crédit**

L'ensemble des limites d'engagement est révisé par le comité exécutif des risques a minima une fois par an pour les contreparties concernées. En 2025, le comité exécutif des risques du 11/06/2025 a procédé à cet examen. Les limites ainsi révisées ont ensuite été présentées au Comité des Risques du 17/06/2025 qui a rapporté au Conseil d'Orientation et de Surveillance du 27/06/2025.

Les limites individuelles par contrepartie sont fixées par typologie de clients (Corporate, Secteur Public, Banques) et fonction de la note interne de crédit et tiennent compte des limites individuelles au niveau Groupe lorsqu'elles existent.

#### **2.7.2.1.2. Critères prédéfinis de sélection des opérations**

Le dispositif de limites internes permet de surveiller le risque de concentration. Il est établi par classe d'actif, révisé annuellement et fixé par contrepartie ou groupe de contreparties. Seul le Directoire peut valider une majoration de limite ou un dépassement pour une contrepartie ou un groupe de contreparties donné, dans la limite de 6 % des Fonds Propres. Les limites internes ont fait l'objet d'une refonte du dispositif en 2022 : pour 2025, elles sont maintenues en l'état.

Depuis 2022, le Comité exécutif des risques valide les limites sectorielles sur les poches High Risk permettant le suivi annuel de l'exigence en fonds propres des secteurs d'activité concernés. Ces limites sont revues annuellement, fixées dès l'entrée du secteur d'activité en HR et testées trimestriellement. Le suivi est présenté en comité NPE et en comité exécutif des Risques.

Notre établissement dispose d'un dispositif d'encadrement d'octroi, composé d'une politique de risque globale (principes généraux), d'un encadrement (chapitre VIII Limites) sectoriel des expositions et de politiques de risques locales (Politiques de Risques des Marchés des Particuliers, des Professionnels, des Professionnels de l'Immobilier, des Entreprises, de l'Economie Sociale, de la banque de l'Orme, de la Banque Privée, de la Plaisance, du Leverage Finance, du LBO...).

Ces politiques au niveau établissement doivent être alignées avec la politique Groupe. Les exceptions nécessitent une dérogation faisant l'objet d'une validation en Comité exécutif des risques.

Dans ce contexte, notre établissement décline les politiques de risque du Groupe issues du Comité de Crédit et de Contreparties Groupe, Comité faîtier Groupe qui fixe les grandes lignes de la politique de risques de crédit, qui se retrouveront à minima dans la politique des risques de chaque établissement du Groupe BPCE et devant être respectées dans l'appréciation des risques. Ces règles sont également parfois complétées dans chaque établissement par des politiques dédiées comme par exemple :

- crédit à l'habitat, crédit à la consommation,
- retail professionnels
- corporate : automobile, BTP, THR, etc...
- « leverage finance », LBO,
- professionnels de l'immobilier,
- énergies renouvelables,
- ...

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur décline également les politiques sectorielles du Groupe lorsque cela est justifié par des volumes d'expositions significatifs pour notre établissement.

Ces dispositifs s'inscrivent dans le dispositif d'appétit au risque du Groupe et le dispositif d'appétit au risque propre à notre établissement.

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a également fixé des limites en matière de Leverage Finance pour l'année 2025. Le suivi est présenté en comité exécutif des Risques.

Compte-tenu du risque que représentent les opérations à fort effet de levier (HLT, RL brut >6), un schéma délégataire spécifique pour leur approbation est mis en place pour toute demande (hors renouvellement CT).

Par ailleurs, 3 niveaux d'encadrement ont été définis sur le portefeuille Leverage Finance dans le cadre de l'appétit au risque (RAF) de l'établissement :

- Indicateur RAF Conseil : indicateur de stock RWA LF, défini par le Groupe et soumis à validation du Conseil d'Orientation et de Surveillance (suivi trimestriellement)
- Indicateur de RAF Exécutif : la production d'encours bruts HLT est encadrée sous forme d'enveloppe annuelle de production déclinée aux bornes de chaque établissement du Groupe.
- Opérationnel : mesure de la concentration

Dispositif	Indicateur	Calibrage	Valideur (seuil et limite)	Circuit de validation	Suivi de la consommation	Remontée des Dépassements
<b>RAF Stratégique ou Conseil</b>	RWA sur stock Groupe	DRG	Conseil de Surveillance du Groupe	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accord du Comité Risques et Conformité Groupe</li> <li>- Avis du comité des Risques du Conseil de Surveillance du Groupe</li> <li>- Validation par le Conseil de Surveillance du Groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité Risques et Conformité Groupe</li> <li>- Comité des Risques du Conseil de Surveillance du Groupe</li> </ul>	<b>Seuil d'observation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Information du CDG suivant</li> <li>- Information du Comité des Risques du Conseil de Surveillance suivant</li> <li>- Limite :</li> <li>- Information immédiate du CDG</li> <li>- Communication sous 15 jours d'un plan d'action au</li> <li>- Comité des Risques du Conseil de Surveillance</li> </ul>
	RWA sur stock établissement	DRG	Conseil d'Administration / Conseil d'Orientation et Surveillance établissement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accord du CDG/Directoire établissement</li> <li>- Avis de conformité du CRO Groupe</li> <li>- Validation par le Conseil d'Administration / Conseil d'Orientation et Surveillance établissement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- CDG / Directoire établissement -Comité des Risques du CA / COS</li> <li>- Communication DRG</li> </ul>	<b>Seuil d'observation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Information CDG / Directoire établissement suivant -Information Comité des Risques du CA / COS suivant</li> <li>- Information CCCG (suivi des limites) Seuil de Résilience :</li> <li>- Information immédiate du CDG / Directoire établissement</li> <li>- Communication sous 15 jours d'un plan d'action au</li> <li>- Comité des Risques du CA / COS</li> <li>- Information CCCG (suivi des limites)</li> </ul>



Dispositif	Indicateur	Calibrage	Valideur (seuil et limite)	- Circuit de validation	Suivi de la - consommation	Remontée des Dépassements
RAF Pilotage ou Exécutif	Enveloppe annuelle (EUR) production HLT Groupe	DRG	Comité Risques et Conformité Groupe	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Validation du Comité Risques et Conformité Groupe</li> <li>- Information du Comité des Risques du Conseil de Surveillance du Groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité Risques et Conformité Groupe</li> <li>- Comité des Risques du Conseil de Surveillance du Groupe</li> </ul>	<b>Seuil d'observation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Information du CDG suivant Limite : -</li> <li>- Information du CDG suivant puis validation d'un plan d'action</li> <li>- Information au Comité des Risques du Conseil de Surveillance suivant</li> </ul>
	Enveloppe annuelle (EUR) production HLT Etablissement	DRG	CDG / Directoire établissement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Validation du CDG/Directoire établissement</li> <li>- Avis de conformité du CRO Groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- CDG / Directoire établissement</li> <li>- Communication DRG</li> </ul>	<b>Seuil d'observation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Information CDG / Directoire établissement suivant -Information DRG</li> <li>- Seuil de Résilience :</li> <li>- Information CDG / Directoire établissement suivant puis validation d'un plan d'action</li> <li>- Information CCCGroupe (suivi des limites)</li> </ul>
Indicateurs opérationnels	Concentration sectorielle, part des facilités notées B- et moins bien, part des prêts sans covenant, part de LBO (cf. ci-après)	DR locale	Comité Exécutif des Risques Etablissement, présidé par le Directeur Général / Président du Directoire (CRG pour GFS)	Calibration par DR locale puis remontée à DRG pour contrôle de la cohérence Groupe avant présentation en Comité Exécutif des Risques de l'établissement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité Exécutif des Risques Etablissement, présidé par le Directeur Général / Président du Directoire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Information CDG / Directoire établissement</li> <li>- Information DRG</li> </ul>

Ainsi, chaque établissement doit définir un encadrement en local sur (au minimum) la liste d'indicateurs ci-dessous, avec dates de mise en œuvre précisées par indicateur dans le tableau ci-dessous :

Indicateur retenu pour encadrement	Métrique à utiliser	Mise en œuvre	Précisions
<b>Concentration des notations ≤B-</b>	% des encours globaux LF	31/03/2024	Seuil d'alerte ; Défauts inclus dans l'assiette
<b>Concentration sectorielle</b>	% des encours globaux LF	31/03/2024	Seuil d'alerte sur le plus gros secteur de chaque établissement (hors SOCFIM)
<b>Limite LBO</b>	Enveloppe RWA LBO en €	31/03/2024	Seuil d'alerte à calibrer en % des RWA LF
<b>Concentration par pays</b>	En RWA hors UW, mesuré en € mais calibré en %	2023	Seuil d'alerte mis en œuvre chez GFS
<b>Concentration de la production LF en cov-lite &amp; No cov</b>	Part de la production en cov-lite & No Cov	2026	Une analyse sera effectuée sur la production nouvelle de 2025 pour introduction d'un indicateur en 2026.
<b>Concentration de dette subordonnée</b>	Production sur 4 trimestres glissants	31/03/2025	Suivi au niveau du Groupe <u>uniquement</u>
<b>Concentration single name</b>	Enveloppe RWA du Top 3 en €	31/03/2025	Seuil d'alerte à calibrer sur les 3 plus grosses contreparties en % des RWA LF (qui est un indicateur RAF Stratégique)

#### Dispositif mis en place par l'établissement

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a décliné la politique de risques Groupe LF dans une politique de risques locale qui présente un **schéma délégataire plus restrictif** : l'ensemble des opérations LF relève exclusivement de la délégation Directoire à l'exception du renouvellement court termes qui peut être traité par le Directeur de Centre d'Affaires dès lors que les critères définis dans la politique de risques sont respectés.

Dans le cadre du Comité Exécutif des Risques sont suivis trimestriellement :

- Le stock, l'évolution, la concentration et la qualité du portefeuille LF.
- La part de contreparties HLT sur le stock total LF.
- Les indicateurs RAF pour l'année 2025 :
  - RAF Conseil (limite RWA LF : 619 M€)
  - RAF Exécutif (production nouvelle HLT : 90 M€)
  - RAF Opérationnel : Concentration des notations ≤ B- (<30 % des encours globaux LF) – Concentration sectorielle (<40 % des encours globaux LF) – Concentration limite LBO LF en RWA (100 M€) – Concentration RWA LF/RWA totaux limitée à 248 M€ pour le Top 3.

Tout octroi, renouvellement, refinancement, modification matérielle ou revue annuelle fait l'objet d'une contre-analyse par la fonction risque de crédits.

La politique de risques PIM locale a été déclinée sur la base de la nouvelle politique de risques Groupe PIM parue en janvier 2025.

Le suivi du portefeuille PIM est réalisé trimestriellement par la fonction risques et présenté en Comité Exécutif des Risques.

Les secteurs du THR, du Transport, de la Grande Distribution, du BTP, de la Communication et de la Santé font l'objet de focus dans la politique de risques Entreprises locale et chacun de ces secteurs bénéficie d'un schéma délégataire spécifique.

Il existe des Politiques de risques complémentaires mises en place dans notre établissement : Banque Privée, Banque de L'Orme, Plaisance et Economie Sociale

L'analyse des risques ESG est réalisée par les fonctions engagements à minima pour les dossiers qui relèvent de la délégation du Comité des Engagements.

### **2.7.2.1.3. Eléments d'analyse de la rentabilité prévisionnelle des opérations de crédit pris en compte lors des décisions d'engagement**

La politique tarifaire de notre établissement est présentée en comité des Prix dont la fréquence est mensuelle. Il existe deux comités des prix, un pour la Banque de détail, l'autre pour la banque des décideurs en région. Le premier est présidé par le mandataire en charge du pôle BDD, l'autre par le mandataire en charge du pôle BDR.

La Direction des Risques, de la conformité et des Contrôles Permanents est membre de ce comité et y présente tous les ans, a minima, ses niveaux de LGD/PD lorsque la classe d'actif concernée est homologuée (les filières Développement et Finance participent également à ce comité) pour la prise en compte des back testings des paramètres bâlois (réalisés par l'organe central du Groupe BPCE) dans la réflexion sur l'élaboration des taux à la clientèle. Cette présentation fait l'objet d'une formalisation dans un procès-verbal.

La politique des risques respecte les principes énoncés dans le référentiel risques de crédit groupe. La tarification s'applique à tout contrat et à toute population de risque homogène telle que représentée par la note client. Elle doit être adaptée en fonction de la qualité et de l'ensemble des opérations réalisées avec le client concerné.

Conformément à l'article 109 de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié relatif au contrôle interne, la rentabilité des opérations de crédit est prise en compte lors de la décision d'octroi des principales opérations a minima pour les opérations en délégations Comité des Engagements. Le calcul est réalisé sur l'opération présentée (calculatrice ROE déployée par le Groupe BPCE). Notre établissement produit, a minima semestriellement, une analyse a posteriori de la rentabilité globale des opérations de crédit par classe d'actif.

### **2.7.2.2. Dispositif de mesure et de surveillance des risques de crédit et de contrepartie**

#### **2.7.2.2.1. Limites d'engagements fixées en matière de risque de crédit**

Le dispositif des limites et plafonds internes s'applique au niveau du Groupe BPCE. Les établissements vérifient que leurs décisions se font dans le respect de ces limites et plafonds, qui s'appliquent à tous les établissements du Groupe, sans exception.

Ce dispositif est synthétisé ci-dessous.

### **Plafonds internes Groupe**

Le Groupe BPCE s'est fixé des règles de division unitaire des risques plus exigeantes que les limites réglementaires et exprimées en fonction des fonds propres nets des entités et sur la base d'une exposition mesurée en risques nets, c'est-à-dire après prise en compte de la valeur des garanties reçues en couverture de ces risques :

- plafonds réglementaires (25 % des fonds propres nets Tier 1) : il est rappelé que le plafond réglementaire de GFS est fixé à 10 % de ses fonds propres nets ;
- plafonds interne Groupe de 15 % des Fonds Propres Tier 1 de BPCE SA 'petit groupe' pour toute catégorie d'expositions confondue sur le périmètre consolidé GBPCE ;
- plafonds internes applicables par tous les établissements du Groupe et définis par BPCE : 10 % des fonds propres Tier 1 de l'établissement pour toute nature d'expositions hors contreparties interbancaires et 15 % sur les contreparties interbancaires ;
- plafonds établissement sur la classe d'actifs Corporate équivalent à une limite globale d'engagement inférieure au plafond interne défini par BPCE : maximum 6 % des fonds propres Tier 1 établissement.

L'atteinte de cet objectif de division des risques peut passer également par un recours aux partages. Seul le partage de risque et la syndication entre plusieurs établissements permettent, dans certains cas, de concilier l'impératif de division des risques au niveau établissement avec le souhait de continuer à accompagner les clients dans le financement de leurs projets, lorsque leurs situations économique et financière le permettent.

### **Limites de contreparties Groupe**

Un dispositif de limites individuelles Groupe encadre les principales contreparties des classes d'actifs : Corporates, Banques, Secteur Public, Logement Social et Souverains. Les limites Groupe encadrant les principales contreparties individuelles sont mesurées en risques bruts (hors impact des garanties et collatéraux), afin de prendre en compte les éventuels risques d'exécution de ces garanties si elles devaient être activées.

Le périmètre des contreparties concernées par les limites individuelles est défini par une grille dépendant du type de contrepartie et sur un double critère de notation et d'expositions. Par exemple pour une notation interne équivalente à B+ ou inférieure, pour un Corporate le seuil d'exposition pour fixer une limite est de 70 M€. Les limites fixées sont revues sur une base annuelle, ou de manière ad-hoc en cas de besoin.

Dans certains cas, les limites peuvent conduire à caper l'exposition, voire à la geler (interdiction de renouveler les tombées liées aux amortissements ou aux remboursements) quand un encadrement plus contraignant est nécessaire.

Ces limites individuelles n'embarquent pas le risque lié à l'underwriting sur les opérations concernées. Le suivi des opérations underwritées concerne GFS, Palatine et Energéco, ces trois établissements adressant leur reporting périodique à la DRG pour suivi.

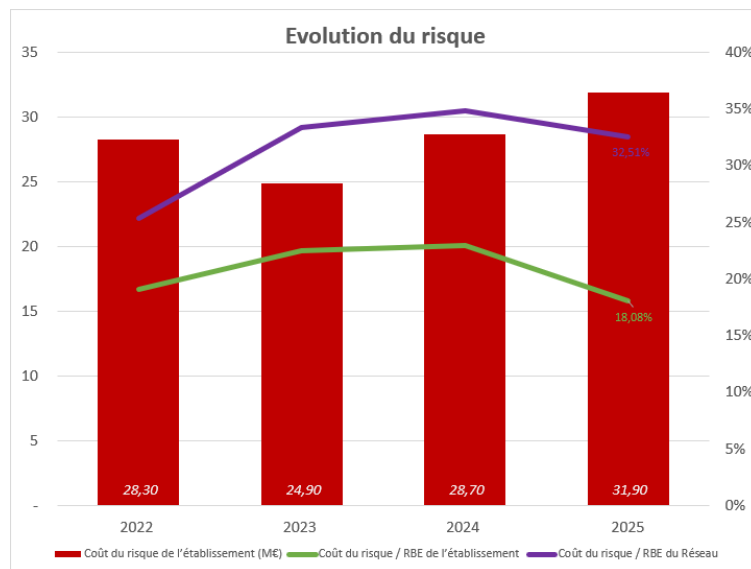
Ce dispositif permet, sur les principaux groupes de contrepartie clients, d'une part de contribuer à une saine division des risques, et d'autre part de définir l'appétence du Groupe en matière de risque de crédit.

#### **2.7.2.2.2. Présentation des stress scenarii pour mesurer le risque encouru**

Le rapport annuel du contrôle interne Groupe traite de ce sujet. Les stress scenarii sont définis et calculés par l'organe central.

DONNEES FINANCIERES	12/2022	12/2023	12/2024	12/2025
R.B.E	148,5 M€	110,9 M€	125,0 M€	176,4 M€
Coût du risque de l'établissement	28,30 M€	24,9 M€	28,7 M€	31,9 M€
Coût du risque / RBE de l'établissement	19,05 %	22,45 %	22,96 %	18,08 %
Coût du risque / RBE du Réseau	25,32 %	33,35 %	34,81 %	32,51 %

Par exemple :



Les décisions liées au provisionnement (individuel ou collectif) se prennent essentiellement en comité de provisionnement qui se tient trimestriellement, selon un schéma délégataire défini.

### 2.7.2.3. Mesure des risques et notations internes

#### 2.7.2.3.1. Périmètre d'application des méthodes standard et IRB pour le Groupe

BPCE12 – Périmètre d'application des méthodes standard et IRB pour le Groupe

Segment de clientèle	31/12/2025				
	Réseau Banque Populaire	Réseau Caisse d'Épargne	Filiales Crédit Foncier/ Banque Palatine/ BPCE International	Natixis	BPCE SA
Banques centrales et autres expositions souveraines	Standard <sup>(10)</sup>	Standard	Standard	Standard <sup>(4)</sup>	Standard <sup>(4)</sup>
Administrations centrales	Standard <sup>(4)</sup>	Standard	Standard	Standard	Standard <sup>(4)</sup>
Secteur public et assimilé	Standard	Standard	Standard	Standard	Standard
Établissements financiers	IRBF	Standard	Standard	IRBA	IRBF
Entreprises (CA <sup>(11)</sup> > 3 millions d'euros)	IRBF/Standard	IRBF/Standard	Standard	IRBA	Standard
Clientèle de détail	IRBA	IRBA	Standard	Standard	Standard

La filiale Oney est homologuée sur les modèles de crédit sur la clientèle de détail sur le périmètre France. Les périmètres Portugal, Espagne, Russie, Hongrie, Pologne sont en approche standard. Une demande de PPU (retour en standard permanent) a été formulée au régulateur pour l'intégralité du périmètre clientèle de détail Oney en septembre 2025.

#### 2.7.2.3.2. Utilisation des systèmes de notation pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de crédit

Le Groupe BPCE dispose, pour la mesure du risque de crédit, de systèmes complets qui permettent d'utiliser l'approche IRBF ou IRBA selon les réseaux et les segments de clientèle. Ce dispositif permet également d'apprécier la qualité de crédit de ses portefeuilles pour un meilleur pilotage des risques.

#### 2.7.2.3.3. Modélisation du risque

Les modèles d'appréciation du risque de crédit et d'estimation des paramètres de crédit sont élaborés par les équipes de modélisation de la DRG (département « Pilotage et Modélisation ») et des autres entités du Groupe, notamment NATIXIS (unité « Credit and Non-financial Risks Modelling » au sein du département Enterprise Risk Management de la Direction des Risques), BPCE Financement, ou BPCE Lease. Ils s'appuient notamment sur des données historiques de défaut et de pertes constatées. L'accent est mis sur la valorisation de l'expertise métier, qui participe à la définition des données et événements nécessaires aux modèles de notation, en amont et tout au long des travaux statistiques de construction des modèles afin que les choix de variables explicatives soient statistiquement robustes et homogènes avec les pratiques d'analyse des dossiers permettant leur bonne insertion opérationnelle.

Les dispositifs internes de notation sont intégrés à l'ensemble des décisions prises par les établissements (schémas délégataires, octroi de crédit, fixation des limites) et plus généralement participent à la surveillance

<sup>10</sup> Le segment de clientèle « Souverain » est passé en approche Standard « pérenne » par « decision letter » de la BCE du 19/09/2024, hors banques multilatérales de développement (BMD) qui ont été exclues de la demande standard « pérenne » concernant les Souverains.

<sup>11</sup> CA - : Chiffre d'affaires.

des risques où certains indicateurs (taux de défaut à 1 an par exemple sur certains portefeuilles) sont intégrés dans les tableaux de bord à destination des dirigeants et des organes de surveillance.

Ces modèles font l'objet de *backtesting*, au moins une fois par an. Ces contrôles ex-post permettent de s'assurer de l'exactitude et de la cohérence du ou des systèmes de notations internes, des procédés et des paramètres utilisés. Si des faiblesses sont identifiées, les modèles font l'objet d'ajustements.

La gouvernance interne des modèles est établie autour du développement, de la validation, du suivi et des décisions de l'évolution des modèles internes. La DRG intervient de manière indépendante sur l'ensemble du Groupe (Réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne, NATIXIS et ses filiales ainsi que le Crédit Foncier de France) pour la revue des performances des modèles traitant les risques de crédit, les risques de contrepartie, les risques de marché et les risques structurels de bilan.

Pour assurer cette mission de gouvernance, la DRG s'appuie sur une cartographie des différents modèles utilisés dans le Groupe et un dispositif de Model Risk Management applicable à tout modèle du Groupe (non limité au risque de crédit).

### **Notation de la Clientèle Retail**

Le Groupe BPCE dispose pour la clientèle de détail de méthodes de notation interne homogènes et d'applicatifs de notation centralisés dédiés qui permettent d'apprécier la qualité de crédit de ses portefeuilles pour un meilleur pilotage des risques. Pour les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne, ils sont également utilisés pour le calcul des exigences en fonds propres selon l'approche méthode avancée.

La modélisation de la probabilité de défaut des contreparties de la clientèle de détail est effectuée par la direction des Risques principalement à partir du comportement bancaire des contreparties. Les modèles sont segmentés selon le type de clientèle et distinguent les particuliers des professionnels (avec ou sans bilan) et selon la détention produit. Les contreparties de chaque segment sont classées de façon automatique à l'aide de modèles statistiques (en général régression logistique) en classes de risques homogènes et statistiquement distinctes. Pour chacune de ces classes est estimée une probabilité de défaut à partir de l'observation des taux de défaut moyens sur une période aussi longue que possible de manière à obtenir une période représentative de la variabilité possible des taux de défaut observés. Ces estimations sont systématiquement ajustées par des marges de prudence pour couvrir les éventuelles incertitudes. À des fins de comparaisons, un rapprochement en termes de risque est réalisé entre les notes internes et les notes provenant des agences de notation.

La perte en cas de défaut (LGD) est une perte économique qui se mesure en prenant en compte tous les éléments inhérents à la transaction ainsi que les frais engagés pour le recouvrement. Les modèles d'estimation de la perte en cas de défaut (LGD) pour la clientèle de détail s'appliquent de façon spécifique à chaque réseau. Les valeurs de LGD sont estimées d'abord par produit et selon la présence ou non de sûretés. D'autres axes peuvent intervenir en second niveau lorsqu'ils permettent de distinguer statistiquement des niveaux de pertes. La méthode d'estimation utilisée repose sur l'observation de taux marginaux de recouvrement en fonction de l'ancienneté dans le défaut. Cette méthode présente l'avantage de pouvoir être directement utilisée pour l'estimation des taux LGD appliqués aux encours sains et des taux ELBE appliqués aux encours en défaut. Les estimations sont fondées sur les historiques internes de recouvrement pour les expositions tombées en défaut sur longue période. Deux marges de prudence sont ensuite systématiquement ajoutées, la première pour couvrir les incertitudes des estimations, la seconde pour pallier l'éventuel effet d'un ralentissement économique.

Pour l'estimation de l'EAD<sup>12</sup>, le Groupe BPCE applique deux modèles. Le premier d'entre eux porte sur l'estimation d'un facteur de conversion en équivalent crédit (FCEC) pour les expositions hors bilan. Ce modèle

---

<sup>12</sup> A noter que la nouvelle réglementation CRR3 n'autorise l'application de CCF que sur les produits de type Revolving. La définition des Revolvings est actuellement restreinte aux Particuliers du Groupe et vise à être élargie en cours d'année prochaine.

s'applique de façon automatique lorsque le hors bilan est considéré comme matériel (au-delà de seuils définis en fonction du type de produit). Le second porte sur l'estimation d'une augmentation forfaitaire du bilan pour les expositions hors bilan non matérielles.

### ***Notation de la clientèle Corporate***

Le Groupe BPCE dispose, pour la mesure des risques hors clientèle de détail, de systèmes complets qui permettent d'utiliser l'approche IRBF ou IRBA suivant les réseaux et les segments de clientèle. Ce dispositif permet également d'apprécier la qualité de crédit de ses portefeuilles pour un meilleur pilotage des risques.

Le système de notation consiste à attribuer une note à chaque contrepartie. Compte tenu de la structure mutualiste du Groupe, l'unicité de la note est traitée par un système de référents qui ont la responsabilité de procéder à la notation du client pour le compte du Groupe. La note attribuée à une contrepartie est généralement proposée par un modèle, puis elle est ajustée et validée par les experts de la filière risques suite à une analyse individuelle. Ce processus est appliqué à l'ensemble du portefeuille Hors-Retail, excepté les nouveaux modèles dédiés aux Petites Entreprises (PE), pour lesquels la notation est automatique (à l'instar du portefeuille Retail). Les modèles de notation de contreparties se structurent principalement en fonction de la nature de la contrepartie (entreprises, institutions financières, entités publiques, etc.) et de la taille de l'entreprise (mesurée par son chiffre d'affaires annuel). Lorsque les volumes de données le permettent (PE, ME, ETI, etc.), les modèles s'appuient sur des modélisations statistiques (méthodes de régression logistique) des défauts des clients auxquelles sont combinés des questionnaires qualitatifs.

À défaut, des grilles construites à dire d'experts sont utilisées. Celles-ci sont constituées d'éléments quantitatifs (ratios financiers, solvabilité, etc.) issus des données financières et d'éléments qualitatifs appréciant les dimensions économiques et stratégiques du client.

Les méthodologies de notation pour les portefeuilles à faible taux de défaut sont des méthodologies à dire d'expert ; des critères qualitatifs et quantitatifs (correspondant aux caractéristiques de la contrepartie à noter) permettent de lier la contrepartie à un score et à une note, elle-même reliée par la suite avec une PD. Cette PD repose pour son calibrage sur l'observation de données de défauts externes, mais aussi sur des données de notation internes. En effet, le faible nombre de défauts internes ne permet pas de quantifier une échelle de PD.

S'agissant du risque pays, le dispositif repose sur la notation des souverains et sur la définition, pour chaque pays, d'une note qui plafonne celle que peut se voir octroyer une contrepartie non souveraine. La construction de l'échelle de référence utilise l'historique de notation de Standard & Poor's afin d'assurer une comparabilité directe en termes de risques avec les agences de notation.

Pour les nouveaux modèles Petites Entreprises, Segment Haut, SCI, Associations, des échelles dédiées par modèle ont été définies pour les calculs réglementaires. Celles-ci sont reliées sur l'échelle de référence pour la gestion interne des risques. Pour les modèles statistiques, le calibrage des probabilités de défaut sur les échelles définies pour les calculs réglementaires s'appuie sur les mêmes principes que ceux exposés pour la clientèle de détail (notamment la représentativité de l'historique des taux de défaut, ainsi que l'estimation de marges d'incertitudes).

Les modèles de LGD (hors clientèle de détail) s'appliquent principalement par type de contreparties, types d'actifs et selon la présence, ou non, de sûretés. Des classes de risques homogènes, notamment en termes de recouvrement, procédures et types d'environnement, sont ainsi définies. Les estimations de pertes en cas de défaut sont évaluées sur base statistique lorsque le nombre de dossiers de défaut est suffisant (classe d'actif « entreprise » par exemple). Les historiques internes de recouvrement sur une période aussi longue que possible sont alors utilisés. Si le nombre de dossiers est insuffisant, des bases d'historiques et des benchmarks externes permettent de déterminer des taux à dire d'experts (pour les banques et les souverains par exemple). Enfin,



certaines valeurs sont fondées sur des modèles stochastiques lorsqu'il existe un recours sur un actif. Le caractère downturn des taux de pertes en cas de défaut est vérifié et des marges de prudence sont ajoutées si nécessaire.

Pour l'estimation de l'EAD, le Groupe BPCE applique deux modèles pour les entreprises. Le premier d'entre eux porte sur l'estimation d'un facteur de conversion en équivalent crédit (FCEC) pour les expositions hors bilan. Ce modèle s'applique de façon automatique lorsque le hors bilan est considéré comme matériel (au-delà de seuils définis en fonction du type de produit). Le second porte sur l'estimation d'une augmentation forfaitaire du bilan pour les expositions hors bilan non matérielles.

#### 2.7.2.4. Méthodes de provisionnement et dépréciations sous IFRS9

Répartition des expositions brutes par catégories (risques de crédit dont risques de contrepartie) Source COREP données table PRUNE

En Millions d'euros	31/12/2025			31/12/2024
	Standard	IRB	Total	Total
	Exposition	Exposition	Exposition	Exposition
Souverains	884,64	0	884,64	835,14
Etablissements	4 676,27	3 386,53	8 062,79	8 166,82
Entreprises	4 193,18	2 219,28	6 412,46	6 389,09
Clientèle de détail	19,91	12 715,17	12 735,08	12 578,15
Titrisation	0	0	0	0
Actions	636,61	166,26	802,87	655,46
<b>Total</b>	<b>10 410,61</b>	<b>18 487,24</b>	<b>28 897,85</b>	<b>28 624,66</b>

Titrisation : Pour la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur les expositions de titrisations du portefeuille bancaire (titrisation en risque initial) sont en gestion extinctive, ainsi les expositions brutes du portefeuille bancaire s'élèvent à 0 million d'euros au 31 décembre 2025.

Source COREP données table PRUNE

En Millions d'euros	31/12/2025		31/12/2024		Variation	
	Exposition Brute	RWA	Exposition Brute	RWA	Exposition Brute	RWA
Souverains	884,64	0	835,14	0	49,5	0
Etablissements	8 062,79	7,08	8 166,82	11,12	-104,03	-4,04
Entreprises	6 412,46	3 526,61	6 389,09	3 478,78	23,37	47,84
Clientèle de détail	12 735,08	1 752,56	12 578,15	1 897,88	156,94	-145,32
Titrisation	0	0	0	0	0	0
Actions	802,87	209,03	655,46	212,95	147,42	-3,92
Autres actifs	0	0	0	0	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>28 897,85</b>	<b>5 495,29</b>	<b>28 624,66</b>	<b>5 600,73</b>	<b>273,19</b>	<b>-105,44</b>

Les engagements au titre des Souverains pour 885 M€ progresse de 5,9 %.

Les engagements de crédits progressent de 0,95 %.

L'exposition sur la clientèle de détail (12 735 M€) est en hausse de 1,25 % sur un an et représente 44 % des encours totaux pour 31,89 % des RWA.

**Suivi du risque de concentration par contrepartie**

Le suivi des taux de concentration est réalisé à partir des encours bilan et hors bilan.

<b>TOP 20 des 1<sup>er</sup> engagements de la CEEAZ AU 31 12/2025</b>	<b>Risques bruts (en K€)</b>
<i>Contrepartie 1</i>	<b>92 478</b>
<i>Contrepartie 2</i>	<b>82 508</b>
<i>Contrepartie 3</i>	<b>80 975</b>
<i>Contrepartie 4</i>	<b>71 246</b>
<i>Contrepartie 5</i>	<b>67 476</b>
<i>Contrepartie 6</i>	<b>67 319</b>
<i>Contrepartie 7</i>	<b>67 293</b>
<i>Contrepartie 8</i>	<b>58 465</b>
<i>Contrepartie 9</i>	<b>52 230</b>
<i>Contrepartie 10</i>	<b>51 710</b>
<i>Contrepartie 11</i>	<b>51 709</b>
<i>Contrepartie 12</i>	<b>49 319</b>
<i>Contrepartie 13</i>	<b>47 832</b>
<i>Contrepartie 14</i>	<b>44 920</b>
<i>Contrepartie 15</i>	<b>44 216</b>
<i>Contrepartie 16</i>	<b>42 661</b>
<i>Contrepartie 17</i>	<b>41 217</b>
<i>Contrepartie 18</i>	<b>39 723</b>
<i>Contrepartie 19</i>	<b>39 485</b>
<i>Contrepartie 20</i>	<b>39 184</b>

**Suivi du risque géographique**

L'exposition géographique des encours de crédit porte essentiellement sur la zone euro et plus particulièrement sur la France (96,34 % des encours au 31/12/2025). Il n'y a pas de risque de concentration sensible sur les encours de crédit, hormis la France, territoire sur lequel opère l'établissement

Répartition par zone géographique (encours en M€ en risques pondérés – source données COREP PRUNE) :

Répartition par pays en M€ (12/2025)			
Code Pays	Libellé Pays	Rwa 202512	Rwa 202412
FR	FRANCE	5 283,81	5 395,91
MC	MONACO	164,46	155,79
IE	IRLANDE	8,31	11,05
GB	ROYAUME-UNI	7,31	6,80
DE	ALLEMAGNE	5,36	4,84
CH	SUISSE	3,98	2,77
AE	EMIRATS ARABES UNIS	3,32	2,69
US	ETATS-UNIS	2,96	3,75
IT	ITALIE	2,90	2,56
LU	LUXEMBOURG	2,29	2,34
Total général		5 484,70	5 588,49

#### Simulation de crise relative aux risques de crédit

La Direction des Risques Groupe réalise des simulations de crise relatives au risque de crédit du Groupe BPCE et, par suite, incluant l'ensemble des établissements dont la Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Côte d'Azur. Les tests de résistance ont pour objectif de mesurer la sensibilité des différents portefeuilles à une situation dégradée, en termes de coût du risque, d'actifs pondérés et de perte attendue.

Les tests de résistance sont réalisés sur la base des expositions consolidées du Groupe. Ils tiennent compte, au niveau des calibrages des paramètres de risques, des spécificités de chaque grand bassin du Groupe (Natixis, CFF, Réseau Banque Populaire, Réseau Caisse d'Épargne). Ils couvrent l'ensemble des portefeuilles soumis aux risques de crédit et de contrepartie, quelle que soit l'approche retenue pour le calcul des encours pondérés (approche standard ou IRB). Leur réalisation se fonde sur des informations détaillées et cadrées avec celles alimentant le reporting prudentiel Groupe COREP et les analyses de risque sur les portefeuilles.

Trois types de stress-tests sont réalisés :

- le stress-test EBA vise à tester la résistance des établissements de crédit face à des chocs simulés et à les comparer entre eux ;
- le stress-test interne annuel au Groupe BPCE. Il comporte davantage de scénarios que le stress test EBA et inclut l'évolution de l'ensemble du bilan sur les projections ;
- des stress-tests spécifiques peuvent être réalisés sur demande externe (superviseur) ou interne.

Les résultats du stress test de l'EBA confirment la solidité financière et la qualité du dispositif de gestion des risques du Groupe BPCE.

#### Effet des techniques de réduction du risque de crédit

La prise en compte des collatéraux reçus au titre des garanties et des sûretés obtenues par l'établissement dans le cadre de son activité de crédit, et la prise en compte des achats de protection, ont permis de réduire l'exposition de l'établissement au risque de crédit et, par conséquent, l'exigence en fonds propres.

#### 2.7.2.5. Travaux réalisés en 2025

L'environnement économique de 2025 affichait une croissance modeste en demi-teinte principalement portée par la consommation des ménages. L'inflation a connu un ralentissement significatif avec un retour sous les 2 %.

En revanche, le nombre des défaillances d'entreprises reste élevé. Dans ce contexte, le dispositif de surveillance a été maintenu :

- Poursuite du suivi des contreparties évoluant sur les secteurs les plus impactés à travers une réunion périodique de prévention de difficultés des entreprises ;
- Mise en place du comité NPE traitant des douteux, des poches HR, et du backstop
- Suivi des anticipations de douteux > 1M€ dès le 1<sup>er</sup> impayé
- Process suivi PIM renforcé avec en complément l'analyse du top 15 des sensibles et insertion des alertes Préventis
- Durcissement du schéma délégataire sur les marchands de biens (PIM)
- Mise en place de 2 nouveaux indicateurs sur la PIM: RWA PIM/RWA totaux, et part de RWA CT PIM/RWA PIM
- suivi des indicateurs d'appétit au risque sur les sensibles et défaut CORP, avec le suivi du top 15 des entrées sensibles CORP
- suivi du portefeuille Leverage Finance et de la qualité de son évolution avec la mise en place de nouveaux indicateurs LF (limite production nouvelle, concentration des notations, concentration sectorielle et limite RWA LF)
- révision du schéma délégataire (durcissement) et suivi renforcé de la qualité de l'octroi des crédits à la consommation pour les particuliers

L'exigence a été également maintenue sur l'insertion opérationnelle des principales normes, règles et politiques en établissement afin de garantir une mise en œuvre homogène au sein du Groupe.

Le coût du risque est en hausse passant de 28,7 M€ en 2024 à 31,9 M€ en 2025.

Le CDR collectif sur encours sain passe de 2,5 M€ en 2024 à 1,4 M€ en 2025 en lien avec l'évolution des scénarios et méthodologie Groupe, l'abandon des provisions hors-territoire.

Le coût du risque individuel sur créances douteuses de l'établissement progresse fortement sur la partie S3 actif alors qu'il est en net repli sur la partie S3 passif. Au global, le coût du risque S3 est en augmentation (30,5 M€ vs 26,2 M€ en 2024).

### **2.7.3. Risques Financiers**

#### **2.7.3.1. Risques de marché**

##### **Définition des risques de marché**

Les risques de marché se définissent comme les risques de pertes liés aux variations des paramètres de marché.

Les risques de marché comprennent trois composantes principales :

- **le risque de taux d'intérêt** : risque que fait courir au porteur d'une créance ou d'un titre de dette, une variation des taux d'intérêt ; ce risque peut être spécifique à un émetteur particulier ou à une catégorie particulière d'émetteurs dont la qualité de la signature est dégradée (risque de spread de crédit) ;
- **le risque de change** : risque qui affecte les créances et les titres libellés en devises détenus dans le cadre des activités de marché, du fait des variations du prix de ces devises exprimé en monnaie nationale ;
- **le risque de variation de cours** : risque de prix sur la position détenue sur un actif financier déterminé, en particulier une action.

##### **Organisation et gouvernance des risques de marché**

Le périmètre concerné par le suivi des risques de marché porte sur l'ensemble des activités de marché, c'est-à-dire les opérations de trésorerie, ainsi que les opérations de placements à moyen ou à long terme sur des

produits générant des risques de marché (opérations de *private equity* et de détention d'actifs hors exploitation dont immobiliers), quel que soit leur classement comptable.

Depuis le 31/12/2014 et en respect des exigences réglementaires de la loi bancaire française de séparation et de régulation des activités bancaires, le Groupe BPCE a clôturé les portefeuilles de négociation des Etablissements du Réseau des Caisses d'Épargne et des Banques Populaires.

Les activités de ce périmètre ne sont pas intégrées à la fonction de gestion de bilan.

Sur ce périmètre, la fonction risques de marché de l'établissement assure notamment les missions suivantes telles que définies dans la Charte de la 2<sup>ème</sup> ligne de défense du Groupe :

- la mise en œuvre du système de mesure des risques de marché ;
- l'instruction des demandes de limites globales et opérationnelles, de la liste des produits de marché autorisés soumises au comité des risques compétent ;
- le contrôle de cohérence des positions et de leur affectation dans le correct compartiment de gestion (normes segmentation métiers Groupe) ;
- l'analyse transversale des risques de marché et leur évolution au regard de l'orientation de l'activité arrêtée par les instances dirigeantes et des politiques de gestion des activités opérationnelles ;
- le contrôle de la mise en œuvre des plans d'action de réduction des risques, le cas échéant.

Ces missions sont menées en lien avec la Direction des Risques Groupe. Cette dernière prend notamment en charge :

- la définition du système de mesure des risques de marché (VaR, Stress tests...) ;
- l'évaluation des performances de ce système (back-testing) notamment dans le cadre des revues de limites annuelles ;
- la norme du reporting de suivi des risques de marché consolidés aux différents niveaux du Groupe ;
- l'instruction des sujets portés en Comité des Risques et Conformité Groupe.

### **Politique de l'établissement**

Au sein du Groupe, sont distinguées les activités relevant du portefeuille de négociation (trading book) de celles relevant du portefeuille bancaire (banking book).

L'ensemble de ces activités sont menées au titre des exceptions légales prévues par la loi SRAB et font à cet égard l'objet d'une cartographie identifiant les unités internes et les mandats afférents.

Les portefeuilles de négociation des établissements des réseaux BP et CE sont clôturés depuis 2014, à l'exception de ceux de la BRED.

S'agissant de la Caisse d'Épargne Côte d'Azur, 2 politiques visant à encadrer le risque de marché sont déployées. L'une porte sur l'encadrement du portefeuille de Private Equity et Immobilier Hors exploitation et l'autre sur la gestion de la réserve de liquidité. Ces deux documents sont une déclinaison des politiques émises par le Groupe BPCE et ont fait l'objet d'une validation en comités idoines.

BPCE SA est l'organe central du Groupe et agit en tant que prêteur en dernier ressort vis-à-vis des banques de détail du Groupe (Banques Populaires, Caisses d'Épargne et Banque Palatine) afin de les accompagner dans leurs activités commerciales.

BPCE SA se finance soit au travers des emprunts (financement cash) soit par l'émission d'obligations.

La liquidité ainsi captée, présente sur le bilan de BPCE SA, est ensuite redistribuée aux banques de détail, qui font des tirages sur le bilan de BPCE SA.

Au-delà des activités de gestion extinctive qui subsistent, les activités de marché de BPCE SA sont en lien direct avec cette mission.

### **Dispositif de mesure des risques de marché**

Les risques de marché se définissent comme les risques de perte liés aux variations des paramètres de marché. Tout produit financier peut s'exprimer comme une fonction d'un ou plusieurs paramètres de marché. Pour chacun de ces paramètres est calculée une sensibilité afin d'estimer le risque de marché correspondant.

Le dispositif de suivi des risques de marché est basé sur des indicateurs de risques qualitatifs et quantitatifs. La fréquence de suivi de ces indicateurs varie en fonction de l'intention de gestion de la position.

Les indicateurs qualitatifs comprennent la liste des produits autorisés et la Watch List.

Le suivi quantitatif des risques de marché est réalisé au travers du calcul des indicateurs suivants : les expositions, les sensibilités et les stress tests.

A de rares exceptions près, les nouvelles opérations négociées sont saisies dans les systèmes d'information le jour même de leur négociation.

#### **TRADING BOOK**

Notre établissement n'a pas de portefeuille de négociation.

### **2.7.3.2. Risque de taux d'intérêt global**

Le risque de taux d'intérêt global est le risque de subir une perte soit en capital (risque de valeur) soit en termes de revenus (risque sur la marge nette d'intérêt) en raison d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Il est un élément intrinsèque des activités de distribution de prêts et de collecte de dépôts.

Conformément à la réglementation, chaque établissement bancaire du Groupe BPCE met en œuvre un dispositif d'identification, de mesure, d'encadrement et de gestion du risque de taux auquel il est exposé dans le cadre des règles de gestion du Groupe.

Les règles Groupe sont formalisées au sein de deux documents :

- La charte de gestion financière exposant notamment les relations financières autorisées entre les entités du Groupe, les règles de gestion en matière de risque de liquidité et de taux, et qui constitue la formalisation de la politique de gestion des risques financiers du Groupe ;
- La politique IRRBB Groupe qui définit le périmètre des risques et leur identification, les acteurs impliqués et leurs interactions et la gouvernance de gestion du risque.
- Elle détaille par ailleurs les étapes d'identification, de mesure, d'encadrement et de reporting relatives à l'IRRBB tant au niveau Groupe qu'au niveau des établissements le constituant (banques régionales des réseaux Banques Populaires et Caisse d'Épargne, filiales bancaires de l'organe centrale BPCE SA), ainsi que les interactions avec la filière Risques ALM dans ces étapes.

### **Politique de l'établissement**

La politique de risque de taux du banking book (IRRBB) a pour objectif de :

- Maîtriser les différents sous-types de risques de taux d'intérêt en définissant l'appétit pour le risque et la capacité du Groupe à faire face à une crise ;
- Assurer la régularité des résultats ;

- Déterminer les couvertures adéquates à la limitation de l'exposition au risque de taux et au respect des limites ;
- Valider les règles d'orientation de la filière Gestion Actif/Passif en dotant celle-ci des moyens adaptés à son bon fonctionnement.

### **Dispositif de surveillance du risque de taux global**

Le risque de taux se décline en cinq composantes :

- le risque de re-fixation des taux lié à l'évolution de la courbe d'intérêt (mouvements parallèles et modifications de la pente de la courbe des taux) et des décalages de durée entre les actifs et les passifs ;
- le risque de pente structurel, soit le risque encouru lors du renouvellement d'actifs de maturité plus longue que les renouvellements de passif du fait de l'évolution de la pente de la courbe des taux. Il comprend le risque d'opportunité sur le gain de transformation des positions de taux futures ;
- le risque de base lié aux variations relatives des taux d'intérêt pour les instruments financiers qui ont des échéances similaires mais dont la tarification repose sur des courbes de taux différents (par exemple, écartement entre la courbe OIS et la courbe des taux interbancaires) ;
- le risque d'inflation et le risque de décorrélation entre les taux réglementés et la formule théorique pour les produits indexés sur cet indice tels que les comptes d'épargne réglementés ;
- le risque optionnel lié à l'effet potentiellement défavorable des options de marché et des options incorporées dans les opérations clientèle (explicites et implicites telles que les RA par exemple).

Ces différents types de risques ont un impact sur la sensibilité des revenus futurs et sur la sensibilité de la valeur économique du portefeuille bancaire.

Quatre types de taux sont considérés :

- Taux fixe (TF) ;
- Taux révisable / variable (TRV) : Euribor, Ester ;
- Taux réglementé : taux du Livret A (taux variable court terme et taux d'inflation) et taux des autres livrets corrélés au taux du Livret A ;
- Taux d'inflation (INF) : composante inflation du Livret A, OAT indexée sur l'inflation.

Les limites suivies par la Caisse d'Épargne Côte d'Azur sont celles du référentiel GAP Groupe.

### **2.7.3.3. Risques de liquidité**

#### **Politique de l'établissement**

Le risque de liquidité est « le risque de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché » (Article 10.h de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié) « dans un délai déterminé et à un coût raisonnable » (arrêté du 5 mai 2009).

En application de l'article 2 des statuts de BPCE, l'Organe central prend « toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité du Groupe ainsi que de chacun des Réseaux » et, à cet effet, détermine « les règles de gestion de la liquidité du Groupe ».

La politique de gestion du risque de liquidité est formalisée au travers d'indicateurs en lien avec l'appétit au risque de liquidité. Ce dernier est défini au niveau Groupe et décliné au niveau des établissements.

La politique de gestion de la liquidité consiste à assurer la stratégie de développement de l'établissement dans le respect du cadre de gestion fixé par le régulateur (LCR, NSFR...), par le Groupe (limite en gap de liquidité, stress de liquidité ...) et en interne (limites propres à l'établissement défini dans le RAF établissement).

Dans ce cadre, il s'agit de s'assurer que l'établissement bénéficie d'une liquidité suffisante et à un coût maîtrisé permettant d'atteindre les objectifs de développement validés.

Dans le cadre de la gestion du risque de liquidité, la Caisse d'Épargne Côte d'Azur a déployé une politique dédiée aux risques ALM. Cette dernière embarque le risque de liquidité. La gestion de la liquidité au sein de l'établissement est notamment encadrée au travers du mandat SRAB « Trésorerie ». Ce dernier vise à assurer la liquidité à court, moyen et long terme et à réaliser les investissements nécessaires à la constitution de la réserve de liquidité, tout en optimisant le coût de refinancement de l'établissement.

### **Dispositif d'encadrement du risque de liquidité**

#### ➤ **Organisation générale du Groupe BPCE**

En termes de gestion, l'appréhension du risque de liquidité doit se faire sur différents prismes :

- horizon de temps : court, moyen et long terme ;
- situation normale ou stressée ;
- vision statique et dynamique.

A court terme (moins de 1 an), l'objectif est de s'assurer que son exposition permet de garantir sa survie à tout moment et plus particulièrement en situation de stress.

A moyen terme, la liquidité est mesurée au sens du besoin de trésorerie de l'établissement et est encadrée par la faisabilité du plan de refinancement MLT.

A long terme, il s'agit de garantir la soutenabilité dans le temps de ses activités, surveiller le niveau de transformation (en liquidité) du bilan.

Pour cela, les principaux indicateurs utilisés au niveau du Groupe BPCE et déclinés en établissement sont les suivants :

#### ➤ **LIQUIDITY COVERAGE RATIO - LCR**

Le LCR représente la capacité de l'établissement à faire face à une crise de liquidité spécifique et systémique à court terme (30 jours). L'objectif est de s'assurer que l'établissement survit à un stress sur une durée de 30 jours. Les pondérations appliquées pour la mesure de cet indicateur sont définies par la réglementation européenne qui impose un niveau minimum de LCR de 100 %.

Au 31/12/2025, le ratio LCR s'établit à **128,53 %**

#### ➤ **NET STABLE FUNDING RATIO – NSFR**

Le NSFR est un ratio réglementaire d'encadrement du risque de liquidité à moyen terme qui oblige les banques à financer par des ressources stables une part significative de leurs actifs à 1 an. Depuis le 30/06/21, avec l'entrée en vigueur du CRR2, cet indicateur est soumis à un minimum réglementaire de 100 %.

Au 31/12/2025, le ratio NSFR s'établit à **101,7 % en vision QIS et 104,2 % en vision CRR2**

#### ➤ **Impasse de liquidité statique**

Le gap ou impasse de liquidité a pour objectif la mesure des besoins ou des excédents de liquidité aux dates futures. L'observation de cette impasse d'une période à une autre permet d'apprécier la déformation (en liquidité) du bilan d'un établissement.



Selon la période observée (CT, MLT), l'encadrement de l'impasse va permettre de garantir la continuité en cas de stress, de contrôler la position de transformation et d'assurer la soutenabilité dans le temps de l'activité.

L'encadrement de l'impasse de liquidité au niveau établissement se réalise via la déclinaison des limites fixées au niveau Groupe. Pour rappel, les principes de calibrage des limites sur la partie court terme visent à assurer la capacité du groupe à évoluer dans différents contextes :

- En situation de stress fort à 2 mois, avec défense d'un niveau cible minimum de LCR à 1 mois ;
- En situation de stress modéré à 5 mois ;
- En situation normale à 11 mois.

### Description des principaux indicateurs

Afin d'appréhender le risque de liquidité, le Groupe s'appuie sur plusieurs indicateurs. On distingue deux séries d'indicateurs :

- **Les indicateurs dits 'socle de base'** : il s'agit d'un ensemble d'indicateurs communs aux établissements permettant d'encadrer les principaux risques portés par les différents bassins, et pouvant mettre le Groupe en risque.
- **Les indicateurs spécifiques** : il s'agit d'un jeu d'indicateurs ad hoc permettant d'encadrer les risques spécifiques de certains bassins selon leurs caractéristiques.

Le tableau suivant présente de manière synthétique les indicateurs dits 'socle de base'.

➤ **Tableau 1 – Table des indicateurs de liquidité communs à tous les bassins**

	Indicateurs	Objectifs
<b>Transformation</b>	<b>Gap de liquidité</b>	Encadrer la transformation et s'assurer de la soutenabilité des activités
	<b>LCR</b>	Mesurer la capacité de résistance du groupe à un stress systémique et sur un horizon de 30 jours
	<b>NSFR</b>	Mesurer la transformation de l'établissement suivant une approche réglementaire à travers le rapport entre le montant de financement stable et celui d'actifs stables.
<b>Activités financières</b>	<b>Accès marché</b>	Eviter "tout pollution" des signatures et optimiser la capacité d'accès Groupe au marché et sa soutenabilité
	<b>Suivi des repos</b>	Evaluer la dépendance des établissements au marché des repos
<b>Activité clientèle</b>	<b>CERC</b>	Contribuer à l'analyse de la performance commerciale et mesurer notamment la performance de la collecte commerciale S'assurer d'une dépendance au marché soutenable en vérifiant la bonne couverture des actifs clientèle par des passifs clientèle
	<b>Dépôts Grands Comptes</b>	S'assurer d'une diversification suffisante au sein de la collecte clientèle
<b>Volume</b>	<b>Enveloppes de liquidité</b>	Suivre les besoins de financement des établissements à travers leur consommation des enveloppes de liquidité.

Le tableau ci-après présente de manière synthétique les indicateurs spécifiques retenus pour certains bassins.

➤ **Tableau 2 – Table des indicateurs de liquidité spécifiques**

		Indicateurs
<b>Groupe</b>		Stress de liquidité
		Concentration des tombées MLT
		Concentration des investisseurs
		AER
		Gap USD
		Montant de collateral disponible
		Taille du bilan cash
		Intraday
		Placements privés
<b>Réseau, organe central &amp; filiales</b>	<b>CFF</b>	VRCT BPCE vers CFF
	<b>SCF</b>	VRCT SCF vers BPCE
		Segmentation des actifs par activité
		Repo sur titres LCR
	<b>Natixis</b>	Dépôts MMF US
		Opérations sécurisées US
	<b>BP (Excluding Bred) and CE</b>	Repo control
	<b>BPCE SA</b>	Montant de collateral disponible
<b>Bred</b>		Dépôts clientèle financière

## 2.7.4. Risques opérationnels

### 2.7.4.1. Organisation et gouvernance

Le dispositif de gestion du risque opérationnel de La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur est fondé sur les normes, procédures et modes opératoires définis par le Département Risques Opérationnels (DRO) de la DR qui assure l'accompagnement et le contrôle de l'ensemble de la filière risques opérationnels. Ce dispositif doit respecter les principes édictés par la Charte Risques, Conformité et Contrôle Permanent et la Charte du contrôle interne Groupe.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels est piloté par l'unité Risques Transverses et Contrôles permanents au sein de la Direction des Risques, Conformité et Contrôles permanents. Par ailleurs ce dernier est relayé par la nomination de correspondants sur l'ensemble du périmètre de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur dans ses différents métiers et fonctions supports.

Le Dispositif de gestion des Risques Opérationnels s'inscrit dans le dispositif Risk Appetite Statement (RAS) et Risk Appetite Framework (RAF) du Groupe. Ce dispositif est décliné au sein de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur suivant la déclinaison coordonnée par la DR des indicateurs Groupe dans les établissements.

La Direction des Risques, Conformité et Contrôles permanents de La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur est en charge de la surveillance permanente du risque opérationnel qui s'organise autour de la collecte des incidents, la mesure des risques, le suivi des actions correctrices pour toutes les activités de l'établissement, ainsi que le suivi d'indicateurs prédictifs de risques.

Le comité Exécutif des risques s'assure de la déclinaison de la politique de maîtrise des risques opérationnels et s'assure de la pertinence et de l'efficacité du dispositif.

- Il prend connaissance des incidents majeurs et récurrents et valide les actions correctives à mener. Il se prononce, à partir du Top 10 des risques (exposition VaR 99,9 %, VaR 95 % et pertes attendues), sur sa

tolérance aux risques, valide la cartographie locale et décide des actions correctives proactives destinées à réduire l'exposition aux risques jugés excessifs. Il s'appuie en cela sur les résultats des contrôles permanents de niveaux 1 et 2 associés aux situations de risque incluses dans le périmètre de cartographie ;

- Il prend connaissance des KRI en dépassement, décide des actions correctives à mener et effectue le suivi de l'état d'avancement des actions de réductions des risques post incidents graves ou bien de risques jugés excessifs (issus de l'exercice de cartographie) ou décidés après dépassement du seuil de KRI. Il est alerté en cas de dépassement excessif des délais de mise en œuvre des actions correctives ;
- Il examine les contrôles permanents réalisés au titre de la filière Risques Opérationnels et notamment les délais excessifs de mise en œuvre des actions correctives ;
- Il définit l'organisation du réseau des Correspondants Risque Opérationnel, effectue le suivi des actions de sensibilisation et de formation et le suivi des actions de sensibilisation auprès du métier ou de la fonction concerné(e) ;
- Il examine, a minima semestriellement, les incidents pouvant donner lieu à déclaration de sinistres (rapprochement de la base Incidents RO et des bases sinistres locales et du Groupe) afin de mettre en évidence la perte nette résiduelle après application de la couverture assurance ;
- Enfin, il exprime les éventuels besoins d'évolution des polices d'assurance locales.

Le Directoire est informé, via le comité exécutif des risques, des principaux éléments de suivi du dispositif des risques opérationnels.

Les Dirigeants effectifs sont responsables :

- de la validation du dispositif et des objectifs de diminution des risques opérationnels de l'établissement et de ses structures, au travers de la définition des actions correctrices ;
- de l'adéquation des moyens mis en œuvre pour assurer le pilotage du dispositif des risques opérationnels au regard des activités ;
- de la bonne fin en comité exécutif des risques des plans d'actions portant sur les risques à réduire ;
- de la validation de la pertinence des solutions retenues au regard des travaux issus des cartographies, incidents, indicateurs prédictifs et reportings ;
- du respect de l'application des règles et normes contenues dans les chartes et référentiels des normes Groupe ;
- du respect de la diffusion de l'information relative aux incidents graves de risques opérationnels, dont incidents significatifs relevant de l'article 98, et de leur suivi à BPCE et à l'organe de Surveillance de l'établissement.

#### 2.7.4.2. Exposition de l'établissement aux risques opérationnels

Au titre de l'exercice 2025, 93 incidents, dont 1 incident grave, ont été déclarés dans l'outil Groupe BPCE prévu à cet effet (OSIRISK). Aussi, certains incidents antérieurs à 2025 ont été réévalués durant l'exercice. Ces mouvements constituent le coût du risque opérationnel de l'établissement.

Ainsi, la répartition par catégorie bâloise du coût du risque s'établit de la façon suivante, au 31/12/2025 :

Catégories Bâloises	Montants en K€		
	Coût du risque au 31.12.2025	Dont gains/pertes	Dont provisions
Fraude externe	-1622	-963	-658
Pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail	-145	-40	-105
Dommages aux actifs corporels	-10	-10	
Interruption d'activité et dysfonctionnements des systèmes	2	2	
Exécution, livraison et gestion des processus	30	-1252	1281
Fraude interne	269	28	241
<b>Total général</b>	<b>-1553</b>	<b>-2264</b>	<b>711</b>

### 2.7.4.3. Identification et évaluation du risque opérationnel

Le système interne d'évaluation du risque opérationnel repose sur l'enregistrement des incidents de risques opérationnels, notamment les pertes significatives par ligne métier.

- Le système d'évaluation se traduit par une cotation du risque qui fait partie intégrante des processus de surveillance et de contrôle du profil de risque opérationnel et tient une place prépondérante dans le reporting aux comités des risques ou aux dirigeants effectifs ;
- L'exposition au risque opérationnel (et notamment les pertes significatives subies) donne lieu à un reporting régulier à la direction de l'établissement concerné, à l'audit interne, aux dirigeants effectifs et à l'organe de surveillance, éventuellement représenté par son comité des risques ;
- Les procédures internes des établissements incluent les règles à appliquer en cas d'anomalie dans la gestion opérationnelle des processus.

En outre, ce dispositif prévoit également la mise en œuvre et le suivi des actions correctives, ainsi que la mise en œuvre et le suivi d'indicateurs de risque.

### 2.7.4.4. Lutte contre la fraude externe

#### 2.7.4.4.1. Organisation de la lutte contre la fraude externe

L'organisation de la lutte contre la fraude externe est matérialisée essentiellement par une séparation des fonctions entre :

- La première ligne de défense (LoD1), en charge de la gestion et du pilotage opérationnels de la lutte contre la fraude externe ;
- La seconde ligne de défense (LoD2), en charge du pilotage et du suivi des risques de fraude externe.

La LoD1 est coordonnée par la Tour de Contrôle Fraude Groupe qui porte les principales activités suivantes :

- Définir la gouvernance opérationnelle fraude externe et en assurer l'animation ;
- Coordonner et animer l'ensemble des acteurs opérationnels ;
- Déterminer et diffuser les normes et méthodes et procédures opérationnelles du Groupe ;
- Elaborer et exécuter les plans d'action opérationnels et communiquer sur leur avancement ;
- Piloter la veille opérationnelle des nouvelles menaces et nouvelles technologies ;
- Elaborer et mettre à jour le référentiel des CPN1 et consolider les résultats ;
- Traiter les alertes et coordonner le traitement des incidents intervenus au niveau du Groupe ;
- Collecter tous les cas de FEX dans FREGAT
- Alimenter le reporting interne sur la fraude externe (Tentatives, cas avérées, fraudes évitées, nbre alertes...).

La LoD2 est pilotée par l'équipe Lutte contre la Fraude Externe de la Direction Sécurité Groupe qui porte les principales activités suivantes :

- Définition de la gouvernance globale de lutte contre la fraude externe ;
- Elaboration de la Politique fraude Groupe et suivi de sa mise en œuvre ;
- Définition de la stratégie Groupe en matière de fraude externe ;
- Elaboration et mise à jour de la cartographie des risques de fraude externe ;
- Définition du Plan de Contrôle de niveau 2 et consolidation des résultats ;
- Gestion de crise dans le cadre du processus Incidents Graves Groupe (I2G) ;
- Analyse des risques sur les nouveaux produits, services et activités ;
- Pilotage la veille réglementaire et la mise en œuvre de la réglementation ;
- Définition du plan de Formation/sensibilisation.

Ces activités couvrent l'ensemble des métiers retail ou corporate et la totalité des entreprises du Groupe.

La lutte contre la fraude externe est constituée en une filière métier spécialisée dans tous les établissements du Groupe.

Ainsi, un référent fraude externe est désigné dans chaque établissement du Groupe, et est chargé d'animer son dispositif dans son établissement.

En Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, les fonctions de LoD 1 sont partagées au sein de 2 unités. L'une en charge de traiter la fraude documentaire (logée au sein du réseau retail), l'autre en charge de lutter contre la fraude aux flux. Par ailleurs, la fonction de LoD 2 est pleinement indépendante et logée à la Direction des Risques, de la Conformité et Contrôles permanents. La lutte contre la fraude externe fait l'objet d'un encadrement dédié au travers d'une procédure cadre visant à définir les rôles et responsabilités de chacun des intervenants.

#### **2.7.4.4.2. Travaux réalisés 2025**

La feuille de route pluriannuelle fraude externe transverse au Groupe a poursuivi sa mise en œuvre.

Elle est constituée en particulier des deux piliers suivants organisés en programmes :

- Programme Sécurisation des virements de bout en bout par l'enrichissement des outils de détection et d'alertes, par l'adaptation des parcours clients selon le niveau de risque de fraude identifié, par la gestion fine des plafonds.
- Programme fraude documentaire couvrant l'ensemble du cycle de vie de la relation client, de l'entrée en relation à la fin de la relation, l'objectif étant de renforcer et fiabiliser le KYC en renforçant et en automatisant les contrôles documentaires et le partage d'information ;

Ces deux piliers sont complétés d'actions visant à poursuivre l'effort de sécurisation des autres moyens de paiements (cartes, chèques, dépôts espèces, prélèvements, etc.) et à prévenir la fraude le plus en amont possible et à agir et réagir au plus vite.

Enfin, le programme contestation paiements (carte et virements) mis en place pour accélérer la mise en conformité avec les dispositions de la DSP2 s'est poursuivi en 2025.

### **2.7.5. Risques environnementaux, sociaux et de gouvernance**

Les principaux travaux menés en 2025 ont porté sur la correcte déclinaison locale du programme Metamorph'Ose, piloté par le Groupe BPCE. A ces derniers, s'ajoute l'identification et la mesure des risques au travers d'une matrice de matérialité des risques ESG.

#### **2.7.5.1. Définition et cadre de référence**

##### **2.7.5.1.1. Cadre de référence**

La gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance au sein du Groupe BPCE s'inscrit dans un double cadre :

- Le cadre réglementaire s'appliquant aux institutions financières, intégrant notamment la SFDR (Sustainable Finance Disclosure Regulation), la directive MIF 2 (Marchés d'Instruments Financiers 2) ou le guide de la Banque Centrale Européenne relatif aux risques liés au climat et à l'environnement. Ce cadre est complété par les dispositifs de transparence extra-financière, comme la Taxonomie Européenne ou la CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive). Le Groupe BPCE tient également compte dans son cadre de référence des lois environnementales et sociales des juridictions où il opère. En France, cela inclut la loi Energie Climat, la loi d'Orientation des Mobilités ou la loi AGECL (anti-gaspillage économie circulaire) ;

- Le cadre des standards et des bonnes pratiques de place que le Groupe BPCE applique volontairement et qui prend appui sur des références et standards internationaux, tels que les Objectifs de Développement Durable (ONU), le Pacte Mondial des Nations Unies (ONU), les Principes de l'Équateur (financements de projet) etc., ainsi que sur des initiatives de place telles que les Principes for Responsible Banking (Principes pour une Banque Responsable).

Le dispositif de gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance mis en place par le Groupe BPCE vise à garantir le respect des normes méthodologiques et des contraintes fixées par ce cadre de référence tout en reflétant l'appétit aux risques du Groupe BPCE.

### **2.7.5.1.2. Définition des risques ESG**

#### **Risques environnementaux**

Les risques environnementaux se déclinent en deux grandes catégories de risques :

- Les risques physiques, découlant des conséquences d'événements climatiques ou environnementaux (biodiversité, pollution, eau, ressources naturelles), extrêmes ou chroniques, sur les activités du Groupe BPCE ou de ses contreparties ;
- Les risques de transition, découlant des conséquences de la transition vers une économie bas carbone, ou à moindre impact environnemental, sur le Groupe BPCE ou ses contreparties, incluant les changements réglementaires, les évolutions technologiques, le comportement des parties prenantes (dont les consommateurs).

#### **Risques sociaux**

Les risques sociaux découlent des conséquences de facteurs sociaux sur les contreparties du Groupe BPCE, incluant notamment les enjeux liés aux droits, au bien-être et aux intérêts des personnes et des parties prenantes (main-d'œuvre de l'entreprise, employés de la chaîne de valeur, communautés concernées, utilisateurs et consommateurs finaux).

#### **Risques de gouvernance**

Les risques de gouvernance découlent des conséquences de facteurs de gouvernance sur les contreparties du Groupe BPCE, incluant notamment les enjeux liés à l'éthique et à la culture d'entreprise (structure de gouvernance, intégrité et transparence des affaires, etc.), à la gestion des relations avec les fournisseurs, aux activités d'influence et pratiques de conduite des affaires.

### **2.7.5.1.3. Scénarios climatiques et environnementaux**

Dans le cadre des processus de planification et de pilotage stratégique de ses métiers et de gestion des risques, le Groupe BPCE s'appuie sur des scénarios climatiques lui permettant d'apprécier les enjeux associés aux risques climatiques à court, moyen et long terme.

Ces scénarios sont issus d'institutions de référence en matière de recherche scientifique sur le climat, tels que le Groupement d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC), le Network for Greening the Financial System (NGFS) ou l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE). Le choix des scénarios retenus par le Groupe repose sur des travaux pluridisciplinaires entre les principales directions impliquées dans la planification stratégique et la gestion des risques. Ils font l'objet d'une validation au niveau direction générale dans les instances encadrant les différents exercices mobilisant ces scénarios.

**Scénarios utilisés dans le cadre de la gestion des risques**

Le Groupe BPCE s'appuie essentiellement sur les scénarios SSP2-4.5 (scénario du GIEC) et Nationally Determined Contributions (scénario du NGFS) pour définir une tendance médiane à des fins de surveillance des risques. Pour ses besoins d'évaluation des risques dans un contexte dégradé, dans les exercices de test de résistance par exemple, le Groupe BPCE s'appuie également sur des scénarios alternatifs plus extrêmes : scénario SSP5-8.5 (scénario du GIEC) sur le risque physique et scénarios Net Zero 2050 et Delayed Transition (scénarios du GIEC) sur le risque de transition. Les caractéristiques des principaux scénarios climatiques mobilisés par le Groupe BPCE sont décrits dans le tableau ci-dessous.

Thème	RCP 4.5	RCP 8.5	Nationally Determined Contributions	Net Zero Transition	Delayed Transition
Source	GIEC	GIEC	NGFS	NGFS	NGFS
Usage Risques ESG	Evaluation du risque physique	Evaluation du risque physique	Evaluation du risque de transition	Evaluation du risque de transition	Evaluation du risque de transition
Démographie	Croissance stabilisée vers 2050	Croissance soutenue	Croissance modérée	Stabilisation ou légère diminution	Croissance soutenue
Technologie	Adoption de technologies plus durables, transition vers les énergies renouvelables	Adoption lente des technologies plus durables, dépendance continue aux combustibles fossiles	Adoption progressive de technologies plus durables, innovations soutenues par des politiques adaptées	Accélération de l'innovation dans les technologies plus durables, fort soutien politique et financier	Adoption retardée des technologies plus durables
Sociétal	Augmentation de la sensibilisation aux enjeux environnementaux, politiques proactives	Inégalités croissantes, potentielles luttes sociales	Sensibilisation croissante aux enjeux environ., engagement des citoyens	Mobilisation sociale forte en faveur de la transition, soutenue par des politiques adaptées	Inégalités croissantes et résistance sociale
Croissance économique	Croissance économique modérée	Croissance économique rapide, forte consommation d'énergie	Croissance économique modérée	Croissance économique soutenable	Croissance économique rapide mais non soutenable
Émissions de gaz à effet de serre	Réduction significative des émissions à partir de 2040	Emissions en forte augmentation tout au long du 21 <sup>ème</sup> siècle	Réduction progressive des émissions	Réduction rapide et significative des émissions	Poursuite de l'augmentation des émissions à court terme, avec une stabilisation tardive

#### **2.7.5.1.4. Base de connaissance sectorielle**

Le Groupe BPCE a développé une base de connaissance partagée entre les principales parties prenantes internes du dispositif de gestion des risques ESG (notamment la direction de l'Impact et le département risques ESG). Cette base de connaissance a vocation à constituer un socle de référence au sein du Groupe BPCE sur les enjeux ESG liés aux principaux secteurs économiques et à alimenter les travaux menés en aval à des fins d'intégration des risques ESG dans les réflexions stratégiques et les différents dispositifs de gestion des risques du Groupe BPCE.

Cette base de connaissance prend la forme de fiches sectorielles rassemblant les principaux enjeux ESG des secteurs économiques les plus sensibles du point de vue ESG. Elles sont constituées en s'appuyant sur l'état actuel des connaissances scientifiques, technologiques et sociales rassemblées par les experts du Groupe BPCE. Une mise à jour et un enrichissement régulier de ce socle de connaissance sont réalisés de manière à suivre les dynamiques sectorielles observées.

Courant 2025, une analyse spécifique portant sur les clients exposés à la baisse de l'enneigement en montagne, et plus spécifiquement dans les stations de sports d'hiver, a été conduite. Les conclusions de celle-ci ont été présentées au Directoire au travers du Comité Exécutif des Risques et mettent en exergue exposition modérée aux bornes de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

#### **2.7.5.1.5. Données ESG**

L'acquisition, la diffusion et l'usage au sein du Groupe BPCE de données liées aux caractéristiques ESG de ses contreparties et à ses activités propres constituent un enjeu critique, notamment à des fins de pilotage des portefeuilles et de suivi des risques ESG. Elles jouent également un rôle majeur dans l'enrichissement de la connaissance extra-financière des clients permettant de mettre en place les actions d'accompagnement adaptées, en fonction du segment de clientèle. La gestion des données relatives aux enjeux ESG (données ESG) s'inscrit dans le cadre général des normes et des politiques relatives aux données au sein du Groupe BPCE et en particulier, celles relatives à la réglementation BCBS239. En complément, un standard de gouvernance des données ESG a été défini afin de préciser clairement les rôles et responsabilités des différents acteurs, ainsi que les exigences spécifiques pour la collecte, l'agrégation et la validation des données ESG. Selon la nature du besoin, le Groupe BPCE dispose de plusieurs canaux d'acquisition de données ESG sur ses contreparties :

- La collecte directe des données auprès de ses contreparties, au travers de questionnaires spécifiques et du dialogue stratégique ;
- La collecte de données issues d'informations extra-financières publiées par ses contreparties, par exemple dans le rapport CSRD pour les entreprises européennes concernées ;
- Le recours à des bases de données publiques (open data), mises à disposition par des institutions gouvernementales telles que l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) en France ou des organisations non gouvernementales (ONG) spécialisées comme le World Wildlife Fund (WWF) ou Urgewald par exemple ;
- Le recours à des fournisseurs externes de données spécialisés comme les agences de notation extra-financière, ou généralistes.

En l'absence de données disponibles spécifiques à une contrepartie, le Groupe BPCE peut recourir à des approximations (moyennes sectorielles par exemple) et à des estimations lui permettant d'évaluer la trajectoire de ses portefeuilles et de ses risques. Ce type d'approche est notamment utilisé pour les clients particuliers, professionnels et petites entreprises pour lesquels les enjeux de disponibilité et de qualité de la donnée disponible sont plus importants que pour les grandes entreprises, soumises à des obligations de publication.

Pour répondre aux enjeux de collecte et de qualité des données ESG, le Groupe BPCE a défini en 2025 une feuille de route permettant de couvrir les principaux besoins en matière de données clients, permettant de répondre aux usages risques et commerciaux ou en lien avec les engagements du Groupe BPCE. Les orientations liées à



cette feuille de route et le suivi de son exécution sont assurés par le comité de direction générale, dans le cadre du suivi du projet stratégique Vision 2030, et par le comité stratégique de transition environnementale.

### **2.7.5.2. Organisation**

#### **2.7.5.2.1. Mission et organisation de la direction l'Impact**

La direction de l'Impact Groupe, rattachée directement au Président du Directoire, est garante de la vision 2030 de l'Impact sur les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance. Elle développe et déploie cette expertise, et elle œuvre au partage et à la diffusion des bonnes pratiques recensées dans toutes les entreprises du groupe, dans une logique d'amélioration continue. Elle coordonne la mise en œuvre opérationnelle du programme Impact établi dans le cadre du projet stratégique BPCE VISION 2030, en mobilisant les différentes parties prenantes. Enfin, elle assure la coordination globale et accompagne chaque filière pour assurer un fonctionnement « Impact Inside », tout en mettant en place les synergies nécessaires.

Pour mener à bien ses missions, la direction de l'Impact s'appuie sur les directions RSE/Impact des différents métiers du Groupe BPCE, la Fédération nationale des Banques Populaires (FNBPF) et la Fédération nationale des Caisses d'Épargne (FNCE). Une filière Impact, coordonnée et portée par la direction de l'Impact, pilote et accompagne la transformation durable des modèles d'affaires et métiers du Groupe pour intégrer les enjeux ESG. Composée de l'ensemble des entités et métiers du Groupe, elle garantit la co-construction, la mise en œuvre de lignes directrices communes et la déclinaison propre aux spécificités de chaque modèle d'affaire. Elle permet de s'assurer de l'exécution opérationnelle du projet stratégique Impact.

Chaque établissement et métier du Groupe a désigné un sponsor Impact, membre de la filière, qui impulse et coordonne le plan d'action Impact au niveau de leurs entreprises et participe à la dynamique de co-construction.

#### **2.7.5.2.2. Mission et organisation du département Risques ESG**

Le département risques ESG joue un rôle central dans la définition et la mise en œuvre du dispositif de supervision des risques ESG du Groupe BPCE et a la responsabilité de :

- Définir et déployer les méthodologies et les outils de mesure des risques spécifiques aux risques ESG ;
- Contribuer à la définition des scénarios climatiques / environnementaux de référence pour le Groupe BPCE ;
- Contribuer à la définition et à la mise en œuvre d'un dispositif de stress test sur les risques ESG et de contribuer aux processus transverses de gestion des risques, notamment RAF/ICAAP/ILAAP, pour le compte des risques ESG ;
- Piloter et accompagner les projets visant à prendre en compte les risques ESG dans l'appétit aux risques, les politiques, les processus, les méthodologies risques/métiers dans l'ensemble des filières Risques, des entités et des métiers ;
- Accompagner la mise en œuvre opérationnelle du dispositif risques ESG dans l'ensemble des entités, notamment en supervisant le dispositif de contrôle permanent lié aux risques ESG ;
- Définir et mettre en œuvre les tableaux de bord de surveillance consolidée des risques ESG et assurer le suivi des expositions individuelles et sectorielles sensibles ;
- Produire et diffuser les analyses consolidées (ad hoc ou récurrentes) sur l'exposition aux risques ESG ;
- Définir et développer le dispositif de formation interne sur les risques ESG (administrateurs, dirigeants, collaborateurs).

Pour mener à bien ces missions, le département risques ESG s'appuie sur une filière de correspondants identifiés dans toutes les entités et établissements du Groupe BPCE, en charge d'accompagner le déploiement du dispositif de gestion des risques ESG à leurs bornes.

Compte tenu des enjeux spécifiques aux métiers de la banque de grande clientèle, Natixis CIB s'est doté de plusieurs pôles d'expertise au sein de ses équipes commerciales (Green & Sustainable Hub), de sa direction des Risques et de sa direction Strategy & Sustainability. Ces équipes alimentent les travaux du Groupe BPCE, en particulier sur les grandes entreprises et les financements spécialisés, les méthodologies d'évaluation des impacts et des risques, et interviennent directement dans l'accompagnement du déploiement du dispositif auprès des autres entités et des établissements du Groupe BPCE.

Au sein de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, la Direction de l'impact matérialisant la LoD 1 est directement rattachée au Président du Directoire. Par ailleurs, la LoD 2 est logée à la Direction des Risques, Conformité et Contrôles permanents, elle-même rattachée au Président du Directoire.

### **2.7.5.2.3. Intégration dans le dispositif de contrôle interne**

Le dispositif de gestion des risques ESG s'articule selon le modèle des trois lignes de défense en place au sein du Groupe BPCE :

- Première ligne de défense : les services opérationnels au sein des différents métiers et fonctions du Groupe BPCE intègrent les risques ESG dans leurs processus, politiques et contrôles. Les risques ESG sont pris en compte dans les dispositifs de contrôle de niveau 1.1 et 1.2 selon les risques induits par chaque activité ;
- Seconde ligne de défense :
  - Le département des risques ESG, rattaché directement au directeur général en charge des risques du Groupe BPCE, établit le cadre de référence (méthodologie et scénarios), structure, anime et accompagne le déploiement du dispositif de maîtrise des risques ESG au sein du Groupe BPCE. Ces missions sont réalisées en collaboration avec la direction de l'Impact, les autres départements de la direction des Risques, les autres directions du Groupe BPCE intervenant dans la gestion des risques ESG et l'ensemble des entités et des établissements du Groupe BPCE ;
  - Les autres filières risques et conformité intègrent les risques ESG en tant que facteur de risque dans le dispositif de gestion des risques et de contrôle, avec l'appui du département risques ESG ;
  - Les départements en charge des contrôles permanents intègrent les points de contrôle relevant des risques ESG pour assurer le suivi et le contrôle transverse de l'intégration effective du dispositif de maîtrise des risques ESG dans les politiques et les processus ;
- Troisième ligne de défense : l'inspection générale du Groupe BPCE et les départements en charge de l'audit interne intègrent les risques ESG dans leur revue du cadre de contrôle interne pour assurer la bonne application des politiques de risques associées, la conformité des pratiques commerciales et de gestion des risques et le respect des obligations réglementaires.

De manière assez similaire à l'organisation du Groupe BPCE, au sein de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, la Direction de l'impact s'inscrit comme la première ligne de défense. La seconde ligne de défense est logée à la Direction des Risques, Conformité et Contrôles permanents, au travers de l'unité Risques Transverses et contrôles permanents. Enfin, la 3ème ligne de défense est assurée par l'audit interne.

### **2.7.5.3. Formation et animation des collaborateurs**

En 2025, le Groupe BPCE a mis en place le Campus Impact, un dispositif de formation revu et mis à jour s'articulant autour de trois blocs : un socle commun fondé sur des savoirs généraux, des modules de perfectionnement sur des thématiques stratégiques prioritaires et des modules spécifiques par filière métier. Ce dispositif réunit les formations à jour disponibles pour construire des plans de formation par métier.

Le projet stratégique VISION 2030 intègre un objectif de formation de 100% des collaborateurs aux enjeux ESG d'ici au 31 décembre 2026. Dans ce cadre, en 2025, le Groupe BPCE a déployé deux modules de formation e-

learning : « les fondamentaux de l'impact » et « les fondamentaux des risques ESG ». Ce dispositif sera complété en 2026, notamment par des modules dédiés à l'analyse des risques extra-financiers et à l'écoblanchiment.

Au niveau opérationnel, dans les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne, les collaborateurs commerciaux, analystes crédit et risques concernés par la clientèle Corporate ont participé à une formation d'une journée en présentiel intégrant une présentation des enjeux ESG et leur prise en compte dans l'analyse des modèles économiques, ainsi que des solutions d'accompagnement des clients. L'objectif était de comprendre les enjeux spécifiques pouvant impacter les modèles d'affaires et l'accompagnement des plans d'action de transition des clients. Des formations complémentaires dédiées spécifiquement à l'analyse extra-financière ont été dispensées aux populations analystes crédit et risques. Enfin, des communications de sensibilisation, notamment sur les enjeux ESG et les risques associés, sont régulièrement adressées aux collaborateurs du Groupe BPCE et contribuent à la bonne appréhension de ces sujets ainsi qu'à l'actualisation de leurs connaissances.

#### **2.7.5.4. Politique de rémunération**

Le conseil de surveillance, au travers du comité des rémunérations, a notamment pour responsabilité de fixer le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du directoire. Il s'assure que les enjeux ESG s'inscrivent pleinement dans la politique de rémunération.

La rémunération du Président du Directoire et des membres du comité de direction générale de BPCE (hors fonctions de contrôle) comprend une part variable annuelle indexée à 40 % sur des critères qualitatifs. L'attribution de cette part variable dépend pour partie de la mise en œuvre des ambitions stratégiques du Groupe BPCE sur les enjeux ESG.

Le 6 février 2025, sur proposition du comité des rémunérations, le conseil de surveillance de BPCE a décidé de fixer les objectifs de part variable du directoire au titre de l'exercice 2025 en intégrant un critère spécifique lié à l'environnement, au climat et aux trajectoires de décarbonation avec un poids de 5 %. Afin de sensibiliser les collaborateurs, et de les faire participer à l'engagement du groupe dans la lutte contre le réchauffement climatique, l'intéressement des collaborateurs de BPCE SA est, depuis 2022, en partie indexé sur un objectif en lien avec la stratégie de l'Impact de BPCE (atteinte de l'objectif stratégique du Groupe de réduction de son empreinte directe dans l'accord couvrant les exercices 2022 – 2024, suivi de formations ESG pour l'accord 2025 – 2027). Afin de sensibiliser les collaborateurs, et de les faire participer à l'engagement du Groupe dans la lutte contre le réchauffement climatique, l'intéressement des collaborateurs de BPCE SA est, depuis 2022, en partie indexé sur un objectif en lien avec la stratégie de l'Impact de BPCE (atteinte de l'objectif stratégique du Groupe de réduction de son empreinte directe dans l'accord couvrant les exercices 2022 – 2024, suivi de formations ESG pour l'accord 2025 – 2027). Par ailleurs, des critères similaires sont intégrés par certaines entités du Groupe BPCE dans la détermination de la rémunération variable des dirigeants et des salariés, selon leur contexte et leur objectif propre.

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur définit sa politique de rémunération fixe et variable des membres du Directoire selon les dispositifs prévus par le Groupe. Concernant la rémunération variable, à savoir une part de 50 % est basée sur des critères communs nationaux, Groupe BPCE et établissement, et l'autre partie à hauteur de 50 % sur des critères locaux. Depuis 2024, un critère ESG a été validé par le Conseil d'Orientation et de Surveillance. Ce critère vise à décrire les actions Green de l'entreprise tant sur les domaines clients (à titre d'illustration, intégration des dimensions ESG dans les process relatifs aux décisions de crédit, mesure de l'impact territorial des financements de la Caisse ...), que des domaines internes (Bilan carbone, label RFAR...).

Pour l'exercice 2025, sur proposition du comité de rémunération qui s'est tenu le 24 mars, le Comité de rémunération a reconduit l'intégration des enjeux ESG dans la politique de rémunération.

Le 31 mars 2025, le Conseil d'Orientation et de Surveillance a validé les objectifs de part variable des membres du Directoire.

Depuis le 5 juin 2025, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Côte d'Azur, a reconduit dans le cadre de la négociation du nouvel accord d'intéressement, un critère relatif à la réduction de l'empreinte carbone par la maîtrise des consommations d'énergies fossiles, permettant d'intéresser l'ensemble des salariés à la RSE.

#### **2.7.5.5. Dispositif de gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance**

##### **2.7.5.5.1. Programme de déploiement du dispositif**

Ce programme s'articule autour des 4 thèmes suivants :

- La gouvernance des risques ESG : comitologie, rôles et responsabilités, rémunérations ;
- Le renforcement de la connaissance des risques : dispositifs de veille, analyses et évaluations sectorielles, référentiel des risques, méthodologies et processus d'analyse des risques, données ;
- L'insertion opérationnelle des travaux : en coordination avec les autres filières de la direction des Risques, prise en compte des facteurs de risque ESG dans leurs dispositifs d'encadrement et leurs processus de décision respectifs ;
- Les mécanismes de pilotage consolidé des risques : tableaux de bord, contributions aux dispositifs RAF / ICAAP / ILAAP, plan de formation et d'acculturation des administrateurs, dirigeants et collaborateurs, contribution à la communication extra-financière.

En 2025, ce programme a fait l'objet d'ajustements ponctuels afin de tenir compte du cadrage progressif de certains travaux et des attentes réglementaires issues des orientations de l'ABE en matière de gestion des risques ESG.

L'exécution de ce programme mobilise les principales parties prenantes internes en matière de risques ESG, notamment la direction de l'Impact, les équipes et les filières des autres départements de la direction des Risques, la direction Finance, la direction Conformité, la direction Technologies et Opérations, la direction Digital & Payments ainsi que les pôles métiers du Groupe BPCE, et en particulier les directions en charge du développement des activités de finance durable.

À fin 2025, le programme comptait 119 actions, dont 58 ont été clôturées. Les actions en retard font l'objet d'une démarche de sécurisation visant à garantir le respect des engagements fixés.

##### **2.7.5.5.2. Identification et évaluation de matérialité des risques ESG**

Le Groupe BPCE a mis en place un processus d'identification et d'évaluation de la matérialité des risques ESG visant à structurer la compréhension des risques auxquels il est exposé à court, moyen et long terme et à identifier les axes prioritaires de renforcement du dispositif de maîtrise des risques. Ce processus est coordonné par le département risques ESG, sous la supervision du comité des risques ESG et du conseil de surveillance du Groupe BPCE. Il fait l'objet d'une revue annuelle permettant d'actualiser les portefeuilles du Groupe BPCE, les connaissances scientifiques et les méthodologies sous-jacentes.

Ce processus est constitué de quatre étapes principales :

- Constitution du référentiel des risques ESG ;
- Documentation des canaux de transmission des risques ESG vers les autres catégories de risque ;
- Evaluation de la matérialité des risques ESG en regard des autres catégories de risque ;
- Alimentation des exercices transverses de gestion des risques (dispositif d'appétit aux risques, ICAAP, ILAAP).

Le périmètre des risques pris en compte dans le processus d'identification et d'évaluation de la matérialité des risques ESG couvre uniquement les risques climatiques et environnementaux. Les risques sociaux et de gouvernance sont directement intégrés dans le dispositif transverse d'appétit aux risques. Des travaux méthodologiques d'extension aux risques sociaux et de gouvernance sont en cours et aboutiront en 2026.

### Référentiel des risques ESG

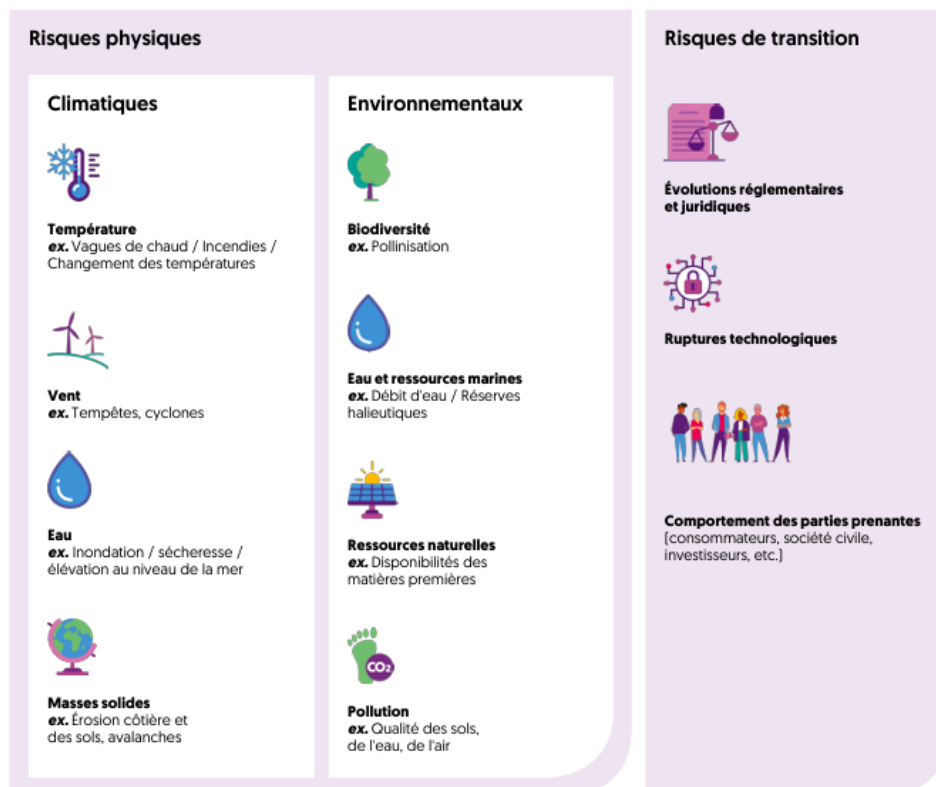
Le Groupe BPCE a mis en place un référentiel des risques environnementaux, permettant de définir les aléas couverts. Ce référentiel s'appuie sur les connaissances scientifiques actuelles et les textes réglementaires de référence (ex. taxonomie européenne) et vise une représentation la plus exhaustive possible des aléas.

Concernant les risques physiques, le référentiel distingue les aléas de risque physique liés au climat, à la biodiversité et aux écosystèmes, à la pollution, à l'eau et aux ressources marines et à l'utilisation des ressources et à l'économie circulaire. Les aléas liés au climat se répartissent entre aléas aigus ou chroniques liés à la température, au vent, à l'eau et aux masses solides et les aléas liés à l'environnement. Les aléas liés aux risques environnementaux se répartissent entre la perturbation des services de régulation (protection contre les aléas climatiques, supports aux services de production, atténuation des impacts directs) et la perturbation des services d'approvisionnement (en qualité ou en quantité).

Concernant les risques de transition, le référentiel distingue les risques liés aux évolutions réglementaires, aux évolutions technologiques, et aux attentes et changements de comportement des parties prenantes.

Un référentiel des risques sociaux et de gouvernance est en cours de développement en vue d'une mise en œuvre courant 2026.

#### Risques climatiques et environnementaux



## Canaux de transmission des risques ESG

Les risques ESG constituent des facteurs de risque sous-jacents aux autres catégories de risque auxquelles le Groupe BPCE est exposé, soit les risques de crédit et de contrepartie, les risques de marché et de valorisation, les risques d'assurance, les risques structurels de bilan, les risques stratégiques et d'activité et les risques non financiers (risques opérationnels, risques de réputation, risques de non-conformité, etc.), tels qu'identifiés dans la taxonomie des risques du Groupe BPCE.

Le Groupe BPCE a mené un exercice d'identification et de description systématique des canaux de transmission reliant les facteurs de risques climatiques et environnementaux aux principales catégories de risque de la taxonomie des risques du Groupe BPCE. Pour la réalisation de cet exercice, le Groupe BPCE s'est appuyé sur ses experts internes ainsi que sur les cartographies d'impact réalisées par des institutions de référence telles que le NGFS, SBTN ou la méthodologie OCARA.

Ces canaux de transmission passent par les impacts des aléas climatiques sur les activités et les modèles d'affaires, qui se traduisent dans les variables financières à l'échelle macroéconomique ou microéconomique et in fine modifient l'exposition aux risques du Groupe BPCE. Ils peuvent se matérialiser de manière directe, en lien avec les activités propres au Groupe BPCE, ou indirecte, par le biais des contreparties auxquelles le Groupe BPCE est exposé dans le cadre de ses activités de financement ou d'investissement. Ils sont représentés de manière synthétique dans le schéma ci-dessous.

La définition des canaux de transmission liés aux risques sociaux et de gouvernance est en cours de développement et sera mise en œuvre courant 2026.



### **Evaluation de la matérialité des risques ESG**

En s'appuyant sur les canaux de transmission identifiés, le Groupe BPCE évalue la matérialité des risques climatiques et environnementaux au regard des principales catégories de risque auxquelles il est exposé. Cette évaluation distingue les risques physiques et les risques de transition. Elle est effectuée selon trois horizons de temps : court terme (1 à 3 ans, horizon de planification financière), moyen terme (horizon de planification stratégique, 5 à 7 ans) et long terme (~2050).

Cette évaluation s'appuie sur des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, permettant d'apprécier les expositions aux risques du point de vue sectoriel et géographique, lorsque ceux-ci sont disponibles, ainsi que sur des appréciations à dire d'expert. Les experts internes mobilisés dans le cadre de ces évaluations regroupent le département des risques ESG, les autres filières de la direction des Risques, ainsi que des représentants des autres directions (Impact, Conformité, Juridique) et des pôles métiers concernés.

En 2025, l'analyse de matérialité a été réalisée à l'échelle du Groupe BPCE en couvrant de manière combinée les risques climatiques et environnementaux. Elle a également été déclinée au niveau des principales entités opérationnelles en suivant des hypothèses et un cadre d'analyse commun.

L'évaluation de la matérialité des risques ESG aux bornes de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a été renouvelé en 2025. Les résultats ont par ailleurs été validés en Comité Exécutif des Risques et présentés en Comité des risques du COS. La démarche appliquée est celle visée par le Groupe BPCE, sur la base des éléments méthodologiques et données fournies par ce dernier. Aussi, au regard du périmètre d'intervention de l'établissement, les 3 risques suivants ont été cotés :

- Risques de crédit
- Risques d'investissement propre
- Risques opérationnels

Les résultats mettent en exergue une exposition maîtrisée sur les 3 horizons temporels mesurés (court, moyen et long terme), tant sur les risques physiques que de transition.

### **Intégration dans le dispositif d'appétit aux risques du Groupe BPCE**

Les travaux d'identification des risques ESG et d'évaluation de leur matérialité alimentent les principales composantes du dispositif d'appétit aux risques du Groupe BPCE dans le cadre du processus de revue annuelle de ce dispositif.

La cartographie faîtière des risques du Groupe BPCE intègre une catégorie « Risque d'écosystème » qui regroupe les risques environnementaux, en distinguant les risques physiques et les risques de transition, les risques sociaux et les risques de gouvernance.

L'évaluation de matérialité de ces catégories de risques dans le cadre du dispositif d'appétit aux risques est définie en croisant la matérialité des principales catégories de risques auxquelles est exposé le Groupe BPCE (évaluée dans le cadre du processus annuel de définition de l'appétit aux risques) et la matérialité des risques climatiques et environnementaux en regard de ces catégories de risques (évaluée selon le processus décrit ci-dessus). Pour les risques sociaux et de gouvernance, l'évaluation est réalisée à dire d'expert dans le cadre du processus de définition de l'appétit aux risques uniquement.

En 2025, la matérialité des risques environnementaux physiques et de transition a été évaluée au niveau 1 sur 3 (« significatif ») pour le Groupe BPCE tandis que la matérialité des risques sociaux et de gouvernance a été évaluée à un niveau de 0 sur 3 (« faible »).



### **Encadrement de l'appétit aux risques**

Dans son encadrement de l'appétit aux risques, le Groupe BPCE met en place des indicateurs ayant pour objectif d'encadrer la concentration des risques physiques et de transition dans ses portefeuilles de financement.

Ainsi, un encadrement de l'appétit au risque de transition sur le portefeuille de crédit immobilier résidentiel a été mis en place en 2024. Il s'appuie sur un indicateur reposant sur la part des biens immobiliers financés présentant un Diagnostic de Performance Énergétique dégradé (classe F ou G) dans le stock. À compter de 2026, un encadrement du risque de transition sur le portefeuille professionnel, entreprise et financements spécialisés vient compléter le dispositif. Cet indicateur s'appuie sur des méthodologies internes d'évaluation du risque de transition. Cet indicateur vient en remplacement de l'indicateur de suivi des secteurs qualifiés comme contribuant significativement aux émissions de gaz à effet de serre (GES), précédemment sous observation. À un niveau opérationnel, des indicateurs soumis à des limites sont également mis en place en regard des risques physiques sur les expositions crédit professionnels, entreprises et financements spécialisés d'une part et crédit habitat d'autre part.

Au-delà des portefeuilles de financement, les risques de transition en lien avec les risques de liquidité et de réputation sont également encadrés.

Certaines entités du Groupe ont également mis en œuvre un dispositif d'encadrement complémentaire, aligné sur leurs propres enjeux, afin de garantir une gestion des risques adaptée à leurs spécificités.

### **Intégration dans les processus d'évaluation interne du besoin en capital et en liquidité**

Le Groupe BPCE prend en compte le risque physique dans l'évaluation interne de son besoin en capital (processus ICAAP) par application de scénarios adverses sur les aléas vague de chaleur, sécheresse et inondation. L'évaluation du risque de transition repose sur des scénarios de transition retardée et ordonnée ainsi que sur un scénario spécifique lié à la législation sur la performance énergétique des biens immobiliers en France. L'évaluation du besoin en capital économique intègre une quantification des impacts sur le portefeuille de crédits immobiliers et sur le portefeuille de crédits aux entreprises.

Le Groupe BPCE prend également en compte les risques physiques et de transition dans l'évaluation interne de son besoin en liquidité (processus ILAAP). La quantification du risque s'appuie en premier lieu sur la modélisation de l'impact des risques physiques et/ou de transition sur les clients et investisseurs ainsi que l'impact d'un événement ESG négatif sur la réputation du Groupe. L'impact d'un changement de réglementation relatif à l'éligibilité des actifs en banque centrale au titre de critères climatiques est également intégré.

### **2.7.5.5.3. Méthodologie d'évaluation des risques ESG**

Afin de renforcer ses capacités d'évaluation des risques ESG, le Groupe BPCE s'est doté de méthodologies spécifiques permettant d'appréhender les risques ESG associés à ses portefeuilles de manière systématique et cohérente. Ces méthodologies s'appuient sur les expertises internes et externes, et reflètent l'état des connaissances scientifiques, les technologies et le contexte réglementaire actuels, ainsi que les pratiques de place. Elles sont régulièrement revues, complétées et enrichies dans le but d'améliorer progressivement la finesse d'évaluation des risques ESG et de tenir compte des évolutions du contexte.

### **Évaluation des risques environnementaux, sociaux, et de gouvernance**

Les méthodologies d'évaluation des risques physiques et de transition déployées par le Groupe BPCE s'appuient sur des données quantitatives complétées par des analyses qualitatives le cas échéant. Elles sont décrites dans les paragraphes ci-dessous.



En complément, des travaux ont été engagés afin de mettre à jour les méthodologies d'évaluation des risques sociaux et de gouvernance en vue d'une mise en œuvre courant 2026.

### **Evaluation des risques environnementaux des risques**

#### ➤ **Evaluations géo-sectorielles**

Afin de renforcer la finesse et la robustesse de ses évaluations du risque physique associé aux encours de financement des professionnels et des entreprises, le Groupe BPCE a développé courant 2024 une méthodologie d'analyse de la vulnérabilité des encours aux risques physiques.

Cette méthodologie interne permet de prendre en compte la vulnérabilité intrinsèque d'un secteur aux aléas de risque physique et l'exposition d'une zone géographique donnée à ces mêmes aléas. Elle est actuellement déclinée à une maille sectorielle fine (NACE2) et à une maille géographique nationale ou régionale pour les pays sur lesquels le Groupe BPCE a une concentration particulière d'encours (France, Etats-Unis). Six aléas de risque climatique physique sont actuellement couverts, parmi les plus représentatifs pour le Groupe BPCE, et peuvent faire l'objet de simulation sous différents scénarios et horizons temporels.

Cette méthodologie a été déployée dans les outils de pilotage des risques internes courant 2025. L'ajout de risques liés aux thématiques environnementales (biodiversité, eau et ressources marines, pollution) sera mis en œuvre en 2026.

#### ➤ **Portefeuille crédit habitat**

Compte tenu de son exposition forte sur les crédits immobiliers aux particuliers, le Groupe BPCE s'est doté d'un outil de simulation des risques physiques sur les actifs financés. Cet outil prend en compte les coordonnées exactes de l'actif pour évaluer son exposition au risque et certaines caractéristiques permettant d'estimer sa vulnérabilité pour déterminer les dommages sous différents scénarios et horizons temporels. A date, cet outil couvre le territoire de la France hexagonale et de la Corse et permet d'évaluer l'exposition aux deux principaux risques physiques pour ce portefeuille (sécheresse – RGA et inondations).

### **Evaluation des risques environnementaux de transition**

#### ➤ **Evaluations sectorielles**

Afin de renforcer la finesse et la robustesse de ses évaluations du risque de transition associé aux encours de financement des professionnels et des entreprises, le Groupe BPCE a développé courant 2024 une méthodologie d'analyse granulaire de la sensibilité des différents secteurs économiques à ce risque.

Cette méthodologie interne permet d'attribuer un score sectoriel reflétant le risque de transition associé à un code NAF donné, en prenant en compte les émissions de carbone et les principaux impacts environnementaux des entreprises du secteur. Elle a été développée en cohérence avec la méthodologie *Green Weighting Factor* qui s'applique au niveau de l'entreprise ou du projet financé. Compte tenu de la part prépondérante des entreprises françaises dans le portefeuille d'expositions du Groupe BPCE (hors Natixis), cette méthodologie est centrée sur les paramètres correspondant à l'économie française.

Cette méthodologie a été déployée dans les outils de pilotage des risques internes début 2025. La prise en compte de spécificités d'autres zones géographiques en matière de risque de transition sur les principaux secteurs d'activité concernés sera mise en œuvre en 2026.

#### ➤ **Portefeuille crédit habitat**

Pour l'évaluation du risque de transition sur son portefeuille crédit habitat, le Groupe BPCE s'appuie sur le Diagnostic de Performance Energétique (DPE) des biens immobiliers financés. Le DPE des biens financés situés

en France hexagonale est collecté de manière systématique et permet de capter à la fois un risque sur la capacité de remboursement du crédit en cas d'augmentation des dépenses énergétiques ou de charges liées au financement de travaux d'amélioration de la performance énergétique, mais également le risque de perte de valeur du bien du fait d'un DPE dégradé, le rendant potentiellement impropre à une utilisation dans le cadre locatif compte tenu de la réglementation en vigueur.

#### **2.7.5.5.4. Intégration des risques ESG dans le dispositif de gestion des risques**

Le Groupe BPCE intègre progressivement les facteurs de risques ESG dans les processus de décisions opérationnelles et les dispositifs de surveillance et d'encadrement des risques. Cette démarche s'appuie sur les dispositifs de gestion des risques en place dans les principales filières de risque de la banque tels que décrits dans cette section.

##### **Risques de crédit**

###### **➤ Politiques crédit**

Les politiques risques de crédit du Groupe BPCE intègrent des critères d'octroi ou des points de vigilance se rapportant aux enjeux ESG et aux risques associés lorsque ceux-ci sont pertinents pour le secteur considéré. Ces critères permettent de guider l'analyse des dossiers de financement sur ces aspects. Ils sont constitués et régulièrement mis à jour à partir de la base de connaissance sectorielle ESG développée par le Groupe BPCE (voir ci-dessus), en coordination avec les entités et les établissements du Groupe BPCE, lors de la revue périodique des politiques crédit.

Dans le cadre de la déclinaison locale des politiques crédit, les établissements et filiales du Groupe BPCE sont à même de renforcer leur politique locale par des critères complémentaires permettant de prendre en compte des risques ESG spécifiques à leur contexte opérationnel et commercial.

Lorsque cela est pertinent, les politiques crédit du Groupe BPCE font référence aux engagements volontaires du Groupe BPCE et en particulier, aux politiques sectorielles ESG. Ces politiques imposent la prise en considération des critères d'exclusion fixés dans le contexte des décisions crédit. Les politiques sectorielles ESG actuellement en vigueur au sein du Groupe BPCE font l'objet d'une description détaillée dans le rapport de durabilité du Groupe BPCE.

Au sein de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, les politiques crédits intègrent des éléments spécifiques visant à encadrer le risque ESG. A titre d'illustration, s'agissant de la politique dédiée à la clientèle « particuliers », les Loan To Value supérieures à 100% sont exclues s'agissant des biens classés F et G (DPE). Par ailleurs, pour tout financement de logement affichant un DPE dégradé, il est recommandé d'aborder avec le client la possibilité d'intégrer au plan de financement une enveloppe travaux visant à améliorer la performance énergétique de son bien. Aussi, spécifiquement sur les investissements locatifs, un schéma délégataire dédié est déployé en cas d'absence de financement des travaux d'amélioration de performance énergétique pour les biens noté F et G (DPE).

###### **➤ Dialogue ESG avec les clients Entreprises des réseaux**

Le Groupe BPCE intègre les enjeux ESG et les risques associés dans son dialogue stratégique avec les clients Entreprises de ses réseaux de banques de détail. Un outil « dialogue ESG » est déployé auprès des équipes commerciales afin d'aborder les principaux enjeux et engagements des clients Entreprises sur les sujets environnementaux, sociaux et de gouvernance. Cet outil permet d'enrichir la connaissance client sous l'angle des enjeux ESG et des risques associés et d'alimenter l'analyse du profil de risque du client, le cas échéant.

Cette démarche a été renforcée en 2025 afin de prendre en compte plus finement les problématiques des clients et les démarches d'atténuation des risques mises en œuvre. De plus, une dimension sectorielle a été introduite

afin de couvrir de manière spécifique les enjeux ESG et les risques associés pour certains secteurs prioritaires pour le Groupe BPCE.

Au sein de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, le dialogue ESG est une composante nécessaire à l'analyse des dossiers présentés en comité de crédit. Un point d'analyse dédié est intégré à la trame dudit comité.

➤ **Notation des risques ESG des contreparties / opérations**

Le Groupe BPCE dispose d'une notation des risques ESG déployée sur l'ensemble du portefeuille Corporate couvrant les clientèles PME / ETI et grandes entreprises. Cette notation des risques ESG est indépendante de la notation crédit et fournit une indication du niveau de sensibilité de la contrepartie aux risques ESG. Elle est mise à disposition des analystes crédit et intégrée dans les dossiers présentés dans les comités décisionnaires. Pour les clients grandes entreprises, la méthodologie de notation s'appuie sur un questionnaire détaillé couvrant les risques climatiques physique et de transition des clients. La notation risques ESG des clients PME/ETI se fait à partir des évaluations géo-sectorielles des risques ESG (voir ci-dessus).

Les actifs financés par les réseaux de banques de détail font également l'objet d'une qualification de durabilité en parallèle du processus d'octroi de crédit. La démarche permet d'évaluer la conformité des actifs financés aux critères de la taxonomie européenne et de faire bénéficier les clients d'une attestation relative à la durabilité des actifs.

➤ **Analyse des risques extra-financiers à l'octroi**

Le Groupe BPCE a mis en place une analyse des risques extra-financiers qui est intégrée dans le processus d'octroi de crédit et de revue annuelle des contreparties. Les conclusions de cette analyse sont restituées dans les instances de décision et prises en compte dans l'appréciation du profil de risque de la contrepartie et de la transaction envisagée.

Au sein des réseaux de banque de détail, l'analyse des risques extra-financiers est intégrée à tous les dossiers présentés en comité de crédit faitier. Elle s'appuie notamment sur les informations collectées dans le cadre du dialogue ESG, sur la notation des risques ESG ainsi que sur la connaissance sectorielle des enjeux ESG mise à disposition des analystes crédit. Elle comprend également une revue des controverses susceptibles d'affecter le client et un contrôle du respect des politiques sectorielles ESG. L'analyse vise à mettre en exergue les risques ESG matériels pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers de la contrepartie afin que ceux-ci puissent être pris en compte dans l'appréciation globale du profil crédit et dans la décision d'octroi.

**Risques opérationnels**

➤ **Risques de continuité d'activité**

L'outil de collecte des incidents et de suivi des risques opérationnels du Groupe BPCE permet d'identifier spécifiquement les incidents liés aux risques climatiques et environnementaux, facilitant ainsi le suivi continu de leur nombre et de leurs répercussions financières.

De manière préventive, dans le cadre de son dispositif de continuité d'activité, le Groupe BPCE réalise une évaluation des risques climatiques auxquels sont exposés ses principaux sites opérationnels (sièges sociaux, bâtiments administratifs). Ces risques sont pris en compte dans le cadre des plans de continuité d'activité définis à l'échelle du Groupe BPCE et de ses entités. Ces dernières définissent les procédures et les moyens à mettre en œuvre en cas de catastrophes naturelles afin de protéger les collaborateurs, les actifs et les activités clés et d'assurer la continuité des services essentiels. Les prestataires essentiels critiques ou important (PECI) du Groupe BPCE sont également soumis à une évaluation de leur plan de continuité d'activité, qui doit prendre en compte des risques climatiques et environnementaux auxquels ils sont exposés.

### **Risque de réputation**

La gestion du risque de réputation découlant des enjeux ESG s'intègre pleinement dans le dispositif global de gestion des risques de réputation décrit dans la section dédiée du rapport Pilier III.

Les enjeux ESG font l'objet d'une attention particulière dans les principaux processus de décision opérationnels du Groupe BPCE, tels que les processus d'octroi de crédit ou d'achats, afin d'assurer le respect de ses engagements volontaires (politiques sectorielles ESG notamment) et d'identifier les controverses susceptibles d'impliquer le Groupe. Des dispositions spécifiques en matière de gestion de crise sont également prévues. Les événements de réputation en lien avec les enjeux ESG font l'objet d'un suivi spécifique au niveau du Groupe BPCE, réalisé conjointement par la direction de la Communication et le département Risques ESG.

Au sein de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, et au même titre que le dialogue ESG, une analyse dédiée au risque de réputation est également prévue dans la trame d'analyse des dossiers présentés en comité de crédit et un panneau de contrôle spécifique est intégré.

### **Risques juridiques**

Le dispositif de gestion des risques juridiques découlant des enjeux ESG s'intègre dans le dispositif global de gestion des risques juridiques du Groupe BPCE ainsi que sur le dispositif de gestion des risques opérationnels qui englobent la gestion des risques de litiges et de réputation. Ces dispositifs définissent notamment les mécanismes de gouvernance et les procédures d'escalade des risques de litige identifiés ou avérés au sein du Groupe BPCE.

La gestion des risques de litige en lien avec les enjeux ESG, et en particulier climatiques et environnementaux, repose notamment sur un dispositif de veille mis en œuvre par la direction Juridique sur les litiges touchant les grandes entreprises et en particulier les institutions financières. A partir de cette veille, une quantification du risque, au travers de la définition de contentieux-types fictifs auxquels le Groupe pourrait être exposé est réalisée et intégrée dans la quantification globale du risque juridique du Groupe BPCE.

Le dispositif de prévention et de maîtrise des risques repose sur les processus de décision existants pour limiter l'exposition au risque d'écoblanchiment (greenwashing) et au risque de non-respect des engagements volontaires ainsi qu'aux défaillances dans l'exercice du devoir de vigilance.

Un suivi des litiges associés aux enjeux ESG impliquant le Groupe BPCE est réalisé trimestriellement en comité des risques ESG.

En Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, le département Juridique intègre les risques juridiques liés aux enjeux RSE/ESG.

A ce titre, le département Juridique complète le travail de veille initié par la Direction Juridique Groupe en intégrant dans son propre dispositif de veille juridique les actualités législatives et jurisprudentielles relatives aux enjeux ESG.

Pour anticiper et maîtriser les risques juridiques liés aux enjeux ESG, en particulier ceux liés à l'écoblanchiment (greenwashing) et au non-respect des engagements volontaires, le département Juridique se conforme aux directives du Groupe BPCE en la matière, notamment dans le cadre de la validation des supports commerciaux à destination du public.

Le département juridique a également intégré le Groupe de travail juridique dédié à la thématique RSE/ESG, animé et encadré par la direction Juridique Groupe. Il a contribué à la mise à jour du guide de validation des supports commerciaux sur les risques liés aux allégations environnementales trompeuses, contextualisant ces

déclarations environnementales, alertant sur les risques et sanctions encourus en la matière, et proposant une liste de préconisations visant à éviter ce type d'allégations trompeuses.

### **Risques financiers et de marché**

#### ➤ **Risques liés aux investissements en titres pour la réserve de liquidité**

Les investissements en titres obligataires pour la réserve de liquidité du Groupe BPCE sont soumis à un encadrement ESG, afin d'atténuer les risques ESG et de réputation. Ce dispositif se compose de :

- Un pourcentage minimum de titres « durables » (Green, Social, ou Sustainable) détenus dans la réserve de liquidité ;
- L'exclusion du périmètre d'investissement des émetteurs présentant une notation extra-financière dégradée ;
- L'exclusion du périmètre d'investissement des émetteurs dont l'activité ne respecte pas les critères des politiques sectorielles ESG du Groupe BPCE.

#### ➤ **Risques liés aux investissements pour compte propre**

Afin d'identifier les potentielles sources de risques ESG dans l'analyse des investissements pour compte propre en Private Equity et Immobilier Hors Exploitation, un processus de collecte de données et d'analyse des risques ESG est intégré dans les due diligences réalisées lors de la constitution des dossiers d'investissement.

### **2.7.5.5.5. Dispositif de suivi et de reporting des risques ESG**

Les risques ESG font l'objet d'un suivi consolidé à l'échelle du Groupe BPCE, au travers d'un tableau de bord produit trimestriellement par le département Risques ESG et mis à disposition de l'ensemble des entités et des métiers.

A date, les indicateurs suivis se concentrent essentiellement sur les risques climatiques et environnementaux et couvrent notamment les points suivants :

- Portefeuille Entreprises et Professionnelles : concentrations sectorielles mises en regard de l'évaluation sectorielle des risques climatiques et environnementaux et des secteurs les plus sensibles,
- Portefeuille Crédit Habitat : concentration des actifs financés à performance énergétique dégradée dans le stock de la production crédit,
- Réserve de liquidité : concentration par notation ESG du stock et des transactions réalisées,
- Suivi de l'empreinte carbone scope 1.

Les principaux indicateurs de ce tableau de bord font l'objet d'une restitution trimestrielle en comité des risques ESG. Certains indicateurs sont également intégrés dans le dispositif de pilotage des entités du Groupe BPCE.

Au niveau des entités du Groupe BPCE, l'intégration des indicateurs du tableau de bord dans le pilotage et le suivi des risques de l'entité se fait de manière adaptée selon les enjeux, le modèle d'affaires et le contexte opérationnel de l'entité.

Ce tableau de bord a vocation à être revu et enrichi au fur et à mesure du renforcement du dispositif de gestion des risques ESG et du développement des mesures quantitatives.

Les éléments du tableau de bord sont présentés trimestriellement en Comité Exécutif des risques, au travers d'une approche par les risques. Plus largement, un chapitre dédié aux risques ESG est systématiquement présenté au comité susmentionné et les sujets abordés sont issus d'une approche par les risques couplée aux éléments d'actualité (normes, déploiements opérationnels, ...)

## **2.7.6. Risques de réputation**

### **2.7.6.1. Définition du risque de réputation**

En tant qu'acteur majeur du système financier, le Groupe BPCE repose sur la notion de tiers de confiance auprès du grand public, de ses clients, des investisseurs, ainsi que de l'ensemble des acteurs économiques. Les atteintes à la réputation du Groupe BPCE, en particulier lorsqu'elles sont associées à une campagne médiatique défavorable, peuvent compromettre la confiance des parties prenantes, tant internes qu'externes, à son égard.

En cas d'occurrence, le risque de réputation peut avoir comme conséquence la perte de revenus, l'augmentation des coûts de fonctionnement, dont l'augmentation du besoin de capital, ainsi que la hausse des coûts associés aux remédiations en cas de défaillance dans la mise en œuvre des obligations réglementaires ou à la tenue de nos engagements. Ce risque peut également restreindre le Groupe BPCE dans ses entrées en relation ou la continuité des relations auprès de clients ou de prestataires de services. De plus, ce risque peut également rendre plus difficile l'attractivité du Groupe BPCE vis-à-vis des collaborateurs et des candidats, augmenter les coûts de refinancement et d'accès à la liquidité, ainsi qu'affecter l'image du Groupe BPCE auprès de la place et des superviseurs. Le Groupe BPCE est exposé à des risques réputationnels en raison de la diversité de ses activités bancaires, financières et d'assurance exercées à l'échelle internationale. Ce risque peut survenir à la suite d'allégations concernant la promotion et la commercialisation de ses produits et services, la nature des financements et investissements réalisés, ainsi que la réputation des partenaires du Groupe. De plus, des préoccupations pourraient émerger autour de la stratégie environnementale et des politiques sociales du Groupe BPCE ou de sa gouvernance. Enfin, la réputation du Groupe BPCE pourrait également être compromise par des actions d'entités externes, telles que des actes de cybercriminalité ou de cyberterrorisme, des fraudes internes ou externes, ou des détournements de fonds.

### **2.7.6.2. Gouvernance**

#### **Organisation et comitologie**

Le dispositif de gestion des risques de réputation est défini et mis en œuvre sous la responsabilité du département Risques ESG, au sein de la direction des Risques du Groupe BPCE. Celui-ci s'appuie notamment sur l'expertise de la direction de la Communication, de la direction de l'Impact, et de la direction de la Conformité, dans la conception et la mise en œuvre des dispositifs de maîtrise des risques, ainsi que sur l'ensemble des lignes métiers et des fonctions opérant en première ligne de défense pour sa mise en œuvre opérationnelle. Le dispositif est décliné au sein des entités du Groupe BPCE et opéré au niveau local sous la responsabilité de chacune des entités.

Le Groupe BPCE a mis en place un comité risque de réputation Groupe (CRRG), qui intervient en décisionnaire en dernier ressort concernant les dossiers présentant un risque de réputation significatif pour le Groupe BPCE.

Ce comité est présidé par le Président du Directoire du Groupe BPCE. Il rassemble la direction des Risques, le secrétariat général (en ce compris la direction Juridique et la direction de la Conformité), la direction de l'Impact, la direction de la Communication du Groupe BPCE, ainsi que les métiers concernés selon les dossiers présentés. Il se réunit de manière ad hoc, en fonction des sollicitations qui lui sont adressées par les parties prenantes internes.

Le secrétariat du comité est assuré par le département Risques ESG qui prend également en charge la coordination de l'étude préliminaire des sollicitations adressées.

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a fait le choix de ne pas déployer de comité dédié à l'évaluation des dossiers comportant un risque de réputation pour l'établissement et le Groupe BPCE.

Si un dossier présente un risque de réputation significatif pour l'établissement, une sollicitation ad hoc du Directoire est demandée. Celui-ci devra alors juger de la pertinence de l'alerte et statuer s'agissant de l'escalade auprès du Groupe BPCE, si jugé nécessaire.

Si un critère d'escalade est identifié par le dirigeant, une escalade au comité de Risque de Réputation Groupe est coordonnée par l'établissement.

### **Politique risque de réputation**

La politique de risque de réputation du Groupe BPCE définit le cadre d'identification, d'évaluation, de suivi et de gestion des risques de réputation au sein du Groupe BPCE. Elle s'applique à toutes les entités du Groupe BPCE ainsi qu'à toutes les relations nouvelles ou existantes du Groupe, ses produits, activités et transactions.

L'ensemble des établissements et des entités matérielles du Groupe BPCE ont décliné la politique de risque de réputation du Groupe BPCE à leurs bornes et ont défini la gouvernance locale applicable. La déclinaison locale de la politique de risque de réputation respecte les principes définis dans la politique de risque de réputation du Groupe BPCE et notamment la décision au niveau dirigeant sur l'ensemble des risques de réputation significatifs identifiés.

La politique risque de réputation a été déclinée localement, conformément aux guidelines du Groupe BPCE. Celle-ci a fait l'objet d'une validation en Directoire, le 31.03.2025.

Cette dernière repose principalement sur les 2 éléments suivants :

- La définition de la gouvernance locale matérialisant le principe de décision dirigeant sur les risques de réputation significatifs identifiés et les critères d'escalade vers le Groupe BPCE.
- La mise à jour des processus ou procédures relatifs aux contrôles des risques de réputation liés aux activités des clients et des contreparties (entrée en relation et octroi).

Aussi, les différentes parties prenantes internes de l'établissement peuvent s'appuyer sur un mode opératoire dédié qui décrit les bonnes pratiques en matière de processus et d'outils à disposition.

### **2.7.6.3. Dispositif de gestion du risque de réputation**

#### **Identification des risques de réputation**

Le risque de réputation fait l'objet d'une attention particulière dans les principaux processus de décision opérationnels (achats, entrée en relation, investissement, octroi de crédit). Dans le cadre de ces processus, les risques de réputation significatifs identifiés par les parties prenantes de la chaîne de décision sont escaladés pour décision au niveau des dirigeants de l'entité concernée ou du Groupe BPCE. De manière similaire, les dispositifs transverses tels que les processus nouveaux produits/nouvelles activités et opérations exceptionnelles, ou le dispositif conduite et éthique professionnelle, peuvent également conduire à identifier des situations sensibles du point de vue du risque de réputation.

#### **Evaluation et suivi du risque de réputation**

Le risque de réputation fait l'objet d'une attention particulière dans les principaux processus de décision opérationnels (achats, entrée en relation, investissement, octroi de crédit). Dans le cadre de ces processus, les risques de réputation significatifs identifiés par les parties prenantes de la chaîne de décision sont escaladés pour décision au niveau des dirigeants de l'entité concernée ou du Groupe BPCE. L'évaluation des risques de réputation repose sur la veille et l'analyse permanente des différents réseaux de flux d'informations (presse, réseaux sociaux, blogs...) couvrant toutes les principales entités du Groupe BPCE en France et à l'international. A partir de cette veille, l'impact de chaque événement médiatique touchant le Groupe BPCE est évalué et un



score synthétique est produit mensuellement. Le dispositif de gestion des incidents de réputation a pour objectif d'assurer une réponse rapide et pertinente du Groupe BPCE en cas d'incident mettant en jeu sa réputation afin d'en limiter l'impact et les implications sur ses activités commerciales et opérationnelles.

Dans le cas général, la gestion des incidents impliquant la réputation du Groupe BPCE ou de ses entités s'effectue dans le cadre des dispositifs de gestion de crise mis en place et coordonnés par la direction de la Communication du Groupe BPCE et sa filière, en associant les parties prenantes internes nécessaires telles que la direction de l'Impact et les lignes métiers concernées.

#### **Dispositif de gestion des incidents de réputation**

Le dispositif de gestion des incidents de réputation a pour objectif d'assurer une réponse rapide et pertinente du Groupe BPCE en cas d'incident mettant en jeu sa réputation afin d'en limiter l'impact et les implications sur ses activités commerciales et opérationnelles. Dans le cas général, la gestion des incidents impliquant la réputation du Groupe BPCE ou de ses entités s'effectue dans le cadre des dispositifs de gestion de crise mis en place et coordonnés par la direction de la Communication du Groupe BPCE et sa filière, en associant les parties prenantes internes nécessaires telles que la direction de l'Impact et les lignes métiers concernées. Le Groupe BPCE a mis en place des procédures spécifiques de gestion des communications relatives à des controverses potentielles ou avérées, en particulier dans le cadre des controverses liées aux enjeux ESG.

### **2.7.6.4. Dispositif de surveillance et de contrôle du risque de réputation**

#### **Intégration dans le dispositif d'appétit aux risques (RAF)**

Le risque de réputation est intégré dans le référentiel interne des risques du Groupe BPCE. Dans le cadre du processus d'évaluation de la matérialité des risques, il fait l'objet d'une évaluation quantitative, reposant sur l'estimation des pertes associées à la hausse des coûts de refinancement induite par un événement de réputation, et d'un ajustement à dire d'expert permettant de refléter les autres impacts potentiels d'un tel événement. A date, la matérialité du risque de réputation a été évaluée à 2 sur une échelle de 0 à 3.

Le risque de réputation fait l'objet d'un encadrement au titre du RAF. Un seuil d'observation et une limite sont fixés sur le niveau mensuel de l'indicateur synthétique mesurant le risque de réputation du Groupe BPCE ainsi que sur la présence d'un ou plusieurs événements associés à un score de réputation très négatif.

#### **Surveillance et reporting**

Le risque de réputation fait l'objet d'un reporting trimestriel auprès des instances de gouvernance des risques du Groupe BPCE dans le cadre du suivi de l'appétit aux risques du Groupe BPCE. Par ailleurs, le comité des risques ESG réalise également un suivi trimestriel des principaux événements de réputation en lien avec les enjeux ESG et les relations avec la société civile.

#### **Dispositif de contrôles permanents**

La maîtrise du risque de réputation du Groupe BPCE s'appuie sur les différents processus opérationnels et les contrôles permanents existants. En s'intégrant dans le cadre global de contrôle permanent, des points de contrôle spécifiques sur les analyses liées au risque de réputation sont mis en place et déployés au sein des entités du Groupe BPCE.

### **2.7.6.5. Formation et accompagnement des collaborateurs**

Un module de formation « Identifier et prévenir le risque de réputation » est mis à disposition de l'ensemble des collaborateurs du Groupe BPCE et déployé en priorité sur la population des preneurs de risque de BPCE SA et des directions des Risques du Groupe BPCE. Il vise à donner les clés aux collaborateurs pour identifier le risque de



réputation et ses enjeux, comprendre les sources et qualifier le risque de réputation dans le cadre de leurs activités opérationnelles. Par ailleurs, des formations spécifiques à chaque métier accompagnent également le déploiement des analyses liées au risque de réputation lorsque celles-ci sont mises en œuvre dans les processus opérationnels.

### **2.7.7. Risques de modèles**

#### **2.7.7.1. Introduction - Risques de modèles**

Le Groupe BPCE vise à optimiser ses rendements tout en opérant dans les limites de son appétit au risque déterminées par le conseil d'administration en surveillant chaque typologie de risque incluant notamment le risque de modèle ainsi que les obligations réglementaires qui y sont associées.

Les modèles doivent faire l'objet d'une surveillance constante en ce qui concerne leur efficacité.

La simplification et les hypothèses sous-jacentes se font parfois au détriment de la précision et de l'intégrité structurelle sous environnements stressés. Le Groupe BPCE est donc exposé à un risque de modèle.

Le risque de modèle est le risque de perte financière ou d'atteinte à la réputation du Groupe résultant de défauts dans la conception, la mise en œuvre ou l'utilisation des modèles.

Sur la base de la définition réglementaire, le Groupe BPCE distingue deux types de risque de modèle :

- **le risque d'incertitude de modèle** : il s'agit du risque inhérent à la méthode quantitative, au système ou à l'approche utilisée pour approcher ou représenter l'observation ;
- **le risque de modèle en tant que risque opérationnel** : il s'agit du risque de perte économique ou de réputation lié à des erreurs dans le développement, l'implémentation ou l'utilisation du modèle.

Le risque de modèle concerne à la fois les modèles internes au sens de la directive 2013/36/UE (CRD IV) et tous les autres modèles utilisés au sein du Groupe BPCE.

#### **2.7.7.2. Organisation - Risques de modèles**

Le Groupe s'attache à définir et à déployer des normes internes pour identifier, mesurer et limiter le risque de modèle en s'appuyant sur des principes fondamentaux tels que la mise en place de **trois lignes de défense** indépendantes :

- **une première ligne de défense incarnée principalement par le Model Owner** qui est responsable de la conception, du développement, de l'utilisation du modèle et de la maîtrise du risque de modèle au quotidien ;
- **une deuxième ligne de défense incarnée notamment par les fonctions Model Risk Management (MRM) et validation** qui sont responsables de la définition, de la maintenance et de la mise en œuvre opérationnelle du cadre de contrôle du risque de modèle ;
- **une troisième ligne incarnée par l'Inspection générale** dont le rôle est de vérifier périodiquement l'efficacité de la gestion du dispositif du risque de modèle et du dispositif de contrôle défini par la seconde ligne de défense.

Le département MRM est responsable de la supervision globale du risque de modèle du Groupe BPCE. Il s'articule autour de deux équipes de validation en charge de la validation des modèles suivant le type de modèle concerné et d'une équipe de Gouvernance.

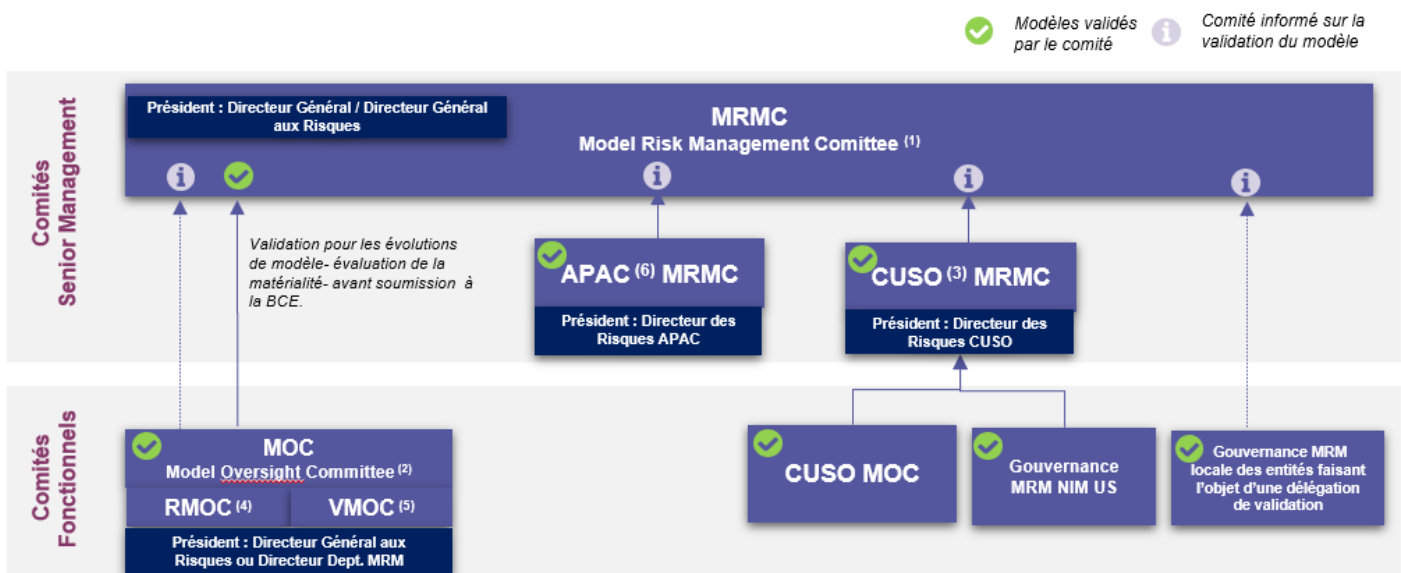
### 2.7.7.3. Gouvernance - Risques de modèles

Le Groupe BPCE a établi un dispositif de gouvernance robuste en matière de gestion du risque de modèle visant à évaluer, réduire et surveiller l'évolution du risque de modèle tout au long du cycle de vie des modèles via la mise en place d'indicateurs et de tableaux de bord dédiés diffusés auprès de la Direction Générale.

Sa mise en œuvre est liée à un contrôle indépendant s'appuyant sur des principes en lien avec la documentation, la conception, le développement, la mise en œuvre, la revue, l'approbation, la surveillance continue et l'utilisation des modèles et vise à s'assurer de leur fiabilité. Une politique de gestion du risque MRM a été définie à cet effet. Elle vise à promouvoir une connaissance éclairée du fonctionnement de chaque modèle, son cadre d'utilisation, ses forces, ses faiblesses et ses limites. La politique est complétée par un corpus de procédures définissant les outils de suivi de la performance des modèles, notamment la revue de validation, le suivi des actions de remédiation et les processus d'escalade associés ainsi que le suivi du portefeuille de modèles à travers un inventaire. Le dispositif s'appuie sur un outil spécifique commun à l'ensemble du Groupe BPCE ayant vocation à identifier l'ensemble des modèles utilisés au sein du Groupe BPCE et à gérer le cycle de vie des modèles. Un comité de model risk management présidé par le Président du Directoire de BPCE, ou par le directeur général en charge des risques par délégation, est dédié à la gouvernance/supervision des modèles et du risque associé. La mission du Model Risk Management Committee est de superviser la gestion du risque de modèle et de s'assurer de la mise en place d'actions adéquates au titre de la gestion du risque de modèle.

Par ailleurs, le risque de modèle fait l'objet de tableaux de bord trimestriels dont l'objectif est de suivre l'évolution du risque de modèle via la mise en place d'indicateurs dont certains sont définis dans le cadre du dispositif d'appétit aux risques et qui visent notamment à suivre l'évolution de la performance des modèles.

La gouvernance des modèles s'articule autour du Model Risk Management Committee (MRMC) et des comités fonctionnels de validation des modèles (Model Oversight Committees), qui veillent à la mise en œuvre d'un cadre robuste de gouvernance du risque de modèle.



(1) MRMC (Model Risk Management Committee) : Comité de gestion du risque de modèle

(2) MOC (Model Oversight Committee) : Comité de surveillance des modèles

(3) CUSO (Combined United States Operations) : Opérations conjointes aux États-Unis

(4) RMOC (Risk Models Oversight Committee) : Comité de surveillance des modèles de risque

(5) VMOC (Valuation Models Oversight Committee) : Comité de surveillance des modèles de valorisation

(6) APAC (Asia and Pacific) : Asie-Pacifique

Conformément aux exigences réglementaires, le Groupe BPCE a mis en place des politiques et procédures de validation des modèles qui définissent et précisent les missions et les responsabilités des différents acteurs impliqués dans le cycle de vie des modèles. La validation des modèles est réalisée par les équipes de validation indépendante de la direction des Risques du Groupe BPCE, à l'exception des modèles faisant l'objet d'une délégation de validation soumise au respect d'un certain nombre de conditions (compétences, respect des règles d'indépendance...). La délégation de validation est soumise à l'approbation préalable du comité model risk management (MRMC).

Le processus interne de validation des modèles se déroule en deux ou trois étapes :

- **une revue du modèle** et de son adéquation, réalisée **de manière indépendante** des entités ou des départements ayant travaillé sur le développement du modèle par les équipes de validation ;
- **une revue** des conclusions de la validation lors d'un comité fonctionnel composé d'experts quantitatifs (modélisateurs et valideurs) et des métiers. Les revues sont présentées en **Model Oversight Committee** (MOC), présidé par le directeur général des Risques Groupe, membre du comité de direction générale ou par le directeur du département Model Risk Management ; ou au sein de comités locaux présidés par un membre de la direction générale pour les entités faisant l'objet d'une délégation ;
- **une validation en Model Risk Management Committee** (MRMC) dans le cas spécifique de l'analyse de la matérialité de certains changements de modèles dont les évolutions sont soumises, le cas échéant, à l'autorisation préalable du superviseur européen dans le cadre des règlements européens n<sup>os</sup> 529/2014 et 2015/942 relatifs au suivi des modèles internes utilisés pour le calcul des exigences en fonds propres.

## **2.7.8. Risques de non-conformité**

### **2.7.8.1. Organisation générale de la fonction Conformité**

Conformément aux exigences légales et réglementaires citées en supra, aux normes professionnelles et aux chartes de contrôle régissant le Groupe BPCE, l'organisation des fonctions visant à maîtriser le risque de non-conformité s'insère dans le dispositif de contrôle interne de l'ensemble des établissements du Groupe BPCE et de ses filiales.

La direction de la Conformité Groupe, rattachée au Secrétariat général du Groupe BPCE, exerce sa mission de manière indépendante des directions opérationnelles ainsi que des autres directions de Contrôle interne avec lesquelles elle collabore.

La filière conformité, « fonction de vérification de la conformité » définie par l'EBA et repris par l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié par l'arrêté du 25 février 2021, a en charge la prévention, la détection, la mesure et la surveillance des risques de non-conformité afin d'en assurer leur maîtrise.

La direction de la Conformité Groupe exerce ses responsabilités dans le cadre du fonctionnement en filière métier.

Elle joue un rôle normatif, de supervision et de contrôle, d'orientation, de pilotage des fonctions de conformité des établissements du Groupe. Les responsables de la Conformité nommés au sein des différentes filiales directes de BPCE SA et soumises au dispositif réglementaire de surveillance bancaire et financière, lui sont rattachés au travers d'un lien fonctionnel fort.

La direction de la Conformité Groupe conduit toute action de nature à assurer le respect de la protection de la clientèle, des règles de déontologie, la lutte contre le blanchiment des capitaux et contre le financement du terrorisme, la lutte contre les abus de marché, la surveillance des opérations et le respect des mesures de sanctions et embargos. Elle s'assure du suivi des risques de non-conformité dans l'ensemble du Groupe. Dans ce

cadre, elle construit et révisé les normes et les contrôles proposés à la gouvernance du Groupe BPCE, partage les bonnes pratiques et anime des groupes de travail composés de représentants de la filière.

La diffusion de la culture du risque de non-conformité et de la prise en compte de l'intérêt légitime des clients se traduit également par la formation des collaborateurs de la filière et la sensibilisation d'autres directions de BPCE.

**En conséquence, la Direction de la Conformité Groupe :**

- Élabore les dispositifs Groupe de maîtrise des risques de non-conformité (cartographie des risques et DMR) et supervise le dispositif de contrôle permanent relatif aux risques de non-conformité ;
- Établit les reportings internes de prévention des risques à destination des comités exécutifs des risques Groupe et des comités des risques de l'organe de surveillance ;
- Détermine et valide en lien avec les RH le contenu des supports des formations destinées à la filière conformité ;
- Coordonne la formation des directeurs/responsables de la Conformité par un dispositif dédié ;
- Anime la filière conformité des entités notamment grâce à des journées nationales qui présentent des thématiques relatives à la Protection de la clientèle, la Conduite et l'Éthique ou la Sécurité financière ;
- S'appuie sur la filière conformité des établissements *via* des groupes de travail thématiques, en particulier pour la construction et la déclinaison des normes et contrôle de conformité.

Par ailleurs, la Conformité de l'entreprise BPCE SA est rattachée à la Direction de la Conformité Groupe et exerce également le pilotage et la supervision des Conformités des entités du pôle Services et Expertises Financières (SEF), du pôle Paiements et Digital, du pôle Assurances et des autres filiales rattachées à BPCE, dont Palatine, Natixis Algérie et BPCE International

Au sein de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, la fonction Conformité est intégrée à la Direction des Risques, Conformité et Contrôle Permanent (DRCCP). Cette direction est placée sous la responsabilité d'un Directeur agréé par le Groupe BPCE. Il est directement rattaché au Président du Directoire de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur. Le Responsable Conformité est rattaché au Responsable de la fonction de vérification de la Conformité, lui-même rattaché au Directeur des Risques, Conformité & Contrôle Permanent. Il exerce également la fonction de Responsable du Contrôle des Services d'Investissement.

Conformément aux normes Groupe BPCE, La fonction Conformité assure le contrôle permanent de deuxième niveau, en ligne avec les normes du Groupe BPCE. Elle veille à la conformité des dispositifs, des opérations internes et des procédures de l'établissement par rapport aux exigences légales, réglementaires, professionnelles et internes régissant les activités bancaires (financières et d'assurance). Son rôle est de prévenir le risque de non-conformité afin de protéger l'image et la réputation de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur auprès de l'ensemble de ses parties prenantes : clients, collaborateurs et partenaires

Deux « compliance officers » et un responsable Compliance ont la charge de la conformité et la sécurité financière de la succursale de Monaco.

Ils sont rattachés depuis le 30 juin 2024 au Responsable de la fonction de vérification de la Conformité.

Outre ses effectifs propres, la DRCCP compte plusieurs relais fonctionnels de la conformité au sein de l'entreprise :

- une unité de Suivi Contrôle Permanent des Risques au sein du Pôle Banque De Détail (BDD),
- le contrôle financier au sein de la Direction Financière.

### 2.7.8.2. Culture Conformité

Plus spécifiquement, pour coordonner les chantiers transverses, la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents de notre établissement s'appuie sur la Direction des Risques Groupe de BPCE, notamment le Département Gouvernance et contrôle risque (contrôle permanent risques et culture risques) et le Secrétariat Général Groupe en charge de la conformité et des contrôles permanents du Groupe BPCE qui contribuent à la bonne coordination de la fonction de gestion des risques et de certification de la conformité et pilotent la surveillance globale des risques y compris ceux inhérents à la conformité au sein du Groupe.

**Détail de la déclinaison des formations au sein du Groupe :**

Libellé BPCE	Libellé métiers mondiaux	Réseau Populaire & Caisse d'Épargne	Banque BPCE hors métiers mondiaux	Métiers mondiaux
<b>Code de conduite et éthique</b>	Code of conduct	oui	oui	oui
<b>Lanceur d'alerte</b>	Whistleblowing	oui	oui	oui
<b>Les incontournables de l'éthique professionnelle et lutte contre la corruption</b>	Professional ethics and awareness	oui	oui	oui
	Fight against corruption			oui
<b>LCB-FT - Les Fondamentaux</b>	AML/CTF	oui	oui	oui

### 2.7.8.3. Suivi des risques de non-conformité

Les risques de non-conformité, conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, sont analysés, mesurés, surveillés et maîtrisés en :

- disposant en permanence d'une vision de ces risques et du dispositif mis en place pour les prévenir ou les réduire avec la mise à jour de leur recensement dans le cadre de la cartographie des risques de non-conformité ;
- s'assurant pour les risques les plus importants qu'ils font, si besoin, l'objet de contrôles et de plans d'action visant à mieux les encadrer.

La maîtrise du risque de non-conformité au sein du Groupe BPCE s'appuie sur la réalisation d'une cartographie des risques de non-conformité et le déploiement de contrôles de conformité de niveau 1 et 2 obligatoires et communs à l'ensemble des établissements en banque de détail du Groupe.

Une mesure d'impact du risque de non-conformité a été calibrée et réalisée avec les équipes risques opérationnels du Groupe, selon la méthodologie de l'outil du risque opérationnel OSIRISK, en tenant compte des dispositifs de maîtrise du risque mise en place par les établissements, venant réduire les niveaux des risques bruts.

#### 2.7.8.3.1. Protection de la clientèle

La conformité des produits et des services commercialisés par la Caisse d'Épargne et de prévoyance Côte d'Azur et la qualité des informations fournies renforcent la confiance des clients et fondent la réputation du Groupe.

Pour maintenir cette confiance, la fonction conformité place la notion de protection de la clientèle au cœur de ses activités.

#### **Le devoir d'information et de conseil**

Selon la réglementation en vigueur, les conditions contractuelles, y compris les tarifs et les dispositions précontractuelles, sont fournies aux consommateurs et/ou mises à leur disposition dans les points de vente. Le devoir de conseil est appliqué conformément aux règles établies, avec des mises à jour ou des nouveautés intégrées dans les processus en place.

#### **Une information claire et non-trompeuse**

Un processus de validation de toute la documentation réglementaire et commerciale a été instauré au sein du Groupe BPCE. Tous les acteurs impliqués dans ce dispositif veillent à ce que les informations destinées au public soient exactes, claires et non trompeuses, tout en garantissant le respect des obligations réglementaires spécifiques à chaque produit ou service.

#### **La commercialisation de nouveaux produits et son suivi**

Tous les nouveaux produits ou ceux qui subissent des modifications significatives doivent passer par des procédures spécifiques d'évaluation préalable de leur conformité. Cette vérification initiale inclut une analyse des impacts et des risques associés à leur commercialisation, en tenant compte de facteurs tels que le respect des réglementations, l'intérêt du client, ainsi que l'adéquation du produit à la population visée. La fonction conformité s'assure également qu'un suivi permanent des produits et des parcours de commercialisation est réalisé afin de garantir le respect des conditions posées lors de l'agrément initial.

#### **La connaissance de nos clients**

Le réseau commercial joue un rôle clé dans l'établissement et le maintien d'une relation de confiance entre le client et la banque. Grâce au dispositif de connaissance client, les conseillers ont accès à des informations pertinentes concernant leurs clients et ils les actualisent régulièrement. Ces informations sont essentielles pour offrir un accompagnement personnalisé, adapté aux besoins spécifiques de chaque client.

#### **La formation des collaborateurs**

Les collaborateurs du Groupe sont régulièrement formés sur les sujets touchant à la protection de la clientèle afin de maintenir le niveau d'exigence requis en termes de qualité de service. Les formations visent à transmettre une culture de conformité et de protection de la clientèle aux nouveaux entrants et/ou collaborateurs de la force commerciale.

### **2.7.8.3.2. Sécurité financière**

Ce domaine englobe :

- La lutte contre le blanchiment des capitaux, les activités criminelles (dont le financement de la prolifération des armes de destruction massive) et le financement du terrorisme ;
- Le respect des sanctions nationales, européennes et internationales visant des personnes, des entités ou des pays ;
- La lutte contre la corruption.

La prévention des risques à la mise en œuvre de ces dispositifs repose sur :

➤ **Une culture d'entreprise ;**

**Cette culture**, diffusée à tous les niveaux hiérarchiques, et pour toutes les « lignes de défense » (LoD) a pour socle :

- des principes de relations avec la clientèle visant à prévenir, atténuer et remédier les risques d'utilisation des produits et services proposés par les entités du Groupe, à des fins criminelles. Ces principes sont formalisés dans des politiques et procédures régulièrement mises à jour et font l'objet d'une information régulière du personnel ;
- un dispositif de formation continue des collaborateurs du Groupe et des formations spécifiques de la filière sécurité financière.
- des actions de sensibilisations sur le sujet de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme effectuées directement par les équipes de l'unité Sécurité financière auprès des réseaux
- une certification proposée aux collaborateurs de l'unité Sécurité financière dans le but de valider leurs connaissances sur les différents aspects de la lutte contre le blanchiment et financement du terrorisme

➤ **Une organisation et des moyens adaptés :**

**a) La lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme**

La lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) s'inscrit dans un double objectif :

- prévenir les activités criminelles en les privant de fonds, d'une part ;
- assurer la solidité, l'intégrité et la stabilité du système économique et financier, d'autre part.

En tant qu'entité assujettie aux obligations LCB-FT, le Groupe BPCE est pleinement mobilisé pour contribuer à lutter contre les circuits financiers clandestins, en complément de l'action des autorités publiques : Cellules de Renseignement Financier, services répressifs, autorités judiciaires.

Le dispositif LCB-FT s'applique à toutes les entités du Groupe BPCE (établissements des réseaux Banques Populaires et Caisses d'Épargne et leurs filiales et succursales, ainsi que BPCE SA, ses filiales et succursales en France et à l'étranger), assujettis aux obligations LCB-FT.

Outre la culture d'entreprise, ce dispositif repose sur une organisation interne et des moyens (humains, IT, data), qui mettent en oeuvre un dispositif complet et cohérent de prévention, d'atténuation et de remédiation face à des opérations financières susceptibles d'être liées à des activités criminelles. Il repose sur 5 composantes principales :

- **L'évaluation des risques de blanchiment, d'activités criminelles et de financement du terrorisme** auxquels chaque établissement, filiale ou succursale du Groupe, assujetti aux obligations LCB-FT, analyse son exposition aux risques décrits par les autorités publiques selon des facteurs prévus par la législation, inhérents à leurs clients, à leurs services, à leurs transactions et canaux de distribution ainsi que selon des facteurs géographiques.
- **La connaissance de la clientèle**, à travers des vérifications à l'entrée en relation d'affaires, dont l'identification des bénéficiaires effectifs pour les personnes morales et l'actualisation régulière des informations sur les clients tout au long de la relation d'affaires. Les *Due Diligence* sur les clients intègrent également la détection des Personnes Politiquement Exposées (PPE) et l'application de mesures de vigilance complémentaire.
- **L'exercice d'une vigilance constante sur les opérations, tout au long de la relation d'affaires**. Ces vigilances, adaptées au risque BC-FT, sont basées sur la vigilance humaine des collaborateurs et sur des moyens, largement automatisés, de détection des opérations inhabituelles, dans le strict respect des règles prévues par le Règlement Général de Protection des Données (RGPD).
- **Le traitement des alertes**, afin de lever le doute sur la licéité des sommes ou des opérations atypiques/inhabituelles, Ces analyses conduisent les entités à réaliser un certain nombre de diligences : analyse du fonctionnement du compte, demande de justificatifs, etc ;



- **Les signalements - également appelés « Déclarations de soupçons » - à la Cellule de Renseignement Financier** (CRF ; TRACFIN en France) des sommes ou opérations douteuses/suspectes, dès lors que persiste un doute sur leur licéité. Au contraire, dans le cas où les diligences confirment le caractère régulier des sommes ou des opérations, l'alerte est « classée sans suite » et assortie d'une piste d'audit sur les vérifications effectuées. Les délais des signalements sont suivis dans le cadre de la politique d'appétit aux risques.

D'autres éléments complètent ce dispositif tels que, notamment, un système de contrôle interne (contrôle permanent et contrôle périodique), des actions de formation et d'information régulière des collaborateurs et des dirigeants du Groupe et des affiliés, des suivis réguliers d'indicateurs dédiés par les instances de gouvernance.

#### **b) Le respect des sanctions financières nationales, européennes et internationales visant des personnes, des entités ou des pays**

Le respect des sanctions financières nationales et internationales constitue un élément clef du dispositif de conformité du Groupe BPCE, qui, en tant qu'entité française et européenne, se conforme strictement aux lois et réglementations françaises et de l'Union Européenne et applique les Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU).

Par ailleurs, l'ensemble des entités appartenant au périmètre du Groupe BPCE se conforme au régime des sanctions financières américaines en raison de la présence du Groupe BPCE aux États-Unis et du large volume d'opérations libellées en dollars américains et du fait d'autres critères fondant la compétence américaine. Notamment de la portée extraterritoriale de certaines réglementations américaines en matière de sanctions financières, dont les sanctions secondaires qui étendent l'extraterritorialité des sanctions américaines aux transactions sans lien d'américanité.

Le Groupe BPCE se conforme à toutes les formes de sanctions financières applicables, qui peuvent cibler un pays ou un territoire, une organisation, un individu, une personne morale, un navire, un avion, certains biens ou services, ou certaines activités, qu'il s'agisse de gels d'avoirs et des ressources économiques, d'embargo total, de restrictions ou d'embargos spécifiques sur des types particulier de transactions ou sur l'exportation ou l'importation de certains biens, services ou technologies.

Les réglementations française, européenne, « onusienne » et américaine constituent donc un « socle commun » en matière de sanctions financières s'appliquant au Groupe BPCE. Les autres réglementations des juridictions dans lesquelles le Groupe BPCE est présent s'appliquent localement, et concurremment au socle commun. Les dispositions les plus strictes prévalent.

Au sein de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, l'unité Sécurité Financière, dédiée à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, est intégrée à la Direction des Risques, Conformité & Contrôle Permanent sous la responsabilité du Responsable de la Fonction de Vérification de la Conformité. Elle se compose en 2025 d'un manager et de 6 collaborateurs.

Réalisée jusqu'en octobre 2022 par la Sécurité financière de l'Établissement, l'activité de filtrage qui génèrent des alertes sur les clients (au regard des mesures de gel des avoirs visant certaines personnes ou entités) et sur les flux internationaux (au regard desdites mesures de gel des avoirs et des mesures de sanctions visant les pays tels que les embargos européens et/ou américains) a été transférée à l'équipe centrale BPCE à compter de cette date.

S'agissant de la validation et du suivi des PPE, l'établissement a validé le transfert de l'activité à l'équipe centrale BPCE à partir du 1<sup>er</sup> avril 2025.



➤ **Une supervision de l'activité.**

Conformément aux chartes du Groupe BPCE, les entités du Groupe disposent tous d'une unité dédiée à la sécurité financière, qui, avec les équipes front, middle et back office, assure la mise en œuvre opérationnelle de ces dispositifs et participent directement à la prévention, l'atténuation et la remédiation des risques d'activités criminelles. Toutes les entités disposent d'un dispositif de contrôle interne et assurent un reporting régulier à destination des dirigeants et des organes délibérants et à destination de l'organe central du Groupe BPCE.

De plus, au sein de la Conformité Groupe, un département dédié assure, en particulier, l'adaptation du cadre juridique aux entités du Groupe BPCE, la mise en œuvre des politiques et procédures, la prise en compte des risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme dans la procédure d'agrément des nouveaux produits et nouvelles activités commerciales de BPCE, le monitoring des moyens mis en œuvre et les reportings réglementaires aux superviseurs et dirigeants du Groupe BPCE, l'analyse des résultats des contrôles permanents et la réalisation des contrôles de supervision, ainsi que la conception des contenus des formations et l'animation de la filière conformité / sécurité financière à l'échelle du Groupe.

La prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme donne lieu à des reportings périodiques à destination des dirigeants et des organes délibérants de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur et à destination de l'organe central.

**La lutte contre la corruption**

Les règles, les procédures et leur mise en œuvre par les entités du Groupe BPCE contribuent à prévenir et détecter les comportements susceptibles de caractériser des faits de corruption, y compris les paiements de facilitation (« pots-de-vin »), ou de trafic d'influence.

➤ **Cadre juridique applicable**

Les règles et dispositifs ci-dessous permettent de se conformer aux exigences introduites par l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (loi dite « Sapin 2 »).

➤ **Corpus normatif du Groupe BPCE**

- Code de conduite et d'éthique : la lutte contre la corruption et le trafic d'influence est une des composantes du principe n°7 du Code de conduite et d'éthique (« Agir avec éthique professionnelle en toutes circonstances »).
- Règles de conduite anticorruption : également consultables sur le site Internet du Groupe (page « Éthique et conformité : les actions et engagements du Groupe BPCE »), elles complètent le Code de conduite, avec notamment des illustrations ; elles ont vocation à être déclinées par chaque entité et annexées à son règlement intérieur ; des sanctions disciplinaires, pouvant aller jusqu'au licenciement, sont prévues en cas de manquement à ces règles.
- Procédure relative au « Dispositif lanceur d'alertes »
- Politique « cadeaux, avantages et invitations » : elle détaille le dispositif d'encadrement des cadeaux, avantages et invitations reçus ou offerts par les collaborateurs afin de respecter l'indépendance d'exercice de leurs fonctions et d'éviter toute influence inappropriée dans les relations professionnelles ; le Groupe a défini des modalités et des seuils de déclaration, d'autorisation et/ou d'interdiction ; les règles définies dans cette politique s'appliquent à tous les dirigeants effectifs et les collaborateurs des entités du Groupe ; la Direction de la Conformité des entités s'assure que la présente politique (ou toute autre procédure/politique déclinant cette politique Groupe) est mise à disposition et bien comprise des collaborateurs.
- Politique d'évaluation des tiers au regard des risques de corruption dans le cadre de l'activité commerciale : elle s'applique aux clients, plus particulièrement les clients Corporate présentant une activité à risque lors de l'octroi de crédit, aux intermédiaires et aux partenaires commerciaux.

➤ **Actions du Groupe BPCE visant à prévenir et détecter les cas de corruption**

- Cartographie des risques de corruption : elle est établie et mise à jour régulièrement par les entités du Groupe, selon une méthodologie conforme aux recommandations de l'Agence française anticorruption (AFA) ; elle est basée sur des échanges avec les métiers qui permettent d'identifier et d'évaluer les risques de corruption, active comme passive, directe ou indirecte (complicité, recel), et d'aboutir à une vision partagée des enjeux de la lutte contre la corruption ; les éléments du dispositif de contrôle interne, dont le contrôle comptable, sont explicitement fléchés vers les risques de corruption identifiés ; le résultat de la cartographie des risques, y compris les plans d'action nécessaires le cas échéant, est présenté pour validation aux organes de direction de chaque entité du Groupe ; une consolidation des cartographies est présentée au comité des Risques et de la Conformité Groupe, ainsi qu'à l'organe de surveillance de BPCE ;
- Actions de formation : des formations anticorruptions sous forme de e-learning sont déployées dans les entités du Groupe ; qualifiées de « formations réglementaires obligatoires » (FRO), elles concernent l'ensemble du personnel, y compris les dirigeants ; elles sont complétées par des e-learning sur le Code de conduite et d'éthique et le dispositif « Lanceur d'alertes » ;
- Dispositif « Lanceur d'alertes » avec un outil Groupe dédié ;
- Dispositif de déclaration des cadeaux, avantages et invitations reçus et offerts centralisé dans un outil Groupe ;
- Evaluation des fournisseurs : elle concerne a minima les fournisseurs dont le montant total d'achats au niveau du Groupe est au moins de 50 000 euros ; elle prend en compte un certain nombre de critères (catégorie d'achat, critère géographique, informations négatives sur le fournisseur...) ; cette évaluation conduit si nécessaire à des diligences complémentaires visant à apprécier le risque in fine au regard notamment des mesures anticorruption mises en place par le fournisseur ;
- Encadrement des relations avec les intermédiaires (dont les apporteurs d'affaires) et partenaires Groupe : les contrats et les conventions comportent des clauses anticorruptions ; l'intégrité des nouveaux partenaires du Groupe est évaluée dans le cadre du « Comité Nouveaux Produits Nouvelles Activités Groupe » ;
- Référentiel Groupe de contrôles comptables participant à la prévention et à la détection de fraude et de faits de corruption ou de trafic d'influence : il est formalisé et son déploiement dans les entités est suivi par le Contrôle financier Groupe ;
- Dispositif de traitement des allégations de corruption en cours de formalisation en cohérence avec celui appliqué dans le cadre du dispositif « Lanceur d'alertes ».

La Caisse d'épargne et de prévoyance Côte d'Azur s'inscrit dans la déclinaison et l'application des règles anti-corruption mise en place par la Groupe BPCE. Le directeur des Risques, de la Conformité et du Contrôle Permanent occupe les fonctions de déontologue et de responsable de la conformité anti-corruption pour l'établissement. Le Responsable de la fonction de la vérification de la conformité a été nommé référent anti-corruption.

#### **2.7.8.4. Travaux réalisés en 2025**

Les principaux chantiers ont porté sur :

**La protection de la clientèle :**

➤ **Les comptes et les coffres inactifs (Eckert) :**

Poursuite du renforcement du dispositif en place, déjà robuste. Plusieurs projets informatiques ont été livrés permettant d'élargir davantage l'information réglementaire, tant annuellement sur le statut d'inactivité que sur la consignation (information en amont de la clôture des comptes et du transfert à la Caisse des Dépôts et Consignations). L'identification de l'inactivité des coffres-forts a également été améliorée, facilitant ainsi la mise en œuvre de nos obligations réglementaires.

➤ **Le traitement des opérations de paiement contestées par les clients:**

Poursuite du renforcement des dispositifs en place. Des actions ont notamment été menées afin :

- d'améliorer les délais effectifs de remboursement et les délais d'investigations. Un pilotage régulier par indicateur a été mis en place ;
- d'assurer le remboursement des frais induits ;
- d'assurer un traitement homogène des contestations entre les établissements par la mise en place de procédures communes aux établissements ;
- de faciliter l'initiation d'une contestation par le client en créant le canal de contestation en *selfcare*, en plus des canaux d'agence et centre de relation clientèle.

➤ **Les services de paiement :**

Mise en œuvre des obligations issues du Règlement IP (virements instantanés en euros) entré en vigueur au 9 octobre 2025. Ces travaux ont conduit notamment à déployer l'accès de nos clients au virement instantané et aux services de gestion des plafonds, et la vérification du bénéficiaire.

➤ **L'épargne bancaire :**

Poursuite de la mise en place des mesures de contrôle de multi-détention des produits d'épargne réglementée prévue par le décret no 2021-277 du 12 mars 2021 relatif au contrôle de la détention des produits d'épargne réglementée qui entrera en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

➤ **La Connaissance client réglementaire (KYC) :**

Poursuite de plusieurs grandes actions en 2025 dans un objectif d'ancrage des réflexes d'actualisation systématique de la Connaissance Client : sensibilisation des réseaux et pilotage au travers d'indicateurs permettant d'avoir un suivi renforcé et global de la Connaissance client.

En outre, le cadre normatif et de contrôle du dispositif Groupe ont été actualisés.

➤ **L'épargne financière :**

Le Groupe a poursuivi les travaux d'amélioration et de renforcement des dispositifs relatifs à la Protection des investisseurs, la Gouvernance et surveillance des produits, à l'Intégrité et transparence des marchés.

Les travaux ont notamment porté sur :

- La rationalisation et revue des politiques, guides et fiches de contrôles de niveau 2 inscrits sur sa feuille de route 2025 de la Conformité sur les dispositifs Protection des investisseurs<sup>(13)</sup>, Gouvernance et surveillance des produits, Intégrité et transparence des marchés<sup>(14)</sup>.
- Dans le cadre de la supervision exercée, des contrôles sur les dispositifs Protection des investisseurs, Gouvernance et surveillance des produits, ainsi qu'Intégrité et transparence des marchés ont été menés. Des actions de monitoring permettant le suivi de la remédiation des anomalies identifiées ont été mise en place.
- Les comités permettant de renforcer le suivi des établissements se sont poursuivis, de même que l'accompagnement des établissements dans le cadre des sollicitations/contrôles superviseurs et suivi des plans de remédiation Groupe convenus.

---

<sup>13</sup> \* Concernant la protection des investisseurs et la Gouvernance et surveillance des produits ont été intégrés la recommandation ACPR 2024-R-03 sur le devoir de conseil, la position AMF 2013-10 / 2019-12 relative à la médiation GSM, et l'arrêté du 19 mars 2025, modifiant le règlement Général AMF sur le suivi de la commercialisation des produits. Également, une note relative aux impacts de la Retail Investment strategy sera diffusée en fin d'année aux fonctions commerciales et à la filière conformité au sein des établissements.

<sup>14</sup> Concernant l'intégrité et la transparence des marchés, ont été intégrés les nouveaux textes réglementaires EMIR et SFTR liés aux opérations de marchés notamment EMIR 3.0.

- Les travaux d'élaboration d'indicateurs de pilotage consolidés Groupe particulièrement sur le dispositif intégrité et transparence des marchés, et parcours clients Protection des investisseurs ont été conduits et se poursuivront en 2026.
- Le suivi et l'accompagnement des établissements dans le cadre de leurs déclarations liées au rapport annuel RCSI auprès de l'AMF a été réalisé.
- Un nouvel outil concernant le traitement des alertes abus de marché a été déployé.

En 2025, au-delà de ses activités permanentes, la fonction Conformité de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a mené quatre chantiers pour la prévention et la maîtrise des risques de non-conformité :

- Accompagnement et sensibilisation du réseau commercial pour favoriser l'appropriation de la Connaissance Client Règlementaire tout au long de la relation avec le client.
- Mise en conformité EMIR : Suivi de la mise en œuvre et de l'application des réglementations EMIR et EMIR Refit, relatives aux compensations d'instruments financiers.
- Revue du process de validation de nouveaux produits, nouvelles activités de l'Etablissement en collaboration avec le Groupe
- Enfin, la Conformité a poursuivi ses actions visant à porter une attention particulière au respect des règles de protection de la clientèle, notamment concernant les clients « Droit au compte » orientés par la Banque de France et l'offre commerciale à la clientèle qualifiée de fragile.

### **2.7.9. Riques de sécurité et résilience opérationnelle**

La maîtrise des risques d'interruption d'activité est abordée par les Entités juridiques du Groupe sous la forme d'une analyse des risques associés aux activités exercées. Cette analyse permet de déterminer la priorisation de leur redémarrage. En parallèle, l'identification des différents événements de risque possibles oriente l'Entité juridique dans les réponses en continuité d'activité à apporter et la préparation des actions à engager en cas de survenance de l'évènement de risque.

#### **2.7.9.1. Continuité d'activité**

##### **2.7.9.1.1. Organisation et pilotage de la continuité d'activité**

La continuité d'activité du Groupe BPCE est organisée en Filière, pilotée par la Continuité d'Activité Groupe, au sein de la Direction Continuité Activité et Gestion de Crise (DCAGC).

Le Directeur de la Continuité d'activité et de la Gestion de crise Groupe (DCAGC-G) a pour mission de superviser :

- le pilotage de la continuité d'activité Groupe et l'animation de la filière au sein du Groupe ;
- le pilotage de la réalisation et du maintien en condition opérationnelle des Plans de Continuité d'Activité Groupe ;
- la veille du respect des dispositions réglementaires en matière de continuité d'activité ;
- la participation aux instances internes et externes au Groupe.

Les RPCA/RPUPA des établissements du Groupe sont rattachés fonctionnellement au RCA Groupe et les nominations des RPCA/RPUPA lui sont notifiées.

Le Cadre Continuité d'Activité Groupe définit la gouvernance de la filière, assurée par trois niveaux d'instances, mobilisées selon la nature des orientations à prendre ou des validations à opérer :

- les instances de décision et de pilotage Groupe auxquelles participe le RCA-Groupe pour valider les grandes orientations et obtenir les arbitrages nécessaires ;
- le Comité filière de continuité d'activité, instance de validation et de coordination opérationnelle de la Filière ;

- la plénière de continuité d'activité Groupe, instance plénière nationale de partage d'informations et de recueil des attentes, complétée de réunion régionales et de calls Filière auxquels les RPCA sont invités à participer.

Le cadre de référence, CCA-G a été décliné et validé au sein de notre établissement par le Conseil d'Orientation et de Surveillance le 19 décembre 2025.

La Continuité d'Activité Groupe définit, met en œuvre et fait évoluer autant que de besoin la politique de continuité d'activité Groupe.

#### **Description de l'organisation mise en œuvre pour assurer la continuité des activités**

Au sein de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, sont nommés :

- un RPCA à temps plein,
- et un RPCA suppléant, relai du RPCA en son absence.

Le poste de RPCA est rattaché à l'unité Risques Cyber et IT, créé en septembre 2024, regroupant également la Data Protection Officer, ainsi que le Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Informations (suppléant RPCA). Cette unité Risques Cyber et IT est directement rattachée à la Direction Risques, Conformité et Contrôles Permanents.

Au sein de l'établissement, sous le contrôle faîtier du Directoire, l'organisation s'appuie trimestriellement autour des instances suivantes :

- le Comité Exécutif des Risques ;
- le Comité de Coordination du Contrôle Interne.

Au niveau du fonctionnement, des Responsables rattachés aux directions métiers supervisent des Correspondants PUPA (CPCA) et leurs suppléants, qui couvrent le périmètre des Plans de Continuité Métiers et Transversaux (BIA, PCM et PCS).

Chaque PCM et PCS fait l'objet d'une fiche spécifique couvrant les aspects de continuité d'activité, pour les activités jugées critiques de l'Entreprise.

Au sein de chaque PCM et PCS, les « Responsables de Processus », titulaires et suppléants, prennent en charge une reprise opérationnelle des processus porteurs d'un risque identifié, qu'il soit financier, réglementaire, d'image, organisationnel ou juridique.

Quatre types de scénarii ont été définis et sont couverts par le dispositif, portant sur :

- le système d'information ;
- les immeubles d'exploitation ;
- les ressources humaines,
- les prestataires externes en lien avec une activité critique.

Chaque fiche identifie ainsi :

- les acteurs, la mesure du risque, la criticité et les besoins ;
- les procédures pour chacun des 4 scénarii de sinistre.

#### **2.7.9.1.2. Travaux réalisés en 2025**

La DCAGC s'efforce en permanence d'améliorer la culture de continuité d'activité au sein du Groupe et de renforcer les dispositifs de gouvernance et de continuité d'activité.

## En matière de gouvernance

- Validation d'une version plus accessible et développée de la Politique en cours ;
- Convergence des processus de contrôle permanent engagée, en débutant par les contrôles de LoD2 ;
- Rôle décisionnel du Comité filière de continuité d'activité (CDCAGC) renforcé et statuts mis à jour en conséquence ;
- Refonte du tableau de bord à destination des Instances Groupe ;
- Définition du cadre de supervision applicable à la Filière ;

## Au plan opérationnel

- Création d'une offre de « RPCA as a service » permettant aux Entités de petite taille de bénéficier d'un appui renforcé du Groupe ;
- Classement du module de sensibilisation à la Continuité d'Activité en Formation Règlementaire Obligatoire afin de le rendre plus visible ;

Décision de refondre en profondeur le SI de continuité d'activité à l'issue d'une réflexion portant sur la nécessité d'une évolution des outils.

Au cours de l'année 2025, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur (CECAZ) a déployé la nouvelle politique Groupe sur son périmètre afin d'assurer une continuité d'activité robuste et proactive. Cette initiative inclut une stratégie de continuité méticuleusement élaborée, qui prend en compte les divers risques et menaces identifiés.

Le plan de gestion de crise de la CECAZ a été entièrement élaboré pour offrir une réponse coordonnée et efficace lors d'incidents majeurs. Conjointement, le plan de communication de crise a été révisé et actualisé, renforçant la capacité de l'entité à transmettre des informations critiques rapidement et précisément pendant les périodes de perturbation.

L'ensemble des Bilans Impact Activité (BIA) et des Plans de Continuité Métier (PCM) nécessaires ont été rigoureusement réalisés en collaboration étroite avec les différents métiers de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur (CECAZ), garantissant ainsi une couverture exhaustive des besoins opérationnels.

Cette démarche a inclus la mise à jour complète de l'ensemble des correspondants de la continuité d'activité et des responsables d'unité. La campagne a été menée avec un accompagnement soutenu, assurant que chaque acteur soit bien préparé à gérer les enjeux de continuité.

De plus, le nombre de BIA a été optimisé, passant de 85 à 52, en alignement avec l'organigramme de l'entreprise, une réorganisation qui facilite en grande mesure la mise à jour annuelle des plans et favorise une gestion transparente de la continuité.

Les unités jugées très critiques au sens de la continuité d'activité, définies par une Durée Maximale d'Interruption Admissible (DMIA) de moins de cinq jours, sont au nombre de 12.

En parallèle, le nombre de PCM a été porté à 20, renforçant ainsi la capacité de l'organisation à s'adapter efficacement et de manière proactive face aux perturbations potentielles.

Ces modifications illustrent la détermination de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur à se doter d'outils robustes et adaptés pour assurer sa résilience à long terme.

En intégrant les ressources au sein de la solution Drive, l'entité veille à respecter le framework TRM, garantissant ainsi une conformité optimale et une gestion efficace des processus.

La gestion des prestations critiques réalisées par des tiers est maîtrisée, garantissant ainsi une continuité des approvisionnements et des services essentiels.

De plus, une formation rigoureuse et une sensibilisation à la continuité d'activité ont été dispensées à 100 % des responsables d'unités et des correspondants de Plan de Continuité d'Activité (PCPA), renforçant ainsi la culture de résilience au sein de l'organisation.

La solution CRISISCARE a été mise à jour et un test rigoureux a été réalisé pour garantir sa fonctionnalité en cas de crise.

Par ailleurs, la prévision du plan pluriannuel de tests et exercices a été présenté au Comité Exécutif des Risques de décembre, avec au moins un exercice de crise décisionnel menés au sein de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

Il est également important de noter que la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur a contribué aux travaux du Groupe dans le cadre des recommandations de la BCE que ce soit par l'analyse des risques exogènes concernant les sites administratifs de notre entreprise ou par la participation aux travaux OCIR permettant d'assurer la continuité opérationnelle lors d'une résolution bancaire, encadrée par le SRB.

Ces efforts démontrent un engagement fort envers la préparation proactive et l'amélioration continue, assurant que la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur est bien positionnée pour naviguer efficacement à travers tout défi futur.

### 2.7.9.2. Sécurité Informatique

#### 2.7.9.2.1. Organisation et pilotage de la filière SSI

La Direction Sécurité Groupe (DSG) a notamment la charge de la gestion des risques Cyber et Technologiques pour le Groupe au travers l'équipe CTRMG (Cyber & Technology Risk Management Group).

L'équipe CTRMG est organisée en quatre équipes :

- **Filière, Politiques et Processus (FPP)** dont les principales missions sont la définition et le mise en œuvre opérationnelle de la gouvernance TRM, les politiques et processus associés, l'animation de la filière CTRM composé d'environ 280 membres, et l'apport d'expertise CTRM lors des instances de validation projets.
- Le **CERT** (Computer Emergency Response Team), joignable 24/7, dont les missions sont d'apporter des réponses à incident sur sollicitation interne ou externe, de piloter et délivrer des services cyber (notamment bug bounty, cyber rating, surface d'attaque ...), d'animer la communauté VIGIE de plus de 300 membres internes et de coordonner les SOC (Security Operation Center) du Groupe.
- L'équipe **Délégation RSSI / CTRM** a pour mission de renforcer les liens, de mutualiser les bonnes pratiques et de progresser collectivement afin d'assurer la sécurité des SI, la gestion des risques IT et la conformité des métiers.
- **Leaders de projets majeurs Cybersécurité** (DORA, IAM...) sous la responsabilité de Directeurs de Programme rattachés au RSSI Groupe.

L'équipe CTRMG définit ses chantiers selon trois attitudes :

- Poursuite de la mise en œuvre des projets réglementaires (dont DORA) ;
- Mise en place des projets et socles indispensables à la Sécurité et à la Résilience IT ;
- Etude d'initiatives pour répondre aux nouvelles menaces.

Les Responsables locaux des Risques Cyber et Informatiques (RSSI ou CTRM) de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur et plus largement de tous les affiliés maisons mères, des filiales directes et des GIE informatiques sont rattachés fonctionnellement au Responsable de la filière Sécurité sur le domaine d'expertise Risques Cyber et Informatiques Groupe (RSSI Groupe / CTRMG). Ce lien fonctionnel implique notamment que :

- toute nomination de Responsable local soit notifiée au RSSI Groupe ;
- un reporting concernant les faits marquants des établissements sur les Risques Cyber et Informatiques soit transmis au RSSI Groupe.

Le RSSI de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur est rattaché à la Directrice des Risques, Conformité & Contrôle Permanent au sein du pôle président, elle-même rattachée au Président du Directoire. Le RSSI a un budget 2025 dédié pour assurer des actions de sensibilisation et des travaux de pilotage des risques TRM.

#### **2.7.9.2.2. Suivi des risques liés à la sécurité des systèmes d'information**

La Politique de Sécurité des Systèmes d'Information Groupe (PSSI-G) qui traitait de la seule typologie de risque Cybersécurité a laissé place au modèle Technology Risk Management (TRM) qui est désormais le référentiel Groupe de gestion des risques technologiques.

La Politique Générale de Gestion des Risques Cyber et Informatiques (PG-TRM) couvre six typologies, répondant aux guidelines EBA et au règlement DORA et elle s'accompagne de nouvelles politiques dédiées à chacun de ces risques :

- Cybersécurité
- Production IT
- Développements et projets IT
- Externalisation de l'IT
- Gouvernance & Stratégie IT
- Continuité du SI.

Ce modèle TRM est déployé dans l'ensemble des entités du Groupe, de façon adaptée au niveau de risque de chaque entité, avec quatre objectifs principaux :

- Des interlocuteurs sensibilisés et formés aux Risques Cyber & IT
- Un dispositif outillé de Règles et de Contrôles
- Une cartographie des Risques Cyber & IT
- Un cadre comitologie intégrant les risques TRM.

#### **2.7.9.2.3. Sensibilisation des collaborateurs à la cybersécurité**

La nouvelle « Charte d'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication » est une annexe du règlement intérieur, et elle définit notamment :

- les règles générales d'utilisation des ressources informatiques ;
- les règles de sécurité concernant ces ressources auxquelles les utilisateurs doivent se conformer ;
- les principes de protection et de contrôle pouvant être mis en place ;
- les responsabilités des utilisateurs et potentielles sanctions encourues en cas de non-respect de la Charte.

L'usage des outils informatiques ayant évolué au cours de ces dernières années avec l'apparition de l'intelligence artificielle, le déploiement massif du télétravail, etc., les menaces sont devenues polyformes et se sont également intensifiées. Ces évolutions nécessitent que le Groupe s'adapte à ces nouvelles menaces en ajustant certaines règles d'utilisation des ressources informatiques, tout en faisant prendre conscience à l'utilisateur son rôle central dans la sécurité de l'entreprise.

La Charte précise ainsi les droits, les devoirs et les obligations de l'utilisateur (salariés ou externes) concernant l'usage des ressources mises à disposition. Elle s'applique autant au sein des locaux de l'entreprise qu'en dehors, que ce soit lors de déplacements ou en télétravail.



Par ailleurs, les campagnes de sensibilisation se poursuivent, notamment à destination du top management du Groupe. En outre, le Groupe participe aux instances de place sur la cybersécurité et aux événements comme le « mois européen de la cybersécurité ».

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a mis à jour sa charte URTIC (utilisation des ressources technologiques & communication) en octobre 2025.

Cette charte URTIC et les politiques TRM s'appliquent à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur sur les deux départements des Alpes Maritimes et du Var, ainsi qu'à sa succursale située sur le territoire de la principauté de Monaco. Sur ce périmètre spécifique Monégasque, la charte a une version localisée répondant aux réglementations spécifiques. La succursale est considérée comme un OIV (opérateur d'importance vitale).

#### **2.7.9.2.4. Travaux réalisés en 2025 - Sécurité informatique**

En 2025, le dispositif de gestion des risques Cyber et Informatiques a évolué pour couvrir non seulement les lignes directrices **de l'Autorité Bancaire Européenne** relatives à la gestion des risques liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et à la sécurité, publiées le 27 novembre 2019 et entrées en vigueur le 30 juin 2020 mais également le règlement DORA (Digital Operational Resilience Act) (CE 2022/2554) qui renforce les lignes directrices de l'Autorité Bancaire Européenne. Il définit un cadre réglementaire sur la résilience opérationnelle numérique en cas de cybermenaces ou d'incidents liés aux TIC, a été publié le 16 janvier 2023 et est entré en vigueur le 17 janvier 2025.

De plus, le déploiement TRM assure le renforcement du pilotage des tiers (classification et définition de mesures de contrôle associées) et la mise en œuvre des audits prévus aux contrats de sous-traitance ou prestation. Les contrats existants ont aussi été revus et complétés de l'annexe TRM pour un meilleur pilotage de la sécurité des données confiées à des tiers.

Par ailleurs, l'amélioration du dispositif de détection des fuites de données a permis une augmentation du taux d'incidence, sans augmentation de la sévérité des conséquences.

Au sein de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, des Revues de sécurité trimestrielles sont menées avec l'appui technique et opérationnel des équipes CST-SG Groupe BPCE sur le périmètre des sites internet privés CECAZ.

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a participé au projet « Evaluation de maturité sécurité SI – NIST 2025 » avec un score local de 3.37.

Sur le périmètre de notre succursale située en territoire Monégasque, les déclarations des 3 SIIV ont été mises à jour afin de répondre aux exigences définies par les autorités monégasques concernant les systèmes d'information d'importance vitale.

#### **2.7.10. Faits exceptionnels et litiges**

Les litiges en cours au 31 décembre 2025 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur ont fait l'objet de provisions qui correspondent à la meilleure estimation de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur sur la base des informations dont elle dispose.

A l'exception des litiges ou procédures mentionnés ci-dessus, il n'existe actuellement aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la CEP a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur et/ou du Groupe.

## **2.8. Événements postérieurs à la clôture et perspectives**

### **2.8.1. Les événements postérieurs à la clôture**

- **Annonce d'un projet de rapprochement des activités de Gestion d'Actifs du Groupe BPCE avec celles de GENERALI**

Assicurazioni Generali S.p.A. ("Generali") et BPCE ont signé le 21 janvier 2025 un Protocole d'Accord (Memorandum of Understanding ou "MoU") non contraignant visant à rassembler, dans une entreprise commune, les activités de gestion d'actifs de Generali Investments Holding ("GIH") et de Natixis Investment Managers (NIM). BPCE (via Natixis IM) et GIH détiendraient chacun 50 % des activités combinées avec une gouvernance et un contrôle équilibré. A l'avenir, la participation détenue dans la joint-venture serait comptabilisée par la méthode de la mise en équivalence, en raison du contrôle conjoint. Les activités qui seraient apportées par NIM sont aujourd'hui englobées dans le secteur d'activité « Gestion d'actifs / AWM » présenté en note annexe 12.1. Avec 1 900 milliards d'euros d'actifs sous gestion (données au 30 septembre 2024), le rapprochement envisagé créerait une plateforme de gestion d'actifs mondiale avec des positions de leader et une taille critique aussi bien en Europe qu'en Amérique du Nord. L'entité combinée se classerait 1<sup>ère</sup> par les revenus et 2<sup>ème</sup> par les actifs sous gestion en Europe ; 9<sup>ème</sup> par les actifs sous gestion et 1<sup>ère</sup> en gestion assurantielle au plan mondial.

La nouvelle joint-venture offrirait une gamme complète de solutions dans les classes d'actifs traditionnelles et alternatives, ce qui permettrait de répondre aux besoins de plus en plus sophistiqués des clients. La plateforme combinée serait également particulièrement bien placée pour continuer à développer ses activités pour compte de tiers en Europe, en Amérique du Nord et dans les régions à fort potentiel de croissance en Asie, en s'appuyant sur un réseau de distribution mondial intégrant une plateforme de distribution centralisée performante ainsi que des partenariats multicanaux de proximité. Les instances représentatives du personnel des différentes parties concernées seront consultées avant la signature définitive des accords relatifs à la transaction. La réalisation effective de l'opération dépendra de l'obtention des autorisations réglementaires usuelles, avec une date de réalisation attendue début 2026.

### **2.8.2. Les perspectives et évolutions prévisibles**

- **Perspectives pour le Groupe BPCE et ses métiers**

En 2025, le Groupe BPCE va pleinement mettre en œuvre son nouveau projet stratégique, VISION 2030, présenté à l'Investor day du 26 juin 2024.

Ce projet ouvre un nouveau chapitre de l'histoire du Groupe BPCE en portant une ambition de croissance et de diversification de ses activités, de ses revenus et de ses risques dans trois cercles géographiques : la France, l'Europe et le Monde. Face à l'accélération des transitions environnementales, technologiques, démographiques et géopolitiques qui transforment la société et peuvent parfois créer de l'incertitude, le Groupe BPCE entend mobiliser sa présence territoriale, ses métiers et ses expertises pour permettre à ses clients, ses sociétaires et ses collaborateurs d'aborder l'avenir en confiance.

VISION 2030 trace ainsi les grandes priorités stratégiques du groupe et de ses métiers à travers trois piliers :

- Forger notre croissance pour le temps long ;
- Donner à nos clients confiance dans leur avenir ;
- Exprimer notre nature coopérative sur tous les territoires.

VISION 2030 est assorti d'objectifs commerciaux, financiers et extra-financiers à horizon 2026. Le groupe réaffirme des exigences de solidité financière parmi les plus élevées en Europe, avec un ratio CET1 supérieur à 15,5 % et vise un résultat net part du Groupe d'environ 5 milliards d'euros en 2026.

L'environnement demeure incertain notamment sur les plans économiques et géopolitiques. Les années 2022 et 2023 ont été marquées par la guerre en Ukraine, une crise de l'énergie et un retour de l'inflation à des niveaux jamais atteints depuis plusieurs décennies. En 2024, bien qu'un reflux de l'inflation ait été observé, des incertitudes sur les orientations politiques en France et dans le monde se sont ajoutés aux différents aléas. Les perspectives pour 2025 laissent entrevoir une croissance économique modérée en France, soutenue par une inflation revenue à un niveau bas et une évolution moins défavorable du marché de l'immobilier, mais grevée par une dette publique élevée et une possible hausse du chômage.

La pression sur les revenus en banque de détail devrait s'alléger progressivement en 2025, avec une légère baisse des taux et des coûts de refinancement stabilisés, et un taux d'épargne toujours élevé.

Dans ce contexte, le Groupe BPCE est confiant dans la mise en œuvre de son projet stratégique VISION 2030, notamment pour le développement de ses activités auprès des particuliers, des professionnels et des entreprises, ainsi que la transformation ambitieuse de ses métiers, dans les domaines de l'assurance, des paiements, des services financiers et des métiers mondiaux.

## 2.9. **Eléments complémentaires**

### 2.9.1. **Information sur les participations, liste des filiales importantes, liste des succursales**

Dénomination de la société	Date immatriculation	Capital social	Forme juridique	Activité	Chiffre d'Affaires	RBE (dépréciations et reprises de provision non intégrées)	Résultat d'exploitation	% de capital détenu par la CEP	Entité consolidée oui/non	Commentaires
EUROP'INVEST DEVELOPPEMENT (EID)	24-04-1989	2 076 000	SARL	Marchand de biens	53 522,00	-63 987,00	-342 849,00	99,99	Non	Comptes au 31/12/2025
CAZ PARTICIPATIONS ET INVESTISSEMENTS	24/07/2014	5 000 000	SAS	Acquisition et détention de biens immobiliers, réalisation de toute opération foncière ou immobilière et prise de participations dans toute société poursuivant le même objet	202 972,00	-813 995,00	-815 573,00	100	Non	Comptes au 31/12/2025
SAS CAZ FONCIERE 2	09/01/2015	1 000 000	SAS	Acquisition et détention de biens immobiliers, réalisation de toute opération foncière ou immobilière et prise de participations dans toute société poursuivant le même objet	0	-84 892,00	--86 558,00	100	Non	Comptes au 31/12/2025

Dénomination de la société	Date immatriculation	Capital social	Forme juridique	Activité	Chiffre d'Affaires	RBE (dépréciations et reprises de provision non intégrées)	Résultat d'exploitation	% de capital détenu par la CEP	Entité consolidée oui/non	Commentaires
CAZ 2I	24/01/2023	1 000 000	SAS	La prise de participations directe ou indirecte dans toutes sociétés, la souscription, l'acquisition, la gestion et la cession de tous titres ou valeurs mobilières dans lesdites sociétés, l'apport en compte courant dans le cadre desdites participations, la participation aux organes de gouvernance desdites sociétés, la souscription de tous emprunts et l'octroi de toutes garanties et toutes prestations de services ou conseils dans le cadre de l'objet social.	0	-14 971,00	-14 971,00	100	Non	Comptes au 31/12/2025
CAZ FONCIERE & INVESTISSEMENTS	14/11/2024	2 000 000	SAS	L'acquisition, le cas échéant, en l'état futur d'achèvement, la détention, la mise en valeur, l'exploitation, la gestion, l'administration, la location, sous toutes ses formes, de tous biens et droits immobiliers de toute nature, en vue de leur location.	0	-237 373,00	-237 373,00	100	Non	Attente des comptes au 31/12/2025
Centre d'affaires de Monaco	19/11/2014	/	/	Succursale de la Principauté de Monaco	9 493 431,00	6 198 832,00	6 625 580,00	Sans objet	Sans objet	Comptes au 31/12/2025

### 2.9.2. Activités et résultats des principales filiales

Se référer au point 2.9.1 : [Information sur les participations, liste des filiales importantes, liste des succursales](#)

### 2.9.3. Tableau des cinq derniers exercices

Tableau des résultats des cinq derniers exercices (référentiel comptable français comptes sociaux)					
NATURE DES INDICATIONS (Chiffres en milliers d'euros)	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	515 034	515 034	515 034	515 034	515 034
Nombre de parts existantes	25 751 676	25 751 676	25 751 676	25 751 676	25 751 676
<b>Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Produit Net Bancaire	353 325	347 512	316 282	317 112	386 960
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	160 800	126 063	86 406	101 720	156 904
Impôts sur les bénéfices (1)	-33 312	-27 712	-13 869	-18 016	-24 243
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-366	0	0	0	0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	65 207	72 681	61 383	66 602	112 736
Résultat distribué aux porteurs de parts sociales (2)	7 210	14 163	14 163	14 163	11 073
<b>Résultats ramenés à un titre de capital (en euros)</b>					
Résultats après impôt, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions (en euros)	4,48	3,40	2,40	2,81	4,70
Résultats après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions (en euros)	2,53	2,82	2,38	2,59	4,38
Distribution ramenée à une part de société locale d'épargne (en euros)	0,250	0,280	0,550	0,550	0,430
<b>Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés employés durant l'exercice	1 661	1 636	1 603	1 581	1 549
Montant de la masse salariale de l'exercice	-71 954	-73 416	-74 935	-74 842	-73 923
Montant des sommes versées au titre des charges sociales de l'exercice	-34 553	-35 044	-36 551	-36 603	-37 844

(1) hors provisions sur IS GIE fiscaux et contrôle fiscal

(2) au titre de 2025 = données non connues, cristallisées à 2024

### 2.9.4. Délais de règlement des clients et des fournisseurs

L'article L. 441-6-1 du Code du Commerce stipule que les sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un commissaire aux comptes doivent publier dans leur rapport de gestion des informations sur les délais de paiement à l'égard de leurs clients et de leurs fournisseurs suivant les modalités de l'article D.441-4 du Code de Commerce modifié par les décrets n° 2015-1553 du 27 novembre 2015 et n° 2017-350 du 20 mars 2017.

En euros	Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total
						(1 jour et plus)						(1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées						217						16
Montant total des factures concernées T.T.C		3 329 717	11 586	16 048	70 693	3 428 043	0	119 013	100 582	26 228	4 111	249 934
Pourcentage du montant total des achats T.T.C de l'exercice		2,93 %	0,01 %	0,01 %	0,06 %	3,01 %						
Pourcentage du chiffre d'affaires H.T. de l'exercice								0,03 %	0,03 %	0,01 %	0,00 %	0,06 %
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	Néant						Néant					
Montant total des factures exclues	Néant						Néant					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-10 ou article L. 443-11 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	o Délais contractuels : 30 jours date de facture						o Délais contractuels : A réception par notre client					
	ou						ou					
	o Délais légaux						o Délais légaux					

### **2.9.5. Informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération (article L. 511-102 du code monétaire et financier)**

#### **2.9.5.1. Description de la politique de rémunération en vigueur dans l'entreprise**

Le cadre structurel de la rémunération à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur pour les salariés est le suivant :

- Une rémunération fixe contractuelle avec un minimum déterminé par la classification fixé par accord au niveau de la branche Caisse d'Épargne ou par accord local selon les emplois d'une même classification. Celle-ci est ensuite adaptée au regard du niveau de compétence et d'expertise, de responsabilité de chaque collaborateur et des niveaux de rémunération proposés par le marché de la banque. La rémunération des personnels du contrôle des risques et de la conformité, est fixée indépendamment de celle des métiers dont ils valident ou vérifient les opérations, et à un niveau suffisant pour disposer de personnels qualifiés et expérimentés ; elle tient compte de la réalisation des objectifs associés à la fonction et doit être, à qualification, compétences et responsabilités équivalentes, à un niveau approprié par rapport aux professionnels dont ils contrôlent l'activité.
- Une part variable uniquement pour les fonctions commerciales, y compris filière immobilière, ingénierie financière et investissement, successions et banque de l'Orme ainsi que pour les membres du Comité de Direction pour lesquels des objectifs sont fixés. A noter que le système de rémunération variable des personnels du contrôle des risques et de la conformité est fondé sur des objectifs propres, et en aucun cas directement sur les performances des professionnels contrôlés ou sur les profits de l'activité contrôlée.
- Pour les membres du Directoire une part variable déterminée selon les normes définies par le groupe qui comportent la réalisation de critères locaux et nationaux.
- Un intéressement aux résultats de l'entreprise, régi par un accord d'entreprise, assis sur les indicateurs suivants :
  - PNB/ETP,
  - Résultat net d'exploitation,
  - Satisfaction de nos clients (positionnement dans le RCE, et évolution du taux de promoteurs),
  - Evolution du fonds de commerce,
  - Réduction de notre empreinte carbone,
  - Solvabilité,
  - Evolution de la collecte.

L'intéressement est réparti entre les salariés 50 % en fonction de la présence et 50 % en fonction du salaire et dont le montant maximum cumulé, participation ci-dessous incluse, est plafonné à 13 % de la masse salariale.

- Une participation régie par un accord d'entreprise, calculée selon la formule légale et répartie entre les salariés, 50 % en fonction de la présence et 50 % en fonction du salaire.

Enfin, la politique de rémunération de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur applique le principe de la neutralité au regard du genre et de l'équité des rémunérations entre travailleurs masculins et féminins pour un même travail ou un travail de même valeur. La Caisse d'Épargne et de prévoyance Côte d'Azur porte en effet une attention particulière à l'égalité hommes-femmes, notamment en matière de politique salariale et de réduction des inégalités, dès l'embauche des salariés par l'attribution d'un niveau de salaire et de classification identique entre les femmes et les hommes pour un même métier, niveau de responsabilité, formation et expérience professionnelle puis tout au long de la carrière, en s'assurant de l'équité des propositions effectuées lors de la revue annuelle des rémunérations. Un accord relatif à l'égalité professionnelle a été signé le 14 janvier 2025 par l'ensemble des organisations syndicales représentatives. Un plan d'action relatif à l'égalité professionnelle a été déployé. Il comporte notamment une enveloppe spécifique à la résorption des écarts de salaire entre les femmes et les hommes.



Cet engagement se retrouve dans le calcul de l'index égalité Hommes-Femmes (décret n° 2019-15 du 8 janvier 2019), pour lequel la Caisse d'Épargne et de prévoyance Côte d'Azur obtient 94 points sur un maximum de 100 points au titre de l'année 2025.

Quant à l'indicateur RIXAIN, le cercle des cadres dirigeants se répartit à hauteur de 50 % pour les femmes et 50 % pour les hommes (hors Président du Directoire qui ne dispose pas d'un contrat de travail) ;

Le cercle des Instances Dirigeantes qui comporte un effectif de 15 personnes en 2025 est composé de 53 % de femmes et de 47 % d'hommes.

### **2.9.5.2. Processus décisionnel**

Le Comité des rémunérations est composé de 4 membres.

Le Comité est présidé par Françoise LEMALLE, Présidente du Conseil d'Orientation et de Surveillance et est composé au 31 décembre 2025 de :

- Stéphane MARTINEZ, Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
- Fabien DIEBOLD, Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
- Karine DALBY PIGOT, Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Le Comité des rémunérations est composé exclusivement de membres indépendants<sup>15</sup>. En outre, ils sont membres de l'organe de surveillance mais n'exercent pas de fonction de direction au sein de l'entreprise<sup>16</sup>.

Le Comité s'est réuni 2 fois au cours de l'exercice 2025.

Il procède à un examen annuel :

- des principes de la politique de rémunération de l'entreprise y compris de la politique en matière d'égalité professionnelle et salariale entre tous les salariés et entre les hommes et les femmes ;
- des rémunérations, indemnités et avantages de toutes natures accordées aux mandataires sociaux de l'entreprise ;
- des modalités de répartition des indemnités compensatrices à allouer aux membres du conseil et, le cas échéant, aux membres des comités du conseil, ainsi que le montant total soumis à la décision de l'assemblée générale de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur ;
- de la rémunération du responsable de la fonction de gestion des risques et du responsable de la conformité.

Le Comité des rémunérations exprime son avis sur les propositions du Directoire concernant la population des preneurs de risques et propose à l'organe de surveillance les principes de la politique de rémunération pour la population des preneurs de risques.

Le Comité des rémunérations s'assure également de la conformité de la politique de rémunération avec les réglementations SRAB et la Volcker Rule.

Le Comité des rémunérations prend connaissance chaque année du rapport répertoriant la liste des infractions recensées et des décisions finales prises au titre du 1er alinéa de l'article L. 511-84 relatives aux attributions des rémunérations variables des preneurs de risques.

Dans ses travaux de 2025, le Comité des rémunérations a été assisté par les services du contrôle interne par la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents notamment pour la détermination de la population des preneurs de risques. La Direction de l'Audit Interne réalise annuellement une mission d'audit afin

---

<sup>15</sup> Selon les critères définis pour les administrateurs indépendants au chapitre 9 du code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées (cf code AFEP-MEDEF de janvier 2020)

<sup>16</sup> Cf. article L511-90 du code monétaire et financier

de s'assurer du respect des procédures et de la réglementation concernant la politique de rémunération des Preneurs de Risques telles que présentées au Conseil d'Orientation et de Surveillance. Elle informe le Comité des rémunérations et le Conseil d'Orientation et de Surveillance des conclusions de la mission annuelle.

L'organe de surveillance (Conseil d'Orientation et de Surveillance) adopte les principes de la politique de rémunération sur avis du Comité des rémunérations et examine les infractions recensées et les décisions finales prises au titre du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L. 511-84 relatives aux rémunérations variables des preneurs de risques.

### **2.9.5.3. Description de la politique de rémunération**

#### **Composition de la population des preneurs de risques**

Conformément à la directive CRD 5, ont été identifiés les « MRT groupe 1 », c'est-à-dire les preneurs de risques identifiés par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, établissement de grande taille au regard de son bilan. Ainsi, ont été inclus dans le périmètre des MRT groupe 1, l'ensemble des collaborateurs répondant à l'un des critères établis dans le Règlement Délégué du 25 mars 2021. L'identification des Preneurs de risques s'effectue conformément à la norme Groupe.

Pour l'année 2025, après revue collégiale par la Direction des Risques, Conformité et Contrôle Permanent et la Direction des Ressources Humaines de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, est composée des personnes suivantes :

#### Les membres de l'organe de surveillance :

- Présidente du Conseil d'Orientation et de Surveillance
- Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance

#### Les dirigeants mandataires sociaux :

- Président du Directoire
- Membre du Directoire Pôle Banque Développement Régional
- Membre du Directoire Pôle Ressources
- Membre du Directoire Pôle Finances et Expertises
- Membre du Directoire Pôle Banque De Détail

#### Les responsables des risques, conformité et audit :

- Chef de Mission
- Directeur de l'Audit Interne
- Responsable Analyse Crédit
- Responsable Risques Transverses Contrôles Permanents
- Responsable de la Fonction de Vérification de la Conformité
- Directeur Risques, Conformité et Contrôles Permanents
- Responsable Risques Crédit
- Analyste Crédits
- Superviseur Analyse Crédits
- Responsable Risques Cyber et IT

#### Autres fonctions :

- Directeur de l'Immobilier
- Directeur Financier
- Directeur des Engagements et du Recouvrement
- Directeur Entreprises & Institutionnels
- Direction des relais de croissance

- Directeur des Investissements

L'identification des Preneurs de risques s'effectue conformément à la norme Groupe sur les preneurs de risques concernant les modalités d'application dans le Groupe BPCE de la réglementation relative à la politique et aux pratiques de rémunération applicables aux preneurs de risques.

#### **2.9.5.4. Principes généraux de la politique de rémunération**

##### **La rémunération fixe**

- Directoire :

Les rémunérations des membres du Directoire sont proposées par le Comité de rémunération sur la base d'un dossier argumenté et votées par le Conseil d'Orientation et de Surveillance.

- Population des preneurs de risques hors Directoire :

La rémunération des preneurs de risques hors Directoire est déterminée par le Directoire ou par délégation, la DRH, en tenant compte de la mission confiée et des rémunérations pratiquées dans le Groupe et sur le marché de l'emploi, du profil et de l'expérience de ces derniers. Leur évolution de rémunération s'analyse en fonction de leur réussite, de celles de leurs pairs et de leur niveau de rémunération comparé.

##### **La rémunération variable**

- **Directoire :**

Le montant de la rémunération variable annuelle du président du directoire est égal à 80 % de la rémunération fixe quand le taux de performance de 100 % est atteint, et, pour les autres membres du Directoire, à 50 % de la rémunération fixe quand le taux de performance de 100 % est atteint.

En tout état de cause, en cas de surperformance, la part variable annuelle allouée au titre de l'exercice au président du directoire ne peut dépasser 100 % de la rémunération fixe et 62,5 % pour les autres membres du directoire.

Les règles de détermination de la part variable annuelle des critères Groupe, Etablissement et Communs nationaux des membres du Directoire sont fixées par BPCE et représentent un poids de 50 %.

A cela s'ajoute, les critères spécifiques locaux (3 à 6 critères pour un poids de 30 %) et les critères de management durables (pour un poids de 20 %) sont proposés par le Comité de rémunération et validés par le Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Le Président du directoire et les autres membres du directoire sont bénéficiaires d'un Plan d'Intéressement Long Terme attribué en 2024 qui récompense la création organique de CET1 de l'établissement pour 75 % et celle du Groupe BPCE pour 25 %. Cette rémunération pluriannuelle sur trois ans peut représenter, à l'issue des trois ans, soit en 2027, un montant de 30 % de la rémunération fixe (y compris la majoration spécifique) du président du directoire (15 % de la rémunération fixe pour les autres membres du directoire) lorsque la cible de l'indicateur est atteinte et au maximum 60 % de cette même assiette en cas de surperformance (30 % pour les autres membres du directoire). La rémunération variable pluriannuelle acquise au titre du PILT sera versée à compter de 2027 et s'étalera jusqu'en 2031 conformément à la réglementation CRD applicable aux dirigeants effectifs et aux normes en vigueur au moment du déploiement du PILT au sein du groupe (différé, indexation, période de report et critère de déclenchement).

Enfin, en application de l'article L.511-78 du code monétaire et financier, l'assemblée générale du 30/04/2024 a décidé qu'à partir de l'exercice 2024, la part variable de la rémunération totale de chacune des personnes visées

à l'article L.511-71 du code monétaire et financier identifiées par Etablissement groupe 1, pouvait excéder le montant de sa rémunération fixe sans dépasser 200 % du montant de celle-ci.

➤ **Population des preneurs de risques hors Directoire :**

La part variable des preneurs de risques pour lesquels sont fixés des objectifs commerciaux est assise sur :

- des objectifs collectifs,
- des objectifs individuels,
- une part managériale,
- un malus selon les modalités définies dans la part variable (conformité, non réalisation des formations réglementaires, ...),
- le cas échéant d'un bonus du fait d'une surperformance sur certains objectifs.

Leur part variable est plafonnée à 30 % de la rémunération fixe.

La part variable du Directeur des Investissements est définie sur la base d'objectifs collectifs et individuels et d'une part managériale. Elle est plafonnée à 30 % de la rémunération fixe.

La part variable du Directeur des Risques, de la Conformité, du Contrôle Permanent et du Directeur de l'Audit est fondée sur des objectifs propres, et en aucun cas directement sur les performances des professionnels contrôlés ou sur les profits de l'activité contrôlée. Elle est plafonnée à 15 % de la rémunération fixe. Leur rémunération est fixée indépendamment de celle des métiers dont ils valident ou vérifient les opérations et tient compte de la réalisation des objectifs associés à leur fonction.

La part variable du Directeur des Engagements et du recouvrement, du Directeur Financier est définie sur la base d'objectifs collectifs, individuels et managériaux et est plafonnée à 15 % de la rémunération fixe.

Les autres preneurs de risque ne sont pas bénéficiaires d'une part variable.

**Autres composantes de la rémunération**

➤ **Directoire :**

Excepté le Président du Directoire, les Membres du Directoire bénéficient des accords collectifs d'intéressement et de participation.

➤ **Population des preneurs de risques hors Directoire :**

Cette population bénéficie des rémunérations issues des accords collectifs d'intéressement et de participation.

#### **2.9.5.5. Politique en matière d'attribution et de paiement des rémunérations variables de la population des preneurs de risques**

En conformité avec les articles L511-71 à L511-85 du Code monétaire et financier, la politique en matière d'attribution et de paiement des rémunérations variables (étalement, pourcentage en titres, malus) est la suivante :

- Pour l'attribution des rémunérations variables annuelles au titre de l'exercice concerné. Exigence minimum de fonds propres pilier 2 (Application du 4ème alinéa de l'article L. 511-77).
- Pour l'attribution des parts variables des preneurs de risques, un seuil minimum de fonds propres pour le Groupe BPCE, seuil qui doit être respecté au 31 décembre de l'exercice, est fixé au début de l'exercice par le Conseil de surveillance de BPCE, sur proposition du Comité des Rémunérations de BPCE.

Ce seuil est établi par référence à l'exigence minimum au titre du pilier 2, définie par l'autorité de contrôle, pour le ratio CET1.

Pour l'année 2025, cette référence correspond à un ratio CET1 qui doit être supérieur au seuil exigé par la BCE. Cette condition étant remplie, l'attribution des parts variables au titre de l'année 2025 est donc possible.

Dans le cas où le seuil minimum n'est pas atteint au 31 décembre de l'exercice, le Conseil de surveillance de BPCE est saisi de la situation et propose aux entreprises du groupe 1 une réfaction de la part variable attribuée au titre de l'exercice, et des fractions différées de parts variables non encore échues, des preneurs de risques, par application d'un taux qui doit être au minimum de 50 %. Le taux de réfaction proposé peut ne pas atteindre 100 % si son application permet, éventuellement combinée à d'autres mesures, d'atteindre le seuil minimum fixé au début de l'exercice considéré.

La décision finale d'appliquer le taux de réfaction proposé par le Conseil de surveillance de BPCE est du ressort de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance, pour les preneurs de risques du périmètre. Toute dérogation à la proposition faite par le Conseil de surveillance de BPCE doit être approuvée par l'organe de direction dans sa fonction de surveillance de l'entreprise et assortie d'éléments expliquant le choix retenu.

➤ **Examen par le Comité des Rémunérations de la compatibilité de l'attribution des variables à la réalité des performances et à la situation financière de l'entreprise**

Le Comité des Rémunérations s'assure de la compatibilité des rémunérations variables à la réalité des performances commerciales et financières de la banque et que les montants de rémunérations variables ne sont pas de nature à faire prendre des risques disproportionnés et n'entravent pas la capacité de l'établissement à renforcer ses fonds propres.

➤ **Description du dispositif de malus de comportements (application du 1er alinéa de l'article L511-84)**

Les dispositifs de malus de comportements applicables aux parts variables des preneurs de risques recensent 3 types d'infractions :

- Infraction importante à une règle de conformité ou de risque, y compris en matière de limite, de délégation et de mandat, ayant donné lieu à un rappel à l'ordre individuel par écrit de la part d'un dirigeant de l'entreprise ou d'un directeur en charge d'une filière de conformité, de contrôle permanent ou de risques. Le pourcentage de réduction peut atteindre -10 %. Une infraction importante est une infraction ayant conduit à la survenance d'un incident dont l'impact potentiel ou avéré est supérieur au seuil d'incident grave tel que défini pour le Groupe par la norme « risques opérationnel », soit un seuil de 300 k€.
- Infraction significative, à une règle de conformité ou de risque, y compris en matière de limite, de délégation et de mandat, ayant donné lieu à un rappel à l'ordre individuel par écrit de la part d'un dirigeant de l'entreprise ou du Groupe, ou du directeur Risques Conformité et Contrôles Permanents du Groupe. Le pourcentage de réduction peut atteindre - 100 %. Une infraction significative est une infraction ayant conduit à la survenance d'un incident dont l'impact potentiel ou avéré est supérieur au seuil d'incident significatif applicable au niveau du Groupe, soit 0,5 % des fonds propres de l'établissement.
- Non-participation aux formations réglementaires obligatoires : - 5 % par formation.

Un comité Malus associant les fonctions Risques, Conformité, Contrôles Permanents et Ressources Humaines a été créé et fait l'objet d'un Règlement intérieur validé par le Directoire le 8 janvier 2018.

Les infractions recensées et les décisions finales concernant les variables des preneurs de risques font l'objet d'un relevé de décisions, élaboré par la Direction des Ressources Humaines. Ce relevé de décisions est présenté chaque année au Directoire et au Comité des rémunérations de l'entreprise qui en rend compte au Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Ce dispositif a été notifié par courrier aux preneurs de risques de l'entreprise.

Le comité Malus s'est réuni le 24 février 2026 et a examiné les infractions visées par le dispositif de malus de comportements de l'entreprise et dont la responsabilité est imputable à des preneurs de risques.

Au titre de l'exercice 2025, aucune infraction importante, significative ou pour formation réglementaire obligatoire non suivie n'a été constatée. Il n'a par ailleurs été constaté de manquements au Règlement Intérieur. En conséquence, aucune rémunération variable attribuée n'a été réduite.

### **Modalités de paiement des rémunérations variables**

#### **Principe de proportionnalité**

Conformément à l'article 199 de l'arrêté du 3 novembre 2014, les règles décrites ci-après (3.3.2.1 – Différé et 3.3.2.2 – Indexation) ne s'appliquent que lorsque le montant de la rémunération variable attribuée au titre d'un exercice à un preneur de risques « MRT groupe 1 » (y compris le montant PILT acquis au titre de l'exercice) est supérieur à un seuil de 50 K€ (ou excède le tiers de la rémunération globale).

Pour l'appréciation du seuil, sont totalisées toutes les rémunérations variables attribuées au titre de l'exercice au preneur de risques « MRT groupe 1 », y compris dans des entreprises distinctes (par exemple, en cas de mobilité). Si le seuil est dépassé, les règles qui suivent s'appliquent à chacune des rémunérations variables prises en compte, y compris à celles qui seraient inférieures au seuil.

Dans le cas où le montant de la rémunération variable attribuée au titre d'un exercice est inférieur ou égal au seuil et inférieur au tiers de la rémunération globale, la totalité de la rémunération variable annuelle est versée dès qu'elle est attribuée.

#### **2.9.5.6. Acquisition différée et conditionnelle d'une fraction de la rémunération variable annuelle au titre de 2025**

L'acquisition d'une partie de la rémunération variable annuelle attribuée au titre de l'année 2025 est différée dans le temps, c'est-à-dire conditionnée au respect d'une condition de performance.

L'acquisition de la partie différée de la rémunération variable annuelle est étalée pour les dirigeants effectifs (resp. pour les autres preneurs de risques) sur les cinq (resp. quatre) exercices postérieurs à celui de l'attribution de la rémunération variable annuelle, avec un rythme d'acquisition par cinquième (resp. quart).

Le taux de différé applicable à la rémunération variable annuelle attribuée au titre de l'année 2025 croît avec le niveau de la rémunération variable attribuée au titre de l'année (y compris le montant PILT acquis au titre de l'exercice). Ce taux est fixé à 40 % pour une rémunération variable attribuée inférieure à 500 000 €, 50 % si la rémunération variable attribuée est supérieure ou égale à 500 000 € et inférieure à 1 000 000 €, et à 60 % au-delà.

Pour chaque fraction différée, l'acquisition définitive est subordonnée à la réalisation d'une condition de performance qui, si elle n'est pas réalisée, entraîne une réduction minimum de 50 % de la fraction correspondante (application du malus).

Les conditions de performance applicables aux fractions différées d'une même part variable sont arrêtées, sur proposition du Comité des Rémunérations, par l'organe délibérant de l'entreprise qui attribue la part variable, en même temps que son attribution.

**Acquisition et versement des parts variables différées attribuées au titre des années passées**

Pour chaque fraction différée des parts variables attribuées au titre des exercices antérieurs à 2025 et dont l'acquisition conditionnelle est prévue en 2026, l'organe de surveillance constate si la condition de performance applicable est réalisée ou non :

- si elle n'est pas réalisée, la fraction différée est réduite d'au moins 50 %,
- si elle est réalisée et si le bénéficiaire est présent dans le groupe ou retraité, la fraction différée devient définitivement acquise et est versée à la date prévue lors de son attribution, soit au plus tôt le 1<sup>er</sup> octobre 2026 pour les fractions de parts variables attribuées au titre des exercices antérieurs à 2024 et au plus tôt le 1<sup>er</sup> mars 2027 pour les fractions de parts variables attribuées au titre de l'exercice 2024.

**2.9.5.7. Versement en titres ou instruments équivalents d'une fraction de la rémunération variable annuelle au titre de 2025**

50 % de la rémunération variable annuelle attribuée au titre de l'exercice 2025 est allouée sous forme de cash indexé. Plus précisément, 50 % de la partie différée et 50 % de la partie non différée de la rémunération variable annuelle de l'exercice de 2025 prennent la forme de cash indexé sur la base d'un indicateur représentatif de l'évolution de la valeur du Groupe BPCE pour 50 % et de l'évolution de la valeur de la Caisse d'Épargne et de prévoyance Côte d'Azur pour 50 %.

L'indicateur retenu pour la valeur du Groupe BPCE est le résultat net part du Groupe BPCE (RNPG), calculé en moyenne glissante sur les trois derniers exercices civils précédant l'année d'attribution de la part variable et l'année de versement de chaque fraction indexée issue de la part variable.

L'indicateur retenu pour la valeur de l'établissement est le résultat net de l'établissement, calculé en moyenne glissante sur les trois derniers exercices civils précédant l'année d'attribution de la part variable et l'année de versement de chaque fraction indexée issue de la part variable.

Les coefficients sont communiqués chaque année par BPCE.

Le versement des fractions indexées intervient au plus tôt un an après leur date d'acquisition afin de respecter une période de rétention de 12 mois minimum.

**2.9.6. Informations relatives aux comptes inactifs (articles L312-19, L312-20 et R312-21 du code monétaire et financier)**

	A la date du 31 décembre 2025
Nombre de comptes inactifs ouverts dans les livres de l'établissement	43 252 comptes
Encours des dépôts et avoirs inscrits sur les comptes inactifs dénombrés	39 891 828,83 €
	Au cours de l'exercice 2025
Nombre de comptes dont les avoirs sont déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations	5 844 comptes
Montant total des fonds déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations	3 693 265,02 €

Les chiffres publiés ne tiennent pas compte des comptes à solde nul ou débiteurs.

### **2.9.7. Informations relatives aux ressources incorporelles essentielles**

Les ressources incorporelles essentielles sont définies comme celles qui sont « dépourvues de substance physique dont dépend fondamentalement le modèle commercial de l'entreprise et qui constituent une source de création de valeur pour l'entreprise » (C. com. art. L 232-1, II-7° et L 22-10-35 modifiés par ord. 2023-1142).

Dans le cadre de son développement, la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur mobilise différents atouts (ou ressources) pour créer de la valeur pour ses parties prenantes internes (collaborateurs) ou externes (clients, territoires, société civile, investisseurs, ...) :

- Son capital humain, composé de collaborateurs et sociétaires ;
- Sa marque ;
- Son modèle relationnel offrant le meilleur de l'humain et du digital, augmentés par l'intelligence artificielle générative (IA) ;
- Sa solidité financière, avec un niveau de fonds propres élevé, des réserves de liquidité importantes et un système de garantie et de solidarité entre les établissements du groupe.

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur considère son capital humain, sa marque et son organisation, reposant sur son modèle coopératif territorial, comme des ressources incorporelles essentielles, telles que définies par la réglementation.



### 3 Etats financiers

#### 3.1. Comptes consolidés

##### 3.1.1. Comptes consolidés au 31 décembre 2025 (avec comparatif au 31 décembre 2024)

##### 3.1.1.1. Compte de résultat

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2025	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés	4.1	761 204	875 477
Intérêts et charges assimilées	4.1	-572 810	-734 790
Commissions (produits)	4.2	211 069	197 950
Commissions (charges)	4.2	-38 678	-35 419
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	3 949	-438
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	27 034	30 478
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti	4.5	150	651
Produits des autres activités	4.6	14 594	8 648
Charges des autres activités	4.6	-10 862	-9 438
<b>Produit net bancaire</b>		<b>395 650</b>	<b>333 119</b>
Charges générales d'exploitation	4.7	-204 501	-196 141
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-14 747	-12 004
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>176 402</b>	<b>124 974</b>
Coût du risque de crédit	7.1.1	-31 858	-28 705
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>144 544</b>	<b>96 269</b>
Gains ou pertes sur autres actifs	4.8	1 592	-559
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>146 136</b>	<b>95 710</b>
Impôts sur le résultat	10.1	-34 556	-17 543
<b>Résultat net</b>		<b>111 580</b>	<b>78 167</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>111 580</b>	<b>78 167</b>

### 3.1.1.2. Résultat global

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2025</b>	<b>Exercice 2024</b>
<b>Résultat net</b>	<b>111 580</b>	<b>78 167</b>
<b>Éléments recyclables en résultat net</b>	<b>2 264</b>	<b>-674</b>
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2 352	-908
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	700	
Impôts liés	-788	234
<b>Éléments non recyclables en résultat net</b>	<b>52 313</b>	<b>-32</b>
Réévaluation des immobilisations		
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	251	308
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat		
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	51 988	-587
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables		
Impôts liés	74	247
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>54 577</b>	<b>-706</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>166 157</b>	<b>77 461</b>
Part du groupe	166 157	77 461

Pour information le montant du transfert en réserve d'éléments non recyclables est de 51 988 milliers d'euros pour l'exercice 2025 et de -587 milliers d'euros pour l'exercice 2024.

### 3.1.1.3. Bilan

#### ACTIF

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Caisse, banques centrales	5.1	48 917	47 566
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	190 632	189 985
Instruments dérivés de couverture	5.3	133 164	132 279
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.4	797 597	777 588
Titres au coût amorti	5.5.1	840 963	685 532
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	5.5.2	7 216 952	7 485 845
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	5.5.3	17 081 723	16 917 460
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-95 623	-66 787
Actifs d'impôts courants	10.1	2 506	69
Actifs d'impôts différés	10.2	77 969	80 239
Comptes de régularisation et actifs divers	5.7	133 479	124 942
Immeubles de placement	5.8	720	3 836
Immobilisations corporelles	5.9	102 307	91 930
Immobilisations incorporelles	5.9	3 098	1 471
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>		<b>26 534 404</b>	<b>26 471 955</b>

**PASSIF**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Banques centrales		0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.2	18 826	13 949
Instruments dérivés de couverture	5.3	144 594	182 605
Dettes représentées par un titre	5.10	554 023	408 396
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.11.1	7 921 154	7 860 818
Dettes envers la clientèle	5.11.2	15 483 684	15 751 055
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		0	0
Passifs d'impôts courants	10.1	5 563	5 659
Passifs d'impôts différés	10.2	0	0
Comptes de régularisation et passifs divers	5.12	225 474	200 362
Provisions	5.13	76 945	87 341
Dettes subordonnées	5.14	0	0
<b>Capitaux propres</b>		<b>2 104 141</b>	<b>1 961 770</b>
<b>Capitaux propres part du groupe</b>		<b>2 104 141</b>	<b>1 961 770</b>
Capital et primes liées	5.15.1	515 034	515 034
Réserves consolidées		1 565 573	1 511 192
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	5.16	-88 046	-142 623
Résultat de la période		111 580	78 167
<b>TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>		<b>26 534 404</b>	<b>26 471 955</b>

### 3.1.1.4. Tableau de variation des capitaux propres

	Capital et primes liées				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	
	Capital (Note 5.15.1)	Primes	Titres supersubordonnés à durée indéterminée	Réserves consolidées	Recyclables	Réévaluation des actifs financiers à la JV par Capitaux Propres recyclables
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2024</b>	<b>515 034</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 533 286</b>	<b>0</b>	<b>18</b>
Distribution <sup>(17)</sup>				-21 171		
Variation nette de capital <sup>(18)</sup>				-1 142		
<b>Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</b>	<b>0</b>			<b>-22 313</b>		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (Note 5.16)						-674
Plus ou moins values reclassées en réserves				219		
Résultat net						
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>-674</b>
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2024</b>	<b>515 034</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 511 192</b>	<b>0</b>	<b>-656</b>
Affectation du résultat de l'exercice 2024				78 167		
Effets de changement de méthode comptable						
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2025</b>	<b>515 034</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 589 359</b>	<b>0</b>	<b>-656</b>
Distribution <sup>(17)</sup>				-16 515		
Variation nette de capital <sup>(18)</sup>				-6 339		
<b>Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</b>	<b>0</b>			<b>-22 854</b>		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (note 5.16)					519	1 745
Plus ou moins values reclassées en réserves				- 932		
Résultat net						
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>			<b>- 932</b>	<b>519</b>	<b>1 745</b>
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2025</b>	<b>515 034</b>			<b>1 565 573</b>	<b>519</b>	<b>1 089</b>

<sup>17</sup> Distribution : les dividendes versés aux sociétaires s'élèvent à 16 515 milliers d'euros en 2025, 21 171 milliers d'euros en 2024

<sup>18</sup> Les capitaux propres des sociétés locales d'épargne sont présentés dans le poste « Réserves consolidées », nets des parts sociales de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur détenues. Les émissions de parts sociales réalisées depuis le 1<sup>er</sup> janvier se traduisent par une diminution des réserves de -6 376 milliers d'euros en 2025, après une diminution de -1 140 milliers d'euros en 2024.

**RAPPORT ANNUEL EXERCICE 2025**

	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					
	Non Recyclables					
	Réévaluation des actifs financiers de Capitaux Propres à la JV par Capitaux Propres	Réévaluation du risque de crédit propres des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	Réévaluation (écarts actuariels) des régimes à prestations définies	Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Total capitaux propres consolidés
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2024</b>	<b>-143 265</b>	<b>0</b>	<b>1 331</b>	<b>67 425</b>	<b>1 906 403</b>	<b>1 906 403</b>
Distribution (1)					-21 171	-21 171
Variation nette de capital (2)					-1 142	-1 142
<b>Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</b>					<b>-22 313</b>	<b>-25 964</b>
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (note 5.16)	-43		229		-487	- 487
Plus ou moins values reclassées en réserves	-219					
Résultat net				78 167	78 167	78 167
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>-261</b>		<b>229</b>	<b>78 167</b>	<b>77 680</b>	<b>70 680</b>
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2024</b>	<b>-143 527</b>	<b>0</b>	<b>1 560</b>	<b>78 167</b>	<b>1 961 770</b>	<b>1 961 770</b>
Affectation du résultat de l'exercice 2024				-78 167	0	0
Effets de changement de méthode comptable					0	0
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2025</b>	<b>-143 527</b>	<b>0</b>	<b>1 560</b>	<b>0</b>	<b>1 961 770</b>	<b>1 961 770</b>
Distribution (1)					- 16 515	- 16 515
Variation nette de capital (2)					-6 339	-6 339
<b>Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</b>					<b>-22 854</b>	<b>-22 854</b>
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (note 5.16)	51 195		186		53 645	53 645
Plus ou moins values reclassées en réserves	932					
Résultat net				111 580	111 580	111 580
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>52 127</b>		<b>186</b>	<b>111 580</b>	<b>165 225</b>	<b>165 225</b>
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2025</b>	<b>-91 400</b>	<b>0</b>	<b>1 746</b>	<b>111 580</b>	<b>2 104 141</b>	<b>2 104 141</b>

### 3.1.1.5. Tableau de Flux de Trésorerie

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2025</b>	<b>Exercice 2024</b>
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>146 136</b>	<b>95 710</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	14 955	12 071
Dotation nette aux dépréciations des écarts d'acquisition	0	0
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations	-2 915	-6 646
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	-47 617	-33 137
Produits/charges des activités de financement	0	0
Autres mouvements	101 021	-26 812
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts</b>	<b>65 444</b>	<b>-54 524</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	27 526	-160 083
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-461 286	-190 480
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	171 914	290 249
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	52 463	-42 558
Impôts versés	-29 306	-12 088
<b>Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-238 689</b>	<b>-114 960</b>
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>	<b>-27 109</b>	<b>-73 774</b>
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-160 879	-233 909
Flux liés aux immeubles de placement	11 992	2 830
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-28 201	-16 512
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>	<b>-177 088</b>	<b>-247 591</b>
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires <sup>(19)</sup>	-16 515	-21 171
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	0	0
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>	<b>-16 515</b>	<b>-21 171</b>
<b>Effet de la variation des taux de change (D)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A+B+C+D)</b>	<b>-220 712</b>	<b>-342 536</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIFS ET PASSIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Caisse et banques centrales</b>	<b>47 566</b>	<b>46 707</b>
Caisse et banques centrales (actif)	47 566	46 707
Banques centrales (passif)	0	0
<b>Opérations à vue avec les établissements de crédit</b>	<b>815 961</b>	<b>1 159 356</b>
Comptes ordinaires débiteurs <sup>(20)</sup>	824 200	1 173 215
Comptes et prêts à vue	0	0
Comptes créditeurs à vue	-8 239	-13 859
Opérations de pension à vue	0	0
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>863 527</b>	<b>1 206 063</b>
<b>Caisse et banques centrales</b>	<b>48 917</b>	<b>47 566</b>
Caisse et banques centrales (actif)	48 917	47 566
Banques centrales (passif)	0	0
<b>Opérations à vue avec les établissements de crédit</b>	<b>593 898</b>	<b>815 961</b>
Comptes ordinaires débiteurs <sup>(20)</sup>	602 067	824 200
Comptes et prêts à vue	0	0
Comptes créditeurs à vue	-8 169	-8 239
Opérations de pension à vue	0	0
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>642 815</b>	<b>863 527</b>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>-220 712</b>	<b>-342 536</b>

<sup>19</sup> Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires contient l'intérêt servi aux parts sociales

<sup>20</sup> Les comptes ordinaires débiteurs ne comprennent pas les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations

### **3.1.2. Annexe aux comptes consolidés**

## **Note 1. *Cadre général***

---

### **1.1 Le Groupe BPCE**

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et leurs filiales.

#### **Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne**

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les quatorze Banques Populaires et les quinze Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et les Sociétés Locales d'Épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

#### **BPCE**

Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les quatorze Banques Populaires et les quinze Caisses d'Épargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE, sont organisés autour de deux grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, le pôle Solutions et Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions et garanties financières et l'activité « Titres Retail »), les pôles Digital et Paiements (intégrant les

filiales Paiements et le groupe Oney) Assurances (incluant désormais les cautions et garanties financières) et les Autres réseaux.

- Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking)

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

## **1.2**     *Mécanisme de garantie*

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Epargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 211 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.



Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Épargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu.

### **1.3** *Événements significatifs*

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a entamé les travaux de rénovation de son site sur Nice ARENAS : LUMIA.

La finalisation de ces travaux est prévue pour fin 2027.

La livraison du nouveau site toulonnais : AVANT-GARDE a été réalisée en juin 2025

La caisse d'épargne Rhône-Alpes et la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur se sont rapprochées dans le but de créer une filiale en Italie, détenue à hauteur de 50 % chacune.

Dans ce contexte et pour entamer l'insertion sur le territoire italien, un Bureau de Représentation a ouvert, rattaché à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, en janvier 2026 à Milan.

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a développé l'activité Premium Banque Privée de sa succursale monégasque en ouvrant ses offres au marché du Particulier (bancairisation, crédit, épargne, épargne financière).

### **1.4** *Événements postérieurs à la clôture*

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture.

## **Note 2.** *Normes comptables applicables et comparabilité*

### **2.1** *Cadre réglementaire*

Les comptes consolidés du Groupe BPCE ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture.

### **2.2** *Référentiel*

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2024 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Le Groupe BPCE a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macro-couverture.

Les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et applicables pour la première fois à cet exercice n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

### **Nouvelles normes publiées et non encore applicables**

#### **Norme IFRS 18**

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers ». Elle a été publiée par l'IASB le 9 avril 2024. Sous réserve de son adoption par la Commission européenne, la norme IFRS 18 sera applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2027 avec un comparatif au 1<sup>er</sup> janvier 2026. Une application anticipée est autorisée. Le Groupe BPCE ne prévoit pas d'application anticipée de la norme IFRS 18. L'analyse d'impact est en cours.

#### **Amendement IFRS 9**

L'IASB a publié, le 30 mai 2024, les amendements à IFRS 9 « Classement et évaluation des instruments financiers » applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2026. Ces amendements ont été adoptés par le règlement (UE) 2025/1047 de la Commission européenne du 27 mai 2025 modifiant le règlement (UE) 2023/1803 en ce qui concerne les normes internationales d'information financière IFRS 9 et IFRS 7. Ces amendements donnent des précisions sur le caractère basique des prêts, le classement des prêts sans recours et les instruments contractuellement liés. L'amendement d'IFRS 9 clarifie le traitement des instruments assortis de termes contractuels pouvant modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie tels que les prêts à impacts dont la rémunération est indexée sur le respect de critères ESG. Cet amendement ajoute une étape d'analyse dans le cas où il n'est pas possible de démontrer l'existence d'un lien direct entre l'évènement contingent et les risques et coûts liés au prêt basique. Un tel instrument pourra répondre à la qualification SPPI si, dans tous les scénarios contractuellement possibles, les flux de trésorerie contractuels de l'instrument ne sont pas significativement différents de ceux d'un instrument ayant des clauses contractuelles similaires mais ne disposant pas de cette clause contingente. Cet amendement n'aura pas d'impact significatif sur les comptes du groupe. En revanche, des informations plus détaillées seront fournies en annexe.

## **2.3 Recours à des estimations et jugements**

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 31 décembre 2025, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (note 10) ;
- le montant des pertes de crédit attendues des actifs financiers ainsi que des engagements de financement et de garantie (note 7.1) ;
- le résultat des tests d'efficacité des relations de couverture, notamment lié à la macrocouverture (note 5.3) ;

- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne-logement (note 5.13) ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs (note 8.2) ;
- les incertitudes relatives aux traitements fiscaux portant sur les impôts sur le résultat (note 10) ;
- les impôts différés (note 10) ;
- la durée des contrats de location à retenir pour la comptabilisation des droits d'utilisation et des passifs locatifs (note 11.2).

Par ailleurs, l'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion ainsi que le caractère basique d'un instrument financier. Les modalités sont précisées dans les paragraphes concernés (note 2.5.1).

Le recours à des estimations et au jugement est également utilisé pour les activités du groupe pour estimer les risques climatiques et environnementaux. Les informations concernant l'effet et la prise en compte des risques climatiques sur la gestion du risque de crédit (note 7) sont présentées dans le chapitre 7.16 « Facteurs et gestion des risques – Risques environnementaux ». Le traitement comptable des principaux instruments financiers verts est présenté dans les notes 2.5, 5.5, 5.11, 5.12.2.

### ➤ **Risques climatiques et environnementaux**

Les risques liés au climat et à l'environnement constituent des facteurs de risques susceptibles d'affecter les principaux risques portés par le Groupe BPCE (risque de crédit et de contrepartie, risque de marché, risques opérationnels, risques structurels de bilan, risques liés aux activités d'assurance, risque stratégique, risques juridiques et de conformité, risque de réputation).

Les risques climatiques et environnementaux incluent les risques physiques et les risques de transition.

Les conséquences des facteurs de risques climatiques et environnementaux pour le Groupe BPCE font l'objet d'une analyse de matérialité annuelle.

En particulier, le Groupe BPCE prend en compte le risque physique dans l'évaluation interne de son besoin en capital (processus ICAAP) par application de scénarios adverses sur les aléas sécheresse (impactant différents secteurs économiques comme l'agriculture et la construction) et inondation (sur le portefeuille immobilier). Le risque de transition est également évalué au travers de la quantification de l'impact d'un scénario de transition ordonnée limitant le réchauffement climatique. Enfin, des modèles ont été développés afin de quantifier l'impact du risque physique inondation extrême et du risque de transition en lien avec la réglementation DPE sur les portefeuilles immobiliers des particuliers dans la quantification du capital économique de l'ICAAP 2025, complétés par un add-on sur les portefeuilles ne disposant pas, à ce stade, d'un modèle d'évaluation économique spécifique.

Par ailleurs, certains établissements du Groupe BPCE comptabilisent des dépréciations au titre des effets des risques physiques et de transition sur le risque de crédit. Ces dépréciations ont été définies par les établissements selon les spécificités propres à leur portefeuille d'expositions crédit, du point de vue géographique et sectoriel, lorsque le risque a été localement évalué comme matériel. Des réflexions sont également engagées à l'échelle du Groupe BPCE pour harmoniser la prise en compte des risques climatiques et environnementaux dans la politique de provisionnement.

La prise en compte des risques climatiques et environnementaux dans les états financiers du Groupe BPCE bénéficiera de l'amélioration progressive du dispositif de supervision des risques ESG.

## **2.4 Présentation des états financiers consolidés et date de clôture**

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2022-01 du 8 avril 2022 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2024. Les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le directoire du 26 janvier 2026. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 30 avril 2026.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

## 2.5 Principes comptables généraux et méthodes d'évaluation

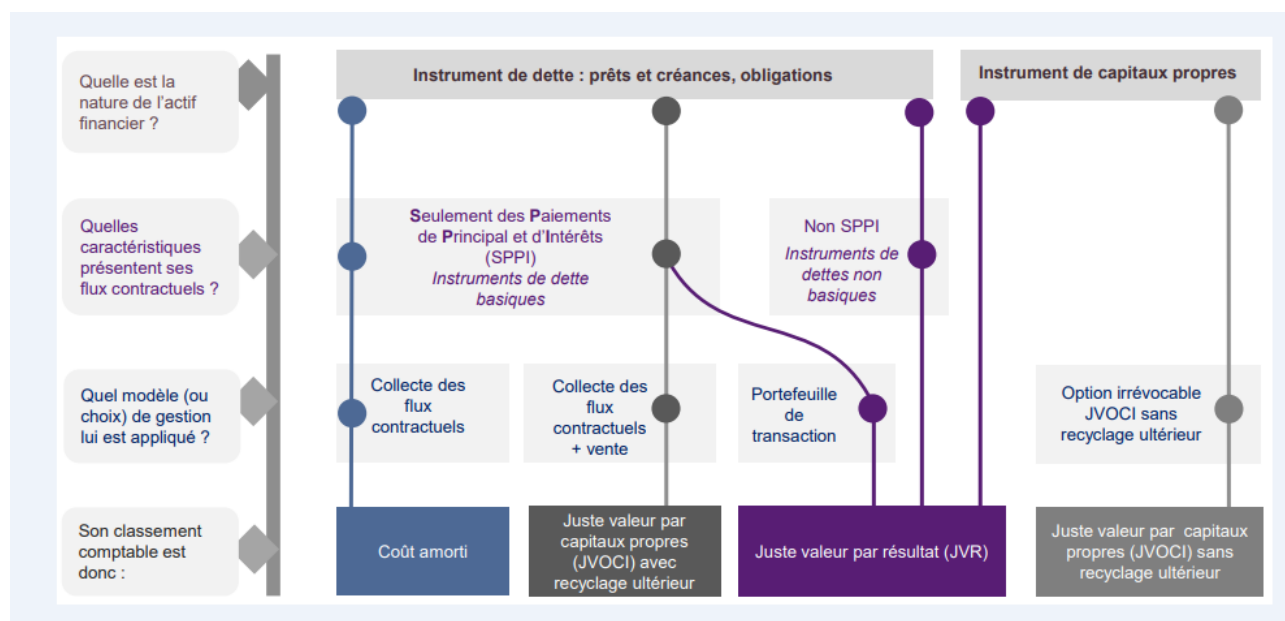
Les principes comptables généraux présentés ci-dessous s'appliquent aux principaux postes des états financiers. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

### 2.5.1. Classement et évaluation des actifs et passifs financiers

La norme IFRS 9 est applicable au Groupe BPCE.

#### Actifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat en fonction de la nature de l'instrument (dette ou capitaux propres), des caractéristiques de leurs flux contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle de gestion ou *business model*).



#### Modèle de gestion ou business model

Le *business model* de l'entité représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie. L'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion.

La détermination du modèle de gestion doit tenir compte de toutes les informations sur la façon dont les flux de trésorerie ont été réalisés dans le passé, de même que de toutes les autres informations pertinentes.

A titre d'exemple, peuvent être cités :

- la façon dont la performance des actifs financiers est évaluée et présentée aux principaux dirigeants ;
- les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle de gestion et, en particulier, la façon dont ces risques sont gérés ;
- la façon dont les dirigeants sont rémunérés (par exemple, si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ;
- la fréquence, le volume et le motif de ventes.

Par ailleurs, la détermination du modèle de gestion doit s'opérer à un niveau qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont collectivement gérés en vue d'atteindre l'objectif économique donné. Le modèle de gestion n'est donc pas déterminé instrument par instrument mais à un niveau de regroupement supérieur, par portefeuille.

La norme retient trois modèles de gestion :

- un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels (« modèle de collecte »). Ce modèle dont la notion de détention est assez proche d'une détention jusqu'à maturité n'est toutefois pas remis en question si des cessions interviennent dans les cas de figure suivants :
  - les cessions résultent de l'augmentation du risque de crédit ;
  - les cessions interviennent peu avant l'échéance et à un prix reflétant les flux de trésorerie contractuels restant dus ;
  - les autres cessions peuvent être également compatibles avec les objectifs du modèle de collecte des flux contractuels si elles ne sont pas fréquentes (même si elles sont d'une valeur importante) ou si elles ne sont pas d'une valeur importante considérées tant isolément que globalement (même si elles sont fréquentes).

Pour le Groupe BPCE, le modèle de collecte s'applique notamment aux activités de financement (hors activité de syndication) exercées au sein des pôles Banque de proximité, Banque de Grande Clientèle et Solutions et Expertises Financières ;

- un modèle de gestion mixte dans lequel les actifs sont gérés avec l'objectif à la fois de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de céder les actifs financiers (« modèle de collecte et de vente »).
- Le Groupe BPCE applique le modèle de collecte et de vente essentiellement à la partie des activités de gestion du portefeuille de titres de la réserve de liquidité qui n'est pas gérée exclusivement selon un modèle de collecte ;
- un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction, dans lequel la collecte des flux contractuels est accessoire. Ce modèle de gestion s'applique à l'activité de syndication (pour la part de l'encours à céder identifiée dès l'engagement) et aux activités de marché mises en œuvre essentiellement par la Banque de Grande Clientèle.

*Caractéristique des flux contractuels : détermination du caractère basique ou SPPI (Solely Payments of Principal and Interest)*

Un actif financier est dit « basique » si les termes contractuels de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements du principal et à des intérêts calculés sur le capital restant dû. La détermination du caractère basique est à réaliser pour chaque actif financier lors de sa comptabilisation initiale.

Le principal est défini comme la juste valeur de l'actif financier à sa date d'acquisition. Les intérêts représentent la contrepartie de la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associé au principal, mais également d'autres risques comme le risque de liquidité, les coûts administratifs et la marge de négociation.

Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument. Cela implique d'analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit. A titre d'exemple :

- Les événements qui changeraient le montant et la date de survenance des flux de trésorerie ;
- Toute modalité contractuelle qui générerait une exposition à des risques ou à une volatilité des flux sans lien avec un contrat de prêt basique, comme par exemple, une exposition aux variations de cours des actions ou d'un indice boursier, ou encore l'introduction d'un effet de levier ne permettrait pas de considérer que les flux de trésorerie contractuels revêtent un caractère basique.
- Les caractéristiques des taux applicables (par exemple, cohérence entre la période de refixation du taux et la période de calcul des intérêts) ;
- Dans les cas où une analyse qualitative ne permettrait pas d'obtenir un résultat précis, une analyse quantitative (*benchmark test*) consistant à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié avec les flux de trésorerie contractuels d'un actif de référence, est effectuée.
- Les modalités de remboursement anticipé et de prolongation.
- La modalité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère basique des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

Par ailleurs, bien que ne remplissant pas strictement les critères de rémunération de la valeur temps de l'argent, certains actifs comportant un taux réglementé sont considérés comme basiques dès lors que ce taux d'intérêt réglementé fournit une contrepartie qui correspond dans une large mesure au passage du temps et sans exposition à un risque incohérent avec un prêt basique. C'est le cas notamment des actifs financiers représentatifs de la partie de la collecte des livrets A qui est centralisée auprès du fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les actifs financiers basiques sont des instruments de dettes qui incluent notamment : les prêts à taux fixe, les prêts à taux variable sans différentiel (*mismatch*) de taux ou sans indexation à une valeur ou un indice boursier et des titres de dettes à taux fixe ou à taux variable.

Les actifs financiers non-basiques incluent notamment : les parts d'OPCVM, les instruments de dettes convertibles ou remboursables en un nombre fixe d'actions et les prêts structurés consentis aux collectivités locales.

Pour être qualifiés d'actifs basiques, les titres détenus dans un véhicule de titrisation doivent répondre à des conditions spécifiques. Les termes contractuels de la tranche doivent remplir les critères basiques. Le pool d'actifs sous-jacents doit remplir les conditions basiques. Le risque inhérent à la tranche doit être égal ou plus faible que l'exposition aux actifs sous-jacents de la tranche.

Un prêt sans recours (exemple : financement de projet de type financement d'infrastructures) est un prêt garanti uniquement par sûreté réelle. En l'absence de recours possible sur l'emprunteur, pour être qualifié d'actif basique, il faut examiner la structure des autres recours possibles ou des mécanismes de protection du prêteur en cas de défaut : reprise de l'actif sous-jacent, collatéraux apportés (dépôt de garantie, appel de marge, etc.), rehaussements apportés.

#### Catégories comptables

Les instruments de dettes (prêts, créances ou titres de dettes) peuvent être évalués au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres recyclables ou à la juste valeur par résultat.

Un instrument de dettes est évalué au coût amorti s'il satisfait les deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est la collecte des flux de trésorerie contractuels,
- et les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Un instrument de dettes est évalué à la juste valeur par capitaux propres seulement s'il répond aux deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers, et
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Les instruments de capitaux propres sont par défaut enregistrés à la juste valeur par résultat sauf en cas d'option irrévocable pour une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction et classés comme tels parmi les actifs financiers à la juste valeur par résultat) sans reclassement ultérieur en résultat. En cas d'option pour cette dernière catégorie, les dividendes restent enregistrés en résultat.

Les financements au travers d'émissions de produits financiers verts ou de placements dans de tels produits sont comptabilisés en coût amorti sauf s'ils sont détenus dans le cadre d'une activité de cession à court terme.

Tous les autres actifs financiers sont classés à la juste valeur par résultat. Ces actifs financiers incluent notamment les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs non basiques (non SPPI). La désignation à la juste valeur par résultat sur option pour les actifs financiers ne s'applique que dans le cas d'élimination ou de réduction significative d'un décalage de traitement comptable. Cette option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

### **Passifs financiers**

La règle générale est l'évaluation des passifs financiers au coût amorti, sauf pour les passifs encourus à des fins de transaction (trading liabilities) et les passifs financiers que l'entité choisit d'évaluer à la juste valeur selon l'option juste valeur.

En date de comptabilisation initiale, les principes de comptabilisation décrits pour les actifs financiers s'appliquent à l'identique aux passifs financiers, à ce titre :

- Les passifs financiers classés comme étant ultérieurement évalués au coût amorti sont comptabilisés à la juste valeur minorée ou majorée des coûts de transaction ;
- Les passifs financiers à la juste valeur par résultat sont comptabilisés à la juste valeur et les coûts de transaction associés seront comptabilisés directement au compte de résultat.

Si un passif financier est désigné comme étant évalué à la juste valeur par le biais du résultat alors :

- Le montant de la variation de la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit du passif (i.e. le *spread* émetteur) est à présenter en capitaux propres excepté si cet enregistrement aurait pour conséquence de créer ou accroître une non-concordance comptable au niveau du résultat (la détermination de cette non-concordance se fait lors de la comptabilisation initiale et n'est pas révisée par la suite). Les montants inscrits en capitaux propres ne sont pas, par la suite, recyclés en résultat ;
- Le reste de la variation de la juste valeur du passif financier est présenté en résultat.

Pour le traitement des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation, le gain ou la perte résultant de la différence entre les flux de trésorerie d'origine et les flux de trésorerie modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat.

### **2.5.2. Opérations en devises**

Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le groupe.

À la date d'arrêté, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie fonctionnelle de l'entité du groupe au bilan de laquelle ils sont comptabilisés. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte toutefois deux exceptions :

- seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres est comptabilisée en résultat, le complément est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » ;
- les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change sur les éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

## **Note 3. Consolidation**

---

### **3.1 Entité consolidante**

L'entité consolidante est constituée par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur ; son siège social est situé au 455 Promenade des Anglais, 06200 Nice.

### **3.2 Périmètre de consolidation - méthodes de consolidation et de valorisation**

Les états financiers du Groupe incluent les comptes de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe et sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence notable.

Le périmètre des entités consolidées par le Groupe Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur figure en note 12 – Détail du périmètre de consolidation.



### **3.2.1. Entités contrôlées par le Groupe**

Les filiales contrôlées par le Groupe BPCE sont consolidées par intégration globale.

#### **Définition du contrôle**

Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes d'une entité, qu'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Pour apprécier le contrôle exercé, le périmètre des droits de vote pris en considération intègre les droits de vote potentiels dès lors qu'ils sont à tout moment exerçables ou convertibles. Ces droits de vote potentiels peuvent résulter, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché, ou de la conversion d'obligations en actions ordinaires nouvelles, ou encore de bons de souscription d'actions attachés à d'autres instruments financiers. Toutefois, les droits de vote potentiels ne sont pas pris en compte dans la détermination du pourcentage d'intérêt.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque le Groupe détient directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote de la filiale, soit la moitié ou moins des droits de vote d'une entité et dispose de la majorité au sein des organes de direction, ou est en mesure d'exercer une influence dominante.

#### **Cas particulier des entités structurées**

Sont qualifiées d'entités structurées, les entités conçues de telle manière que les droits de vote ne constituent pas un critère clé permettant de déterminer qui a le contrôle. C'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Une entité structurée présente souvent certaines ou l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- des activités bien circonscrites ;
- un objectif précis et bien défini, par exemple : mettre en œuvre un contrat de location bénéficiant d'un traitement fiscal spécifique, mener des activités de recherche et développement, fournir une source de capital ou de financement à une entité, ou fournir des possibilités de placement à des investisseurs en leur transférant les risques et avantages associés aux actifs de l'entité structurée ;
- des capitaux propres insuffisants pour permettre à l'entité structurée de financer ses activités sans recourir à un soutien financier subordonné ;
- un financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit ou d'autres risques (« tranches »).

Le Groupe retient ainsi, entre autres, comme entités structurées, les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier et les organismes équivalents de droit étranger.

#### **Méthode de l'intégration globale**

L'intégration globale d'une filiale dans les comptes consolidés du Groupe intervient à la date à laquelle le Groupe prend le contrôle et cesse le jour où le Groupe perd le contrôle de cette entité.

La part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au Groupe correspond aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global (gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres) sont répartis entre le Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. Le

résultat global des filiales est réparti entre le Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraînent pas de changement de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le résultat consolidé part du Groupe.

### **Exclusion du périmètre de consolidation**

Les entités contrôlées non significatives sont exclues du périmètre conformément au principe indiqué en note 12.4.

Les caisses de retraite et mutuelles des salariés du Groupe sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où la norme IFRS 10 ne s'applique ni aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, ni aux autres régimes d'avantages à long terme du personnel auxquels s'applique IAS 19 « Avantages du personnel ».

De même, les participations acquises en vue d'une cession ultérieure à brève échéance sont classées comme détenues en vue de la vente et comptabilisées selon les dispositions prévues par la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

### ***3.2.2. Participations dans des entreprises associées et des coentreprises***

#### **Définitions**

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le Groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement plus de 20 % des droits de vote.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Le contrôle conjoint est caractérisé par le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

#### **Méthode de la mise en équivalence**

Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des coentreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe selon la méthode de la mise en équivalence.

La participation dans une entreprise associée ou dans une coentreprise est initialement comptabilisée au coût d'acquisition puis ajustée ultérieurement de la part du Groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat de l'entreprise associée ou de la coentreprise.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une coentreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une coentreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité

est comptabilisée en écarts d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence sont intégrées dans le résultat consolidé du Groupe.

Lorsqu'une entité du Groupe réalise une transaction avec une coentreprise ou une entreprise associée du Groupe, les profits et pertes résultant de cette transaction sont comptabilisés à hauteur des intérêts détenus par des tiers dans l'entreprise associée ou la coentreprise.

La participation nette dans une entreprise associée ou une coentreprise est soumise à un test de dépréciation s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de la participation nette et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de la participation nette, qui peut être estimé de façon fiable. Dans un tel cas, la valeur comptable totale de la participation (y compris écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs ».

### **Exception à la méthode de mise en équivalence**

Lorsque la participation est détenue par un organisme de capital-risque, un fonds de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité similaire telle qu'un fonds d'investissement d'actifs d'assurance, l'investisseur peut choisir de ne pas comptabiliser sa participation selon la méthode de la mise en équivalence. En effet, IAS 28 « Participations dans des entreprises associées » révisée autorise, dans ce cas, l'investisseur à comptabiliser sa participation à la juste valeur (avec constatation des variations de juste valeur en résultat) conformément à IFRS 9.

Ces participations sont dès lors classées dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

### **3.2.3. Participations dans des activités conjointes**

#### **Définition**

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

#### **Mode de comptabilisation des activités conjointes**

Une participation dans une entreprise conjointe est comptabilisée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus dans l'activité commune, c'est-à-dire sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs et éléments du résultat auquel il a droit. Ces intérêts sont ventilés en fonction de leur nature sur les différents postes du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

## **3.3 Règles de consolidation**

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions similaires dans des circonstances semblables. Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des entités consolidées sont effectués.

### **3.3.1. Conversion des comptes des entités étrangères**

La devise de présentation des comptes de l'entité consolidante est l'euro.

Le bilan des filiales et succursales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est converti en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période, valeur approchée du cours de transaction en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de conversion résultent de la différence :

- de valorisation du résultat de l'exercice entre le cours moyen et le cours de clôture ;
- de conversion des capitaux propres (hors résultat) entre le cours historique et le cours de clôture.

Ils sont inscrits, pour la part revenant au Groupe, dans les capitaux propres dans le poste « Réserves de conversion » et pour la part des tiers dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

### **3.3.2. Élimination des opérations réciproques**

L'effet des opérations internes au Groupe sur le bilan et le compte de résultat consolidés est éliminé. Les dividendes et les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont également éliminés. Le cas échéant, les moins-values de cession d'actifs qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

### **3.3.3. Regroupements d'entreprises**

En application des normes IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « Etats financiers et individuels » révisées :

- les regroupements entre entités mutuelles sont inclus dans le champ d'application de la norme IFRS 3 ;
- les coûts directement liés aux regroupements d'entreprises sont comptabilisés dans le résultat de la période ;
- les contreparties éventuelles à payer sont intégrées dans le coût du regroupement d'entreprise pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, y compris lorsqu'ils présentent un caractère éventuel. Selon le mode de règlement, les contreparties transférées sont comptabilisées en contrepartie :
  - des capitaux propres et les révisions de prix ultérieures ne donneront lieu à aucun enregistrement,
  - ou des dettes et les révisions ultérieures sont comptabilisées en contrepartie du compte de résultat (dettes financières) ou selon les normes appropriées (autres dettes ne relevant pas de la norme IFRS 9) ;
- en date de prise de contrôle d'une entité, le montant des participations ne donnant pas le contrôle peut être évalué :
  - soit à la juste valeur (méthode se traduisant par l'affectation d'une fraction de l'écart d'acquisition aux participations ne donnant pas le contrôle) ;
  - soit à la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise (méthode semblable à celle applicable aux opérations antérieures au 31 décembre 2009).

Le choix entre ces deux méthodes doit être effectué pour chaque regroupement d'entreprises.

Quel que soit le choix retenu lors de la prise de contrôle, les augmentations du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà contrôlée sont systématiquement comptabilisées en capitaux propres :

- en date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue par le Groupe doit être réévaluée à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat. De fait, en cas d'acquisition par étapes, l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la juste valeur à la date de la prise de contrôle ;
- lors de la perte de contrôle d'une entreprise consolidée, la quote-part éventuellement conservée par le Groupe doit être réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

### **3.3.4. Engagements de rachat accordés à des actionnaires minoritaires de filiales consolidées par intégration globale**

Le Groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines filiales du Groupe consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Ces engagements de rachat correspondent pour le Groupe à des

engagements optionnels (ventes d'options de vente). Le prix d'exercice de ces options peut être un montant fixé contractuellement, ou bien peut être établi selon une formule de calcul prédéfinie lors de l'acquisition des titres de la filiale tenant compte de l'activité future de cette dernière, ou être fixé comme devant être la juste valeur des titres de la filiale au jour de l'exercice des options.

Ces engagements sont traités comptablement comme suit :

- en application des dispositions de la norme IAS 32, le Groupe enregistre un passif financier au titre des options de vente vendues aux actionnaires minoritaires des entités contrôlées de manière exclusive. Ce passif est comptabilisé initialement pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé des options de vente dans la rubrique « Autres passifs » ;
- l'obligation d'enregistrer un passif alors même que les options de vente ne sont pas exercées conduit, par cohérence, à retenir le même traitement comptable que celui appliqué aux transactions relatives aux participations ne donnant pas le contrôle. En conséquence, la contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des « Participations ne donnant pas le contrôle » sous-jacentes aux options et pour le solde en diminution des « Réserves consolidées - Part du Groupe » ;
- les variations ultérieures de ce passif liées à l'évolution du prix d'exercice estimé des options et de la valeur comptable des « Participations ne donnant pas le contrôle » sont intégralement comptabilisées dans les « Réserves consolidées - Part du Groupe » ;
- si le rachat est effectué, le passif est dénoué par le décaissement de trésorerie lié à l'acquisition des intérêts des actionnaires minoritaires dans la filiale concernée. En revanche, à l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, le passif est annulé, en contrepartie des « Participations ne donnant pas le contrôle » et des « Réserves consolidées - Part du Groupe » pour leurs parts respectives ;
- tant que les options ne sont pas exercées, les résultats afférents aux participations ne donnant pas le contrôle faisant l'objet d'options de vente sont présentés dans la rubrique « Participations ne donnant pas le contrôle » au compte de résultat consolidé.

### **3.3.5. Date de clôture de l'exercice des entités consolidées**

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation voient leur exercice comptable se clôturer au 31 décembre.

Par exception, les sociétés locales d'épargne (SLE) clôturent leurs comptes au 31 mai. Ces entités sont en conséquence consolidées sur la base d'une situation comptable arrêtée au 31 décembre.

## **3.4** **Évolution du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2025**

Les principales évolutions du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2025 sont les suivantes :

Le périmètre de consolidation du Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a évolué au cours de l'exercice 2025, par l'entrée en périmètre de sa quote-part respective dans chacune des nouvelles entités ad hoc :

- Demeter PENTA FCT
- Olympia Master Home Loans FCT
- GAÏA master CONSUMER LOANS FCT

En effet, compte-tenu du montage de l'opération, le Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur contrôle et en conséquence consolide, une portion de chacune de ces entités correspondant à sa quote-part dans l'opération, conformément aux paragraphes B76-B79 de la norme IFRS 10.

Par ailleurs, le périmètre de consolidation du Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a également évolué suite à la dissolution programmée de BPCE Home Loans 2020.

## **Note 4. Notes relatives au compte de resultat**

---

### **L'essentiel**

Le Produit Net Bancaire (PNB) regroupe :

- les produits et charges d'intérêts ;
- les commissions ;
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ;
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- les gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti ;
- le produit net des activités d'assurance ;
- les produits et charges des autres activités.

### **4.1 Intérêts, produits et charges assimilés**

#### **Principes comptables**

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille de titres au coût amorti, les dettes représentées par un titre, les dettes subordonnées ainsi que les passifs locatifs. Sont également enregistrés les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les produits d'intérêts comprennent également les intérêts des instruments de dettes non basiques non détenus dans un modèle de transaction ainsi que les intérêts des couvertures économiques associées (classées par défaut en instruments à la juste valeur par résultat).

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction, des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

Les intérêts négatifs sont présentés de la manière suivante :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB,
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

	Exercice 2025			Exercice 2024		
en milliers d'euros	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net
Prêts et créances sur les établissements de crédit <sup>(21)</sup>	169 889	-201 890	-32 001	269 255	-272 705	-3 450
Prêts et créances sur la clientèle	463 352	-258 579	204 773	444 618	-342 830	101 788
Titres de dettes	18 326	-14 411	3 915	8 795	-14 238	-5 443
<b>Total actifs financiers au coût amorti (hors opérations de location-financement)</b>	<b>651 567</b>	<b>-475 474</b>	<b>176 093</b>	<b>722 668</b>	<b>-629 773</b>	<b>92 895</b>
<b>Opérations de location-financement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Titres de dettes	4 934	///	4 934	5 111	///	5 111
Autres	0	///	0	0	///	0
<b>Total actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>4 934</b>	<b>///</b>	<b>4 934</b>	<b>5 111</b>	<b>///</b>	<b>5 111</b>
<b>Actifs financiers non basiques non détenus à des fins de transaction</b>	<b>1 385</b>	<b>///</b>	<b>1 385</b>	<b>2 025</b>	<b>///</b>	<b>2 025</b>
Dettes envers les établissements de crédit				0	0	0
Dettes envers la clientèle				0	0	0
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées				///	0	0
Passifs locatifs	///	-594	-594	///	-21	-21
<b>Total passifs financiers au coût amorti</b>	<b>///</b>	<b>-594</b>	<b>-594</b>	<b>///</b>	<b>-21</b>	<b>-21</b>
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>102 865</b>	<b>-96 864</b>	<b>6 001</b>	<b>144 884</b>	<b>-104 344</b>	<b>40 540</b>
<b>Instruments dérivés de couverture économique</b>	<b>453</b>	<b>-472</b>	<b>-19</b>	<b>789</b>	<b>-652</b>	<b>137</b>
<b>Autres produits et charges d'intérêt</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTERET</b>	<b>761 204</b>	<b>-572 810</b>	<b>188 394</b>	<b>875 477</b>	<b>-734 790</b>	<b>140 687</b>

Les charges ou produits d'intérêts sur les comptes d'épargne à régime spécial comprennent 6 878 milliers d'euros au titre de la reprise nette à la provision épargne logement (1 720 milliers d'euros de reprise nette au titre de l'exercice 2024).

	Exercice 2025			Exercice 2024		
en milliers d'euros	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net
<b>Total actifs financiers au coût amorti yc opérations de location-financement</b>	<b>651 567</b>	<b>-474 793</b>	<b>176 774</b>	<b>722 668</b>	<b>-629 773</b>	<b>92 895</b>
dont actifs financiers au coût amorti avec indicateur de risque de crédit avéré	8 313		8 313	17 977		17 977
<b>Total actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>4 934</b>		<b>4 934</b>	<b>5 111</b>		<b>5 111</b>
dont actifs financiers basiques à la juste valeur par capitaux propres avec indicateur de risque de crédit avéré						

## 4.2 Produits et charges de commissions

### Principes comptables

En application de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients », la comptabilisation du produit des activités ordinaires reflète le transfert du contrôle des biens et services promis aux

<sup>21</sup> Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent 75 899 milliers d'euros (98 927 milliers d'euros en 2024) au titre de la rémunération des fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. La démarche de comptabilisation du revenu s'effectue en cinq étapes :

- identification des contrats avec les clients ;
- identification des obligations de performance (ou éléments) distinctes à comptabiliser séparément les unes des autres ;
- détermination du prix de la transaction dans son ensemble ;
- allocation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance distinctes ;
- comptabilisation des produits lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

Cette approche s'applique aux contrats qu'une entité conclut avec ses clients à l'exception, notamment, des contrats de location (couverts par la norme IFRS 16), des contrats d'assurance (couverts par la norme IFRS 17) et des instruments financiers (couverts par la norme IFRS 9). Si des dispositions spécifiques en matière de revenus ou de coûts des contrats sont prévues dans une autre norme, celles-ci s'appliquent en premier lieu.

Eu égard aux activités du Groupe, sont principalement concernés par cette méthode :

- les produits de commissions, en particulier ceux relatifs aux prestations de service bancaires lorsque ces produits ne sont pas intégrés dans le taux d'intérêt effectif, ou ceux relatifs à la gestion d'actif ou aux prestations d'ingénierie financière
- les produits des autres activités, (cf note 4.6) notamment en cas de prestations de services intégrées au sein de contrats de location

les prestations de services bancaires rendues avec la participation de partenaires Groupe.

Il en ressort donc que les commissions sont enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.), l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, qui conduisent le Groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle.

En revanche, les commissions assimilées à des compléments d'intérêt et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat figurent dans la marge d'intérêt.

### **Commissions sur prestations de service**

Les commissions sur prestations de service font l'objet d'une analyse pour identifier séparément les différents éléments (ou obligations de performance) qui les composent et attribuer à chaque élément la part de revenu qui lui revient. Puis chaque élément est comptabilisé en résultat, en fonction du type de services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.) ;
- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.) ;
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

Lorsqu'une incertitude demeure sur l'évaluation du montant d'une commission (commission de performance en gestion d'actif, commission variable d'ingénierie financière, etc.), seul le montant auquel le Groupe est déjà assuré d'avoir droit compte-tenu des informations disponibles à la clôture est comptabilisé.



Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les « Produits d'intérêts » et non au poste « Commissions ».

Les commissions de fiducie ou d'activité analogue sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom des particuliers, de régime de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

en milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	0	-1	-1	0	-2	-2
Opérations avec la clientèle	52 998	-5 729	47 269	49 675	-789	48 886
Prestation de services financiers	7 454	-8 481	-1 027	6 757	-8 373	-1 616
Vente de produits d'assurance vie	65 122	///	65 122	60 262	///	60 262
Moyens de paiement	51 285	-21 757	29 528	48 769	-23 867	24 902
Opérations sur titres	3 712	-366	3 346	4 420	-314	4 106
Activités de fiducie	928	-1 822	-894	946	-1745	-799
Opérations sur instruments financiers et de hors bilan	12 687	-12	12 675	13 581	-6	13 575
Autres commissions	16 883	-510	16 373	13 540	-323	13 217
<b>TOTAL DES COMMISSIONS</b>	<b>211 069</b>	<b>-38 678</b>	<b>172 391</b>	<b>197 950</b>	<b>-35 419</b>	<b>162 531</b>

### 4.3 Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat

#### Principes comptables

Le poste « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat » enregistre les gains et pertes des actifs et passifs financiers de transaction, ou comptabilisés sur option à la juste valeur par résultat y compris les intérêts générés par ces instruments.

Les « Résultats sur opérations de couverture » comprennent la réévaluation des dérivés en couverture de juste valeur ainsi que la réévaluation symétrique de l'élément couvert, la contrepartie de la réévaluation en juste valeur du portefeuille macro couvert et la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

en milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Résultats sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat <sup>(22)</sup>	3 259	-1 169
Résultats sur instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	0	0
Résultats sur opérations de couverture	101	-147
Inefficacité de la couverture de flux trésorerie (CFH)	0	0
Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)	101	-147
Variation de la couverture de juste valeur	40 272	-55 244
Variation de l'élément couvert	-40 171	55 097
Résultats sur opérations de change	589	878
<b>TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT</b>	<b>3 949</b>	<b>-438</b>

<sup>22</sup> y compris couverture économique de change

#### 4.4 Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

##### Principes comptables

Les instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres comprennent :

- les instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur sont transférées en résultat.
- les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres. Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement.

Les variations de valeur des instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables regroupent :

- les produits et charges comptabilisés en marge net d'intérêts
- les gains ou pertes nets sur actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres décomptabilisés
- les dépréciations/reprises comptabilisées en coût du risque
- les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	Exercice 2025	Exercice 2024
<i>en milliers d'euros</i>		
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes	0	0
Gains et pertes comptabilisés sur instruments de capitaux propres (dividendes)	27 034	30 478
<b>Total des gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>27 034</b>	<b>30 478</b>

#### 4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'INSTRUMENTS financiers au coût amorti

##### Principes comptables

Ce poste comprend les gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti (prêts ou créances, titres de dettes) et de passifs financiers au coût amorti.

	Exercice 2025			Exercice 2024		
<i>en milliers d'euros</i>	Gains	Pertes	Net	Gains	Pertes	Net
Prêts et créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Prêts et créances sur la clientèle	150	0	150	651	0	651
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0
<b>Total des gains et pertes sur les actifs financiers au coût amorti</b>	<b>150</b>	<b>0</b>	<b>150</b>	<b>651</b>	<b>0</b>	<b>651</b>
Dettes envers les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Dettes envers la clientèle	0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
<b>Total des gains et pertes sur les passifs financiers au coût amorti</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Les gains constatés sur l'exercice suite à la cession d'actifs financiers au coût amorti s'élèvent à 150 milliers d'euros. Les pertes associées aux cessions d'actifs financiers au coût amorti sont nulles au 31 décembre 2025.

#### 4.6 Produits et charges des autres activités

##### Principes comptables

Les produits et charges des autres activités enregistrent notamment :

- les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- les produits et charges des opérations de locations opérationnelles ;
- les produits et charges de l'activité de promotion immobilière (chiffre d'affaires, achats consommés).

en milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<b>Produits et charges sur activités immobilières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Produits et charges sur opérations de location</b>	<b>1 870</b>	<b>0</b>	<b>1 870</b>	<b>1 506</b>	<b>0</b>	<b>1 506</b>
<b>Produits et charges sur immeubles de placement</b>	<b>9 390</b>	<b>-259</b>	<b>9 131</b>	<b>2 961</b>	<b>-196</b>	<b>2 765</b>
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	2 612	-3 411	-799	2 316	-3 436	-1 120
Charges refacturées et produits rétrocédés	20	-81	-61	14	-72	-58
Autres produits et charges divers d'exploitation	702	-6 876	-6 174	1 851	-6 826	-4 975
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation	///	-235	-235	///	1 092	1 092
<b>Autres produits et charges</b>	<b>3 334</b>	<b>-10 603</b>	<b>-7 269</b>	<b>4 181</b>	<b>-9 242</b>	<b>-5 061</b>
<b>Total des produits et charges des autres activités</b>	<b>14 594</b>	<b>-10 862</b>	<b>3 732</b>	<b>8 648</b>	<b>-9 438</b>	<b>-790</b>

#### 4.7 Charges générales d'exploitation

##### Principes comptables

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets de refacturation, les charges sociales ainsi que les avantages du personnel (tels que les charges de retraite). Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et services extérieurs.

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015.

Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées par le Groupe Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 32 402 milliers d'euros. Les cotisations cumulées (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 2 531 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 29 872 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

## Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

La directive 2014/59/UE dite BRRD (*Bank Recovery and Resolution Directive*) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds est devenu un Fonds de résolution unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre de mesures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions *ex-ante* aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2025. La cible des fonds à collecter pour le fonds de résolution était atteinte au 31 décembre 2023. Le montant des contributions versées par le Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur est nul en 2024 et 2025 tant pour la part passant en charge que pour la part sous la forme d'engagement de paiement irrévocable (EPI) garanti par des dépôts espèces inscrits à l'actif du bilan. Des contributions pourront toutefois être appelées à l'avenir en fonction notamment de l'évolution des dépôts couverts et de l'utilisation éventuelle du fonds. La part des EPI correspond à 15 % des appels de fonds jusqu'en 2022 et 22,5% pour la contribution 2023. Ces dépôts sont rémunérés au taux applicable aux acteurs de marché concernés, c'est-à-dire à  $\epsilon$ ster -20bp depuis le 1<sup>er</sup> mai 2023. Le cumul du collatéral en garantie inscrit à l'actif du bilan s'élève à 5 149 milliers d'euros au 31 décembre 2025. Il est comptabilisé au coût amorti à l'actif du bilan sur la ligne « Comptes de régularisation et actifs divers » et ne fait pas l'objet de dépréciations au 31 décembre 2025. Les engagements au titre des EPI ne font pas l'objet de provision au passif. En effet, les conditions d'utilisation des ressources du FRU, et donc d'appel des engagements de paiement irrévocables, sont strictement encadrées par la réglementation. Ces ressources ne peuvent être appelées qu'en cas de retrait d'agrément ou de procédure de résolution d'un établissement et après une intervention à hauteur d'un minimum de 8 % du total des passifs par les actionnaires et les détenteurs d'instruments de fonds propres pertinents et d'autres engagements utilisables au titre du renflouement interne. De plus, la contribution du FRU ne doit pas excéder 5 % du total des passifs de l'établissement soumis à une procédure de résolution. Le Groupe BPCE ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe intervienne en zone euro, ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2025</b>	<b>Exercice 2024</b>
<b>Charges de personnel</b> <sup>(23)</sup>	<b>-132 059</b>	<b>-130 038</b>
Impôts, taxes et contributions réglementaires <sup>(24)</sup>	-4 430	-4 196
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-68 012	-61 907
<b>Autres frais administratifs</b>	<b>-72 442</b>	<b>-66 103</b>
<b>TOTAL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION</b>	<b>-204 501</b>	<b>-196 141</b>

La décomposition des charges de personnel est présentée dans la note 8.1.

Les refacturations des activités « organe central » (listées dans le Code monétaire et financier) sont présentées en PNB et les refacturations des missions Groupe restent présentées en frais de gestion.

<sup>23</sup> Les charges de personnel sont détaillées en note 8.1.

<sup>24</sup> Les impôts, taxes et contributions réglementaires incluent notamment la taxe de soutien aux collectivités territoriales pour un montant annuel de 343 milliers d'euros (contre 346 milliers d'euros en 2024).

#### 4.8 Gains ou pertes sur autres actifs

##### Principes comptables

Les gains ou pertes sur autres actifs enregistrent les résultats de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de participation consolidés.

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	1 592	-559
Gains ou pertes sur cessions des participations consolidées	0	0
<b>TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS</b>	<b>1 592</b>	<b>-559</b>

### Note 5. Notes relatives au bilan

#### 5.1 Caisse, banques centrales

##### Principes comptables

Ce poste comprend principalement la caisse et les avoirs auprès des banques centrales au coût amorti.

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Caisse	48 917	47 566
Banques centrales	0	0
<b>TOTAL CAISSE, BANQUES CENTRALES</b>	<b>48 917</b>	<b>47 566</b>

#### 5.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

##### Principes comptables

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, de certains actifs et passifs que le Groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IFRS 9 et des actifs non basiques.

Les critères de classement des actifs financiers sont décrits en note 2.5.1.

##### Date d'enregistrement des titres

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titres sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

Lorsque les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres sont comptabilisées dans les « Actifs et passifs à la juste valeur par résultat », l'engagement de mise en place de la pension est comptabilisé comme un instrument dérivé ferme de taux.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

### **5.2.1. Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

#### **Principes comptables**

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis ou émis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance ;
- les actifs financiers que le Groupe a choisi de comptabiliser dès l'origine à la juste valeur par résultat, en application de l'option offerte par la norme IFRS 9. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus ;
- les instruments de dettes non basiques ;
- les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat par défaut (qui ne sont pas détenus à des fins de transaction).

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, dividendes, gains ou pertes de cessions sur ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » à l'exception des actifs financiers de dettes non basiques dont les intérêts sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts ».

Les actifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment les opérations sur titres réalisées pour compte propre, les pensions et les instruments financiers dérivés négociés dans le cadre des activités de gestion de position du Groupe.

#### **Actifs à la juste valeur par résultat sur option (hors CE et BP)**

La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des actifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est réservée uniquement dans le cas d'une élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable. L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat correspondent à des titres de FCPR et des prêts non basiques.

	31/12/2025			31/12/2024		
	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat		Actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option (25)	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat		Actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option (25)
<i>en milliers d'euros</i>	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers (26)	Total	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers (26)	Total
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres de dettes		128 157	128 157		130 134	130 134
Autres						
<b>Titres de dettes</b>		<b>128 157</b>	<b>128 157</b>		<b>130 134</b>	<b>130 134</b>
Prêts aux établissements de crédit hors opérations de pension		26 553	26 553		25 979	25 979
Prêts à la clientèle hors opérations de pension		17 655	17 655		20 617	20 617
Opérations de pension (27)						
<b>Prêts</b>		<b>44 208</b>	<b>44 208</b>		<b>46 596</b>	<b>46 596</b>
<b>Instruments de capitaux propres</b>			///			///
<b>Dérivés de transaction (27)</b>	<b>18 267</b>	///	///	<b>13 255</b>	///	///
<b>Dépôts de garantie versés</b>		///	///		///	///
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT</b>	<b>18 267</b>	<b>172 365</b>	<b>190 632</b>	<b>13 255</b>	<b>176 730</b>	<b>189 985</b>

Le poste « Dérivés de transaction » inclut les dérivés dont la juste valeur est positive et qui sont :

- soit détenus à des fins de transaction ;
- soit des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture comptable restrictifs requis par la norme IAS 39.

<sup>25</sup> Uniquement dans le cas d'une « non concordance comptable »

<sup>26</sup> Inclus les actifs non basiques qui ne relèvent pas d'une activité de transaction dont les parts d'OPCVM ou de FCPR présentés au sein des obligations et autres titres de dettes (128 157 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 130 134 milliers d'euros au 31 décembre 2024). Les prêts à la clientèle comprennent notamment certains contrats de prêts structurés aux collectivités locales. Cette catégorie inclut également les instruments de capitaux propres pour lesquels il n'a pas été fait le choix de les évaluer par capitaux propres. Les critères de classement des actifs financiers en juste valeur par le résultat en raison du non-respect du critère SPPI retenus par le groupe sont communiqués en note 2.5.1.

<sup>27</sup> Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 5.15.1).

Le montant de ce poste est également diminué de celui des ajustements de valeur de l'ensemble du portefeuille de dérivés (de transaction et de couverture) au titre de la CVA (*Credit Valuation Adjustment*)

### **5.2.2. Passifs financiers à la juste valeur par résultat**

#### **Principes comptables**

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent des passifs financiers détenus à des fins de transaction ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IFRS 9. Le portefeuille de transaction est composé de dettes liées à des opérations de vente à découvert, d'opérations de pension et d'instruments financiers dérivés. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus.

Ces passifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté.

Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, gains ou pertes liés à ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », à l'exception des variations de juste valeur attribuables à l'évolution du risque de crédit propre pour les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option qui sont enregistrées, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat » au sein des « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». En cas de décomptabilisation du passif avant son échéance (par exemple, rachat anticipé), le gain ou la perte de juste valeur réalisé, attribuable au risque de crédit propre, est transféré(e) directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

#### **Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option**

La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des passifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est en effet réservée aux situations suivantes :

#### **Élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable**

L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

#### **Alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de performance**

L'option s'applique dans le cas de passifs gérés et évalués à la juste valeur, à condition que cette gestion repose sur une politique de gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée et que le suivi interne s'appuie sur une mesure en juste valeur.



## Instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride, financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.

L'application de l'option juste valeur à un passif financier est possible dans le cas où le dérivé incorporé modifie substantiellement les flux du contrat hôte et que la comptabilisation séparée du dérivé incorporé n'est pas spécifiquement interdite par la norme IFRS 9 (exemple d'une option de remboursement anticipé incorporée dans un instrument de dettes). L'option permet d'évaluer l'instrument à la juste valeur dans son intégralité, ce qui permet de ne pas extraire ni comptabiliser ni évaluer séparément le dérivé incorporé.

Ce traitement s'applique en particulier à certaines émissions structurées comportant des dérivés incorporés significatifs.

Au passif, le portefeuille de transaction est composé d'instruments financiers dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture restrictif requis par la norme IFRS 9.

	31/12/2025			31/12/2024		
	Passifs financiers émis à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	Total	Passifs financiers émis à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	Total
<i>en milliers d'euros</i>						
Ventes à découvert	7	///	7	19	///	19
Dérivés de transaction	18 819	///	18 819	13 930	///	13 930
<b>Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>18 826</b>		<b>18 826</b>	<b>13 949</b>		<b>13 949</b>

Le poste « Dérivés de transaction » inclut les dérivés dont la juste valeur est négative et qui sont :

- soit détenus à des fins de transaction ;
- soit des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture comptable restrictifs requis par la norme IAS 39.

Le montant de ce poste est également diminué de celui des ajustements de valeur de l'ensemble du portefeuille de dérivés (de transaction et de couverture) au titre de la DVA (*Debit Valuation Adjustment*).

Par ailleurs, le Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur ne détient pas de passif financier à la juste valeur sur option.

### 5.2.3. Instruments dérivés de transaction

#### Principes comptables

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;

- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. Les justes valeurs positives ou négatives représentent la valeur de remplacement de ces instruments. Ces valeurs peuvent fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché.

	31/12/2025			31/12/2024		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
<i>En milliers d'euros</i>						
Dérivés de taux	673 164	18 266	18 819	659 883	13 255	13 930
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	27 633	0	0	18 544	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations fermes</b>	<b>700 797</b>	<b>18 266</b>	<b>18 819</b>	<b>678 427</b>	<b>13 255</b>	<b>13 930</b>
Dérivés de taux	200 000	1	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>200 000</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dérivés de crédit</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS DERIVES DE TRANSACTION</b>	<b>900 797</b>	<b>18 267</b>	<b>18 819</b>	<b>678 427</b>	<b>13 255</b>	<b>13 930</b>
dont marchés organisés	0	0	0	0	0	0
dont opérations de gré à gré	900 797	18 267	18 819	678 427	13 255	13 930

### 5.3 Instruments dérivés de couverture

#### Principes comptables

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;

- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

À l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net libellé en devises, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La couverture de juste valeur est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter la relation de couverture dès l'initiation (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

Le Groupe BPCE a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macro-couverture.

### **Couverture de juste valeur**

La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation du dérivé est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation de l'élément couvert, et ce à hauteur du risque couvert. L'éventuelle inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est présentée au bilan dans le même poste que l'élément couvert.

L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte dans les calculs d'efficacité.

En cas d'interruption de la relation de couverture (décision de gestion, non-respect des critères d'efficacité ou vente de l'élément couvert avant échéance), le dérivé de couverture est transféré en portefeuille de transaction. Le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la durée de vie résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance ou remboursé par anticipation, le montant cumulé de la réévaluation est inscrit au compte de résultat de la période.

### **Couverture de flux de trésorerie**

Les opérations de couverture de flux de trésorerie ont pour objectif la couverture d'éléments exposés aux variations de flux de trésorerie imputables à un risque associé à un élément de bilan ou à une transaction future (couverture du risque de taux sur actifs et passifs à taux variable, couverture de conditions sur des transactions futures - taux fixes futurs, prix futurs, change, etc.).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite sur une ligne spécifique des « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres », la partie inefficace est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat dans la marge d'intérêt, symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

### **Cas particuliers de couverture de portefeuilles (macrocouverture) Documentation en couverture de flux de trésorerie**

Certains établissements du Groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie (couverture de portefeuilles de prêts ou d'emprunts).

Dans ce cas, les portefeuilles d'encours pouvant être couverts s'apprécient, pour chaque bande de maturité, en retenant :

- des actifs et passifs à taux variable ; l'entité supporte en effet un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur les actifs ou les passifs à taux variable dans la mesure où elle ne connaît pas le niveau des prochains fixings ;
- des transactions futures dont le caractère peut être jugé hautement probable (prévisions) : dans le cas d'une hypothèse d'encours constant, l'entité supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un futur prêt à taux fixe dans la mesure où le niveau de taux auquel le futur prêt sera octroyé n'est pas connu ; de la même manière, l'entité peut considérer qu'elle supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un refinancement qu'elle devra réaliser dans le marché.

La norme IAS 39 ne permet pas la désignation d'une position nette par bande de maturité. L'élément couvert est donc considéré comme étant équivalent à une quote-part d'un ou plusieurs portefeuilles d'instruments à taux variable identifiés (portion d'un encours d'emplois ou de ressources à taux variable) ; l'efficacité des couvertures est mesurée en constituant pour chaque bande de maturité un instrument hypothétique, dont les variations de juste valeur depuis l'origine sont comparées à celles des dérivés documentés en couverture.

Les caractéristiques de cet instrument modélisent celles de l'élément couvert. Le test d'efficacité est effectué en comparant les variations de valeur de l'instrument hypothétique et du dérivé de couverture. La méthode utilisée passe par la construction d'un échéancier avec bande de maturité.

L'efficacité de la couverture doit être démontrée de manière prospective et rétrospective.

Le test prospectif est vérifié si, pour chaque bande de maturité de l'échéancier cible, le montant nominal des éléments à couvrir est supérieur au montant notionnel des dérivés de couverture.

Le test rétrospectif permet de calculer l'efficacité rétrospective de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêt.

Dans ce cadre, à chaque arrêté, les variations de juste valeur pied de coupon des dérivés de couverture sont comparées avec celles des instruments hypothétiques. Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80 % et 125 %.

Lors de la cession de l'instrument couvert ou si la transaction future n'est plus hautement probable, les gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat immédiatement.

Lors de l'arrêt de la relation de couverture, si l'élément couvert figure toujours au bilan, ou si sa survenance est toujours hautement probable, il est procédé à l'étalement linéaire des gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres. Si le dérivé n'a pas été résilié, il est reclassé en dérivé de transaction et ses variations de juste valeur ultérieures seront enregistrées en résultat.

### **Documentation en couverture de juste valeur**

Certains établissements du Groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de juste valeur, en appliquant les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne (dite *carve-out*).

La version de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne ne reprend pas certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture qui apparaissent incompatibles avec les stratégies de réduction du risque de taux d'intérêt global mises en œuvre par les banques européennes. Le *carve-out* de l'Union européenne permet en particulier de mettre en œuvre une comptabilité de couverture du risque de taux interbancaire associée aux opérations à taux fixe réalisées avec la clientèle (crédits, comptes d'épargne, dépôts à vue de la clientèle). Les instruments de macrocouverture utilisés par le Groupe sont, pour l'essentiel, des swaps de taux simples désignés dès leur mise en place en couverture de juste valeur des ressources ou des emplois à taux fixe.

Le traitement comptable des dérivés de macrocouverture se fait selon les mêmes principes que ceux décrits précédemment dans le cadre de la microcouverture de juste valeur.

Dans le cas d'une relation de macrocouverture, la réévaluation de la composante couverte est portée globalement dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », à l'actif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille d'actifs financiers, au passif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille de passifs financiers.

L'efficacité des couvertures est assurée lorsque les dérivés compensent le risque de taux du portefeuille de sous-jacents à taux fixe couverts. L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte.

Deux tests d'efficacité sont réalisés :

- un test d'assiette : pour les swaps simples désignés de couverture dès leur mise en place, il est vérifié en date de désignation de la relation de couverture, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective, qu'il n'existe pas de sur-couverture ;
- un test quantitatif : pour les autres swaps, la variation de juste valeur du swap réel doit compenser la variation de juste valeur d'un instrument hypothétique reflétant parfaitement la composante couverte du sous-jacent. Ces tests sont réalisés en date de désignation, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective.

En cas d'interruption de la relation de couverture, cet écart est amorti linéairement sur la durée de couverture initiale restant à courir si le sous-jacent couvert n'a pas été décomptabilisé. Il est constaté directement en résultat si les éléments couverts ne figurent plus au bilan. Les dérivés de macrocouverture peuvent notamment être déqualifiés lorsque le nominal des instruments couverts devient inférieur au notionnel des couvertures, du fait notamment des remboursements anticipés des prêts ou des retraits de dépôts observés et modélisés.

### **Couverture d'un investissement net libellé en devises**

L'investissement net dans une activité à l'étranger est le montant de la participation de l'entité consolidante dans l'actif net de cette activité.

La couverture d'un investissement net libellé en devises a pour objet de protéger l'entité consolidante contre des variations de change d'un investissement dans une entité dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés. Ce type de couverture est comptabilisé de la même façon que les couvertures de flux de trésorerie.

Les gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres sont transférés en résultat lors de la cession (ou de la cession partielle avec perte de contrôle) de tout ou partie de l'investissement net.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

La macrocouverture de juste valeur est utilisée pour la gestion globale du risque de taux notamment pour couvrir :

- les portefeuilles de prêts à taux fixe
- les dépôts à vue
- les dépôts liés au PEL
- la composante inflation du Livret A ou du Livret d'Épargne Populaire (LEP)

Dans un arrêté du 28 juillet 2023, le gouvernement a décidé de fixer le taux du Livret A à 3 % soit jusqu'au 31 janvier 2025 par dérogation à la formule de calcul réglementaire. L'absence de composante inflation durant cette période a été prise en compte par le Groupe comme source d'inefficacité (ou le cas échéant de déqualification) des couvertures de la composante inflation du Livret A, sans impact significatif en résultat.

La microcouverture de juste valeur est utilisée notamment pour couvrir :

- un passif à taux fixe
- les titres de la réserve de liquidité à taux fixe et des titres indexés inflation

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie sont utilisées notamment pour :

- la couverture de passif à taux variable
- la couverture du risque de variation de valeur des flux futurs variables de la dette
- la macro couverture d'actifs à taux variable

Les principales sources d'inefficacité des couvertures sont liées à :

- l'inefficacité « bi-courbe » : la valorisation des dérivés collatéralisés (faisant l'objet d'appels de marge rémunérés à €STR) est basée sur la courbe d'actualisation €STR, alors que l'évaluation de la composante couverte des éléments couverts en juste valeur est calculée sur une courbe d'actualisation EURIBOR
- la valeur temps des couvertures optionnelles
- la surcouverture dans le cadre des tests d'assiette en macro couverture (montants des notionnels de dérivés de couverture supérieurs au nominal des éléments couverts, notamment dans le cas où les éléments couverts ont fait l'objet de remboursements anticipés plus importants que prévu)
- les ajustements valorisation liés au risque de crédit et au risque de crédit propres sur dérivés (*Credit Value adjustment* et *Debit Value adjustment*)
- des décalages de fixing des flux entre l'élément couvert et sa couverture.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	4 793 452	133 164	144 257	4 865 291	132 279	182 605
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations fermes</b>	<b>4 793 452</b>	<b>133 164</b>	<b>144 257</b>	<b>4 865 291</b>	<b>132 279</b>	<b>182 605</b>
Instruments de taux	0	0	0	0	0	0
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>4 793 452</b>	<b>133 164</b>	<b>144 257</b>	<b>4 865 291</b>	<b>132 279</b>	<b>182 605</b>
Instruments de taux	42 829	0	337	0	0	0
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations fermes</b>	<b>42 829</b>	<b>0</b>	<b>337</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Instruments de taux	0	0	0	0	0	0
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	<b>42 829</b>	<b>0</b>	<b>337</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dérivés de crédit</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Couverture d'investissements nets en devises</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE</b>	<b>4 836 281</b>	<b>133 164</b>	<b>144 594</b>	<b>4 865 291</b>	<b>132 279</b>	<b>182 605</b>

Tous les instruments dérivés de couverture sont présentés dans le poste « Instruments de dérivés de couverture » à l'actif et au passif du bilan.

Les swaps financiers de devises sont documentés à la fois en couverture de juste valeur de taux et en couverture de flux de trésorerie de change. La juste valeur globale est néanmoins présentée en dérivés de change. Ces dérivés sont présentés en instruments de couverture de flux de trésorerie de change afin de mieux refléter le poids de la composante change (liée à la couverture de flux de trésorerie) dans la juste valeur globale.



**Echéancier du notionnel des instruments dérivés de couverture au 31 décembre 2025**

<i>En milliers d'euros</i>	inf à 1 an	de 1 an à 5 ans	de 6 à 10 ans	sup à 10 ans
<b>Couverture de taux d'intérêts</b>	<b>173 770</b>	<b>2 229 483</b>	<b>2 217 036</b>	<b>215 992</b>
Instruments de couverture de flux de trésorerie	0	0	42 829	0
Instruments de couverture de juste valeur	173 770	2 229 483	2 174 207	215 992
<b>Couverture du risque de change</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Instruments de couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0
Instruments de couverture de juste valeur	0	0	0	0
<b>Couverture des autres risques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Instruments de couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0
Instruments de couverture de juste valeur	0	0	0	0
<b>Couverture d'investissements nets en devises</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>173 770</b>	<b>2 229 483</b>	<b>2 217 036</b>	<b>215 992</b>

Les swaps financiers de devises sont documentés à la fois en couverture de juste valeur de taux et en couverture de flux de trésorerie de change. La juste valeur globale est néanmoins présentée en dérivés de change. Ces dérivés sont présentés en instruments de couverture de flux de trésorerie de change afin de mieux refléter le poids de la composante change (liée à la couverture de flux de trésorerie) dans la juste valeur globale.

**Éléments couverts**  
**Couverture de juste valeur**

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2025		
	Couverture du risque de taux		
	Valeur comptable	Réévaluation de la composante couverte <sup>(28)</sup>	Composante couverte restant à étaler <sup>(29)</sup>
<b>ACTIF</b>			
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>181 947</b>	<b>- 183</b>	<b>182 130</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-
Titres de dette	181 947	- 183	182 130
Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>3 436 212</b>	<b>- 10 881</b>	<b>3 447 093</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	2 787 267	- 97	2 787 364
Titres de dette	648 945	- 10 784	659 729
<b>TOTAL ACTIF COUVERT EN JUSTE VALEUR</b>	<b>3 618 159</b>	<b>-11 064</b>	<b>3 629 223</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Passifs financiers au coût amorti</b>	<b>1 127 560</b>	<b>- 84 184</b>	<b>1 211 744</b>
Dettes envers les établissements de crédit	1 127 560	- 84 184	1 211 744
Dettes envers la clientèle	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-
<b>TOTAL PASSIF COUVERT EN JUSTE VALEUR</b>	<b>1 127 560</b>	<b>-84 184</b>	<b>1 211 744</b>

L'inefficacité de la couverture de la période est présentée en note 4.3 « Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat » ou en note 4.4 « Gains et pertes comptabilisés directement par capitaux propres » pour les instruments de capitaux propres classés en juste valeur par capitaux propres non recyclables.

<sup>28</sup> Intérêts courus exclus. La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan.

<sup>29</sup> Déqualification, fin de la relation de couverture

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2024		
	Couverture du risque de taux		
	Valeur comptable	Réévaluation de la composante couverte <sup>(30)</sup>	Composante couverte restant à étaler <sup>(31)</sup>
<b>ACTIF</b>			
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>207 440</b>	<b>1 498</b>	<b>205 942</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-
Titres de dette	207 440	1 498	205 942
Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>3 492 746</b>	<b>-66 248</b>	<b>3 558 994</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	2 942 628	-64 949	3 007 577
Titres de dette	550 118	-1 299	551 417
<b>TOTAL ACTIF COUVERT EN JUSTE VALEUR</b>	<b>3 700 186</b>	<b>-64 750</b>	<b>3 764 936</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Passifs financiers au coût amorti</b>	<b>1 145 494</b>	<b>-81 168</b>	<b>1 226 662</b>
Dettes envers les établissements de crédit	1 145 494	-81 168	1 226 662
Dettes envers la clientèle	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-
<b>TOTAL PASSIF COUVERT EN JUSTE VALEUR</b>	<b>1 145 494</b>	<b>-81 168</b>	<b>1 226 662</b>

**Couverture de flux de trésorerie – Couverture d'investissements nets en devises**

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2025				
	Juste valeur du dérivé de couverture	Dont partie efficace des couvertures non échues <sup>(32)</sup>	Dont partie inefficace	Solde des couvertures échues restant à étaler <sup>(33)</sup>	Juste valeur de l'élément couvert (dérivé hypothétique)
Couverture de risque de taux	-337	-337	-	-	-700
Couverture de risque de change					
Couverture des autres risques					
<b>Total - Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises</b>	<b>-337</b>	<b>-337</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-700</b>

L'inefficacité de la couverture est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat » en note 4.3.

<sup>30</sup> Intérêts courus exclus. La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan.

<sup>31</sup> Déqualification, fin de la relation de couverture

<sup>32</sup> Reconnus en autres éléments comptabilisés en capitaux propres ou en résultat pour la partie recyclée en symétrie à l'élément couvert

<sup>33</sup> Déqualification, fin de la relation de couverture

La réserve « Couverture de flux de trésorerie » correspond à la partie efficace des couvertures non échues et le solde des couvertures échues restant à étaler, avant impôt, y compris la part des participations ne donnant pas le contrôle.

Le recyclage en résultat de la réserve « Couverture de flux de trésorerie » est inclus soit dans la marge nette d'intérêt soit dans le résultat de décomptabilisation de l'élément couvert par symétrie avec le poste impacté par l'élément couvert.

Pour rappel au 31 décembre 2024, le Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur ne détenait pas de couverture de flux de trésorerie.

#### **Couverture de flux de trésorerie et couverture d'investissements nets en devises - Analyse des autres éléments comptabilisés en capitaux propres**

<i>En milliers d'euros</i>	01/01/2025	Variation de la part efficace	Reclassement en résultat de part efficace	Basis adjustment - élément non financier	Élément couvert partiellement ou totalement éteint	31/12/2025
Montant des capitaux propres pour les opérations en CFH	0	700	0			700
dont couverture de taux						
dont couverture de change						
Montant des capitaux propres pour les opérations en NIH						
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>700</b>	<b>0</b>			<b>700</b>

### **5.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres**

#### **Principes comptables**

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur augmentée des frais de transaction.

##### **➤ Instruments de dettes évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables**

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur (pied de coupon) sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (les actifs en devises étant monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change affectent le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 10.

Ces instruments sont soumis aux exigences d'IFRS 9 en matière de dépréciation. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1. En cas de cession, ces variations de juste valeur sont transférées en résultat.

Les revenus courus ou acquis sur les instruments de dettes sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts et assimilés » selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Cette méthode est décrite dans la note 5.5 – Actifs au coût amorti.

➤ **Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables**

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (les actifs en devise étant non monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change n'affectent pas le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 10.

La désignation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est une option irrévocable qui s'applique instrument par instrument uniquement aux instruments de capitaux propres non détenus à des fins de transaction. Les pertes de valeur latentes et réalisées restent constatées en capitaux propres sans jamais affecter le résultat. Ces actifs financiers ne font pas l'objet de dépréciation.

En cas de cession, ces variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement. Ils sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres » (note 4.4).

	31/12/2025			31/12/2024		
	Instruments financiers de dettes basiques détenus dans un modèle de collecte et de vente	Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	Total	Instruments financiers de dettes basiques détenus dans un modèle de collecte et de vente	Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	Total
<i>en milliers d'euros</i>						
Prêts et créances sur les établissements de crédit	0	///	0	0	///	0
Prêts et créances sur la clientèle	0	///	0	0	///	0
Titres de dettes	181 947	///	181 947	228 769	///	228 769
Titres de participation	///	///	///	///	///	///
Actions et autres titres de capitaux propres	///	615 650	615 650	///	548 819	548 819
<b>Juste valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>181 947</b>	<b>615 650</b>	<b>797 597</b>	<b>228 769</b>	<b>548 819</b>	<b>777 588</b>
dont dépréciations pour pertes de crédit attendues <sup>(34)</sup>	-747	///	-747	-167	///	-167
dont gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (avant impôt) <sup>(35)</sup>	1 468	-92 631	-91 163	-884	-144 619	-145 503

<sup>34</sup> Détail présenté dans la note 7.1.2.2.

<sup>35</sup> Y compris la part des participations ne donnant pas le contrôle.

Au 31 décembre 2025, les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres incluent plus particulièrement les titres de participations pour un montant de -92 631 milliers d'euros.

### **Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres**

#### **Principes comptables**

Les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres peuvent être :

- des titres de participation ;
- des actions et autres titres de capitaux propres.

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres sont évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction. Lors des arrêts suivants, les variations de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en capitaux propres (OCI). Les variations de juste valeur ainsi accumulées en capitaux propres ne seront pas reclassées en résultat au cours d'exercices ultérieurs (OCI non recyclables).

Seuls les dividendes sont comptabilisés en résultat lorsque les conditions sont remplies.

	31/12/2025					31/12/2024				
	Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période		Décomptabilisation sur la période		Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période		Décomptabilisation sur la période	
		Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période		Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession		Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période		Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession
<i>En milliers d'euros</i>										
Titres de participations	501 775	22 314				420 198	24 635			
Actions et autres titres de capitaux propres	113 875	4 720				128 621	5 843			
<b>Total</b>	<b>615 650</b>	<b>27 034</b>				<b>548 819</b>	<b>30 478</b>			

La ligne principale des titres de participations de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur est la position sur les titres BPCE, avec une valeur d'acquisition de 547 203 milliers d'euros, des dividendes de 22 073 milliers d'euros et une réévaluation de 51 083 milliers d'euros.

Les titres de participation comprennent les participations stratégiques, les entités « outils » (l'informatique par exemple) et certains titres de capital investissement à long terme. Ces titres de participation n'ayant pas vocation à être cédés, un classement en instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres est adapté à cette nature de participation.

## **5.5 Actifs au coût amorti**

### **Principes comptables**

Les actifs au coût amorti sont des actifs financiers basiques détenus dans un modèle de collecte. La grande majorité des crédits accordés par le Groupe est classée dans cette catégorie. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1.

Les actifs financiers au coût amorti incluent les prêts et créances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que les titres au coût amorti tels que les effets publics ou les obligations.

Les prêts et créances sont enregistrés initialement à leur juste valeur augmentée des coûts et diminuée des produits directement attribuables, selon le cas, à la mise en place du crédit ou à l'émission.

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, une décote correspondant à l'écart entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché, est comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

Lors des arrêts ultérieurs, ces actifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE).

Le TIE est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs à la valeur comptable initiale du prêt. Ce taux inclut les décotes, constatées lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, ainsi que les produits et coûts externes de transaction directement liés à la mise en place des prêts et analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Aucun coût interne n'est pris en compte dans le calcul du coût amorti.

#### ➤ **Prêts garantis par l'Etat**

Le prêt garanti par l'Etat (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi. Le dispositif a pris fin au 30 juin 2022.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'Etat.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'Etat couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la échéance de son terme. La garantie de l'Etat pourra être appelée avant la échéance du terme en présence d'un événement de crédit

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6 % du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'Etat sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Compte-tenu de ces caractéristiques, les PGE répondent aux critères de prêts basiques (cf. note 2.5.1). Ils sont comptabilisés dans la catégorie « coût amorti » puisqu'ils sont détenus dans un modèle de gestion de collecte dont l'objectif est de détenir les prêts pour en collecter les flux de trésorerie (cf. note 2.5.1). Lors des arrêts ultérieurs, ils seront évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Concernant la garantie de l'Etat, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit par le Groupe BPCE à l'Etat est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

Un PGE octroyé à une contrepartie considérée douteuse à l'initiation (Statut 3) est classé en POCI (*Purchased or Originated Credit Impaired*).

Toutefois, l'octroi d'un PGE à une contrepartie donnée ne constitue pas à lui seul un critère de dégradation du risque, devant conduire à un passage en Statut 2 ou 3 des autres encours de cette contrepartie.

Le PGE Résilience, ouvert au 6 avril 2022, est un complément de PGE pour les entreprises impactées par les conséquences du conflit en Ukraine (notamment pour des entreprises qui seraient au – ou proches du - plafond des 25% du PGE). Le plafond autorisé est de 15% du chiffre d'affaires moyen des trois derniers exercices comptables, ou les deux derniers exercices si elles ne disposent que de deux exercices comptables ou le dernier exercice si elles ne disposent que d'un exercice comptable, ou calculé comme le chiffre d'affaires annualisé par projection linéaire à partir du chiffre d'affaires réalisé à date si elles ne disposent d'aucun exercice comptable clos. Hormis pour son montant, soumis au nouveau plafond de 15% du chiffre d'affaires, ce PGE complémentaire prend la même forme que les PGE instaurés au début de la crise sanitaire : même durée maximale (jusqu'à 6 ans), même période minimale de franchise de remboursement (12 mois), même quotité garantie et prime de garantie. Ce PGE Résilience est entièrement cumulable avec le ou les PGE éventuellement obtenu(s) ou à obtenir initialement jusqu'au 30 juin 2022. Ce dispositif a pris fin au 31 décembre 2023.

### ➤ **Renégociations et restructurations**

Lorsque des contrats font l'objet de modifications, la norme IFRS 9 requiert l'identification des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation. Le profit ou la perte résultant de la modification d'un contrat est comptabilisé en résultat en cas de modification. La valeur comptable brute de l'actif financier est alors recalculée pour être égale à la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif initial, des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés. Une analyse du caractère substantiel des modifications est cependant à mener au cas par cas.

Les encours « restructurés » correspondent aux financements ayant fait l'objet d'aménagements constituant une concession lorsque ces aménagements sont conclus avec des débiteurs faisant face ou sur le point de faire face à des difficultés financières. Les encours « restructurés » résultent donc de la combinaison d'une concession et de difficultés financières.

Les aménagements visés par les « restructurations » doivent apporter une situation plus avantageuse au débiteur (ex : suspension d'échéance d'intérêt ou de principal, prorogation d'échéance, etc.) et sont matérialisés par la mise en place d'avenants modifiant les termes d'un contrat existant ou par le refinancement total ou partiel d'un prêt existant.

La difficulté financière est déterminée en observant un certain nombre de critères tels que l'existence d'impayés de plus de 30 jours ou la présence d'une note sensible. La mise en place d'une « restructuration » n'implique pas nécessairement le classement de la contrepartie concernée par le réaménagement dans la catégorie des défauts bâlois.



Le classement en défaut de la contrepartie dépend du résultat du test de viabilité réalisé lors de la restructuration de la contrepartie.

En cas de restructuration suite à un événement générateur de pertes de crédit avéré, le prêt est considéré comme un encours déprécié (au Statut 3) et fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt suite à la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat dans le poste « Coût du risque de crédit » et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt. En l'absence de significativité de la décote, le TIE du prêt restructuré est ajusté et aucune décote n'est constatée.

Le prêt restructuré est réinscrit en encours sain (non déprécié, au Statut 1 ou au Statut 2) quand il n'y a plus d'incertitude sur la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements.

Lorsque la restructuration est substantielle (par exemple la conversion en tout ou partie d'un prêt en un instrument de capitaux propres), les nouveaux instruments sont comptabilisés à leur juste valeur. La différence entre la valeur comptable du prêt (ou de la partie du prêt) décomptabilisé(e) et la juste valeur des actifs reçus en échange est inscrite en résultat dans le poste « Coût du risque de crédit ». La dépréciation éventuelle précédemment constituée sur le prêt est ajustée. Elle est entièrement reprise en cas de conversion totale du prêt en nouveaux actifs.

Les moratoires accordés de manière générale aux entreprises et visant à répondre à des difficultés de trésorerie temporaires liées à la crise du Covid-19, sont venus modifier les échéanciers de remboursement de ces créances sans en modifier substantiellement leurs caractéristiques. Ces créances sont donc modifiées sans être décomptabilisées. De plus, l'octroi de cet aménagement ne constitue pas en lui-même un indicateur de difficulté financière des dites entreprises.

#### ➤ **Frais et commissions**

Les coûts directement attribuables à la mise en place des prêts sont des coûts externes qui consistent essentiellement en commissions versées à des tiers telles que les commissions aux apporteurs d'affaires.

Les produits directement attribuables à l'émission des nouveaux prêts sont principalement composés des frais de dossier facturés aux clients, des refacturations de coûts et des commissions d'engagement de financement (s'il est plus probable qu'improbable que le prêt se dénoue). Les commissions perçues sur des engagements de financement qui ne donneront pas lieu à tirage sont étalées de manière linéaire sur la durée de l'engagement.

Les charges et produits relatifs à des prêts d'une durée initiale inférieure à un an sont étalés *pro rata temporis* sans recalcul du TIE. Pour les prêts à taux variable ou révisable, le TIE est recalculé à chaque refixation du taux.

#### ➤ **Date d'enregistrement**

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Pour les opérations de prise en pension, un engagement de financement donné est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison.

### 5.5.1. Titres au coût amorti

en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées	434 029	409 357
Obligations et autres titres de dettes	407 121	276 207
Autres		
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	- 187	-32
<b>Total des titres au coût amorti</b>	<b>840 963</b>	<b>685 532</b>

La juste valeur des titres au coût amorti est présentée en note 9.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

### 5.5.2. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti

en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	602 067	824 200
Opérations de pension	0	0
Comptes et prêts <sup>(36)</sup>	6 600 186	6 605 861
Autres prêts et créances sur établissements de crédit et assimilés	0	0
Dépôts de garantie versés	14 800	56 100
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	-101	-316
<b>Total</b>	<b>7 216 952</b>	<b>7 485 845</b>

La juste valeur des prêts et créances sur établissement de crédit et assimilés est présentée en note 9.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

Les créances sur opérations avec le réseau s'élèvent à 4 569 010 milliers d'euros au 31 décembre 2025 (4 638 968 milliers d'euros au 31 décembre 2024).

### 5.5.3. Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti

en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	181 309	170 518
Autres concours à la clientèle	17 173 511	17 019 434
-Prêts à la clientèle financière	95 102	90 120
-Crédits de trésorerie <sup>(37)</sup>	2 068 257	2 249 593
-Crédits à l'équipement	4 151 753	3 936 441
-Crédits au logement	10 632 982	10 504 471
-Crédits à l'exportation		
-Opérations de pension		
-Opérations de location-financement		
-Prêts subordonnés	15 124	15 738
-Autres crédits	210 293	223 071
Autres prêts et créances sur la clientèle	19	18
Dépôts de garantie versés		
Prêts et créances bruts sur la clientèle	17 354 839	17 189 970
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	-273 116	-272 510
<b>Total</b>	<b>17 081 723</b>	<b>16 917 460</b>

<sup>36</sup> Les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations et présentés sur la ligne « Comptes et prêts » s'élèvent à 2 921 732 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 2 894 513 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

<sup>37</sup> Les prêts garantis par l'Etat (PGE) sont présentés au sein des crédits de trésorerie et s'élèvent à 103 932 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 209 776 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Les encours de financements verts sont détaillés dans le chapitre 2 « Rapport de durabilité » (Partie 2 – Informations environnementales).

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle est présentée en note 9.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

## 5.6 Reclassements d'actifs financiers

### Principes comptables

Les reclassements d'actifs financiers en IFRS 9 sont limités. Il n'est pas possible de reclasser un titre au coût amorti en cas de simple illiquidité des marchés. Un reclassement est possible uniquement dans le cas où le modèle de gestion a changé en raison d'une décision stratégique du management. De ce fait, il s'agit de cas très limités (exemple : vente d'un secteur d'activité se traduisant par un passage en gestion extinctive des actifs concernés, restructuration d'activité, ...).

Dans ce cas, le reclassement est prospectif et n'implique pas de requalification affectant les périodes antérieures.

Le Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur n'a pas opéré de reclassements d'actifs financiers en 2025.

## 5.7 Comptes de régularisation et actifs divers

en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Comptes d'encaissement	20 060	17 504
Charges constatées d'avance	1 094	244
Produits à recevoir	21 115	19 262
Autres comptes de régularisation	33 130	31 341
<b>Comptes de régularisation – actif</b>	<b>75 399</b>	<b>68 351</b>
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres	135	15
Débiteurs divers	57 945	56 576
<b>Actifs divers</b>	<b>58 080</b>	<b>56 591</b>
<b>TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>	<b>133 479</b>	<b>124 942</b>

## 5.8 Immeubles de placement

### Principes comptables

Conformément à la norme IAS 40, les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus dans le but d'en retirer des loyers et de valoriser le capital investi.

Le traitement comptable des immeubles de placement est identique à celui des immobilisations corporelles pour les entités du Groupe à l'exception de certaines entités d'assurance qui comptabilisent leurs immeubles représentatifs de placements d'assurance à la juste valeur avec constatation de la variation en résultat. La juste valeur est le résultat d'une approche multicritères par capitalisation des loyers au taux du marché et comparaison avec le marché des transactions.

La juste valeur des immeubles de placement du Groupe est communiquée à partir des résultats d'expertises régulières sauf cas particulier affectant significativement la valeur du bien.

Les biens immobiliers en location simple peuvent avoir une valeur résiduelle venant en déduction de la base amortissable.

Les plus ou moins-values de cession d'immeubles de placement sont inscrites en résultat sur la ligne « Produits ou charges nets des autres activités » à l'exception des activités d'assurance classées en « Produits des activités d'assurance ».

	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
<i>en milliers d'euros</i>						
Immeubles comptabilisés à la juste valeur	///	///		///	///	
Immeubles comptabilisés au coût historique	4 521	-3 801	720	8 374	-4 538	3 836
<b>TOTAL DES IMMEUBLES DE PLACEMENT</b>			<b>720</b>			<b>3 836</b>

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 14 307 milliers d'euros au 31 décembre 2025 (22 501 milliers d'euros au 31 décembre 2024).

La juste valeur des immeubles de placement est classée en niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs de la norme IFRS 13.

La variation de la juste valeur des immeubles de placement du Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur est principalement due à la cession d'un immeuble situé à Saint Tropez dont la valeur brute au 31/12/2024 était de 3 491 milliers d'euros.

## 5.9 Immobilisations

### Principes comptables

Ce poste comprend les immobilisations corporelles d'exploitation, les biens mobiliers acquis en vue de la location simple et les biens mobiliers temporairement non loués dans le cadre d'un contrat de location-financement. Les parts de SCI sont traitées comme des immobilisations corporelles.

Conformément aux normes IAS 16 et IAS 38, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise ;
- le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées pour leur coût d'acquisition éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leur sont directement attribuables. Les logiciels créés, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont comptabilisés à leur coût de production, incluant les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

La méthode de comptabilisation des actifs par composants est appliquée à l'ensemble des constructions.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La base amortissable tient compte de la valeur résiduelle, lorsque celle-ci est mesurable et significative.

Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues pour le Groupe Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur :

- Murs, fondations, charpentes et cloisons fixes : 35 ans ;
- Toitures : 25 ans ;
- Ascenseurs : 15 ans ;
- Installations de chauffage ou de climatisation : 10 ans ;
- Eléments de signalétique et façades : 10 ans ;
- Ouvrants (portes et fenêtres) : 10 ans ;
- Clôtures : 10 ans ;
- Matériel de sécurité : 5 ou 10 ans ;
- Câblages : 10 ans ;
- Autres agencements et installations des constructions : 10 ans

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif du bilan parmi les immobilisations corporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers.

	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
<i>en milliers d'euros</i>						
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>251 831</b>	<b>-164 359</b>	<b>87 472</b>	<b>240 505</b>	<b>-153 605</b>	<b>86 900</b>
Biens immobiliers	114 731	-49 533	65 198	115 302	-47 541	67 761
Biens mobiliers	137 100	-114 826	22 274	125 203	-106 064	19 139
<b>Immobilisations corporelles données en location simple</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Biens mobiliers	0	0	0	0	0	0
<b>Droits d'utilisation au titre de contrats de location</b>	<b>29 883</b>	<b>-15 048</b>	<b>14 835</b>	<b>19 947</b>	<b>-14 917</b>	<b>5 030</b>
Biens immobiliers	29 883	-15 048	14 835	19 947	-14 917	5 030
<i>dont contractés sur la période</i>	9 936	-3 782	6 154	-2 290	1 374	-916
Biens mobiliers	0	0	0	0	0	0
<i>dont contractés sur la période</i>	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>281 714</b>	<b>-179 407</b>	<b>102 307</b>	<b>260 452</b>	<b>-168 522</b>	<b>91 930</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>11 675</b>	<b>-8 577</b>	<b>3 098</b>	<b>6 280</b>	<b>-4 809</b>	<b>1 471</b>
Droit au bail	7 010	-4 033	2 977	1 679	-348	1 331
Logiciels	4 588	-4 512	76	4 569	-4 429	140
Autres immobilisations incorporelles	77	-32	45	32	-32	0
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>11 675</b>	<b>-8 577</b>	<b>3 098</b>	<b>6 280</b>	<b>-4 809</b>	<b>1 471</b>

### 5.10 Dettes représentées par un titre

#### Principes comptables

Les dettes émises qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « Dettes subordonnées ».

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Une catégorie de passifs éligibles au numérateur du TLAC (exigence en Total Loss Absorbing Capacity) a été introduite par la loi française et désignée communément « senior non préférée ». Ces passifs ont un rang intermédiaire entre celui des fonds propres et des autres dettes dites « senior préférées ».

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Emprunts obligataires	470 093	350 237
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	83 492	57 575
Autres dettes représentées par un titre qui ne sont ni non préférées ni subordonnées	0	0
Dettes senior non préférées	0	0
<b>Total</b>	<b>553 585</b>	<b>407 812</b>
Dettes rattachées	438	584
<b>TOTAL DES DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE</b>	<b>554 023</b>	<b>408 396</b>

Les émissions d'obligations vertes sont détaillées dans le chapitre 2 « Rapport de durabilité » (Partie 3 – Informations sociales).

La juste valeur des dettes représentées par un titre est présentée en note 9.

### ***5.11 Dettes envers les établissements de crédit et assimilés et envers la clientèle***

#### **Principes comptables**

Les dettes, qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres, sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit » ou en « Dettes envers la clientèle ».

Ces dettes émises sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre (note 5.10).

Les opérations de cession temporaire de titre sont comptabilisées en date de règlement livraison.

Pour les opérations de mise en pension de titres, un engagement de financement reçu est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées en « Dettes ».

Les opérations de refinancement à long terme (TLTRO3) auprès de la BCE ont été remboursées en totalité fin mars 2024.

#### ***5.11.1. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés***

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Comptes à vue	8 169	8 239
Opérations de pension	0	0
Dettes rattachées	0	23
<b>Dettes à vue envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>8 169</b>	<b>8 262</b>
Emprunts et comptes à terme	7 851 657	7 804 775
Opérations de pension	0	0
Dettes rattachées	61 328	47 781
<b>Dettes à terme envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>7 912 985</b>	<b>7 852 556</b>
Dépôts de garantie reçus	0	0
<b>TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS</b>	<b>7 921 154</b>	<b>7 860 818</b>

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit et assimilés est présentée en note 9.

Les dettes sur opérations avec le réseau s'élèvent à 7 908 077 milliers d'euros au 31 décembre 2025 (7 848 390 milliers d'euros au 31 décembre 2024).

L'augmentation des opérations avec le réseau en 2025 est liée à l'optimisation de la circulation de liquidité réglementaire au sein du Groupe par l'organe central.

### 5.11.2. Dettes envers la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Comptes ordinaires créditeurs</b>	<b>4 820 956</b>	<b>5 250 674</b>
Livret A	3 653 066	3 744 804
Plans et comptes épargne-logement	1 582 264	1 720 026
Autres comptes d'épargne à régime spécial	2 825 425	2 832 501
Dettes rattachées	3	3
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>8 060 758</b>	<b>8 297 334</b>
Comptes et emprunts à vue	12 070	13 580
Comptes et emprunts à terme	2 464 830	2 096 815
Dettes rattachées	93 321	69 278
<b>Autres comptes de la clientèle</b>	<b>2 570 221</b>	<b>2 179 673</b>
A vue (non obligatoire)	0	0
A terme (non obligatoire)	0	0
Dettes rattachées (non obligatoire)	0	0
<b>Opérations de pension</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Autres dettes envers la clientèle</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépôts de garantie reçus	31 749	23 374
<b>TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE</b>	<b>15 483 684</b>	<b>15 751 055</b>

La juste valeur des dettes envers la clientèle est présentée en note 9.

### 5.12 Comptes de régularisation et passifs divers

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Comptes d'encaissement	55 968	42 130
Produits constatés d'avance	1 204	1 129
Charges à payer	29 507	22 327
Autres comptes de régularisation créditeurs	11 927	8 844
<b>Comptes de régularisation – passif</b>	<b>98 606</b>	<b>74 430</b>
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	39 029	45 390
Créditeurs divers	72 633	77 244
Passifs locatifs	15 206	3 298
<b>Passifs divers</b>	<b>126 868</b>	<b>125 932</b>
<b>TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>	<b>225 474</b>	<b>200 362</b>



**5.13 Provisions****Principes comptables**

Les provisions autres que celles relatives aux engagements sociaux et assimilés, aux provisions épargne-logement, aux risques d'exécution des engagements par signature et aux contrats d'assurance concernent essentiellement les litiges, amendes, risques fiscaux (autres que l'impôt sur le résultat) et restructurations.

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision doit être comptabilisée lorsqu'il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés, dont il est probable que le règlement nécessitera une sortie de ressources, et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

**Engagements sur les contrats d'épargne-logement**

Les Comptes Epargne-Logement (CEL) et les Plans Epargne-Logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement, d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne-logement, d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risque :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existants à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédit en risque correspond aux encours de crédit déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Les engagements sont estimés par application de la méthode « Monte-Carlo » pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les

encours en risque. Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour le Groupe, sans compensation entre générations.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produits et charges d'intérêts.

### 5.13.1. Synthèse des provisions

<i>En milliers d'euros</i>	01/01/2025	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements <sup>(38)</sup>	31/12/2025
Provisions pour engagements sociaux et assimilés <sup>(39)</sup>	15 984	1 788	-147	-926	-4 697	12 002
Provisions pour restructurations	0	0	0	0	0	0
Risques légaux et fiscaux	1 121	304	-30	-225	0	1 170
Engagements de prêts et garanties <sup>(40)</sup>	26 625	4 849	-475	-13 592	0	17 407
Provisions pour activité d'épargne-logement	12 904	0	0	-6 878	0	6 026
Autres provisions d'exploitation	30 707	11 890	-807	-6 273	4 823	40 340
<b>TOTAL DES PROVISIONS</b>	<b>87 341</b>	<b>18 831</b>	<b>-1 459</b>	<b>-27 894</b>	<b>126</b>	<b>76 945</b>

### 5.13.2. Engagements sur les contrats d'épargne-logement

#### Encours collectés au titre de l'épargne-logement

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
<b>Encours collectés au titre des Plans d'épargne-logement (PEL)</b>		
ancienneté de moins de 4 ans	368 465	240 445
ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	206 444	254 422
ancienneté de plus de 10 ans	862 370	1 088 164
<b>Encours collectés au titre des plans épargne-logement</b>	<b>1 437 279</b>	<b>1 583 031</b>
<b>Encours collectés au titre des comptes épargne-logement</b>	<b>144 985</b>	<b>136 995</b>
<b>TOTAL DES ENCOURS COLLECTES AU TITRE DE L'ÉPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>1 582 263</b>	<b>1 720 026</b>

#### Encours de crédit octroyés au titre de l'épargne-logement

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Encours de crédit octroyés au titre des plans épargne-logement	1 475	1 294
Encours de crédit octroyés au titre des comptes épargne-logement	80	76
<b>TOTAL DES ENCOURS DE CREDIT OCTROYES AU TITRE DE L'ÉPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>1 555</b>	<b>1 370</b>

<sup>38</sup> Les autres mouvements comprennent les écarts de réévaluation des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies (126 milliers d'euros avant impôts) ainsi que les impacts relatifs aux variations de périmètre et à la conversion.

<sup>39</sup> Dont 1 556 milliers d'euros liés aux régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies et autres avantages à long terme.

<sup>40</sup> Les provisions pour engagements de prêts et garanties sont détaillées dans la note 6.2.

*Provisions constituées au titre de l'épargne-logement*

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Provisions constituées au titre des PEL</b>		
ancienneté de moins de 4 ans		0
ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans		0
ancienneté de plus de 10 ans	5 828	10 585
<b>Provisions constituées au titre des plans épargne-logement</b>	<b>5 828</b>	<b>10 585</b>
<b>Provisions constituées au titre des comptes épargne-logement</b>	<b>173</b>	<b>2 298</b>
Provisions constituées au titre des crédits PEL	26	22
Provisions constituées au titre des crédits CEL	0	-1
<b>Provisions constituées au titre des crédits épargne-logement</b>	<b>26</b>	<b>21</b>
<b>TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUEES AU TITRE DE L'ÉPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>6 026</b>	<b>12 904</b>

### 5.14 Dettes subordonnées

#### Principes comptables

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres supersubordonnés.

Les dettes subordonnées que l'émetteur est tenu de rembourser sont classées en dettes et initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Le Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur ne possède pas de dettes subordonnées au 31 décembre 2025.

### 5.15 Actions ordinaires et instruments de capitaux propres émis

#### Principes comptables

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables. Cette obligation doit résulter de clauses et de conditions propres au contrat et pas seulement de contraintes purement économiques.

Par ailleurs, lorsqu'un instrument est qualifié de capitaux propres :

- Sa rémunération affecte les capitaux propres. En revanche, l'effet impôt sur ces distributions peut être comptabilisé selon l'origine des montants distribués, en réserves consolidées, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ou en résultat, conformément à l'amendement à IAS 12 de décembre 2017 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Ainsi, lorsque la distribution répond à la notion de dividendes au sens d'IFRS 9, l'effet impôt est inscrit en résultat. Cette disposition trouve à s'appliquer aux intérêts relatifs aux émissions de titres super subordonnés à durée indéterminée considérés comme des dividendes d'un point de vue comptable ;

- l'instrument ne peut être un sous-jacent éligible à la comptabilité de couverture ;
- si l'émission est en devises, elle est figée à sa valeur historique résultant de sa conversion en euros à sa date initiale d'inscription en capitaux propres.

Enfin, lorsque ces instruments sont émis par une filiale, ils sont présentés parmi les « Participations ne donnant pas le contrôle ». Lorsque leur rémunération est à caractère cumulatif, elle est imputée sur le « Résultat part du Groupe », pour venir augmenter le résultat des « Participations ne donnant pas le contrôle ». En revanche, lorsque leur rémunération n'a pas de caractère cumulatif, elle est prélevée sur les réserves consolidées part du Groupe.

### 5.15.1. Parts sociales

#### Principes comptables

L'interprétation IFRIC 2, consacrée au traitement des parts sociales et instruments assimilés des entités coopératives, précise les dispositions de la norme IAS 32, en rappelant que le droit contractuel d'un membre de demander le remboursement de ses parts ne crée pas automatiquement une obligation pour l'émetteur. La classification comptable est dès lors déterminée après examen des conditions contractuelles.

Selon cette interprétation, les parts de membres sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement.

En raison des dispositions statutaires existantes, relatives en particulier au niveau de capital minimum, les parts sociales émises par les entités concernées dans le Groupe sont classées en capitaux propres.

Les Sociétés Locales d'Épargne (SLE) étant considérées comme des entités structurées intégrées globalement, leur consolidation impacte les réserves consolidées.

en milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Nombre	Nominal	Capital	Nombre	Nominal	Capital
<b>Parts sociales</b>						
Valeur à l'ouverture	25 751 676	20	515 034	25 751 676	20	515 034
Augmentation de capital						
Réduction de capital						
Autres variations						
<b>Valeur à la clôture</b>	<b>25 751 676</b>	<b>20</b>	<b>515 034</b>	<b>25 751 676</b>	<b>20</b>	<b>515 034</b>

Les SLE étant considérées comme des entités structurées intégrées globalement, leur consolidation impacte les réserves consolidées. En conséquence, les informations fournies au titre des parts sociales correspondent à celles de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

### 5.15.2. Titres supersubordonnés à durée indéterminée classés en capitaux propres

Le Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur ne détient pas de titres supersubordonnés à durée indéterminée classés en capitaux propres au 31 décembre 2024.

### 5.16 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

#### Principes comptables

Pour les actifs financiers de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres, en cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat. On parle d'éléments non recyclables en résultat.

en milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Ecart de conversion	0	///	0	0	///	0
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2 352	-607	1 745	-908	234	-674
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables en résultat net	700	-181	519	0	0	0
Eléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments recyclables en résultat net	0	0	0	0	0	0
<b>Éléments recyclables en résultat</b>	<b>3 052</b>	<b>-788</b>	<b>2 264</b>	<b>-908</b>	<b>234</b>	<b>-674</b>
Réévaluation des immobilisations						
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	251	-65	186	308	-79	229
Réévaluation du risque de crédit propres des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	0
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	51 988	139	52 127	-587	326	-261
Eléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments non recyclables en résultat net	0	0	0	0	0	0
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>	<b>52 239</b>	<b>74</b>	<b>52 313</b>	<b>-279</b>	<b>247</b>	<b>-32</b>
<b>Éléments recyclables en résultat</b>	<b>3 052</b>	<b>-788</b>	<b>2 264</b>	<b>-908</b>	<b>234</b>	<b>-674</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)</b>	<b>55 291</b>	<b>-714</b>	<b>54 577</b>	<b>-1 187</b>	<b>481</b>	<b>-706</b>
Part du Groupe	55 291	-714	54 577	-1 187	481	-706
Participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0	0

Le Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur n'a procédé à aucun reclassement d'actifs financiers au titre de l'exercice 2025.

### 5.17 Compensation d'actifs et de passifs financiers

Le Groupe n'opère pas de compensation d'actifs et de passifs financiers au bilan en application des règles de compensation d'IAS 32.

#### Principes comptables

Les actifs et passifs financiers sous accord de compensation ne peuvent faire l'objet d'une compensation comptable que s'ils satisfont aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32.

Dans le cas où les dérivés ou les encours de pensions livrées de gré à gré faisant l'objet de conventions cadres ne respectent pas les critères du règlement net ou si la réalisation d'un règlement simultané de l'actif et du passif ne peut être démontrée ou si le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des parties au contrat, la compensation comptable ne peut être réalisée. Néanmoins l'effet de ces conventions sur la réduction de l'exposition est matérialisé dans le second tableau.

Pour ces instruments, les colonnes « Actifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie » et « Passifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie » comprennent notamment pour les opérations de dérivés, les justes valeurs de sens inverse avec la même contrepartie, ainsi que les appels de marge sous forme de titres.

Les appels de marge reçus ou versés en trésorerie figurent dans les colonnes « Appels de marge reçus (*cash collateral*) » et « Appels de marge versés (*cash collateral*) ».

### 5.17.1. Actifs financiers

#### Effets de la compensation comptable sur actifs financiers au bilan liés aux accords de compensation

en milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Montant brut des actifs financiers <sup>(41)</sup>	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montant net des actifs financiers présenté au bilan
Instruments dérivés (transaction et couverture)	151 431	0	151 431	145 534	0	145 534
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0
Autres instruments financiers	0	0	0	0	0	0
<b>Actifs financiers à la juste valeur</b>	<b>151 431</b>	<b>0</b>	<b>151 431</b>	<b>145 534</b>	<b>0</b>	<b>145 534</b>
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0
Autres instruments financiers	0	0	0	0	0	0
<b>Prêts et créances</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Autres actifs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>151 431</b>	<b>0</b>	<b>151 431</b>	<b>145 534</b>	<b>0</b>	<b>145 534</b>

<sup>41</sup> comprend le montant brut des actifs financiers faisant l'objet d'une compensation ou d'un accord de compensation globale exécutoire ou similaire ainsi que les actifs financiers ne faisant l'objet d'aucun accord.

**Effets des accords de compensation non pris en compte comptablement sur les actifs financiers**

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025				31/12/2024			
	Montant net des actifs financiers présentés au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie <sup>(42)</sup>	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des actifs financiers présentés au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette
Dérivés	151 431	0	0	151 431	145 534	0	0	145 534
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres actifs	0	0	0	0	0			0
<b>TOTAL</b>	<b>151 431</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>151 431</b>	<b>145 534</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>145 534</b>

**5.17.2. Passifs financiers**
**Effets de la compensation comptable sur passifs financiers au bilan liés aux accords de compensation**

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Montant brut des passifs financiers <sup>(43)</sup>	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montant net des passifs financiers présentés au bilan	Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montant net des passifs financiers présentés au bilan
Instruments dérivés (transaction et couverture)	163 413	0	163 413	196 535	0	196 535
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0
<b>Passifs financiers à la juste valeur</b>	<b>163 413</b>	<b>0</b>	<b>163 413</b>	<b>196 535</b>	<b>0</b>	<b>196 535</b>
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0
<b>Dettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Autres passifs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>163 413</b>	<b>0</b>	<b>163 413</b>	<b>196 535</b>	<b>0</b>	<b>196 535</b>

<sup>42</sup> Incluent la prise en compte des garanties reçues sous forme de titres

<sup>43</sup> comprend le montant brut des passifs financiers faisant l'objet d'une compensation ou d'un accord de compensation globale exécutoire ou similaire ainsi que les actifs financiers ne faisant l'objet d'aucun accord.

**Effets des accords de compensation non pris en compte comptablement sur les passifs financiers**

en milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Montant net des passifs financiers présentés au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie <sup>(44)</sup>	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des passifs financiers présentés au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette
Dérivés	163 413	0	14 800	<b>148 613</b>	196 535	0	56 053	<b>140 482</b>
Opérations de pension	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>
Autres passifs	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>163 413</b>	<b>0</b>	<b>14 800</b>	<b>148 613</b>	<b>196 535</b>	<b>0</b>	<b>56 053</b>	<b>140 482</b>

L'exposition nette n'est donc pas le reflet de la position comptable, car elle prend en compte la réduction de l'exposition liée aux accords qui ne répondent pas aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32.

**5.18 actifs financiers donnés en garantie de passifs. Actifs financiers transférés et actifs reçus en garantie dont l'entité peut disposer**

**Principes comptables**

Un actif financier (ou un groupe d'actifs similaires) est décomptabilisé lorsque les droits contractuels aux flux futurs de trésorerie de l'actif ont expiré ou lorsque ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif ont été transférés à un tiers. Dans pareil cas, tous les droits et obligations éventuellement créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue.

Dans les cas où le Groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il a conservé le contrôle de l'actif, ce dernier reste inscrit au bilan dans la mesure de l'implication continue du Groupe dans cet actif.

Dans les cas où le Groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il n'a pas conservé le contrôle de l'actif, ce dernier est décomptabilisé et tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Si l'ensemble des conditions de décomptabilisation n'est pas réuni, le Groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Un passif financier (ou une partie de passif financier) est décomptabilisé seulement lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

<sup>44</sup> Incluent la prise en compte des garanties reçues sous forme de titres



### **Opérations de pension livrée**

Chez le cédant, les titres ne sont pas décomptabilisés. Un passif représentatif de l'engagement de restitution des espèces reçues (titres donnés en pension livrée) est identifié. Cette dette constitue un passif financier enregistré au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lorsque ce passif relève d'un modèle de gestion de transaction.

Chez le cessionnaire, les actifs reçus ne sont pas comptabilisés mais une créance sur le cédant représentative des espèces prêtées est enregistrée. Le montant décaissé à l'actif est inscrit en titres reçus en pension livrée. Lors des arrêts suivants, les titres continuent à être évalués chez le cédant suivant les règles de leur catégorie d'origine. La créance est valorisée selon les modalités propres à sa catégorie : coût amorti si elle a été classée en « Prêts et créances », ou juste valeur par résultat si elle relève d'un modèle de gestion de transaction.

### **Opérations de prêts de titres secs**

Les prêts de titres secs ne donnent pas lieu à une décomptabilisation des titres prêtés chez le cédant. Ils restent comptabilisés dans leur catégorie comptable d'origine et valorisés conformément à celle-ci. Pour l'emprunteur, les titres empruntés ne sont pas comptabilisés.

### **Opérations entraînant une modification substantielle d'actifs financiers**

Lorsque l'actif fait l'objet de modifications substantielles (notamment suite à une renégociation ou à un réaménagement en présence de difficultés financières) il y a décomptabilisation, dans la mesure où les droits aux flux de trésorerie initiaux ont en substance expiré. Le Groupe considère que sont notamment considérées comme ayant provoqué des modifications substantielles :

- les modifications ayant entraîné un changement de la contrepartie, notamment lorsque la nouvelle contrepartie a une qualité de crédit très différente de l'ancienne ;
- des modifications visant à passer d'une indexation très structurée à une indexation basique, dans la mesure où les deux actifs ne sont pas sujets aux mêmes risques.

### **Opérations entraînant une modification substantielle de passifs financiers**

Une modification substantielle des termes d'un instrument d'emprunt existant doit être comptabilisée comme l'extinction de la dette ancienne et son remplacement par une nouvelle dette. L'amendement IFRS 9 du 12 octobre 2017 a clarifié le traitement sous IFRS 9 des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation : le gain ou la perte résultant de la différence entre les flux de trésorerie d'origine et les flux de trésorerie modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat. Pour juger du caractère substantiel de la modification, la norme IFRS 9 fixe un seuil de 10 % sur la base des flux de trésorerie actualisés intégrant les frais et honoraires éventuels : dans le cas où la différence est supérieure ou égale à 10 %, tous les coûts ou frais encourus sont comptabilisés en profit ou perte lors de l'extinction de la dette.

Le Groupe considère que d'autres modifications peuvent par ailleurs être considérées comme substantielles, comme par exemple le changement d'émetteur (même à l'intérieur d'un même Groupe) ou le changement de devises.

**5.18.1. Actifs financiers donnés en garantie de passifs**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction</b>		
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique</b>		
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction</b>		
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>		
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Prêts et créances sur la clientèle	2 655 267	2 713 100
Titres de dettes		
Autres		
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>2 655 267</b>	<b>2 713 100</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 655 267</b>	<b>2 713 100</b>

Figure notamment :

- la valeur comptable des actifs sous-jacents cédés à des véhicules reconsolidés dans le cadre 'd'émissions de Covered Bond (hors référentiel titrisation présenté plus bas en 5.18.2.1 titrisations consolidées). Par ailleurs, conformément au cadre légal français, les garanties intrinsèques attachées aux émissions d'obligations sécurisées ne sont pas comptabilisées en engagements de garantie donnés.
- la valeur comptable des instruments financiers (titres et créances) donnés en garantie mais non transférés et qui sont généralement affectés en garantie sous forme de nantissements (articles L. 211-38). Les principaux dispositifs concernés sont la CRH (Caisse de refinancement de l'habitat), BPCE SFH.

A noter que :

- les actifs financiers donnés en garantie de passifs relatifs aux opérations de pensions ainsi que les instruments financiers (titres et créances) que le Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur transfère en pleine propriété à titre de garantie (articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis, sont présentés avec le tableau 5.18.2 actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés.
- Les actifs financiers données en garantie de passifs des opérations de titrisation avec cession réelle de l'actif (actifs transférés non décomptabilisés) sont présentés séparément dans le tableau titrisation ci-dessous.

**5.18.1. Actifs financiers transférés**
**Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés**

Prêts de titres - Opérations de pension - Autres opérations

	31/12/2025					
	Prêts de titres « secs »		Pensions		Autres opérations*	
	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction</b>						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique</b>						
<b>Instruments de capitaux propres</b>						
Titres de participation						
Actions et autres titres de capitaux propres						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction</b>						
<b>Instruments de dettes</b>						
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
Prêts et créances sur la clientèle						
Titres de dettes	54 654					
<b>Instruments de capitaux propres</b>						
Titres de participation						
Actions et autres titres de capitaux propres						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	54 654					
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
Prêts et créances sur la clientèle					659 933	367 012
Titres de dettes	499 276					
Autres						
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	499 276				659 933	367 012
<b>TOTAL</b>	<b>553 930</b>				<b>659 933</b>	<b>367 012</b>

\*DEMETER

	31/12/2024					
	Prêts de titres « secs »		Pensions		Autres opérations*	
	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction</b>						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique</b>						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction</b>						
<b>Instruments de dettes</b>						
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
Prêts et créances sur la clientèle						
Titres de dettes	103 974					
<b>Instruments de capitaux propres</b>						
Titres de participation						
Actions et autres titres de capitaux propres						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>103 974</b>					
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
Prêts et créances sur la clientèle					356 526	233 943
Titres de dettes	486 937					
Autres						
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>486 937</b>				<b>356 526</b>	<b>233 943</b>
<b>TOTAL</b>	<b>590 911</b>				<b>356 526</b>	<b>233 943</b>

\*DEMETER

Les actifs financiers transférés non décomptabilisés sont constitués essentiellement des instruments suivants : les titres donnés en pension livrée ; les prêts de titres garantis par la remise d'espèces ; les prêts secs de titres. La colonne autres opérations est principalement constitué des actifs que le Groupe Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur transfère chez la contrepartie à titre de garantie (cession Dailly ou articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis.

### **Mises en pension et prêts de titres**

Le Groupe Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur réalise des opérations de prêts de titres.

Selon les termes des conventions, le titre peut être cédé de nouveau par le cessionnaire durant la durée de l'opération de pension ou de prêt. Le cessionnaire doit néanmoins le restituer au cédant, à maturité de l'opération. Les flux de trésorerie générés par le titre sont également transmis au cédant.

Le Groupe considère avoir conservé la quasi-totalité des risques et avantages des titres mis en pension ou prêtés. Par conséquent, ces derniers n'ont pas été décomptabilisés. Un financement a été enregistré au passif en cas de mises en pension ou de prêts de titres financés.

Ces opérations incluent notamment les titres apportés à BPCE pour mobilisation au nom du Groupe auprès de la Banque centrale européenne (BCE), dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

### **Cession de créance en Dailly ou articles L. 211-38 (ou L. 313-23) avec transfert de propriété**

Le Groupe Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur cède des créances à titre de garantie (articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis, notamment auprès de la banque centrale. Le Groupe transfère également des créances à titres de garantie dans le cadre d'émission réalisées par des véhicules de titrisation (opérations Demeter). Ces instruments sont maintenus dans le bilan consolidé au niveau des différentes classes comptables d'actifs financiers dont ils relèvent depuis leur comptabilisation initiale. Ce type de cession à titre de garantie emporte transfert juridique des droits contractuels. Le Groupe reste néanmoins exposé à la quasi-totalité des risques et avantages, ce qui se traduit par le maintien des créances au bilan

Les actifs données en garantie des opérations de titrisation avec cession réelle de l'actif dites « true sale » sont présentés séparément dans le tableau titrisation ci-dessous.

**Actifs de titrisation pour lesquels le recours des détenteurs des dettes associées se limite aux seuls actifs transférés**

	31/12/2025				Position nette
	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés	Juste valeur des actifs transférés	Juste valeur des passifs associés	
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction</b>					
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique</b>					
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction</b>					
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>					
Prêts et créances sur les établissements de crédit					
Prêts et créances sur la clientèle	3 197 422	64 580	3 190 639	64 580	3 126 059
Titres de dettes					
Autres					
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>3 197 422</b>	<b>64 580</b>	<b>3 190 639</b>	<b>64 580</b>	<b>3 126 059</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 197 422</b>	<b>64 580</b>	<b>3 190 639</b>	<b>64 580</b>	<b>3 126 059</b>

	31/12/2024				Position nette
	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés	Juste valeur des actifs transférés	Juste valeur des passifs associés	
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction</b>					
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique</b>					
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction</b>					
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>					
Prêts et créances sur les établissements de crédit					
Prêts et créances sur la clientèle	3 290 828	87 824	3 282 637	87 824	3 194 813
Titres de dettes					
Autres					
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>3 290 828</b>	<b>87 824</b>	<b>3 282 637</b>	<b>87 824</b>	<b>3 194 813</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 290 828</b>	<b>87 824</b>	<b>3 282 637</b>	<b>87 824</b>	<b>3 194 813</b>

### Titrisations avec cession réelle des actifs à un véhicule reconstitué

Les titrisations avec investisseurs externes qui sont réalisés avec une cession réelle (true sale) des actifs au véhicule consolidés constituent un transfert d'actifs au sens de la norme IFRS 7.

En effet, le Groupe a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du Groupe via la consolidation du fonds).

Les opérations de titrisation réalisées par BPCE en 2014 (BPCE Master Home Loans), 2016 (BPCE Consumer Loans 2016\_5) et 2017 (BPCE Home Loans 2017\_5), Mercure Master SME FCT étaient totalement auto-souscrites alors que les parts seniors des opérations de titrisation, BPCE Home Loans FCT 2021, BPCE Consumer Loans FCT 2022, BPCE Home Loans FCT 2023, BPCE Home Loans FCT 2024, Olympia Master Home Loans FCT, BPCE Consumer Loans FCT 2024, Ophelia Master SME FCT sont souscrites par des investisseurs externes (note 14.1).

Au 31 décembre 2025, 2 942 milliers d'euros d'obligations des FCT BPCE Master Homeloans, BPCE Consumer loans 2016\_5, et BPCE Home Loans 2017\_5 et Mercure Master SME FCT auto-souscrites par le Groupe et éliminées en consolidation, ont été prêtées à BPCE dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

En regard de ce montant, aucun refinancement n'a été reçu, le Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur n'en ayant pas exprimé le besoin auprès de la trésorerie centrale du Groupe BPCE.

***Actifs financiers transférés intégralement décomptabilisés pour lesquels le Groupe conserve une implication continue***

Les actifs financiers transférés intégralement décomptabilisés pour lesquels le Groupe conserve une implication continue comprennent essentiellement les cessions d'actifs à un véhicule de titrisation déconsolidé dans lequel le Groupe BPCE aurait un intérêt ou une obligation, sans que ces derniers remettent en cause le transfert de la quasi-totalité des avantages et des risques attachés aux actifs transférés.

Les implications continues dans des véhicules de titrisation conservées par le Groupe ne présentent pas un caractère significatif au 31 décembre 2025.

## **Note 6. Engagements**

### **Principes comptables**

Les engagements se caractérisent par l'existence d'une obligation contractuelle et sont irrévocables.

Les engagements figurant dans ce poste ne doivent pas être susceptibles d'être qualifiés d'instruments financiers entrant dans le champ d'application d'IFRS 9 au titre du classement et de l'évaluation. En revanche, les engagements de financement et de garantie donnés sont soumis aux règles de dépréciation d'IFRS 9 telles que présentées dans la note 7.

Les effets des droits et obligations de ces engagements sont subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures. Ces engagements sont ventilés en :

- Engagements de financement (ouverture de crédit confirmé ou accord de refinancement) ;
- Engagements de garantie (engagements par signature ou actifs reçus en garantie).

Les montants communiqués correspondent à la valeur nominale des engagements donnés.

### 6.1 Engagements de financement

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Engagements de financement donnés en faveur :</b>		
des établissements de crédit	0	0
de la clientèle	1 324 248	1 238 333
– ouvertures de crédits confirmées	1 278 874	1 233 217
– autres engagements	45 374	5 116
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS</b>	<b>1 324 248</b>	<b>1 238 333</b>
<b>Engagements de financement reçus :</b>		
d'établissements de crédit	143 412	62 540
de la clientèle	0	0
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS</b>	<b>143 412</b>	<b>62 540</b>

### 6.2 Engagements de garantie

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Engagements de garantie donnés :</b>		
d'ordre des établissements de crédit	41	41
d'ordre de la clientèle	477 463	518 872
autres engagements donnés		
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS</b>	<b>477 504</b>	<b>518 913</b>
<b>Engagements de garantie reçus :</b>		
d'établissements de crédit	93 719	100 167
de la clientèle	9 544 867	9 533 526
autres engagements reçus		
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS</b>	<b>9 638 586</b>	<b>9 633 693</b>

Les engagements de garantie sont des engagements par signature ainsi que des actifs reçus en garantie tels que des suretés réelles autres que celles liées aux actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer.

## Note 7. Expositions aux risques

Les expositions aux risques sont abordées ci-après et sont représentées selon leur nature de risques, par le risque de crédit, de marché, de taux d'intérêt global, de change et de liquidité.

L'information relative à la gestion du capital et aux ratios réglementaires est présentée dans la partie « Gestion des risques ».

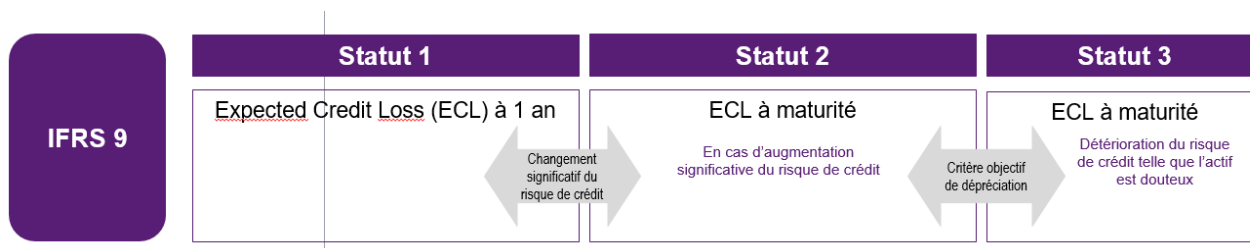
Les informations concernant l'effet et la prise en compte des risques climatiques sur la gestion du risque de crédit sont présentées dans le chapitre 7 « Gestion des risques – Risques climatiques ».



## 7.1 Risque de crédit

### L'essentiel

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.



Certaines informations relatives à la gestion des risques requises par la norme IFRS 7 sont également présentées dans le rapport sur la gestion des risques. Elles incluent :

- la répartition des expositions brutes par catégories et par approches avec distinction du risque de crédit et du risque de contrepartie ;
- la répartition des expositions brutes par zone géographique ;
- la concentration du risque de crédit par emprunteur (BPCE14) ;
- la qualité de crédit des expositions renégociées (CQ1) ;
- les expositions performantes et non performantes et provisions correspondantes (CR1) ;
- la qualité des expositions performantes et non performantes par nombre de jours en souffrance (CQ3) ;
- la qualité des expositions par zone géographique (CQ4) ;
- la qualité de crédit des prêts et avances par branche d'activité (CQ5) ;
- la répartition des garanties reçues par nature sur les instruments financiers (CR3) ;

Ces informations font partie intégrante des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

### 7.1.1. Coût du risque de crédit

#### Principes comptables

Le coût du risque porte sur les instruments de dette classés parmi les actifs financiers au coût amorti ou les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ainsi que sur les engagements de financement et les contrats de garantie financière donnée non comptabilisés à la juste valeur par résultat. Il concerne également les créances résultant de contrats de location, les créances commerciales et les actifs sur contrats.

Ce poste recouvre ainsi la charge nette des dépréciations et des provisions constituées au titre du risque de crédit.

Les pertes de crédit liées à d'autres types d'instruments (dérivés ou titres comptabilisés à la juste valeur sur option) constatées suite à la défaillance de la contrepartie d'établissements de crédit figurent également dans ce poste.

Les créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations sont des créances qui ont acquis un caractère de perte définitive avant d'avoir fait l'objet d'un provisionnement en Statut 3.

**Coût du risque de crédit de la période**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2025</b>	<b>Exercice 2024</b>
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	-20 516	-24 492
Récupérations sur créances amorties	228	313
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	-11 570	-4 526
<b>TOTAL COÛT DU RISQUE DE CREDIT</b>	<b>-31 858</b>	<b>-28 705</b>

**Coût du risque de crédit de la période par nature d'actifs et par statut**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2025</b>	<b>Exercice 2024</b>
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-580	-133
Actifs financiers au coût amorti	-33 644	-22 605
<i>dont prêts et créances</i>	-33 489	-22 582
<i>dont titres de dette</i>	-155	-23
Autres actifs	-6 853	-13
Engagements de financement et de garantie	9 219	-5 954
<b>TOTAL COÛT DU RISQUE DE CREDIT</b>	<b>-31 858</b>	<b>-28 705</b>
<i>dont statut 1</i>	-3 540	5 989
<i>dont statut 2</i>	2 177	-8 480
<i>dont statut 3</i>	-30 495	-26 214

**7.1.2. Variation des valeurs brutes comptables et des pertes de crédit attendues des actifs financiers et des engagements**
**Principes comptables**

Les pertes de crédit attendues sont représentées par des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres recyclables, et des provisions sur les engagements de financement et de garantie.

Dès la date de première comptabilisation, les instruments financiers concernés (voir 7.1.1) font l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou ECL).

Lorsque les instruments financiers n'ont pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, les dépréciations ou provisions pour pertes de crédit attendues sont évaluées à partir d'historiques de pertes et de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts ou stage) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. A chaque catégorie d'encours correspond une modalité spécifique d'évaluation du risque de crédit :

**Statut 1 (stage 1 ou S1)**

- il s'agit des encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier ou de certains actifs pour lesquels la norme permet de présumer qu'ils ont un risque de crédit faible en date d'arrêté ;

- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit correspond aux pertes de crédit attendues à un an ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

**Statut 2 (stage 2 ou S2)**

- les encours sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, sont transférés dans cette catégorie ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat, comme pour les encours de statut 1, selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

**Statut 3 (stage 3 ou S3)**

- il s'agit des encours pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de crédit avéré et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre, les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. Les situations de défaut sont identifiées pour les encours ayant des impayés significatifs (introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement) et les critères de retour en encours sains ont été clarifiés avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est calculée à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) sur la base du montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables ;
- les produits d'intérêts sont alors reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'instrument après dépréciation.

Les instruments financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création (purchased or originated credit impaired ou POCI) sont des actifs qui présentent des indicateurs objectifs de perte de valeur dès leur comptabilisation initiale. Ils correspondent aux actifs dont l'entité ne s'attend pas à recouvrer l'intégralité des flux de trésorerie contractuels. En raison de leur faible matérialité et compte tenu de leur mode de suivi ils sont présentés avec les actifs relevant du statut 3 ou du Statut 2 en cas d'amélioration de leurs risque de crédit. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit associé à ces instruments est calculée à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité).

Pour les créances résultant de contrats de location simple ou de contrats de location financière – qui relèvent d'IFRS 16, le Groupe a décidé de ne pas retenir la possibilité d'appliquer la méthode simplifiée proposée par IFRS 9 §5.5.15.

Les évolutions méthodologiques réalisées sur la période et présentées ci-après constituent un changement d'estimation qui se traduit par un impact en résultat.

**Méthodologie d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues**

Les principes d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues s'appliquant à la très grande majorité des expositions du Groupe sont décrits ci-dessous. Seuls quelques portefeuilles d'établissements du Groupe, correspondant à un volume d'expositions limité, peuvent ne pas être traités selon les méthodes décrites ci-après et se voir appliquer des techniques d'évaluation spécifique.

**Augmentation significative du risque de crédit**

L'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur une base individuelle, pour chaque instrument, en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

Par ailleurs, en complément de cette appréciation réalisée dans le moteur central du Groupe, les établissements peuvent pour tenir compte des risques spécifiques de leurs portefeuilles, estimer l'augmentation significative du risque de crédit sur la base d'un portefeuille donné par une sévérisation des notations attribuées à ce dernier sur base géographique ou sectorielle. Cette sévérisation peut amener à un déclassement du statut 1 vers le statut 2, le déclassement vers le statut 3 reste basé sur une analyse individuelle.

Conformément à la norme IFRS 9, un encours d'une contrepartie ayant fait l'objet d'une dégradation significative du risque de crédit (Statut 2) qui vient d'être originé sera classé en Statut 1.

L'appréciation de la détérioration repose sur la comparaison des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture. Les mêmes principes que ceux déterminant l'entrée en Statut 2 sont appliqués pour l'amélioration de la dégradation significative du risque de crédit.

La mesure de la dégradation du risque permet dans la majorité des cas de constater une dépréciation en Statut 2 avant que la transaction ne soit dépréciée individuellement (Statut 3).

Néanmoins et préalablement à l'analyse ci-dessus, les critères d'analyse généraux suivants sont appliqués :

La norme permet de considérer que le risque de crédit d'un instrument financier n'a pas augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale si ce risque est considéré comme faible à la date de clôture. Cette disposition est appliquée pour les titres de dette notés investment grade et gérés dans le cadre de la réserve de liquidité du Groupe BPCE, telle que définie par la réglementation Bâle 3, ainsi que les titres de dettes classés en placements financiers des activités d'assurances. La qualification « investment grade » correspond aux notes dont le niveau est supérieur ou égal à BBB- ou son équivalent chez Standards and Poors, Moody's ou Fitch. Ces actifs demeurent dans ce cas classés en Statut 1 ;

Une approche par contrepartie pour un classement en Statut 2 est appliquée notamment au regard du critère qualitatif High Credit Risk issu des moteurs de notation interne du Groupe. Ce critère inclut les contreparties classées en *watchlist*, en note sensible (notamment dans les cas où la notion de *watchlist* n'est pas utilisée), en situation de réaménagements ou en présence de difficultés financières si les critères de déclassement en Statut 3 ne sont pas remplis ;

De plus, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels subissent un retard de plus de 30 jours ;

Et enfin une évolution défavorable du risque pays est un critère de classement de l'ensemble des encours concernés en Statut 2.

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque instrument en se fondant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon la nature de l'exposition et le type de contrepartie.

### **Sur les portefeuilles Particuliers, Professionnels, PME, Secteur Public et Logement Social :**

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit s'effectue sur la base des niveaux de dégradation de la notation depuis l'octroi suivants :

Note à l'origine	Particuliers	Professionnels	PME, Secteur Public et logement social
3 à 11 (AA à BB+)	3 crans	3 crans	3 crans
12 (BB)	2 crans		
13 (BB-)			
14 à 15 (B+ à B)	1 cran	2 crans	1 cran
16 (B-)		1 cran	
17 (CCC à C)	Sensible en Statut 2		

Par ailleurs, des critères qualitatifs complémentaires permettent de classer en Statut 2 l'ensemble des contrats présentant des impayés de plus de 30 jours (sauf si la présomption d'impayés de 30 jours est réfutée), en note sensible, en situation de réaménagements ou en présence de difficultés financières si les critères de déclassement en Statut 3 ne sont pas remplis.

#### **Sur les portefeuilles de Grandes Entreprises, Banques et Souverains :**

Le critère quantitatif s'appuie sur le niveau de variation de la notation depuis la comptabilisation initiale. Les mêmes critères qualitatifs sur les Particuliers, Professionnels et Petites et Moyennes Entreprises s'appliquent et il convient d'y rajouter les contrats inscrits en *Watchlist*, ainsi que des critères complémentaires fonction de l'évolution du niveau de risque pays.

Les seuils de dégradation sur les portefeuilles de Grandes Entreprises et de Banques sont les suivants.  
Pour ces portefeuilles, la dégradation s'évalue désormais entre la classe de PD à l'octroi et à l'arrêté.  
Une classe de PD correspond à un regroupement de notes :

Classe de PD à l'origine	Dégradation significative
<b>Grandes Entreprises</b>	
1 à 2 (AAA à A-)	4 crans
3 à 4 (BBB+ à BBB-)	3 crans
5 (BB+ à BB-)	2 crans
6 à 8 (B+ à C)	1 cran
<b>Banques</b>	
1 (AAA)	4 crans
2 à 4 (AA+ à BBB-)	3 crans
5 (BB+ à BB-)	2 crans
6 à 8 (B+ à C)	1 cran
<b>Financement de projet</b>	
1 à 2 (AAA+ à BBB)	3 crans
3 (BBB- à BB+)	2 crans
4 à 7 (BB à C)	1 cran
<b>Financement Immobilier et Hôtelier</b>	
1 à 2 (AAA+ à BBB)	3 crans
3 (BBB- à BB+)	2 crans
4 à 7 (BB à C)	1 cran

**Sur les Souverains** : les seuils de dégradation sur l'échelle de notation à 8 plots sont les suivants :

Note à l'origine	Dégradation significative
1	6 crans
2	5 crans
3	4 crans
4	3 crans
5	2 crans
6	1 cran
7	S2 directement (sauf si contrat nouvellement originé)
8	S2 directement (sauf si contrat nouvellement originé)

**Sur les Financements Spécialisés :**

Les critères appliqués varient selon les caractéristiques des expositions et le dispositif de notation afférent. Les expositions notées sous le moteur dédié aux expositions de taille importante sont traitées de la même manière que les Grandes Entreprises ; les autres expositions sont traitées à l'instar des Petites et Moyennes Entreprises.

Pour l'ensemble de ces portefeuilles, les notations sur lesquelles s'appuie la mesure de la dégradation du risque correspondent aux notations issues des systèmes internes lorsque celles-ci sont disponibles, ainsi que sur des notes externes, notamment en l'absence de notation interne.

Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de l'augmentation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Afin d'apprécier l'augmentation significative du risque de crédit, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères définis par le Groupe qui s'imposent aux établissements du Groupe (dit « modèle central ») ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du forward looking local, du risque porté par chaque établissement sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères définis par le Groupe de déclassement en Statut 2 (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité). Ces critères sont adaptés à chaque arrêté au contexte macroéconomique du moment.

**Mesure des pertes de crédit attendues**

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est à dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les instruments financiers classés en Statut 1 ou en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres :

- flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation - ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat, et de son taux d'intérêt effectif et plus particulièrement pour les crédits immobiliers, du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- taux de perte en cas de défaut (LGD, *Loss Given Default*) ;
- probabilités de défaut (PD), sur l'année à venir dans le cas des instruments financiers en Statut 1, jusqu'à la maturité du contrat dans le cas des instruments financiers en Statut 2.

La méthodologie développée s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants notamment sur les modèles internes développés dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres (dispositif bâlois) et sur les modèles de projections initialement utilisés dans le dispositif de stress tests. Des ajustements spécifiques sont réalisés pour se mettre en conformité avec les spécificités de la norme IFRS 9 :

- les paramètres IFRS 9 visent ainsi à estimer de façon juste les pertes de crédit attendues dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs marges de prudence appliquées sur les paramètres prudentiels sont en conséquence retraitées ;
- les paramètres IFRS 9 doivent permettre d'estimer les pertes de crédit attendues jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont définis afin d'estimer les pertes attendues sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ;

- les paramètres IFRS 9 doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (*forward looking*), tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyennes de cycle (pour la PD) ou bas de cycle (pour la LGD et les flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier). Les paramètres prudentiels de PD et de LGD sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

Les modalités de mesure des pertes de crédit attendues tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que l'entité ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties, si ces garanties sont considérées comme faisant partie des modalités contractuelles de l'instrument garanti.

Le dispositif de validation des modèles IFRS 9 s'intègre pleinement dans le dispositif de validation déjà en vigueur au sein du Groupe. La validation des modèles suit ainsi un processus de revue par une cellule indépendante de validation interne, la revue de ces travaux en comité modèle Groupe et un suivi des préconisations émises par la cellule de validation.

### **Prise en compte des informations de nature prospective**

Les données macroéconomiques prospectives (*forward looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe, dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *forward looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations au sein du modèle central ;
- au niveau de chaque entité, au regard de ses propres portefeuilles.

Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne des ECL par scénarios pondérés par la probabilité d'occurrence de ces scénarios, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.

Le Groupe BPCE prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues. Pour ce faire, le Groupe BPCE utilise les projections de variables macroéconomiques retenues dans le cadre de la définition de son processus budgétaire, considéré comme le plus probable, encadré par des scénarios optimistes et pessimistes afin de définir des trajectoires alternatives.

S'agissant de la détermination de l'augmentation significative du risque de crédit, au-delà des règles basées sur la comparaison des paramètres de risque entre la date de comptabilisation initiale et la date de reporting, celle-ci est complétée par la prise en compte d'informations prospectives comme des paramètres macroéconomiques sectoriels ou géographiques.

S'agissant de la mesure des pertes de crédit attendues, le Groupe a fait le choix de retenir trois scénarios macroéconomiques qui sont détaillés dans le paragraphe ci-après.

### **Méthodologie de calcul de pertes attendues dans le cadre du modèle central**

Les paramètres utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues sont ajustés à la conjoncture économique via la définition de trois scénarios économiques (central / pessimiste / optimiste) définis sur un horizon de trois ans.

La définition et la revue de ces scénarios suivent la même organisation et gouvernance que celles définies pour le processus budgétaire, avec une revue trimestrielle pouvant conduire à une révision des projections macroéconomiques



en cas de déviation importante de la situation observée, sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale.

Les probabilités d'occurrence du scénario central et de ses bornes sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité *WatchList* et Provisions du Groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques.

Les variables définies dans le scénario central et ses bornes permettent la déformation des paramètres de PD et de LGD et le calcul d'une perte de crédit attendue pour chacun des scénarios économiques. La projection des paramètres sur les horizons supérieurs à trois ans se fait sur le principe d'un retour progressif à leur moyenne long-terme. Ces scénarios économiques sont associés à des probabilités d'occurrence, permettant in fine le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de la perte de crédit attendue IFRS 9.

#### **Pour l'arrêté du 31 décembre 2025 :**

Après les épisodes COVID en 2020, la guerre en Ukraine en 2022 qui ont affecté durablement la situation macro-économique mondiale, la mise en place des scénarios Budgétaire 2026 prend place cette fois-ci dans un contexte géopolitique mondial et européen incertain mais aussi dans un contexte de politique intérieure française loin d'être clarifié, à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale (AN) en juin 2024. la réélection de Donald Trump comme président des Etats-Unis a ravivé un certain nombre de craintes sur le plan des relations internationales. Depuis son investiture le 20 janvier 2025, Donald Trump et son administration ont multiplié des déclarations et des initiatives ravivant les tensions dans les relations internationales et plus particulièrement dans les relations euro-atlantiques :

- Remise en cause de la souveraineté de certains pays comme le Canada ou le Groenland, remise en cause de la souveraineté sur le canal de Panama, ...
- Annonces de mise en place de barrières douanières avec la Chine et aussi avec ses alliés et partenaires commerciaux historiques (Europe, le Canada et le Mexique),
- Remise en cause voire l'arrêt du soutien à la fois politique et militaire des USA à l'Ukraine, faisant craindre un désengagement complet de USA du conflit, voire tout simplement du continent européen,
- Rapprochement entre les Etats-Unis et la Russie, faisant craindre un changement majeur de la stratégie américaine vis-à-vis de l'Europe.

En ce qui concerne la situation en France, la démission des gouvernements successifs depuis juin 2024 fait craindre la poursuite de l'instabilité politique en France dans les prochains mois, voire prochaines années, avec de possibles conséquences majeures sur les réformes structurelles attendues et une possible dégradation de la notation souveraine française.

Enfin au Moyen-Orient et dans le reste du monde les tensions restent toujours vives, la situation reste toujours incertaine dans certaines zones, les relations américano-iraniennes restent tendues faisant craindre une escalade dans la région et son potentiel impact sur l'approvisionnement mondial en pétrole.

Le scénario budgétaire du Groupe repose sur les hypothèses structurantes suivantes :

- Aggravation de la guerre commerciale avec des mesures mises en place par tous les pays pour contrer la hausse des droits de douanes aux Etats-Unis : la croissance américaine est significativement ralentie, passant de 2,8 % à 1 % en 2025 et elle reste modérée à 1,3 % en 2026. L'inflation passerait à 3,6 % en moyenne en 2025 et 3,4 % en 2026 ;
- La croissance devrait également ralentir en zone euro avec un impact estimé à -0,3 point de PIB. La croissance s'établirait ainsi à 0,7 % en 2025. A noter toutefois que le plan de dépense allemand devrait constituer un soutien en toute fin d'année mais surtout en 2026. La croissance européenne rebondirait à 1,1 % en 2026. L'impact sur l'inflation sera limité : les premières mesures de rétorsion mises en œuvre par l'UE seront

atténuées par l'appréciation de l'euro et la baisse des prix de l'énergie. L'inflation devrait s'établir en moyenne à 2,3 % en 2025 et 1,9 % en 2026 ;

- La France serait moins affectée par les droits de douane que la zone euro dans son ensemble avec un impact de -0,2 point sur la croissance 2025, à 0,5 % puis 0,9 % en 2026. L'inflation française restera très modérée à 1,5 % en 2025 et 1,7 % en 2026 ;
- Le retour à la cible de l'inflation en zone euro à partir de 2027 (avec cependant une inflation en Allemagne au-dessus de 2 % à 2,2 % en 2028 et 2029) combiné à une croissance en zone euro légèrement au-dessus du potentiel auront pour effet une reprise de la hausse des taux par la BCE à partir de 2027 (2 x 25 pbs en 2027 et 1 x 25 pbs en 2028) ;
- La BCE baissera ses taux à 2 % d'ici juin 2025 et les laissera inchangés à partir de 2028 sur le reste de l'horizon de projection ;
- La Réserve fédérale commencera à baisser en septembre 2025 les taux fed funds jusqu'à 3 % en juin 2026 ;
- Le taux 10 ans OAT devrait trouver un niveau d'équilibre autour de 3% fin 2025 puis se stabiliser autour de 3,65 % sur le reste de l'horizon de projection,
- Le taux 10 ans UST devrait atteindre 4,15 % fin 2025 puis se stabiliser autour de 4,50 %,
- Le taux de change EUR/USD devrait atteindre un niveau de 1,18 fin 2025 et 2026 pour ensuite se stabiliser autour de 1,20.

Le scénario a été validé par le Comité GAP Groupe du 24 juin 2025.

Compte tenu de l'évolution, le, des incertitudes macroéconomiques et géopolitiques depuis le 31 décembre 2024, le Groupe BPCE a été amené à revoir les bornes pessimistes utilisées ainsi que les pondérations associées.

Cette revue a conduit à un rétrécissement du corridor entre les 2 bornes pessimistes et optimistes et un rééquilibrage des pondérations entre les 3 scénarios. En effet le Groupe estime qu'avec le développement des discussions entre états et l'absence de mise en place de la totalité des droits de douane présentés par l'administration américaine en avril dernier, l'amplitude du scénario pessimiste est devenue moins importante.

Le scénario pessimiste est une version moins sévère du scénario « Guerres Commerciales et protectionnisme » de l'ICAAP. Dans ce cas, les impacts sur la croissance, le chômage et l'inflation sont réduits d'environ 33 %. Cela permet d'avoir un écart de près de 1 % de croissance du PIB français entre le scénario de base et ce scénario pessimiste à partir de 2026. Pour l'année 2025, les différences sont moins importantes. Ainsi, pour le PIB français, le scénario pessimiste pour 2025 montre une baisse de -0,2 % par rapport à une prévision de 0,6 %.

Le rationnel du scénario reste peu ou prou inchangé. Le scénario pessimiste repose sur des droits de douane US moins élevés que prévu au global ce qui vient limiter les risques de décrochage majeur du commerce mondial. Par effet mécanique et en l'absence de tension matérielle entre la Chine et Taiwan cette année, l'impact sur l'économie américaine est plus faible avec une croissance nulle en 2025 dans ce nouveau scénario pessimiste.

L'Europe souffre toujours du fait de la mise en place de barrières commerciales et de représailles commerciales mise en place par l'UE vis-à-vis de pays tiers, avec une croissance qui passe à 0 % en 2025 et -0,1 % en 2026.

La perte de PIB vis-à-vis du scénario baseline pour la France approche 0,7 % en 2025, faisant passer la croissance en territoire négatif à près de -0,2 %. La croissance reste ensuite atone, proche de 0 %, sur les années 2026 et 2027 (-0,1 % et 0,2 % respectivement). Du fait des représailles évoquées ci-dessus, l'inflation française se tend et revient vers 2 % en 2025 et 2026. L'ampleur de la guerre commerciale étant plus faible que dans l'adverse ICAAP, les actifs risqués corrigent dans une moindre mesure. L'Eurostoxx 50 perd ainsi 13 % en 2025 et continue de chuter jusqu'à atteindre près de 4600 points en 2027 soit un niveau 20 % inférieur au baseline. L'inflation européenne, qui reste supérieure à 2 % sur la totalité de l'horizon de projection, force la BCE à monter son taux de dépôt jusqu'à 2,75 %. Ceci se traduit par un aplatissement des courbes, les taux longs profitant notamment de leur statut de valeur refuge. Le taux 10 ans allemand rechute ainsi vers 2,50 % dans ce scénario.

Le scénario optimiste reste basé sur une déviation statistique du scénario central qui aboutit à un retour progressif de l'inflation sur des niveaux faibles et une reprise plus vigoureuse de l'activité.

Durant l'année 2025, les évolutions méthodologiques suivantes ont été mises en place :

- Des calibrages spécifiques pour les Financement Spécialisés Immobiliers ont été mis en production pour mieux prendre en compte leur comportement spécifique. Ils étaient précédemment regroupés au sein des « Populations Spécifiques », qui ne renferment désormais plus que SPLS (Secteur Public et Logement Social) et les Associations et Assurances. Les PD et LGD concernées ont également été recalibrées en tenant compte de ces évolutions ;
- Une extension des modèles Petites Entreprises aux Entreprises Etrangères a été mise en production ;
- Une évolution permettant de répondre à un certain nombre de préconisations et recommandations sur le périmètre des PME a été mise en production.

En complément, le Groupe complète et adapte cette approche en tenant compte des spécificités propres à certains périmètres. Chaque scénario est pondéré en fonction de sa proximité au consensus de Place (Consensus *Forecast*) sur les principales variables économiques de chaque périmètre ou marché significatif du Groupe.

Les projections sont déclinées au travers des principales variables macroéconomiques comme le PIB, le taux de chômage, les taux d'intérêts à 10 ans sur la dette souveraine française et l'immobilier.

Les variables macroéconomiques sur la zone France sont les suivantes :

#### Au 31 décembre 2025 :

Pessimiste 2025-T4					Central 2025-T4					Optimiste 2025-T4				
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A		PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A		PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2025	-0,20%	7,90%	0,50%	3,12%	2025	0,60%	7,60%	1,50%	3,40%	2025	1,13%	7,30%	2,50%	3,68%
2026	-0,06%	8,00%	0,00%	3,28%	2026	1,00%	7,70%	1,20%	3,65%	2026	1,70%	7,40%	2,50%	4,03%
2027	0,24%	8,10%	0,00%	3,28%	2027	1,30%	7,80%	1,50%	3,65%	2027	2,00%	7,50%	3,00%	4,03%

#### Au 31 décembre 2024 :

Pessimiste 2024-T4					Central 2024-T4					Optimiste 2024-T4				
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A		PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A		PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2024	-0,42%	8,07%	-8,15%	4,04%	2024	1,10%	7,50%	-6,00%	2,85%	2024	1,86%	7,22%	-4,93%	2,63%
2025	-3,00%	9,12%	-8,00%	5,25%	2025	1,40%	7,64%	-1,50%	2,90%	2025	3,90%	6,54%	1,75%	2,10%
2026	0,50%	9,05%	-6,00%	4,60%	2026	1,57%	7,40%	0,00%	2,70%	2026	2,64%	6,23%	3,00%	2,20%

#### Pondération des scénarios au 31 décembre 2025

Les pertes de crédit attendues sont calculées en affectant à chacune des bornes une pondération déterminée en fonction de la proximité du consensus des prévisionnistes avec chacune des bornes centrale, pessimiste et optimiste, sur la variable croissance du PIB.

Ainsi, les pondérations retenues pour la zone France sont les suivantes :

- scénario central : 35 % au 31 décembre 2025 contre 80 % au 31 décembre 2024.
- scénario pessimiste : 30 % au 31 décembre 2025 contre 15 % au 31 décembre 2024.
- scénario optimiste : 35 % au 31 décembre 2025 contre 5 % au 31 décembre 2024.

Il est à noter que l'évolution des pondérations au 31 décembre 2025 comparativement au 31 décembre 2024 est portée principalement par une évolution du scénario utilisé pour cet arrêt.

Les risques environnementaux ne sont pas pris en compte dans les modèles centraux à ce stade. Ils peuvent en revanche être pris en considération au niveau des établissements (cf. plus bas).

**Pertes de crédit attendues constituées en complément du modèle central**

Des provisions complémentaires ont été comptabilisées par les établissements pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles, en complément des provisions décrites ci-avant et calculées par les outils du Groupe. Ces provisions ont été principalement constituées en 2020 et 2021 au titre des conséquences de la crise de la Covid-19. Ces dernières années, elles ont été complétées par des provisions additionnelles et documentées sur les secteurs les plus susceptibles d'être les plus touchés par la dégradation du contexte macroéconomique (hausse de l'inflation, flambée des prix de l'énergie, pénuries, politique commerciale, etc.). Les encours concernés peuvent le cas échéant faire l'objet d'un déclassement en Statut 2.

Au cours de l'année 2025, ces provisions complémentaires sont limitées et concernent à titre principal les secteurs des professionnels de l'immobilier, du tourisme-hôtellerie-restauration ou encore de l'agro-alimentaire. De plus, plusieurs secteurs ont fait l'objet de reprises tels que celui de la santé-industrie pharmaceutique, du tourisme-hôtellerie-restauration et du BTP.

Dans ce contexte, le Groupe a continué à renforcer l'identification et le suivi des secteurs les plus impactés. L'approche de suivi sectoriel se traduit notamment par (i) une classification selon leur niveau de risque des secteurs et sous-secteurs économiques établie de manière centralisée par la direction des risques du Groupe BPCE, mise à jour régulièrement et communiquée à l'ensemble des établissements du Groupe, (ii) une sévérisation des taux de LGD sur base géographique ou sectorielle.

Dans une moindre mesure et uniquement pour un nombre limité d'établissements, des pertes de crédit attendues sur risques climatiques ont été constituées. Elles sont constituées en application de principes généraux définis par le Groupe et concernent en grande partie le risque climatique de transition. Ces provisions viennent en anticipation de pertes directes, par secteur ou par zone géographique, causées par les phénomènes climatiques extrêmes ou chroniques entraînant un risque accru de défaut à la suite d'une cessation ou diminution de l'activité. Elles ne sont pas constituées de manière individualisée car elles couvrent un risque global sur certains secteurs de l'économie et sur un périmètre local, régional ou national, selon l'établissement. Les risques de transition peuvent également être pris en compte dans ces pertes de crédit attendues. Ils correspondent aux conséquences économiques et financières d'une transition sociétale vers une économie bas-carbone, visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre (réglementation, marché, technologie, réputation), à laquelle un secteur d'activité ne peut s'aligner.

La prise en compte du risque climatique est effectuée notamment par l'application, d'un stress sur le niveau de la note de la contrepartie, ou du taux de provisionnement global en fonction du segment de clientèle selon sa vulnérabilité estimée aux risques climatiques.

**Analyse de la sensibilité des montants d'ECL**

Les analyses de sensibilités sont réalisées sur l'encours de dépréciation portant sur l'ensemble des instruments classés en statut 1 et statut 2 dans le moteur central du Groupe. Ces analyses reposent sur une application d'une pondération à 100 % de chacun des scénarios utilisés sans impacter le statut de ces encours ni les éventuels ajustements appliqués au modèle.

La sensibilité des pertes de crédit attendues pour la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur liée à la probabilité d'occurrence du scénario pessimiste à 100 % entraînerait une augmentation de 7,09 % des pertes de crédit attendues. À l'inverse, la probabilité d'occurrence du scénario optimiste à 100 % entraînerait quant à elle, une diminution de 5,35 % des ECL. Enfin, une pondération à 100 % du scénario central entraînerait une diminution de 0,73 % des ECL.

### **Modalités d'évaluation des encours qui relèvent du Statut 3**

Les actifs financiers pour lesquels existe une indication objective de perte liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie avéré et qui intervient après leur comptabilisation initiale sont considérés comme relevant du Statut 3. Les critères d'identification des actifs sont alignés avec la définition du défaut telle que définie à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit en cohérence avec les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit.

Les prêts et créances sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 si les deux conditions suivantes sont réunies :

Il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base de portefeuilles : il s'agit « d'événements déclenchant » ou « événements de pertes » qui caractérisent un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés. Constituent notamment un indice objectif de dépréciation :

- La survenance d'un impayé depuis trois mois consécutifs au moins dont le montant est supérieur aux seuils absolus (de 100 € pour une exposition retail sinon 500 €) et au seuil relatif de 1 % des expositions de la contrepartie ;
- ou la restructuration de crédits en cas d'atteinte de certains critères ou, indépendamment de tout impayé, l'observation de difficultés financières de la contrepartie amenant à considérer que tout ou partie des sommes dues ne seront pas recouvrées. A noter que les encours restructurés sont classés en Statut 3 lorsque la perte est supérieure à 1 % de la différence entre la valeur actuelle nette avant restructuration et la valeur actuelle nette après restructuration ;

Ces événements sont susceptibles d'entraîner la constatation de pertes de crédit avérées (incurred credit losses), c'est-à-dire de pertes de crédit attendues (expected credit losses) pour lesquelles la probabilité d'occurrence est devenue certaine.

Le classement en Statut 3 est maintenu pendant une période probatoire de trois mois après disparition de l'ensemble des indicateurs du défaut mentionnés ci-dessus. La période probatoire en Statut 3 est étendue à un an pour les contrats restructurés ayant fait l'objet d'un transfert en Statut 3.

Lors de la sortie du Statut 3, le Groupe BPCE n'applique pas de période probatoire additionnelle de classement en Statut 2 préalable avant tout transfert en Statut 1 (si l'actif concerné répond aux conditions pour y être classé).

Les titres de dettes tels que les obligations ou les titres issus d'une titrisation (ABS, CMBS, RMBS, CDO cash), sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Les indicateurs de dépréciation utilisés pour les titres de dettes au Statut 3 sont, quel que soit leur portefeuille de destination, identiques à ceux retenus dans l'appréciation sur base individuelle du risque avéré des prêts et créances. Pour les titres super subordonnés à durée indéterminée (TSSDI) répondant à la définition d'instruments de dette au sens de la norme IAS 32, une attention particulière est également portée lorsque l'émetteur peut, sous certaines conditions, ne pas payer le coupon ou proroger l'émission au-delà de la date de remboursement prévue.

Les dépréciations pour pertes de crédit attendues des actifs financiers au Statut 3 sont déterminées par différence entre le coût amorti et le montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables, que ces flux de trésorerie proviennent de l'activité de la contrepartie ou qu'ils proviennent de l'activation éventuelle des garanties (si ces garanties sont considérées comme faisant partie des modalités contractuelles de l'instrument garanti). Pour les actifs à court terme (durée inférieure à un an), il n'est pas fait recours à l'actualisation des flux futurs. La dépréciation se détermine de manière globale sans distinction entre intérêts et capital. Les pertes de

crédit attendues relatives aux engagements hors bilan au Statut 3 sont prises en compte au travers de provisions comptabilisées au passif du bilan. Elles se calculent sur la base d'échéanciers, déterminés selon les historiques de recouvrement constatés par catégorie de créances.

Aux fins de l'évaluation des pertes de crédit attendues, il est tenu compte dans l'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendus, des biens affectés en garantie ainsi que des autres rehaussements de crédit qui font partie intégrante des modalités contractuelles de l'instrument et que l'entité ne comptabilise pas séparément.

Les passages en pertes sont basés sur des analyses individuelles compte tenu de la particularité de chaque situation. Au-delà des facteurs attestant de façon évidente que tout ou partie de la créance ne sera pas recouvrée (ex : arrêt des actions de recouvrement, réception du certificat d'irrecouvrabilité), d'autres faisceaux d'indicateurs sont susceptibles d'être également pris en compte (entrée en procédure de liquidation, disparition ou insuffisance des actifs résiduels et ou absence de collatéral, absence de volonté manifeste des dirigeants de respecter leurs engagements et absence de soutien des actionnaires, chances de recouvrement basées exclusivement sur des actions légales de recouvrement intentées contre des tiers conjuguées à une probabilité de réussite de ces actions très faible).

Ces facteurs sont à prendre en compte dans le cadre d'une analyse globale et ne constituent pas un indicateur automatique de passage en pertes. Lorsqu'au regard de la situation du dossier, il est raisonnablement certain que tout ou partie de la créance ne sera pas recouvrée, le montant à comptabiliser en pertes est déterminé sur la base des éléments existants les plus objectifs possibles aussi bien externes et qu'internes.

Les récupérations ultérieures portant sur les créances déjà constatées en pertes sont également comptabilisées dans le poste coût du risque de crédit.

### **Comptabilisation des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres et des provisions sur les engagements de financement et de garantie**

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers au coût amorti, les dépréciations constatées viennent corriger le poste d'origine de l'actif présenté au bilan pour sa valeur nette (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2, S3 ou POCI). Les dotations et reprises de dépréciation sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les dépréciations sont portées au passif du bilan au niveau des capitaux propres recyclables, en contrepartie du poste « Coût du risque de crédit » au compte de résultat (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2, S3 ou POCI).

Pour les engagements donnés de financement et de garantie financière, les provisions sont inscrites dans le poste « Provisions » au passif du bilan (indépendamment du statut de l'engagement donné : S1, S2, S3 ou POCI). Les dotations et reprises de provisions sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

### **Variation des pertes de crédit S1 et S2**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Modèle (a) (b) (c)	81 580	69 094
Compléments au modèle	65 662	77 008
Autres	8 000	7 802
<b>TOTAL PERTES DE CREDIT ATTENDUES S1/S2</b>	<b>155 242</b>	<b>153 904</b>

(a) dont changement d'estimation SICR si significatif

(b) dont mise à jour des LGD Corporate et PME si significatif

(c) dont évolution de scénarios et de pondérations si significatif

**RAPPORT ANNUEL EXERCICE 2025**
*Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur actifs financiers par capitaux propres*

en milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2024	209 979	-167	18 957	0	0	0	228 936	-167
Production et acquisition	0	0	0	0	0	///	0	0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	-47 539	0	0	0	0	0	-47 539	0
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	-19 520	0	19 520	0	0	0	0	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	-19 520	0	19 520	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements (1)	1 503	-580	-206	0	0	0	1 297	-580
<b>Solde au 31/12/2025</b>	<b>144 423</b>	<b>-747</b>	<b>38 271</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>182 694</b>	<b>-747</b>

**RAPPORT ANNUEL EXERCICE 2025**
*Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur titres de dettes au coût amorti*

en milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2024	685 563	-32	0	0	0	0	685 563	-32
Production et acquisition	182 442	0	0	0	0	///	182 442	0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	-20 007	0	0	0	0	0	-20 007	0
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	-28 643	112	28 643	-186	0	0	0	-74
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	-28 643	112	28 643	-186	0	0	0	-74
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements (1)	-7 565	-81	716	0	0	0	-6 849	-81
<b>Solde au 31/12/2025</b>	<b>811 791</b>	<b>-1</b>	<b>29 359</b>	<b>-186</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>841 150</b>	<b>-187</b>



**RAPPORT ANNUEL EXERCICE 2025**
*Variation de la valeur comptable brute et des pertes de crédit sur prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti*

en milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2024	7 486 161	-316	0	0	0	0	7 486 161	-316
Production et acquisition	3 588 925	0	0	0	0	///	3 588 925	0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	-3 601 336	0	0	0	0	0	-3 601 336	0
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements (1)	-256 697	215	0	0	0	0	-256 697	215
<b>Solde au 31/12/2025</b>	<b>7 217 053</b>	<b>-101</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 217 053</b>	<b>-101</b>

***Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur prêts et créances à la clientèle au coût amorti***

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts ou *stage*) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. Cette dégradation est mesurée sur la base de la notation en date d'arrêt.

en milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2024	13 041 266	-15 945	3 684 568	-130 636	464 137	-125 929	17 189 970	-272 510
Production et acquisition	1 762 199	-4 419	265 513	-18 388	305	///	2 028 016	-22 807
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	-632 967	1 969	-245 364	7 261	-30 251	473	-908 582	9 703
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	-31 899	21 756	-31 899	21 756
Transferts d'actifs financiers	-40 183	3 611	-59 570	7 545	99 753	-30 041	0	-18 886
Transferts vers S1	1 264 051	-2 619	-1 257 232	38 469	-6 819	1 075	0	36 925
Transferts vers S2	-1 266 959	4 127	1 300 895	-42 287	-33 936	5 671	0	-32 489
Transferts vers S3	-37 275	2 102	-103 232	11 363	140 507	-36 787	0	-23 322
Autres mouvements (1)	-684 110	-3 642	-194 345	6 223	-44 212	7 048	-922 666	9 628
<b>Solde au 31/12/2025</b>	<b>13 446 203</b>	<b>-18 427</b>	<b>3 450 803</b>	<b>-127 995</b>	<b>457 833</b>	<b>-126 694</b>	<b>17 354 839</b>	<b>-273 116</b>

**RAPPORT ANNUEL EXERCICE 2025**
*Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur engagements de financement donnés*

en milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2024	958 688	-1 422	274 529	-2 678	5 116	-2 329	1 238 333	-6 429
Production et acquisition	499 678	-1 039	39 892	-1 110	0	///	539 570	-2 149
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	-226 673	379	-55 282	750	-82	18	-282 037	1 147
Transferts d'actifs financiers	-40 335	413	39 812	-321	523	32	0	124
Transferts vers S1	50 886	-115	-50 707	990	-179	31	0	906
Transferts vers S2	-91 037	526	91 376	-1 406	-339	13	0	-867
Transferts vers S3	-184	2	-857	95	1 041	-12	0	85
Autres mouvements (1)	-115 273	-330	-61 501	498	5 156	-1 276	-171 618	-1 108
Solde au 30/12/2025	1 076 085	-1 999	237 450	-2 861	10 713	-3 555	1 324 248	-8 415

*Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur engagements de garantie donnés*

en milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2024	265 719	-334	214 158	-2 374	38 262	-17 488	518 139	-20 196
Production et acquisition	68 368	-197	66 032	-674	30	///	134 430	-871
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	-35 328	563	-80 570	485	-9 105	4 583	-125 003	5 631
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	-21 137	42	21 872	341	-735	-240	0	143
Transferts vers S1	36 592	-111	-36 539	1 092	-53	2	0	983
Transferts vers S2	-56 822	149	63 193	-807	-6 371	7	0	-651
Transferts vers S3	-907	4	-4 782	56	5 689	-249	0	-189
Autres mouvements (1)	12 960	-555	-53 642	-247	-9 938	7 103	-50 620	6 301
Solde au 31/12/2025	290 582	-481	167 850	-2 469	18 514	-6 042	476 946	-8 992

### 7.1.3. Mesure et gestion du risque de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et peut se manifester par la migration de la qualité de crédit voire par le défaut de la contrepartie.

Les engagements exposés au risque de crédit sont constitués de créances existantes ou potentielles et notamment de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés ou non utilisés.

Les procédures de gestion et les méthodes d'évaluation des risques de crédit, la concentration des risques, la qualité des actifs financiers sains, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

### 7.1.4. Garanties reçues sur des instruments dépréciés sous IFRS 9

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du Groupe BPCE au risque de crédit et de contrepartie. Cette exposition au risque de crédit (déterminée sans tenir compte de l'effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux) et au risque de contrepartie correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers.

En milliers d'euros	Exposition maximale au risque <sup>(45)</sup>	Dépréciations	Exposition maximale nette de dépréciation <sup>(46)</sup>	Garanties
Titres de dettes au coût amorti	0	0	0	0
Prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti	0	0	0	0
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	457 833	-126 694	331 139	312 766
Titres de dettes - Juste valeur par capitaux propres recyclables	0	0	0	0
Prêts et créances aux établissements de crédit - Juste valeur par capitaux propres recyclables	0	0	0	0
Prêts et créances à la clientèle - Juste valeur par capitaux propres recyclables	0	0	0	0
Engagements de financement	10 713	-3 555	7 158	0
Engagements de garantie	18 514	-6 042	12 472	12 193
<b>Total des instruments financiers dépréciés (S3) <sup>(47)</sup></b>	<b>487 060</b>	<b>-136 291</b>	<b>350 769</b>	<b>324 959</b>

### 7.1.5. Mécanismes de réduction du risque de crédit : actifs obtenus par prise de possession de garantie

Le Groupe Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur ne recense pas d'actifs (titres, immeubles, etc.) obtenus au cours de la période par prise de garantie ou d'une mobilisation d'autres formes de rehaussement de crédit.

<sup>45</sup> Valeur brute comptable

<sup>46</sup> Valeur comptable au bilan

<sup>47</sup> Actifs dépréciés postérieurement à leur origination/acquisition (Statut 3) ou dès leur origination / acquisition (POCI)

**7.1.6. Actifs financiers modifiés depuis le début de l'exercice, dont la dépréciation était calculée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité au début de l'exercice**

**Principes comptables**

Les contrats modifiés sont des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation en l'absence du caractère substantiel des modifications apportées.

Un profit ou une perte sont à comptabiliser en résultat dans le poste « Coût du risque de crédit » en cas de modification.

La valeur comptable brute de l'actif financier doit être recalculée de manière à ce qu'elle soit égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés au taux d'intérêt effectif initial.

Le Groupe Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur ne recense pas d'actifs financiers modifiés depuis le début de l'exercice, dont la dépréciation était calculée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité au début de l'exercice.

**7.1.7. Actifs financiers modifiés depuis leur comptabilisation initiale, dont la dépréciation avait été calculée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité, et dont la dépréciation a été réévaluée sur la base des pertes de crédit attendues à un an depuis le début de l'exercice**

Le Groupe Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur ne recense pas d'actifs financiers modifiés depuis leur comptabilisation initiale, dont la dépréciation avait été calculée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité, et dont la dépréciation a été réévaluée sur la base des pertes de crédit attendues à un an depuis le début de l'exercice.

**7.1.8. Encours restructurés**

**Réaménagements en présence de difficultés financières**

en milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total		Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Encours restructurés dépréciés	114 553	34	114 587		115 600	678	116 278
Encours restructurés sains	108 464	2590	111 054		78 126	1433	79 559
<b>TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS</b>	<b>223 017</b>	<b>2624</b>	<b>225 641</b>		<b>193 726</b>	<b>2111</b>	<b>195 837</b>
Dépréciations	-31 868	59	-31 809		-33 414	98	-33 316
Garanties reçues	132 691	1554	134 245		127 492	993	128 485

**Analyse des encours bruts**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>				<b>31/12/2024</b>		
	<b>Prêts et créances</b>	<b>Engagements hors bilan</b>	<b>Total</b>		<b>Prêts et créances</b>	<b>Engagements hors bilan</b>	<b>Total</b>
Réaménagement : modifications des termes et conditions	173 180	2618	175 798		149 555	2104	151 659
Réaménagement : refinancement	49 838	6	49 844		44 171	7	44 178
<b>TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS</b>	<b>223 018</b>	<b>2624</b>	<b>225 642</b>		<b>193 726</b>	<b>2111</b>	<b>195 837</b>

**Zone géographique de la contrepartie**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>				<b>31/12/2024</b>		
	<b>Prêts et créances</b>	<b>Engagements hors bilan</b>	<b>Total</b>		<b>Prêts et créances</b>	<b>Engagements hors bilan</b>	<b>Total</b>
France	222 686	2 624	225 310		193 670	2 111	195 781
Autres pays	332	-	332		56	-	56
<b>TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS</b>	<b>223 018</b>	<b>2 624</b>	<b>225 642</b>		<b>193 726</b>	<b>2 111</b>	<b>195 837</b>

## 7.2 Risque de marché

Le risque de marché représente le risque pouvant engendrer une perte financière due à des mouvements de paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les cours de change ;
- les prix : le risque de prix résulte des variations de prix de marché, qu'elles soient causées par des facteurs propres à l'instrument ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments négociés sur le marché. Les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments financiers dérivés sur matières premières sont soumis à ce risque ;
- et plus généralement, tout paramètre de marché intervenant dans la valorisation des portefeuilles.

Les systèmes de mesure et de surveillance des risques de marché sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques.

L'information relative à la gestion des risques de marché requise par la norme IFRS 7, présentée dans le rapport sur la gestion des risques se compose de:

- La juste valeur des actifs et passifs financiers, par comparaison avec leur valeur comptable au bilan ;
- L'exposition et la gestion des risques ;
- Les opérations de couverture ;

- Les reclassements et les transferts d'actifs financiers ;
- Les engagements hors bilan ;
- Les liquidités ;
- La trésorerie ou équivalents.

### **7.3** *Risque de taux d'intérêt global et risque de change*

Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

La gestion du risque de taux d'intérêt global et la gestion du risque de change sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques – Risque de liquidité, de taux et de change ».

### **7.4** *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné.

Les procédures de refinancement et les modalités de gestion du risque de liquidité sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

Les informations relatives à la gestion du risque de liquidité requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques – Risque de liquidité, de taux et de change ».

Le tableau ci-après présente les montants par date d'échéance contractuelle.

*Les instruments financiers en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction, les actifs financiers disponibles à la vente à revenu variable, les encours douteux, les instruments dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont positionnés dans la colonne « Non déterminé ». En effet, ces instruments financiers sont :*

- soit destinés à être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle ;
- soit destinés à être cédés ou remboursés à une date non déterminable (notamment lorsqu'ils n'ont pas de maturité contractuelle) ;
- soit évalués au bilan pour un montant affecté par des effets de revalorisation.

Les intérêts courus non échus sont présentés dans la colonne « inférieur à 1 mois ».

Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts prévisionnels.



	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2025
Caisse, banques centrales	48 917						48 917
Actifs financiers à la juste valeur par résultat							
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 523		14 400	85 486	80 000	615 650	797 059
Instruments dérivés de couverture							
Titres au coût amorti	5 277	25 861		375 236	434 589		840 963
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	3 701 089	291 794	390 540	2 803 098	15 614		7 202 135
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	534 635	274 314	1 183 851	5 048 147	9 840 459		16 881 406
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux							
<b>ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE</b>	<b>4 291 441</b>	<b>591 969</b>	<b>1 588 791</b>	<b>8 311 967</b>	<b>10 370 662</b>	<b>615 650</b>	<b>25 770 480</b>
Banques centrales							
Passifs financiers à la juste valeur par résultat							
Instruments dérivés de couverture							
Dettes représentées par un titre	7 395	3 653	66 431	307 449	169 095		554 023
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	102 821	144 826	3 171 707	2 516 617	2 069 177		8 005 148
Dettes envers la clientèle	12 769 808	260 830	353 990	1 557 328	541 306		15 483 262
Dettes subordonnées	0			0	0		0
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux							
<b>PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE</b>	<b>12 880 024</b>	<b>409 309</b>	<b>3 592 128</b>	<b>4 381 394</b>	<b>2 779 578</b>		<b>24 042 433</b>
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit							
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	507 067	109 037	76 987	161 588	410 308		1 264 987
<b>TOTAL ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES</b>	<b>507 067</b>	<b>109 037</b>	<b>76 987</b>	<b>161 588</b>	<b>410 308</b>		<b>1 264 987</b>
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit							
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	18 252	1 185	3 608	84 433	131 032		238 510
<b>TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES</b>	<b>18 252</b>	<b>1 185</b>	<b>3 608</b>	<b>84 433</b>	<b>131 032</b>		<b>238 510</b>

## Note 8. Avantages du personnel

### Principes comptables

Les avantages du personnel sont classés en quatre catégories :

- **Les avantages à court terme**, tels que les salaires, congés annuels, primes, la participation et l'intéressement dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice sont comptabilisés en charges.
- **Les avantages postérieurs à l'emploi** bénéficiant au personnel retraité pour lesquels il convient de distinguer les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies tels que les régimes nationaux français sont ceux pour lesquels l'obligation du Groupe BPCE se limite uniquement au versement d'une cotisation et ne comportent aucune obligation de l'employeur sur un niveau de prestation. Les cotisations versées au titre de ces régimes sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies désignent les régimes pour lesquels le Groupe BPCE s'est engagé sur un montant ou un niveau de prestations.

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une provision déterminée à partir d'une évaluation actuarielle de l'engagement prenant en compte des hypothèses démographiques et financières. Lorsque ces régimes sont financés par des fonds externes répondant à la définition d'actifs du régime, la provision est diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Le coût des régimes à prestations définies comptabilisé en charge de la période comprend : le coût des services rendus (représentatif des droits acquis par les bénéficiaires au cours de la période), le coût des services passés (écart de réévaluation de la dette actuarielle suite à une modification ou réduction de régime), le coût financier net (effet de désactualisation de l'engagement net des produits d'intérêts générés par les actifs de couverture) et l'effet des liquidations de régime.

Les écarts de réévaluation de la dette actuarielle liés aux changements d'hypothèses démographiques et financières et aux effets d'expérience sont enregistrés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables en résultat net.

- **Les autres avantages à long terme** comprennent les avantages versés à des salariés en activité et réglés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ils comprennent notamment les primes pour médaille du travail.

Ils sont évalués selon une méthode actuarielle identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies. Leur mode de comptabilisation diffère sur les écarts de réévaluation de la dette actuarielle qui sont comptabilisés en charges.

- **Les indemnités de cessation d'emploi** sont accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'une cessation d'emploi en échange d'une indemnité. Elles font l'objet d'une provision. Celles dont le règlement n'est pas attendu dans les douze mois de la clôture donnent lieu à actualisation.

## 8.1 Charges de personnel

Les charges de personnel comprennent l'ensemble des charges liées au personnel et les charges sociales et fiscales afférentes.

<i>en million d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Salaires et traitements	-73 934	-72 844
Charges des régimes cotisations définies	-15 953	-16 045
Charges des régimes à prestations définies	-118	92
Autres charges sociales et fiscales	-33 539	-32 442
Intéressement et participation	-8 515	-8 799
<b>TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>-132 059</b>	<b>-130 038</b>

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 686 cadres et 863 non-cadres, soit un total de 1 549 salariés.

## 8.2 Engagements sociaux

Le Groupe BPCE accorde à ses salariés différents types d'avantages sociaux.

Le régime fermé de retraite (dit de maintien de droits) des Caisses d'Épargne, anciennement géré au sein de la Caisse Générale de Retraite des Caisses d'Épargne (CGRCE) est désormais intégré à la Caisse Générale de Prévoyance des Caisses d'Épargne (CGP). Les droits ont été cristallisés à la date de fermeture du régime soit le 31 décembre 1999. Les orientations stratégiques de la gestion des fonds du régime de maintien de droits des Caisses d'Épargne sont arrêtées par le Conseil d'administration de la CGP sur la base d'études actif/passif présentées préalablement à un Comité Paritaire de Gestion. Le Comité de Suivi des Passifs Sociaux du Groupe BPCE est également destinataire de ces études pour information.

La part de l'obligataire dans l'actif du régime est déterminante : en effet, la maîtrise du risque de taux pousse la CGP à répliquer à l'actif les flux prévus au passif à travers une démarche d'adossement. Les contraintes de passif poussent à détenir des actifs longs pour avoir une durée aussi proche que possible de celle du passif. Le souhait de revalorisation annuelle des rentes, bien que restant à la main du Conseil d'administration de la CGP pousse à détenir une part élevée d'obligations indexées inflation.

Les autres avantages sociaux incluent également :

- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

### 8.2.1. Analyse des actifs et passifs sociaux inscrits au bilan

	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		31/12/2025	31/12/2024
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
<i>en milliers d'euros</i>						
Dette actuarielle	155 799	9 115	634		165 548	179 801
Juste valeur des actifs du régime	-222 541	-10 782			-233 323	-238 489
Juste valeur des droits à remboursement						
Effet du plafonnement d'actifs	66 742				66 742	57 787
<b>SOLDE NET AU BILAN</b>		<b>-1 667</b>	<b>634</b>		<b>-1 033</b>	<b>-901</b>
Engagements sociaux passifs		922	634		1 556	1 311
Engagements sociaux actifs <sup>(48)</sup>		2 589			2 589	2 212

La dette actuarielle est représentative de l'engagement accordé par le Groupe aux bénéficiaires. Elle est évaluée par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédits projetés en prenant en compte des hypothèses démographiques et financières revues périodiquement et à minima une fois par an.

<sup>48</sup> Présenté à l'actif du bilan dans le poste « Comptes de régularisation et actifs divers »

Lorsque ces régimes sont financés par des actifs de couverture répondant à la définition d'actifs du régime, le montant de la provision correspond à la dette actuarielle diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Les actifs de couverture ne répondant pas à la définition d'actifs du régime sont comptabilisés à l'actif.

### 8.2.2. Variation des montants comptabilisés au bilan

#### Variation de la dette actuarielle

<i>en milliers d'euros</i>	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Exercice 2025	Exercice 2024
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
<b>DETTE ACTUARIELLE EN DEBUT DE PERIODE</b>	<b>170 461</b>	<b>8 706</b>	<b>634</b>		<b>179 801</b>	<b>182 617</b>
Coût des services rendus		574	47		621	599
Coût des services passés						
Coût financier	5 879	299	20		6 198	6 011
Prestations versées	-7 366	-451	-62		-7 879	-7 464
Autres éléments enregistrés en résultat		42	-5		37	64
<b>Variations comptabilisées en résultat</b>	<b>-1 487</b>	<b>464</b>			<b>-1 023</b>	<b>-790</b>
Écarts de réévaluation - Hypothèses démographiques	-73	207			134	58
Écarts de réévaluation - Hypothèses financières	-11 379	-55			-11 434	-4 388
Écarts de réévaluation - Effets d'expérience	-1 722	-206			-1 928	2 304
<b>Variations comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>-13 174</b>	<b>-54</b>			<b>-13 228</b>	<b>-2 026</b>
Écarts de conversion						
Autres	-1	-1			-2	
<b>DETTE ACTUARIELLE EN FIN DE PERIODE</b>	<b>155 799</b>	<b>9 115</b>	<b>634</b>		<b>165 548</b>	<b>179 801</b>

**Variation des actifs de couverture**

<i>en milliers d'euros</i>	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Exercice 2025	Exercice 2024
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
<b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN DEBUT DE PERIODE</b>	<b>228 248</b>	<b>10 241</b>			<b>238 489</b>	<b>248 062</b>
Produit financier	7 916	346			8 262	8 210
Cotisations reçues						
Prestations versées	-7 366				-7 366	-7 012
Autres éléments enregistrés en résultat						
<b>Variations comptabilisées en résultat</b>	<b>550</b>	<b>346</b>			<b>896</b>	<b>1 198</b>
Écarts de réévaluation - Rendement des actifs du régime	-6 256	195			-6 061	-10 772
<b>Variations comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>-6 256</b>	<b>195</b>			<b>-6 061</b>	<b>-10 772</b>
Écarts de conversion						
Autres	-1				-1	1
<b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN FIN DE PERIODE</b>	<b>222 541</b>	<b>10 782</b>			<b>233 323</b>	<b>238 489</b>

Les prestations versées en trésorerie aux bénéficiaires faisant valoir leurs droits viennent éteindre à due concurrence le montant provisionné à cet effet. Elles ont été prélevées à hauteur de 7 366 milliers d'euros sur les actifs de couverture des régimes.

Le produit financier sur les actifs de couverture est calculé en appliquant le même taux que celui utilisé pour actualiser les engagements. L'écart entre le rendement réel à la clôture et le produit financier ainsi déterminé constitue un écart de réévaluation enregistré pour les avantages postérieurs à l'emploi en capitaux propres non recyclables.

### 8.2.3. Coûts des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme

**Charge des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme**

Les différentes composantes de la charge constatée au titre des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme sont comptabilisées dans le poste « Charges de personnel ».

	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme	Exercice 2025	Exercice 2024
<i>en milliers d'euros</i>				
Coût des services	-574	-47	-621	-599
Coût financier net	2 084	-20	2 064	2 199
Autres (dont plafonnement par résultat)	-44	5	-39	-66
<b>Charge de l'exercice</b>	<b>1 466</b>	<b>-62</b>	<b>1 404</b>	<b>1 534</b>
Prestations versées	451	62	513	452
Cotisations reçues				
<b>Variation de provisions suite à des versements</b>	<b>451</b>	<b>62</b>	<b>513</b>	<b>452</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 917</b>		<b>1917</b>	<b>1 986</b>

#### Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des régimes à prestations définies

	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Exercice 2025	Exercice 2024
<i>en milliers d'euros</i>				
<b>ÉCARTS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS EN DÉBUT DE PÉRIODE</b>	<b>149</b>	<b>-2 252</b>	<b>-2 103</b>	<b>-1 794</b>
Écarts de réévaluation générés sur la période	-6 919	-249	-7 168	8 746
Ajustements de plafonnement des actifs	6 919		6 919	-9 055
<b>ÉCARTS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS EN FIN DE PÉRIODE</b>	<b>149</b>	<b>-2 501</b>	<b>-2 352</b>	<b>-2 103</b>

#### 8.2.4. Autres informations

##### Principales hypothèses actuarielles

	Exercice 2025	Exercice 2024
	CGP-CE	CGP-CE
Taux d'actualisation	4,06 %	3,52 %
Taux d'inflation	2,20 %	2,30 %
Table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
Duration	12,2	13,3

##### Sensibilité de la dette actuarielle aux variations des principales hypothèses

Au 31 décembre 2025, une variation de +/- 0,5 % du taux d'actualisation et du taux d'inflation auraient les impacts suivants sur la dette actuarielle :

	31/12/2025		31/12/2024	
<i>en % et milliers d'euros</i>	CGP-CE		CGP-CE	
	%	Montant	%	Montant
Variation de + 0,5% du taux d'actualisation	-5,57	-8 680	-6,09	-10 385
Variation de -0,5% du taux d'actualisation	+6,14	9 563	+6,76	11 527
Variation de + 0,5% du taux d'inflation	+4,70	7 318	+4,99	8 501
Variation de -0,5% du taux d'inflation	-4,39	-6 836	-4,64	-7 917

### Échéancier des paiements – flux (non actualisés) de prestations versés aux bénéficiaires

	31/12/2025	31/12/2024
<i>en milliers d'euros</i>	CGP-CE	CGP-CE
N+1 à N+5	40 755	40 334
N+6 à N+10	40 139	39 911
N+11 à N+15	37 157	37 658
N+16 à N+20	31 756	32 659
> N+20	64 969	70 222

### Ventilation de la juste valeur des actifs des régimes CGP-CE

	31/12/2025		31/12/2024	
	CGP-CE		CGP-CE	
<i>En % et en milliers d'euros</i>	Poids par catégories	Juste valeur des actifs	Poids par catégories	Juste valeur des actifs
Trésorerie	2,1 %	4 673	2,7 %	6 163
Actions	14,5 %	32 268	12,5 %	28 531
Obligations	81,8 %	182 039	83,2 %	189 902
Immobilier	1,6 %	3 561	1,6 %	3 652
Dérivés		-		
Fonds de placement		-		
<b>TOTAL</b>	<b>100,0 %</b>	<b>222 541</b>	<b>100,0 %</b>	<b>228 247</b>

## Note 9. Juste valeur des actifs et passifs financiers

### L'essentiel

La présente note vise à présenter les principes d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers tels que définis par la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » et à préciser certaines modalités de valorisation retenues au sein des entités du Groupe BPCE pour la valorisation de leurs instruments financiers.

Les actifs et passifs financiers sont évalués au bilan soit à la juste valeur soit au coût amorti. Une indication de la juste valeur des éléments évalués au coût amorti est cependant présentée en annexe.

Pour les instruments qui se négocient sur un marché actif faisant l'objet de prix de cotation, la juste valeur est égale au prix de cotation, correspondant au niveau 1 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur.

Pour les autres types d'instruments financiers, non cotés sur un marché actif, incluant notamment les prêts, les emprunts et les dérivés négociés sur les marchés de gré à gré, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques de valorisation privilégiant les modèles de place et les données observables, ce qui correspond au niveau 2 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur. A défaut, dans le cas où des données internes ou des modèles propriétaires sont utilisés (niveau 3 de juste valeur), des contrôles indépendants sont mis en place pour valider la valorisation.

## **Détermination de la juste valeur**

### **Principes généraux**

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le Groupe évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou CVA – Credit Valuation Adjustment), du risque de non-exécution (DVA - Debit Valuation Adjustment) et du coût de liquidité (ou FVA - Funding Valuation Adjustment). L'évaluation de ces ajustements de valorisation se fonde sur des paramètres de marché.

Par ailleurs, les valorisations des dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2.) ne font pas l'objet de calcul de CVA ni de DVA dans les comptes du Groupe.

### **Juste valeur en date de comptabilisation initiale**

Pour la majorité des transactions conclues par le groupe, le prix de négociation des opérations (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure évaluation de la juste valeur de l'opération en date de comptabilisation initiale. Si tel n'est pas le cas, le groupe ajuste le prix de transaction. La comptabilisation de cet ajustement est décrite dans le paragraphe « Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (Day one profit) ».

## **Hiérarchie de la juste valeur**

### **JUSTE VALEUR DE NIVEAU 1 ET NOTION DE MARCHÉ ACTIF**

Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif (« juste valeur de niveau 1 ») constituent l'indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants.

La baisse du niveau d'activité du marché peut être révélée par des indicateurs tels que :

- une baisse sensible du marché primaire pour l'actif ou le passif financier concerné (ou pour des instruments similaires) ;
- une baisse significative du volume des transactions ;
- une faible fréquence de mise à jour des cotations ;
- une forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché ;
- une perte de la corrélation avec des indices qui présentaient auparavant une corrélation élevée avec la juste valeur de l'actif ou du passif ;



- une hausse significative des cours ou des primes de risque de liquidité implicites, des rendements ou des indicateurs de performance (par exemple des probabilités de défaut et des espérances de pertes implicites) par rapport à l'estimation que fait le groupe des flux de trésorerie attendus, compte tenu de toutes les données de marché disponibles au sujet du risque de crédit ou du risque de non-exécution relatif à l'actif ou au passif ;
- des écarts très importants entre le prix vendeur (bid) et le prix acheteur (ask) (fourchette très large).

### **Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif (niveau 1)**

Il s'agit essentiellement d'actions, d'obligations d'Etat ou de grandes entreprises, de certains dérivés traités sur des marchés organisés (par exemple, des options standards sur indices CAC 40 ou Eurostoxx).

Par ailleurs, pour les OPCVM, la juste valeur sera considérée comme de niveau 1 si la valeur liquidative est quotidienne, et s'il s'agit d'une valeur sur laquelle il est possible de passer un ordre.

### **Juste valeur de niveau 2**

En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés (« Juste valeur de niveau 2 »).

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent notamment :

- les cours sur des marchés, actifs ou non, pour des actifs ou des passifs similaires ;
- les données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple
  - les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels,
  - les volatilités implicites,
  - les « spreads » de crédit ;
- les données d'entrée corroborées par le marché, c'est-à-dire qui sont obtenues principalement à partir de données de marché observables ou corroborées au moyen de telles données, par corrélation ou autrement.

### **Instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2)**

- **Instruments dérivés de niveau 2**

Seront en particulier classés dans cette catégorie :

- les swaps de taux standards ou CMS ;
- les accords de taux futurs (FRA) ;
- les swaptions standards ;
- les caps et floors standards ;
- les achats et ventes à terme de devises liquides ;
- les swaps et options de change sur devises liquides ;
- les dérivés de crédit liquides sur un émetteur particulier (single name) ou sur indices Itraax, Iboxx...

- **Instruments non dérivés de niveau 2**

Certains instruments financiers complexes et / ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables (telles que les courbes de taux, les nappes de

volatilité implicite des options), de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable du paramètre a pu être démontré. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est fondée sur quatre conditions indissociables :

- le paramètre provient de sources externes (via un contributeur reconnu) ;
- le paramètre est alimenté périodiquement ;
- le paramètre est représentatif de transactions récentes ;
- les caractéristiques du paramètre sont identiques à celles de la transaction.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

Figurent notamment en niveau 2 :

- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée à partir de données de marché observables (ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats) ;
- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement, mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes ;
- les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option (uniquement à compléter si concerné, et dans ce cas, donner des éléments sur la valorisation de la composante risque émetteur, et préciser, en cas de modification du mode de calcul de la composante risque émetteur, les raisons de cette modification et ses impacts).

### **Juste valeur de niveau 3**

Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes (« juste valeur de niveau 3 ») utilisant des données non observables. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.

### ***Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles peu répandus ou utilisant une part significative de paramètres non observables (niveau 3)***

Lorsque les valorisations obtenues ne peuvent s'appuyer sur des paramètres observables ou sur des modèles reconnus comme des standards de place, la valorisation obtenue sera considérée comme non observable.

Les instruments valorisés à partir de modèles spécifiques ou utilisant des paramètres non observables incluent plus particulièrement (à supprimer le cas échéant) :

- les actions non cotées, ayant généralement la nature de « participations » : BPCE, Crédit Logement
- certains OPCVM, lorsque la valeur liquidative est une valeur indicative (en cas d'illiquidité, en cas de liquidation...) et qu'il n'existe pas de prix pour étayer cette valeur ;
- les FCPR : la valeur liquidative est fréquemment une valeur indicative puisqu'il n'est souvent pas possible de sortir ;
- des produits structurés action multi-sous-jacents, d'option sur fonds, des produits hybrides de taux, des swaps de titrisation, de dérivés de crédit structurés, de produits optionnels de taux ;
- les tranches de titrisation pour lesquelles il n'existe pas de prix coté sur un marché actif. Ces instruments sont fréquemment valorisés sur la base de prix contributeurs (structureurs par exemple).

### **Transferts entre niveaux de juste valeur**

Les informations sur les transferts entre niveaux de juste valeur sont indiquées en note 10.1.3. Les montants figurant dans cette note sont les valeurs calculées en date de dernière valorisation précédant le changement de niveau.

Au 31 décembre 2025, le Groupe n'a aucun « Day one profit » à étaler ».

### **Cas particuliers**

#### **JUSTE VALEUR DES TITRES DE BPCE**

La valeur des titres de l'organe central, classées en titres de participation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Les filiales de BPCE sont principalement valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance jugés raisonnables. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées ont été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE, qui ont fait l'objet d'un exercice de valorisation par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure de l'organe central.

Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.

Au 31 décembre 2025, la valeur nette comptable s'élève à 90 710 milliers d'euros pour les titres.

#### **Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti (titres)**

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est principalement un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

Par conséquent, les hypothèses simplificatrices suivantes ont été retenues :

#### ***Dans un certain nombre de cas, la valeur comptable est jugée représentative de la juste valeur***

Il s'agit notamment :

- des actifs et passifs financiers à court terme (dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an), dans la mesure où la sensibilité au risque de taux et au risque de crédit est non significative sur la période ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des prêts et emprunts à taux variable ;
- des opérations relevant d'un marché réglementé (en particulier, les produits d'épargne réglementés) pour lesquelles les prix sont fixés par les pouvoirs publics.

#### **Juste valeur du portefeuille de crédits à la clientèle**

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Sauf cas particulier, seule la composante taux

d'intérêt est réévaluée, la marge de crédit étant figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

### **Juste valeur des crédits interbancaires**

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Ces flux sont actualisés sur une courbe qui tient compte du risque associé à la contrepartie, qui est observable sur le marché directement ou qui est reconstitué à partir d'autres données observables (par exemple les titres émis et cotés par cette contrepartie). Les options de remboursement anticipé sont modélisées par des swaptions fictives qui permettraient à leur détenteur de sortir de l'instrument.

### **Juste valeur des dettes interbancaires**

Pour les dettes à taux fixe envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondra à la valeur actualisée des flux futurs au taux d'intérêt observé à la date de clôture rehaussé du spread de crédit du Groupe BPCE.

## 9.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers

### 9.1.1. Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

en milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables	Total	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables	Total
	(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)		(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>								
<b>Instruments de dettes</b>	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Instruments de capitaux propres</b>	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Instruments dérivés</b>	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Autres</b>	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction <sup>(49)</sup></b>	0	0	0	0	0	0	0	0

<sup>49</sup> hors couverture économique

en milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables	Total	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables	Total
	(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)		(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)	
<b>Instruments dérivés</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	<b>18 254</b>	<b>18 267</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>13 238</b>	<b>13 255</b>
Dérivés de taux	0	13	18 254	18 267	0	17	13 238	13 255
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	<b>18 254</b>	<b>18 267</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>13 238</b>	<b>13 255</b>
<b>Instruments de dettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Prêts sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Instruments de dettes</b>	<b>0</b>	<b>65</b>	<b>172 300</b>	<b>172 365</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>176 730</b>	<b>176 730</b>
Prêts sur les établissements de crédit	0		26 553	26 553	0	0	25 979	25 979
Prêts sur la clientèle		65	17 591	17 655	0	0	20 617	20 617
Titres de dettes	0	0	128 157	128 157	0	0	130 134	130 134
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique</b>	<b>0</b>	<b>65</b>	<b>172 300</b>	<b>172 365</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>176 730</b>	<b>176 730</b>
<b>Instruments de capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Instruments de dettes</b>	<b>181 947</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>181 947</b>	<b>228 769</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>228 769</b>

en milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables	Total	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables	Total
	(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)		(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)	
Prêts sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	181 947	0	0	181 947	228 769	0	0	228 769
<b>Instruments de capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>18 367</b>	<b>597 283</b>	<b>615 650</b>	<b>0</b>	<b>18 961</b>	<b>529 858</b>	<b>548 819</b>
Actions et autres titres de capitaux propres	0	18 367	597 283	615 650	0	18 961	529 858	548 819
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>181 947</b>	<b>18 367</b>	<b>597 283</b>	<b>797 597</b>	<b>228 769</b>	<b>18 961</b>	<b>529 858</b>	<b>777 588</b>
Dérivés de taux	0	133 164	0	133 164	0	132 346	0	132 279
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>0</b>	<b>133 164</b>	<b>0</b>	<b>133 164</b>	<b>0</b>	<b>132 346</b>	<b>0</b>	<b>132 279</b>
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>								
Dettes représentées par un titre	0	7	0	7	0	19	0	19
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Dérivés de taux</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Dérivés actions</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Dérivés de change</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Dérivés de crédit</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Autres dérivés</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction <sup>(1)</sup></b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>19</b>
<b>Instruments dérivés</b>	<b>0</b>	<b>4 507</b>	<b>14 312</b>	<b>18 819</b>	<b>0</b>	<b>2 382</b>	<b>11 548</b>	<b>13 930</b>
Dérivés de taux	0	4 507	14 312	18 819	0	2 382	11 548	13 930

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025				31/12/2024			
	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables	Total	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables	Total
	(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)		(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)	
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique</b>	<b>0</b>	<b>4 507</b>	<b>14 312</b>	<b>18 819</b>	<b>0</b>	<b>2 382</b>	<b>11 548</b>	<b>13 930</b>
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dérivés de taux	0	144 594	0	144 594	0	182 605	0	182 605
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>0</b>	<b>144 594</b>	<b>0</b>	<b>144 594</b>	<b>0</b>	<b>182 605</b>	<b>0</b>	<b>182 605</b>



**9.1.2. Analyse des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur**
**Au 31 décembre 2025**

			Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2025
			Au compte de résultat <sup>(50)</sup>								
			Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
en milliers d'euros	01/01/2025	Reclassements									
ACTIFS FINANCIERS											
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction <sup>(51)</sup>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	13 238	0	7 166	-2 104	0	0	0	-46	0	0	18 254

<sup>50</sup> Les principaux impacts comptabilisés en compte de résultat sont mentionnés en note 6.3.

<sup>51</sup> hors couverture technique

			Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2025
			Au compte de résultat <sup>(50)</sup>			Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
			Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	en capitaux propres						
<i>en milliers d'euros</i>	<b>01/01/2025</b>	<b>Reclassements</b>									
Dérivés de taux	13 238	0	7 166	-2 104	0	0	0	-46	0	0	18 254
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique</b>	<b>13 238</b>	<b>0</b>	<b>7 166</b>	<b>-2 104</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-46</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>18 254</b>
<b>Instruments de dettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Prêts sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Instruments de dettes</b>	<b>176 730</b>	<b>0</b>	<b>-3 019</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>8 186</b>	<b>-9 524</b>	<b>0</b>	<b>-90</b>	<b>0</b>	<b>172 300</b>
Prêts sur les établissements de crédit	25 979	0	0	0	0	574	0	0	0	0	26 553
Prêts sur la clientèle	20 617	0	-2 937	0	0	0	0	0	-90	0	17 591
Titres de dettes	130 134	0	-82	17	0	7 612	-9 524	0	0	0	128 157
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique</b>	<b>176 730</b>	<b>0</b>	<b>-3 019</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>8 186</b>	<b>-9 524</b>	<b>0</b>	<b>-90</b>	<b>0</b>	<b>172 300</b>
<b>Instruments de capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

			Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2025
			Au compte de résultat <sup>(50)</sup>								
			Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
en milliers d'euros	01/01/2025	Reclassements									
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres	529 858	0	537	-606	52 025	30 955	-15 486	0	0	0	597 283
Actions et autres titres de capitaux propres	529 858	0	537	-606	52 025	30 955	-15 486	0	0	0	597 283
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	529 858	0	537	-606	52 025	30 955	-15 486	0	0	0	597 283
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PASSIFS FINANCIERS											
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

			Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2025
			Au compte de résultat <sup>(50)</sup>								
			Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
<i>en milliers d'euros</i>	01/01/2025	Reclassements									
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction <sup>(1)</sup></b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Instruments dérivés</b>	<b>11 548</b>	<b>0</b>	<b>2 810</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-46</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 312</b>
Dérivés de taux	11 548	0	2 810	0	0	0	0	-46	0	0	14 312
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique</b>	<b>11 548</b>	<b>0</b>	<b>2 810</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-46</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 312</b>
Dettes représentées par un tire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Au 31 décembre 2024

			Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	
			Au compte de résultat <sup>(2)</sup>			Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
			Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	en capitaux propres						
en milliers d'euros	01/01/2024	Reclassements									31/12/2024
ACTIFS FINANCIERS											
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	14 202	0	1 208	-2 172	0	0	0	0	0	0	13 238
Dérivés de taux	14 202	0	1 208	-2 172	0	0	0	0	0	0	13 238
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

			Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	
			Au compte de résultat <sup>(2)</sup>			Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
			Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	en capitaux propres						
en milliers d'euros	01/01/2024	Reclassements									31/12/2024
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	14 202	0	1 208	-2 172	0	0	0	0	0	0	13 238
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes	175 383	0	-16 446	-3	0	21 775	-3 979	0	0	0	176 730
Prêts sur les établissements de crédit	25 061	0	0	0	0	918	0	0	0	0	25 979
Prêts sur la clientèle	23 696	0	-3 079	0	0	0	0	0	0	0	20 617
Titres de dettes	126 626		-13 367	-3	0	20 857	-3979	0	0	0	130 134
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	175 383	0	-16 446	-3	0	21 775	-3979	0	0	0	176 730
Instruments de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

			Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	
			Au compte de résultat <sup>(2)</sup>			Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
			Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	en capitaux propres						
en milliers d'euros	01/01/2024	Reclassements									31/12/2024
Prêts sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres	510 452	0	-596	-6 952	-588	27 542	0	0	0	0	529 858
Actions et autres titres de capitaux propres	510 452	0	-596	-6 952	-588	27 542	0	0	0	0	529 858
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	510 452	0	-596	-6 952	-588	27 542	0	0	0	0	529 858
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PASSIFS FINANCIERS		0									
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

			Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	
			Au compte de résultat <sup>(2)</sup>			Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
			Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	en capitaux propres						
en milliers d'euros	01/01/2024	Reclassements									31/12/2024
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction <sup>(52)</sup>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	10 934	0	704	0	0	0	0	0	-90	0	11 548
Dérivés de taux	10 934	0	704	0	0	0	0	0	-90	0	11 548
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	10 934	0	704	0	0	0	0	0	-90	0	11 548
Dettes représentées par un tire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



Au cours de l'exercice, 4 801 milliers d'euros de gains et pertes ont été comptabilisés au compte de résultat au titre des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 dont 7 494 milliers d'euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2025.

Ces gains et pertes impactent le produit net bancaire à hauteur de 11 277 milliers d'euros, le coût du risque de crédit à hauteur de - 3 789 milliers d'euros, et les gains ou pertes sur autres actifs à hauteur de 0 milliers d'euros.

Au cours de l'exercice, 52 025 milliers d'euros de gains et pertes ont été comptabilisés directement en capitaux propres au titre d'actifs financiers classés en niveau 3 dont 52 025 milliers d'euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2025.

### ***9.1.1. Sensibilité de la juste valeur de niveau 3 aux variations des principales hypothèses***

Le principal instrument évalué à la juste valeur de niveau 3 au bilan du Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur est sa participation dans l'organe central BPCE.

Cette participation est classée en « juste valeur par capitaux propres non recyclables ».

Les modalités d'évaluation de la juste valeur du titre BPCE sont décrites dans la note 10 relative à la détermination de la juste valeur. La méthode de valorisation utilisée est la méthode de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Ce modèle de valorisation repose sur des paramètres internes. Le taux d'actualisation figure parmi les paramètres les plus significatifs. En revanche, le taux de croissance à l'infini n'a pas d'impact significatif sur la juste valeur au 31 décembre 2025.

Une baisse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 14 490 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Une hausse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de -13 642 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait négativement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

## ***9.2 Juste valeur des actifs et passifs financiers au coût amorti***

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque de proximité dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses simplificatrices retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en note 9.1.

	31/12/2025					31/12/2024				
	Valeur comptable	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Valeur comptable	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)
<i>en milliers d'euros</i>										
<b>ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI</b>										
Prêts et créances sur les établissements de crédit	7 216 952	7 196 107	0	4 186 800	3 009 307	7 485 845	7 425 264	0	4 414 571	3 010 693
Prêts et créances sur la clientèle	17 081 723	16 756 846	0	141 432	16 615 414	16 917 460	15 741 916	0	121 570	15 620 346
Titres de dettes	840 963	832 291	611 810	219 742	739	685 532	672 858	516 863	155 973	22
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-95 623	///	///	///	///	-66 787	///	///	///	///
<b>PASSIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI</b>										
Dettes envers les établissements de crédit	7 921 154	7 868 870	0	7 824 587	44 283	7 860 818	7 777 256	0	7 729 051	48 205
Dettes envers la clientèle	15 483 684	15 483 683	0	12 312 070	3 171 613	15 751 055	15 751 058	0	12 825 709	2 925 349
Dettes représentées par un titre	554 023	554 570	0	554 570	0	408 396	408 731	0	408 731	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0	///	///	///	///	0	///	///	///	///

## Note 10. *Impôts*

---

### 10.1 Impôts sur le résultat

#### Principes comptables

Les impôts sur le résultat incluent tous les impôts nationaux et étrangers dus sur la base des bénéfices imposables. Les impôts sur le résultat incluent aussi les impôts, tels que les retenues à la source, qui sont payables par une filiale, une entreprise associée ou un partenariat sur ses distributions de dividendes à l'entité présentant les états financiers. La CVAE (contribution sur la valeur ajoutée des entreprises) n'est pas retenue comme un impôt sur le résultat.

Les impôts sur le résultat regroupent :

- d'une part, les impôts courants, qui comprennent notamment le montant de l'impôt exigible (récupérable) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période. Ils sont calculés sur la base des résultats fiscaux d'une période de chaque entité fiscale consolidée en appliquant les taux et règles d'imposition en vigueur établis par les administrations fiscales et sur la base desquels l'impôt doit être payé (recouvré).
- d'autre part, les impôts différés (voir note 10.2).

Lorsqu'il est probable qu'une position fiscale du Groupe ne sera pas acceptée par les autorités fiscales, cette situation est reflétée dans les comptes lors de la comptabilisation de l'impôt courant (exigible ou recouvrable) et de l'impôt différé (actif ou passif).

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » ne donnant pas de précision particulière sur la façon dont les conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt devaient être prises en compte en comptabilité, l'interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relative aux traitements fiscaux » adoptée par la Commission européenne le 23 octobre 2018 et applicable de manière obligatoire au 1er janvier 2019, est venue préciser clarifier le traitement à retenir.

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt exigible et différé lorsqu'une incertitude existe concernant le traitement fiscal appliqué. S'il y a un doute sur l'acceptation du traitement fiscal par l'administration fiscale en vertu de la législation fiscale, alors ce traitement fiscal est un traitement fiscal incertain. Dans l'hypothèse où il serait probable que l'administration fiscale n'accepte pas le traitement fiscal retenu, IFRIC 23 indique que le montant de l'incertitude à refléter dans les états financiers doit être estimé selon la méthode qui fournira la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude. Pour déterminer ce montant, deux approches peuvent être retenues : la méthode du montant le plus probable ou bien la méthode de la valeur attendue (c'est à dire la moyenne pondérée des différents scénarios possibles). IFRIC 23 demande, par ailleurs, qu'un suivi de l'évaluation des incertitudes fiscales soit réalisé.

Le Groupe reflète dans ses états financiers les incertitudes relatives aux traitements fiscaux retenus portant sur les impôts sur le résultat dès lors qu'il estime probable que l'administration fiscale ne les acceptera pas. Pour apprécier si une position fiscale est incertaine et en évaluer son effet sur le montant de ses impôts, le Groupe suppose que l'administration fiscale contrôlera tous les montants déclarés en ayant l'entière connaissance de toutes les informations disponibles. Il base son jugement notamment sur la doctrine administrative, la jurisprudence ainsi que sur l'existence de rectifications opérées par l'administration portant sur des incertitudes fiscales similaires. Le Groupe revoit l'estimation du montant qu'il s'attend à payer ou recouvrer auprès de l'administration fiscale au titre des incertitudes fiscales, en cas de survenance de changements dans les faits et circonstances qui y sont associés, ceux-ci pouvant résulter (sans toutefois s'y limiter), de l'évolution des législations fiscales, de l'atteinte d'un délai de prescription, de l'issue des contrôles et actions menés par les autorités fiscales.

Lorsqu'il est probable que les autorités fiscales compétentes remettent en cause les traitements retenus, ces incertitudes sont reflétées dans les charges et produits d'impôts par la contrepartie d'une provision pour risques fiscaux présentée au sein des passifs d'impôts.

Le Groupe BPCE fait l'objet de vérifications de comptabilité portant sur des exercices antérieurs. Les points rectifiés pour lesquels le Groupe est en désaccord sont contestés de façon motivée et, en application de ce qui précède, une provision est comptabilisée à hauteur du risque estimé.

Les incertitudes fiscales sont inscrites suivant leur sens et suivant qu'elles portent sur un impôt exigible ou différé dans les rubriques du bilan « Actifs d'impôts différés », « Actifs d'impôts courants », « Passifs d'impôts différés » et « Passifs d'impôts courant ».

La loi de finances pour 2025 a instauré une Contribution Exceptionnelle sur les Bénéfices des Grandes Entreprises (surtaxe IS) dont l'assiette correspond à la moyenne de l'impôt sur les bénéfices dus au titre des exercices 2025 et 2024. La Contribution calculée sur la base de l'impôt sur les bénéfices 2024 a été constatée dans sa totalité lors du premier semestre 2025. En effet, la Contribution Exceptionnelle dont l'assise est constituée par l'impôt sur les bénéfices de l'année 2024, et déconnectée du résultat fiscal 2025, a été assimilée à un évènement ponctuel au sens d'IAS 34. La loi de finances pour 2026 n'ayant pas été adoptée au 31 décembre 2025, seules les contributions instaurées par la loi de finances pour 2025 ont été constatées dans le cadre de cet arrêté.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2025</b>	<b>Exercice 2024</b>
Impôts courants	-33 000	-23 212
Impôts différés	-1 556	5 669
<b>IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT</b>	<b>-34 556</b>	<b>-17 543</b>

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15 %, transposées en droit français par la loi de finances pour 2024 sont désormais applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2024. Dans ce cadre, le Groupe BPCE applique l'exemption de comptabilisation d'impôts différés prévues par l'amendement à la norme IAS 12 de mai 2023 moyennant la fourniture d'informations complémentaires. BPCE, en tant qu'entité mère ultime de l'ensemble du Groupe BPCE, sera l'entité redevable de cette imposition complémentaire. Au regard des dispositions légales et conventionnelles à date, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur est assujettie mais non redevable à cette imposition complémentaire qui sera à la charge de BPCE.

A noter toutefois le cas particulier des juridictions où sont établies des entités dont la réglementation fiscale locale prévoit le paiement auprès de l'administration fiscale de l'éventuelle top-up tax due au titre de cette juridiction. Dans un tel cas, l'entité pourrait être amenée à acquitter, et donc comptabiliser, l'imposition complémentaire au titre de cette juridiction (législation fiscale toujours en cours d'adoption).

**Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique**

	Exercice 2025		Exercice 2024	
	en millions d'euros	taux d'impôt	en millions d'euros	taux d'impôt
Résultat net (part du Groupe)	111 580	25,83 %	78 167	25,83 %
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Impôts	34 556	-	17 543	-
<b>RÉSULTAT COMPTABLE AVANT IMPÔTS ET VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION</b>	<b>146 136</b>	<b>-</b>	<b>95 710</b>	<b>-</b>
Effet des différences permanentes	1 967	-	-13 909	-
<b>Résultat fiscal consolidé (A)</b>	<b>148 103</b>	<b>-</b>	<b>81 801</b>	<b>-</b>
<b>Taux d'imposition de droit commun français (B)</b>		<b>25,83 %</b>		<b>25,83 %</b>
<b>Charge (produit) d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)</b>	<b>38 255</b>	<b>-</b>	<b>21 129</b>	<b>-</b>
Effet de la variation des impôts différés non constatés	-	-	-	-
Impôts à taux réduit et activités exonérées	324	-	100	-
Différence de taux d'impôts sur les revenus taxés à l'étranger	-54	-	-32	-
Autres impôts				
Impôts sur exercices antérieurs et autres éléments	-1 897	-	-1 194	-
Effet des changements de taux d'imposition	-2 072	-	-2 460	-
Autres éléments	-	-	-	-
<b>CHARGE (PRODUIT) D'IMPÔTS COMPTABILISÉE</b>	<b>34 556</b>	<b>-</b>	<b>17 543</b>	<b>-</b>
<b>TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (CHARGE D'IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT RAPPORTÉE AU RÉSULTAT TAXABLE)</b>		<b>23,65 %</b>		<b>18,33 %</b>

La loi de finances pour l'année 2026, adoptée le 2 février 2026 reconduit pour ladite année la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises, dont le taux est fonction du niveau de chiffres d'affaires de l'entreprise.

L'assiette de cette contribution est définie comme étant la moyenne de l'impôt sur les bénéfices dû au titre des exercices 2025 et 2026. La loi de finances 2026 ayant été adoptée postérieurement à la clôture de l'exercice, la quote-part de cette contribution fondée sur le montant de l'impôt sur les bénéfices 2025 sera enregistrée uniquement dans les comptes de l'exercice 2026.

## 10.2 Impôts différés

### Principes comptables

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même, soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée puisse les récupérer sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception, notamment, de ceux afférant :

- aux écarts de revalorisation sur les avantages postérieurs à l'emploi ;
- aux gains et pertes latents sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- aux variations de juste valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie ;

pour lesquels les impôts différés correspondants sont enregistrés en gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres.

Les dettes et créances d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

L'International Accounting Standards Board (IASB) en charge de l'élaboration des normes comptables internationales IFRS, a publié le 23 mai 2023 la version finale de l'amendement à la norme IAS 12 traitant de la comptabilisation des impôts. Il traite le point spécifique des impacts comptables attendus de l'application de l'entrée en vigueur des règles fiscales dites du « Pilier 2 » de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15%. Les amendements à la norme proposés visent une exemption de comptabilisation d'impôts différés associés à cette imposition complémentaire avec en contrepartie des informations à fournir en note annexe.

Le Groupe BPCE s'est doté d'une structure projet afin d'assurer le suivi des différentes réglementations associées ainsi que la conformité aux règles Pilier 2 et aux besoins d'informations complémentaires introduits par ces amendements à IAS 12. A ce stade du projet, il apparaît que le nombre de juridictions qui seraient concernées par l'application d'un top-up-tax devrait être limité et les enjeux financiers non significatifs. Compte tenu du caractère non significatif de son exposition potentielle, le Groupe ne publiera pas les données d'exposition à cette imposition complémentaire dans le cadre de cet arrêté.

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles reposent sur les sources de comptabilisation détaillées dans le tableau suivant (les actifs d'impôts différés sont signés en positif, les passifs d'impôts différés figurent en négatif) :

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2025</b>	<b>Exercice 2024</b>
<b>Impôts différés issus des décalages temporaires comptables-fiscaux</b>	<b>74 110</b>	<b>75 957</b>
Provisions pour passifs sociaux	64	64
Provisions pour activité d'épargne-logement	1 556	3 333
Provisions sur base de portefeuilles	28 529	30 065
Autres provisions non déductibles	17 268	17 174
Impôts différés sur pertes fiscales reportables	363	274
Impôts différés non constatés	0	0
Autres sources de différences temporaires	26 330	25 047
<b>Impôts différés sur réserves latentes</b>	<b>-3 879</b>	<b>-2 391</b>
Actifs financiers à la juste valeur par OCI NR <sup>(53)</sup>	-2 903	-2 119
Actifs financiers à la juste valeur par OCI R	-187	272
Couverture de flux de trésorerie	-181	0
Ecarts actuariels sur engagements sociaux	-608	-544
Risque de crédit propre	0	0
Impôts différés non constatés	0	0
<b>Impôts différés sur résultat</b>	<b>7 738</b>	<b>6 673</b>
<b>IMPOTS DIFFERES NETS</b>	<b>77 969</b>	<b>80 239</b>
Comptabilisés :		
- A l'actif du bilan	77 969	80 239
- Au passif du bilan	0	0

Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés en date d'arrêté que s'il est probable que l'entité fiscale concernée a une perspective de récupération des économies d'impôt sur un horizon déterminé. Le Groupe BPCE, applique les principes suivants :

- Les business plans fiscaux sont basés sur le plan stratégique (4 ans) avec une projection à horizon plus lointaine,
- Par prudence, l'horizon maximal retenu pour l'activation d'un actif net d'impôt différé est de 10 ans.

Ces économies seront réalisées par l'imputation des décalages fiscaux et pertes reportables sur les bénéfices

imposables futurs estimés à l'intérieur de cet horizon.

Au 31 décembre 2025, les différences temporelles déductibles, pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés ont fait l'objet d'un calcul d'impôt différé comptabilisé au bilan.

<sup>53</sup> Les impôts différés associés à ces instruments sont présentés nets des impôts différés correspondant à l'annulation des provisions pour dépréciation en normes françaises

## Note 11. *Autres informations*

---

### 11.1 *Information sectorielle*

Conformément à la norme IFRS 8 – secteurs opérationnels, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par le Directoire pour le pilotage du Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, l'évaluation régulière de ses performances et l'affectation des ressources aux secteurs identifiés.

De ce fait, les activités du Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur s'inscrivent pleinement dans le secteur Banque de proximité du Groupe BPCE.

L'analyse géographique des indicateurs sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités. Le Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur réalise ses activités principalement en France.

### 11.2 *Informations sur les opérations de location*

#### 11.2.1. *Opérations de location en tant que bailleur*

##### **Principes comptables**

Les contrats de location sont analysés selon leur substance et leur réalité financière et relèvent selon le cas d'opérations de location simple ou d'opérations de location-financement.

##### ***Contrats de location-financement***

Un contrat de location-financement se définit comme un contrat de location qui a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent.

La norme IFRS 16 relative aux contrats de location présente notamment cinq exemples de situations qui permettent, individuellement ou collectivement, de distinguer un contrat de location-financement d'un contrat de location simple :

- le contrat de location transfère la propriété du bien sous-jacent au preneur au terme de la durée du contrat de location ;
- le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter le bien sous-jacent à un prix qui devrait être suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option devient exercable pour que, dès le commencement du contrat de location, le preneur ait la certitude raisonnable d'exercer l'option ;
- la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique du bien sous-jacent même s'il n'y a pas transfert de propriété ;
- au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements locatifs s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur du bien sous-jacent ; et
- les biens loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut l'utiliser sans leur apporter de modifications majeures.

La norme IFRS 16 donne également trois indicateurs de situations qui, individuellement ou collectivement, peuvent conduire à un classement en location-financement :

- si le preneur peut résilier le contrat de location, les pertes subies par le bailleur, relatives à la résiliation, sont à la charge du preneur ;
- les profits ou les pertes résultant de la variation de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur ;
- le preneur a la faculté de prolonger la location moyennant un loyer sensiblement inférieur au prix de marché.



À la date de début du contrat, les biens objets d'un contrat de location-financement sont comptabilisés au bilan du bailleur sous forme d'une créance d'un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location. L'investissement net correspond à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de loyer à recevoir, du locataire, augmentés de toute valeur résiduelle non garantie du bien sous-jacent revenant au bailleur. Les loyers retenus pour l'évaluation de l'investissement net comprennent plus spécifiquement les paiements fixes déduction faite des avantages incitatifs à la location à payer et les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux.

Conformément à la norme IFRS 16, les valeurs résiduelles non garanties font l'objet d'une révision régulière. Une diminution de la valeur résiduelle estimée non garantie entraîne une modification du profil d'imputation des revenus sur toute la durée du contrat. Dans ce cas un nouveau plan d'amortissement est établi et une charge est enregistrée afin de corriger le montant des produits financiers déjà constatés.

Les dépréciations éventuelles au titre du risque de contrepartie des créances relatives aux opérations de location-financement sont déterminées conformément à IFRS 9 et selon la même méthode que pour les actifs financiers au coût amorti. Leur incidence sur le compte de résultat figure en Coût du risque de crédit.

Les revenus des contrats de location-financement sont retenus comme des produits financiers comptabilisés au compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ». Ces produits financiers sont reconnus sur la base du taux d'intérêt implicite (TII) qui traduit un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net du bailleur. Le TII est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- l'investissement net ;
- et la valeur d'entrée du bien (juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux constitués des coûts encourus spécifiquement par le bailleur pour la mise en place d'un contrat de location).

### *Contrats de location simple*

Un contrat qui n'est pas qualifié de contrat de location-financement est un contrat de location simple.

Les actifs donnés en location simple sont présentés parmi les immobilisations corporelles et incorporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers et parmi les immeubles de placement lorsqu'il s'agit d'immeubles. Les loyers issus des contrats de location simple sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du bail au poste « Produits et charges des autres activités ».

### **Produits des contrats de location – bailleur**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Intérêts et produits assimilés		
Paiements de loyers variables non inclus dans l'évaluation de l'investissement net		
<b>Produits de location-financement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Produits de location		
Paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux		
<b>Produits de location simple</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Echéancier des créances de location-financement**

en milliers d'euros	31/12/2025							31/12/2024			
	Durée résiduelle							Durée résiduelle			
	< 1 an	1 an < 2 ans	2 ans < 3 ans	3 ans < 4 ans	4 ans < 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total
<b>Contrats de location-financement</b>											
Paielements de loyers non actualisés (Investissement brut)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dont valeur résiduelle non garantie											
Paielements de loyers actualisés (Investissement net)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits financiers non acquis	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Contrats de location simple</b>											
Paielements de loyers	799	799	680	599	599	1 016	4 494	865	2 513	611	3 989

**11.2.2. Opérations de location en tant que preneur**
**Principes comptables**

IFRS 16 s'applique aux contrats qui, quelle que soit leur dénomination juridique, répondent à la définition d'un contrat de location telle qu'établie par la norme. Celle-ci implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif déterminé. Le contrôle est établi lorsque le preneur détient tout au long de la durée d'utilisation les deux droits suivants :

- le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien,
- le droit de décider de l'utilisation du bien.

L'existence d'un actif identifié est notamment conditionnée par l'absence, pour le bailleur, de droits substantiels de substitution du bien loué, cette condition étant appréciée au regard des faits et circonstances existant au commencement du contrat. La faculté pour le bailleur de substituer librement le bien loué confère au contrat un caractère non-locatif, son objet étant alors la mise à disposition d'une capacité et non d'un actif.

L'actif peut être constitué d'une portion d'un actif plus large, tel qu'un étage au sein d'un immeuble. Au contraire, une partie d'un bien qui n'est pas physiquement distinct au sein d'un ensemble sans localisation prédéfinie, ne constitue pas un actif identifié.

La norme IFRS 16 impose au locataire, à l'exception de certaines exemptions prévues par la norme, la comptabilisation au bilan des contrats de location sous la forme d'un droit d'utilisation de l'actif loué présenté, à l'actif parmi les immobilisations, et d'un passif locatif présenté parmi les passifs divers.

En date de comptabilisation initiale, aucun impôt différé n'est constaté dans la mesure où la valeur de l'actif est égale à celle du passif. Les différences temporelles nettes ultérieures résultant des variations des montants comptabilisés au titre du droit d'utilisation et du passif locatif entraînent la constatation d'un impôt différé.

Le passif locatif est évalué en date de prise d'effet du contrat de location à la valeur actualisée des paiements dus au bailleur sur la durée du contrat de location et qui n'ont pas encore été versés.

Ces paiements incluent les loyers fixes ou fixes en substance, les loyers variables basés sur un indice ou un taux retenus sur la base du dernier indice ou taux en vigueur, les éventuelles garanties de valeur résiduelle ainsi que le cas échéant toute somme à régler au bailleur au titre des options dont l'exercice est raisonnablement certain.

Sont exclus des paiements locatifs pris en compte pour déterminer le passif locatif, les paiements variables non basés sur un indice ou un taux, les taxes telle que la TVA, que celle-ci soit récupérable ou non, et la taxe d'habitation.

Le droit d'utilisation est comptabilisé à l'actif en date de prise d'effet du contrat de location pour une valeur égale au montant du passif locatif à cette date, ajusté des paiements versés au bailleur avant ou à cette date et ainsi non pris en compte dans l'évaluation du passif locatif, sous déduction des avantages incitatifs reçus. Le cas échéant ce montant est ajusté des coûts directs initiaux engagés par le preneur et d'une estimation des coûts de démantèlement et de remise en état dans la mesure où les termes et les conditions du contrat de location l'exigent, que la sortie de ressource soit probable et puisse être déterminée de manière suffisamment fiable.

Le droit d'utilisation sera amorti linéairement et le passif locatif actuariellement sur la durée du contrat de location en retenant comme taux d'actualisation le taux d'emprunt marginal des preneurs à mi-vie du contrat.

Le montant du passif locatif est ultérieurement réajusté pour tenir compte des variations d'indices ou de taux sur lesquels sont indexés les loyers. Cet ajustement ayant pour contrepartie le droit d'utilisation, n'a pas d'effet sur le compte de résultat.

Pour les entités faisant partie du mécanisme de solidarité financière qui centralisent leurs refinancements auprès de la Trésorerie Groupe, ce taux est déterminé au niveau du Groupe et ajusté, le cas échéant, dans la devise applicable au preneur.

La durée de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien sous-jacent à laquelle s'ajoutent, le cas échéant, les périodes couvertes par des options de prolongation dont le preneur juge son exercice raisonnablement certain et les périodes couvertes par des options de résiliation que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

Pour les baux commerciaux français dits « 3/6/9 », la durée retenue est en général de 9 ans. L'appréciation du caractère raisonnablement certain de l'exercice ou non des options portant sur la durée du contrat est réalisée en tenant compte de la stratégie de gestion immobilière des établissements du Groupe.

A l'issue du bail, le contrat n'est plus exécutoire, preneur et bailleur ayant chacun le droit de le résilier sans la permission de l'autre partie et en ne s'exposant qu'à une pénalité négligeable.

La durée des contrats non renouvelés ni résiliés à ce terme, dits « en tacite prolongation » est déterminée sur la base d'un jugement d'expert quant aux perspectives de détention de ces contrats et à défaut en l'absence d'information ad hoc, sur un horizon raisonnable de 3 ans.

Pour les contrats reconnus au bilan, la charge relative au passif locatif figure en marge d'intérêt au sein du produit net bancaire alors que la charge d'amortissement du droit d'utilisation est comptabilisée en dotations aux amortissements des immobilisations au sein du résultat brut d'exploitation.

Les contrats de location non reconnus au bilan, ainsi que les paiements variables exclus de la détermination du passif locatif sont présentés en charges de la période parmi les charges générales d'exploitation.

### **Effets au compte de résultat des contrats de location - preneur**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2025</b>	<b>Exercice 2024</b>
Charges d'intérêt sur passifs locatifs	-594	-21
Dotation aux amortissements au titre de droits d'utilisation	-3 567	-1 891
Paiements locatifs variables non pris en compte dans l'évaluation des passifs locatifs	-	
<b>CHARGES DE LOCATION RELATIVES AUX CONTRATS DE LOCATION RECONNUS AU BILAN</b>	<b>-4 161</b>	<b>-1 912</b>

### Echéancier des passifs locatifs

	<b>Au 31/12/2025</b>				
	<b>Montants des paiements futurs non actualisés</b>				
<i>en milliers d'euros</i>	<b>&lt; 6 mois</b>	<b>De 6 mois à 1 an</b>	<b>De 1 an à 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>Total</b>
<b>Passifs locatifs</b>	1 327	1 271	8 575	4 033	15 206

Les paiements minimaux futurs portant sur des contrats pour lesquels le Groupe est engagé mais dont les biens sous-jacents ne sont pas encore mis à disposition, ne sont pas reconnus au bilan suivant IFRS 16 avant leur date de mise à disposition. Le tableau ci-dessous présente les paiements minimaux attendus sur ces contrats.

## 11.3 Transactions avec les parties liées

Les parties liées au Groupe sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, les Sociétés locales d'épargne, BPCE, les centres informatiques et les principaux dirigeants du Groupe.

### 11.3.1. Transactions avec les sociétés consolidées

Les transactions réalisées au cours de l'exercice et les encours existants en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation sauf exceptions (cf. 3.3.2).

Dans ces conditions, sont renseignées ci-après les opérations réciproques avec :

- l'organe central BPCE ;
- les coentreprises qui sont mises en équivalence ;
- les entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence (entreprises associées) ;
- les entités qui sont des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au bénéfice des salariés ou des parties liées du Groupe (CGP) ;
- les autres parties liées correspondent aux entités contrôlées par les Caisses d'Epargne prises dans leur ensemble (tel que BPCE Achats) et les centres informatiques (tels que IT-CE, BPCE-Services Financiers...).

	31/12/2025				31/12/2024			
	Société mère	Entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable	Coentreprises et autres parties liées	Entreprises associées	Société mère	Entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable	Coentreprises et autres parties liées	Entreprises associées
<i>en milliers d'euros</i>								
Crédits	4 212 061	6 557	0	0	4 444 718	6 641	0	0
Autres actifs financiers	522 001	14 329	0	0	488 970	15 138	0	0
Autres actifs	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des actifs avec les entités liées</b>	<b>4 764 062</b>	<b>20 886</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 933 688</b>	<b>21 779</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dettes	6 185 398	0	0	0	6 247 028	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des passifs envers les entités liées</b>	<b>6 185 398</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 247 028</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Intérêts, produits et charges assimilés	-73 272	286	0	0	-78 970	-107	0	0
Commissions	-8 539	0	0	0	-9 304	439	0	0
Résultat net sur opérations financières	26 893	79	0	0	22 722	1 503	0	0
Produits nets des autres activités	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total du PNB réalisé avec les entités liées</b>	<b>-55 018</b>	<b>365</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-65 552</b>	<b>1 835</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Engagements donnés	0	35 327	0	0	0	59 272	0	0
Engagements reçus	170 018	8 657 589	0	0	73 783	8 553 289	0	0
Engagements sur instruments financiers à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des engagements avec les entités liées</b>	<b>170 018</b>	<b>8 692 916</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>73 783</b>	<b>8 612 561</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

La liste des filiales consolidées par intégration globale est communiquée en note 12 - Périmètre de consolidation ».

### 11.3.2. Transactions avec les dirigeants

Les principaux dirigeants sont les membres du directoire et les membres du conseil de surveillance de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Avantages à court terme	2 013	2 085
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paievements en actions	0	0
<b>Total</b>	<b>2 013</b>	<b>2 085</b>

## Avantages à court terme

Les avantages à court terme versés aux dirigeants du Groupe s'élèvent à 2 013 milliers d'euros au titre de 2025 (contre 2 085 milliers d'euros au titre de 2024).

Ils comprennent les rémunérations, jetons de présence et avantages versés aux membres du directoire et aux membres du conseil de surveillance.

Autres transactions avec les dirigeants mandataires sociaux

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2025</b>	<b>Exercice 2024</b>
Montant global des prêts accordés	2 823	1 812
Montant global des garanties accordées	0	0

## 11.4 Intérêts dans les entités structurées non consolidées

### 11.4.1. Nature des intérêts dans les entités structurées non consolidées

Une entité structurée non consolidée est une entité structurée qui n'est pas contrôlée et donc pas comptabilisée selon la méthode de l'intégration globale. En conséquence, les intérêts détenus dans une coentreprise ou une entreprise associée qui ont le caractère d'entité structurée relèvent du périmètre de cette annexe.

Il en est de même des entités structurées contrôlées et non consolidées pour des raisons de seuils.

Sont concernées toutes les entités structurées dans lesquelles le Groupe Caisse d'Épargne Côté d'Azur détient un intérêt et intervient avec l'un ou plusieurs des rôles suivants :

- originateur/structureur/arrangeur ;
- agent placeur ;
- gestionnaire ;
- ou, tout autre rôle ayant une incidence prépondérante dans la structuration ou la gestion de l'opération (exemple : octroi de financements, de garanties ou de dérivés structurants, investisseur fiscal, investisseur significatif, etc.).

Au cas particulier de la gestion d'actifs, les investissements dans des structures de capital-investissement / risque ou des fonds immobiliers sont présentés sauf caractère non significatif pour le Groupe Caisse d'Épargne Côté d'Azur.

Un intérêt dans une entité correspond à toute forme de lien contractuel ou non contractuel exposant le Groupe Caisse d'Épargne Côté d'Azur à un risque de variation des rendements associés à la performance de l'entité. Les intérêts dans une autre entité peuvent être attestés, entre autres, par la détention d'instruments de capitaux propres ou de titres de créances, ainsi que, par d'autres formes de liens, telles qu'un financement, un crédit de trésorerie, un rehaussement de crédit, l'octroi de garanties ou des dérivés structurés.

Le Groupe Caisse d'Épargne Côté d'Azur restitue dans la note 12.3 l'ensemble des opérations enregistrées à son bilan au titre des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées retenues dans le périmètre ci-avant.

Les entités structurées avec lesquelles le Groupe est en relation peuvent être regroupées en quatre familles : les entités mises en œuvre dans l'activité de gestion d'actif, les véhicules de titrisation, les entités créées dans le cadre d'un financement structuré et les entités mises en place pour d'autres natures d'opérations.

## Gestion d'actifs

La gestion d'actifs financiers (aussi appelée gestion de portefeuille ou *Asset Management*) consiste à gérer des capitaux ou des fonds confiés par des investisseurs en investissant dans les actions, les obligations, les SICAV de trésorerie, les *hedge funds* etc.

L'activité de gestion d'actifs qui fait appel à des entités structurées est représentée par la gestion collective ou gestion de fonds. Elle regroupe plus spécifiquement les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier (autres que les structures de titrisation) ainsi que les organismes équivalents de droit étranger. Il s'agit en particulier d'entités de type OPCVM, fonds immobiliers et fonds de capital investissement.

## Titrisation

Les opérations de titrisation sont généralement constituées sous la forme d'entités structurées dans lesquelles des actifs ou des dérivés représentatifs de risques de crédit sont cantonnés.

Ces entités ont pour vocation de diversifier les risques de crédit sous-jacents et de les scinder en différents niveaux de subordination (tranches) en vue, le plus souvent, de leur acquisition par des investisseurs qui recherchent un certain niveau de rémunération, fonction du niveau de risque accepté.

Les actifs de ces véhicules et les passifs qu'ils émettent sont notés par les agences de notation qui surveillent l'adéquation du niveau de risque supporté par chaque tranche de risque vendue avec la note attribuée.

Les formes de titrisation rencontrées et faisant intervenir des entités structurées sont les suivantes :

- Les opérations par lesquelles le Groupe (ou une filiale) cède pour son propre compte à un véhicule dédié, sous une forme « cash » ou synthétique, le risque de crédit relatif à l'un de ses portefeuilles d'actifs ;
- les opérations de titrisation menées pour le compte de tiers. Ces opérations consistent à loger dans une structure dédiée (en général un fonds commun de créances (FCC) des actifs d'une entreprise tierce. Le FCC émet des parts qui peuvent dans certains cas être souscrites directement par des investisseurs, ou bien être souscrites par un conduit multi-cédants qui refinance l'achat de ses parts par l'émission de « notes » de faible maturité (billets de trésorerie ou « commercial paper »).

## Financements (d'actifs) structurés

Le financement structuré désigne l'ensemble des activités et produits mis en place pour apporter des financements aux acteurs économiques tout en réduisant le risque grâce à l'utilisation de structures complexes. Il s'agit de financements d'actifs mobiliers (afférents aux transports aéronautiques, maritimes ou terrestres, télécommunication...), d'actifs immobiliers et d'acquisition de sociétés cibles (financements en LBO).

Le Groupe peut être amené à créer une entité structurée dans laquelle est logée une opération de financement spécifique pour le compte d'un client. Il s'agit d'organisation contractuelle et structurelle. Les spécificités de ces financements se rattachent à la gestion des risques, avec le recours à des notions telles que le recours limité ou la renonciation à recours, la subordination conventionnelle et/ou structurelle et l'utilisation de véhicules juridiques dédiés appelés en particulier à porter un contrat unique de crédit-bail représentatif du financement accordé.

## Autres activités

Il s'agit d'un ensemble regroupant le reste des activités.

### 11.4.2. Nature des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées

Les actifs et passifs comptabilisés dans les différents postes du bilan du Groupe au titre des intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées contribuent à la détermination des risques associés à ces entités.

Les valeurs recensées à ce titre à l'actif du bilan, complétées des engagements de financement et de garantie donnés sous déduction des engagements de garantie reçus et des provisions enregistrées au passif, sont retenues pour apprécier l'exposition maximale au risque de perte. Il est à noter que l'exposition maximale au risque de perte ne prend pas en compte les passifs financiers à la juste valeur par résultat. Cette exposition se limite, dans le cas particulier des instruments dérivés optionnels, aux ventes d'options.

Le poste « notionnel des dérivés » correspond au notionnel des ventes d'options vis-à-vis des entités structurées.

Les données sont présentées ci-dessous, agrégées sur la base de leur typologie d'activité.

#### Au 31 décembre 2025

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Titrisation</b>	<b>Gestion d'actifs</b>	<b>Financements structurés</b>	<b>Autres activités</b>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>0</b>	<b>17 818</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Instruments dérivés de transaction	0	0	0	0
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	17 818	0	0
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	0	0	0	0
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>12 059</b>	<b>0</b>	<b>8 677</b>
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>0</b>	<b>19 974</b>	<b>-1 746</b>	<b>90 284</b>
Placements financiers des activités d'assurance	0	0	0	0
Actifs divers	0	0	0	0
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>0</b>	<b>49 851</b>	<b>-1 746</b>	<b>98 961</b>
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	0	0	0	0
Provisions	0	0	0	65
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>65</b>
Engagements de financement donnés	0	0	0	0
Engagements de garantie donnés	0	0	0	0
Garantie reçues	0	0	0	0
Notionnel des dérivés	0	0	0	0
<b>Exposition maximale au risque de perte</b>	<b>0</b>	<b>49 851</b>	<b>-1 746</b>	<b>98 896</b>
<b>Taille des entités structurées</b>	<b>0</b>	<b>695 041</b>	<b>0</b>	<b>104 997</b>



**Au 31 décembre 2024**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Titrisation</b>	<b>Gestion d'actifs</b>	<b>Financements structurés</b>	<b>Autres activités</b>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>0</b>	<b>17 198</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Instruments dérivés de transaction	0	0	0	0
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	17 198	0	0
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	0	0	0	0
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>7 135</b>	<b>0</b>	<b>9 095</b>
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>0</b>	<b>15 883</b>	<b>0</b>	<b>89 814</b>
<b>Placements financiers des activités d'assurance</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Actifs divers</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>0</b>	<b>40 216</b>	<b>0</b>	<b>98 909</b>
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Provisions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Engagements de financement donnés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Engagements de garantie donnés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15</b>
<b>Garantie reçues</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Notionnel des dérivés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Exposition maximale au risque de perte</b>	<b>0</b>	<b>40 216</b>	<b>0</b>	<b>98 924</b>
<b>Taille des entités structurées</b>	<b>0</b>	<b>504 063</b>	<b>11 064</b>	<b>94 980</b>

Le critère de la taille retenu varie en fonction de l'activité des entités structurées :

- Titrisation, le montant total des émissions au passif des entités ;
- Gestion d'actifs, l'actif net des organismes de placement collectif (autre que titrisation);
- Financements structurés, le montant total des encours de financement restant dû par les entités à l'ensemble des banques ;
- Autres activités, le total bilan.

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a volontairement apporté son soutien financier à l'entité CAZ Participations et Investissements pour un montant de 5 000 milliers d'euros en 2025 par un abandon de comptes courants.

#### **11.4.3. Revenus et valeur comptable des actifs transférés dans les entités structurées non consolidées sponsorisées**

Une entité structurée est sponsorisée par une entité du Groupe lorsque les deux indicateurs suivants sont cumulativement satisfaits :

- elle est impliquée dans la création et la structuration de l'entité structurée ;
- elle contribue au succès de l'entité en lui transférant des actifs ou en gérant les activités pertinentes.

Lorsque le rôle de l'entité du Groupe se limite simplement à un rôle de conseil, d'arrangeur, de dépositaire ou d'agent placeur, l'entité structurée est présumée ne pas être sponsorisée.

Le Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur n'est pas sponsor d'entités structurées.

### 11.5 Honoraires des commissaires aux comptes

	Mazars				Deloitte				TOTAL			
	Montant		%		Montant		%		Montant		%	
<i>Montants en milliers d'euros</i>	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
<b>Certification des comptes</b>	<b>110</b>	<b>109</b>	96	96	<b>110</b>	<b>109</b>	96	96	<b>220</b>	<b>218</b>	96	96
<b>Certification des informations en matière de durabilité</b>												
<b>Services autres que la certification des comptes (3) et des informations en matière de durabilité</b>	<b>4.6</b>	<b>4.6</b>	4	4	<b>4.6</b>	<b>4.6</b>	4	4	<b>9</b>	<b>9</b>	4	4
<b>TOTAL</b>	<b>114</b>	<b>114</b>	100	100	<b>114</b>	<b>114</b>	100	100	<b>229</b>	<b>227</b>	100	100
<i>dont honoraires versés à l'entité portant le mandat CAC sur les entités consolidantes pour la certification des comptes (4)</i>	110	109			110	109			220	218		
<i>dont honoraires versés à l'entité portant le mandat CAC sur les entités consolidantes pour les services autres que la certification des comptes (5)</i>	4.6	4.6			4.6	4.6			9	9		

Les montants portent sur les prestations figurant dans le compte de résultat de l'exercice y compris notamment, la TVA non récupérable.

Les honoraires relatifs aux services autres que la certification des comptes correspondent au contrôle des conventions réglementées, du rapport de gestion, et du rapport financier.

## **Note 12. *Détail du périmètre de consolidation***

---

### **12.1 Opérations de titrisation**

#### **Principes comptables**

La titrisation est un montage financier qui permet à une entité d'améliorer la liquidité de son bilan. Techniquement, des actifs sélectionnés en fonction de la qualité de leurs garanties sont regroupés dans une société *ad hoc* qui en fait l'acquisition en se finançant par l'émission de titres souscrits par des investisseurs.

Les entités spécifiques créées dans ce cadre sont consolidées lorsque le Groupe en a le contrôle. Le contrôle est apprécié au regard des critères de la norme IFRS 10 et rappelés en 3.2.1.

#### **Opération de titrisation du Groupe BPCE**

Au 31 décembre 2025, une nouvelle entité ad hoc (Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») a été consolidée au sein du Groupe BPCE :

- le 13 octobre 2025, une opération de titrisation s'est traduite par une cession de prêts immobiliers résidentiels (19 656 milliers d'euros) à FCT Olympia MHL et, une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT (18 300 milliers d'euros) ainsi que la souscription par les établissements de titres subordonnés assurant ainsi le surdimensionnement de l'opération et de parts résiduelles permettant de récupérer les flux d'intérêts sur les créances titrisées.

Ces opérations, malgré un placement sur le marché, ne sont pas déconsolidantes puisque les établissements ayant cédé les crédits ont souscrit aux titres subordonnés et aux parts résiduelles. Ils conservent ainsi le contrôle au sens d'IFRS 10. Elle succède aux précédentes opérations de titrisation : BPCE Master Home Loans, BPCE Consumer Loans 2016, 2022 et 2024 (titrisation de prêts personnels), BPCE Home Loans FCT 2017, 2021, 2023 et 2024 (titrisation prêts immobiliers) et Opération Mercure Master SME 2023 et BPCE Ophelia Master SME FCT sur le prêt équipement.

### **12.2 Autres intérêts dans les filiales et entités structurées consolidées**

#### **Restrictions importantes**

Le Groupe n'a pas été confronté à des restrictions importantes relatives à ses intérêts détenus dans ses filiales (structurées ou non).

#### **Soutien aux entités structurées consolidées**

Le Groupe n'a accordé aucun soutien financier à des entités structurées consolidées.

### **12.3 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025**

Les entités dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation. Pour les entités répondant à la définition d'entités du secteur financier du règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (dit « CRR »), les seuils de consolidation comptable sont alignés, à compter du 31 décembre 2017, sur ceux retenus pour le périmètre de consolidation prudentielle. L'article 19 du CRR fait référence à un seuil de 10 milliers d'euros de total bilan et de hors bilan. Pour les entités du secteur non financier,

le caractère significatif est apprécié au niveau des entités consolidées. Selon le principe de la significativité ascendante, toute entité incluse dans un périmètre de niveau inférieur est incluse dans les périmètres de consolidation de niveaux supérieurs, même si elle n'est pas significative pour ceux-ci.

Pour chacune des entités du périmètre est indiqué le pourcentage d'intérêt. Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par le Groupe, directement et indirectement, dans les entreprises du périmètre. Le pourcentage d'intérêt permet de déterminer la part du Groupe dans l'actif net de la société détenue.

Sociétés	Implantation <sup>(54)</sup>	Activités	Taux d'intérêt	Taux de contrôle (si différent)	Méthode <sup>(55)</sup>
FCT BPCE Master Home Loans	FRANCE	TITRISATION	100 %	100 %	IG
FCT BPCE Consumer Loans 2016_5	FRANCE	TITRISATION	100 %	100 %	IG
BPCE Home Loans FCT 2017_5	FRANCE	TITRISATION	100 %	100 %	IG
FCT Demeter Tetra	FRANCE	TITRISATION	100 %	100 %	IG
BPCE Home Loans FCT 2021	FRANCE	TITRISATION	100 %	100 %	IG
Consumer Loans 2022	FRANCE	TITRISATION	100 %	100 %	IG
BPCE Home Loans FCT 2023	FRANCE	TITRISATION	100 %	100 %	IG
BPCE SME 2023	FRANCE	TITRISATION	100 %	100 %	IG
FCT Demeter Uno	FRANCE	TITRISATION	100 %	100 %	IG
FCT Consumer Loans 2024	FRANCE	TITRISATION	100 %	100 %	IG
FCT SME 2024 – OPHELIA	FRANCE	TITRISATION	100 %	100 %	IG
FCT Home Loans 2024 – Green Uop	FRANCE	TITRISATION	100 %	100 %	IG
FCT Demeter Penta	FRANCE	TITRISATION	100 %	100 %	IG
FCT Olympia Master Home Loans 2025	FRANCE	TITRISATION	100 %	100 %	IG
FCT Demeter GAIA MCL 2025	FRANCE	TITRISATION	100 %	100 %	IG
Société Locale d'Épargne Est Alpes-Maritimes Ville de Nice	FRANCE	SLE	100 %	100 %	IG
Société Locale d'Épargne Ouest des Alpes-Maritimes	FRANCE	SLE	100 %	100 %	IG
Société Locale d'Épargne Var Centre et Est	FRANCE	SLE	100 %	100 %	IG
Société Locale d'Épargne Toulon Var Ouest	FRANCE	SLE	100 %	100 %	IG

## 12.4 Entreprises non consolidées au 31 décembre 2025

Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2016-09 du 2 décembre 2016 impose aux sociétés qui établissent leurs comptes consolidés selon les normes internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne la publication d'informations complémentaires relatives aux entreprises non incluses dans leur périmètre de consolidation ainsi qu'aux titres de participation présentant un caractère significatif.

Les entreprises non consolidées sont constituées :

- d'une part, des participations significatives qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation et,
- d'autre part, des entreprises exclues de la consolidation en raison de leur intérêt non significatif.

<sup>54</sup> Pays d'implantation

<sup>55</sup> Méthode d'intégration globale (I.G.), activité conjointe (A.C.) et méthode de valorisation par mise en équivalence (M.E.E.).

Les entreprises exclues du périmètre de consolidation en raison de leur caractère non significatif sont les suivantes, avec pour chacune l'indication de la part de capital détenue par le Groupe, directement et indirectement :

Sociétés	Implantation <sup>(56)</sup>	Part de capital détenue	Motif de non consolidation <sup>(57)</sup>
CAZ 2I	France	1 000 000	N.S.
CAZ FONCIERE 2	France	1 000	N.S.
CAZ FONCIERE ET TERRITOIRES	France	2 000 000	N.S.
CAZ PARTICIPATIONS ET INVESTISSEMENTS	France	5 000	N.S.
EID	France	11 999	N.S.
LA CAPELETTE BONNEFOY	France	20	N.S.
NICE AVENUE DE FABRON	France	20	N.S.
SIBPL 10	France	1 200	N.S.
SIBPL 11	France	1 200	N.S.
SIBPL 17	France	2 400	N.S.
SIBPL 18	France	2 400	N.S.
SILR 14	France	1 370	N.S.
VIGNES DE MA MERE	France	20	N.S.

<sup>56</sup> Pays d'implantation

<sup>57</sup> Absence de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable (hors périmètre : H.P.), non significativité (N.S.), régime d'avantage postérieur à l'emploi ou régime d'avantage à long terme du personnel exclu du scope d'IFRS 10 (Pers.), participation acquise en vue d'une cession ultérieure à brève échéance classée en actif détenu en vue de la vente (IFRS 5), etc.

### 3.1.3. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Docusign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-889D347B889F

## CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE CÔTE D'AZUR

Société anonyme

455 PROMENADE DES ANGLAIS, NICE 06200

---

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025

Forvis Mazars

109 rue Tête d'Or CS 10363

69 451 Lyon Cedex 06

Société par actions simplifiée d'expertise comptable

et de commissariat aux comptes

Capital de 5 986 008 euros – RCS Lyon B 351 497 649

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 201 424 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la  
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre



Docusign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-869D347B8B9F

## **CAISSE D'EPARGNE ET DE PRÉVOYANCE CÔTE D'AZUR**

Société anonyme

455 PROMENADE DES ANGLAIS, NICE 06200

---

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2025

---

A l'assemblée générale de la société CAISSE D'EPARGNE ET DE PRÉVOYANCE CÔTE D'AZUR

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société CAISSE D'EPARGNE ET DE PRÉVOYANCE CÔTE D'AZUR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.



Docusign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-889D347B8B9F

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

#### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

#### Dépréciation des prêts et créances (statuts 1, 2 et 3)

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le groupe Caisse d'Épargne Côte d'Azur est exposé aux risques de crédit. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Conformément au volet « dépréciation » de la norme IFRS 9, le groupe Caisse d'Épargne Côte d'Azur constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques de pertes attendues (encours en statuts 1 et 2) ou avérées (encours en statut 3).</p> <p>Les règles de dépréciation pour risques au titre des pertes attendues imposent la constitution d'un premier statut de dépréciation matérialisant une perte attendue à 1 an dès l'origination d'un nouvel actif financier classé au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres et sur les engagements hors-bilan ; et d'un second statut matérialisant une perte attendue à maturité, en cas de dégradation significative du risque de crédit.</p> <p>Ces dépréciations pour pertes attendues (statuts 1 et 2) sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par l'organe central intégrant différents paramètres (la probabilité de</p>	<p><b>Dépréciation des encours de crédit en statuts 1 et 2</b></p> <p>Les dépréciations des encours de crédits en statuts 1 et 2 sont déterminées sur les bases des modèles et des outils déployés par BPCE. De ce fait, les procédures d'audit sur ces aspects sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Nos travaux ont principalement consisté :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• à nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différentes contreparties ;</li><li>• en une revue critique des travaux mis en œuvre à notre demande par les auditeurs de l'organe central qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :</li><li>• se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de dépréciations, les paramètres</li></ul>





DocuSign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-869D347B8B9F

défaut, le taux de pertes en cas de défaut, des informations prospectives, ...) et intégrant des informations prospectives.

Ces dépréciations pour pertes attendues sont complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales identifiées par le groupe Caisse d'Épargne Côte d'Azur.

Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré (statut 3) font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la direction du groupe Caisse d'Épargne Côte d'Azur des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations et provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédits aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations et provisions pour les encours en statuts 1 et 2, que dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits en statut 3.

Le stock de dépréciations sur les encours de crédits et assimilés s'élève à 291 M€ dont 21 M€ au titre du statut 1, 133 M€ au titre du statut 2 et 136 M€ au titre du statut 3. Le coût du risque sur l'exercice 2025 s'élève à -31,9 M€ (contre -28,7 M€ sur l'exercice 2024).

Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 7.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

utilisés pour le calcul des dépréciations et analysant les évolutions des dépréciations au regard des règles IFRS 9 ;

- ont apprécié le caractère approprié des modèles, paramètres et des hypothèses macroéconomiques utilisés pour les calculs des dépréciations ;
- ont effectué des contre-calculs sur les principales typologies d'encours de crédits ;
- ont réalisé des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatisés au titre des données spécifiques visant à traiter l'information relative à IFRS 9 ;
- ont réalisé des contrôles portant sur l'outil mis à disposition par le Groupe BPCE afin d'évaluer les incidences en pertes de crédits attendues de l'application de dégradations sectorielles.

Par ailleurs, nous nous sommes assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées dans le groupe Caisse d'Épargne Côte d'Azur. À ce titre, nous avons (i) procédé à l'appréciation des critères d'identification par le groupe Caisse d'Épargne Côte d'Azur des secteurs d'activité considérés au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte économique actuel, (ii) effectué une revue critique des provisions ainsi estimées.

#### Dépréciation des encours de crédit en statut 3

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions classées en statut 3, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.

Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit ; du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de dépréciations et provisions.

DocuSign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-889D347B8B9F

Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations communiquées dans les notes afférentes de l'annexe aux comptes consolidés.

#### Valorisation des titres BPCE

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.</p> <p>La valeur des titres de l'organe central, classés en titres à la juste valeur par OCI non recyclables, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.</p> <p>Leur valorisation est principalement fondée sur les prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model) déterminées à partir des plans d'affaires des principales filiales. Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques tels que le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme et le taux de rémunération des fonds propres.</p> <p>L'actif net réévalué de BPCE intègre également les actifs incorporels détenus par BPCE, qui font l'objet d'un exercice de valorisation périodique par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure prévisionnelles de l'organe central.</p> <p>Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie définie par la norme IFRS 13 « Evaluation de la Juste Valeur ».</p> <p>Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE constitue un point clé de l'audit en raison :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de la classification de cet instrument financier en niveau 3 de juste valeur,</li> <li>de la significativité de cette estimation comptable dans les comptes consolidés du groupe Caisse d'Épargne Côte d'Azur.</li> </ul> <p>La juste valeur des titres BPCE s'élève à 598,3 M€ au 31 décembre 2025, soit une variation d'OCI par rapport à la valeur d'acquisition liée à ce titre de +51,1 M€.</p> <p>Pour plus de détails sur les principes comptables, se référer aux notes 5.4 et 9 de l'annexe aux comptes consolidés.</p>	<p>Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit relatives à ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit mise en œuvre et procédons à une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font également appel à l'expertise de leurs équipes d'experts en évaluation.</p> <p>Les travaux menés ont consisté principalement en</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>une prise de connaissance des modalités de valorisation selon l'approche en actif net réévalué tel que présentée ci-contre ;</li> <li>la comparaison du résultat de cette approche avec celle issue d'une analyse de comparables boursiers sur la base des données concernant les banques françaises cotées.</li> </ul> <p>Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations communiquées dans les notes afférentes de l'annexe aux comptes consolidés.</p>



DocuSign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-889D347B8B9F

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

#### **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

##### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur par l'assemblée générale du 23 avril 2021 pour Deloitte & Associés et par celle du 23 avril 2015 pour Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2025, Deloitte & Associés était dans la 5ème année de sa mission sans interruption et Forvis Mazars dans la 11ème année de sa mission sans interruption

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.



Docusign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-868D347B889F

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son



DocuSign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-889D347B8B9F

rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Docusign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-889D347B8B9F

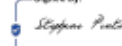
Marseille, le 9 avril 2026

Les commissaires aux comptes

Forvis Mazars

Deloitte & Associés

Signed by:  
  
481590111648471...

Signed by:  
  
6801281C6C45408...

Arnaud LATRACE

Stéphane PINTO

8 | CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE CÔTE D'AZUR | Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés | Exercice clos le 31 décembre 2025

## 3.2. Comptes individuels

### 3.2.1. Comptes individuels au 31/12/2025 (avec comparatif au 31 décembre 2024)

#### 3.2.1.1. Compte de résultat

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2025	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés	3.1	753 358	863 711
Intérêts et charges assimilées	3.1	-587 299	-754 086
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples	3.2	0	0
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples	3.2	0	0
Revenus des titres à revenu variable	3.3	31 353	26 847
Commissions (produits)	3.4	211 342	202 910
Commissions (charges)	3.4	-31 346	-31 780
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	3.5	841	1 007
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3.6	4 379	-163
Autres produits d'exploitation bancaire	3.7	88 340	85 432
Autres charges d'exploitation bancaire	3.7	-84 009	-76 767
<b>Produit net bancaire</b>		<b>386 959</b>	<b>317 111</b>
Charges générales d'exploitation	3.8	-206 642	-196 572
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-11 180	-10 112
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>169 137</b>	<b>110 427</b>
Coût du risque	3.9	-24 389	-23 174
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>144 748</b>	<b>87 253</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	3.10	-6 582	-2 635
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>138 166</b>	<b>84 618</b>
Résultat exceptionnel	3.11	0	0
Impôt sur les bénéfices	3.12	-25 430	-18 016
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
<b>RESULTAT NET</b>		<b>112 736</b>	<b>66 602</b>



### 3.2.1.2. Bilan et hors bilan

#### ACTIF

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Caisses, banques centrales		48 917	47 566
Effets publics et valeurs assimilées	<b>4.3</b>	510 765	558 292
Créances sur les établissements de crédit	<b>4.1</b>	4 232 820	4 463 235
Opérations avec la clientèle	<b>4.2</b>	13 721 019	13 570 919
Obligations et autres titres à revenu fixe	<b>4.3</b>	3 980 167	3 811 278
Actions et autres titres à revenu variable	<b>4.3</b>	104 277	104 654
Participations et autres titres détenus à long terme	<b>4.4</b>	127 309	143 613
Parts dans les entreprises liées	<b>4.4</b>	586 192	556 136
Opérations de crédit-bail et de locations simples	<b>4.5</b>	0	0
Immobilisations incorporelles	<b>4.6</b>	3 098	3 136
Immobilisations corporelles	<b>4.6</b>	88 192	90 735
Autres actifs	<b>4.8</b>	189 547	220 271
Comptes de régularisation	<b>4.9</b>	131 133	127 676
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>23 723 436</b>	<b>23 697 511</b>
<b>Hors bilan</b>			
<i>en milliers d'euros</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Engagements donnés</b>			
Engagements de financement	<b>5.1</b>	1 327 386	1 244 032
Engagements de garantie	<b>5.1</b>	473 808	512 438
Engagements sur titres		0	0



**PASSIF**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Banques centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	<b>4.1</b>	8 002 085	7 939 251
Opérations avec la clientèle	<b>4.2</b>	12 863 237	12 987 236
Dettes représentées par un titre	<b>4.7</b>	83 930	57 968
Autres passifs	<b>4.8</b>	453 452	509 348
Comptes de régularisation	<b>4.9</b>	224 333	206 609
Provisions	<b>4.10</b>	225 076	227 438
Dettes subordonnées	<b>4.11</b>	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	<b>4.12</b>	104 773	104 773
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>4.13</b>	<b>1 766 550</b>	<b>1 664 888</b>
Capital souscrit		515 034	515 034
Primes d'émission		0	0
Réserves		1 108 533	1 053 005
Ecart de réévaluation		0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement			0
Report à nouveau		30 247	30 247
Résultat de l'exercice (+/-)		112 736	66 602
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>23 723 436</b>	<b>23 697 511</b>
<b>Hors bilan</b>			
<i>en milliers d'euros</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Engagements reçus</b>			
Engagements de financement	<b>5.1</b>	143 412	62 540
Engagements de garantie	<b>5.1</b>	78 672	86 436
Engagements sur titres		0	0

### **3.2.2. Notes annexes aux comptes individuels**

#### **Note 1. *Cadre général***

---

##### **1.1 *Le Groupe BPCE***

Le Groupe BPCE<sup>58</sup> dont fait partie l'entité Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

#### **Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne**

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du Groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

#### **BPCE**

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de Groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du Groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE, sont organisées autour de deux grands pôles métiers :

---

<sup>58</sup> L'établissement est intégré aux comptes consolidés du Groupe BPCE, ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE 7, promenade Germaine Sablon – 75013 Paris ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE. L'organe central est enregistré au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 493455042.

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, le pôle Solutions & Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions & garanties financières et l'activité « Titres Retail »), les pôles Digital et Paiements (intégrant les filiales Paiements et le Groupe Oney) et Assurances et les Autres Réseaux ;
- Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking)

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du Groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du Groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du Groupe.

## **1.2**      **Mécanisme de garantie**

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du Groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du Groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du Groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du Groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Épargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 211 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du Groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu.

### **1.3** *Evénements significatifs*

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur a entamé les travaux de rénovation de son site sur Nice ARENAS : LUMIA.

La finalisation de ces travaux est prévue pour fin 2027.

La livraison du nouveau site toulonnais : AVANT-GARDE a été réalisée en juin 2025

La caisse d'épargne Rhône-Alpes et la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur se sont rapprochées dans le but de créer une filiale en Italie, détenue à hauteur de 50 % chacune.

Dans ce contexte et pour entamer l'insertion sur le territoire italien, un Bureau de Représentation a ouvert, rattaché à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur, en janvier 2026 à Milan.

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur a développé l'activité Premium Banque Privée de sa succursale monégasque en ouvrant ses offres au marché du Particulier (bancairisation, crédit, épargne, épargne financière).

### **1.4** *Evénements postérieurs à la clôture*

Néant

## **Note 2. Principes et méthodes comptables généraux**

---

### **2.1** *Méthodes d'évaluation, présentation des comptes individuels et date de clôture*

Les comptes individuels annuels de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les comptes individuels annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le directoire du 26 janvier 2026. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 30 Avril 2026.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

## **2.2** *Changements de méthodes comptables*

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire a supprimé la notion de transfert de charges. Cette suppression n'a pas d'impact sur les comptes individuels de l'établissement.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2025 n'ont également pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

## **2.3** *Principes comptables généraux*

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

## **2.4** *Principes applicables aux mécanismes de résolution bancaire*

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) relèvent de l'arrêté du 27 octobre 2015.

Pour les fonds de garantie des mécanismes espèces, cautions et titres, le montant cumulé des contributions versées par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur représente 18 367 milliers d'euros. Les cotisations cumulées (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 2 531 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 29 872 milliers d'euros.

### **Cas général - établissements relevant du FRU**

Le fonds de résolution a été constitué en 2015 en application de la directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et du règlement européen 806/2014 (règlement MRU). A compter de 2016, il devient le Fonds de résolution unique (FRU) constitué entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique) dédié à la mise en œuvre de mesures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions *ex-ante* aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2024. La cible des fonds à collecter pour le fonds de résolution était atteinte au 31 décembre 2023. Le montant des contributions versées par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur est nul en 2024 et 2025 tant pour la part passant en charge que pour la part sous la forme d'engagement de paiement irrévocable (EPI) garanti par des dépôts espèces inscrits à l'actif du bilan. Des contributions pourront toutefois être appelées à l'avenir en fonction notamment de l'évolution des dépôts couverts et de l'utilisation éventuelle du fonds. La part des EPI correspond à 15 % des appels de fonds jusqu'en 2022 et 22,5% pour la contribution 2023. Ces dépôts sont rémunérés au taux applicable aux acteurs de marché concernés, c'est-à-dire à  $\text{€ster } -20\text{bp}$  depuis le 1<sup>er</sup> mai 2023. Le cumul du collatéral en garantie inscrit à l'actif du bilan s'élève à 5 149 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Il est comptabilisé à l'actif du bilan sur la ligne « Autres actifs » et ne fait pas l'objet de dépréciations au 31 décembre 2025. Les engagements au titre des EPI ne font pas l'objet de provision au passif. En effet, les conditions d'utilisation des ressources du FRU, et donc d'appel des engagements de paiement irrévocables, sont strictement encadrées par la réglementation. Ces ressources ne peuvent être appelées qu'en cas de retrait d'agrément ou de procédure de résolution d'un établissement et après une intervention à hauteur d'un minimum de 8 % du total des passifs par les actionnaires et les détenteurs d'instruments de fonds propres pertinents et d'autres engagements utilisables au titre du renflouement interne. De plus, la contribution du FRU ne doit pas excéder 5 % du total des passifs de l'établissement soumis à une procédure de résolution. Le Groupe BPCE ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe intervienne en zone euro, ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

## **Note 3. Informations sur le compte de résultat**

### **3.1 Intérêts, produits et charges assimilés**

#### **Principes comptables**

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les intérêts négatifs sont présentés comme suit :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB,
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

Les commissions et coûts liées à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. Le Groupe BPCE considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

	Exercice 2025			Exercice 2024		
<i>en milliers d'euros</i>	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	192 087	-238 652	-46 565	286 196	-329 320	-43 124
Opérations avec la clientèle	393 330	-280 530	112 801	380 450	-368 779	11 671
Obligations et autres titres à revenu fixe	102 548	-17 471	85 077	97 776	-12 523	85 253
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
Autres <sup>(59)</sup>	65 393	-50 646	14 747	99 289	-43 464	55 825
<b>TOTAL</b>	<b>753 358</b>	<b>-587 299</b>	<b>166 060</b>	<b>863 711</b>	<b>-754 086</b>	<b>109 625</b>

Les produits d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A et du LDD et ceux du LEP centralisés à la Caisse des dépôts et consignations.

La reprise de la provision épargne logement s'élève à 6 877 milliers d'euros pour l'exercice 2025, contre 1 720 milliers d'euros pour l'exercice 2024.

### Opérations de titrisation 2025

Au 31 décembre 2025, une opération de titrisation a été réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne :

- le 13 octobre 2025, une opération de titrisation s'est traduite par une cession de prêts immobiliers résidentiels (19 655 milliers d'euros) à FCT Olympia MHL et, une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT (18 300 milliers d'euros) ainsi que la souscription par les établissements de titres subordonnés assurant ainsi le surdimensionnement de l'opération et de parts résiduelles permettant de récupérer les flux d'intérêts sur les créances titrisées.

Ainsi, au moment de la mise en place de ces opérations, les plus-values de cession des créances titrisées sont enregistrés dans le poste d'intérêts, produits et charges assimilés. Par la suite, la diminution des produits sur « Opérations avec la clientèle » liée à la diminution du stock de créance est compensée par l'augmentation des produits sur « Obligations et autres titres à revenu fixe » liée au versement par le FCT d'un produit d'intérêts sur parts résiduelles basé sur les flux d'intérêts des créances titrisées

## 3.2 Revenus des titres à revenu variable

### Principes comptables

Les revenus des titres à revenu variable comprennent les dividendes et autres revenus provenant d'actions et d'autres titres à revenu variable, de participations, d'autres titres détenus à long terme et de parts dans les entreprises liées.

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent.

<sup>59</sup> Dont 17 703 milliers d'euros au titre des opérations de macrocouverture

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2025</b>	<b>Exercice 2024</b>
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	5 119	329
Participations et autres titres détenus à long terme	2 339	6 012
Parts dans les entreprises liées	23 894	20 506
<b>TOTAL</b>	<b>31 353</b>	<b>26 847</b>

### 3.3 Commissions

#### Principes comptables

Les commissions assimilables par nature à des intérêts sont comptabilisées en intérêts, produits et charges assimilés (note 3.1).

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2025</b>			<b>Exercice 2024</b>		
	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Net</b>	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Net</b>
Opérations de trésorerie et interbancaire	0	-78	-78	0	-15	-15
Opérations avec la clientèle	50 412	0	50 412	46 258	0	46 258
Opérations sur titres	4 639	-127	4 512	4 275	-32	4 243
Moyens de paiement	45 557	-20 317	25 240	47 980	-21 286	26 694
Opérations de change	122	0	122	113	0	113
Engagements hors bilan	17 774	-12	17 763	18 545	-6	18 539
Prestations de services financiers	11 637	-10 811	826	10 694	-10 441	254
Activités de conseil	163	0	163	154	0	154
Vente de produits d'assurance vie	65 210	0	65 210	61 621	0	61 621
Vente de produits d'assurance autres	15 827	0	15 827	13 269	0	13 269
<b>TOTAL</b>	<b>211 342</b>	<b>-31 346</b>	<b>45 650</b>	<b>202 910</b>	<b>-31 780</b>	<b>45 650</b>

### 3.4 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

#### Principes comptables

Les gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation regroupent :

- les gains ou pertes des opérations de bilan et de hors-bilan sur titres de transaction ;
- les gains ou pertes dégagés sur les opérations de change à terme sec, résultant des achats et ventes de devises et de l'évaluation périodique des opérations en devises et des métaux précieux ;
- les gains ou pertes provenant des opérations sur des instruments financiers à terme, notamment de taux d'intérêt, de cours de change et d'indices boursiers, que ces instruments soient fermes ou conditionnels, y compris lorsqu'il s'agit d'opérations de couverture d'opérations des portefeuilles de négociation.



<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2025</b>	<b>Exercice 2024</b>
Titres de transaction	0	0
Opérations de change	589	877
Instruments financiers à terme	252	130
<b>TOTAL</b>	<b>841</b>	<b>1 007</b>

### ***3.5 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés***

#### **Principes comptables**

Ce poste correspond aux gains ou pertes sur opérations des portefeuilles sur titres de placement et sur titres de l'activité de portefeuille, issu de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2025</b>			<b>Exercice 2024</b>		
	<b>Placement</b>	<b>TAP</b>	<b>Total</b>	<b>Placement</b>	<b>TAP</b>	<b>Total</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>1 486</b>	<b>101</b>	<b>1 587</b>	<b>-1 813</b>	<b>551</b>	<b>-1 262</b>
Dotations	-10	-2 039	-2 049	-2 162	-1 508	-3 670
Reprises	1 496	2 140	3 636	349	2 059	2 408
<b>Résultat de cession</b>	<b>0</b>	<b>2 856</b>	<b>2 856</b>	<b>0</b>	<b>1 138</b>	<b>1 138</b>
<b>Autres éléments</b>	<b>0</b>	<b>-64</b>	<b>-64</b>	<b>0</b>	<b>-39</b>	<b>-39</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 486</b>	<b>2 893</b>	<b>4 379</b>	<b>-1 813</b>	<b>1 650</b>	<b>-163</b>

### ***3.6 Autres produits et charges d'exploitation bancaire***

#### **Principes comptables**

Les autres produits et charges d'exploitation bancaire recouvrent notamment la quote-part réalisée sur opérations faites en commun, les refacturations des charges et produits bancaires, les produits et charges des opérations des activités immobilières et des prestations de services informatiques.

Figurent également à ce poste les charges et produits sur les activités de crédit-bail et/ou de location simple non exercées à titre principal et dont les immobilisations figurent à l'actif au poste d'immobilisations corporelles,

Ces produits et charges comprennent notamment :

- les loyers et les plus et moins-values de cession relatives à des immobilisations données en crédit-bail ou en location avec option d'achat ou encore en location simple ;
- les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire, ainsi que celles relatives aux indemnités de résiliation des contrats ;
- les dotations aux amortissements des immobilisations concernées.

Depuis 2025, suite à la suppression de la technique de transfert de charges par le règlement ANC 2023-03 modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les charges précédemment transférées sont présentées directement en déduction des charges d'origine.

	Exercice 2025			Exercice 2024		
<i>en milliers d'euros</i>	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	total
Quote-part d'opérations faites en commun	2 612	-3 341	-729	2 316	-3 426	-1 110
Refacturations de charges et produits bancaires	20	-5 248	-5 227	14	-5 346	-5 333
Activités immobilières	803	0	803	865	0	865
Prestations de services informatiques	0	0	0	0	0	0
Autres activités diverses	84 904	-75 421	9 483	82 237	-67 995	14 243
Autres produits et charges accessoires	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>88 340</b>	<b>-84 009</b>	<b>4 330</b>	<b>85 432</b>	<b>-76 767</b>	<b>8 665</b>

### 3.7 Charges générales d'exploitation

#### Principes comptables

Les charges générales d'exploitation comprennent les frais de personnel dont les salaires et traitements, la participation et l'intéressement des salariés, les charges sociales, les impôts et taxes afférents aux frais de personnel. Sont également enregistrés les autres frais administratifs dont les autres impôts et taxes et la rémunération des services extérieurs.

Depuis 2025, suite à la suppression de la technique de transfert de charges par le règlement ANC 2023-03 modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les charges précédemment transférées sont présentées directement en déduction des charges d'origine.

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Salaires et traitements	-73 827	-72 313
Charges de retraite et assimilées	-16 236	-16 172
Autres charges sociales	-21 826	-20 348
Intéressement des salariés	-8 515	-8 799
Participation des salariés	0	0
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-11 439	-12 085
<b>Total des frais de personnel</b>	<b>-131 842</b>	<b>-129 716</b>
Impôts et taxes	-3 660	-3 336
Autres charges générales d'exploitation	-71 325	-64 096
Charges refacturées	186	576
<b>Total des autres charges d'exploitation</b>	<b>-74 800</b>	<b>-66 856</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-206 642</b>	<b>-196 572</b>

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 686 cadres et 863 non-cadres, soit un total de 1 549 salariés.

Les refacturations des activités « organe central » (listées dans le Code monétaire et financier) versées à BPCE sont présentées en PNB et les refacturations des missions Groupe versées à BPCE sont présentées en charges générales d'exploitation.

Au 31 décembre 2024, le poste des Charges générales d'exploitation intégrait les transferts de charges de personnel pour 108 milliers d'euros, qui au 31 décembre 2025 sont présentées sur cette même ligne pour 91 milliers d'euros, suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge, en lien avec l'application de ce nouveau règlement.

### 3.8 Coût du risque

#### **Principes comptables**

Le poste coût du risque comporte uniquement le coût lié au risque de crédit (ou risque de contrepartie). Le risque de crédit est l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de la contrepartie sur les engagements qu'elle a souscrits. Le terme "contrepartie", désigne toute entité juridique bénéficiaire d'un crédit ou d'un engagement par signature d'un instrument financier à terme, ou émetteur d'un titre de créance

Le coût du risque de crédit est évalué lorsque la créance est qualifiée de douteuse c'est-à-dire quand le risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Le risque de crédit est également évalué quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale (cf. notes 4.1 et 4.2.1).

Le coût de risque de crédit se compose donc de l'ensemble des dotations et reprises de dépréciations de créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres à revenu fixe d'investissement (en cas de risque de défaillance avéré de l'émetteur), les provisions sur engagements hors - bilan (hors instruments financiers de hors bilan) ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties.

Toutefois, sont classées aux postes Intérêts et produits assimilés et Autres produits d'exploitation bancaire du compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables ou récupérations de créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses dont le provisionnement est obligatoire. Pour les titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille et pour les instruments financiers à terme, le coût du risque de contrepartie est porté directement aux postes enregistrant les gains et les pertes sur ces portefeuilles, sauf en cas de risque de défaillance avéré de la contrepartie où cette composante peut être effectivement isolée et où les mouvements de provision sur risque de contrepartie sont alors inscrits au poste Coût du risque.

**RAPPORT ANNUEL EXERCICE 2025**

en milliers d'euros	Exercice 2025					Exercice 2024				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs										
Interbancaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Clientèle	-48 356	55 219	-32 828	222	-25 743	-44 499	36 506	-4 966	309	-12 650
Titres et débiteurs divers	-6 751	0	0	0	-6 751	0	0	0	0	0
Provisions										
Engagements hors bilan	-12 414	17 885	0	0	5 471	-16 868	8 372	0	0	-8 496
Provisions pour risque clientèle	-11 689	14 323	0	0	2 634	-9 002	6 975	0	0	-2 027
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>-79 210</b>	<b>87 427</b>	<b>-32 828</b>	<b>222</b>	<b>-24 389</b>	<b>-70 369</b>	<b>51 852</b>	<b>-4 966</b>	<b>309</b>	<b>-23 173</b>
dont:										
reprises de dépréciations devenues sans objet		37 453					22 333			
reprises de dépréciations utilisées		17 766					14 173			
reprises de provisions devenues sans objet		31 428					15 224			
reprises de provisions utilisées		781					122			
<b>Total des reprises</b>		<b>87 427</b>					<b>51 852</b>			

### 3.9 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

#### Principes comptables

Les gains ou pertes sur actifs immobilisés comprennent :

- les gains ou pertes sur cessions d'actifs corporels et incorporels affectés à l'exploitation de l'établissement, issus de la différence entre plus-values et moins-values de cession et reprises et dotations aux provisions ;
- les gains ou pertes des opérations sur titres de participation, sur autres titres détenus à long terme, sur parts dans les entreprises liées et sur titres d'investissement, issus de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

	Exercice 2025				Exercice 2024			
<i>en milliers d'euros</i>	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
<b>Dépréciations</b>	-7 300	0	0	<b>-7 300</b>	-2 296	0	0	-2 296
Dotations	-8 783			-8 783	-8 563			-8 563
Reprises	1 483			1 483	6 268			6 268
<b>Résultat de cession</b>	-874	0	1 592	718	219	0	-558	-339
<b>TOTAL</b>	<b>-8 174</b>	<b>0</b>	<b>1 592</b>	<b>-6 582</b>	<b>-2 076</b>	<b>0</b>	<b>-558</b>	<b>-2 635</b>

Les gains ou pertes sur titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme comprennent notamment les opérations suivantes :

- les dotations aux dépréciations sur titres de participation pour un montant de 2 235 milliers d'euros. Les dotations aux dépréciations sur des titres de leasing fiscaux pour un montant de 6 549 milliers d'euros.
- les reprises de dépréciations sur titres de participation et autres titres long terme pour un montant de 1 483 milliers d'euros.
- le résultat des cessions sur titres de participation et autres titres à long terme pour un montant de 874 milliers d'euros.

### 3.10 Résultat exceptionnel

#### Principes comptables

Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges avant impôt, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement.

Aucun résultat exceptionnel n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2025.

### 3.11 Impôt sur les bénéfices

#### Principes comptables

Les réseaux Caisses d'Épargne et Banques Populaires ont décidé depuis l'exercice 2009 de bénéficier des dispositions de l'article 91 de la Loi de finances rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes. Ce mécanisme s'inspire de l'intégration fiscale ouverte aux mutuelles

d'assurance et tient compte de critères d'intégration autres que capitalistiques (le critère usuel étant une détention du capital à partir de 95 %).

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur a signé avec sa mère intégrante une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt sur les sociétés exigible au titre de l'exercice.

Elle comprend également les dotations/reprises de provision pour impôts sur les financements fiscaux et l'impôt constaté d'avance au titre des crédits d'impôts reçus pour la rémunération des prêts à taux zéro.

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15 %, transposées en droit français par la loi de finances pour 2024 sont désormais applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2024. BPCE, en tant qu'entité mère ultime de l'ensemble du Groupe BPCE sera l'entité redevable de cette imposition complémentaire. Au regard des dispositions légales et conventionnelles à date, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur est assujettie à cette imposition complémentaire qui restera néanmoins à la charge de BPCE.

A noter toutefois les cas particuliers des juridictions où sont établies des entités dont la réglementation fiscale locale prévoit le paiement auprès de l'administration fiscale de l'éventuelle top-up tax due au titre de cette juridiction. Dans un tel cas, l'entité pourrait être amenée à acquitter, et donc comptabiliser, l'imposition complémentaire au titre de cette juridiction (législation fiscale toujours en cours d'adoption).

### Détail des impôts sur le résultat 2025

La Caisse d'Épargne d'Azur est membre du groupe d'intégration fiscale constitué par BPCE.

L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la tête de groupe, ventilé entre le résultat courant et le résultat exceptionnel, s'analyse ainsi :

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2025</b>		
<b>Bases imposables aux taux de</b>	<b>25 %</b>	<b>19 %</b>	<b>15 %</b>
Au titre du résultat courant	79 707		
Au titre du résultat exceptionnel	21 217		
<b>Bases imposables</b>	<b>100 924</b>		
Impôt correspondant	23 706		
+ Contributions 3,3 %	632		
- Déductions au titre des crédits d'impôts <sup>(60)</sup>	-404		
<b>Impôt comptabilisé<sup>(61)</sup></b>	<b>23 934</b>		
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales			
Provisions pour impôts	1 180		
Charge d'IS comptabilisée d'avance s'étalt du crédit d'impôts PTZ	238		
Impôt succursale Monaco	1 614		
Autres (écart sur liquidation n-1)	-1 543		
<b>TOTAL</b>	<b>25 424</b>		

<sup>60</sup> La créance liée au crédit d'impôt PTZ imputée dans le cadre de la liquidation s'élève à 4 557 milliers d'euros.

<sup>61</sup> dont 3 779 milliers d'euros d'impôt au titre de la surtaxe 2025

### 3.12 Répartition de l'activité

en milliers d'euros	Activités	
	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Produit net bancaire</b>	<b>386 959</b>	<b>317 111</b>
Frais de gestion	-217 822	-206 684
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>169 137</b>	<b>110 427</b>
Coût du risque	-24 389	-23 174
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>144 748</b>	<b>87 253</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-6 582	-2 635
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>138 166</b>	<b>84 618</b>

## Note 4. Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques.

### 4.1 Opérations interbancaires

#### Principes comptables

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

#### Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de

la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

### **Créances douteuses**

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois consécutifs au moins en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicable au plus tard au 31 décembre 2020. La définition des encours en défaut est ainsi précisée par l'introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement pour identifier les situations de défaut, la clarification des critères de retour en encours sains avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.



## Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-07 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

## Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Coût du risque ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Comptes ordinaires	594 111	815 447
Comptes et prêts au jour le jour	0	0
Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour	0	0
Valeurs non imputées	0	0
<b>Créances à vue</b>	<b>594 111</b>	<b>815 447</b>
Comptes et prêts à terme	3 632 814	3 636 698
Prêts subordonnés et participatifs	0	0
Valeurs et titres reçus en pension à terme	0	0

<b>Créances à terme</b>	<b>3 632 814</b>	<b>3 636 698</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>5 895</b>	<b>11 091</b>
<b>Créances douteuses</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<i>dont créances douteuses compromises</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<b>Dépréciations des créances interbancaires</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<i>dont dépréciation sur créances douteuses compromises</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<b>TOTAL</b>	<b>4 232 820</b>	<b>4 463 235</b>
Créances sur opérations avec le réseau	<b>4 232 820</b>	<b>4 463 235</b>
à vue	595 098	817 206
à terme	3 637 722	3 646 029

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 595 098 milliers d'euros à vue et 3 637 722 milliers d'euros à terme.

La centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de la collecte du Livret A et du LDD représente 2 602 667 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 2 580 670 milliers d'euros au 31 décembre 2024, qui sont présentés en déduction du passif en note 4.2.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Comptes ordinaires créditeurs	192	2 090
Comptes et emprunts au jour le jour	0	0
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour	0	0
Autres sommes dues	7 978	6 149
Dettes rattachées à vue	0	23
<b>Dettes à vue</b>	<b>8 170</b>	<b>8 263</b>
Comptes et emprunts à terme	7 932 588	7 883 207
Valeurs et titres donnés en pension à terme	0	0
Dettes rattachées à terme	61 327	47 781
<b>Dettes à terme</b>	<b>7 993 915</b>	<b>7 930 988</b>
<b>TOTAL</b>	<b>8 002 085</b>	<b>7 939 251</b>
Dettes sur opérations avec le réseau	<b>8 002 085</b>	<b>7 939 251</b>
à vue	191	2 113
à terme	8 001 894	7 937 138

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 191 milliers d'euros à vue et 8 002 085 milliers d'euros à terme.

## 4.2 Opérations avec la clientèle

### 4.2.1. Opérations avec la clientèle

#### Principes comptables

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non

échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

### **Prêts garantis par l'Etat**

Le prêt garanti par l'Etat (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi. Le dispositif a pris fin au 30 juin 2022.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'Etat.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'Etat couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la échéance de son terme. La garantie de l'Etat pourra être appelée avant la échéance du terme en présence d'un événement de crédit.

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6% du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'Etat sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Concernant la garantie de l'Etat, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit à l'Etat est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

Le PGE Résilience, ouvert au 6 avril 2022, est un complément de PGE pour les entreprises impactées par les conséquences du conflit en Ukraine. Le plafond autorisé est de 15% du chiffre d'affaires (CA) moyen des trois derniers exercices comptables. Hormis pour son montant, soumis au nouveau plafond de 15% du CA, ce PGE complémentaire Résilience prend la même forme que les PGE instaurés au début de la crise sanitaire : même durée maximale (jusqu'à 6 ans), même période minimale de franchise de remboursement (12 mois), même quotité garantie et prime de garantie. Ce PGE Résilience est entièrement cumulable avec le ou les PGE

éventuellement obtenu(s) ou à obtenir initialement jusqu'au 30 juin 2022. Ce dispositif a pris fin 31 décembre 2023.

### **Créances restructurées**

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

### **Créances douteuses**

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois consécutifs au moins en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicable au plus tard au 31 décembre 2020. La définition des encours en défaut est ainsi précisée par l'introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement pour identifier les situations de défaut, la clarification des critères de retour en encours sains avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

### **Opérations de pension**

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-07 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

### **Dépréciation**

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues et des coûts de prise de possession et de vente des biens affectés en garantie. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Coût du risque ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés. Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est à dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les encours classés en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres :

- Flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation - ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat de son taux d'intérêt effectif et, pour les crédits immobiliers, du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- Taux de perte en cas de défaut ;
- Probabilités de défaut jusqu'à la maturité du contrat.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Les paramètres utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues sont ajustés à la conjoncture économique via la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans :

- le scénario central utilisé par le Groupe est celui validé en juin 2025. Il correspond aux prévisions du consensus sur les principales variables économiques ayant un impact sur le calcul des pertes de crédit attendues
- un scénario pessimiste, avec une réalisation plus dégradée des variables macro-économiques, correspondant à une variante moins violente du scénario ICAAP « Guerres Commerciales et exacerbation des protectionnismes » ;
- un scénario optimiste, correspondant à une réalisation plus favorable des variables macro-économiques définies dans le cadre du scénario central.

La définition et la revue de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue trimestrielle sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale. Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité WatchList et Provisions du Groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>131 773</b>	<b>110 982</b>
<b>Créances commerciales</b>	<b>20 309</b>	<b>24 361</b>
Crédits à l'exportation	0	0
Crédits de trésorerie et de consommation	1 704 202	1 877 255
Crédits à l'équipement	3 515 310	3 345 249
Crédits à l'habitat	7 707 412	7 561 135
Autres crédits à la clientèle	270 807	269 805
Valeurs et titres reçus en pension		
Prêts subordonnés	571	15 640
Autres	4 730	5 555
<b>Autres concours à la clientèle</b>	<b>13 203 033</b>	<b>13 074 638</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>45 684</b>	<b>45 811</b>
<b>Créances douteuses</b>	<b>432 903</b>	<b>431 999</b>
<b>Créances rattachées sur Créances douteuses</b>	<b>886</b>	<b>481</b>
<b>Dépréciations des créances sur la clientèle</b>	<b>-113 569</b>	<b>-117 352</b>
<b>TOTAL DES CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>	<b>13 721 019</b>	<b>13 570 919</b>
<i>Dont créances restructurées</i>	106	
<i>Dont créances restructurées reclassées en encours sains</i>		

Les créances sur la clientèle éligibles au refinancement de la Banque Centrale au Système européen de Banque Centrale se montent à 641 561 milliers d'euros.

Les Prêts Garantis par l'Etat (PGE) s'élèvent à 103 932 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 209 776 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>5 139 023</b>	<b>8 297 332</b>
<i>Livret A</i>	1 050 398	3 744 804
<i>PEL / CEL</i>	1 582 263	1 720 026
<i>Autres comptes d'épargne à régime spécial (*)</i>	2 506 362	2 832 502
<b>Créance sur le fonds d'épargne <sup>(62)</sup></b>		-2 894 513
<b>Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle <sup>(63)</sup></b>	<b>7 681 974</b>	<b>7 583 703</b>
<b>Dépôts de garantie</b>		
<b>Autres sommes dues</b>	<b>12 053</b>	<b>13 576</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>30 187</b>	<b>-12 863</b>
<b>TOTAL DES DETTES SUR LA CLIENTELE</b>	<b>12 863 237</b>	<b>12 987 236</b>
(*)		
<i>Livret B</i>	1 170 469	1 218 009
<i>Livret Jeunes</i>	31 632	32 213
<i>Ldd</i>	925 892	887 923
<i>Lep</i>	339 448	656 019
<i>Pep</i>	1 580	1 738
<i>Autres</i>	37 341	36 599

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>			<b>31/12/2024</b>		
	<b>À vue</b>	<b>À terme</b>	<b>Total</b>	<b>À vue</b>	<b>À terme</b>	<b>Total</b>
Comptes ordinaires créditeurs	4 818 383		4 818 383	5 243 953		5 243 953
Emprunts auprès de la clientèle financière		478 754	478 754		377 825	377 825
Valeurs et titres donnés en pension livrée						
Autres comptes et emprunts		2 384 837	2 384 837		1 961 925	1 961 925
<b>TOTAL</b>	<b>4 818 383</b>	<b>2 863 591</b>	<b>7 681 974</b>	<b>5 243 953</b>	<b>2 339 750</b>	<b>7 583 703</b>

<sup>62</sup> Conformément au règlement ANC n° 2020-10, la créance de centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial au passif.

<sup>63</sup> Détail des comptes et emprunts auprès de la clientèle



#### 4.2.2. Répartition des encours de crédit par agent économique

	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
<i>en milliers d'euros</i>	Brut	Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Sociétés non financières	4 847 896,00	287 906,00	-83 942,00	304 935,70	-91 757,70
Entrepreneurs individuels	836 045,00	17 119,00	-5 154,00	14 200,00	-4 033,00
Particuliers	6 801 822,00	113 133,00	-24 157,00	81 082,00	-9 933,00
Administrations privées	89 342,00	442,00	-133,00	437,00	-132,00
Administrations publiques et sécurité sociale	740 175,00	61,00	-12,00	40,00	-3,00
Autres	100 008,00	903,00	-443,00	898,00	-348,00
<b>TOTAL AU 31 DECEMBRE 2025</b>	<b>13 415 288</b>	<b>419 564</b>	<b>-113 841</b>	<b>401 593</b>	<b>-106 207</b>
<b>TOTAL AU 31 DECEMBRE 2024</b>	<b>13 255 812</b>	<b>432 458</b>	<b>-117 351</b>	<b>406 702</b>	<b>-105 882</b>

### 4.3 Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable

#### 4.3.1. Portefeuille titres

##### Principes comptables

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Lors d'une opération de prêt de titres, les titres prêtés cessent de figurer au bilan et une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés est constatée à l'actif.

Lors d'une opération d'emprunt de titres, les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction en contrepartie d'un passif correspondant à la dette de titres à l'égard du prêteur pour un montant égal au prix de marché des titres empruntés du jour de l'emprunt. Les titres empruntés sont présentés au bilan en déduction de la dette représentative de la valeur des titres empruntés.

##### Titres de transaction

Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant



régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

### **Titres de placement**

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

### **Titres d'investissement**

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

### **Titres de l'activité de portefeuille**

L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

**RAPPORT ANNUEL EXERCICE 2025**

	31/12/2025					31/12/2024				
<i>en milliers d'euros</i>	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total
Valeurs brutes	35 421	36 686	436 748	0	508 856	71 258	83 522	401 874	0	556 655
Créances rattachées	0	195	1 715	0	1 910	0	234	1 403	0	1 637
Dépréciations	0	0			0	0	0	0		0
<b>Effets publics et valeurs assimilées</b>	<b>35 421</b>	<b>36 881</b>	<b>438 463</b>	<b>0</b>	<b>510 765</b>	<b>71 258</b>	<b>83 756</b>	<b>403 277</b>	<b>0</b>	<b>558 292</b>
Valeurs brutes	0	263 080	3 656 776	0	3 919 856	0	223 159	3 544 048	0	3 767 207
Créances rattachées	0	57 148	3 615	0	60 763	0	44 505	1 068	0	45 574
Dépréciations	0	- 451	0	0	-451	0	-1 503	0	0	-1 503
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>0</b>	<b>319 777</b>	<b>3 660 391</b>	<b>0</b>	<b>3 980 167</b>	<b>0</b>	<b>266 161</b>	<b>3 545 116</b>	<b>0</b>	<b>3 811 277</b>
Montants bruts	0	7 036		107 444	114 479	0	5 974		109 417	115 391
Créances rattachées					0		0		0	0
Dépréciations	0	0		-10 203	-10 203	0	0		-10 737	-10 737
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>0</b>	<b>7 036</b>	<b>0</b>	<b>97 241</b>	<b>104 277</b>	<b>0</b>	<b>5 974</b>	<b>0</b>	<b>98 680</b>	<b>104 654</b>
<b>TOTAL</b>	<b>35 421</b>	<b>363 693</b>	<b>4 098 854</b>	<b>97 241</b>	<b>4 595 209</b>	<b>71 258</b>	<b>355 892</b>	<b>3 948 393</b>	<b>98 680</b>	<b>4 474 223</b>

Conformément au règlement ANC n°2020-10, au 31 décembre 2025, la valeur des titres de transaction présentés, au bilan, en déduction des dettes sur titres empruntés est de 0 milliers d'euros (0 milliers au 31 décembre 2024).

*Le poste « obligations et autres titres à revenu fixe » des titres d'investissement, comprend les titres résultant de la participation de l'établissement aux opérations de titrisation du Groupe BPCE émis antérieurement à 2019. Depuis 2019, les titres résultant de la participation de l'établissement aux opérations de titrisation du Groupe BPCE sont comptabilisés conformément à l'Art. 2422-4 du règlement 2014-07 en titres de placement.*

Pour les effets publics et valeurs assimilées, le montant des créances représentatives des titres prêtés s'élève à 218 742 milliers d'euros.

La valeur de marché des titres d'investissement s'élève à 4 093 524 milliers d'euros.

Les plus et moins-values latentes sur les titres de l'activité de portefeuille s'élèvent respectivement à 0 et 10 203 milliers d'euros.

### Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe

	31/12/2025				31/12/2024			
en milliers d'euros	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Titres cotés	35 421	124 886	309 507	<b>469 814</b>	-71 258	122 626	154 608	<b>205 976</b>
Titres non cotés		119 880	338 077	<b>457 957</b>		79 959	359 449	<b>439 408</b>
Titres prêtés		55 000	3 445 940	<b>3 500 940</b>		102 592	3 503 123	<b>3 605 716</b>
Créances douteuses				<b>0</b>		0	0	<b>0</b>
Créances rattachées		57 343	5 330	<b>62 673</b>		44 740	2 471	<b>47 211</b>
<b>TOTAL</b>	<b>35 421</b>	<b>357 109</b>	<b>4 098 854</b>	<b>4 491 384</b>	<b>-71 258</b>	<b>349 918</b>	<b>4 019 652</b>	<b>4 298 311</b>
dont titres subordonnés				<b>0</b>				

2 942 398 milliers d'euros d'obligations séniors souscrites dans le cadre des opérations de titrisation ont été prêtées à BPCE SA dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE (contre 2 942 398 milliers au 31 décembre 2024).

Les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation sur les titres de placement s'élèvent à 451 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 1 503 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Les plus-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 12 550 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 2 462 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 2 729 milliers d'euros au 31 décembre 2025. Au 31 décembre 2024, les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élevaient à 6 502 milliers d'euros.

Les moins-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 212 101 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 248 366 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Par ailleurs, aucune dépréciation n'a été constatée au titre du risque de contrepartie au 31 décembre 2025 (aucune dépréciation n'avait été constatée au titre du risque de contrepartie 31 décembre 2024).

La part des obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics s'élève à 36 686 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

**Actions et autres titres à revenu variable**

	31/12/2025			31/12/2024		
<i>en milliers d'euros</i>	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Titres cotés	0	0	0	0	0	0
Titres non cotés	7 036	97 241	104 277	5 974	98 680	104 654
Créances rattachées			0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>7 036</b>	<b>97 241</b>	<b>104 277</b>	<b>5 974</b>	<b>98 680</b>	<b>104 654</b>

Au 31 décembre 2025, parmi les actions et autres titres à revenu variable, aucune OPCVM n'est enregistrée à l'identique du 31 décembre 2024.

Pour les titres de placement, les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation s'élèvent à 685 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 1 119 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Il n'y a pas de plus-values latentes sur les titres de placement au 31 décembre 2025, tout comme au 31 décembre 2024.

Pour les titres de l'activité de portefeuille, les moins-values latentes s'élèvent à 8 455 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 9 618 milliers d'euros au 31 décembre 2024 et les plus-values latentes s'élèvent à 5 793 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 6 116 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

**4.3.2. Evolution des titres d'investissement**

<i>en milliers d'euros</i>	01/01/2025	Achats	Cessions	Remboursements	Transfert de catégorie	Conversion	Décotes / surcotes	Autres variations	31/12/2025
Effets publics	474 536	41 323	-83 281				3 125	2 760	<b>438 463</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 545 116	142 279		-20 008	0	0		-6 997	<b>3 660 390</b>
<b>TOTAL</b>	<b>4 019 652</b>	<b>183 602</b>	<b>-83 281</b>	<b>-20 008</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 125</b>	<b>-4 237</b>	<b>4 098 853</b>

**4.3.3. Reclassements d'actifs**
**Principes comptables**

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;

- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

Le règlement autorise les établissements à céder tout ou partie des titres reclassés dans la catégorie des « titres d'investissement » dès lors que sont vérifiées les deux conditions suivantes :

- le reclassement a été motivé par une situation exceptionnelle nécessitant un changement de stratégie,
- le marché est redevenu actif pour ces titres.

Par ailleurs, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sauf exception sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis. Dans ce cas, la cession de ces titres n'est autorisée que dans des cas très limités.

L'établissement n'a pas opéré de reclassements d'actif.

#### **4.4 Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme**

##### **Principes comptables**

##### **Titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse et des transactions récentes, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

##### **Autres titres détenus à long terme**

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

#### **4.4.1. Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Conversion</b>	<b>Autres variations</b>	<b>31/12/2025</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	149 335	14	-15 750	0	0	133 599
Parts dans les entreprises liées	564 060	30 636	0	0	0	594 696
<b>Valeurs brutes</b>	<b>713 395</b>	<b>30 650</b>	<b>-15 750</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>728 296</b>
Participations et autres titres à long terme	-5 723	0	-567	0	0	-6 290
Parts dans les entreprises liées	-7 923	-581	0	0	0	-8 505
<b>Dépréciations</b>	<b>-13 646</b>	<b>-581</b>	<b>-567</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-14 795</b>
<b>TOTAL</b>	<b>699 749</b>	<b>30 068</b>	<b>-16 317</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>713 501</b>

Les parts de sociétés civiles immobilières présentées en immobilisations financières s'élèvent à 0,1 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 1 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'associés et d'association au fonds de garantie des dépôts (111 974 milliers d'euros) et le cas échéant, certains titres subordonnés à durée indéterminée dont l'intention de gestion correspond davantage à celle d'un titre à revenu variable.

Les titres BPCE SA dont la valeur nette comptable au 31 décembre 2025 s'élève à 547 203 milliers d'euros figurent dans le poste des parts et entreprises liées. Leur valeur a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE, les actifs incorporels détenus par BPCE et les charges de structure de l'organe central.

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (*Dividend Discount Model*). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance jugés raisonnables. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées ont été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE, qui ont fait l'objet d'un exercice pluriannuel de valorisation par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure de l'organe central.

Ces valorisations sont fondées sur la notion de valeur d'utilité. En conséquence, elles prennent en compte la situation spécifique de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur, l'appartenance de ces participations au Groupe BPCE et leur intégration au sein du mécanisme de solidarité, leur intérêt stratégique pour la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur et le fait qu'elles sont détenues dans un objectif de long terme.

Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques fondés sur une vision de détention et d'appartenance au Groupe à long terme et non sur des paramètres de valorisation à leurs bornes.

#### 4.4.2. Tableau des filiales et participations

Les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Filiales et participations		Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2025		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI en 2025	Montants des cautions et avals donnés par la société en 2025	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice en 2025	
	Capital 31/12/2025	31/12/2025	31/12/2025					31/12/2025	31/12/2025		Observations
					Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication											
1. Filiales (détenues à + de 50%)											
EID <sup>(64)</sup>	2 076	462	99,99 %	6 432	2 076	4 994	0	200	-1 202	0	
2. Participations (détenues entre 10 et 50%)											
Néant											
3. Participations (détenues à moins de 10%)											
AEW FONCIERE ECUREUIL <sup>(13)</sup>	134 652	8 879	9,50 %	19 892	11 569	6 539	0	7 273	1 378	1 295	
BPCE <sup>(65)</sup>	207 603	20 180 384	2,01 %	547 203	547 203	0	0	1 374 439	947 644	22 073	
GRUPE HABITAT EN REGIONS (GHER) <sup>(13)</sup>	95 139	43 226	4,02 %	8 937	8 937	0	0	205	671	0	
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication											
Filiales françaises (ensemble)				9 005	8 872	16 534	0			0	
Filiales étrangères (ensemble)				0	0	0	0			0	
Participations dans les sociétés françaises				12 070	12 017	316 804	982			241	
Participations dans les sociétés étrangères				0	0	0	0			0	
dont participations dans les sociétés cotées				0	0						

<sup>64</sup> Base 2024

<sup>65</sup> Base 2025



#### 4.4.3. Entreprises dont l'établissement est associé indéfiniment responsable

Dénomination	Siège	Forme juridique
CAZ PARTICIPATIONS ET INVESTISSEMENTS	c/o CE Côte d'Azur - 455 promenade des Anglais - 06200 NICE	SASU
CAZ FONCIERE 2	c/o CE Côte d'Azur - 455 promenade des Anglais - 06200 NICE	SASU
ECOLOCALE	7 Pro Germaine Sablon - 75013 PARIS	GIE
NEUILLY CONTENTIEUX	143 rue Anatole France - 92300 Levallois Perret	GIE
BPCE SERVICES FINANCIERS	182 Avenue de France 75013 PARIS	GIE
GIE SYNDICATION RISQUE ET DISTRIBUTION	7 PRO GERMAINE SABLON 75013 PARIS 13	GIE
BPCE ACHATS ET SERVICES	110 avenue de France - 75013 PARIS	GIE
GCE MOBILIZ	7 Pro Germaine Sablon - 75013 PARIS	GIE
BPCE SOLUTIONS CLIENTS	7 Pro Germaine Sablon - 75013 PARIS	GIE
CAZ 2I	c/o CE Côte d'Azur - 455 promenade des Anglais - 06200 NICE	SASU

#### 4.4.4. Opérations avec les entreprises liées

	31/12/2025			31/12/2024
<i>en milliers d'euros</i>	Etablissements de crédit	Autres entreprises	Total	Total
<b>Créances sur les établissements de crédits</b>	<b>4 212 512</b>	<b>0</b>	<b>4 212 512</b>	<b>4 441 116</b>
<i>dont subordonnées</i>	0	0	0	0
<i>Opération avec la clientèle</i>	0	0	0	63
<b>Dettes envers les établissements de crédits</b>	<b>7 923 687</b>	<b>0</b>	<b>7 923 687</b>	<b>7 925 301</b>
<i>dont subordonnées</i>	0	0	0	0
<i>Opération avec la clientèle</i>	0	77 204	77 204	651
Engagements de financement donnés	0	0	0	237
Engagements de garantie donnés	205 460	131 984	337 444	309 847
Autres engagements donnés ne figurant pas dans le hors bilan	251 703 6	39 497	2 556 533	2 430 019
<b>Engagements donnés</b>	<b>2 722 496</b>	<b>171 481</b>	<b>2 893 977</b>	<b>2 740 103</b>
Engagements de financement reçus	0	0	0	0
Engagements de garantie reçus	2 422	26 606	29 028	43 607
Autres engagements reçus ne figurant pas dans le hors bilan	0	5 990 544	5 990 544	5 868 465
<b>Engagements reçus</b>	<b>2 422</b>	<b>6 017 150</b>	<b>6 019 572</b>	<b>5 912 072</b>

Pour tenir compte du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), inclure également les transactions significatives non conclues aux conditions de marché entre parties liées. Il n'y a pas de transaction

significative conclue à des conditions hors marché avec une partie liée (Attention : ne pas confondre « parties liées » avec « entreprises liées »).

#### 4.5 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC) modifié notamment par le règlement ANC n° 2023-05 du 10 novembre 2023 sur les solutions informatiques.

##### 4.5.1. Immobilisations incorporelles

###### Principes comptables :

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les solutions informatiques développées en interne sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables à leur production et à leur préparation dès lors qu'ils remplissent les critères d'immobilisation.

Les solutions informatiques acquises sont amorties sur une durée maximum 5 ans.

Les solutions informatiques développées en interne sont amorties sur leur durée d'utilité ne pouvant excéder 15 ans.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Autres mouvements</b>	<b>31/12/2025</b>
Droits au bail et fonds commerciaux	7 085	0	-75	0	7 010
Solutions informatiques	4 569	80	-17	0	4 632
Autres	32	0	0	0	32
<b>Valeurs brutes</b>	<b>11 686</b>	<b>80</b>	<b>-92</b>	<b>0</b>	<b>11 674</b>
Droits au bail et fonds commerciaux	-3 632	-19	0	0	-3 651
Logiciels Solutions informatiques	-4 429	-100	17	0	-4 512
Autres	-32	0	0	0	-32
Dépréciations	-458	76	0	0	-382
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>-8 550</b>	<b>-43</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>-8 576</b>
<b>TOTAL VALEURS NETTES</b>	<b>3 136</b>	<b>37</b>	<b>-75</b>	<b>0</b>	<b>3 098</b>

#### 4.5.2. Immobilisations corporelles

##### Principes comptables

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Postes	Durée
Murs, fondations, charpentes et cloisons fixes	35 ans
Toitures	25 ans
Ascenseurs	15 ans
Installations de chauffage ou de climatisation	10 ans
Éléments de signalétique et façade	10 ans
Ouvrants (portes et fenêtres)	10 ans
Clôtures	10 ans
Matériel de sécurité	5 à 10 ans
Câblages	10 ans
Autres agencements et installations des constructions	10 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Autres mouvements</b>	<b>31/12/2025</b>
Terrains	14 657	25	-164	1 377	15 895
Constructions	198 300	12 166	-754	-2 704	207 008
Parts de SCI	0	0	0	0	0
Autres	27 547	674	-39	747	28 928
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>240 504</b>	<b>12 865</b>	<b>-957</b>	<b>-580</b>	<b>251 831</b>
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>8 375</b>	<b>412</b>	<b>-4 767</b>	<b>501</b>	<b>4 521</b>
<b>Valeurs brutes</b>	<b>248 879</b>	<b>13 277</b>	<b>-5 724</b>	<b>-79</b>	<b>256 352</b>
Terrains	0	0	0	0	0
Constructions	-130 496	-9 077	266	79	-139 228
Parts de SCI	0	0	0	0	0

Autres	-23 109	-2 060	38	0	-25 131
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>-153 605</b>	<b>-11 137</b>	<b>304</b>	<b>79</b>	<b>-164 359</b>
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>-4 539</b>	<b>-132</b>	<b>949</b>	<b>-79</b>	<b>-3 801</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>-158 144</b>	<b>-11 269</b>	<b>1 253</b>	<b>0</b>	<b>-168 159</b>
<b>TOTAL VALEURS NETTES</b>	<b>90 735</b>	<b>2 008</b>	<b>-4 472</b>	<b>-80</b>	<b>88 192</b>

#### 4.6 Dettes représentées par un titre

##### Principes comptables

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Bons de caisse et bons d'épargne	1 228	1 258
Titres du marché interbancaire et de créances négociables	82 695	56 697
Emprunts obligataires	0	0
Autres dettes représentées par un titre	0	0
Dettes rattachées	7	12
<b>TOTAL</b>	<b>83 930</b>	<b>57 968</b>

Il ne reste ni primes de remboursement, ni primes d'émission à amortir sur ces titres.

#### 4.7 Autres actifs et autres passifs

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>		<b>31/12/2024</b>	
	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>
Comptes de règlement sur opérations sur titres	135	135	15	15
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus	0	0	0	0
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres*		74 321	0	116 653
Créances et dettes sociales et fiscales	29 850	32 804	25 853	33 876
Dépôts de garantie versés et reçus	23 821	0	24 088	0
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	135 740	346 192	170 314	358 804
<b>TOTAL</b>	<b>189 546</b>	<b>453 452</b>	<b>220 271</b>	<b>509 348</b>

Conformément au règlement ANC n° 2020-10, le montant de la dette sur titres empruntés est diminué de la valeur des titres identiques classés par l'établissement parmi les titres de transaction et à concurrence du montant de la dette. Voir note 4.3.1.

#### 4.8 Comptes de régularisation

	31/12/2025		31/12/2024	
en milliers d'euros	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises	0	0	0	0
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture	20 193	7 830	24 455	9 039
Primes et frais d'émission	431	0	380	0
Charges et produits constatés d'avance	16 760	50 350	16 150	50 729
Produits à recevoir/Charges à payer (*)	43 266	98 258	40 137	95 866
Valeurs à l'encaissement	19 960	55 968	17 441	42 130
Autres (**)	30 523	11 927	29 112	8 844
<b>TOTAL</b>	<b>131 133</b>	<b>224 333</b>	<b>127 676</b>	<b>206 609</b>
(*) dont				
▪ Impôts nouveaux prêts à taux zéro	8 621		8 860	
▪ Crédit d'impôt des prêts à taux zéro		44 072		43 936
(**) dont				
▪ Produits à recevoir et charges à payer sur Instruments Financiers à Terme	20 837	74 462	19 556	75 055

#### 4.9 Provisions

##### Principes comptables

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique ou de relever des opérations bancaires ou connexes, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risques de contrepartie.

##### Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

##### ➤ Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restants dus à la clôture.

➤ **Avantages à long terme**

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

➤ **Indemnités de fin de contrat de travail**

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

➤ **Avantages postérieurs à l'emploi**

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

## **Provisions épargne logement**

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- L'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- L'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- L'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- L'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque. Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour le Groupe, sans compensation entre générations.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

#### 4.9.1. Tableau de variations des provisions

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2024	Dotations	Reprises	Utilisations	Conversion	31/12/2025
<b>Provisions pour risques de contrepartie</b>	<b>160 211</b>	<b>24 103</b>	<b>-31 733</b>	<b>-475</b>	<b>0</b>	<b>152 105</b>
<b>Provisions pour engagements sociaux</b>	<b>14 424</b>	<b>1 159</b>	<b>-944</b>	<b>0</b>	<b>-4 822</b>	<b>9 817</b>
<b>Provisions pour PEL/CEL</b>	<b>12 903</b>	<b>0</b>	<b>-6 878</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 026</b>
<b>Provisions pour litiges</b>	<b>1 120</b>	<b>304</b>	<b>-225</b>	<b>-30</b>	<b>0</b>	<b>1 169</b>
<b>Provisions pour restructurations</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Portefeuille titres et instruments financiers à terme	2 144	0	0	0	0	2 144
Immobilisations financières	2 067	6 227	-322	0	0	7 972
Risques sur opérations de banque	26 074	10 069	-3 533	-807	0	31 803
Provisions pour impôts	4 364	1 187	0	0	0	5 551
Autres	4 131	2 423	-2 739	-147	4 822	8 489
<b>Autres provisions pour risques</b>	<b>38 780</b>	<b>19 905</b>	<b>-6 594</b>	<b>-954</b>	<b>4 822</b>	<b>55 959</b>
Provisions pour restructurations informatiques	0	0	0	0		0
Autres provisions exceptionnelles	0	0	0	0		0
<b>Provisions exceptionnelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>227 438</b>	<b>45 471</b>	<b>-46 374</b>	<b>-1 460</b>	<b>0</b>	<b>225 076</b>

#### 4.9.2. Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie

en milliers d'euros	31/12/2024	Dotations <sup>(66)</sup>	Reprises (3)	Utilisations	Conversion	31/12/2025
Dépréciations sur créances sur la clientèle	117 360	51 937	-14 557	-40 815	0	113 924
Dépréciations sur autres créances	0	6 751				6 751
<b>Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs</b>	<b>117 360</b>	<b>58 687</b>	<b>-14 557</b>	<b>-40 815</b>		<b>120 675</b>
Provisions pour risque d'exécution d'engagements par signature <sup>(67)</sup>	32 394	11 572	-16 563	-475		26 928
Provisions pour risques pays	0					0
Autres provisions pour risques de contrepartie clientèle <sup>(68)</sup>	127 817	12 531	-15 170	0		125 178
Autres provisions	0					0
<b>Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif</b>	<b>160 211</b>	<b>24 103</b>	<b>-31 733</b>	<b>-475</b>	<b>0</b>	<b>152 105</b>
<b>TOTAL</b>	<b>277 571</b>	<b>82 790</b>	<b>-46 290</b>	<b>-41 291</b>	<b>0</b>	<b>272 780</b>

Dans les opérations de titrisation, la gestion des impayés, du douteux et du contentieux de l'ensemble des créances cédées par les établissements du Groupe BPCE est réalisée au sein des Fonds Communs de Titrisation (FCT).

La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur est toujours exposé à un risque équivalent à celui de ses propres créances cédées. Ce risque prend la forme d'une garantie accordée aux FCT. Pour les créances qu'elle a cédées aux FCT, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur comptabilise au passif des provisions pour risque d'exécution des engagements par signature pour un montant équivalent à celui des provisions sur base de portefeuilles.

L'engagement de garantie étant déjà provisionné, il ne figure pas au hors bilan.

#### 4.9.3. Provisions pour engagements sociaux

##### Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhèrent les Caisses

<sup>66</sup> L'établissement applique les modalités d'enregistrement des mouvements liés aux dépréciations et provisions conformes aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'ANC (reprise intégrale des montants de l'exercice précédent et dotation intégrale des montants de l'exercice en cours).

<sup>67</sup> Provisions constituées au titre d'engagement de financement et de garantie dont le risque est avéré ;

<sup>68</sup> Une provision pour risque de contrepartie est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au bilan ou au hors bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance (cf. notes 4.1 et 4.2.1) ;



d'Epargne\_et les Banques Populaires. L'engagement de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur est limité au versement des cotisations (11 654 milliers d'euros en 2025).

### **Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme**

Les engagements de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur concernent les régimes suivants :

- le régime de retraite des Caisses d'Epargne, anciennement géré au sein de la Caisse Générale de Retraite des Caisses d'Epargne (CGRCE) désormais intégré au sein de la Caisse Générale de Prévoyance des Caisses d'Epargne (CGPCE) (régime de maintien de droits). Ce régime est fermé depuis le 31 décembre 1999 et les droits sont cristallisés à cette date. Le régime de maintien de droits est assimilé à un fonds d'avantages à long terme ;
- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables modifiée le 5 novembre 2021.

**Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan**

	Exercice 2025					Exercice 2024				
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Total	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Total
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	
<i>en milliers d'euros</i>										
Dette actuarielle	155 799	9 108	634		<b>165 541</b>	170 460	8 700	634	0	179 794
Juste valeur des actifs du régime	222 541	10 782	0		<b>233 323</b>	228 247	10 241	0	0	238 488
Juste valeur des droits à remboursement	0	0	0		<b>0</b>	0	0	0	0	0
Effet du plafonnement d'actifs	-24 221	0	0		<b>-24 221</b>	-22 184	0	0	0	-22 184
Ecarts actuariels non reconnus gains / (pertes)	-42 521	-2 563	0		<b>-45 084</b>	-35 603	-2 358	0	0	-37 961
Coût des services passés non reconnus	0				<b>0</b>	0	0	0	0	0
<b>Solde net au bilan</b>	<b>0</b>	<b>889</b>	<b>634</b>	<b>0</b>	<b>1 523</b>	<b>0</b>	<b>817</b>	<b>634</b>	<b>0</b>	<b>1 451</b>
Engagements sociaux passifs	0	889	634	0	<b>1 523</b>	0	561	634	0	<b>1 195</b>
Engagements sociaux actifs	0	0			<b>0</b>		256			<b>256</b>

**Analyse de la charge de l'exercice**

	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Exercice 2025	Exercice 2024
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	Total	Total
<i>en milliers d'euros</i>						
Coût des services rendus	0	574	47		<b>621</b>	599
Coût des services passés	0	0	0		<b>0</b>	0
Coût financier	5 879	299	20		<b>6 198</b>	6 011
Produit financier	-7 366	-346	0		<b>-7 712</b>	-8 210
Ecarts actuariels comptabilisés en résultat		-452	-62		<b>-514</b>	-10 799
Autres (1)		0	0		<b>0</b>	78
<b>Total de la charge de l'exercice</b>	<b>-6 256</b>	<b>-45</b>	<b>-13</b>		<b>-6 314</b>	<b>-12 709</b>

**Principales hypothèses actuarielles**

	<b>Exercice 2025</b>		<b>Exercice 2024</b>	
	CGPCE	CAR-BP	CGPCE	CAR-BP
taux d'actualisation	4,06 %		3,52 %	
taux d'inflation	2,20 %		2,30 %	
table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05		TGH05-TGF05	
duration	12,16		13,28	

	<b>Exercice 2025</b>				<b>Exercice 2024</b>			
Hors CGPCE et CAR-BP	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme	
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages
taux d'actualisation		3,50 %	3,15 %			3,38 %	3,12 %	
taux d'inflation		2,20 %	2,20 %			2,30 %	2,30 %	
taux de croissance des salaires		2,40 %	2,40 %			3,64 %	3,64 %	
taux d'évolution des coûts médicaux						0 %	0 %	
table de mortalité utilisée		TGH05/TGF05	TGH05-TGF05			TGH05/TGF05	TGH05-TGF05	
duration		11,04	7,43			11,10	7,40	

Le taux d'actualisation utilisé est issu de la courbe des emprunteurs de première catégorie (courbe « EUR Composite (AA) »).

Sur l'année 2025, sur l'ensemble des – 6 351 milliers d'euros d'écarts actuariels générés, - 4 557 milliers d'euros proviennent des écarts liés à la mise à jour du taux d'actualisation, - 1 929 milliers d'euros proviennent des ajustements liés à l'expérience et 134 milliers d'euros proviennent des écarts démographiques.

Au 31 décembre 2025, les actifs de couverture du régime de retraite des Caisses d'Épargne sont répartis à hauteur de 82,1 % en obligations, 14,1 % en actions, 1,6 % en actifs immobiliers et 2,2 % en actifs monétaires.

#### 4.9.4. Provisions PEL / CEL

<b>Encours de dépôts collectés</b>			
<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>	
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)			
* ancienneté de moins de 4 ans	<b>345 264</b>	<b>194 173</b>	
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	<b>720 022</b>	987 711	
* ancienneté de plus de 10 ans	396 842	426 131	
<b>Encours collectés au titre des plans épargne logement</b>	<b>1 462 129</b>	<b>1 608 015</b>	
<b>Encours collectés au titre des comptes épargne logement</b>	<b>143 011</b>	<b>133 606</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>1 605 139</b>	<b>1 741 621</b>	
<b>Encours de crédits octroyés</b>			
<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>	
Encours de crédits octroyés			
* au titre des plans épargne logement	<b>1 511</b>	1 253	
* au titre des comptes épargne logement	74	84	
<b>TOTAL</b>	<b>1 585</b>	<b>1 337</b>	
<b>Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne-logement (PEL et CEL)</b>			
<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>Dotations / reprises nettes</b>	<b>31/12/2025</b>
Provisions constituées au titre des PEL			
* ancienneté de moins de 4 ans	0	<b>0</b>	0
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	0	<b>0</b>	0
* ancienneté de plus de 10 ans	10 585	-4 757	5 828
<b>Provisions constituées au titre des plans épargne logement</b>	<b>10 585</b>	<b>-4 757</b>	<b>5 828</b>
<b>Provisions constituées au titre des comptes épargne logement</b>	<b>2 298</b>	-2 125	<b>173</b>
Provisions constituées au titre des crédits PEL	22	4	25
Provisions constituées au titre des crédits CEL	-1	1	1
<b>Provisions constituées au titre des crédits épargne logement</b>	<b>21</b>	5	<b>26</b>
<b>TOTAL</b>	<b>12 904</b>	<b>-6 878</b>	<b>6 027</b>

#### 4.10 Dettes subordonnées

##### Principes comptables

Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur ne possède pas de dettes subordonnées au 31 décembre 2025.

#### 4.11 Fonds pour risques bancaires généraux

##### Principes généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité.

Ils comprennent également les montants dotés aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie (cf. §1.2).

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2025
Fonds pour risques bancaires généraux	104 773				104 773
<b>TOTAL</b>	<b>104 773</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>104 773</b>

Au 31 décembre 2025, les Fonds pour risques bancaires généraux incluent notamment 25 979 milliers d'euros affectés au système de garantie et de solidarité du Groupe, dont 7 911 milliers d'euros affectés au Fonds de Garantie Mutuel et 18 068 milliers d'euros affectés au Fonds Régional de Solidarité.

#### 4.12 Capitaux propres

<i>en milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Réserves/ autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
<b>TOTAL AU 31 DECEMBRE 2023</b>	<b>515 034</b>	<b>0</b>	<b>1 005 784</b>	<b>30 247</b>	<b>61 383</b>	<b>1 612 448</b>
Mouvements de l'exercice	0	0	47 221	0	5 219	52 440
<b>TOTAL AU 31 DECEMBRE 2024</b>	<b>515 034</b>	<b>0</b>	<b>1 053 005</b>	<b>30 247</b>	<b>66 602</b>	<b>1 664 888</b>
Impact changement de méthode (1)						<b>0</b>
Affectation résultat 2025			66 602	0	-66 602	0
Distribution de dividendes			-11 073			-11 073
Augmentation de capital						0
Résultat de la période					112 736	112 736
<b>TOTAL AU 31 DECEMBRE 2025</b>	<b>515 034</b>	<b>0</b>	<b>1 108 533</b>	<b>30 247</b>	<b>112 736</b>	<b>1 766 550</b>

Le capital social de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur s'élève à 515 034 milliers d'euros et est composé de 25 751 676 parts sociales de nominal 20 euros, entièrement souscrites par les sociétés locales d'épargne (SLE).

Au 31 décembre 2025, les parts sociales émises par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur sont détenues par 4 sociétés locales d'épargne, dont le capital (779 584 milliers d'euros de parts sociales) est détenu par des sociétaires. Au cours de l'exercice 2025, les SLE ont perçu un dividende de 11 073 milliers d'euros au titre de leur participation dans la Caisse d'Epargne.

Au 31 décembre 2025, les SLE sont titulaires d'un compte courant d'associé de 264 551 milliers d'euros comptabilisé en autres passifs dans les comptes de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur. Au cours de l'exercice 2025, la rémunération de ce compte courant d'associé s'est traduite par une charge de 6 068 milliers d'euros, présentée en marge nette d'intérêts dans les comptes de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

#### 4.13 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

<i>en milliers d'euros</i>	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total
Effets publics et valeurs assimilées	1 910	36 832	0	206 921	229 681	35 421	510 765
Créances sur les établissements de crédit	705 205	291 794	390 539	2 829 650	15 615	17	4 232 820
Opérations avec la clientèle	488 142	232 461	1 087 663	3 998 379	7 576 812	337 562	13 721 019
Obligations et autres titres à revenu fixe	421 759	0	14 400	2 898 843	639 258	5 907	3 980 167
Opérations de crédit-bail et de locations simples		0	0	0	0	0	0
<b>Total des emplois</b>	<b>1 617 016</b>	<b>561 087</b>	<b>1 492 602</b>	<b>9 933 793</b>	<b>8 461 366</b>	<b>378 907</b>	<b>22 444 771</b>
Dettes envers les établissements de crédit	97 725	144 826	3 171 722	2 518 530	2 069 093	189	8 002 085
Opérations avec la clientèle	9 782 349	260 830	322 241	1 608 706	888 689	422	12 863 237
Dettes représentées par un titre	3 080	0	0	34 400	46 450	0	83 930
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des ressources</b>	<b>9 883 154</b>	<b>405 656</b>	<b>3 493 963</b>	<b>4 161 636</b>	<b>3 004 232</b>	<b>611</b>	<b>20 949 252</b>

Suite à l'application du règlement ANC n° 2020-10, les dettes représentées par un titre sont présentées après déduction des titres empruntés et la créance sur le fonds d'épargne est présenté en déduction de l'épargne réglementée. Se référer aux notes 4.2, 4.3.1 et 4.8

## Note 5. Informations sur le hors bilan et opérations assimilées

### 5.1 Engagements reçus et donnés

#### Principes généraux

##### Engagements de financement

Les engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés comprennent notamment les accords de refinancement, les acceptations à payer ou les engagements de payer, les confirmations d'ouvertures de crédits documentaires et les autres engagements donnés à des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de financement en faveur de la clientèle comprennent notamment les ouvertures de crédits confirmés, les lignes de substitution des billets de trésorerie, les engagements sur facilités d'émission de titres et les autres engagements en faveur d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de financement reçus recensent notamment les accords de refinancement et les engagements divers reçus d'établissements de crédit et assimilés.

##### Engagements de garantie

Les engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit recouvrent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de garantie d'ordre de la clientèle comprennent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de garantie reçus recensent notamment les cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit et assimilés.

#### 5.1.1. Engagements de financement

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Engagements de financement donnés</b>		
<b>En faveur des établissements de crédit</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Ouverture de crédits documentaires	4 658	5 742
Autres ouvertures de crédits confirmés	1 274 217	1 227 475
Autres engagements	48 511	10 815
<b>En faveur de la clientèle</b>	<b>1 327 386</b>	<b>1 244 032</b>
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS</b>	<b>1 327 386</b>	<b>1 244 032</b>
<b>Engagements de financement reçus</b>		
<b>D'établissements de crédit</b>	<b>143 412</b>	<b>62 540</b>
<b>De la clientèle</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS</b>	<b>143 412</b>	<b>62 540</b>



### 5.1.2. Engagements de garantie

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
<b>Engagements de garantie donnés</b>		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	0	41
Autres garanties	41	0
<b>D'ordre d'établissements de crédit</b>	<b>41</b>	<b>41</b>
Cautions immobilières	0	0
Cautions administratives et fiscales	0	0
Autres cautions et avals donnés	547	0
Autres garanties données	473 220	512 397
<b>D'ordre de la clientèle</b>	<b>473 767</b>	<b>512 398</b>
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS</b>	<b>473 808</b>	<b>512 438</b>
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	78 672	86 436
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS</b>	<b>78 672</b>	<b>86 436</b>

### 5.1.3. Autres engagements ne figurant pas au hors bilan

	31/12/2025		31/12/2024	
<i>en milliers d'euros</i>	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit	3 315 200	0	3 069 626	0
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle	40 055	11 627 384	39 891	11 573 686
<b>TOTAL</b>	<b>3 355 255</b>	<b>11 627 384</b>	<b>3 109 517</b>	<b>11 573 686</b>

Au 31 décembre 2025, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- 292 238 milliers d'euros de titres et créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP contre 356 526 milliers d'euros au 31 décembre 2024,
- 200 200 milliers d'euros de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) contre 216 082 milliers d'euros au 31 décembre 2024,
- 123 982 milliers d'euros de créances données en garantie auprès de la Caisse de refinancement de l'habitat contre 87 084 milliers d'euros au 31 décembre 2024,
- 2 169 890 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de BPCE SFH contre 1 997 507 milliers d'euros au 31 décembre 2024.
- 17 155 milliers d'euros de créances apportées en garantie auprès de la Caisse des Dépôts dans le cadre des dispositifs PLI PLS/PRCT/PRCL contre 4 063 milliers d'euros au 31 décembre 2024.
- 367 695 milliers d'euros de crédits à la consommation donnés en garantie auprès des FCT Demeter Uno, Duo, Tria, Tetra, Penta et Gaïa, contre 219 597 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Ce dispositif de refinancement est un programme de refinancement privé dans lequel un fonds émet des titres seniors souscrits par un investisseur externe et juniors souscrits par les établissements participant avec la mise en place de prêts collatéralisés entre les établissements et le fonds. En synthèse, l'opération aboutit chez les établissements à un emprunt collatéralisé par un portefeuille de créances remis en garantie et qui demeure ainsi inscrit au bilan de l'établissement.

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

Dans le cadre de ces opérations de titrisation, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur effectue le recouvrement des sommes dues sur les crédits cédés pour le compte du FCT. Afin de sanctuariser les encaissements reçus de la clientèle et qui appartiennent juridiquement au FCT, il a été mis en place un « compte d'affectation spécial (CAS) », figurant parmi les comptes ordinaires de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur. Ce compte reçoit les sommes recouvrées dans l'attente de leur reversement au FCT. Au 31 décembre 2025, le montant de cet actif grevé au bénéfice du FCT figure dans les « Autres valeurs affectées en garantie » et s'élève à 40 055 milliers d'euros contre 39 891 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

## **5.2** *Opérations sur instruments financiers à terme*

### **Principes comptables**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

### **Opérations fermes**

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés *prorata temporis* dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou *prorata temporis* selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision comptabilisée dans la rubrique « Provisions » au passif. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché. Il sera tenu compte dans l'évaluation des positions ouvertes isolées du coût de liquidité et du risque de contrepartie.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie, coût de liquidité et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation sauf le cas échéant pour le coût de liquidité. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

### **Opérations conditionnelles**

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

**5.2.1. Instruments financiers et opérations de change à terme**

	31/12/2025				31/12/2024			
<i>en milliers d'euros</i>	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur
<b>Opérations fermes</b>								
Contrats de taux d'intérêt			0				0	
Contrats de change			0				0	
Autres contrats			0				0	
<b>Opérations sur marchés organisés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Accords de taux futurs (FRA)			0				0	
Swaps de taux d'intérêt	5 179 597	0	5 179 597	-28 636	5 203 250	0	5 203 250	-61 467
Swaps financiers de devises	0	0	0	0	0		0	
Autres contrats à terme	0	0	0	0	0		0	
<b>Opérations de gré à gré</b>	<b>5 179 597</b>	<b>0</b>	<b>5 179 597</b>	<b>-28 636</b>	<b>5 203 250</b>	<b>0</b>	<b>5 203 250</b>	<b>-61 467</b>
<b>TOTAL OPÉRATIONS FERMES</b>	<b>5 179 597</b>	<b>0</b>	<b>5 179 597</b>	<b>-28 636</b>	<b>5 203 250</b>	<b>0</b>	<b>5 203 250</b>	<b>-61 467</b>
<b>Opérations conditionnelles</b>								
Options de taux d'intérêt			0				0	
Options de change			0				0	
Autres options			0				0	
<b>Opérations sur marchés organisés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Options de taux d'intérêt		0	0	1	0	0	0	0
Options de change			0				0	
Autres options		205 899	205 899	0		1 746	1 746	
<b>Opérations de gré à gré</b>	<b>0</b>	<b>205 899</b>	<b>205 899</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1 746</b>	<b>1 746</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL OPÉRATIONS CONDITIONNELLES</b>	<b>0</b>	<b>205 899</b>	<b>205 899</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1 746</b>	<b>1 746</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS ET DE CHANGE À TERME</b>	<b>5 179 597</b>	<b>205 899</b>	<b>5 385 496</b>	<b>-28 635</b>	<b>5 203 250</b>	<b>1 746</b>	<b>5 204 997</b>	<b>-61 467</b>

Les montants notionnels des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de taux et FRA pour les opérations à terme fermes, et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles.

Les engagements sur instruments de cours de change négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de devises.

**5.2.1. Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt et swaps financiers de devises négociés sur un marché de gré à gré**

	31/12/2025					31/12/2024				
<i>en milliers d'euros</i>	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total
Accords de taux futurs (FRA)					0					0
Swaps de taux d'intérêt	2 294 751	2 884 847	0		5 179 597	2 276 327	2 776 924	0		5 053 250
Swaps financiers de devises	0				0	0				0
Autres contrats à terme de taux d'intérêt					0					0
<b>Opérations fermes</b>	<b>2 294 751</b>	<b>2 884 847</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 179 597</b>	<b>2 276 327</b>	<b>2 776 924</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 053 250</b>
Options de taux d'intérêt	0				0	0				0
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 294 751</b>	<b>2 884 847</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 179 597</b>	<b>2 276 327</b>	<b>2 776 924</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 053 250</b>

Il n'y a pas eu de transfert d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

	31/12/2025					31/12/2024				
<i>en milliers d'euros</i>	Micro couverture	Macro couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total	Micro couverture	Macro couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total
Juste valeur	-89 693	61 058	0	0	-28 635	-106 704	45 237	0	0	-61 467

### 5.2.2. Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme

en milliers d'euros	31/12/2025			Total
	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Opérations sur marchés organisés				
Opérations de gré à gré	239 461	2 435 467	2 504 669	5 179 597
<b>Opérations fermes</b>	<b>239 461</b>	<b>2 435 467</b>	<b>2 504 669</b>	<b>5 179 597</b>
Opérations sur marchés organisés	0	0		0
Opérations de gré à gré	205 899	0	0	205 899
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>205 899</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>205 899</b>
<b>TOTAL</b>	<b>445 360</b>	<b>2 435 467</b>	<b>2 504 669</b>	<b>5 385 496</b>

### 5.2.3. Opérations en devises

#### Principes comptables

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés *prorata temporis* en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises.

Les montants en devises ne sont pas significatifs au sein de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

## Note 6. Autres informations

### 6.1 Consolidation

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 111-1 du règlement ANC 2020-01, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur établit des comptes consolidés conformes au référentiel comptable international.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BPCE.

### 6.2 Rémunérations, avances, crédits et engagements

Les rémunérations versées en 2025 aux organes de direction s'élèvent à 2 013 milliers d'euros.

### 6.3 Honoraires des commissaires aux comptes

	Mazars				Deloitte				TOTAL			
	Montant		%		Montant		%		Montant		%	
Montants en milliers d'euros	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
<b>Certification des comptes</b>	<b>110</b>	<b>109</b>	96	96	<b>110</b>	<b>109</b>	96	96	<b>220</b>	<b>218</b>	96	96
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	<b>4.6</b>	<b>4.6</b>	4	4	<b>4.6</b>	<b>4.6</b>	4	4	<b>9</b>	<b>9</b>	4	4
<b>TOTAL</b>	<b>114</b>	<b>114</b>	100	100	<b>114</b>	<b>114</b>	100	100	<b>229</b>	<b>227</b>	100	100
dont honoraires versés à l'entité portant le mandat CAC sur les entités consolidantes pour la certification des comptes (4)	110	109			110	109			220	218		
dont honoraires versés à l'entité portant le mandat CAC sur les entités consolidantes pour les services autres que la certification des comptes (5)	4.6	4.6			4.6	4.6			9	9		

Les montants portent sur les prestations figurant dans le compte de résultat de l'exercice y compris notamment, la TVA non récupérable.

### 6.4 Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45-I du Code Monétaire et Financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du Groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 18 avril 2025, pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2025, Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

### 3.2.3. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes individuels

Docusign Envelope ID: 535A3987-0117-4570-82AA-869D347B8B9F

## CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE CÔTE D'AZUR

Société anonyme

455 PROMENADE DES ANGLAIS, NICE 06200

---

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Forvis Mazars

109 rue Tête d'Or CS 10363

69 451 Lyon Cedex 06

Société par actions simplifiée d'expertise comptable

et de commissariat aux comptes

Capital de 5 906 008 euros – RCS Lyon B 351 497 649

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 201 424 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la  
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre



Docusign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-889D347B8B9F

## **CAISSE D'EPARGNE ET DE PRÉVOYANCE CÔTE D'AZUR**

Société anonyme

455 PROMENADE DES ANGLAIS, NICE 06200

---

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

---

À l'assemblée générale de la société CAISSE D'EPARGNE ET DE PRÉVOYANCE CÔTE D'AZUR

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CAISSE D'EPARGNE ET DE PRÉVOYANCE CÔTE D'AZUR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier

DocuSign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-889D347B8B9F

2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

#### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

#### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

DocuSign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-889D347B8B9F

### Risque de crédit – dépréciation individuelle et collective

Risque identifié	Notre réponse
<p>La Caisse d'Épargne Côte d'Azur est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par le management de la Caisse d'Épargne Côte d'Azur en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Par ailleurs, la Caisse d'Épargne Côte d'Azur enregistre, dans ses comptes sociaux, des provisions pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une dégradation significative du risque de crédit. Ces provisions sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, probabilité de défaut, taux perte en cas de défaut, informations prospectives).</p> <p>Ces provisions pour pertes attendues sont complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales identifiées par la Caisse d'Épargne Côte d'Azur.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations et provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédits aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des provisions pour pertes de crédit attendues, que dans l'appréciation du niveau de dépréciation individuel des encours de crédits douteux et douteux compromis.</p>	<p><u>Provisionnement des encours de crédits non douteux présentant une dégradation significative du risque de crédit :</u></p> <p>Nos travaux ont principalement consisté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différentes contreparties,</li> <li>• en une revue critique des travaux des auditeurs de la consolidation du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :</li> <li>• se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de provisions, les paramètres utilisés pour le calcul des provisions ;</li> <li>• ont apprécié le caractère approprié de ces paramètres utilisés pour les calculs des provisions au 31 décembre 2025,</li> <li>• ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits ;</li> <li>• ont réalisé des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatisés ;</li> <li>• ont réalisé des contrôles portant sur l'outil mis à disposition par le groupe BPCE afin d'évaluer les incidences en pertes de crédits attendues de l'application de dégradations sectorielles.</li> </ul> <p>Par ailleurs, nous nous sommes assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées dans les comptes de la Caisse d'Épargne Côte d'Azur. A ce titre, nous avons (i) procédé à l'appréciation des critères d'identification par la Caisse d'Épargne Côte d'Azur des secteurs d'activité considérés au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte économique actuel, (ii) effectué une revue critique des provisions ainsi estimées</p> <p><u>Dépréciation sur encours de crédits douteux et douteux compromis</u></p> <p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit ; du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous</p>

Docusign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-889D347B8B9F

*Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s'élève à 114 M€ pour un encours brut de 13 835 M€ (dont un encours brut faisant l'objet de dépréciation de 434 M€) au 31 décembre 2025. Le coût du risque sur l'exercice 2025 s'élève à 24,4 M€ (contre 23,2 M€ sur l'exercice 2024). Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 3.8 et 4.2.1 de l'annexe.*

avons réalisé des analyses contradictoires des montants de dépréciations et provisions.

*Nous avons également apprécié l'information détaillée en annexe au titre du risque de crédit au 31 décembre 2025.*

### Valorisation des titres BPCE

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.</p> <p>La valeur des titres de l'organe central, classés en titres de participation, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.</p> <p>Leur valorisation est principalement fondée sur les prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (DDM) déterminées à partir des plans d'affaires des principales filiales. Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques tels que le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme et le taux de rémunération des fonds propres.</p> <p>L'actif net réévalué de BPCE intègre également les actifs incorporels détenus par BPCE, qui font l'objet d'un exercice de valorisation périodique par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure prévisionnelles de l'organe central.</p> <p>Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE S.A. constitue un point clé de l'audit en raison de la significativité de cette estimation comptable au sein du bilan de la Caisse d'Épargne Côte d'Azur et des jugements intervenant dans le calibrage des paramètres.</p> <p><i>La valeur nette comptable des titres BPCE s'élève à 547,2 M€ au 31 décembre 2025.</i></p>	<p>Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit relatives à ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit qu'ils ont mise en œuvre et faisons une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font également appel à l'expertise des équipes d'experts en évaluation de chaque cabinet.</p> <p>Les travaux menés ont consisté principalement en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une analyse de la pertinence de la méthodologie retenue pour valoriser les principales entités ;</li> <li>- l'obtention et la revue des plans d'affaires des filiales et principales participations et l'analyse des taux d'actualisation, de croissance et de rémunération des fonds propres retenus en fonction du profil de chaque entité ;</li> <li>- un contre-calcul des valorisations ;</li> <li>- l'appréciation de l'absence d'indices / d'éléments factuels susceptibles de remettre en cause significativement la valorisation des actifs incorporels.</li> </ul>

DocuSign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-869D347B8B9F

*Pour plus de détails sur les principes comptables, se référer aux notes 4.4 de l'annexe.*

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

- Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire

#### **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

#### **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

##### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur par l'assemblée générale du 23 avril 2021 pour Deloitte & Associés et par celle du 23 avril 2015 pour Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2025, Deloitte & Associés était dans la 5ème année de sa mission sans interruption et Forvis Mazars dans la 11ème année.

DocuSign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-869D347B8B9F

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

#### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

##### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :



DocuSign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-889D347B8B9F

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Docusign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-880D347B8B9F

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

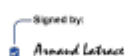
Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.


Marseille, le 9 avril 2026

Les commissaires aux comptes

Forvis Mazars

Deloitte & Associés

Signed by:  
  
48190011184B471...

Signed by:  
  
6801281C4C45608...

Arnaud LATRACE

Stéphane PINTO



**3.2.4. Conventions réglementées et rapport spécial des Commissaires aux comptes**

 <b>forvis mazars</b> 100, rue Tête d'Or CS 10363 69451 Lyon Cedex 08	 <b>Deloitte.</b> 6, place de la Pyramide 92 908 Paris-La Défense Cedex
--	--

**Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur**

**Rapport spécial des commissaires aux comptes  
sur les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice  
clos le 31 décembre 2025

<p>Forvis Mazars Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissariat aux comptes Capital de 5 986 008 euros - RCS Lyon B 351 497 649</p>	<p>Deloitte &amp; Associés Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissariat aux comptes Capital de 2 188 160 euros - RCS Nanterre 572 028 041</p>
--	--

DocuSign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-989D347B8B9F

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur  
Société anonyme  
RCS Nice : 384 402 871

## **Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la société Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-58 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## **Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale**

### **Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article L.225-88 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

#### **A. Convention conclue avec un membre du Directoire**

##### **Personne concernée**

Madame Céline Garrot, membre du Directoire de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

##### **Nature et objet**

Sur proposition du Comité des rémunérations, votre Conseil d'orientation et de surveillance a autorisé, dans sa séance du 20 mai 2025 la conclusion d'un contrat de travail entre la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur et Madame Céline Garrot portant sur sa rémunération.

DocuSign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-889D347B8B9F

**Modalités**

Madame Céline Garrot, dispose du statut de salarié en qualité de Directeur Exécutif du Pôle « Banque de Détail ». Le Conseil d'orientation et de surveillance a fixé une rémunération annuelle brute, à laquelle s'ajoute un avantage en nature (voiture), ainsi qu'une rémunération variable plafonnée à 50% de la rémunération globale fixe brute annuelle.

**Motifs justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Caisse d'Epargne :** votre Caisse d'Epargne bénéficiera des services rendus de ce membre du Directoire en contrepartie de sa rémunération.

**Conventions autorisées et conclues depuis la clôture**

Nous avons été avisé des conventions suivantes, autorisées et conclues depuis la clôture de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de surveillance.

**A. Convention conclue avec les membres du Directoire****Personne concernée**

Madame Isabelle MENGIN, Madame Céline GARROT, Monsieur Jean-Yves MORIN, Monsieur Frédéric LE BEUZIT, membres du Directoire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

**Nature et objet**

Sur proposition du Comité des rémunérations, votre Conseil d'orientation et de surveillance, dans sa séance du 30 mars 2026, a décidé d'attribuer aux membres du Directoire une indemnité en cas de départ contraint au titre de leur mandat.

**Modalités**

Le Conseil d'orientation et de surveillance a pris acte de la modification, le 18 mars 2025, des dispositions applicables aux membres de Directoire de Caisse d'Epargne (hors Président de Directoire) afin d'intégrer les montants du Plan d'Intéressement Long Terme (PILT) acquis dans la rémunération de référence servant au calcul de l'indemnité de départ susmentionnée.

**Motifs justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Caisse d'Epargne :** l'application de cet engagement aux membres du Directoire présente un intérêt pour votre Caisse d'Epargne puisqu'elle permet de s'attacher et de fidéliser ces dirigeants, en prenant en compte sa rémunération long terme dans le calcul de l'indemnité de départ contraint sans qu'elle ne constitue une charge financière excessive pour votre Caisse d'Epargne.

**B. Convention conclue avec le Président du Directoire****Personne concernée**

Monsieur Claude Valade, le Président du Directoire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

**Nature et objet**

Sur proposition du Comité des rémunérations, votre Conseil d'orientation et de surveillance, dans sa séance du 30 mars 2026, a décidé d'attribuer au Président du Directoire des indemnités de départ en cas de départ contraint de son mandat ou de départ en retraite au titre de son mandat.

**Modalités**

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance a, lors de sa réunion en date du 30 mars 2026, a décidé que Claude VALADE pourrait au titre de son mandat de Président du Directoire bénéficier d'indemnités de départ en cas de

DocuSign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-989D347B8B9F

départ contraint de son mandat ou de départ en retraite, selon les dispositions applicables aux directeurs généraux des Banques Populaires et présidents de directoire des Caisse d'Epargne.

Le Conseil d'orientation et de surveillance a pris acte de la modification, le 18 mars 2025, des dispositions applicables aux directeurs généraux de Banque Populaire et aux présidents de directoire de Caisse d'Epargne afin d'intégrer les montants du Plan d'Intéressement Long Terme (PILT) acquis dans la rémunération de référence servant au calcul de l'indemnité de départ susmentionnée.

Motifs justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Caisse d'Epargne : l'application de cet engagement au Président du Directoire présente un intérêt pour votre Caisse d'Epargne puisqu'elle permet de s'attacher et de fidéliser ces dirigeants, en prenant en compte sa rémunération long terme dans le calcul de l'indemnité de départ contraint, sans qu'elle ne constitue une charge financière excessive pour votre Caisse d'Epargne.

## Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

### Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs

#### Conventions dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R.225-57 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

##### A. Convention conclue avec un membre du Directoire

###### Personne concernée

Monsieur Frédéric Le Beuzit, membre du Directoire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

###### Nature et objet

Sur proposition du Comité des rémunérations, votre Conseil d'orientation et de surveillance a autorisé, dans sa séance du 02 juin 2023 la conclusion d'un contrat de travail entre la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur et Monsieur Frédéric Le Beuzit portant sur sa rémunération.

###### Modalités

Monsieur Frédéric Le Beuzit, dispose du statut de salarié en qualité de Directeur Exécutif du Pôle « Banque des Décideurs en Région ». Le Conseil d'orientation et de surveillance a fixé une rémunération annuelle brute, à laquelle s'ajoute un avantage en nature (voiture), ainsi qu'une rémunération variable plafonnée à 50% de la rémunération globale fixe brute annuelle.

##### B. Convention conclue avec un membre du Directoire

###### Personne concernée

Madame Isabelle Mengin, membre du Directoire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

###### Nature et objet

Sur proposition du Comité des rémunérations, votre Conseil d'orientation et de surveillance a autorisé, dans sa séance du 22 mars 2021 la conclusion d'un contrat de travail entre la Caisse d'Epargne Côte d'Azur S.A. et Madame. Isabelle Mengin portant sur sa rémunération.

DocuSign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-869D347B8B9F

**Modalités**

Madame Isabelle Mengin, dispose du statut de salarié en qualité de Directeur Exécutif du Pôle « Ressources et Transformation ». Le Conseil d'orientation et de surveillance a fixé une rémunération annuelle brute, à laquelle s'ajoute un avantage en nature (voiture), ainsi qu'une rémunération variable plafonnée à 50% de la rémunération globale fixe brute annuelle.

**C. Convention conclue avec un membre du Directoire****Personne concernée**

Monsieur Jean-Yves Morin, membre du Directoire de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

**Nature et objet**

Sur proposition du Comité des rémunérations, votre Conseil d'orientation et de surveillance a autorisé, dans sa séance du 22 mars 2021 la conclusion d'un contrat de travail entre la Caisse d'Épargne Côte d'Azur S.A. et Monsieur Jean-Yves Morin portant sur sa rémunération.

**Modalités**

Monsieur Jean-Yves Morin dispose du statut de salarié en qualité de Directeur Exécutif du Pôle « Finance et Expertises ». Le Conseil d'orientation et de surveillance a fixé une rémunération annuelle brute, à laquelle s'ajoute un avantage en nature (voiture), ainsi qu'une rémunération variable plafonnée à 50% de la rémunération globale fixe brute annuelle.

**D. Convention conclue avec un membre du Directoire****Personne concernée**

Monsieur Claude Valade, Président du directoire de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

- 1) Contrat d'adhésion à la convention d'assurance épargne retraite entreprise « article 82 » souscrit par BPCE auprès d'Axa

**Nature et objet**

Votre Conseil d'orientation et de surveillance a autorisé, dans sa séance du 26 mars 2024, le dispositif d'assurance épargne retraite entreprise « article 82 » souscrit par BPCE auprès d'Axa, au bénéfice des dirigeants exécutifs du Groupe BPCE.

**Modalités**

Majoration de la rémunération fixe en contrepartie de la cotisation au titre de ce régime de retraite supplémentaire restant à la charge du bénéficiaire.

**E. Convention conclue avec les 4 Sociétés Locales d'Épargne (SLE)**

- 1) Convention de compte courant d'associé

**Nature et objet**

Votre Conseil d'orientation et de surveillance lors de sa séance du 20 décembre 2024 a approuvé les termes de la présente convention.

Dépôt sur un compte courant d'associé ouvert à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur S.A., des sommes correspondant à la différence positive entre le montant du produit net des souscriptions des parts sociales



DocuSign Envelope ID: 535A3987-0117-4579-82AA-869D347B8B9F

de SLE et le montant de la participation de la SLE dans le capital de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

#### Modalités

Date d'effet : 2 septembre 2024

Date d'échéance : indéterminée

Les différences positives inscrites en compte à terme SLE au passif du bilan de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur S.A. s'élève à 264 550 milliers d'euros au 31 décembre 2025 pour l'ensemble des quatre SLE.

La rémunération, fixée à un taux équivalent à l'intérêt servi aux parts sociales de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur s'établit à 6 068 milliers d'euros au 31 décembre 2025 pour l'ensemble des quatre SLE.

### 2) Conventions de prestations de services

#### Nature et objet

Votre Conseil d'orientation et de surveillance lors de sa séance du 20 décembre 2024 a approuvé les termes de la présente convention.

Conventions de prestations de services mises en place avec chacune des quatre SLE.

Les prestations relatives à la gestion administrative et comptable des SLE, y compris les prestations de gestion des factures, fournies aux SLE font l'objet d'une rémunération égale aux coûts supportés par votre société, augmentée d'une marge de 2%.

#### Modalités

Date d'effet : 2 septembre 2024

Date d'échéance : 31 décembre 2026, renouvelable par tacite reconduction.

Le montant de la rémunération de cette prestation s'établit à HT 176 milliers d'euros pour l'exercice 2025, pour l'ensemble des quatre SLE

### F. Convention conclue avec BPCE S.A.

#### Personne concernée

Madame Françoise Lemalle, Présidente du Conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, membre du Conseil de surveillance de BPCE S.A.

### 1) Convention de répartition de rémunération des collatéraux

#### Nature et objet

Le Conseil d'orientation et de surveillance du 23 juin 2009 a autorisé la signature par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur de la convention de rémunération des collatéraux avec BPCE S.A. (anciennement CNCE). L'objet de cette convention est de déterminer les modalités de calcul et de paiement à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur S.A. de la commission de mobilisation des actifs, en contrepartie de l'apport direct ou indirect de collatéral auprès de la Banque de France au titre des opérations de politique monétaire de la Banque Centrale Européenne.

#### Modalités

Aucun montant de commissions n'a été perçu par la Caisse au titre de la mobilisation des actifs perçues pour l'exercice 2025.

DocuSign Envelope ID: 535A3987-0117-4570-82AA-889D347B8B9F

**G. Convention conclue avec un membre du Directoire****Personne concernée**

Monsieur Sylvain Vial, membre du Directoire de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur.

**Nature et objet**

Sur proposition du Comité des rémunérations, votre Conseil d'orientation et de surveillance a autorisé, dans sa séance du 11 décembre 2020, la conclusion d'un contrat de travail entre la Caisse d'Épargne Côte d'Azur et Monsieur Sylvain Vial, portant sur sa rémunération.

**Modalités**

Monsieur Sylvain Vial dispose du statut de salarié en qualité de Directeur Exécutif du Pôle « Banque de Détail ». Le Conseil d'orientation et de surveillance a fixé une rémunération brute annuelle, à laquelle s'ajoute un avantage en nature (voiture), ainsi qu'une rémunération variable plafonnée à 50% de la rémunération globale fixe brute annuelle.

Cette convention a pris fin le 1<sup>er</sup> juin 2025 suite à la démission de Monsieur Sylvain Vial.


**Les Commissaires aux comptes****Forvis Mazars**

Marseille, le 9 avril 2026

Signed by:  
 *Arnaud Latrace*  
48158011164671...

**Arnaud LATRACE**  
Associé**Deloitte & Associés**

Marseille, le 9 avril 2026

Signed by:  
 *Stéphane Pinto*  
6801281C4C45408...

**Stéphane PINTO**  
Associé

## **4** Déclaration des personnes responsables

### **4.1.** Personne responsable des informations contenues dans le rapport

Jean-Yves MORIN, Membre du Directoire en charge du Pôle Finances et Expertises.

### **4.2.** Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent rapport sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Jean-Yves MORIN,

Membre du Directoire en charge du Pôle Finances et Expertises



Date : 30/04/2026